

# LE PARTAGE DES PROFITS DE LA GUERRE

DANS

## LES TRAITÉS D'ALLIANCE ANTIQUES

La publication récente d'un fragment d'inscription grecque<sup>1</sup> réveille l'attention sur un traité qui inaugure une série d'événements aux conséquences incalculables, celui qui noue la première alliance extensive des Romains avec un État grec contre une grande monarchie hellénistique et qui fixe les modalités de leur première intervention militaire en Grèce. On le voit : un épisode décisif pour deux histoires en pratique, avant lui, étrangères l'une à l'autre et de plus en plus appelées, après lui, à s'entre-croiser pour se confondre en fin de compte, celle du monde hellénistique et celle de Rome.

J'entreprendrai ailleurs l'examen de cette inscription et de ce qu'elle nous enseigne. Mon dessein, ici, est à la fois plus restreint et plus simple. Du traité qui représente une telle innovation dans la politique de Rome, je n'envisagerai qu'un détail. Mais, afin de comprendre ce détail, je me reporterai à plusieurs autres traités antiques.

\* \* \*

Il s'agit de l'alliance intervenue, pendant la deuxième guerre punique et au début de la première guerre de Macédoine, entre Rome et la Confédération aitolienne contre le roi antigonide que les modernes appellent Philippe V de Macédoine. Nous connaissons déjà certaines bases du traité, grâce aux indications des sources littéraires<sup>2</sup>, avant

1. O. KLAFFENBACH, *Der römisch-ätolische Bündnisvertrag vom Jahre 212 v. Chr.*, n° 1, *Sitzungsber. der deutschen Akad. der Wiss. zu Berlin, Klasse für Sprachen, Lit. und Kunst*, 1954; cf. J. et L. ROBERT, *R. É. G.*, t. LVIII, 1955, *Bull. épigr.*, n° 132, p. 231-232. — Mon mémoire se trouvait à l'impression quand a paru celui d'IDA CALABI, *Il trattato romano-aitolico del 212 nella nuova epigrafe acarnania*, dans la *Riv. di Fil.*, t. XXXIV, 1956, p. 389-397. La question que je traite ici y est abordée p. 392-393, surtout p. 393, n. 1; mais ce qui en est dit ne rend nécessaire, me semble-t-il, aucune modification de mon texte.]

2. Principalement, Liv., XXVI, 24, 8-13. Incidemment, Pol., IX, 39, 2-3; XI, 5, 4-5; XVIII, 38, 7; 48, 7; XXII, 8, 9-10; Liv., XXVI, 26, 3 (pour XXXIII, 13, 9, la source antique existe).

tout par l'aperçu qu'en a donné Tite-Live en utilisant une page aujourd'hui disparue de Polybe. L'inscription récemment découverte et publiée nous met en possession de quelques phrases du texte original du traité. Il ressort avec certitude de cet ensemble que les nouveaux alliés avaient jugé bon de s'entendre à l'avance sur la répartition des profits à venir de la guerre qu'ils allaient mener contre leur ennemi commun et contre les alliés de celui-ci.

Ils avaient distingué plusieurs cas, définis avec soin. Pour deux de ces cas, notre information actuelle est complète : entendons par là que nous connaissons exactement le libellé des formules adoptées par les négociateurs. Premier cas : si les Romains combattant isolément s'emparaient d'une cité, ils disposeraient à leur gré de tout ce que le pillage de la ville et de son plat pays leur permettrait de s'approprier et d'emporter ou emmener, biens mobiliers et êtres humains<sup>1</sup>; mais ville et territoire deviendraient la propriété des Aitoliens. Deuxième cas : si la conquête était due à l'action conjuguée des Romains et des Aitoliens, le produit du pillage appartiendrait « en commun aux uns et aux autres », ville et territoire devant encore revenir aux seuls Aitoliens. La distinction établie entre ces deux cas contraint de penser que le traité en envisageait aussi un troisième, logiquement complémentaire des deux autres : celui d'une conquête effectuée par les Aitoliens opérant isolément. A mon sens, le texte épigraphique présente encore quelques vestiges de la phrase qui définissait ce cas et qui précisait quelle règle lui serait applicable. Toutefois, en dépit de sa vraisemblance, je ne tiendrai pas compte de l'hypothèse. Indubitable, la présence dans le traité des deux clauses qui viennent d'être énoncées me suffit.

De même, parmi plusieurs remarques que leur libellé suggère<sup>2</sup>, une seule me paraît, ici, nécessaire. A propos, précisément, de cette entente entre Romains et Aitoliens, on a parlé de « partage du butin<sup>3</sup> » et, de

1. Le texte du traité, connu par l'inscription, ne met pas ainsi les points sur les *i* et parle seulement de « ce que les Romains prendront ». On verra, dans la suite de ce mémoire, pourquoi j'éprouve le besoin de préciser le sens réel de l'expression, sur lequel les passages de Polybe signalés à la note précédente ne permettent aucun doute. — On aura reconnu, dans l'emploi que je fais des verbes « emporter ou emmener », un souvenir de l'expression grecque classique *ἐμπερναι καὶ ἔχειν*, qui signifie « piller ».

2. On peut, en particulier, remarquer l'imprécision de la formule relative au deuxième cas : dire que le produit du pillage appartient « en commun » aux deux vainqueurs laisse la porte ouverte à plus d'une interprétation — voire à plus d'une querelle entre les intéressés.

3. *Beuteteilung*, dit constamment Taubler dans l'ouvrage cité plus loin, p. 235, n. 2; KLAFFENBACH, *op. cit.*, p. 6, reprend le mot tel quel, alors que H. HOHN, *Fœderati. Untersuch. zur Gesch. ihrer Rechtsstellung im Zeitalter der röm. Rep. und des frühen Principats* (Diss. Frankfurt a. M., 1930), p. 93, le modifie à peine en *Beuteverteilung*.



fait, le mot « butin » vient assez naturellement à l'esprit en raison de sa commodité. Mais il est inadéquat, donc dangereux : là comme ailleurs, la propriété des termes conditionne la justesse du raisonnement. Ce mot ne recouvre pas tout ce qui se trouve en cause : depuis longtemps, nous ne l'appliquons plus aux humains et, jamais, il ne s'est appliqué au territoire. Surtout, une nuance péjorative l'affecte, qui peut influencer inconsciemment le plus averti des critiques : en l'occurrence, elle contribue sans doute à expliquer certaines erreurs d'appréciation commises sur le traité<sup>1</sup>. Aussi convient-il d'employer une expression à la fois plus large et plus neutre — telle que les « profits de la guerre » — afin de ne pas déformer la réalité et de la regarder avec l'objectivité souhaitable.

Ces préliminaires permettent de poser la question que je veux examiner et que j'espère résoudre : la présence de ces clauses suffit-elle à trahir l'identité du groupe de négociateurs qui les a proposées à l'autre ? En 1913, un historien très versé dans l'étude des traités romains, Eugen Täubler<sup>2</sup>, a affirmé et s'est flatté de démontrer que la pratique correspondait à un usage exclusivement et spécifiquement grec. Pour lui, ce n'était là qu'une preuve, ajoutée à plusieurs autres, mais non pas la moins décisive, de la supériorité morale et politique des Aitoliens au cours de la négociation : ressentant fortement le besoin d'alliés grecs et venus en sollicitateurs, les Romains auraient été trop heureux de conclure le traité tel que, dans sa structure et dans ses clauses principales, les Aitoliens auraient jugé bon de le leur proposer ou, pour mieux dire, de le leur imposer. Cette interprétation générale de l'alliance aitolo-romaine a connu grand succès : personne ne l'a contestée et, hormis G. de Sanctis<sup>3</sup>, tous ceux qui ont étudié de façon sérieuse ces événements l'ont reprise<sup>4</sup>. Ce n'est pas elle, dans son

1. F. TÄUBLER, *Das Altertum. Geschichte und Gestalt der Mittelmeerländer* (Stuttgart, 1950), p. 592, écrit, par exemple : ... ein Bündnis..., das als echter Raubvertrag eine traurige Berücksichtigung erlangt hat. M. Holleaux, qui pourtant, dans *Rome, la Grèce et les monarchies hellénistiques au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C.*, 273-205, fasc. 124 de la *Bibl. Éc. fr. Athènes et Rome* (Paris, 1921), p. 210, parlait des « profits de la guerre », considérait, p. 220, que les Romains avaient « résolu d'assouvir leur cupidité » et, au t. VIII (1930) de la *Cambridge anc. hist.*, p. 125, qualifiait ce traité de *shameful enough for both parties*. Les nombreux précédents que je vais invoquer suffisent à montrer l'excès de ces jugements ; la question mériterait d'être reprise ailleurs.

2. *Imperium Romanum. Studien zur Entwicklungsgesch. des röm. Reichs*, t. I, *Die Staatsverträge und Staatsverhältnisse* (Leipzig-Berlin, 1913), p. 211-212 et 430-432.

3. Celui-ci, dans sa *Storia dei Romani*, t. III, *L'età delle guerre puniche*, 2 (Turin, 1917), p. 414-415, n'en dit rien.

4. M. HOLLEAUX, *Rome*, p. 201, n. 5 ; p. 210 ; C. A. H., t. VIII, p. 125 ; E. BICKERMANN, *Philologus*, t. LXXXVII, 1932, p. 287, n. 29 ; A. HEUSS, *Die völkerrechtliche Grundlagen der*

ensemble, que j'entends aujourd'hui soumettre à l'examen, mais uniquement, parmi les preuves alléguées par Täubler, celle qui vient d'être définie. Et sans doute vaut-il la peine de préciser que, si Täubler ne disposait sur cet épisode, en 1913, que des vieilles sources littéraires, rien ne permet de penser que la connaissance de l'inscription nouvelle eût modifié son opinion<sup>1</sup> : celle-ci a obtenu la pleine adhésion de l'éditeur du document épigraphique, G. Klaffenbach, et la discussion qui va suivre n'aura à invoquer aucune des certitudes acquises — ou des incertitudes créées — par cette publication récente.

Un usage exclusivement et spécifiquement grec : telle est l'affirmation qu'il faut mettre à l'épreuve.

\* \* \*

Que l'usage soit grec, il n'est pas permis d'en douter : des alliances entre États grecs, plus ou moins mises en forme par les contractants, plus ou moins connues de nous dans le détail, contiennent des clauses expresses ou aboutissent à des pratiques de répartition analogues par leur esprit. A dire vrai, en l'occurrence, Täubler s'est contenté à peu de frais. De ces alliances, il n'a cité qu'un seul exemple<sup>2</sup>, celui d'un tyran sicilien s'entendant, au début du v<sup>e</sup> siècle, avec des Samiens exilés pour les laisser en paix maîtres de la cité de Zancle dont ils s'étaient emparés : sa part devait comprendre la moitié du butin mobilier et des esclaves pris dans la ville, ainsi que la totalité de ce qu'on avait pris ou prendrait dans le plat pays. Mais, en apparence au moins, il est possible d'apporter beaucoup d'eau à son moulin en citant d'autres exemples.

Voici, vers 450, un traité dont la médiation d'Argos ménage la conclusion entre deux cités crétoises, Tylissos et Cnossos<sup>3</sup>. Sur ce qui

*röm. Ausserpolitik in rep. Zeit* (Beiheft 31 = n. s. 18 de *Klio*, 1933), p. 38 ; F. W. WALBANK, *Philip V of Macedon* (Cambridge, 1940), p. 83 ; H. H. SCULLARD, *Roman politics 220-150 B. C.* (Oxford, 1951), p. 63, n. 1 ; G. KLAFFENBACH, *op. cit.*, p. 6-7. Fondé sur notre ignorance des traités romains, un début d'objection est présenté par H. HORN, *op. cit.*, p. 24 ; mais cet érudit n'en marque pas moins très vite son adhésion entière : des clauses grecques, suggère-t-il, ont pu s'introduire dans les traités romains avant la fin du III<sup>e</sup> siècle.

1. Je crois que l'étude du texte de l'inscription fournit un argument décisif contre l'interprétation générale de Täubler ; mais, dogmatique comme tout son livre le révèle, je m'assure qu'il ne l'eût pas plus aperçu que ne l'a vu Klaffenbach.

2. P. 431 : *Hér.*, VI, 23.

3. *Inscr. Crét.*, t. I, p. 56-57, Cnossos, n° 4 = *Syll.*<sup>3</sup>, t. I, n° 56 = *Tod*, t. I, n° 33 ; je n'entreprends naturellement pas ici d'établir les détails de mon interprétation : sur l'essentiel, aucune difficulté ne peut surgir.

sera pris en commun aux ennemis, Cnossos prélèvera d'abord la dime ; puis un partage donnera aux Tylissiens un tiers des prises faites sur terre et la moitié des prises faites sur mer ; les dieux interviennent aussi, probablement pour les armes, celui de Delphes recevant les plus belles pièces et Arès de Cnossos les autres.

En 415, l'expédition envoyée en Sicile par Athènes pour soutenir son alliée Ségeste contre Syracuse prend au passage une cité sicane, Hyecara. Le pillage est certainement intégral, puisque les habitants, réduits en esclavage, sont un peu plus tard vendus sur le marché de Catane au profit de la caisse de l'expédition. Mais la cité est remise par les Athéniens aux Ségestains, dont un renfort de cavalerie a contribué au succès<sup>1</sup>. On peut considérer comme certain qu'aucun accord préalable n'imposait une répartition selon ces normes : les convenances eussent été satisfaites si les Athéniens avaient abandonné aux Ségestains une part du produit du pillage et le besoin d'argent suffit à expliquer qu'ils aient procédé comme ils l'ont fait<sup>2</sup>. Pourtant, alors que je néglige beaucoup d'autres épisodes où des alliés, après la victoire, se partagent les profits qu'elle leur a valus, je relève celui-là, à cause de l'identité de la solution alors appliquée avec celle qu'a prévue le traité aïtolo-romain pour les conquêtes opérées par les seuls Romains. Aux uns tout ce qui peut s'emporter ou s'emmenner et se vendre, aux autres la ville et son territoire : les Grecs connaissaient ce mode de répartition, dont la remarquable simplicité excluait toute divergence d'interprétation, et, l'ayant vu mettre en pratique, ils ne pouvaient répugner à l'inscrire dans un traité.

Sautons deux siècles, du cœur des temps classiques à celui de la période hellénistique : je n'y aperçois rien, mais n'ai pas la prétention de ne rien oublier qui soit connu — et chacun sait assez que tout n'est pas connu. L'important est que l'usage attesté auparavant ne se preserve pas, comme le prouvent des faits plus nombreux que jamais après cette interruption, peut-être plus apparente que réelle.

L'un de ces faits présente un intérêt particulier parce que, daté de

1. Thuc., VI, 62, 3-4. Cette vente est souvent signalée (Thuc., VII, 13, 2 ; Diod., XIII, 4, 1 ; Plut., *Nicias*, 15) : parmi les enfants se trouvait celle qui devait devenir la courtisane Laïs (Plut., *loc. cit.* ; Athén., XIII, p. 588 c).

2. Thucydide (VI, 62, 3) éprouve le besoin d'expliquer la remise de la cité aux Ségestains. Précédemment (VI, 46-47), il avait insisté sur les soucis financiers des généraux athéniens et, en 62, 4, il prend soin de préciser le montant des sommes recueillies. — Ces explications montrent que je comprends l'épisode autrement que BIERMAN, *Rev. int. des droits de l'Ant.*, t. IV, 1950 = *Mé. F. de Visser*, t. III, p. 119, n. 79 : pas plus qu'en Thuc., III, 112-114 (cf. la remarque finale de 113, 6), il ne s'agit de l'abandon au belligérant juridique principal d'une conquête opérée par l'allié qui lui porte secours.

220, il se produit moins de dix ans avant notre traité et parce qu'il concerne précisément les Aitoliens<sup>1</sup>. Ceux-ci, par une convention avec l'Illyrien Skerdilaidas, se sont engagés à lui donner une part de leurs prises s'il les aide à l'attaque qu'ils projettent contre l'Achaïe. Il tient sa promesse, mais non les Aitoliens, qui ne lui remettent rien après le sac d'une ville où ils ont pris force esclaves et bétail. Querelle de voleurs, dit Polybe sans ajouter le moindre mot sur la justification que les Aitoliens donnèrent sans doute de leur conduite<sup>2</sup> : hors de la formule dont je viens de signaler la simplicité, mais qui n'était pas applicable à toutes les situations, les accords de ce genre étaient propres à susciter les pires différends. Il reste que les futurs alliés de Rome connaissaient fort bien, par une expérience très récente, la possibilité de telles clauses et leur utilité, en même temps que les limites de leur efficacité.

Sans doute vers la même date, deux cités crétoises, Lyttos et Malla, concluent un traité d'alliance<sup>3</sup> qui contient la clause que voici : « Si, faisant campagne en commun, nous prenons, grâce à la faveur des dieux, quelque chose qui appartient aux ennemis, que chaque groupe des Lyttiens et des Mallaiens ayant participé à l'expédition reçoive une part proportionnelle au nombre des hommes mis en route. »

J'arrête là une énumération qui pourrait s'allonger encore de six traités, connus grâce à des inscriptions crétoises<sup>4</sup>. Pour l'objet de cette enquête, ils n'apporteraient rien d'inédit, car, si les modalités qu'ils adoptent pour la répartition offrent une variété juridiquement et psychologiquement intéressante, la gamme des solutions déjà analysées suffit, déjà aussi, à la faire pressentir. En outre, éparpillés au cours du II<sup>e</sup> siècle avant J.-C., ils sont tous postérieurs à l'alliance aitolo-

1. Pol., IV, 16, 10; 29, 4-6.

2. En lisant Pol., IV, 17-18, on aperçoit plusieurs excuses possibles : Kynaithra ne se trouvait pas en Achaïe, mais en Arcadie, bien qu'elle adhérât à la Confédération achaienne; Skerdilaidas n'avait pas aidé à l'occupation de la ville; celle-ci n'avait pas été prise, mais livrée par certains de ses habitants; etc.

3. *Inscr. Cret.*, t. I, p. 231-232, Malla, n° 1 = *S. G. D. I.*, t. III, 2, n° 5100; ma ponctuation diffère un peu de celles de F. Blass et M. Guarducci; mais le sens de la clause ne s'en ressent pas.

4. Je me borne à en indiquer les références, dans un ordre chronologique que tel ou tel critique pourrait modifier : — 1° *Inscr. Cret.*, t. III, p. 31 et suiv., *Hierapytna*, n° 3 A = *S. G. D. I.*, t. III, 1, n° 3749 = *Syll.*<sup>3</sup>, t. II, n° 581, l. 51 et suiv., surtout 56-58; — 2° *Inscr. Cret.*, t. III, p. 39 et suiv., *Hierapytna*, n° 3 B = *S. G. D. I.*, t. III, 2, n° 5041, l. 7-8; — 3° *Inscr. Cret.*, t. III, p. 43 et suiv., *Hierapytna*, n° 4 = *S. G. D. I.*, t. III, 2, n° 5040, l. 53-56; — 4° *Inscr. Cret.*, t. IV, p. 254, *Gortyne*, n° 180, l. 2-6; — 5° *Inscr. Cret.*, t. IV, p. 259 et suiv., *Gortyne*, n° 182 = *S. G. D. I.*, t. III, 2, n° 5016, l. 14-16; — 6° *Inscr. Cret.*, t. I, p. 116 et suiv., *Lato*, n° 5 = *S. G. D. I.*, t. III, 2, n° 5075, l. 17-18.

romaine, ce qui revient à dire, non pas que celle-ci a pu leur servir de précédent et de modèle, mais qu'ils ne prouvent rien quant à l'hellénisme de l'usage au moment où elle fut négociée et conclue. Aussi bien, après les cinq premiers exemples, qui donc ressentirait le besoin d'autres preuves?

\* \* \*

Il s'en faut que l'argumentation de Täubler, qui ne s'en tenait pas là, se trouve du même coup confirmée. C'est sur la suite qu'elle trébuche. Car qu'un usage soit grec n'entraîne pas qu'il soit étranger à un autre peuple, et les Romains, précisément, n'ignoraient pas celui-là avant de prendre contact avec les Grecs.

Par prudence, je n'invoque pas l'alliance que le consul Sp. Cassius conclut en 493 avec les Latins. Denys d'Halicarnasse est formel, si formel que son texte se présente comme la traduction en grec du texte original : toutes les prises faites dans les guerres menées en commun devaient être partagées par moitié. Huit ans plus tard, toujours d'après Denys, l'adhésion des Herniques à l'alliance conduisit à un partage par tiers<sup>1</sup>. Cette tradition eût dû embarrasser Täubler. Il l'a condamnée : à l'en croire, jamais un traité romain n'a pu contenir pareilles dispositions ; elles ont donc été forgées après coup, en codifiant l'usage appliqué pour les distributions individuelles d'argent et de terres à la fin des guerres victorieuses et en imitant les clauses des traités grecs<sup>2</sup>. Mais, sans appui d'aucune sorte, preuve ni même indice, ces affirmations péremptoires et ces hypothèses ne peuvent pas convaincre. J'estime, au contraire, très probable qu'un engagement authentique de ce genre se trouvait à l'origine de la tradition annalistique utilisée par Denys. Toutefois, comment le prouver et comment hausser les dires d'un historien médiocre à égalité avec le texte d'un traité grec gravé sur une stèle au lendemain de sa conclusion ? On me pardonnera, je pense, de ne pas m'évertuer à cette tâche impossible.

Des scrupules analogues ne m'assaillent pas pour le deuxième des

1. Dion. Hal., VI, 95, et VIII, 77. Me gardant de traiter à fond la question, très épineuse, je me borne à signaler que R. VON SCALA, *Die Staatsverträge des Altertums*, t. I (Leipzig, 1898), p. 32, interprète mal les passages du texte que cite Festus, p. 166, 24 : ils concernent le *commercium*, non les prises de guerre. Au contraire, une étude complète ne pourrait s'ignorer ni Liv., II, 41, 1, ni Plin., *N. H.*, XXXIV, 5, 20.

2. Très longue discussion sur les rapports de Rome et des Latins, p. 276 et suiv. ; sur la clause du partage, spécialement p. 282-284 et p. 317. — Bien entendu, il est impossible de maintenir au traité une date ancienne et, en même temps, d'accepter une origine grecque pour cette clause, comme le fait H. HORN, *op. cit.*, p. 93.



traités entre Rome et Carthage dont Polybe a inséré la traduction grecque dans ses *Histoires*<sup>1</sup>. Mais peut-être me taxera-t-on de témérité. Depuis plus d'un siècle, ces traités ont soulevé d'innombrables controverses<sup>2</sup>, qui forment aujourd'hui un maquis si enchevêtré et épineux qu'il paraîtrait prudent de demeurer à respectueuse distance. Impossible, peut-on croire, de recourir à eux sans être happé tout entier, de proche en proche, par un redoutable complexe critique. Je m'y risquerai néanmoins, attentif à n'aborder ni le problème chronologique ni celui de l'interprétation politique. Il me suffira de définir deux larges bases de mon raisonnement, dont aucune ne peut susciter de sérieuse contestation.

L'une est que les traductions grecques données par Polybe et transmises par les manuscrits de ses *Histoires* ne trahissent pas de façon grave les textes originaux. Ici ou là, un mot ou un membre de phrase<sup>3</sup> peuvent être erronés ou avoir disparu. Mais ces erreurs ou ces pertes ne portent pas atteinte à la véracité de chaque clause lorsque, telle que nous la connaissons, elle offre un sens satisfaisant. Pour l'ensemble comme pour le détail, l'hypothèse de l'intervention d'un faussaire est exclue<sup>4</sup>, car rien n'y apparaît propre à fortifier la position d'aucun des partenaires lorsque, plus tard, vint à surgir la menace d'un conflit.

L'autre est que, si ces traités instituent entre les contractants une simple « amitié »<sup>5</sup>, ils sont néanmoins utilisables dans une exégèse consacrée à l'« alliance » aitolio-romaine. Ils envisagent, sinon une guerre proprement dite, menée des deux côtés ou en commun contre

1. Premier traité : Pol., III, 22, 4-13 ; deuxième traité : 24, 3-13. Je n'ai à me servir d'aucun des autres textes qui ont été versés au débat.

2. L'essentiel de la surabondante *Literatur* se trouve commodément indiqué, jusqu'en 1898, par R. VON SCALA, *op. cit.*, p. 30, et, de 1898 à 1930, par F. SCHACHERMEYER, *Rhein. Mus.*, t. LXXIX, 1930, p. 350, n. 1. Après cette date, la liste la moins incomplète, à ma connaissance, est donnée par G. GIANNELLI, dans G. G.-S. MAZZARINO, *Trattato di storia romana*, t. I (Rome, 1953), p. 163-164 ; on y ajoutera Ét. COLOZIER, *Les Étrusques et Carthage*, dans *Mé. d'arch. et d'hist. de l'Éc. fr. de Rome*, t. XLV, 1953, spécialement p. 90-94, et G. PICARD, *Le monde de Carthage*, dans la collection *Les grandes civilisations de l'Ant.* (Paris, 1956), p. 62 et 193.

3. Des phrases entières ? O. MELTZER, *Gesch. der Karthager*, t. I (Berlin, 1879), p. 174 et suiv., 338 et suiv., le supposait, afin de réintroduire dans les traités les précisions fournies par Pol., III, 23 et 24, 14-16. Reprendre cette hypothèse n'affaiblirait pas ici mon argumentation.

4. Que je sache, cette hypothèse n'a été présentée expressément par personne. Malgré l'affirmation de G. GIANNELLI, *op. cit.*, p. 163, je ne trouve rien de tel chez Mommsen. Alors que G. DE SANCTIS, *Storia dei Romani*, t. II (Turin, 1907), p. 251-253, a exposé clairement son opinion sur le premier traité, le silence qu'il a observé ensuite sur le deuxième est étrange ; mais il ne s'explique pas nécessairement par la croyance au faux.

5. Pol., III, 22, 4 et 24, 3.

le même ennemi, du moins des actes de force susceptibles d'entraîner les mêmes effets pratiques, pillage et occupation d'une ville et de son territoire. Beaucoup plus que la catégorie juridique des documents, je retiens donc l'esprit de la clause d'attribution, la nature des préoccupations dont sa présence atteste l'existence chez les partenaires, la direction dans laquelle les habitudes de ceux-ci les incitent à rechercher un accord. Concluant une alliance expresse, ils se fussent posé des questions analogues, quitte, s'ils l'eussent jugé bon, à s'entendre sur des modalités différentes.

Ces deux points admis, le texte paraîtra décisif.

Le deuxième traité contient, en effet, la clause suivante : « Si les Carthaginois prennent dans le Latium une cité » — ou « ville » : le mot πόλις peut présenter les deux sens — « qui n'est pas sujette des Romains, qu'ils possèdent les richesses et les hommes, mais qu'ils remettent la cité<sup>1</sup>. » Rien de plus, ni avant ni après, concernant le Latium. La clause a sans doute en vue le cas d'expéditions lancées par les Carthaginois pour châtier les pirates latins. Mais, après tout, la façon dont ils se sont emparés de la cité n'importe guère ici. Tout l'intérêt se concentre sur ce qu'ils s'engagent à faire d'elle.

La « remettre », dit Polybe. Mais à qui? Le complément d'attribution manque. Quelle que soit l'origine de cette carence du texte, il faut y suppléer. Bon nombre d'érudits<sup>2</sup> ont obéi à cette nécessité. Mais ils l'ont fait d'instinct, je veux dire en ajoutant un mot ou plutôt un nom — celui du bénéficiaire — à la phrase grecque, sans signaler qu'il y manque et sans tenter de justifier le choix qu'ils faisaient de ce nom plutôt que d'un autre. On devine le résultat : dicté par leur seule intuition, leur choix s'est porté sur des bénéficiaires différents<sup>3</sup>.

1. Pol., III, 24, 5. Normalement, πόλις équivaut à *civitas*, mais parfois aussi, et sans conteste, à *urbe* : cf., par exemple, Pol., XXXVI, 4, 2, ou bien la nouvelle inscription donnant le texte du traité aitolio-romain. Ici, on est assurément tenté de ne songer qu'à la ville, et c'est ce que font presque tous les critiques ; toutefois, la remarque de F. SCHACHERMEYER, *op. cit.*, p. 365, n. 2, est à noter. Je penche pour le sens le plus large, car le pillage du plat pays est évidemment autorisé comme celui de la ville. — On remarquera que Polybe écrit ἑδρα, et non ἀνδρώπους comme on l'attendrait plutôt : aucune raison de corriger, c'est-à-dire de ne pas admettre que les Carthaginois s'engageaient à laisser sur place femmes et enfants.

2. Presque autant — je n'ai pas fait de statistiques — ne précisent pas plus que Polybe, mais sans relever pour autant cette bizarre défaillance. Seul, à ma connaissance, L. PARETI, *Scrisse di Roma*, t. I (Turin, 1952), p. 562, signale les deux bénéficiaires possibles, il est vrai sans choisir entre eux.

3. La très grande majorité de ceux qui complètent parlent d'une remise aux Romains. Mais TAUBLER, p. 260 (avec un lapsus sur ville « sujette », répété p. 261) et 264 (sans lapsus), a parlé de *Freigabe*, c'est-à-dire de remise « en liberté », donc aux citoyens.

Théoriquement, il en est deux possibles, et seuls possibles : les Romains et les citoyens de la cité. En fait, il ne peut s'agir que des Romains. La restitution aux citoyens postulerait que, toujours, certains de ceux-ci eussent échappé à la capture. Certes, les négociateurs avaient assez d'expérience pour savoir qu'il en serait le plus souvent ainsi. Pourtant, qu'advierait-il au cas d'une défaite sans appel et d'une mise à sac intégrale, c'est-à-dire au cas où aucun citoyen n'aurait conservé la liberté en même temps que la vie ? Rédigeant un traité qui reconnaît aux vainqueurs la pleine propriété des hommes dont ils se sont saisis, donc le droit de les emmener avec eux et de les réduire en esclavage, les négociateurs n'ont pas pu négliger cette éventualité. Ce qui équivaut à prouver, par l'absurde, que la remise de la cité à ses citoyens n'a pas pu retenir leur attention. Reste donc, sans autre issue, la remise aux Romains. Aussi bien, cette solution ne s'impose pas seulement parce qu'elle constitue le second terme d'une rigoureuse alternative. Elle s'appuie, en outre, sur une clause du premier traité qui, prévoyant elle aussi la prise par les Carthaginois d'une cité latine non sujette des Romains, ordonne de façon cette fois explicite qu'ils la remettent à leurs amis<sup>1</sup>.

Voilà donc un traité qui, conclu par les Romains au moins un siècle avant leur alliance avec les Aitoliens<sup>2</sup>, contient une disposition partageant les profits d'un succès militaire selon un schéma exactement semblable à celui dont ils conviendront avec leurs premiers alliés grecs. Ici et là, deux parts, faites des mêmes éléments : d'un côté, les prises transportables, hommes et biens mobiliers ; de l'autre, la ville et son territoire. L'unique différence est que les Romains se réservent, lorsqu'ils traitent avec les Carthaginois, celle des deux parts à laquelle ils renoncent lorsqu'ils traitent avec les Aitoliens, et *vice versa*. Mais la proximité ou l'éloignement géographiques suffisent à rendre compte de ce contraste, alors qu'il n'altère pas la parfaite coïncidence qui s'observe pour le principe et pour la méthode de la répartition.

Dira-t-on, comme Täubler, qui, d'ailleurs, s'est lourdement mépris sur cette clause<sup>3</sup>, que le traité est de type, non pas romain, mais carthaginois ? Et ajoutera-t-on, en utilisant des arguments présentés avec

1. Pol., III, 22, 12. Ce raisonnement ne va pas sans conséquences importantes : cf. mon mémoire à paraître dans *R. É. A.*, t. LIX, 1957.

2. La date la plus tardive proposée pour le deuxième traité est 306 (Mommsen, Täubler, Schachermeyr par exemple).

3. Täubler, p. 263-264. Sa méprise, que j'ai signalée *supra*, p. 241, n. 3, sur les bénéfices de la remise s'est compliquée d'un repentir. Après avoir affirmé, p. 264, que l'usage ainsi défini par lui était grec, non romain, il s'est ravisé en demandant, p. 458, la suppression

vigneur par F. Schachermeyr<sup>1</sup>, que les Carthaginois ont emprunté ce type de traité, donc de clause, aux Grecs de Sicile et d'Italie méridionale avec lesquels ils avaient conclu de nombreux traités avant d'imposer celui-là aux Romains? Admettons pour un instant l'explication : elle n'interdirait pas de penser que, devant aux Carthaginois la connaissance de cet usage, les Romains ont pu, un siècle plus tard, proposer spontanément aux Aitoliens d'y recourir, ce qui détruirait de toute façon l'interprétation historique donnée par Täubler au traité aïtolo-romain. Mais c'est l'explication elle-même, dans son principe et dans l'application qui en serait ainsi faite, qu'il convient de contester : les pages qui vont suivre montreront, je pense, la vanité de ces recherches et de ces attributions de paternité.

Toutefois, avant de quitter Rome, une dernière remarque ne paraît pas inutile. Antérieurement à l'intervention des Romains en Grèce, les deux seuls traités romains d'alliance ou d'amitié dont les sources indiquent autre chose que les très grandes lignes sont les traités avec les Latins et avec les Carthaginois dont une clause vient d'être examinée. Dans ces conditions, affirmer que la clause ne peut pas être romaine témoigne d'un dogmatisme dont personne, sans doute, ne défendra la légitimité.

\* \* \*

Les Grecs, les Carthaginois, les Romains : voilà plus d'un peuple de l'Antiquité auquel l'idée de s'entendre à l'avance sur l'attribution des profits de la guerre n'est pas, avant la fin du III<sup>e</sup> siècle avant J.-C., demeurée étrangère. Furent-ils les seuls à la concevoir et à la mettre en pratique? Le nombre et la netteté des résultats déjà acquis permettraient d'en douter, même si on ne pouvait apporter la preuve contraire. Or, cette preuve se découvre, pour peu qu'on mène l'enquête dans le vaste domaine oriental, que les historiens classiques n'ont malheureusement pas l'habitude d'explorer.

Je n'ose pas insister sur un épisode de la *Genèse*<sup>2</sup>.

Quatre grands rois de l'Orient, après avoir battu le roi de Sodome et celui de Gomorrhe, ont pillé leurs territoires; ils s'éloignent en

sim de toute cette phrase, car l'usage grec était « le partage du butin », et non la restitution de la conquête aux vaincus.

1. *Op. cit.*, p. 362 et suiv.

2. *Genèse*, XIV. Les précisions les plus importantes à mes yeux sont fournies par les versets 11-13, 21 et 24. Les traductions que je reproduis sont empruntées à Éd. DUBOIS, *La Bible*, coll. de la Pléiade, t. I (Paris, 1956).

emportant les richesses et en emmenant au moins certains habitants, par exemple le frère d'Abraham, Lot, qui vivait à Sodome. Informé, Abraham entre en campagne avec ses jeunes guerriers et avec ses alliés, c'est-à-dire l'Amorrhéen Mambré et ses frères Eshkol et Anér. Il réussit à reprendre aux vainqueurs tout ce dont ils s'étaient emparés. Alors, le roi de Sodome demande à Abraham : « Donne-moi les personnes et prends pour toi les biens. » Mais, magnanime, Abraham refuse : « Rien pour moi ! Seulement ce qu'ont mangé les jeunes gens. Pour la part des hommes qui ont marché avec moi, Anér, Eshkol et Mambré, qu'ils prennent eux-mêmes leur part ! »

On aperçoit ce qui, dans ce récit, pourrait être retenu : l'abandon consenti par le roi de Sodome d'une partie de ce que ses vainqueurs s'étaient approprié à ses dépens et qu'Abraham leur a repris ; surtout, la proclamation spontanée, par Abraham, du droit de chacun de ses alliés à une part des profits de l'expédition commune, et de l'usurpation qu'il commettrait en la leur retirant par une générosité qu'il limite avec soin à sa part personnelle. A défaut de traités en forme dont la conclusion antérieure ne se trouve mentionnée nulle part, l'épisode postule au moins une sorte de code moral de l'alliance, préexistant aux événements et implicitement admis par tous comme applicable.

Pourtant, je résiste à la tentation : le foisonnement des discussions critiques suscitées par ce chapitre de la *Genèse* interdit de faire fond sur lui<sup>1</sup>. Personne, il est vrai, n'a relevé jusqu'ici les détails qui m'y intéressent ni, par conséquent, n'a mis en doute la valeur que je serais enclin à leur attribuer en tant que preuves d'un vieil usage. Mais, contre la véracité historique du récit, les objections se sont accumulées si nombreuses et si graves qu'une élémentaire prudence recommande l'abstention. Il est possible, voire probable, que le récit s'organise à partir d'un noyau d'ancienne tradition. Mais comment identifier l'exacte substance du noyau primitif et comment, en conséquence, acquérir la certitude que ce trait de mœurs guerrières lui appartient ? Qu'on me pardonne de préciser ma pensée. Indifférent à l'authenticité des scrupules d'Abraham à l'égard de ses alliés, je crois à l'ancienneté de leur fondement moral, sur lequel l'anecdote a pu s'édifier à une

1. On prendra une idée des difficultés que rencontre l'exploitation historique du chapitre en consultant, dans la « Bible de Jérusalem », *La Genèse* du R. P. DE VAUX (Paris, 1953), p. 26, 33 et 78, n. e., et, avec un commentaire beaucoup plus complet, dans le « Neues Göttinger Bibelwerk », le fasc. 3 de *Das Alte Testament deutsch*, G. VON RAD, *Das erste Buch Mose, Genesis Kapitel 12, 10 - 25, 18* (Göttingen, 1952), p. 147-152. (J'ai, bien entendu, consulté mon collègue A. Dupont-Sommer, que je remercie de son amicale complaisance.)



date plus ou moins tardive. Mais justifier cette opinion serait ici hors de saison.

A vrai dire, il m'est d'autant plus aisé d'y renoncer que l'ancien Orient fournit un autre fait, incontestable : les Hittites ont pratiqué le même usage au plus tard au début du XIII<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Des clauses de ce genre n'apparaissent pas dans tous leurs traités d'alliance. Rien, notamment, dans le plus célèbre, celui que leur roi Hattousil conclut avec le pharaon Ramsès II<sup>1</sup>. Rien non plus dans plusieurs autres<sup>2</sup>. Mais deux au moins leur font place, et l'un de façon particulièrement explicite.

Le roi Mouwattali<sup>3</sup> — c'est l'adversaire de Ramsès II à Qadesh et son règne s'étend de part et d'autre de l'an 1300 — s'entend avec Šounaššara, roi de Kizwatna, un prince certainement moins puissant que lui, mais qu'il a détaché du protectorat de Harri, c'est-à-dire des Hourrites, et qu'il traite avec faveur afin de le retenir désormais dans sa mouvance. Le texte du traité, rédigé en accadien et retrouvé à Boghaz-Keui, a été traduit par E. F. Weidner. Sa structure correspond presque toujours à un type bien connu en Orient et ailleurs : une succession d'engagements identiques et réciproques, la clause concernant un partenaire se trouvant aussitôt répétée pour l'autre partenaire, dans les mêmes termes, l'unique changement portant sur les places respectives qu'occupent les noms des deux alliés.

Les contractants envisagent<sup>4</sup> le cas d'une ville qui, située « à l'intérieur du pays du Soleil », c'est-à-dire du roi hittite, devient son ennemie : elle deviendra du même coup l'ennemie de Šounaššara. Or, « nul ne doit contester » que chaque contingent de guerriers gardera pour soi le butin qu'il aura pris ; « mais », est-il ajouté, « la ville demeure propriété du Soleil ». Suivent des prescriptions identiques pour la révolte d'une ville située « à l'intérieur du pays de Šounaššara ».

Le cas de la guerre étrangère vient ensuite<sup>5</sup>. D'abord, contre l'étran-

1. Plusieurs fois traduit : en dernier lieu, sur le texte égyptien (Karnak), par J. A. WILSON dans J. B. PRITCHARD, *Ancient Near Eastern texts relating to the Old Testament* (Princeton, 1950), p. 199-201, et, sur le texte accadien (Boghaz-Keui), par A. GOETZE, *ibid.*, p. 201-203.

2. Cf., pour les textes et les traductions, E. F. WEIDNER, *Politische Dokumente aus Kleinasien. Die Staatserträge in akk. Sprache aus dem Archiv von Boghazköi*, fasc. 8-9 des *Boghazköi-Studien* (Leipzig, 1923), et J. FRIEDRICH, *Staatsvertr. des Hatti-Reiches in heth. Sprache*, dans *Mitt. des Vorderas. Ges.*, t. XXXI, 1 (1926), et XXXIV, 1 (1930). Pour le commentaire juridique, cf. V. KOROŠEC, *Heth. Staatsvertr. Ein Beitrag zu ihrer jur. Wertung*, fasc. 60 des *Leipziger rechtswiss. Studien* (Leipzig, 1931).

3. Texte et traduction de ce traité dans WEIDNER, *op. cit.*, fasc. 8, n° 7.

4. *Ibid.*, p. 97-99, l. 26-33 pour l'article et 34-41 pour sa réciproque.

5. *Ibid.*, p. 99-101, l. 42-51 et 52-61.

ger en général : chacun doit envoyer un contingent à l'autre si ce dernier le demande. Ce contingent pourra, au gré de celui qui l'a demandé et reçu, n'être pas employé contre l'ennemi. S'il l'est, il conservera le butin dont il se sera emparé. Il est vrai que rien n'est précisé quant au sort des territoires pris à l'ennemi. Mais à quoi bon ? Sans aucun doute, ils demeureront la propriété du belligérant principal.

Voici, enfin, le cas de la guerre contre le Harri<sup>1</sup>, pour laquelle la réciprocité alternée ne se trouve plus respectée. Šounaššara sera soutenu par le Soleil contre toute attaque venue d'une ville quelconque de ce pays, et chaque contingent de guerriers conservera le butin saisi par lui. Mais « le territoire de cette ville, je veux, moi le Soleil, le donner à Šounaššara, car, moi le Soleil, je veux étendre vraiment son territoire ». On attendrait la réplique. Elle manque. A sa place se lit un article dont le vague et aussi l'optimisme qui postule l'accord durable des convoitises respectives surprennent après la stricte minutie des règles posées dans les cas précédents : « Et, si nous soumettons quelque ville que ce soit du pays de Harri, tout ce que, moi le Soleil, je désire, je veux, moi le Soleil, le prendre, et tout ce qu'il désire, je veux le donner à Šounaššara. »

Longue, mais instructive analyse. Passons sur la rupture finale de l'alternance auparavant rigoureuse, comme sur l'imprécision de la dernière déclaration : en l'occurrence, le réalisme politique a repris ses droits, car les deux contractants ne se trouvent pas sur le même plan, ce qui justifie ces anomalies. Ils n'en ont pas moins voulu préciser, en s'alliant, la répartition des bénéfices d'une guerre menée en commun. Pour le butin, les modalités sont immuables : chacun conservera ses prises. Pour les territoires, le système adopté fait intervenir en premier lieu le *statu quo ante bellum* et ne laisse qu'ensuite, pour les conquêtes nouvelles, libre cours au jeu diplomatique.

E. F. Weidner a également traduit<sup>2</sup> les fragments, très mutilés, d'un autre traité conclu par un roi hittite avec le chef et les habitants de la ville de Tounip. On y trouve des mots associés, « butin, gros bétail, mères-brebis, biens de l'ennemi », qui, joints aux vestiges d'autres formules, permettent des restitutions pratiquement assurées en clauses alternées de sens analogue à celles du traité entre Mouwattali et Šounaššara. Ce traité ne constitue donc pas un accident unique dans les

1. *Op. cit.*, p. 103-104, l. 37-47.

2. *Op. cit.*, fasc. 9, n° 10 ; le roi peut, sans plus, être également Mouwattali (p. 136, n. 1) ; sur ses partenaires, p. 139, n. 4 et 5 ; passages intéressants et restitutions, p. 141-143, l. 11-23.

usages de la diplomatie hittite. Au moins au cours d'une certaine période, elle a appliqué<sup>1</sup> à divers vassaux ou alliés des dispositions propres à réduire, sinon à éliminer entièrement, des différends qui surgissent trop souvent entre cobelligérants.

On joindra ainsi les Hittites du deuxième millénaire aux Grecs, aux Carthaginois et aux Romains des <sup>v</sup><sup>e</sup>-<sup>iii</sup><sup>e</sup> siècles avant J.-C. Et je m'assure que, si d'autres archives que celles de Boghaz-Keui nous avaient révélé le texte original de traités aussi nombreux que les traités hittites, d'autres peuples encore s'ajouteraient à cette liste.

\* \* \*

Car, à l'issue de cette enquête, reculer devant une ample conclusion témoignerait d'une excessive timidité. Personne ne peut plus douter que les constatations qui précèdent condamnent sans appel l'affirmation du caractère exclusivement et spécifiquement grec des clauses de ce genre dans l'alliance aitolo-romaine. Mais elles contraignent aussi de dépasser ce cas particulier et d'embrasser un ensemble.

Pourquoi, en s'efforçant d'adapter la méthode de Täubler à une documentation dont l'ampleur et la variété la débordent, s'obstiner à prétendre découvrir l'origine première de l'idée et le processus de sa diffusion? Les données actuellement rassemblées permettraient d'imaginer plus d'une chaîne hypothétique : au point de départ, bien entendu, toujours les Orientaux; puis, après eux et grâce à la leçon qu'ils avaient dispensée, soit Grecs-Carthaginois-Romains ou bien Grecs-Romains-Carthaginois, soit la Grèce d'une part et, de l'autre, ou bien Carthage-Rome ou bien Rome-Carthage, une Carthage fondée par des Tyriens et une Rome où les Étrusques ont introduit maint usage oriental. Jeux de l'esprit qui, partant d'une base critique assurément saine — s'en tenir aux seuls faits attestés — se développeraient en plein arbitraire. Il faut une vue plus large et plus hardie.

En vérité, l'usage n'a été le monopole d'aucun peuple ni groupement de peuples plus ou moins influencés l'un par l'autre. Qu'il apparaisse pour la première fois dans l'ancien Orient n'a vraiment rien de surprenant : cette région du globe est celle où nos connaissances historiques remontent le plus haut et où l'organisation des États ainsi que la régularisation de leurs rapports ont donné le plus tôt des résultats tangibles. Rien de surprenant non plus si d'autres peuples, moins

<sup>1</sup> Bref, mais juste commentaire de Korolzc, *op. cit.*, p. 74-75.

rapides dans leur évolution, ont adopté seulement plus tard la même solution dans leurs traités, les plus anciens de ceux-ci sur lesquels nous soyons informés se trouvant, au surplus, beaucoup plus tardifs. Peut-être ont-ils alors suivi l'exemple de l'Orient, c'est-à-dire profité de l'expérience acquise par les États qui y avaient existé, combattu, négocié, péri. Mais leur comportement ne postule pas le recours à la leçon d'autrui.

Qu'on aille au fond des choses : hésiter à conclure de la sorte résulterait de la surprise, mêlée de désapprobation, ressentie devant ces clauses de partage. Réduites au territoire, elles ne choqueraient pas, car les coalitions modernes usent de cette procédure. Ce qui semble anormal, entaché d'une avidité brutale que la pudeur eût dû interdire d'afficher, c'est l'extension de la même prévoyance au produit du pillage, d'un pillage qui ne s'abstient pas de faire main basse sur les êtres humains : l'horreur de l'esclavage s'ajoutant à celles qu'a gravées Jacques Callot... Il serait tentant de ricaner : « indemnités » et « réparations », dont les diplomates d'aujourd'hui discutent très honorablement, ont pris la place d'autres mots. Mais un changement réel affecte les personnes : si le travail forcé évoque l'esclavage, le procédé fait figure d'expédient, et il est taxé de barbarie. Aussi la mention expresse faite des « hommes » dans telle répartition antique aggrave-t-elle un malaise qui incite à la recherche, voire au dosage des responsabilités : on souhaiterait déceler l'inventeur et suivre la filière de ses imitateurs.

Très respectable de nos jours, ce malaise pêche par anachronisme. Il en faut prendre son parti : d'un bout à l'autre de l'Antiquité, la guerre n'a cure de renier, dans sa conception comme dans ses usages, les appétits instinctifs dont le déchaînement devient l'un de ses effets, lors même qu'il ne constitue pas une de ses causes. Elle s'avoue ce qu'elle est, sans ruser avec sa logique, sans reculer devant l'application intégrale du *vae victis*. Elle ne se borne pas, comme la guerre moderne, à placer les vaincus sous la souveraineté du vainqueur et à lui transférer la propriété de leurs biens d'État : elle lui donne, en outre, l'entière et directe propriété de leurs biens privés et de leurs personnes. Tout cela couramment pratiqué par les soldats, proclamé sans ambages par les politiques, admis par les penseurs : non pas une concession faite à regret au réalisme, mais une donnée de base, sur quoi tout s'édifie. Entre beaucoup d'autres, lisons Xénophon<sup>1</sup> faisant discourir Cyrus — à ses yeux, un héros doué de toutes les vertus — devant les nobles perses, une fois Babylone prise : « Nous voici maîtres

1. Xén., *Cyr.*, VII, v, 72-73.

d'un terroir vaste et fertile, avec des gens qui, en le cultivant, nous nourriront. Nous possédons aussi des maisons, et les meubles n'y manquent pas. Que nul de vous ne croie qu'en possédant ces biens il possède le bien d'autrui. Car c'est *une règle éternelle chez tous les hommes* que, dans une cité prise sur des ennemis qui combattent, les corps des habitants et leurs biens appartiennent à ceux qui l'ont prise. Il n'y aura donc pas injustice à détenir ce que vous détenez et il vous suffira de les laisser disposer de quelque chose pour ne pas manquer à la philanthropie. » De même, tout autant qu'au nombre des ennemis tués, la gloire d'un vainqueur se mesure à l'abondance du butin matériel et humain qu'il s'est approprié et dont il fait étalage dans des inventaires et dans des défilés. Inutile, sans doute, d'insister sur des vérités aussi simples, et si évidentes que personne n'aurait peine à les étayer de maints exemples.

Mais trop simples, peut-être aussi, et trop évidentes pour que personne se soit jamais soucié d'en reconnaître toutes les conséquences. Celles-ci furent à la fois considérables et multiples. Pour le moment, je n'en veux signaler qu'une, celle qui donne la clé de l'usage rencontré, au cours de ce mémoire, dans des textes d'origine si diverse.

Car, si on part de ces assises psychologiques et juridiques, l'entente préalable entre alliés sur la répartition de tous les profits éventuels d'une guerre ne soulève plus aucun problème de priorité ni d'influence. Elle se ramène à une précaution, dictée par une sagesse naturelle, quasi rudimentaire à vrai dire, contre l'éclosion de querelles malaisément évitables une fois le succès acquis. Chacun son droit, certes ; encore est-il prudent d'avoir défini à l'avance le droit de chacun. Pour conseiller cette prudence, point besoin de grand clerc ni d'une miraculeuse lucidité : le commun bon sens et un minimum d'expérience y suffisent.

Ni oriental, ni grec, ni carthaginois, ni romain : tout bonnement humain, trop humain si l'on veut, ou, plutôt, corollaire inséparable de ce que toute l'Antiquité a pensé et connu des hommes et des rapports établis entre eux par l'emploi de la force.

André AYMARD,  
Professeur à la Sorbonne.



## MÉLANGES

---

### UN ASPECT DE LA RIVALITÉ FRANCO-ESPAGNOLE AU DÉBUT DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

(1713-1717)

Les années qui suivent la paix d'Utrecht sont, entre la France et l'Espagne, des années de tension grandissante. En Europe comme en Amérique, les deux pays s'acheminent rapidement vers la rupture qui doit bientôt les opposer ouvertement. En apparence, l'aggravation de leurs rapports s'explique par l'orientation de la politique d'Alberoni et du régent. Mais, en fait, la rupture de 1719 peut être considérée aussi comme l'aboutissement de l'hostilité latente qui, au cœur même de la guerre de Succession d'Espagne, n'avait cessé de diviser les deux puissances, surtout dans ce domaine des rivalités coloniales où l'union officielle de leurs couronnes n'avait pu réconcilier leurs ambitions. Au lendemain de la pacification d'Utrecht, l'hostilité s'amplifie, le conflit colonial, renforcé par les vues impérialistes qui s'expriment dans les possessions françaises, prend une âpreté nouvelle, et, s'ajoutant aux préjugés des ministres du Roi Catholique, il leur inspire à l'égard des sujets français établis en Espagne une attitude de plus en plus malveillante, dont les marchands sont les principales victimes.

Déjà, au cours de la guerre, alors qu'il s'apprêtait à interdire le commerce français dans les ports américains, le gouvernement espagnol avait entrepris d'amoindrir les « immunités » dont les ressortissants du roi de France jouissaient dans la péninsule. Dès 1709, un décret, qui dépouillait les consuls de leur « juridiction ordinaire », avait réduit ces derniers au rôle de « simples agents de leur nation<sup>1</sup> ». Simultanément, le roi d'Espagne avait établi des droits sur les ventes de marchandises provenant des prises de guerre que les armateurs français effectuaient dans les ports espagnols, révoquant ainsi la « grâce » qu'il leur avait faite de les écouler en franchise. La décision, enfin, de n'autoriser les Français à « tenir boutique ouverte à Madrid » que s'ils entraient dans les « corps de marchands et artisans de la ville », l'obligation qu'elle impliquait de souffrir dans leurs magasins la visite des

1. Arch. nat., Aff. étr., B III, 360, Mémoire sur la situation du commerce de France en Espagne, 7 avril 1737; Mémoire sur la juridiction des consuls, 18 mai 1734. B III, 364, Mémoire présenté au roi d'Espagne, 18 février 1712, joint à la correspondance de M. de Bézac.

autorités espagnoles, l'assujettissement des banquiers à une taxe qui grevait le commerce des lettres de change, l'ordre donné par le roi d'Espagne de visiter tous les navires français qui toucheraient « dans les ports de ses États », paraissaient indiquer la volonté d'éliminer les privilèges de la « nation<sup>1</sup> ». Dans le royaume de Valence, on avait même commencé, en 1710, à percevoir sur les Français, au même titre que sur les « naturels », les « taxes de quartiers d'hiver<sup>2</sup> ».

Ces mesures avaient provoqué chez les négociants un ressentiment d'autant plus vif que, depuis l'avènement de Philippe V, le commerce français bénéficiait en Espagne de « facilités particulières », et, se prévalant des stipulations de la paix des Pyrénées, des traités d'Aix-la-Chapelle, Nimègue et Ryswick, dont, à leurs yeux, elles constituaient la négation, ils avaient adressé plusieurs protestations à la cour de Madrid<sup>3</sup>.

Pontchartrain les avait interprétées comme le point de départ d'une politique de « vexations », qui ne tarderait pas à s'aggraver si le gouvernement français n'intervenait pour solliciter l'abrogation des iniquités les plus manifestes et le respect de la juridiction des consuls, que Louis XIV, par les ordonnances de 1681 et 1689, avait formellement « préposés » « pour connaître des affaires... entre les Français établis dans le lieu de leur résidence<sup>4</sup> ». Des pourparlers, effectivement, furent engagés avec la Cour d'Espagne. M. de Blécourt reçut mission de demander le retour au régime de « privilèges » et d'« exemptions » qui s'était pratiqué à l'époque de Charles II et l'« exécution des traités de paix », tels qu'ils avaient été « entendus » sous le règne de celui-ci. Mais il lui fut objecté que le privilège reconnu par le traité des Pyrénées aux « sujets des deux couronnes » de négocier, circuler et demeurer « aux pays l'un de l'autre », était subordonné au payement des « droits en tous lieux accoutumés », et que le statut fiscal des Français devait, en conséquence, être assimilé dans la péninsule ibérique à celui des Espagnols<sup>5</sup>. En vain s'efforça-t-il de convaincre ses interlocuteurs de l'« erreur » qu'ils commettaient en considérant les Français « domiciliés » et mariés en Espagne comme des sujets du Roi Catholique. D'après lui, les Français qui se trouvaient dans cette situation conservaient leur nationalité : ils n'adoptaient point pour autant celle de leurs épouses, et ils ne pouvaient, logiquement, sacrifier leurs privilèges. Mais il ne parvint

1. Arch. nat., Aff. étr., B III, 326, Pièces sur les vexations infligées aux Français en 1710. B III, 364, Mémoire sur différentes infractions faites aux traités touchant le commerce des Français en Espagne, 6 février 1710, Mémoire présenté au roi d'Espagne le 18 février 1712. B III, 359, Pontchartrain à d'Aguesseau, 25 décembre 1709. B<sup>7</sup> (Mar.), 270, f. 33, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 20 juin 1716.

2. B<sup>7</sup> (Mar.), 270, f. 59-60, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 20 juin 1716.

3. Arch. nat., Aff. étr., B III, 326, Pièces sur les vexations... ; B III, 361, Mémoire de MM. les commissaires du Conseil pour les affaires du commerce..., janvier 1724.

4. Arch. nat., Aff. étr., B III, 359, Pontchartrain à d'Aguesseau, 25 décembre 1709.

5. B III, 326, Pièces sur les vexations... ; B III, 260, M. de Blécourt au Conseil de Marine, 23 mars 1710.

pas à faire admettre son point de vue. Le roi d'Espagne aurait accepté à la rigueur de réduire les charges de ceux qui faisaient du commerce « comme en passant » : il se refusait à toute concession envers ceux qui, disposant d'un « domicile fixe », se confondaient à ses yeux avec les « bourgeois espagnols<sup>1</sup> ».

La mission de M. de Blécourt n'eut par suite aucun résultat<sup>2</sup>. Il n'aurait pu d'ailleurs en être autrement, car, indépendamment de l'opposition de vues qu'elle venait de révéler, les textes qu'il invoquait en faveur des « privilèges de la nation » étaient trop peu précis pour lui permettre de se réclamer d'engagements déterminés. Aucun traité ne réglait le statut des Français en Espagne. Les « franchises » ou « exemptions » qu'ils prétendaient leur être acquises reposaient sur un article général du traité des Pyrénées, confirmé par les traités de paix ultérieurs, qui leur « étendait » le bénéfice des privilèges accordés aux villes hanséatiques, à l'Angleterre et aux Provinces-Unies, et ils basaient leurs revendications sur le traité conclu en 1648 entre l'Espagne et les villes hanséatiques parce qu'il contenait des dispositions particulièrement favorables à ces dernières<sup>3</sup>. Mais, comme il n'existait point de convention qui définît les droits de la nation française, les ministres du Roi Catholique pouvaient aisément contester les prétentions de M. de Blécourt en vertu de clauses contraires de ces mêmes traités.

A la fin des hostilités, aucune solution n'était intervenue et l'ambassadeur de France exhortait le comte de Pontchartrain à négocier un accord « particulier », qui spécifiât exactement les droits et franchises de la « nation », au lieu de les « établir » sur des conventions faites avec des puissances étrangères<sup>4</sup>. L'attitude des « ministres d'Espagne » excluait pour le moment toute possibilité d'entente. Mais, dans sa pensée, le rétablissement de la paix créerait des conditions meilleures : l'Espagne prendrait alors conscience de ses obligations envers la France, et le roi, s'affranchissant des « impressions de ceux qui l'environnent », reviendrait sans doute à des dispositions plus conciliantes dont on pourrait tirer les avantages désirés<sup>5</sup>.

Ses illusions furent de courte durée. Les obligations encourues par l'Espagne, l'impossibilité où se trouve le Roi Catholique de faire face à sa dette envers les trésoriers de la marine — plus de 4 millions de livres — deviennent, au lendemain de la paix d'Utrecht, une cause supplémentaire d'irritation contre la France. L'ambassadeur, le duc de Saint-Aignan, parvient tout au plus à obtenir, au début de 1716, une promesse de remboursement limité,

1. B III, 360, Observations sur les résolutions prises par le roi d'Espagne suivant l'écrit du 12 mai 1710. B III, 364, Requête du consul et des députés de la nation française résident à Cadix. B<sup>9</sup> (Mar.), 34, f. 132, Saint-Aignan, Madrid, 31 janvier 1718 ; f. 195 v<sup>o</sup>, Montague, la Corogne, 13 février 1718.

2. B III, 364, Mémoire présenté au roi d'Espagne, 18 février 1712.

3. B III, 360, M. Amelot à Pontchartrain, Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1713 ; le Sr Bru, à la Corogne, 8 septembre 1715 (note marginale).

4. B III, 360, M. Amelot à Pontchartrain, Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1713.

5. B III, 364, Mémoire sur différentes infractions faites aux traités touchant le commerce des Français en Espagne, 6 février 1710.

dont l'exécution est ensuite indéfiniment retardée, et il craint que ces difficultés ne compromettent de plus en plus la « bonne intelligence qui devrait toujours subsister entre les deux couronnes ». Les réponses de la Cour, écrit le consul de France à Madrid, « éludent toute justice » et « n'en font espérer aucune<sup>1</sup> ».

L'action engagée contre les privilèges des Français se poursuit, en effet, sans désespérer, après la cessation des hostilités. De nouveau, les autorités s'appliquent à faire disparaître toute trace de la juridiction consulaire, afin d'assujettir les commerçants à la procédure lente et onéreuse des seuls tribunaux espagnols<sup>2</sup>. Les différends qui, dans certaines villes, surgissent entre les Français et leurs consuls, les irrégularités dont ceux-ci, parfois, se rendent coupables, sont autant d'arguments dont on tire parti pour annuler graduellement leurs pouvoirs<sup>3</sup>. A partir de 1717, la Cour d'Espagne leur interdit l'exercice de leurs fonctions et les sentences d'exil se multiplient contre ceux qui persistent à défendre les intérêts de leurs nationaux<sup>4</sup>. Les négociants français, en dépit de leurs protestations, doivent maintenant ouvrir leurs maisons et leurs magasins aux administrateurs des douanes. Ces « odieuses » visites, qui entrent en vigueur au début de 1716, sont d'autant plus redoutées qu'elles peuvent entraîner la saisie de leurs livres et de leurs papiers : et les autorités y trouveront la preuve que beaucoup, malgré les ordonnances qui le leur défendent, exportent en France « des matières d'or et d'argent », en contre-partie des marchandises provenant des « manufactures du royaume<sup>5</sup> ». Si, comme il en exprime l'intention en 1716, le gouvernement espagnol applique l'ordre qu'il a donné pendant la guerre de procéder à la visite des navires français, leurs « effets » ne seront même plus en « sûreté » à bord de leurs vaisseaux : incapables dès lors de dissimuler leur « secret », ils ne pourront plus continuer un trafic qui sup-

1. B<sup>7</sup> (Mar.), 31, f. 73-74 v<sup>o</sup>, Saint-Aignan, Madrid, 11 janvier 1717; 32, f. 228 v<sup>o</sup>, Catalan, Madrid, 12 juillet 1717; 33, f. 111, Catalan, Madrid, 21 octobre 1717; 104, f. 58, le Conseil de Marine au S<sup>r</sup> Partyet, 28 janvier 1716, f. 525, au duc de Saint-Aignan, septembre 1716, f. 715, au S<sup>r</sup> Partyet, 14 octobre 1717. B<sup>r</sup> (Mar.), 269, Partyet au Conseil de Marine, Madrid, 3 mai 1718; 270, f. 15-20, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 20 juin 1716; 271, Catalan au Conseil de Marine, 19 avril 1717, 12 juillet 1717.

2. B<sup>r</sup> (Mar.), 32, f. 191, Bigodet au Conseil de Marine, Alicante, 21 février 1718. B<sup>r</sup> (Mar.), 108, f. 793-794, Conseil de Marine au maréchal d'Uxelles, 19 décembre 1717; 269, Mémoire fait par ordre de M. le duc de Saint-Aignan le 14 janvier 1716.

3. B<sup>r</sup> (Mar.), 32, f. 284-287, La Charisse, Rome, 12 avril 1718; Saint-Aignan, Madrid, 23 avril 1718; B<sup>r</sup> (Mar.), 35, f. 58-61, Saint-Aignan, Madrid, 12 septembre 1718.

4. B<sup>r</sup> (Mar.), 33, f. 179, Le S<sup>r</sup> de Moy, Barcelone, 21 novembre 1717; 35, f. 2 v<sup>o</sup>-3, de Moy, Bordeaux, 10 avril 1718; 35, f. 207 v<sup>o</sup>-208, Montagnac, la Corogne, 10 juillet 1718; 37, f. 27 v<sup>o</sup>, Sandfeld et Le Duc, députés de la nation, Cadix, 19 décembre 1718; 107, f. 432-433, le Conseil de Marine au S<sup>r</sup> de Montagnac, 14 août 1718. B<sup>1</sup> (Mar.), 40, f. 11-12, Partyet, Cadix, 14 décembre 1718.

5. B III, 361, f. 39-44, 46. Mémoire pour faire voir que les Français qui viennent et demeurent en Espagne à l'occasion de leur commerce n'y sont pas traités aussi favorablement..., B<sup>r</sup> (Mar.), 36, f. 178-179, Partyet, Cadix, 28 octobre 1718; 270, f. 57, 90, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 20 juin 1716.

pose une entière clandestinité<sup>1</sup>. Les augmentations de taxes, enfin, leur imposent des charges de plus en plus lourdes qui, ajoutées à la concurrence de la Hollande et de l'Angleterre, paralysent graduellement leurs opérations. Aussitôt après le rétablissement de la paix, le gouvernement exige qu'ils acquittent le don gratuit et les « nouvelles impositions » qui atteignent les « naturels du pays ». En 1716, la taxe de 10 écus à laquelle ils avaient d'abord été assujettis individuellement se trouve portée à 500 et même 600 piastres, et, en même temps, les droits prélevés sur les marchandises françaises subissent une hausse considérable<sup>2</sup>.

Contre ces mesures, le Conseil de Marine fait appel, comme Pontchartrain, aux traités conclus avec la Couronne espagnole<sup>3</sup>. Mais l'ambassadeur s'efforce vainement de défendre les droits des consuls, il sollicite inutilement l'abrogation des nouvelles charges fiscales, la révocation du décret qui prévoit la visite des bâtiments français<sup>4</sup>.

La situation ne présente pas la même gravité dans toutes les provinces espagnoles. Elle dépend en partie de l'attitude des autorités locales. En Catalogne, en Galice surtout, celles-ci se montrent systématiquement hostiles aux commerçants, tandis que, à Cadix, le gouverneur, plus conciliant, diffère assez longtemps l'application du décret relatif à la visite des navires pour que le consul croie pouvoir prédire, en 1717, qu'il n'en sera bientôt plus question<sup>5</sup>.

Partout, cependant, les marchands entrevoient à brève échéance la ruine de leur activité. Certains songent à liquider leurs affaires pour rentrer en France, ou, plus simplement, et faute de pouvoir répondre aux exigences de la fiscalité, à se « mettre » volontairement « dans les prisons ». D'autres, jugeant que l'ambassadeur ne défend pas assez leurs intérêts, envisagent de « s'accommoder secrètement » avec les « personnes qui sont en place » : c'est ce que le consul de Madrid, M. de Catalan, appréhende le plus, car

1. B III, 361, Mémoire des députés de la nation à Cadix sur les privilèges des Français en Espagne, Cadix, 12 août 1748; Mémoire contenant la demande de l'ambassadeur d'Espagne pour que les vaisseaux français soient visités. B<sup>9</sup> (Mar.), 106, f. 151-152, au S<sup>r</sup> de Catalan, 2 mars 1717; f. 253, au maréchal d'Huxelles, 26 avril 1717.

2. B<sup>9</sup> (Mar.) 268, Mémoire du S<sup>r</sup> Bigodet, consul à Alicante, 6 octobre 1716; 270, f. 3, 78-80, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 20 juin 1716; 270, Catalan au Conseil de Marine, Madrid, 28 septembre 1716. B<sup>9</sup> (Mar.), 33, f. 7, De Moy au Conseil de Marine, Barcelone, 15 août 1717.

3. B<sup>9</sup> (Mar.), 106, f. 57-59, 151-152, Le Conseil de Marine à Catalan, février, 2 mars 1717.

4. B<sup>9</sup> (Mar.), 32, f. 129 v<sup>o</sup>-130, Saint-Aignan au Conseil de Marine, Madrid, 24 mai 1717; 104, f. 396, Conseil de Marine à Saint-Aignan, 1<sup>er</sup> août 1716; 106, f. 151-152, à Catalan, 2 mars 1717; 270, f. 90, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 20 juin 1716; 270, Catalan au Conseil de Marine, 27 juillet 1716.

5. B<sup>9</sup> (Mar.), 32, f. 98, Partyet au Conseil de Marine, Cadix, 9 mai 1717; 33, f. 3-3 v<sup>o</sup>, Partyet, 8 août 1717; 34, f. 86 v<sup>o</sup>, Partyet, 9 janvier 1718, f. 195-195 v<sup>o</sup>, Montagnac, la Corogne, 13 février 1718; 36, f. 162-162 v<sup>o</sup>, Partyet, Cadix, 24 octobre 1718, 107, f. 350-353, Conseil de Marine, à Saint-Aignan, 3 juillet 1718. B<sup>1</sup> (Mar.), 18, f. 74 v<sup>o</sup>, de Moy, Barcelone, 25 juillet 1717; 32, f. 207 v<sup>o</sup>-209, Partyet, Cadix, 7 mars 1718, f. 332 v<sup>o</sup>-333, Montagnac, La Corogne, 24 avril 1718.



l'usage, s'il s'établit, condamnera le principe même des privilèges, et les Français n'obtiendront plus rien s'ils n'achètent la complaisance des pouvoirs publics<sup>1</sup>. Les violences auxquelles s'exposent les marchands qui refusent de payer les impôts, le logement forcé des « gens de guerre » dans leurs maisons, achèvent de les démoraliser. « Dans tous les pays du monde », écrit le consul d'Alicante à la fin de 1716, « on ne peut traiter les Français avec tant de barbarie<sup>2</sup> ».

Les dispositions personnelles des « ministres d'Espagne » ne sont pas seules responsables d'une situation qui exprime aussi, dans une certaine mesure, les réactions des commerçants de la péninsule contre la politique de faveur que Philippe V avait d'abord appliquée aux sujets du roi de France. C'est ainsi que les marchands de Cadix, jaloux du privilège que les Français, à la demande du cardinal d'Estrées, ont obtenu en 1703 de « faire le commerce de Barbarie à l'exclusion de toute autre nation », tentent, avec l'appui de l'alcade major de la ville, d'apporter des entraves à ce négoce auquel ils n'ont pas le droit de se livrer eux-mêmes<sup>3</sup>.

Mais le conflit qui se joue dans les possessions d'outre-mer contribue plus activement encore à la tension qui se manifeste dans la métropole. L'Espagne, après la paix d'Utrecht, fournit certainement à la France de légitimes sujets de mécontentement. La cession à l'Angleterre, en mars 1713, du monopole de l'Assiento, la mise en vigueur immédiate du traité, alors qu'il n'aurait dû prendre effet qu'au 1<sup>er</sup> mai 1715, les avantages qui en résultent pour le commerce britannique, constituent, aux yeux du Conseil de Marine, de graves injustices. La « compagnie royale de l'Assiento » se trouve ainsi spoliée, au profit de l'Angleterre, des deux dernières années du contrat qu'elle avait passé avec la cour d'Espagne<sup>4</sup>. Or, elle avait compté sur ces années de paix pour introduire dans les possessions espagnoles les nègres qu'elle n'avait pu y négocier du fait de la guerre, et sur lesquels, pourtant, elle avait versé les droits conformes à ses engagements<sup>5</sup>. Non contente d'évincer la compagnie française, l'Angleterre s'autorise de son monopole pour saisir dans les Indes d'Espagne les effets qui lui appartiennent et pour en soumettre le directeur, Jean-Baptiste Jonchée, à un internement injus-

1. B<sup>7</sup> (Mar.), 271, Catalan, Madrid, 12 juillet 1717. B<sup>1</sup> (Mar.), 17, f. 30 v<sup>o</sup>, de Moy, Barcelone, f. 175 v<sup>o</sup>, 176, Bigodet, Alicante, 15 mars 1717, f. 213 v<sup>o</sup>, Catalan, Madrid, 9 avril 1717.

2. B<sup>1</sup> (Mar.), 17, f. 60, Bigodet, Alicante, 28 décembre 1716. B<sup>7</sup> (Mar.), 33, f. 83 v<sup>o</sup>-84, de Moy, Barcelone, 2 octobre 1717; 34, f. 261 v<sup>o</sup>, de Moy, 3 avril 1718; 270, Catalan, Madrid, 6 juillet 1716.

3. B<sup>7</sup> (Mar.), 32, f. 184 v<sup>o</sup>-185, Partyet, Cadix, 13 juin 1717; 33, f. 23 v<sup>o</sup>, Partyet, Cadix, 16 août 1717.

4. B<sup>7</sup> (Mar.), 270, f. 9-15, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 20 juin 1716. — F 2<sup>A</sup>, 10, au Conseil de Marine, 5 juillet 1718. Aff. étr., Mémoires et documents, Amérique, 24, f. 57-58, Pouchatrain, Mémoire concernant les colonies, 2 janvier 1712.

5. F 2<sup>A</sup>, 10, Le Cordier, 20 août 1714. B<sup>7</sup> (Mar.), 270, f. 9-15, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 20 juin 1716.

tifiable<sup>1</sup>. Elle tire parti, enfin, des possibilités que l'Assiento donne à ses navires de pénétrer dans les ports américains pour y répandre les marchandises de ses manufactures, et, par cette dérogation au traité de 1713, elle porte atteinte au commerce de Cadix et menace les intérêts qu'y ont les marchands français<sup>2</sup>.

Mais il est évident que la France agit souvent, en matière coloniale, dans un esprit qui est entre les deux couronnes une source de mésentente.

Ses ambitions sur la partie espagnole de Saint-Domingue provoquent la susceptibilité de la cour de Madrid. Déjà, en 1712, Louis XIV avait proposé de l'échanger contre la colonie du Mississippi, dont l'insuffisance de ses ressources, à l'issue de longues années de guerre, semblait exiger l'abandon<sup>3</sup>. En 1715, Pontchartrain essaya discrètement de reprendre la négociation, en proposant cette fois non plus de sacrifier la Louisiane, dont l'intérêt stratégique n'était plus contesté, mais de faire remise à la monarchie espagnole d'une partie de la dette qu'elle avait contractée pendant la guerre<sup>4</sup>. De nouveau, en 1717, le Conseil de Marine, se rendant à la suggestion de son ambassadeur, envisage d'intéresser la Cour d'Espagne à ce projet. Apparemment, l'opposition fut telle que le duc de Saint-Aignan n'osa, pas plus que ses prédécesseurs, le discuter ouvertement<sup>5</sup> : le gouvernement espagnol ne pouvait se soumettre à un accord qui lui eût été arraché sous la pression des nécessités financières, au moment où les officiers royaux de Saint-Domingue, loin d'accepter l'idée d'une perte de territoire, émettaient des prétentions sur les quartiers français de l'île<sup>6</sup>.

En encourageant, d'autre part, les marchands du royaume à enfreindre l'interdiction qui leur est faite de commercer dans les colonies espagnoles, le Conseil de Marine justifie le reproche de déloyauté que lui adressent les ministres du Roi Catholique. Il importe à ses yeux de ne pas interrompre ces opérations clandestines, car les possessions françaises en tirent le numéraire qui leur est indispensable : l'essentiel est que les marchands se montrent assez prudents pour ne pas s'exposer à la confiscation de leurs cargaisons<sup>7</sup>.

1. B<sup>1</sup> (Mar.), 27, f. 185-186, Juchée au Conseil de Marine, 11 juin, 21 octobre 1717; 32, f. 187-189, Saint-Aignan, Madrid, 7 mars 1718. B<sup>7</sup> (Mar.), 34, f. 212 suiv., Saint-Aignan, Madrid, 7 mars 1718.

2. B III (Arch. nat., Aff. étr.), 340, Mémoire de MM. les commissaires du Conseil pour les affaires... touchant le commerce et les privilèges de la nation française en Espagne. B<sup>7</sup> (Mar.), 33, f. 27 v°, Porlier, Ténérife, 10 juin 1717.

3. M. GIRAUD, *Histoire de la Louisiane française*, I, p. 229.

4. B<sup>7</sup> (Mar.), 31, f. 76-77, Saint-Aignan, Madrid, 11 janvier 1717.

5. B<sup>7</sup> (Mar.), 109, f. 61-62, au duc de Saint-Aignan, 29 janvier 1719. B<sup>1</sup> (Mar.), 17, f. 54-57, Saint-Aignan, Madrid, 11 janvier 1717. B III, 340, Mémoire remis à M. de Saint-Aignan, 29 janvier 1719.

6. B<sup>1</sup> (Mar.), 20, f. 367, Chateaumorant, 8 mars 1717; 21, f. 109, 134-138, Chateaumorant et Mithon, 20 juin, 19 juin 1717. — C 9<sup>A</sup>, 12, Blénac et Mithon, 10 février 1716; 13, Chateaumorant et Mithon, 19 mars 1717.

7. B (Col.), 40, f. 237, Mémoire au chevalier de Feuquières, 15 mars 1718; f. 262-262 v°.

Pour se faire admettre dans les ports « de la domination d'Espagne », ceux-ci invoquent habituellement la nécessité de renouveler leurs provisions d'eau et de bois, ou de réparer les avaries de leurs bâtiments. Lorsque le capitaine de l'*Aimable Marie* de la Rochelle, Jean Escoubet, relate les circonstances de son entrée dans le port de la Vera-Cruz, il ne cache pas que, sous un prétexte de carénage, il n'avait d'autre but que d'écouler sa cargaison : et il parvint ainsi, effectivement, à négocier sur la « côte d'Espagne » pour 30.000 piastres de marchandises<sup>1</sup>. Or, le gouvernement français n'hésite pas à protéger les contrevenants en leur délivrant des passeports pour la colonie du Mississippi, qui les mettront en mesure de dissimuler aux autorités espagnoles la véritable destination de leurs navires. C'est là, pour les administrateurs des îles, le principal intérêt de la Louisiane : le pays est encore dépourvu d'activité commerciale, l'argent y fait défaut, la population en est peu nombreuse, et le petit établissement de la Mobile n'a d'autre utilité que d'offrir un lieu d'escale aux navigateurs, et surtout de leur fournir le semblant de légalité à la faveur duquel ils pourront avoir accès aux possessions ibériques<sup>2</sup>. Parfois même, le Conseil de Marine s'associe directement au commerce que prohibent les ordonnances du roi d'Espagne. Lorsque, en 1716, il envoie dans les mers des îles la frégate *la Bellone* avec mission de réprimer la piraterie, il recommande d'y embarquer des pilotes connaissant les « côtes des Indes d'Espagne », afin que ses officiers puissent traiter secrètement les marchandises qu'elle transporte<sup>3</sup>.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les navires français soient accueillis avec méfiance dans les ports où ils demandent l'autorisation de s'arrêter. Sachant qu'il leur est facile de lier commerce avec des marchands espagnols, les gouverneurs, en bien des cas, leur refusent le droit de faire escale sous des prétextes qui sont trop visiblement destinés à tourner les interdictions officielles<sup>4</sup>.

La décision que prend le régent, au début de 1716, de prohiber enfin le commerce de la mer du Sud s'inspire elle-même, en partie au moins, de motifs intéressés. En principe, elle obéit au vœu qu'expriment depuis longtemps le Roi Catholique et les négociants de la péninsule. Mais elle se propose aussi de donner satisfaction aux marchands français, car, dans la pensée de ces derniers, l'interruption des arrivages de marchandises, en remédiant à l'avisement des prix sur les marchés trop bien pourvus de l'Amérique espagnole, leur permettra d'y liquider à des conditions avantageuses les effets

Mémoire pour le Sr de Silvecanne, 15 mars 1718 ; f. 406, au Sr Du Clos, au Cap, 22 juin 1718.

1. C 9<sup>A</sup>, 12, Blénac et Mithon, Léogane, 2 juillet 1716 ; 13, Chateaumorant et Mithon, 11 mai 1717. B<sup>1</sup> (Mar.), 27, f. 186 v<sup>o</sup>-188, Jonchée, 11 juin et 21 octobre 1717.

2. C 9<sup>A</sup>, 13, Chateaumorant et Mithon, 11 mai 1717.

3. B<sup>2</sup> (Mar.), 246 (I), f. 6 v<sup>o</sup>-8, Le Conseil de Marine à M. Robert, 1<sup>er</sup> juillet 1716 ; f. 58-59, au Sr Querquelin, commandant de frégate la Bellonne, juillet 1716.

4. C 9<sup>A</sup>, 12, Blénac et Mithon, Léogane, 2 juillet 1716. B<sup>7</sup> (Mar.), 267, Mémoire joint à la lettre du Sr Forlier, Ténérife, 26 juin 1716.

qu'ils n'ont pas encore vendus<sup>1</sup>. La frégate qui se rend dans la mer du Sud pour y notifier aux navires français la décision du régent leur apporte simultanément, en effet, des agrès et pièces de radoub afin de les mettre en état d'y prolonger leur séjour jusqu'à épuisement de leurs cargaisons et de regagner ensuite leurs ports de départ. En sorte que la « déclaration » de janvier 1716, qui aurait pu avoir sur les rapports des deux couronnes un effet d'apaisement, devient en dernière analyse une nouvelle cause de discussions et de désaccords. Le prince de Cellamare proteste auprès du Conseil de Marine contre les opérations que les navires engagent au Pérou à la faveur de l'aide qu'ils ont reçue de la métropole, il accuse la France de violer délibérément les ordonnances du roi d'Espagne, s'élève contre « l'avarice excessive et insatiable » de ses négociants dans les ports américains. Mais, comme la frégate chargée des instructions du régent est arrêtée dans le Pacifique par deux navires de guerre, le Conseil de Marine, à son tour, dénonce la mesure comme une « preuve de l'inexécution des traités par les Espagnols<sup>2</sup> ».

Les relations des deux puissances deviennent par suite de plus en plus équivoques. « Alliées » en théorie, elles sont en fait profondément divisées, et les nombreux incidents qui se produisent dans leurs colonies témoignent en bien des cas d'un état de guerre virtuel.

Les gouverneurs des îles françaises jugent que les officiers espagnols prennent trop facilement prétexte des infractions des marchands pour confisquer indistinctement les navires que la nécessité ou le mauvais temps contraignent de se réfugier dans leurs ports, sans se faire scrupule de piller les cargaisons et d'emprisonner les équipages<sup>3</sup>. Ils leur reprochent surtout d'organiser, avec les bâtiments qu'ils arment pour la défense des côtes, de véritables expéditions de piraterie. Munis de « commissions en course » établies par les commandants, ces prétendus navires garde-côtes, sous couleur d'« écarter le commerce étranger », arraisonnent les vaisseaux français en pleine mer. Le procédé, disent-ils, est inadmissible entre « nations amies », d'autant plus que commandants et corsaires se partagent les profits de ces entreprises et que les victimes sont généralement des navires qu'on ne saurait soupçonner de commerce illicite<sup>4</sup>. Inévitablement, les gouverneurs

1. B<sup>1</sup> (Mar.), 1, f. 147 v<sup>o</sup>-149, Mémoire des négociants de Saint-Malo sur le commerce de la mer du Sud, novembre 1715.

2. Bibl. nat., ms. fonds fr. 23663, f. 119, Délibérations du Conseil de Régence, 19 novembre 1715; 23664, f. 16 v<sup>o</sup>-17, Délibérations du Conseil de Régence, 21 janvier 1716. Aff. étr., Correspondance politique, Espagne, 263, f. 114-116, Mémoire du prince de Cellamare au Conseil de Marine, 5 décembre 1717. B<sup>2</sup> (Mar.), 274, Mémoire sur les vaisseaux arrêtés à la mer du Sud, mai 1718. B<sup>3</sup> (Mar.), 249, f. 236 v<sup>o</sup>-237, au maréchal d'Huxelles, 11 décembre 1717.

3. Aff. étr., Mémoires et documents, Amérique, 6, f. 156-162, Extrait des registres du greffe civil et criminel de la Martinique, 19 juillet 1715. C 9<sup>A</sup>, 13, Châteaumorant, Léogane, 10 juillet 1717. B<sup>1</sup> (Mar.), 5, 102 v<sup>o</sup>-103, Laudreau au Conseil de Marine, Rochefort, 1<sup>er</sup> août 1716.

4. B<sup>1</sup> (Mar.), 5, f. 102 v<sup>o</sup>-103, *loc. cit.*; 29, f. 13-14 v<sup>o</sup>, 17-18, Châteaumorant et Mithon,

des Iles ripostent en arrêtant au Cap-Français de Saint-Domingue, au Fort-Royal de la Martinique, des bâtiments espagnols qui relâchent du fait de « la tempête », et, le cas échéant, ils mettent sous séquestre les espèces monnayées qu'ils transportent<sup>1</sup>.

De là d'innombrables litiges, dont les lenteurs de la justice retardent indéfiniment le règlement. Certains font l'objet d'interventions répétées de l'ambassadeur de France : tel est le cas du navire *le Saint-Domingue*, de la Rochelle, pris et pillé par le gouverneur de Porto-Rico à la fin de 1715, dont les armateurs sollicitent en vain la restitution pendant plus de deux ans<sup>2</sup>. Et, de nouveau, des notes s'échangent entre les gouvernements, qui accusent leurs griefs réciproques : aux faits de piraterie, aux « dénis de justice » dont se plaint le Conseil de Marine, les Espagnols opposent les arrestations arbitraires de leurs navires sous un « faux prétexte de droit de représailles »<sup>3</sup>.

A Saint-Domingue, l'activité des corsaires entretient une atmosphère de conflit permanent, plus tendue que dans les autres possessions insulaires, en raison du contact immédiat des Français et des Espagnols et des nombreuses causes de divisions qui existent entre les deux parties de l'île. Le gouverneur français, le marquis de Chateaufort, s'inquiète de l'état d'insécurité qui résulte du voisinage de cette zone espagnole, où les « Français vagabonds » en quête d'occasions de piraterie, les nègres qui abandonnent les plantations, peuvent se réfugier impunément, et dont le président lui refuse sa coopération contre les éléments dont il demande l'extradition. L'incertitude des limites entre les deux zones, les prétentions des Espagnols sur des territoires qu'ils déclarent usurpés par les Français, augmentent ses appréhensions. Le désir, enfin, que manifeste l'archevêque de Saint-Domingue, malgré l'opposition formelle du Conseil de Marine, de soumettre à sa juridiction les religieux des Iles françaises, ajoute à la tension générale<sup>4</sup>.

s. d. — C 9<sup>A</sup>, 12, Blénac, Léogane, 30 septembre 1716, Blénac et Mithon, 10 février 1716, Blénac et Mithon, 28 avril 1716 ; 13, Chateaufort, Léogane, 10 juillet 1717. — *Aff. étr.*, Mémoires et Documents, Amérique, 6, f. 156-162, *loc. cit.*

1. C 9<sup>A</sup>, 13, Chateaufort, Léogane, 10 juillet 1717. — B<sup>1</sup> (Mar.), 29, f. 13 v<sup>o</sup>-14 v<sup>o</sup>, Chateaufort et Mithon, s. d. ; f. 314, Charlot, la Rochelle, 12 mars 1718. B<sup>2</sup> (Mar.), 247, f. 78-79, le maréchal d'Uxelles au Conseil de Marine, 11 novembre 1717. — *Aff. étr.*, Correspondance politique, Espagne, 260, f. 64-64 v<sup>o</sup>, le capitaine J. J. Goycochoa à M. de la Vallée, 29 avril 1717.

2. B<sup>1</sup> (Mar.), 18, f. 201-202, Placet du S<sup>r</sup> Belin au Conseil de Marine, 1717. B<sup>2</sup> (Mar.), 106, f. 752-753, le Conseil de Marine au duc de Saint-Aignan, 29 octobre 1717 ; 107, f. 391-392, au duc de Saint-Aignan, 31 juillet 1718 ; 270, f. 38, Mémoire du S<sup>r</sup> Partyet à M. de Catalan, 28 juin 1716. C 9<sup>A</sup>, 13, Requête au marquis de Chateaufort, Léogane, 15 octobre 1717. — *Bibl. nat.*, ms. fonds fr. 23664, f. 29-29 v<sup>o</sup>, Conseil de Régence, séance du 17 mars 1716.

3. B<sup>2</sup> (Mar.), 247, f. 76-79, le maréchal d'Uxelles au Conseil de Marine, 11 novembre 1717.

4. B<sup>1</sup> (Mar.), 21, f. 133-140, Chateaufort et Mithon, 19 juin 1717 ; 30, f. 7 v<sup>o</sup>-10, Chateaufort et Mithon, 7 mars 1718.



En Louisiane, les relations franco-espagnoles, pour être plus paisibles en apparence, dissimulent en fait une opposition plus profonde. Les incidents qui se produisent dans les colonies insulaires n'ont pas d'équivalent ici. Les positions de la France sont trop peu importantes, leurs moyens trop limités, pour qu'elles menacent sérieusement la zone qui relève du roi d'Espagne, et l'immensité du territoire paraît offrir aux deux nations un champ d'expansion suffisant pour que leurs ambitions se réalisent sans compromettre leur sécurité respective. Mais, dans les modestes bases que la France détient sur le golfe du Mexique, des vues impérialistes s'expriment, qui forment un singulier contraste avec la médiocrité de leurs forces : et elles donnent au conflit des deux puissances une signification qui dépasse celle des incidents de la zone insulaire. De la politique du régent à l'égard de cette colonie du Mississippi, si faible encore, de l'inquiétude qu'elle suscita dans les milieux espagnols, naquit la mesure qui devait le plus durement affecter les intérêts du commerce français dans la péninsule.

L'Espagne, aussitôt après l'avènement du Conseil de Marine, prend ombre des quelques progrès que la domination française opère en Louisiane, de l'alliance qui s'ébauche entre les colons de la Mobile et les populations indigènes de l'intérieur, préface possible, à ses yeux, d'un encerclement de sa position de Pensacola. Elle observe jalousement l'« application » du gouvernement français à renforcer les garnisons de la Mobile et de l'île Dauphine, car elle sait que le régent n'a pas renoncé aux ambitions du règne précédent sur Pensacola, le seul port en eau profonde que présente le littoral de la Louisiane, et elle craint que l'obstruction du havre de l'île Dauphine (1717) ne les rende plus impérieuses, alors que le Conseil des Indes est plus que jamais résolu à ne pas s'en dessaisir<sup>1</sup>.

L'entr'aide que les colonies, en dépit de la méfiance qu'elles n'ont cessé de se témoigner, ont souvent pratiquée pendant les années de guerre devient elle-même, avec le rétablissement de la paix, un élément de désaccord. Les autorités de la Vera-Cruz ont alors consenti des avances de fonds au commandant de la Mobile, les navires français ont effectué plusieurs traversées de l'île Dauphine au Mexique pour y mettre le vice-roi au courant des événements survenus dans les postes espagnols ou pour demander la restitution des vivres fournis à Pensacola. Des obligations ont été encourues réciproquement, mais les deux parties n'arrivent pas à s'entendre sur le chiffre exact des dépenses engagées, et les discussions que provoquent les essais de règlement, les réticences que l'ordonnateur de Louisiane oppose aux

1. C 13<sup>A</sup>, 4, f. 76-79, 1041, Mémoire sur la colonie de la Louisiane porté au Conseil de Régence, 11 février 1716. C 13<sup>C</sup>, 1, f. 83, Hubert au Conseil de Marine, s. d. — B (Col.), 38, f. 317, Mémoire du Roy pour servir d'instruction au S<sup>r</sup> de Lépinay, 20 octobre 1716. — Arch. nat., 3 JJ 202, 1, Cahier de routes dans le golfe du Mexique. — Aff. étr., Mémoires et Documents, Amérique, 1, f. 262-263, Mémoire de Le Gendre d'Arménie. — M. GIRAUD, *Histoire de la Louisiane française*, I, p. 180-181.

prétentions des officiers royaux, ne peuvent que séparer davantage les colonies<sup>1</sup>.

L'attitude de la cour de Madrid, la vivacité de ses réactions devant la moindre extension de l'influence française en Louisiane, ne permettraient d'ailleurs pas d'envisager un rapprochement. Dès le début de 1716, avant même que le Conseil de Marine n'ait renforcé les troupes de la colonie, elle augmente la garnison de Pensacola, et, dès que la France amorce, par la fondation du Fort Toulouse, un timide mouvement d'expansion dans le bassin de la rivière Alabama, les Espagnols envoient auprès des Indiens de la région des émissaires chargés de gagner les chefs influents et de les détourner de la cause française<sup>2</sup>.

Ils se préoccupent surtout des tentatives qui ont lieu pour ouvrir le territoire mexicain au commerce français, en violation des décrets de leur souverain. Le Conseil de Marine souhaiterait l'aboutissement de relations régulières, dont la Louisiane, en raison de son extrême indigence monétaire, aurait plus besoin qu'aucune autre colonie. Mais les Espagnols répliquent par une politique d'agrandissements territoriaux dont le but est de contenir l'expansion française dans des limites suffisamment étroites pour garantir la sécurité de la Nouvelle-Espagne. Le point de départ en est lié aux entreprises du Canadien Louis Juchereau de Saint-Denis : à deux reprises (1713-1715, 1716-1717), franchissant la distance qui sépare la rivière Rouge du Rio Grande del Norte, il parvint à se frayer le chemin du Mexique, dans la pensée de réaliser par la voie de terre la liaison que les navires du financier Crozat n'avaient pu établir par mer<sup>3</sup>. Le vice-roi, pour soustraire la Nouvelle-Espagne à toute tentative de pénétration, décida aussitôt de reprendre possession de ces espaces, situés au delà du Rio Grande, que les Espagnols désignaient sous le nom de « los Tejas », et qu'ils avaient abandonnés à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Un certain nombre de missions, soutenues par des détachements militaires, y jetèrent en conséquence les premières bases d'une nouvelle province, qui aurait englobé la vallée de la rivière Rouge si les Français n'y avaient prévenu les Espagnols par la fondation du poste des Natchitoches (1716)<sup>4</sup>. A la suite du deuxième

1. B<sup>1</sup> (Mar.), 9, f. 339-346, Duclos, 15 janvier 1716. — B (Col.), f. 310, Mémoire du Roy au S<sup>r</sup> Hubert, commissaire ordonnateur en Louisiane, 20 octobre 1716.

2. C 13<sup>A</sup>, 4, f. 77-79, Mémoire sur la colonie de la Louisiane porté au Conseil de Régence le 11 février 1716. C 13<sup>A</sup>, 5, f. 117 v<sup>o</sup>-118, Le S<sup>r</sup> de La Tour, commandant au Fort Toulouse aux Allibamons, à M. Hubert, 17 mars 1718.

3. M. GIRAUD, *op. cit.*, p. 334 et suiv.

4. B<sup>1</sup> (Mar.), 9, f. 463 v<sup>o</sup>-464, Mémoire de Crozat présenté au Conseil de Marine, 11 octobre 1716. C 13<sup>A</sup>, 4, f. 804-805, Mémoire en forme de journal de ce qui s'est passé dans la première expédition que M. de Bienville fit aux Natchez en 1716. — C 13<sup>C</sup>, 4, f. 47, Mémoire sur les services du S<sup>r</sup> de Bienville, 1724 (?). C 11<sup>A</sup>, 36, f. 415, Relation du voyage des Canadiens au Mexique, joint à la lettre du S<sup>r</sup> Gallut, de la Rochelle, 1<sup>er</sup> août 1716; f. 418-419, Extrait de la lettre écrite par le S. Geraldo Moro du Mexique le 18 juillet 1716.

H. FOLMER, *Franco-Spanish Rivalry in North America, 1524-1763*. Glendale, California,

voyage de Saint-Denis, le marquis de Valero, afin de garder plus solidement les approches du Mexique, se mit en devoir de fortifier les positions du Texas, et, reprenant une idée depuis longtemps exprimée, il envisagea d'étayer l'occupation intérieure sur une base maritime dont l'emplacement correspondrait à cette baie de « M. de La Salle » (baie de Matagorda) où s'étaient inutilement dépensés les premiers efforts de la colonisation française en Louisiane<sup>1</sup>.

A première vue, les entreprises de Saint-Denis n'étaient pas de nature à motiver des mesures de protection d'une pareille ampleur. Les moyens de la France n'auraient pu lui permettre d'engager contre le territoire espagnol une action agressive. Le poste qu'elle vient d'édifier dans la vallée de la rivière Rouge n'est qu'un « retranchement de pieux », qui ne tardera pas à tomber en ruine, et dont la garnison se réduit à quelques hommes : le missionnaire François Le Maire convient qu'il ne mérite pas le nom d'« établissement »<sup>2</sup>.

Pourtant, si l'on tient compte des projets qui sont alors formulés en Louisiane, de la pensée impérialiste à laquelle ils obéissent, la décision du vice-roi d'interposer entre la rivière Rouge et le Rio Grande un glacis protecteur apparaît pleinement justifiée. Le deuxième voyage de Saint-Denis a prouvé aux Espagnols que le territoire mexicain reste assez facilement accessible. Or, ils ont conscience de la fragilité de leur position sur les confins du Rio Grande : les indigènes ne se sont pas ralliés à leur domination et ils résisteraient difficilement à l'attrait des marchandises françaises<sup>3</sup>. La réaction du vice-roi est d'autant plus logique que l'aventure de Saint-Denis, en dépit de son échec, a stimulé en Louisiane le désir d'agrandir le domaine du roi de France aux dépens de celui du Roi Catholique. De plus en plus, l'attention s'y porte sur la « baie de La Salle » et la conviction se répand qu'elle appartient de droit à la France. A son retour du Rio Grande, le Canadien Derbanne, qui a participé à l'expédition de Saint-Denis, conseille de l'occuper : la France, dit-il, pourra ainsi élargir le champ de son commerce, elle pourra gagner l'appui des Indiens de la région en exploitant l'hostilité que leur inspirent les Espagnols, et, puisque ceux-ci ne sont pas « fortifiés

1953, p. 238-239. C. W. HACKETT, *The marquis of San Miguel de Aguayo and his recovery of Texas from the French*, *Southwestern Historical Quarterly*, octobre 1945, p. 195. Charmion Clair SHELLEY, *St Denis' Declaration concerning Texas in 1717*, *Ibid.*, XVII, p. 190-216, XXVI, p. 165-183.

1. B<sup>1</sup> (Mar.), 32, f. 63-63 v°, Le S<sup>r</sup> du Bourg, à Mexico, 16 juillet 1717. C 13<sup>c</sup>, 4, f. 42 v°-43, Journal d'un voyage que M. Derbanne a fait au Mexique, Ile Dauphine, 1<sup>er</sup> novembre 1717.

2. C 13<sup>a</sup>, 5, f. 344, Délibération du Conseil de Commerce, Ile Dauphine, 26 octobre 1719. Arch. nat., 9 JJ 209, 4, Mémoire sur la Louisiane par Le Maire, 13 mai 1718. — Bibl. nat., ms. fonds fr., 8989, Journal du voyage de la Louisiane fait par le S<sup>r</sup> Bernard de la Harpe, f. 8 v°-9.

3. C 13<sup>c</sup>, 4, f. 43 v°, Journal d'un voyage que M. Derbanne a fait au Mexique, 1<sup>er</sup> novembre 1717. C 11<sup>a</sup>, 36, f. 416-419, Extrait de la lettre écrite par Geraldo Moro du Mexique le 18 juillet 1716 à Crozat.

dans leurs terres », elle sera dès lors en mesure d'entreprendre la conquête de leurs districts miniers. L'ordonnateur Hubert, en transmettant au Conseil de Marine le journal de Derbanne, commente dans le même sens l'utilité de cette base : elle mettrait les Français, écrit-il, « à portée de se rendre maîtres des mines du Nouveau-Mexique<sup>1</sup> ». Le missionnaire Le Maire, enfin, sans avoir égard à la supériorité des forces des Espagnols, sans se préoccuper des droits qu'ils se sont acquis par la rapidité de leur action, revendique pour la Louisiane la totalité du territoire du Texas, en y comprenant la baie de La Salle, et la zone qui, à l'est de la Mobile, s'étend jusqu'à la péninsule de la Floride : son seul argument est que les Espagnols sont incapables de défendre les pays qu'ils occupent et que leur fort de Pensacola représente « trop peu de chose » pour former, à l'Est, la « borne » de la province française. C'est aussi l'opinion de l'ordonnateur Hubert<sup>2</sup>.

L'idée de conquête qui se trouve à la base de ces spéculations n'est pas seulement l'expression d'un moment où, en raison des tentatives de Saint-Denis, les rapports sont devenus particulièrement difficiles entre les colonies des deux puissances. Elle reparait uniformément dans la correspondance de Crozat et de Bienville. Partout s'affirme la certitude que la Louisiane, dès qu'elle sera suffisamment peuplée ou qu'elle possédera des forces militaires plus importantes, fournira à la France le moyen de s'emparer de ces étendues du Mexique et du Nouveau-Mexique qu'aucune « forteresse » ne protège<sup>3</sup>. En présence de desseins si souvent affirmés, les initiatives de Saint-Denis prenaient fatalement pour les Espagnols une signification d'une extrême gravité : ceux-ci étaient en droit de les interpréter comme le premier terme d'une offensive dirigée contre leurs provinces minières.

Sous une latitude plus élevée, les partisans de l'expansion française entretenaient d'autres possibilités d'intervention contre les possessions espagnoles. Le Missouri, dont les explorations de Véniard de Bourgmont (1714) viennent de préciser la connaissance, et qui éveille en France, du fait des ressources minières qu'on y situe et du problème des voies d'accès à la mer de l'Ouest, une curiosité croissante, pourrait, d'après eux, ménager l'entrée du Nouveau-Mexique. Hubert et Le Maire se trouvent d'accord sur ce point qui, en réalité, traduit la confusion de leurs notions géographiques, car l'un et l'autre,

1. C 13<sup>C</sup>, 4, f. 43-43 v<sup>o</sup>, *loc. cit.* — C 13<sup>A</sup>, 4, f. 622-623, La Mothe, 7 février 1716. C 13<sup>A</sup>, 5, f. 123-124, Hubert, Ile Dauphine, 27 novembre 1717. B<sup>1</sup> (Mar.), 30, f. 91-92, Hubert, 27 novembre 1717. Aff. étr., Mémoires et Documents, Amérique, I, f. 138-139, Hubert, Mémoire au sujet de l'établissement de la colonie de la Louisiane.

2. Aff. étr., Mémoires et Documents, *loc. cit.* — C 13<sup>C</sup>, 2, f. 153 v<sup>o</sup>-155, Mémoire de Le Maire, 1718. — Arch. nat., 3 JJ 200, 4, Mémoire de Le Maire sur la Louisiane, 13 mai 1718.

3. C 13<sup>C</sup>, 2, f. 155 v<sup>o</sup>, Mémoire de Le Maire, 1718. C 13<sup>A</sup>, 5, f. 233 v<sup>o</sup>, Crozat, Mémoire pour faire connaître de quelle importance il est de conserver et de fortifier la colonie de la Louisiane, 1717. — F 3, 241, f. 227, Ordonnance qui permet à la Compagnie d'Occident..., 16 novembre 1718. — Aff. étr., Mémoires et Documents, Amérique, I, f. 182 v<sup>o</sup>, Crozat, Mémoire sur la Louisiane, 1717 ; f. 205, Bienville, Fort-Louis de la Louisiane, 10 juin 1718. — Bibl. nat., ms. fonds fr. 12105, Le Maire, Mémoire sur la Louisiane. 1<sup>er</sup> mars 1717.

persuadés que les sources du Missouri sont à faible distance de celles du Rio Grande, concluent à des communications faciles entre les deux bassins fluviaux<sup>1</sup>. Aussi l'ordonnateur demande-t-il au gouvernement français de prendre position sur le cours supérieur du Missouri, d'y installer une cinquantaine de soldats, et un personnel de Canadiens, de nègres et de mineurs, indispensables aux opérations de reconnaissance et à l'exploitation des richesses naturelles de la région. Cet « établissement » serait à la fois un lieu de commerce avec les « caravanes » de traitants espagnols qui, dans l'opinion générale, franchissent périodiquement le haut Missouri, et une base stratégique contre le Nouveau-Mexique : avec l'appui des populations indigènes, la France emporterait quand elle le voudrait cette riche province, et la frontière de la Louisiane se confondrait alors avec la limite extrême du continent<sup>2</sup>. Dépassant la pensée impérialiste de Le Maire, le programme de l'ordonnateur, dont l'idée maîtresse est de détacher de la Couronne espagnole un territoire que l'on tient pour un de ses meilleurs districts miniers, tend à susciter entre les deux empires une nouvelle zone de conflit<sup>3</sup>. Et, comme ces projets surviennent au moment où le Conseil de Marine encourage la prospection des possibilités minières du continent, Hubert peut croire qu'ils seront favorablement accueillis.

De 1714 à 1717, les colonies françaises de Louisiane deviennent ainsi un foyer d'impérialisme particulièrement actif : dans l'histoire des relations franco-espagnoles, elles prennent par suite une importance disproportionnée à leur état de faiblesse.

S'ajoutant aux difficultés qui opposent sans cesse les colonies insulaires, ces vues annexionnistes apportent aux « ministres d'Espagne » de nouveaux griefs contre la France, et les « vexations » que subissent, dans la métropole, les ressortissants français reflètent dans une large mesure le ressentiment que les conflits coloniaux inspirent aux autorités espagnoles. Dès 1717, la conviction s'affirme dans les possessions d'outre-mer que la guerre est proche. Les protestations de l'ambassadeur d'Espagne contre les arrestations de navires à la Martinique et à Saint-Domingue, révèlent des dispositions de plus en plus hostiles. La France, en raison de la moindre étendue de son domaine colonial, ne saurait, d'après lui, revendiquer pour ses navires le privilège de faire escale dans les possessions ibériques au même titre que les bâtiments espagnols dans les îles françaises : ceux-ci sont appelés à d'incessants déplacements, qui ne peuvent s'accomplir sans de fréquentes escales dans les colonies françaises, anglaises ou hollandaises, tandis que

1. C 13<sup>c</sup>, 2, f. 160, Mémoire de Le Maire, 1718. C 13<sup>a</sup>, 5, f. 123-123 v<sup>o</sup>, Hubert, île Dauphine, 27 novembre 1717 ; f. 143-144, Hubert, Mémoire sur la colonie de la Louisiane, octobre 1717 ; f. 233-233 v<sup>o</sup>, Crozat, Mémoire pour faire connaître de quelle importance..., janvier 1717. Bibl. nat., ms. fonds. fr. 12105, Le Maire, Mémoire sur la Louisiane, 1<sup>er</sup> mars 1717.

2. C 13<sup>a</sup>, 5, f. 121, Hubert, île Dauphine, 27 novembre 1717 ; f. 143-144, Hubert, *loc. cit.*

3. C 13<sup>a</sup>, 5, f. 144-145, Hubert, *loc. cit.* C 11<sup>a</sup>, 36, f. 415-416, Copie d'une lettre du Mexique du 20 septembre 1715 écrite à M. Gallut...



les navires français n'ont que rarement besoin de toucher à Porto-Rico, Saint-Domingue ou la Havane, et jamais en tout cas dans les ports de l'Amérique centrale<sup>1</sup>. Si la France, écrit-il au début de 1718, refuse de mettre un terme à « ces injustices », « on en viendra dans les États de la domination espagnole aux termes fascheux et désagréables d'une représaille réciproque<sup>2</sup> ». A la Havane, aux îles Canaries, on a le sentiment que la guerre commencera en Louisiane : en 1717, les officiers royaux y déclarent ouvertement que le vice-roi du Mexique fait des préparatifs en vue de chasser « les Français établis au Mississipi<sup>3</sup> ».

Si, contrairement aux indices qui font croire à des hostilités imminentes, celles-ci n'éclatent que longtemps après, c'est en raison de l'extrême prudence du Conseil de Marine. Dans l'intérêt des possessions françaises, il évite de compromettre par des initiatives trop hardies le commerce que, malgré tout, elles parviennent à pratiquer avec les colonies espagnoles. Les gouverneurs des îles ne sont autorisés à recourir aux représailles qu'avec modération et sous leur responsabilité personnelle. Le Conseil leur prescrit de les représenter, sans mettre en cause la Cour de Madrid, comme des mesures dirigées contre les commandants espagnols, à seule fin d'obtenir justice des saisies abusives de navires et de rétablir la paix<sup>4</sup>. Et, dès que la Cour entreprend de redresser les torts les plus manifestes et que les autorités coloniales acceptent de donner les premières satisfactions, il enjoint de cesser « toutes représailles contre les Espagnols » et de les inviter à fréquenter librement les établissements français, où l'on souhaite la reprise des relations commerciales<sup>5</sup>.

En Louisiane, il recommande également une politique de « ménagements » et de « prudence ». La malveillance des ministres espagnols exige que la France s'y montre particulièrement « modérée » et « circonspecte » : en présence des « vexations » dont la « nation » est l'objet en Espagne, on doit se garder de fournir aux officiers royaux aucun prétexte de « nous nuire » dans la province du Mississipi. Lorsqu'il apprend la décision du vice-roi de reprendre possession du Texas, le Conseil de Marine se contente de prier le consul de Madrid de rechercher des précisions sur les vrais desseins de l'Es-

1. B<sup>1</sup> (Mar.), 247, f. 81 v<sup>o</sup>-86, Mémoire de l'ambassadeur prince de Cellamare, 1717.

2. A.E. étr., Correspondance politique, Espagne, 260, f. 397-400, Mémoire de l'ambassadeur prince de Cellamare.

3. C 13<sup>e</sup>, I, f. 84 v<sup>o</sup>, Hubert, s. d. — B<sup>1</sup> (Mar.), 18, f. 123 v<sup>o</sup>, Porlier, à Ténérif, 10 juin 1717.

4. B (Col.), 39, f. 320, à M. de la Varenne, 8 mars 1717; f. 411-412, à Chateaufort et Mithon, 31 octobre 1717. B (Col.), 40, f. 236-237, Mémoire au chevalier de Feuquières, 15 mars 1718. C 9<sup>a</sup>, 12, Blénac, Léogane, 17 mai 1716; Blénac et Mithon, 28 avril 1716.

5. A.E. étr., Correspondance politique, Espagne, 260, f. 67-67 v<sup>o</sup>, Mémoire pour servir de réponse à celui remis par le prince de Cellamare, f. 287-290 v<sup>o</sup>, Cellamare au Conseil de Marine, décembre 1717. B<sup>1</sup> (Mar.), 29, f. 13 v<sup>o</sup>-14, Chateaufort et Mithon, s. d. (note marginale); 30, f. 12-12 v<sup>o</sup>, 14 v<sup>o</sup>, Chateaufort et Mithon, 8 mars 1718. B (Col.), 40, f. 157 v<sup>o</sup>, au duc de Saint-Aignan, 20 juillet 1718; f. 401 v<sup>o</sup>-402, Mémoire aux S<sup>rs</sup> de Chateaufort et Mithon, 17 mai 1718. B<sup>1</sup> (Mar.), 35, f. 137, Saint-Aignan, 13 juin 1718.

pagne, il s'abstient de revendiquer la baie de La Salle pour la prémunir contre toute tentative d'occupation, et il recommande seulement au gouverneur de la Louisiane de « s'informer » des « routes » découvertes par Saint-Denis vers les « deux Mexiques », d'y acheminer à la rigueur, munis de marchandises, quelques Indiens dévoués à la France qui en éprouveront l'utilité, mais d'éviter « de les pratiquer au point de donner une certaine jalousie aux Espagnols<sup>1</sup> ».

Sa politique envers l'Espagne révèle enfin le même souci de prudence. Les injustices dont se plaignent les négociants français créent autant de problèmes délicats qu'il importe de ne pas aggraver par une position trop intransigeante : les consuls agiront donc en plein accord avec l'ambassadeur, ils ne devront jamais « se commettre », et ils se garderont de toute démarche qui puisse porter préjudice aux « privilèges » qu'ils sont chargés de « soutenir<sup>2</sup> ».

Les ménagements sont d'autant plus indiqués que le commerce français sert aussi bien les intérêts de la « nation » que ceux des Espagnols. Dans les colonies, les avantages en sont si évidents que, en bien des cas, les marchands espagnols, à l'insu des autorités, font des opérations avec les navires français de passage. A la Havane, à la Vera-Cruz, les négociants français sont toujours sûrs de trouver des complicités disposées à se prêter à des transactions : en 1717, le commis de Crozat peut conclure avec des commerçants de la Havane un marché relatif à des livraisons d'étoffes et de toiles de Rouen et de Bretagne, il parvient même à écouler un nombre considérable de peaux de chevreuil dont il touche le prix en numéraire et en tabac, et il repart avec la conviction que les Espagnols, chaque fois qu'ils pourront tromper la surveillance des officiers, engageront volontiers des achats de même nature<sup>3</sup>.

L'utilité des marchandises françaises s'accuse surtout dans les colonies qui, rejetées à la périphérie de l'empire espagnol, éprouvent de grosses difficultés d'approvisionnement. C'est le cas, par exemple, de la nouvelle province des Tejas : privée de base maritime, trop éloignée du Mexique pour en recevoir par la voie de terre les produits nécessaires à la vie matérielle de sa population, elle pourrait se fournir plus aisément dans les établissements français, plus proches et toujours mieux pourvus d'articles manufacturés que les colonies espagnoles. Peut-être Saint-Denis, lorsqu'il aida les Espagnols, à l'issue de son premier voyage, à reprendre possession de ce territoire, espérait-il que leurs missions y deviendraient autant de débouchés pour les marchandises françaises de Louisiane.

1. C 13<sup>A</sup>, 4, f. 76-79, Mémoire sur la Louisiane porté au Conseil de Régence le 11 février 1716; f. 976, Mémoire du roi à Lépinay et Hubert, octobre 1716. B (Col.), 38, f. 346 v°, à Hubert, 30 novembre 1716. B<sup>7</sup> (Mar.), 104, f. 499-500, au S<sup>r</sup> de Catalan, 7 septembre 1716.

2. B<sup>7</sup> (Mar.), 104, f. 78-79, aux S<sup>rs</sup> Robin et Bigodet, 5 février 1716; 107, f. 222-223, au S<sup>r</sup> de Moy, 9 mai 1718; 107, f. 434, au S<sup>r</sup> de Moy, 14 août 1718.

3. C 13<sup>C</sup>, 1, f. 86 v°, Hubert, s. d.

Parfois, les commandants des postes espagnols favorisent eux-mêmes le négoce que défendent les ordonnances royales. Et le Conseil de Marine s'en remet à leur complicité pour établir des relations commerciales avec le Mexique. En usant de modération, en évitant tout excès d'« empressement » et d'avidité, en veillant à la qualité des articles qu'on lui destine, on obtiendra vraisemblablement des gouverneurs et des officiers qu'ils fassent « semblant de ne pas nous voir » et qu'ils autorisent des opérations dont ils seront les premiers bénéficiaires<sup>1</sup>. Si l'on se conforme, en d'autres termes, à la politique de prudence que préconise le Conseil de Marine, une sorte de *modus vivendi* pourra s'instituer entre les colonies des deux royaumes, qui leur permettra de se livrer, en marge des interdictions officielles, à une certaine activité commerciale, aussi profitable aux unes qu'aux autres.

Sans doute en sera-t-il de même dans la métropole. Le commerce français y joue un grand rôle dans l'économie de la péninsule, et, comme en dépit des atteintes portées à ses « immunités » il y conserve encore, à côté de celui des autres nations, une situation privilégiée, le Conseil de Marine a bien de croire qu'il n'y perdra pas tous ses droits<sup>2</sup>. Effectivement, les marchands français de Cadix, en 1717, continuent, comme ils l'ont toujours fait, d'acheminer vers les Indes, « sous des noms espagnols », des cargaisons dont l'écoulement leur assure d'importants bénéfices<sup>3</sup>. L'intention que manifeste le roi d'Espagne, la même année, de mettre sur un pied définitif les droits d'entrée et de sortie auxquels toutes les marchandises seront assujetties dans les ports de la péninsule, semble même indiquer qu'il est sur le point d'orienter sa politique dans un sens moins arbitraire : le duc de Saint-Aignan entrevoit déjà des possibilités de discussions, qui le mettront en mesure de reprendre à la base la question des privilèges des Français et d'obtenir peut-être, contre la malveillance des ministres, une solution satisfaisante<sup>4</sup>.

Malheureusement, les causes et les occasions de conflit sont trop nombreuses dans les colonies pour que les quelques signes de détente que croit discerner l'ambassadeur aboutissent à un renversement de la situation des années précédentes. Les satisfactions obtenues par les Français dans les mers des îles n'ont pas résolu tous les litiges. Un règlement général supposerait chez les autorités coloniales espagnoles un désir de conciliation et un désintéressement dont elles sont dépourvues, et la politique de « prudence » du Conseil de Marine est trop visiblement dirigée contre les ordonnances du Roi Catholique pour qu'elle exprime à leurs yeux une franche volonté

1. C 13<sup>A</sup>, 4, f. 76-79, Mémoire sur la Louisiane porté au Conseil de Régence, 11 février 1716. B (Col.), 38, f. 346 v<sup>o</sup>, à Hubert, 30 novembre 1716.

2. B<sup>7</sup> (Mar.), 31, f. 262-263, Partyet, Cadix, 21 mars 1717.

3. B<sup>7</sup> (Mar.), 36, f. 1 v<sup>o</sup>-2, Partyet, Cadix, 8 août 1718 ; f. 29, 160, Partyet, Cadix, 21 août, 24 octobre 1718.

4. B<sup>7</sup> (Mar.), 31, f. 260-263, Partyet, Cadix, 21 mars 1717 ; 32, f. 155-156, Partyet, Cadix, 30 mai 1717 ; 106, f. 289, à Partyet, 3 mai 1717 ; 271, Catalan, Madrid, 5 juillet 1717.

de paix. Les entreprises de Saint-Denis, les projets de conquête qui sont formulés en Louisiane, démentent d'ailleurs les instructions du Conseil et donnent aux Espagnols un sentiment de plus en plus vif de la menace que signifie pour « les deux Mexiques » l'installation de la France dans la colonie du Mississippi.

Il suffira, dans ces conditions, que la France paraisse disposée à faire un effort décisif en faveur de la Louisiane pour que le gouvernement espagnol, dans l'appréhension des conséquences qui pourront en résulter pour son empire, applique aussitôt des mesures de représailles aux négociants français de la péninsule. La création de la Compagnie d'Occident (août 1717) lui en fournit l'occasion. Persuadé qu'elle a les moyens de peupler la colonie, de faire valoir ses ressources, d'accroître ses forces militaires, le roi d'Espagne réplique par un décret interdisant ce commerce des Indes occidentales que les marchands de Cadix n'avaient cessé de pratiquer jusque-là et qui formait l'élément essentiel de l'activité française dans la péninsule (1<sup>er</sup> novembre 1717) : il y défend l'entrée « dans tous les ports espagnols », métropolitains ou coloniaux, « de toutes sortes d'effets des Indes qui y seront apportés par les Français », soit, directement, de leurs lieux d'origine, soit, indirectement, des « magasins d'entrepôt qui sont en France ». Mais l'interdiction, que le Roi Catholique formule simultanément, du « commerce de Cadix en Barbarie », a pour les Français une signification plus grave encore, parce que, en prohibant un commerce dont le monopole leur appartient depuis 1703, elle indique que toute politique de faveur à leur égard est définitivement révolue.

L'application de ces consignes ne se fera certes pas avec la rigueur que prévoient les décrets. Les attermoissements des autorités de Cadix, soucieuses d'épargner un trop grave préjudice à la population espagnole, provoqueront un certain flottement dans l'exécution. Et le Conseil de Marine fera justement observer à la Cour de Madrid qu'« on n'inquiète pas en France les Espagnols qui apportent leurs marchandises des Indes occidentales », et que les Anglais et les Hollandais ont depuis longtemps réservé leur commerce des Indes à des compagnies privées sans encourir de sanctions dans la péninsule<sup>1</sup>.

Désormais, néanmoins, les ressortissants français en Espagne se trouvent exposés à une recrudescence d'hostilité. Le gouvernement ne s'en prend plus seulement aux « privilèges » de leur commerce. Il agit envers eux comme si les deux nations étaient en guerre, il impose à ceux qui sont mariés dans le royaume les obligations militaires de ses sujets, ordonne leur enrôlement forcé dans les régiments espagnols, fait saisir d'autorité les navires qui re-

1. B III (Arch. nat., Aff. étr.), 326, Décret du roi d'Espagne pour défendre l'entrée dans son royaume de tous les effets qui viennent des Indes françaises. B<sup>2</sup> (Mar.), 106, f. 777-783, au duc de Saint-Aignan, 19 décembre 1717 ; f. 813-814, au maréchal d'Huxelles, 30 décembre 1717 ; f. 814-817, au duc de Saint-Aignan, 30 décembre 1717.

lâchent dans les « ports d'Espagne » pour les incorporer, avec leurs équipages, dans la marine du Roi Catholique<sup>1</sup>.

Au début de 1718, la rupture est devenue inévitable. Les événements coloniaux ont des répercussions trop immédiates sur les rapports des deux métropoles pour que les hostilités, qui sont virtuellement engagées déjà dans les provinces d'outre-mer, ne s'étendent pas à la scène européenne.

M. GIRAUD,

Professeur au Collège de France.

---

1. B<sup>2</sup> (Mar.), 106, f. 604-606, 672, au duc de Saint-Aignan, 27 septembre, 29 octobre 1717; 107, f. 102, 112-114, au duc de Saint-Aignan, 21 mars 1718. B<sup>2</sup> (Mar.), 34, f. 195-195 v<sup>o</sup>, Montagnac, la Corogne, 13 février 1718. B<sup>1</sup> (Mar.), 32, f. 441, de Moy, Barcelone, 19 juin 1718. *AM. étr.*, Correspondance politique, Espagne, 260, f. 68-69, 75-76, au duc de Saint-Aignan, 28 septembre 1717.



## L'HISTOIRE ET LES HISTORIENS

### SECONDE CHRONIQUE DE MÉTHODOLOGIE HISTORIQUE<sup>1</sup>

Il est le plus souvent difficile d'écrire une chronique qui ne soit pas un défilé monotone de notices ou de comptes rendus mis bout à bout. Pour une fois, notre tâche et la patience du lecteur se voient allégées, car c'est bien un ensemble que forment les ouvrages, consacrés à une réflexion critique sur l'histoire, dont la *Revue* me charge à nouveau de dresser l'inventaire. Si nombreux, si variés qu'ils soient, ce sont les mêmes problèmes, ou des problèmes étroitement apparentés, qu'ils évoquent tour à tour ; si différente que soit la méthode d'approche (nous avons des livres d'histoire écrits par des historiens, des réflexions philosophiques d'ordre plus ou moins abstrait, d'austères travaux de recherches et des exposés sans prétention, destinés à la vulgarisation ou à l'enseignement), les solutions qui nous sont proposées relèvent bien d'un même climat de pensée : on sera frappé de la convergence des efforts dépensés, sur ce chantier de la critique de l'histoire, par des hommes venus d'horizons, de milieux, de pays tout à fait différents.

Cette Chronique, qui cherchera à refléter l'activité, si intense, des quatre dernières années, prendra tout naturellement un caractère international : il semble qu'en chacun de nos pays, sans excepter l'U. R. S. S.<sup>2</sup>, on trouve un ou plusieurs spécialistes, délégués en quelque sorte à cette fonction critique : je voudrais pour commencer rendre hommage à deux d'entre eux, dont le nom sera souvent cité dans les pages qui vont suivre, l'humaniste piémontais Arnaldo Momigliano, qui enseigne à l'University College de Londres<sup>3</sup>, et l'historien hollandais Pieter Geyl, actuellement professeur à l'Université d'Utrecht, après avoir lui aussi enseigné pendant de longues années (1919-1935) à celle de Londres<sup>4</sup>, deux hommes également remarquables par la finesse de leur jugement et l'étendue de leur culture : ce sont

1. La Méthodologie historique : Orientations actuelles, *Revue historique*, avril-juin 1953, p. 256-270.

2. Où ce rôle paraît assumé par J. S. Ko(n)n, dans la revue *Voprosi Istorii* (« Questions d'Histoire ») ; La *Nouvelle Critique* a commencé la publication en français de son mémoire sur Marc Bloch dans son numéro de novembre 1956, p. 84-96.

3. A. MOMIGLIANO, *Contributo alla Storia degli Studi Classici*. Rome, Ed. di Storia e Letteratura, 1955, 413 p. (Collection « Storia e Letteratura », vol. 47.)

4. P. GEYL, *Debates with Historians*. Groningen, J. B. Wolters, et La Haye, M. Nijhoff, 1955, viii-241 p. Le petit livre du même auteur : *Use and Abuse of History*. New Haven, Yale University Press, 1955, vi-97 p., est beaucoup plus qu'une simple conférence (Terry Lecture à Yale pour 1954) : un véritable manifeste où P. Geyl a su condenser habilement l'essentiel de sa conception de l'histoire.

de vrais Européens qui passent sans effort d'une langue à l'autre<sup>1</sup>, capables d'apprécier en connaissance de cause les problèmes intérieurs à chaque littérature. Ils viennent de rassembler, chacun dans un recueil, les principaux articles qu'ils avaient eu l'occasion de consacrer à notre sujet et ces deux ensembles, qui se complètent (A. Momigliano s'intéressant aux historiens de l'antiquité et P. Geyl à la période moderne), nous fourniront comme un fil conducteur : il nous sera facile, en le déroulant, d'y rattacher l'un après l'autre les travaux dont nous avons à parler.

Il convient, cependant, de commencer notre revue par un troisième auteur, bien connu lui aussi comme historien, et théologien, de l'histoire, notre collègue de Cambridge Herbert Butterfield, dont le dernier livre<sup>2</sup> s'ouvre par une sorte de manifeste en faveur de l'histoire de l'historiographie, discipline qui a sans doute derrière elle un long passé (M. Butterfield rend hommage à son initiateur, notre compatriote, bien oublié, L. Voisin de la Popelinière, et à son *Histoire des Histoires*, Paris, 1599), qui est florissante aujourd'hui, mais qui mériterait d'attirer plus encore de vocations. Les services qu'elle peut rendre sont évidents, et immenses : les historiens méritent d'être étudiés, en premier lieu, en tant que sources historiques : par eux-mêmes, comme d'ailleurs en général tous les grands écrivains<sup>3</sup>, ils témoignent, chacun, du temps, du milieu où ils ont vécu. En second lieu, celui qui aborde aujourd'hui l'étude d'un problème ne peut se permettre d'ignorer ses prédecesseurs, et cela non seulement pour récupérer l'acquis de leurs efforts, mais aussi parce que seul l'« historique de la question » permet de donner à celle-ci toute sa profondeur, sa signification culturelle<sup>4</sup>. Comment, d'autre part, utiliser un historien d'autrefois sans une étude critique qui, mettant en évidence l'orientation de sa pensée, ses préjugés, ses limites, la valeur de son information et de sa méthode, nous fournit le moyen d'en tirer parti avec sécurité, « les yeux ouverts », pour parler comme P. Geyl<sup>5</sup>. Enfin et surtout, l'histoire de l'historiographie s'approfondit tout naturellement en histoire du développement de la méthode historique : il en est de l'histoire comme des autres branches du savoir (on sait le lien qui unit histoire des sciences et philosophie des sciences)<sup>6</sup> ; l'examen des conquêtes progressive-

1. Le recueil d'A. Momigliano rassemble des articles publiés en italien, anglais et allemand.

2. H. BUTTERFIELD, *Man on his Past, the Study of the History of historical Scholarship*. Cambridge, University Press, 1955, xvii-238 p. (Wiles Trust Lectures 1954, Queen's University, Belfast).

3. C'est le point développé, avec de bons exemples, par A. BRYANT, *Literature and the Historian*. Londres, Cambridge University Press, 1952, 24 p. (Tenth Annual Lecture of the National Book League.)

4. H. Butterfield prend comme exemple l'histoire de Luther : le lecteur français évoquera la monographie classique de L. Febvre : elle montre bien qu'on ne peut saisir Luther qu'en traversant toute l'histoire de son histoire.

5. P. GEYL, *Debates...*, p. 90, termine son étude, fort sévère, sur Michelet, en disant : « I will in the end take Michelet, and I must take him as he was. But with my eyes open. »

6. Je saisis l'occasion de signaler un manuel très bien conçu : E. SIMARD, *La nature et la*

ment réalisées par une discipline scientifique permet de comprendre et de justifier la valeur de celle-ci beaucoup mieux que des raisonnements *a priori*.

Pour être réellement féconde, cette étude des historiens ne devrait pas se contenter, comme trop souvent encore, d'être une simple histoire littéraire (biographie des auteurs et description des œuvres), mais s'intéresser au problème de la critique méthodologique ; d'où, nous dit H. Butterfield, l'intérêt d'études consacrées à l'évolution d'un problème, comme celles de W. Rehm, *Der Untergang Roms in abendländischen Denken*<sup>1</sup>, ou de W. K. Ferguson, *The Renaissance in historical Thought*<sup>2</sup>, et, ajouterai-je, d'études comme celles que M. Momigliano nous donne sur « la formation de l'historiographie moderne sur l'Empire romain » ou la « genèse et fonction actuelle du concept d'hellénisme »<sup>3</sup>.

En fait, une telle histoire de la méthode est déjà très largement esquissée dans l'ensemble des travaux que nous avons à recenser ici. Le problème est de savoir jusqu'où elle doit remonter utilement. On dit souvent, et je l'ai répété à mon tour, que l'histoire n'est vraiment devenue adulte qu'à partir de Niebuhr et Ranke ; c'est vrai, bien entendu, en un sens — qui doit être immédiatement précisé (aucune formule du genre « Enfin Malherbe vint » n'est bien satisfaisante d'un point de vue historique) ; je suis persuadé, pour ma part, de la continuité de la tradition historique à partir d'Hérodote et d'Hellanicos : c'est à partir de ces grands Anciens qu'il faudrait suivre le développement de sa technique (les historiens ecclésiastiques, Eusèbe, saint Jérôme, Orose, établissant le lien littéraire entre l'Antiquité et les historiens médiévaux).

Je constate, en tout cas, qu'on est d'accord pour souligner cette continuité au moins à partir de la Renaissance : Lord Acton<sup>4</sup> avait noté le rôle de précurseur d'un Lorenzo Valla dénonçant le caractère apocryphe de la Donation de Constantin (il faudrait étudier davantage l'œuvre critique des humanistes : c'est dans la philologie classique que la méthode historique a fait ses premières armes) ; A. Momigliano<sup>5</sup> et P. Geyl<sup>6</sup>, chacun de leur côté, attirent notre attention sur le rôle des grandes controverses religieuses des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles : Protestants et Catholiques ont éprouvé le besoin de s'appuyer sur le témoignage de l'histoire et la nécessité de convaincre l'adversaire a contribué à faire progresser la rigueur de l'élaboration technique : une étude comparée des Centuriateurs de Magdebourg et de Baronius mettrait en évidence ce développement.

*portée de la méthode scientifique, exposé et textes choisis de philosophie des sciences.* Québec-Paris, Vrin, 1956, 408 p.

1. Leipzig, 1930.

2. Cambridge (Mass.), 1948 ; trad. française parue chez Payot.

3. *Contributo...*, p. 107-164, 165-194.

4. Cité par BUTTERFIELD, *Man...*, p. 65.

5. *Contributo...*, p. 123-124.

6. *Use and Abuse...*, p. 10-11.

A. Momigliano encore insiste à bon droit sur l'importance de l'œuvre propre du XVII<sup>e</sup> siècle : si Cassirer a eu raison de voir le *Dictionnaire* de Bayle comme l'effort d'un Cartésien pour assurer aux vérités historiques, ces « vérités de fait », la même certitude que Descartes réservait aux seules vérités rationnelles, M. Momigliano<sup>1</sup> montre que cela n'est pas moins vrai déjà des Jansénistes et il nous renvoie à la *Logique de Port-Royal*<sup>2</sup>, à Tillemont et même à Bossuet. Le XVII<sup>e</sup> siècle a vu aussi se développer une puissante offensive contre l'histoire, un scepticisme méprisant à l'égard de ses résultats : ce « pyrrhonisme historique » s'exprime par l'œuvre de Le Vayer, de Bayle lui-même bien entendu, de ce Daniel Huet cher à A. Dupront, et dans celle de cet extraordinaire Père Hardouin, pour qui, on le sait, les trois quarts de la littérature antique étaient des faux du Moyen Âge<sup>3</sup>. P. Geyl<sup>4</sup> se rencontre avec A. Momigliano<sup>5</sup> pour souligner l'importance de cet épisode de l'histoire des idées : ce scepticisme est une réaction contre l'abus que les controverses religieuses et politiques du siècle avaient fait du recours à l'histoire : celle-ci avait besoin d'une méthode plus rigoureuse.

Le mouvement se prouve en marchant : comme il est arrivé tant de fois dans l'histoire des sciences, les doutes théoriques des philosophes trouvèrent une réponse dans les progrès effectivement réalisés par les praticiens — en l'espèce ici les érudits. Nous retrouvons la vieille notion scolastique de « subalternation des sciences » : l'histoire ne pouvait se construire utilement tant que n'auraient pas été mises au point les techniques auxiliaires nécessaires à la mise en œuvre des documents. D'où l'importance méthodologique de l'œuvre des grands érudits du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle (car le mouvement s'est prolongé de l'un à l'autre : Lord Acton avait noté qu'à partir de 1712, avec Muratori, l'érudition italienne prend la relève des Français)<sup>6</sup>.

Jusqu'ici, on avait surtout mis en évidence l'apport de la philologie classique : critique textuelle (J. Le Clerc publie en 1697 une *Ars Critica* : comme nous sommes loin des traités de rhétorique qui, sous le nom d'*Ars Historica*, ne se préoccupaient que de la manière d'« écrire » l'histoire !), éditions et commentaires : qu'il suffise d'évoquer celui du *Code Théodosien* où Godefroy a préparé la voie à Tillemont. Naturellement, il y aurait encore beau-

1. *Contributo...*, p. 112-115.

2. On méditera en particulier cette citation (p. 113) : « Il y a des choses que nous ne connaissons que par une foi humaine, que nous devons tenir pour aussi certaines et aussi indubitables que si nous en avions des démonstrations mathématiques. »

3. L'hypercritique du P. Hardouin mériterait d'être étudiée de près — pour ce qu'elle est : un épisode pathologique de l'histoire de l'histoire ; M. Momigliano, qui a tout lu, nous recommande entre temps un mémoire de G. MARTINI, *Le stravaganze critiche di Padre J. Hardouin*, dans les *Mélanges V. Federici*, Florence, 1944, p. 351-364.

4. *Use and Abuse...*, p. 17-18.

5. *Contributo...*, p. 79-91 ; rien de neuf à signaler sur l'œuvre historique de Leibniz : le petit livre de R. L. SAW, *Leibniz*, Harmondsworth, 1954, 240 p. (Pelican Books), ne contient qu'un exposé du système proprement philosophique.

6. H. BUTTERFIELD, *Man...*, p. 66, 207.

coup à explorer dans ce domaine : J. Dagens attirait récemment mon attention sur l'œuvre du P. Petau, qui a tant fait pour introduire une perspective historique dans l'étude de l'antiquité chrétienne, en faisant éclater le bloc jusque-là monolithique des Pères de l'Église. Mais, en gros, cet aspect du développement de notre discipline est bien connu.

C'est, par contre, un domaine entièrement nouveau que M. Momigliano entreprit d'explorer dans son beau mémoire de 1950, « *Ancient History and the Antiquarian* »<sup>1</sup> : ce nom d'« Antiquaires », qui ne survit guère chez nous que dans le titre archaïque de quelques sociétés savantes, a servi à désigner les érudits, qui, héritiers des collectionneurs de la Renaissance, se sont attachés à rassembler et étudier le matériel non littéraire provenant de l'Antiquité. L'histoire leur doit beaucoup : ils ont mis à sa disposition un immense et précieux matériel documentaire, classé, critiqué — utilisable : qu'on songe aux progrès de la numismatique entre Spannheim et Eckhel, au *De re diplomatica* de Mabillon, à *L'Antiquité expliquée* de Montfaucon, à *Ars critica lapidaria* de Sc. Maffei... Cependant, cette étude des « antiquités » — privées, publiques, militaires, sacrées — fut longtemps conduite dans un esprit systématique, non chronologique, en un sens antihistorique, et A. Momigliano peut parler d'un conflit entre antiquaires et historiens aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles : on fut long à passer réellement (et pas seulement dans les titres d'ouvrage) des « Privat- » ou « *Kriegsaltertümer* » à la « *Sittengeschichte* » ou « *Geschichte der Kriegskunst* ». L'habitude d'une présentation systématique s'est encore imposée à un Mommsen ou un Burckhardt<sup>2</sup> ; que ce conflit soit encore tout proche, le ton polémique qu'adoptait le regretté Lucien Febvre le montre assez, quand il dénonçait Fustel de Coulanges, suspect à ses yeux de se contenter des « textes », des sources littéraires, quand il existe tant d'autres sortes de documents<sup>3</sup>.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle — il faudrait sans doute préciser : la philosophie des lumières, l'*Aufklärung* — a-t-il été un siècle antihistorique ? La question, posée depuis longtemps (Dilthey, Cassirer, Meinecke, Croce, Lukacs), vient d'être à nouveau passionnément discutée<sup>4</sup>. Il faudrait peut-être distinguer : oui, les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle ont été antihistoriques, comme tous les philosophes « impatientes des longs délais » que réclame l'élaboration de l'histoire, impatientes des limites où s'enfermera toujours l'authentique connaissance historique. Antihistoriques aussi par leur dogmatisme naif : leur « philosophie » de l'histoire n'est encore qu'une antithéologie, prenant

1. Repris dans *Contributo...*, p. 67-106.

2. A. MOMIGLIANO, *Introduzione alla Griechische Kulturgeschichte di Jacob Burckhardt*, trad. italienne. Florence, Sansoni, 1955, p. XXIII-XXXV.

3. *Combats pour l'Histoire*, p. 86, 429.

4. Voir là-dessus l'article d'U. MARCELLI, *L'antistorico Secolo Decimottavo*, dans l'excellente revue bolonaise *Convivium*, 1956, p. 385-393 ; l'auteur y discute un livre que nous n'avons pas reçu : G. GIARRIZZO, *Edward Gibbon e la cultura europea del Settecento*. Naples, 1954. Cf. H. BUTTERFIELD, *Man...*, p. 103 ; P. GEYL, *Use and Abuse...*, p. 18-22.



le contre-pied de la théologie chrétienne traditionnelle, telle qu'elle s'était exprimée de saint Augustin à Bossuet (A. Momigliano remarque finement que chez Voltaire c'est le christianisme, l'Église qui jouent maintenant le rôle du Mal, de la *civitas diaboli* !)<sup>1</sup>. Mais, en un autre sens, comment oublier que le même Voltaire a été, dans son *Essai sur les Mœurs*, l'initiateur de cette conception élargie de l'histoire dont nous nous faisons gloire aujourd'hui, d'une histoire qui, au lieu de se limiter au seul domaine politique, s'étend à l'ensemble infiniment varié de toute la civilisation, de toutes les civilisations, même extra-européennes. Comment oublier surtout que cette philosophie des lumières a donné à l'histoire un de ses meilleurs et plus grands ouvriers dans la personne de son fidèle disciple, Edward Gibbon?

A. Momigliano nous donne précisément un important mémoire sur la « Contribution de Gibbon à la méthode historique »<sup>2</sup> : son mérite, nous dit-il, a été de faire la synthèse entre l'apport — si réel, mais à soi seul insuffisant — de l'érudition des antiquaires et le sens philosophique des grands problèmes humains, envisagés de haut et largement. Son analyse est renforcée par la petite thèse du Norvégien Per Fuglum<sup>3</sup>, qui nous aide à relier l'œuvre à l'homme. On découvre ainsi qu'il est trop simple de qualifier de « voltairienne » l'attitude (anti)religieuse de Gibbon : M. Fuglum insiste sur l'épisode singulier de la conversion de Gibbon au catholicisme — religion alors interdite et proscrite dans son pays — quand il était encore étudiant à Oxford. Épisode sans lendemain, mais qui révèle, sous l'apparent détachement de Gibbon, une singulière capacité de passion religieuse : on pourrait sous ce rapport le comparer à Lucien de Samosate, « cet incomparable Lucien » qu'il admirait tant : ce Syrien hellénisé s'efforce d'être « affranchi » et parle des dieux du ton négligent d'un sceptique d'Athènes, mais c'est un Syrien qui parle et l'on sent à je ne sais quelle raideur chez lui qu'il lui faut maîtriser le génie religieux de sa race... Il est sans doute paradoxal qu'un esprit qui se veut aussi fermé aux valeurs religieuses ait choisi, dans le cas de Gibbon, d'étudier une époque aussi profondément, essentiellement, religieuse que celles de l'Empire chrétien et de Byzance ; cette incapacité de communier avec ses héros, de sympathiser, impose des limites fâcheuses à sa compréhension historique, mais il faut voir que pour ces hommes de l'*Aufklärung*, qui se sentaient contemporains de Lucien et de Marc-Aurèle, c'était une nécessité profonde de s'interroger sur cette longue nuit du Moyen Âge, ce « triomphe de la religion et de la barbarie », et de s'expliquer le pourquoi de cette parenthèse dans l'histoire de l'humanité et de la Raison. On ne saurait trop insister sur l'importance de Gibbon et sur l'influence de son œuvre qui pendant cent cinquante ans, jusqu'à M. Rostovtsev y compris,

1. *Contributo...*, p. 135.

2. *Ibid.*, p. 195-211.

3. P. FUGLUM, *Edward Gibbon, his view of Life and conception of History*. Oslo-Oxford, Blackwell, 1953, 176 p. (Oslo Studies in English, Publications of the British Institute in the University of Oslo.)

a imposé à l'histoire sinon sa solution, du moins sa façon de poser le problème de la Décadence et de la Fin du monde antique.

Mais il faut nous hâter de parcourir les étapes suivantes de cette histoire de la méthode : H. Butterfield consacre un excellent chapitre<sup>1</sup> à l'école de Göttingen ; c'est à partir de 1760 que s'ouvre la période allemande de l'histoire, où celle-ci cesse d'être l'affaire d'amateurs éclairés comme Gibbon pour appartenir aux professeurs ; c'est précisément l'Université de Göttingen qui établit ce lien fécond entre enseignement supérieur et recherche scientifique qui aujourd'hui encore nous paraît l'idéal d'une véritable Université (comme il est naturel de la part d'un Britannique, M. Butterfield insiste sur le profit que Göttingen, dans le Hanovre, a tiré d'être au XVIII<sup>e</sup> siècle la seule région d'Allemagne à jouir de la liberté anglaise). Il souligne l'importance de l'œuvre de A. L. Schlözer, qui, sous le nom de « Statistik », a inauguré l'enseignement de l'histoire contemporaine et, avec son édition de la *Chronique de Nestor*, créé l'historiographie scientifique de la Russie. En somme, elle aussi, l'école de Göttingen a travaillé à surmonter le conflit entre l'histoire et l'érudition : son insistance sur celle-ci a empêché celle-là de sombrer dans les excès imaginatifs du Romantisme : spéculation sur les origines, exaltation de l'esprit national, etc.

L'étude de ces précurseurs n'ôte rien, bien entendu, à l'importance des grands fondateurs de l'historiographie scientifique, Niebuhr et Ranke : sur le premier, nous avons encore un précieux mémoire d'A. Momigliano<sup>2</sup>, qui, à propos des critiques qu'il a rencontrées en Angleterre, met bien en lumière le hiatus entre l'élément critique et la part de folle reconstruction qui s'associent dans l'œuvre de Niebuhr et font encore de lui un « Primitif ». Même avec Ranke, qui reste aux yeux de tous nos critiques<sup>3</sup> le grand initiateur, l'histoire n'est pas parvenue immédiatement à son stade adulte : on peut suivre dans l'œuvre même de Ranke le progrès vers une méthode toujours plus exigeante et plus sûre : d'abord simple travail sur les documents imprimés, puis échantillonnage à travers les archives, enfin seulement dépouillement systématique et complet de toutes les sources manuscrites<sup>4</sup>. H. Butterfield suit ici les remarques d'Acton, mais dans l'ensemble il réagit contre le jugement toujours plus ou moins péjoratif que celui-ci, sans doute sous l'influence de son maître Döllinger, a toujours porté sur Ranke : comme tous les grands hommes, la personnalité de celui-ci se révèle complexe. S'il n'a pas réussi à échapper à « quelque infection du virus hegelien<sup>5</sup> », dans l'ensemble il s'est opposé au grand prophète de la philosophie de l'histoire et son refus reste celui de tous les vrais historiens aujourd'hui — le refus de « médiatiser » l'histoire en une série d'étapes d'un développement de l'humain.

1. *Man and his Past*, p. 32-61.

2. *Contributo...*, p. 249-262.

3. Ainsi P. GEYL, *Use...*, p. 33-34, 49-50.

4. H. BUTTERFIELD, *Man...*, p. 86-95.

5. *Ibid.*, p. 125.

nité : chaque époque était pour lui « en relation immédiate avec Dieu », ce qui signifie qu'elle possède une valeur propre, en elle-même, indépendante de la série dans laquelle on peut l'insérer<sup>1</sup>. Par là, Ranke apparaît comme le précurseur de l'historisme à la Meinecke, mais il y a chez lui un sens des valeurs absolues qui représente le contre-poison.

Peut-être faut-il distinguer deux parts dans l'œuvre de Ranke : il y a, d'une part, son histoire, surtout politique et diplomatique, de l'Europe classique et, de l'autre, ses grandes fresques d'histoire universelle où abondent les rapprochements hardis, les considérations tour à tour éblouissantes ou factices, comme celles que de nos jours a prodiguées Toynbee : Alesia et Carrhes, Jésus et Prométhée... Là, Ranke n'apparaît plus comme l'incarnation de l'histoire historisante à laquelle on le réduit souvent : c'est ce que montre, après H. Butterfield<sup>2</sup>, un livre intéressant de C. Hinrichs, qui dégage bien la philosophie de l'histoire impliquée dans cette aspiration vers l'histoire universelle et situe Ranke dans l'histoire des idées et de la culture européenne (son mythe de Prométhée s'insère dans une série qui va de Goethe à Hegel) : c'est une étape de plus dans le processus de sécularisation de la théologie, d'origine chrétienne, de l'histoire ; issue de racines protestantes, la pensée de Ranke s'est épanouie sous l'influence de Plotin<sup>3</sup>.

Nous retrouvons la même observation, ainsi qu'une insistance sur les responsabilités de Ranke comme précurseur du relativisme historique, dans le travail de Hanno Helbling<sup>4</sup>, préparé dans le Séminaire de L. von Muralt à Zurich : c'est beaucoup plus qu'une étude littéraire sur le « style historique » de Ranke, car la « Kunstform » n'est pas un contenant indifférent dans lequel on verserait le contenu de la connaissance historique ; l'une et l'autre sont unies dans ce qu'il y avait de plus personnel chez l'auteur. Mais les notations d'ordre formel ne manquent pas : on suit l'évolution de Ranke à partir d'un style épique vers quelque chose de plus sobre, austère — « clair et glacé comme un soleil de décembre ».

M. Helbling a aussi noté qu'on ne peut isoler Ranke de tout le mouvement historique européen : sa conception de l'« Erzählung » historique doit être mise en rapport avec l'œuvre contemporaine de Barante, Walter Scott, Thiers ou Carlyle. Bien que M. Momigliano se soit également intéressé à l'historiographie romantique, comme en témoignent ses articles sur Creuzer

1. P. GEYL, *Use...*, p. 37, rejoint ici BUTTERFIELD ; F. MEINECKE lui-même a été amené à prendre position par rapport à Ranke : on pourra relire les pages qu'il lui a consacrées dans l'élegante réédition : *Aphorismen und Skizzen zur Geschichte*. Stuttgart, K. F. Koehler, s. d., 191 p.

2. MAN..., p. 100-141, « Ranke et la notion d'histoire universelle ».

3. C. HINRICHs, *Ranke und die Geschichtstheologie der Goethezeit*. Göttingen, Munster-schmidt, 1954, 254 p. (Göttinger Bausteine zur Geschichtswissenschaft.)

4. H. HELBLING, *Leopold von Ranke und der historische Stil*. Zürich, J. Weiss, 1953, 196 p. (Zürcher Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Band 16.)

ou Droysen<sup>1</sup>, c'est Pieter Geyl qui sera notre guide maintenant : son recueil s'ouvre par un bel essai sur Ranke, qu'il défend, lui aussi, contre Acton, et se poursuit par trois études consacrées à Macaulay, à Carlyle et à Michelet comme historien de la Révolution française<sup>2</sup> ; à propos de ce dernier, on peut s'étonner que les Français n'osent plus s'attaquer à ce grand sujet : s'imagineraient-ils qu'il est épuisé ? Si j'ai à signaler une petite thèse de Paris, elle est due à une Américaine<sup>3</sup> : *Michelet et le christianisme* ! Quel beau thème : si rapide que soit la présente étude, elle donne à réfléchir ; élevé dans un milieu non chrétien, baptisé à dix-huit ans après une conversion sommaire, Michelet n'est même jamais allé jusqu'à la Communion ; on ne peut s'empêcher de rapprocher cette situation de celle que M. G. Venzac nous a révélée à propos de Victor Hugo<sup>4</sup>, qui, lui, n'avait même pas été baptisé et s'est marié à l'Église sur un faux témoignage ! Que ces deux hommes sont bien des représentants de leur génération !

C'est, au fond, la conclusion à laquelle aboutit M. Geyl à propos des trois vieux auteurs qu'il étudie : trois grands écrivains, trois historiens bien peu satisfaisants sur le plan proprement technique — mais, maniés avec précautions, trois témoins passionnants à interroger. M. Geyl nous montre dans Macaulay le whig réformiste, reflet du dynamisme d'un capitalisme triomphant ; dans Carlyle, au contraire, une réaction contre les excès de celui-ci, et son matérialisme philistin — mais une réaction aveugle qui annonce d'autres excès, ceux du nationalisme impérialiste ou hitlérien. Car l'historien n'est pas qu'un témoin passif, il joue aussi un rôle actif, créateur, comme guide de l'opinion, inspirateur, voire prophète, comme c'est le cas de Michelet. M. Geyl n'est pas tendre pour celui-ci, ni pour ses admirateurs anciens et récents, Lucien Febvre ou Georges Lefebvre : il nous met en garde contre le venin nationaliste que distille l'enthousiasme de Michelet, en cela maître dangereux : « will it impart strength or just intoxicate ? »<sup>5</sup>...

On trouvera, enfin, des renseignements intéressants sur toute une série d'historiens plus récents, de notre Léopold Delisle à Vinogradoff et Pirenne, en passant par les maîtres de Manchester (Tout, Tait, Little), de Cambridge (Prévité-Orton, Brooke, Coulton) ou d'Oxford, dans un autre recueil dû au grand médiéviste anglais Sir Maurice Powicke, mais peut-être ici s'agit-il souvent plus d'histoire universitaire que d'histoire de la méthode : les plus grands parmi les professeurs ou les érudits n'ont pas toujours été ceux qui ont laissé derrière eux l'œuvre la plus abondante et la plus significative<sup>6</sup>.

1. *Contributo...*, p. 233-248 (Fr. Creuzer and Greek Historiography), 263-274 (Per il centenario dell' « Alessandro Magno » di J. G. Droysen), etc.

2. *Debates with Historians*, p. 1-18, 19-34, 35-55, 56-90.

3. M. E. JOHNSON, *Michelet et le christianisme*. Paris, Nizet, 1955, 262 p.

4. G. VENZAC, *Les origines religieuses de Victor Hugo*. Paris, Bloud et Gay, 1955. (Travaux de l'Institut catholique de Paris, I.)

5. *Debates...*, p. 85.

6. F. M. POWICKE, *Modern Historians and the Study of History, Essays and Papers*. Londres, Odhams Press, 1955, 256 p.

Témoin L. Delisle, « un grand historien, nous dit Powicke, qui n'a pas écrit d'histoire ». Témoin Lord Acton : on reprendra, pour connaître celui-ci, le livre de H. Butterfield qui, travaillant à Cambridge, a pu explorer l'immense et informe matériel de notes, fiches, esquisses, légués à son Université par le grand historien, et qui représentent, hélas, le plus clair de toute une vie de recherches et de réflexions... L'exposé de M. Butterfield est nourri de citations de textes inédits et nous donne en appendice plusieurs séries de fragments ; chemin faisant, nous apprenons beaucoup de choses émouvantes ou pittoresques : sait-on que Lord Acton, convaincu que le Vatican dissimulait le vieux manuscrit du *Liber Diurnus* parce que celui-ci devait renfermer quelque texte contraire à l'infaillibilité papale, avait imaginé de profiter de la prise de Rome par l'armée de Victor-Emmanuel II, en 1870, pour s'emparer de force du précieux document : il fallut que les autorités italiennes se saisissent du trop bouillant historien (et l'on dira que les Anglais sont flegmatiques) pour mettre fin à cette marche sur Rome ! Hélas, nous pouvons consulter aujourd'hui sans péril le texte intégral du *Liber Diurnus*, et constater qu'il ne méritait pas tant de passion<sup>1</sup>...

Mais l'ensemble des travaux que nous récapitulons ici ne se limite pas à des monographies d'auteurs<sup>2</sup> ; nous y trouvons aussi l'analyse critique de problèmes historiques déterminés, et l'histoire de leur histoire : ainsi, chez H. Butterfield lui-même, le problème des origines de la guerre de Sept ans, celui de la Saint-Barthélemy qui avait passionné Acton (a-t-elle été préméditée ?), ou, chez P. Geyl, les origines de l'État national néerlandais, le jugement à porter sur Talleyrand, le caractère de la guerre de Sécession, etc.<sup>3</sup>.

Que de choses intéressantes apprend-on ainsi en chemin. On aimerait à s'attarder sur toutes : ainsi, à propos de l'histoire des Pays-Bas, P. Geyl, dénonçant les illusions d'une histoire nationaliste, est amené à critiquer sévèrement l'*Histoire de Belgique* de H. Pirenne, qui, porte-parole des illusions de la bourgeoisie wallonne, sélectionne arbitrairement dans le passé commun aux royaumes actuels de Hollande et de Belgique ce qui concerne celle-ci, dissimulant l'unité, qui fut si longtemps réelle, de cet objet historique que furent les Pays-Bas. Critique sévère, mais utile : les admirateurs de Pirenne, si nombreux chez nous<sup>4</sup>, ont tendance à ne retenir de lui que l'histoire économique des villes médiévales, domaine où, en effet, il fut réellement un grand historien.

Ailleurs, je discuterais parfois les jugements de M. Geyl : il s'étonne, par exemple, de la sévérité dont témoignent les historiens français à l'égard de

1. *Man...*, p. 82.

2. Pour achever cette revue chronologique, renvoyons encore à A. MOMIGLIANO et à ses belles pages consacrées à M. Rostovtsev, *Contributio...*, p. 327-354.

3. H. BUTTERFIELD, *Man...*, p. 143-170, 171-201 ; P. GEYL, *Debates...*, p. 179-197, 198-209, 216-235.

4. De même, l'article que lui consacre F. M. POWICKE est-il uniquement laudatif : *Modern Historians...*, p. 96-108.



Talleyrand, ce grand Européen. Il l'attribue à notre dévotion à l'État national : n'est-ce pas plutôt que les Français refusent de se reconnaître dans ce Machiavellien ? Et cela au nom de valeurs idéales (franchise, loyauté) qui, faut-il dire jusqu'ici, ont paru aux Français constituer ce qu'il y avait de plus précieux dans leur patrimoine national ?

Là, cependant, n'est pas l'intérêt majeur de ces études : la discussion de ces cas concrets amène nos auteurs à dégager les problèmes formels de méthode mis en jeu par le travail de l'historien. A commencer par le problème que pose l'axiome fondamental de toute notre philosophie critique : *l'histoire est inséparable de l'historien*. C'est un fait que, dans notre domaine, on ne peut pas séparer l'œuvre de l'ouvrier ; la personnalité de l'historien, sa structure mentale, sa « Welt- und Lebensanschauung » se retrouvent tout entières dans l'image qu'il nous offre du passé. C'est un fait, mais aussi un danger : si l'historien se laisse trop obséder par le Présent, il n'y a plus pour lui possibilité de s'ouvrir sur un Passé différent, et de le comprendre ; l'histoire se limite alors à un dossier embryogénique<sup>1</sup>. A l'autre extrême, le relativisme nous guette : « L'historicisme peut conduire l'historien à abandonner son propre système de valeurs, presque sa propre personnalité et à se dissoudre dans le passé<sup>2</sup> » — dans cet Autre que son effort et sa curiosité ont redécouvert.

Je suis très frappé du fait que tous les vrais historiens protestent ici, au nom de leur expérience, contre ces excès et ces interprétations pessimistes. L'exemple de P. Geyl mérite d'être retenu : son livre *Napoleon, For and Against* (1949) est sorti, nous dit-il, d'une méditation sur les interprétations si différentes que des générations successives d'historiens français avaient données de la figure de l'Empereur : « Ce spectacle, nous dit-il, ne m'a nullement découragé ; c'est là un processus caractéristique de la civilisation occidentale » — processus qui lui permet d'élaborer une connaissance valable du Passé, car, même si la discussion doit se prolonger encore pendant d'autres générations, il n'est pas vrai qu'elle soit inutile : elle permet « une conquête graduelle, quoique partielle, de la vérité ; c'est d'ailleurs là la réponse décisive que l'expérience de l'histoire permet de donner à Lessing, Valéry et Sartre : ce ne sont pas les mythes qui l'emportent<sup>3</sup> » : car, à chaque effort — effort encore une fois conditionné par la « situation faite » à l'historien — c'est bien de la vérité qu'on réussit à conquérir sur le Passé.

Dans une remarquable conférence prononcée à la « London School of Economics », le professeur I. Berlin, d'Oxford<sup>4</sup>, vient à la rescousse, sur le même sujet : c'est l'histoire elle-même qui réfute le relativisme de l'*Historismus*, puisqu'elle prouve que nous sommes capables de comprendre des civilisa-

1. C'est le cas, nous montre P. Geyl, chez Macaulay.

2. *Uss...*, p. 51.

3. *Ibid.*, p. 70-71.

4. I. BERLIN, *Historical Inevitability*. Oxford University Press, 1954, 78 p. (Auguste Comte Memorial Trust Lecture N° 1.)

tions pourtant bien différentes de la nôtre, ce qui suppose que tous les hommes participent à quelques mêmes catégories fondamentales<sup>1</sup>.

*Historical Inevitability* : c'est une tendance trop naturelle que de penser que ce qui s'est effectivement réalisé ne pouvait pas ne pas l'être. L'historien doit être mis en garde contre sa facilité à imaginer des hypothèses vérifiées par avance. Rien de plus instructif que l'étude critique, comme celle que nous recommandait H. Butterfield, de quelque question disputée : P. Geyl nous en donne un bon exemple en reprenant celle des origines de la guerre de Sécession : causes économiques profondes (Ch. et M. Beard), ou misérable accident dû aux passions de quelques hommes (J. G. Randall), sans parler d'autres thèses<sup>2</sup>? La discussion, en s'approfondissant, n'aboutira pas, notons-le, à un scepticisme qui renverrait dos à dos les hypothèses contraires, mais à une prise de conscience plus subtile d'une réalité complexe.

Mais quand on va au fond des choses le problème débouche sur une question plus générale : il est entendu que l'historien doit non seulement évoquer à nouveau le passé, mais l'expliquer, le rendre intelligible. Cette rationalisation de l'objet implique à nouveau l'intervention active de l'esprit de l'historien dans la structure même de l'histoire. Elle risque toujours d'être illégitime ou excessive. Il peut être intéressant de prendre conscience de la difficulté en discutant un cas majeur, celui de Thucydide, de ce Thucydide dont on aime à répéter qu'il a fait de sa guerre du Péloponèse la guerre la plus intelligible de l'histoire.

La thèse que M<sup>me</sup> de Romilly lui avait consacrée s'achevait presque sur ces mots : « Il suppose le réel trop intelligible<sup>3</sup>; » de cette conclusion, son nouveau livre<sup>4</sup> apporte comme une démonstration supplémentaire. Il comprend quatre études, d'une très grande précision — celle qu'on pouvait attendre de l'éditrice et traductrice de Thucydide — qui soumettent les procédés d'expression de l'historien grec à un examen minutieux, poussé jusqu'aux plus fines nuances dans l'emploi des particules de liaison, tics verbaux, échos, rapprochements, correspondances : aux philologues germaniques qui corrigent ou recomposent Thucydide à leur fantaisie, J. de Romilly répond en montrant que la subtilité est dans l'esprit même de l'auteur, qu'il ne faut pas s'imaginer trop simple.

A mes yeux, l'intérêt du présent ouvrage est d'analyser l'équipement mental avec lequel l'historien Thucydide, comme tout historien, s'est attaqué au passé ; reprenant, par exemple, les observations de Cornford (qu'on s'étonnait de ne pas voir utilisé dans sa thèse), M<sup>me</sup> de Romilly montre que Thucydide utilise les procédés d'exposition et d'analyse de la tragédie d'Eschyle, mais, à la différence de Cornford, elle souligne, comme déjà Finley,

1. *Use...*, p. 81-62, 65. On retrouvera la même argumentation dans le livre analysé *in fine* de R. REDFIELD, p. 90, 96, 135.

2. *Debates...*, p. 216-235 ; cf. p. 236-241, la discussion de la conférence d'I. Berlin.

3. J. DE ROMILLY, *Thucydide et l'Impérialisme athénien*. Paris, 1947, p. 293, n. 1.

4. *Histoire et Raison chez Thucydide*. Paris, Les Belles-Lettres, 1956, 314 p.

que chez lui « la subtilité des moyens littéraires peut être employée au service de la vérité<sup>1</sup> ».

Mais de quelle vérité historique s'agit-il? Non d'une reproduction en quelque sorte photographique du passé, mais bien d'une image rendue intelligible. Tout y concourt : les procédés du récit (choix des événements en fonction d'une idée centrale qui impose comme une grille au désordre des faits bruts), les discours antithétiques, qui correspondent aux analyses psychologiques des modernes. Les deux cas limites de ce cas majeur sont, d'une part, les récits de bataille où, de façon paradoxale (qu'on pense à Stendhal ou Tolstoï), il nous montre dans la tactique le triomphe de l'intelligence (une victoire devient un raisonnement vérifié), et, d'autre part, les fameux chapitres de l'« Archéologie », sur les origines grecques, où Thucydide se trouve dans la même situation qu'un historien moderne de l'antiquité : pas de témoignages directs, documents rares et obscurs, champ libre ouvert à l'hypothèse.

Partout M<sup>me</sup> de Romilly nous montre le même effort conscient pour élaborer un donné confus, en rendre raison ; elle nous montre dans Thucydide le triomphe du rationalisme grec à son printemps, fier de sa force (d'où l'allure un peu conquérante, un peu satisfaite, donnée à la démonstration). Jusqu'ici, je n'ai pas de difficulté à suivre notre éloquente et brillante interprète ; peut-être y a-t-il quelque chose d'excessif dans sa conclusion : Thucydide, et en particulier son Archéologie, représenteraient « comme la pointe extrême du genre historique — elle entend bien par là l'histoire en général — au moment où, tendant à réduire entièrement l'objet à ses lois, la raison arrive à projeter enfin, dans un suprême effort, une image entre toutes nette et éclatante — une image d'elle-même<sup>2</sup> ». S'il y a trop de rationalisation, alors il n'y a plus d'objet ! Mais je demanderai ici à M<sup>me</sup> de Romilly si elle n'aurait pas, à son tour, un peu trop rationalisé elle-même son objet, Thucydide !

Le domaine de l'histoire est celui de l'esprit de finesse : il faut réussir à se tenir dans un juste milieu entre l'accidentel et le nécessaire, l'intelligible et l'inattendu, et naviguer au mieux, comme nous dit M. Irving, entre le Charybde de l'individuel et la Scylla de l'hypothèse générale, consolante, mais gratuite<sup>3</sup>. Situation délicate, toute en nuances, que notre confrère J. Hours a cherché à exprimer, peut-être avec une pointe de paradoxe, en répondant à la vieille question « L'histoire est-elle une science ? » : « La réponse n'est pas douteuse. Loin d'être une science, oserions-nous dire, l'histoire s'oppose à la science ; elle en est en quelque sorte le contrepois nécessaire, elle l'est déjà peut-être pour les sciences de la nature..., elle l'est certainement et c'est là ce qui importe le plus, pour les disciplines humaines<sup>4</sup>. »

1. *Use...*, p. 85.

2. *Ibid.*, p. 298.

3. *Historical Inevitability*, p. 16 ; de même, H. BUTTERFIELD, *Man...*, p. 101-103.

4. J. HOURS, *Valeur de l'histoire*. Paris, P. U. F., 1954, p. 77. (Coll. « Initiation philoso-

Ce qui ne signifie pas, bien entendu, que l'historien puisse ignorer l'existence de ces nouvelles sciences de l'homme, anthropologie, sociologie, démographie, psychologie, etc. Leur connaissance doit faire partie de l'équipement mental minimum, sans lequel l'historien ne peut pas aborder utilement l'étude du passé. Que la collaboration soit fructueuse et possible, j'en trouve la démonstration dans un récent rapport du « Social Science Research Council » américain<sup>1</sup>. Que les temps sont changés ! Nous n'en sommes plus aux prétentions conquérantes de la Sociologie de Durkheim ou Simiand, dont les « lois » auraient, espérait-on, permis un jour de rendre raison des faits historiques singuliers. Je constate que les sciences sociales, qui n'en sont plus aujourd'hui à se rêver au futur, ne parlent plus d'imposer à l'histoire des lois générales, mais simplement de lui fournir une orientation de la recherche, de lui suggérer de tenir compte d'un certain nombre de variables, apportant des types de structure ou de processus de développement, des concepts susceptibles d'être utilisés dans l'interprétation des documents et l'explication de leur donné<sup>2</sup>.

Il y a collaboration entre ces diverses disciplines, non réduction de l'une aux autres. L'historien ne peut pas se reposer sur le sociologue ou le psychologue pour qu'ils assument son labeur à sa place. Il y a un niveau spécifique où se situe celui-ci, par exemple l'analyse et la présentation du caractère, de la personnalité de nos héros<sup>3</sup> ; c'est autre chose et plus que ce qu'enseigne la science expérimentale appelée psychologie.

C'est pourquoi, il faut le rappeler, l'historien doit être aussi un grand écrivain<sup>4</sup>, ce qui pose le problème érudition et histoire, analyse et synthèse ou, si l'on préfère, celui du rôle de la science historique au sein de la culture contemporaine. On est d'accord pour déplorer que notre science ait trop ten-

phique : on regrettera que, limité par le cadre de cette collection, M. HOURS n'ait disposé que de 89 petites pages pour nous exposer l'ensemble des questions soulevées par l'histoire.) Signalons ici, bien qu'elles relèvent plutôt d'une rubrique « Pédagogie de l'histoire », trois autres publications : E. H. DANCE, *History without Bias, a Textbook Survey on Group-antagonisms*. Londres, Council of Christians and Jews, 1954, 57 p. ; *Orientalism and History*, edited by Denis SISON. Cambridge, Heffot, 1954, VIII-107 p. (cinq essais résument le minimum que tout historien doit savoir sur les civilisations orientales) ; W. HERZOG, *Der Weltweg des Geistes, dargestellt in synchronischen Tabellen*. Bâle, B. Schwabe, 1954, 88 p., format in-fol. (chaque événement historique de la période 1500-1930 est situé par un triangle dans de grands tableaux synoptiques mettant en évidence les synchronismes).

1. *The Social Sciences in Historical Study, A Report of the Committee on Historiography*, New-York, Social Science Research Council, *Bulletin* 64, 1954, x-181 p. Le *Bulletin* 54 (1946), dû au même Comité, avait pour titre : *Theory and Practice in Historical Study*.

2. *Ibid.*, p. 42-43, 90-91. Je ne puis que mentionner, en marge de la présente chronique, un livre d'hommages dédié à la mémoire du sociologue allemand Leonard Nelson, publié par M. SEICAT et W. EICHLER. Francfort-Göttingen, *Essentialis Leben*, 1953, 306 p.

3. C'est le sujet choisi pour sa leçon d'ouverture par D. KNOWLES, *The Historian and Character*. Cambridge University Press, 1955, 22 p., et que développe historiquement P. KIRN, *Das Bild des Menschen in der Geschichtsschreibung von Polybios bis Ranke*. Göttingen, Vandenhoeck et Ruprecht, 1955, 230 p.

4. A. BRYANT, *Literature and the Historian*, p. 3-4.

dance à s'enfermer dans la tour d'ivoire de la spécialisation et, renonçant à remplir sa fonction sociale, l'abandonne à de mauvais ouvriers, à des vulgarisateurs ou littérateurs sans compétence ni scrupule<sup>1</sup>. Aux observations d'un P. Geyl, il est frappant de juxtaposer celles que M. Ph. Ariès a tirées de son expérience dans une de nos grandes maisons d'édition : « On n'a pas idée, avant de l'avoir mesurée concrètement, de cette séparation entre les historiens professionnels et le public « cultivé » où survit cependant le goût de l'histoire sérieuse et fondée<sup>2</sup>... » Il faudrait songer aux remèdes : on trouverait alors intérêt et profit à discuter avec Sir Maurice Powicke du lien à maintenir entre enseignement et recherche, de la nécessité et des limites du travail en équipe, etc.<sup>3</sup>.

Tandis que les uns s'interrogent ainsi sur les voies et moyens, sur la pratique de l'histoire, d'autres s'attachent à analyser la structure logique de la connaissance historique<sup>4</sup>, ses conditions, sa validité, ses limites. Je ne crois pas qu'il appartienne à notre *Revue* de discuter ces travaux d'ordre proprement philosophique, même — la chose arrive — s'ils sont dus à des historiens<sup>5</sup>. Non qu'il faille partager à l'égard de ces recherches théoriques la naïve indifférence de notre bon maître Halphen (« banalités, truismes, lecture aride et décevante »)<sup>6</sup> : on ne saurait trop, au contraire, insister sur le profit que les praticiens de l'histoire peuvent tirer d'une meilleure connaissance de l'outil qu'ils ont à manier : « scholarship can be no better than its tools, instruments or techniques<sup>7</sup> ». Je m'inquiète quand je vois trop de nos confrères, en France, répéter de confiance quelques vagues formules de L. Febvre ou M. Bloch (« le cliché de l'homme éternel identique à lui-même à travers les siècles », « l'homme. Disons mieux : les hommes »), sans paraître se douter du relativisme dangereux qu'elles impliquent ; j'estime qu'ils auraient profit à méditer les remarques d'un philosophe d'origine comme I. Berlin — celles que je résumais plus haut sur l'universalisme qu'implique

1. P. GEYL, *Use...*, p. 59-60 ; dans un « portrait » à la manière de La Bruyère, le grand Bollandiste P. Peeters a très finement fait la satire de l'érudition vaine qui ne débouche jamais en histoire : *Sensences intemporelles d'un vieil historien*. Paris, Desclée De Brouwer, 1952, p. 30, § CX.

2. Ph. ARIÈS, *Le temps de l'histoire*. Monaco, Éd. du Rocher, 1954, p. 273.

3. *Modern Historians...*, p. 173, 200 (cf. *The Social Sciences...*, p. 154), 231 (sur l'enseignement de l'histoire).

4. Bien caractéristique le titre — et le contenu — d'un travail comme celui de H. GOMPERZ, *Interpretation, Logical analysis of a method of historical research*. La Haye, Van Stockum et Zoon, 1939 (*sic* : vient seulement d'être distribué), 85 p. (Library of Unified Science, Monograph Series, nos 8-9.)

5. Puis-je au moins mentionner ici mon traité *De la Connaissance historique*. Paris, Éd. du Seuil, 1954, 299 p., et les discussions qu'il a provoquées : A. FIGANIOL dans *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1955, p. 225-247 ; M.-L. GUÉRAUD DES LAURIERS, dans *Revue des Sciences philosophiques et théologiques*, 1955, p. 569-602 ; G. LEFEBVRE, ici même, *infra*, p. 335-338.

6. On se souvient de sa petite *Introduction à l'histoire*. Paris, 1946, p. 91.

7. *The Social Sciences in historical Studies*, p. 18.



la possibilité même de la compréhension d'hommes différents de nous, si différents qu'ils soient.

Tous ces travaux<sup>1</sup> appartiennent à la philosophie critique de l'histoire, qui se définit comme une section de cette logique appliquée qu'est la philosophie des sciences et n'ont plus rien à voir avec la « philosophie de l'Histoire » à la manière de Condorcet, Hegel ou (il faut bien le dire) Marx. Celle-là, tous nos auteurs, philosophes ou historiens, sont d'accord pour la maudire, pour y voir la négation même d'une authentique science historique : toutes ces philosophies *a priori* substituent au réel un système de concepts qui, même quand ils se prétendent « scientifiques », ne sont qu'une mythologie<sup>2</sup>.

Cette fin de non-recevoir s'étend même aux tentatives, qui se voudraient strictement expérimentales, pour dégager des lois générales d'une comparaison des diversités enregistrées par l'histoire : P. Geyl, par exemple, est très sévère pour le programme d'« histoire théorique » conçu par son compatriote J. Romein<sup>3</sup>. Parmi toutes ces tentatives<sup>4</sup>, il y en a une, du moins, qui mérite d'être considérée ici par son importance intrinsèque et par la vivacité des polémiques qu'elle a suscitées : celle d'Arnold J. Toynbee. Polémiques qui ne sont pas près de finir et que va faire rebondir le dernier livre de l'auteur, *An historian's Approach to Religion*<sup>5</sup> : il lui vaudra sans doute de nouveaux adversaires, les esprits profanes le jugeant trop religieux, les esprits religieux étant choqués par le vague syncrétisme auquel la réflexion de l'auteur aboutit. *A Study of History*, cet effort si puissant — dix volumes, près de trente ans de labeur — pour déterminer les lois générales du développement, et de la fin, des civilisations, suffisait bien déjà pour lui fournir des opposants<sup>6</sup>.

I. Berlin, par exemple, qui parle sarcastiquement des « agréables jeux de

1. Ils sont nombreux : voir, par exemple, *Actes du XI<sup>e</sup> Congrès international de Philosophie*, Bruxelles, 1953, vol. VIII : *Philosophie de l'Histoire, Philosophie de la Culture*.

2. Voir, par exemple, BERLIN, *Historical Inevitability*, p. 70-74 ; GEYL, *Use...*, p. 35-44, et comme représentant de cette littérature : K. JASPERS, *Origine et sens de l'histoire*, trad. franç. Paris, Plon, 1954. Jaspers est un des grands philosophes de notre temps, un des maîtres de l'existentialisme ; on s'étonne qu'il ait cru devoir sacrifier à ce genre archaïque : son livre fait penser à Herder (Cf. le compte rendu sévère d'A. MOMIGLIANO, *Contributo...*, p. 399-400).

3. *Use...*, p. 67-68 ; sur J. ROMEIN, voir la communication de J. H. NOTA, *Actes cités du Congrès de Bruxelles*, VIII, p. 10-14.

4. Comme celle de I. SCHWIDETZKY, *Das Problem des Völkertodes, eine Studie zur historischen Bevölkerungsbiologie*, Stuttgart, F. Enke, 1954, arrière-faix de la *Rassenkunde nazie* (l'auteur est médecin : qu'imagine-t-elle prouver en mettant en parallèle le sort des anciens Égyptiens, des Vandales et des Tasmaniens?). Sur un plan plus raisonnable et sous une forme aimable, voir le petit recueil posthume de R. GAUSSSET, *L'homme et son histoire*, Paris, Plon, 1954, 263 p.

5. Oxford University Press, 1956, ix-318 p.

6. Un éditeur américain vient de rassembler un recueil de vingt-huit critiques concernant l'œuvre de TOYNEBEE : *Toynbee and History, Critical Essays and Reviews*, edited by M. F. A. MONTAGU. Boston, Extending Horizons Books, 1956, xvi-325 p.

patience auxquels s'amuse le professeur Toynbee<sup>1</sup>. Mais c'est P. Geyl qui, pour le public anglo-saxon, représente l'avocat de Clio en face de Toynbee : le recueil *Debates with Historians* a rassemblé quatre mémoires, écrits en 1946, 1949, 1952, 1954, et précisément consacrés à discuter l'œuvre de son grand rival : quel débat animé (il s'est parfois concrètement réalisé au micro de la B. B. C.) ! Il est plein d'épisodes étonnants : dans son premier article, M. Geyl avait comparé la théorie de Toynbee — et la comparaison allait droit au cœur de ses lecteurs anglais — au jeu de croquet dans *Alice au pays des Merveilles* (où le maillet est un flamant et la boule un hérisson) : en 1954, Toynbee, imperturbé, a repris à son compte la plaisanterie, et la rétorque aux « distracted latter-day Western historians » que nous sommes<sup>2</sup> !

On peut résumer en quelques lignes les critiques de P. Geyl : en dépit de ses affirmations, la théorie de Toynbee n'est pas vraiment empirique, elle est tout aussi *a priori* que celle de Spengler (quelle que soit la différence et, moralement, la distance qui sépare les deux hommes, il y a entre Spengler et Toynbee des parallèles frappants) : c'est un système plaqué du dehors sur le donné historique. L'immense culture, l'étonnante finesse de Toynbee — et son art prestigieux de rhéteur — lui permettent d'illustrer son schéma d'une quantité d'exemples empruntés à l'histoire, mais, si nombreux soient-ils, ce ne sont encore que quelques exemples isolés, « but about a tiny spoonful out of the great cauldron (of the Past)<sup>3</sup> » ; on pourrait dans chaque cas invoquer d'autres exemples qui prouveraient aussi bien le contraire — et c'est d'ailleurs ce qui arrive chez Toynbee lui-même où abondent les contradictions, heureusement pour nous, si c'est dommage pour la théorie.

Méthodologiquement, il faut se demander si la chose avait un sens de mettre en parallèle l'histoire de vingt et une civilisations : en fait, dans cette « Étude de l'Histoire », nous ne comparons pas des essences, saisies dans leur réalité totale, nous nous contentons de souligner des analogies partielles, qui sont mises en évidence par le point de vue momentanément adopté par l'observateur ; si on prend les choses par un autre biais (et, encore une fois, c'est ce qui arrive parfois à Toynbee), les similitudes apparaîtront tout autres. Et, d'ailleurs, que signifie comparer des civilisations ? Toynbee admet, comme Spengler, et avant lui Danilevski, qu'une « civilisation » c'est quelque chose comme un organisme, qui naît, grandit, décline et meurt — mais est-ce là plus qu'une métaphore, et a-t-on le droit de construire tout un système sur cette assimilation rapide de l'histoire aux catégories de la biologie ?

On pourrait pousser encore plus loin la critique, notamment sur le plan religieux (puisque Toynbee lui-même se situe sur ce plan, c'est en définitive sur sa théologie qu'on doit le juger) — mais, l'avouerai-je, il me semble

1. *Historical Inevitability*, p. 15.

2. *Debates...*, p. 117, 175-176 ; voir une autre anecdote dans *Use...*, p. 66.

3. *Debates...*, p. 97.

nécessaire aussi d'en prendre la défense<sup>1</sup>, et cela sur le plan même de la science historique. Aussi bien P. Geyl lui-même nous y invite quand il déclare ne pas rejeter absolument l'œuvre de Toynbee, pourvu qu'on y attache une étiquette « A manier avec précaution<sup>2</sup> ». Je crois, en effet, que la lecture des puissants volumes de Toynbee peut être une nourriture enrichissante pour l'historien. Que le système, pris en soi, n'ait pas grande validité, la chose importe peu — et même à Toynbee, comme le remarque finement P. Geyl<sup>3</sup>; ce qui compte, ce qui est fécond, ce sont les mille remarques, suggestions, rapprochements, que cet esprit si fin, si cultivé, si original, prodigue à chaque page sur les aspects les plus divers de l'histoire; il comptera moins par sa thèse que par les applications ingénieuses qu'il a su en faire et par là fournira aux véritables historiens bien des hypothèses qu'il deviendra passionnant et fécond de vérifier; un seul exemple: je constate que W. W. Tarn a mis comme épigraphe à son beau livre *The Greeks in Bactria and India*<sup>4</sup> une épigraphe de Toynbee sur la civilisation des marches-frontières.

Mais cette défense, positive et raisonnée, de l'effort de Toynbee n'a pas encore été écrite. J'avoue être sorti un peu déçu du numéro spécial publié par R. Caillois sur *L'apport d'Arnold Toynbee*<sup>5</sup>. Non qu'il ne contienne de très bonnes choses: un essai de Toynbee, « Ce que j'ai essayé de faire<sup>6</sup> », une rapide étude d'ensemble de J. Madaule, qui nous fait regretter que celui-ci paraisse avoir abandonné le projet qu'il caressait de nous donner un livre d'ensemble pouvant servir d'initiation à l'œuvre de Toynbee: rien ne serait plus utile au public français. Intéressante aussi la réaction d'un spécialiste comme L. Renou: ce que dit Toynbee sur l'Inde lui paraît d'une vérité un peu extérieure, qui n'est ni banale ni superficielle, mais qui, quoique extérieure, peut représenter un excitant levain d'ingénieuses perspectives.

Ma critique porte sur l'esprit même que R. Caillois a voulu, dans son Avant-propos, insuffler à son recueil: il juge trop faciles les critiques professionnelles que les historiens formulent à l'égard d'*A Study of History*<sup>7</sup> et, comparant Toynbee à Montesquieu, le félicite, au contraire, d'avoir cherché à élaborer une théorie générale dégageant des lois permanentes. Mais il faudrait savoir si l'entreprise a un sens, ou plutôt si nous disposons d'instru-

1. Je l'ai déjà fait une première fois dans la revue *Esprit*, juillet 1952, p. 112-129, et pense bien le faire encore.

2. *Debates*, p. 125.

3. *Ibid.*, p. 97.

4. 2<sup>e</sup> éd., Cambridge, 1951.

5. N° 13 de la revue *Diogenes*. Paris, Gallimard, 1956, p. 3-126.

6. Outre ses grands livres, A. TOYNBEE a publié divers recueils de conférences: comme *The World and the West*, *The B. B. C. Reith Lectures 1952*. Oxford University Press, 1953, vi-99 p.; on a traduit en français le recueil d'extraits que nous signalions dans notre précédente Chronique (p. 263, n. 3): *Guerre et Civilisation*. Paris, Gallimard, 1953, 257 p.

7. Il est regrettable que M. Caillois prenne à contresens une phrase de l'article, à la vérité bien sommaire et dédaigneux, que L. Febvre avait consacré en 1936 à Spengler et Toynbee (repris dans *Combats pour l'histoire*, p. 119-143).

ments permettant de la mener à bien. M. Caillois prétend que les notions mises en œuvre par Toynbee (défi, riposte, breakdown...) ne sont (peut-être) pas foncièrement différentes des concepts en usage dans les sciences physiques, comme onde ou corpuscule<sup>1</sup>; c'est là parler en littérateur et non en sociologue, car s'il est un principe bien établi par la philosophie des sciences (il remonte à Aug. Comte, sinon même à Aristote), c'est la hiérarchie, et la spécificité méthodologique, des diverses disciplines : autres sont la physique, la biologie, les sciences humaines, l'histoire, et, quand on passe de l'une à l'autre, les concepts qu'on utilise doivent se transformer pour s'adapter à un autre niveau du réel ; comme on l'a vu plus haut, les vrais représentants des sciences humaines sont les premiers à insister sur cette diversité.

Aussi bien les collaborateurs mêmes de R. Caillois se sont-ils chargés de corriger leur éditeur, comme lorsque L. Mumford, le grand théoricien américain de la civilisation, encore trop peu connu en France<sup>2</sup>, objecte à Toynbee le fait « que c'est dans les processus non répétitifs, qui ne sont pas du ressort d'une étude comparative... — que réside le véritable sens de l'histoire<sup>3</sup> ».

Le recueil s'achève par un article hardi de R. Heine-Geldern, qui suggère, contre Toynbee, qu'il est peut-être possible de relier l'histoire du développement des plus anciennes civilisations (Mésopotamie, Égypte, etc.) à celle de l'ère néolithique. Sa tentative se rattache à un problème plus général — sur lequel s'achèvera cette trop longue chronique : le moment n'est-il pas venu d'intégrer l'apport des recherches préhistoriques à notre vision de l'histoire universelle? Comme il arrive quand les problèmes sont mûrs, deux livres viennent, presque en même temps, d'y être consacrés ; ils sont dus, l'un, à notre collègue M. André Varagnac<sup>4</sup>, l'autre, à un anthropologiste américain, spécialiste des civilisations du Yucatan et du Guatemala, M. Robert Redfield<sup>5</sup>.

Il est très intéressant de les comparer l'un à l'autre, car on ne peut imaginer perspectives plus différentes appliquées à un même objet : M. Varagnac souligne, bien entendu, la composante spirituelle qui entre dans la définition de l'originalité humaine, mais (la préhistoire est avant tout alimentée par l'archéologie) il est amené à insister particulièrement sur le facteur technologique : l'*Homo sapiens* est pour lui avant tout l'*homo faber*, et son histoire lui paraît rythmée par les « révolutions industrielles » successives, qui marquent autant d'étapes dans la maîtrise progressive de l'homme sur les différents milieux naturels. C'est toute autre chose avec M. Redfield ;

1. *Diogène*, 13, p. 6.

2. On n'a encore traduit qu'un seul des volumes de sa grande trilogie : *Technique et Civilisation*. Paris, Éd. du Seuil, 1950, 415 p.

3. *Diogène*, 13, p. 36.

4. A. VARAGNAC, *De la préhistoire au monde moderne*. Paris, Plon, 1954, xii-247 p. (Coll. « Civilisations d'hier et d'aujourd'hui »).

5. R. REDFIELD, *The primitive World and its transformations*. Ithaca, Cornell University Press, xiii-185 p.

certes, il n'ignore pas ce progrès technique (à l'école de Gordon Childe, il situe à l'aurore de l'histoire les deux grandes révolutions de la *food-production* — agriculture, élevage — et de la création des villes, dans lesquelles L. Mumford aussi a montré les laboratoires de la civilisation), mais à ses yeux ce n'est pas la technologie qui compte le plus, mais bien les forces spirituelles, ce qu'il appelle « l'ordre moral » (cet ordre que compromet toute révolution technique, mais qui se reconstitue ensuite sur de nouvelles bases à ce nouveau niveau). Ce n'est pas la technique qui permet de juger du « niveau » d'une civilisation<sup>1</sup> : les Australiens, avec une technique rudimentaire, avaient cependant développé un système de valeurs morales, sociales et religieuses, que nul ne s'aviserait d'estimer méprisables : « Les grandes transformations de l'humanité ne se reflètent que partiellement dans les révolutions de la technologie<sup>2</sup> » : on croirait que M. Redfield a le texte de M. Varagnac sous les yeux.

Il n'est pas question pour moi d'arbitrer le débat (je me sens, en tant qu'historien de la religion, trop près de M. Redfield pour prétendre assumer l'impartialité du juge) ; je dirai seulement que, s'il est évident qu'une préface préhistorique s'impose à notre histoire, il faudra que les préhistoriens réussissent à nous offrir une synthèse susceptible d'inspirer quelque confiance aux esprits critiques que, professionnellement, sont les nôtres. Je constate que, pour l'instant, on ne nous offre guère que de vastes considérations qui rappellent invinciblement la philosophie de l'histoire au pire sens du mot — à la manière de Hegel ou Jaspers. Ainsi quand R. Redfield esquisse un parallèle entre Maya et Romains (mais il voit ceux-ci avec les yeux de Warde Fowler et les prend pour des primitifs : G. Dumézil nous a appris entre temps à voir en eux les héritiers du très lointain et très riche passé indo-européen<sup>3</sup>) ; ainsi surtout quand M. Varagnac, qui n'aime guère ni les Grecs ni les Romains (en effet, après tout, qu'ont-ils tant, techniquement parlant, inventé?), entreprend d'exalter le commerce maritime des Pharaons et des Phéniciens au détriment de celui de l'Empire romain et nous trace de l'économie de celui-ci un tableau purement fantaisiste (« C'est merveille que cette agonie économique ait duré quatre siècles<sup>4</sup>... »).

Henri-Irénée MARROU,  
Professeur à la Sorbonne.

1. Dans la mesure où cette « mesure » a un sens, ce que contestait volontiers J. HUIZINGA.

2. *Primitive World*, p. 24.

3. *Ibid.*, p. 60.

4. *De la préhistoire...*, p. 73-74, 183-187 ; nous renverrons M. Varagnac à l'œuvre de M. Rostovtzev et d'abord au *Périple de la mer Erythrée*.



## BULLETIN HISTORIQUE

### HISTOIRE DU PROTESTANTISME

(1939-1952)

(5<sup>e</sup> partie<sup>1</sup>.)

#### C. L'EXPANSION PROTESTANTE

I. LES MISSIONS. Le trait le plus caractéristique de l'histoire du protestantisme mondial à l'époque moderne et contemporaine est la reprise de son mouvement d'expansion, arrêté, semblait-il, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle par la Contre-Réforme, par l'« établissement » des Églises protestantes et par leurs discussions intérieures. On ne parle pas ici de l'apparition de grands blocs protestants comme ceux des États-Unis, de l'Australie, de l'Afrique du Sud — car il s'agit là de phénomènes de peuplement protestant et non pas de conquête protestante — mais du résultat des Missions parmi les peuples non chrétiens et de l'évangélisation dans des nations de race blanche et de religion catholique.

Pour les Missions parmi les païens, l'historiographie protestante récente en présente des tableaux remarquables, qui s'étendent à toute l'activité des Églises chrétiennes. Le manuel de type classique, pour le grand public et les Églises, est représenté ici par le livre de Martin SCHLUNK, professeur à Tübingue, *Die Weltmission der Kirche Christi*, publié en 1925, et dont il vient de donner une nouvelle édition remaniée et complétée (Stuttgart, Evang. Missionsverlag, 1951, 400 p.). On peut y joindre les ouvrages de Kenneth Scott LATOURETTE, *The Unquenchable Light* (New York et Londres, Harper, 1941, 191 p.), de J. Mc L. CAMPBELL, *Christian History in the Making* (Londres, Press and Publication Board of the Church Assembly, 1946), et de H. P. VAN DUSEN, *World Christianity, Yesterday, Today and Tomorrow* (New York et Nashville, Abingdon-Cokesbury Press, 1947, 302 p.). La plus récente des grandes histoires des Missions pour les spécialistes a été écrite par le professeur de l'histoire des Missions et de l'Orient à l'Université de Yale, Kenneth Scott LATOURETTE, *A History of the Expansion of Christianity* (New York et Londres, 1937-1945, 7 vol.)<sup>2</sup>. Les conclusions en sont

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCX, p. 307 ; t. CCXI, p. 41 ; t. CCXII, p. 279 ; t. CCXVI, p. 67, et t. CCXVII, p. 58.

2. Il vaut la peine de donner le détail de cette œuvre considérable, qui sert directement à l'histoire générale : I. *The First Centuries* (1937) ; II. *The Thousand Years of Uncertainty*

commentées par E. A. PAYNE, *The Modern Expansion of the Church. Some Reflexions on Dr Latourette's Conclusions* (*Journal of Theological Studies*, Londres, XLVII, 1946, p. 143-155).

A l'histoire des Missions il est naturel de joindre la science des Missions, la MISSIOLOGIE, spécialité, sinon discipline, où les travailleurs et les missionnaires protestants ont pris une belle avance. Voir l'*Introduction à la missiologie* de A. V. SEUMOIS (Schöneck-Beckenried, Suisse, 1952, xi + 491 p.), l'article de W. HOLSTEN, *Missionswissenschaft. 1933-1952* (*Theologische Rundschau*, Tubingue, XX, 1952, p. 105-149), les considérations de E. BENZ, *Weltgeschichte, Kirchengeschichte und Missionsgeschichte* (*Historische Zeitschrift*, Munich, CLXXIII, 1952, p. 1-22), les études de H. SCHLYTER, *Die Missionswissenschaft in Schweden* (*Theologische Literaturzeitung*, Leipzig, et Berlin, LXXIV, 1949, p. 395-401) et *Das heutige Missionsdenken in Skandinavien. Ein Literatur-Uebersicht* (*Theologische Rundschau*, Tubingue, XX, 1952, p. 150-162) et la revue *Le Monde non chrétien*, fondée par le regretté Mauricio Leenhardt.

La Réforme a presque immédiatement pensé à une action missionnaire, ce que montre bien, en dehors des exposés détaillés, la brochure de J. W. VAN DEN BOSCH, *Zendings gedachten uit den tijd der Hervorming* (Honderloo, 1942, 36 p.), où les vues de Bucer à ce sujet sont spécialement rappelées<sup>1</sup>. Les rares études sur la préhistoire des Missions protestantes sont heureusement complétées par des biographies. Il en a été récemment publié de John Eliot († 1690), plus ou moins justement considéré comme le premier en date des missionnaires protestants (on dira qu'il y en eut avant lui au Brésil) pour l'activité qu'il eut parmi les Indiens des colonies anglaises de l'Amérique du Nord<sup>2</sup>, et de Robert Boyle († 1691), célèbre comme chimiste, mais qui fut aussi un ardent promoteur des missions<sup>3</sup>. En 1701 fut fondée la première grande société missionnaire protestante, la « Society of the Gospel in Foreign Parts » de Londres, qui vient de fêter son 250<sup>e</sup> anniversaire<sup>4</sup>. De 1706 date la première œuvre luthérienne dans l'Inde<sup>5</sup>. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle apparaissent George Berkeley, évêque de Cloyne († 1753), qui institua aux Bermudes (1724-1734) un collège pour la formation de mis-

(1938); III. *Three Centuries of Advance (1500-1800)* (1940, 500 p.); IV. *The Great Century-1800-1914. Europe and U. S. A.* (1941, 524 p.); V. *The Great Century in the Americas, Australasia and Africa* (1943, x + 526 p.); VI. *The Great Century in Northern Africa and Asia* (1944, 502 p.); VII. *Advance through Storm* (1945).

1. Voir aussi D. M. ZWEMER, *Calvinism and the Missionary Enterprise* (*Theology Today*, Princeton, VII, 1950, p. 206-216).

2. G. VAN DER MEULEN, *John Eliot. De apostel der Indianen (1604-1690)* (Hoenderloo, 32 p.).

3. M. S. FISHER, *Robert Boyle, Devout Naturalist. A Study in Science and Religion in the XVIIth century* (Philadelphie, 1945, 184 p.).

4. H. P. THOMPSON, *Into all Lands. The History of Society of the Gospel in Foreign Parts. 1701-1950* (Londres, S. P. C. K., 1951, xv + 761 p.).

5. C. H. SWAVELY, *The Lutheran enterprise in India. 1706-1952* (1952, 252 p. Publ. de la Fédération des Eglises luthériennes de l'Inde).

sionnaires<sup>1</sup>; le Danois Hans Egede († 1758), qui évangélisa les Groenlandais, sans aucun succès apparent, mais en préparant les réussites immédiates de ses successeurs<sup>2</sup>; les missionnaires germaniques d'origine morave ou piétiste<sup>3</sup>; dans l'Amérique du Nord, Elias Hicks (1748-1830), qui entreprit à partir de 1779 des voyages missionnaires du Maine à la Virginie et à l'Indiana<sup>4</sup>. C'est en 1792 qu'un humble prédicateur baptiste anglais, cordonnier de son métier, WILLIAM CAREY, obtient la formation de la première Société baptiste des Missions; parti pour les Indes, où il dirigea une œuvre d'évangélisation à Serampore et professa les langues locales à Calcutta, il jeta les bases à la fois de la linguistique indienne et de la missiologie<sup>5</sup>. Vers le même moment, Henry Martyn essayait d'entamer l'Islam<sup>6</sup>, tandis qu'Adoniram Johnson s'ouvrait la Birmanie à travers les plus grandes difficultés<sup>7</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les GRANDES SOCIÉTÉS MISSIONNAIRES se multiplient: la Société des Missions évangéliques de Paris<sup>8</sup>, la Mission de Bâle, héritière ou alliée de plus anciennes œuvres du piétisme allemand<sup>9</sup>, la Mission presbytérienne anglaise<sup>10</sup>. La Scandinavie prend une part de premier plan dans l'expansion chrétienne et protestante avec les Missions norvégiennes<sup>11</sup> et suédoises<sup>12</sup>, et tout le luthéranisme allemand et américain a ses œuvres par-

1. Une notice lui est consacrée dans le recueil déjà cité de F. J. Mc CONNELL, *Evangelicals, Revolutionists and Idealists* (1942). Voir surtout: A. A. LUCE, *The Life of George Berkeley, Bishop of Cloyne* (Édimbourg, Nelson, 1949, x + 260 p.).

2. P. M. LÉCÈNE, *Hans Egede. De pionier in Groenland* (Hoenderloo, 1941, 48 p.).

3. E. BENZ, *Pietist and Puritan Sources of Early Protestant World Missions*. Cotton Matter and A. H. Francke (*Church History*, Hartford, Conn., XX, 1951, p. 28-55).

4. Bliss FORBUSH, *Elias Hicks, Prophet of an Era* (*Bulletin of Friends Historical Association*, Haverford, Pa., XXXVIII, 1949, p. 11-19).

5. A. H. OUSSOREN, *William Carey, especially his Missionary Principles* (Leyde, Sythoff, 1945, xii + 318 p.).

6. A. G. POUNCY, *Henry Martyn, 1781-1812, the First Modern Apostle to the Mahomedans* (Londres, Church Book room, 1947, 36 p.).

7. S. R. WARBURTON, *Ostwärts! Die Lebensgeschichte von Adoniram Johnson* (trad. de l'anglais. Saint-Gall, Evang. Gesellschaft, 1947, 356 p.); ROEBUCK, *Adoniram Johnson* (*Journal of Bibel and Religion*, Baltimore, XX, 1952, p. 239-244). La vie romancée de ce missionnaire, *Splendor of God*, par H. W. MORROW, a été traduite en français (Neuchâtel, Delachaux et Paris, « Je sers », 1937).

8. Sur l'un de ses directeurs: Maurice LEENHARDT, *Alfred Boegner (1851-1912), d'après son journal intime et sa correspondance* (Paris, Soc. des Missions évangéliques, 1939, 416 p.).

9. *Schweizer Missionäre in aller Welt* (Bâle, Basler Missionsbuchhandlung, 1942, 173 p.); E. WALTER, *Chinesische Kirche im Wellenschlag der Zeit. Zum Hundert-Jahr-Jubiläum der Basler Mission in China* (Ibid., 1946, 108 p.).

10. Edward BAND, *Working His Purpose out. The History of the English Presbyterian Mission. 1847-1947* (Londres, 1948).

11. J. NOME, *Demringstid i Norge. Fra misjonsinteresse til misjonsselskap* (Stavanger, Misjonsselskapets forlag, 1949, 417 p.); E. DANBOLT, *Det Norske misjonsselskaps forhistorie* (*Norsk Teologisk Tidsskrift*, XLIV, 1943, p. 22-37); A. SEIERSTADT, *Norsk misjonsverksemd i 1820-åra* (*Tidsskrift for Teologi og Kirke*, XVIII, 1947, p. 164-181); *Det norske misjonsselskaps historie i hundre år. T. III et IV* (Stavanger, 1949, 356 et 511 p.).

12. E. ANVILL, *Från normigt tjärran Östern* (Stockholm, Svenska Missionsförbundets förlag, 1942, 226 p.); G. LINDBERG, *Ett sekel i missionenstjänst. Lunds missionsällskap. 1846-*

ticulières<sup>1</sup>. Il en est de même du calvinisme néerlandais<sup>2</sup>. La seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle et les débuts du XX<sup>e</sup> siècle — où se créent de nouvelles sociétés<sup>3</sup> — ont de grands missionnaires : Livingstone, dont on oublie généralement trop qu'il fut d'abord un évangéliste<sup>4</sup>; Hudson Taylor, le fondateur de la Mission à l'intérieur de la Chine<sup>5</sup>; Charles Studd, qui fut l'un de ses continuateurs, après avoir été, comme étudiant d'Oxford et sportif, le représentant typique de l'Angleterre classique<sup>6</sup>; Henry Kendall († 1892), qui fut, notamment, missionnaire en Alaska<sup>7</sup>; le Suédois Erik Folke, missionnaire en Chine<sup>8</sup>; Alew Wood, qui travailla dans l'Inde<sup>9</sup>; William Paton<sup>10</sup>; Samuel M. Zwemer († 1952), promoteur (1891) de l'Arabian Mission (du Caire en Chine), avant de devenir professeur d'histoire ecclésiastique et de missiologie à Princeton<sup>11</sup>.

1945 (Lund, Gleerup, 209 p.); O. RUNDBLOM, *Svenska förbindelser med Leipzigmissionen. Åren 1853-1876* (Ibid., 1948, 320 p.).

1. W. GERBER, *Von Missiondienst der Lutherischen Kirche. Berichte und Uebersichten dargestellt von d. Missionenkonferenz in Sachsen* (Leipzig, Wallmann, 1938-1940, 3 vol.); P. MATSON et autres, *Covenant Frontiers. Fifty years in China, fifty-three Years in Alaska, three Years in Africa*, (Chicago Covenant-Swedish Evang. Mission, 1941, 244 p.); C. W. TH. VAN BOTTELAAR VAN ASPEREN EN DUBBELDAM, *Justinianus von Weltz. Een wegbereider der Lutherische zendung* (Hoenderloo, 1946). Voir aussi Th. OHM, *Die deutschen Missionen* (Hochland, Munich et Kampen, XXXVI, 1939, p. 294-313).

2. *Emigranten voor God. Wereldbeikenis van het Nederlandse Missiewerk* (Tegelen, Missie-huis steyl, 1949, 2 vol., 430 et 452 p.).

3. Voir, notamment, H. MONNIER, *Fondation et développement de la mission philafricaine en Angola. 1897-1947* (Lausanne, Mission philafricaine, 1947, 71 p.).

4. E. RIGGENBACH, *David Livingstone. Ein Leben für Afrika* (Bâle, Basler Missionsbuch-handlung, 1945, 104 p.); J. I. MAC NAIR, *Livingstone de bevrijder*. Trad. de l'anglais (Amsterdam, 1947, 320 p.).

5. Trad. française de la *Biographie d'Hudson Taylor* publ. par ses enfants, le Dr et M<sup>lle</sup> H. TAYLOR (Monnetier-Mornex, Haute-Savoie, Groupes missionnaires, 194, 2 vol.); Fr. RUDERSDORF, *Hudson Taylor. Sein Werk und seine Missionsmethoden* (2<sup>e</sup> éd., Bâle, Brunner Verlag, 1942, iv + 80 p.); J.-P. BENOIT, *Puissance du seigneur* (Strasbourg, Oberlin, 1946); A. OEHLE, *Das Wagnis des Glaubens. Leben und Werk Hudson Taylor* (Bâle, Basler Missionsbuchhandlung, 1948, 432 p.).

6. NORMAN GRUBB, *C. T. Studd, Athlete and Pioneer*. Trad. par E. DALLIÈRE, *Charles Studd champion de Dieu* (Évreux, 1950, 266 p.).

7. THOMAS S. GOSLIN, Henry Kendall, *Missionary Statesman* (*Journal of the Presbyterian Historical Society*, Philadelphie, XXVII, 1949, p. 60-87, 161-178). Joignons-lui son collègue E. R. YOUNG (W. OELSCHNER, *In Birkenkahn und Hundeschlitten*, Stuttgart, Ev. Missions-verlag, 1939, 150 p.).

8. M. FOLKE, Erik Folke, *Svenska missionens i Kina grundläggare* (Stockholm, Svenska missionens i Kina Förlag, 1941, 208 p.).

9. E. CHATTERTON, Alex Wood, *Bishop of Nagpur, Missionary* (Londres, S. P. C. K., 1939, 145 p.).

10. M. SINCLAIR, William Paton (Londres, S. C. M. Press, 272 p.); notice par M. SCHLUNK dans les *Oekumenische Profile*, II/1, 2<sup>e</sup> partie (Berlin, Heimatsdienst Verlag).

11. J. Christy WILSON, *Apostle to Islam. A Biography of Samuel M. Zwemer* (Grand Rapids, Baker, 1952, 261 p.). Sur l'œuvre missionnaire protestante parmi les mahométans, voir aussi : J. TH. ADDISON, *The Christian Approach to the Moslem* (New York, Columbia Univ. Press, 1942, x + 365 p.); C. CRIVELLI, S. J., *Missioni protestanti tra i Musulmani* (*Civiltà Cattolica*, Rome, II, 1948, p. 466-480).

La SECONDE GUERRE MONDIALE a ouvert une nouvelle époque — et une ÉPOQUE DE CRISE — pour les Missions. D'une part, la rupture des rapports de beaucoup de sociétés missionnaires européennes avec leurs champs de travail abandonnait ceux-ci à leurs seules forces, quand ils n'étaient pas pris en tutelle par des pays restés libres de leurs mouvements<sup>1</sup>; d'autre part, le développement même de l'action missionnaire a amené nombre des communautés de prosélytes à un état de maturité qui leur fait désirer l'autonomie ecclésiastique et leur reconnaissance comme « jeunes Églises »; enfin, le nationalisme et l'anticolonialisme s'exercent aussi sur ce terrain. D'où de nouveaux problèmes missionnaires que les spécialistes étudient non sans quelque inquiétude<sup>2</sup>. Les bases idéologiques de l'action missionnaire elles-mêmes sont remises en cause : Jacques VERNIER s'interroge au sujet de La théologie de Barth et les Missions (*Le Monde non chrétien*, n° 1); J. C. HOEKENDIJK (Mission et œcuménisme, *Ibid.*, juillet-septembre 1951) se pose la question d'une « tension » possible entre les origines et, encore aujourd'hui, les tendances orthodoxes (on dit « fondamentalistes ») des œuvres missionnaires et le « modernisme » du Mouvement œcuménique, qui, les ayant soutenues pendant l'épreuve, tend à les contrôler<sup>3</sup>. On voit également apparaître un problème de l'adaptation qui avait atteint son paroxysme pour les Missions catholiques dans la question des « rites chinois », mais que beaucoup de Missions protestantes ne s'étaient pas encore posé : travaillant souvent en pays de civilisation inférieure, elles ne faisaient pas difficulté à la faire disparaître pour rompre (et le plus souvent à la demande des prosélytes) les liens qui unissaient chez ceux-ci leur paganisme de la veille à son cadre social. D'où, notamment, l'étude de H. FRICK, Mission und fremdes Volkstum. Vom Ringen d. deutschen evangel. Mission um die Erhaltung von Volkstum (*Evangel. Missionszeitschrift*, III, 1942, p. 39-53, 68-82), et le livre de A. G. HONIG, Bijdrage tot het onderzoek naar de fundering van de zendingsmethode der « comprehensive approach » in het Nieuwe Testament (Kampen, Kok, 1951, 115 p.).

Plus instante encore est la question de la place que le missionnaire doit avoir dans les œuvres missionnaires devenues « jeunes Églises », avec ou sans crise ecclésiastique<sup>4</sup>. Il ne semble pas qu'il y ait là le résultat d'une

1. K. S. LATOURETTE et W. RICHEY HOGG, *World Christian Community in action. The Story of World War II and orphaned Missions* (New York, 1949).

2. P. M. LÉGENE, *Het Evangelie en de primitieve Volken* (Zeist, Zendinggenootschap der Evangelische Broedergemeente, 1939, 48 p.); recueil *La lumière des nations. Les problèmes actuels de la mission et l'Église en Asie et en Afrique* (Neuchâtel, Delachaux, 1945); recueil *Protestantisme et mission* (Paris, « Je sers », 1951, 178 p.); A. M. CHIRGWIN, *Le tournant décisif. Les perspectives de l'Église universelle* (Bâle, éd. de la Mission de Bâle, 1951, 145 p.); André CHARLES, *Sur les missions protestantes* (*Le Monde non chrétien*, avril-juin 1951); André ROUX, *L'Église et la mission* (dans le recueil *Le problème de la civilisation chrétienne*, Paris, 1951, p. 129-159).

3. Voir aussi, dans le même sens : Maurice LEENHARDT, La fallacieuse ambiguïté du terme mission (*Le monde non chrétien*, avril 1952); La condition missionnaire (*Ibid.*, oct. 1953 à juin 1954).

4. J'ai étudié des cas de crises d'indépendance antimissionnaire, pour des œuvres en pays



insuffisance dans le personnel missionnaire, insuffisance qui mènerait les missions catholiques tout près de l'« étouffement », s'il fallait en croire un de leurs spécialistes<sup>1</sup>. C'est le souci même d'aller au-devant des désirs légitimes du nationalisme ecclésiastique qui pousse à étudier ce changement de rôle du missionnaire. On verra, à ce sujet, le recueil rassemblé par J. Merle DAVIS, *The Economic and Social Environment of the Younger Churches* (Londres, 1939), son livre *New Buildings on Old Foundations. A Handbook on Stabilizing the Younger Churches in their Environment* (New York, 1945) et la note de Maurice LEENHARDT, La place du missionnaire dans la Mission. Anticipations (*Le monde non chrétien*, juillet-septembre 1949, p. 333-339). On entend bien qu'il s'agit de donner au missionnaire blanc, naguère encore maître de la Mission, le rôle d'un administrateur, d'un conseiller et d'un lien avec les amis de l'étranger, tandis que les ministères proprement religieux et ecclésiastiques sont pris en charge par le clergé et les assemblées des « jeunes Églises », assemblées dont le missionnaire ne fait pas nécessairement partie. Les mêmes circonstances expliquent aussi l'accentuation mise aujourd'hui sur la mission médicale et sur le renforcement des œuvres scolaires : l'appel « Donnez-nous des maîtres », qui sert de titre à un livre sur l'une des activités de la Mission de Bâle au Cameroun<sup>2</sup>, est entendu avec une attention particulière par toutes les Missions protestantes.

Passons en revue, pour en donner la bibliographie récente, continent par continent, les œuvres missionnaires et les jeunes Églises protestantes.

L'AFRIQUE a été pour elles un terrain d'élection. On s'en rendra compte à lire le livre de C. P. GROVES, *The Planting of Christianity in Africa* (Londres, Lutterworth Press, 1949, 330 p.), et à voir comment, aux premiers missionnaires anglais et français, se sont joints, notamment, des Suédois<sup>3</sup> et des Américains<sup>4</sup>. Un article de Théodore MONOD, le directeur de l'Institut français de l'Afrique noire (Dakar), Rencontre internationale de Springfield. Notes sur la situation actuelle en Afrique noire française (*Le monde non chrétien*, juillet-septembre 1952), indique bien le souci actuellement commun aux ethnologues, aux missionnaires et aux administrateurs à l'égard de ce continent et de cette civilisation : « Nous devons lui donner et lui demander quelque chose d'éternel. » Les Missions suédoises ont célébré en 1941 le soixantième anniversaire de leur œuvre au Congo français et

de race blanche, dans mon livre sur *L'Église presbytérienne du Brésil et ses expériences ecclésiastiques* (numéro spécial des *Études évangéliques* de la Fac. de Théologie d'Aix, janvier-mars 1949).

1. Dr Augustin TILLKAMP, *Die Gefahr der Erstickung für die katholische Weltmission* (Münster, Aschendorff, 1950, 72 p.).

2. F. RAAFLAUBE, *Gibt uns Lehrer! Geschichte und Gegenwartsaufgabe der Basler Missionsschulen in Kamerun* (Bâle, Basler Missionsbuchhandlung, 1948, 198 p.).

3. M. LINGE, *Missionär i Afrika* (Stockholm, Bonnier, 1945, 297 p.).

4. J. COMHAIRE, Les missions protestantes américaines en Afrique (*Zaire*, revue congolaise, Bruxelles et Anvers, VI, 1952, p. 273-280, 391-398).

belge<sup>1</sup>. Les Missions évangéliques de Paris ont publié une troisième édition du livre de F. GRÉBERT sur leur œuvre *Au Gabon* (Paris, 1948, 239 p.). Un missionnaire de la Société philafricaine de Lausanne a décrit ce qui se fait *En Angola pour Jésus-Christ* (Lausanne, 1939, iv + 64 p.). De grosses missions luthériennes travaillent en Abyssinie : on verra leurs vicissitudes récentes dans le livre de D. WASSMANN, *Der Durchbruch des Evangeliums im Gallaland. Ereignisse und Erlebnisse nach dem italienisch-abessinischen, Kriege. 1936-1944* (Hermannsburg, Missionshandlung, 1948, iv + 132 p.)<sup>2</sup>. Le tableau est complété, pour d'autres champs de mission africains, par R. OLIVER, *Missionary Factors in East Africa* (Londres, Longmans, 1952, 302 p.), et par H. S. T. J. EVANS, *The Church in Southern Rhodesia* (Londres, S. P. G. et S. P. C. K., 1945, 80 p.).

Il faut mettre à part l'AFRIQUE DU SUD, qui, tout en ayant des œuvres missionnaires (le Bassoutoland est le plus ancien des « champs » de la Société de Paris), n'est pas uniquement ni d'abord une terre de missions. On sait qu'elle fut, dans de vastes régions alors vides, peuplée par les immigrants néerlandais<sup>3</sup>, auxquels se joignirent des huguenots fuyant la persécution<sup>4</sup> et des Allemands<sup>5</sup>. On connaît aussi les problèmes qu'y pose, pour reprendre le titre de Maurice WEBB, *A multi-racial Church in a multi-racial Society* (*Ecumenical Review*, janvier 1954, p. 129-137. Statistiques) : la traduction du roman d'Alan PATON, *Pleure, ô mon pays bien aimé* (Paris, Albin Michel<sup>6</sup>), en a informé jusqu'au grand public. Il serait souhaitable que cette connaissance ne soit pas partielle et nous informe aussi des points de vue des Églises afrikanders, et notamment de celle du Dr. Malan. La multiplicité d'éphémères groupes pagano-chrétiens (que rien n'autorise à transformer en « sectes protestantes ») ne prouve guère que la population indigène soit arrivée à un état de maturité permettant l'autonomie ecclésiastique<sup>7</sup>.

Il en va tout autrement du PROTESTANTISME MALGACHE. Installé dans l'île depuis plus d'un siècle, corroboré dès ses débuts par la persécution,

1. G. PALMAER, *Mästaren på Kongos stigar. Från Svenska Missionsförbundets arbete in Kongo åren 1881-1941* (Stockholm, Svenska Missionsförbundet förlag, 1941, 391 p.). Voir aussi : A. CAUWE, *Het protestants missiewerk in Belgisch Kongo* (*Katholiek Cultureel Tijdschrift*, Bois-le-Duc, II, 1949, p. 595-606).

2. Sur la législation fasciste : A. BERTOLA, *Il regime dei culti nell'Africa italiana* (Bologne, Cappelli, 1939, 231 p.).

3. H. HETTEMER, *De Nederlandse stam in Zuid-Afrika* (Zutphen, Thieme, 1949, v + 350 p.); Sidney R. WELCH, *Portuguese and Dutch in South Africa. 1641-1806* (Le Cap et Johannesburg, 1951, v + 944 p.).

4. M. NATHAN, *The Huguenots in South Africa* (Londres, Gordon, 1939, 159 p.); Ch. D. HÉRISSON, *La contribution des huguenots français et de leurs descendants à la vie nationale sud-africaine* (*Bull. Soc. Hist. Prot. fr.*, XCVIII, 1951, p. 60-90).

5. J. HOGE, *Die Geschichte des ältesten evangelisch-lutherischen Gemeinde in Kapstadt. Ein Beitrag zur Geschichte des Deutschtums in Südafrika* (Munich, Reinhardt, 1939, 163 p.).

6. Ben I. M. MARAIS, *Colour, Unsolved Problem of the West* (Le Cap, Timmins, 1952, 329 p.).

7. B. G. M. SUNDELER, *Bantu Prophets in South Africa* (Londres, Lutterworth Press, 1948, 344 p.).

puis par l'établissement d'une Église nationale (l'Église du Palais, jusqu'à la conquête française), il a un passé qui n'est pas uniquement missionnaire, mais qui l'a ancré profondément dans l'âme indigène. Aussi, à côté des travaux de missionnaires, comme les livres de G. MONDAIN, *Un siècle de mission à Madagascar* (2<sup>e</sup> éd., Paris, Soc. des Missions évangéliques, 1948, 242 p.), et d'Olivier HATZFELD, *Madagascar* (Paris, P. U. F., 1952, 128 p. Collection « Que sais-je? »), avons-nous une littérature indigène, en français ou en langue malgache, dont une des dernières productions est l'*Histoire politique et religieuse des Malgaches, depuis les origines jusqu'à nos jours*, de DAMA-NTSOHA (Tananarive, Librairie mixte, fasc. I, 1952, 67 p.). On trouvera une preuve que le protestantisme malgache est devenu un « vieux protestantisme » au fait qu'il ne présente rien de semblable au « prophétisme » bantou, mais qu'il a des « réveils » entièrement semblables aux « réveils » franco-suisses et aux « awakenings » anglo-saxons. On en compte cinq dans son histoire, dont le dernier, promu tout récemment par le jeune pasteur Daniel Rakotozandry à Farihimena, au centre de l'île, a gagné toutes les dénominations protestantes. L'histoire de ces mouvements vient d'être publiée par les Missions luthériennes de Madagascar (*Au souffle de l'esprit*, 1952). Ces résultats, et les événements politiques que l'on sait, rendent lourde la Responsabilité du protestantisme français à Madagascar, pour reprendre le titre d'un article de JEAN-BRICE (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1948, p. 544-548).

En ASIE, l'effort du protestantisme a porté principalement sur l'Extrême-Orient et les péninsules indiennes. Aussi la littérature est-elle fort réduite en ce qui concerne les pays les plus rapprochés. L'article de R. W. GREAVES, *The Jerusalem Bishopric. 1841* (*English Historical Review*, LXIV, 1949, p. 328-352), fait la courte histoire d'un diocèse anglican établi par accord avec l'Allemagne, qui souleva de vives difficultés chez les anglicans stricts et fut supprimé, en 1885, à la mort de son troisième titulaire. Une note de H. B. DEHQANI-TAFTI apporte quelques renseignements sur *The Church and its Youth in Iran* (*Ecumenical Review*, III, 1950, p. 42-46)<sup>1</sup>.

L'Asie orientale, champ de travail particulièrement cher au protestantisme missionnaire, lui cause bien des inquiétudes<sup>2</sup>. Au JAPON, où la reprise de l'évangélisation catholique et les débuts des Missions protestantes datent d'un siècle<sup>3</sup>, la floraison d'un nationalisme outrancier, qui a culminé avec la dernière guerre, avait mis les Églises chrétiennes dans une situation diffi-

1. Pour l'histoire du protestantisme en Iran : A. KATTERFELD, *Felician von Zarembo. Ein Christuszeuge im Kaukasus* (Bâle, Evang. Missionverlag, 1939, iv + 198 p.).

2. H. AUFHAUSER, *Hemmende und fördernde Faktoren für die Verbreitung des Christentums in Fernasien* (*Zeitschrift d. Deutschen morgenländischen Gesellschaft*, Wiesbaden, XCIX, 1945-1949, p. 258-265); Th. OHM, *Asiens Kritik am abendländischen Christentum* (Munich, Kösel, 1948, 216 p.); Hendrik KRAEMER, *On Tour through South-East Asia* (*Ecumenical Review*, IV, 1952, p. 117-130).

3. E. HAGEMANN, *The Christian Century of Japan* (*American Ecclesiastical Review*, CXXI, 1943, p. 181-191).

cile, en prétendant leur imposer le culte de l'empereur et le shintoïsme. La situation créée par la défaite et l'occupation a compliqué ces problèmes, dont on trouvera l'écho, du côté catholique, dans l'article du Dr BRAHMAN-DEA, La situation religieuse dans le Japon actuel (*Études*, Paris, CCLIV, 1947, p. 235-246), du côté protestant, dans le livre de Richard Terrill BAKER, *Darkness of the Sun. The Story of Christianity in the Japanese Empire* (New York, 1947), et dans *The Church in Post-War Japan. Report of the Anglican Commission to the Nippon Sei Kokwai* (Westminster, 1947). On pourra consulter le *Japan Christian Yearbook* publié à Tokyo. D'une manière curieuse, l'hostilité pour les États-Unis, fréquente dans certains milieux japonais, y a créé, contre les sociétés missionnaires américaines, un attrait pour les doctrines primitives de la Réforme. C'est ainsi que des dissidents du presbytérianisme sont amenés à se déclarer calvinistes. Peut-être est-ce à des préoccupations de ce genre que ma petite *Histoire du protestantisme* (coll. « Que sais-je ? ») a dû d'être traduite récemment en japonais par un représentant de cette tendance, le Rév. Watanabe (Tokyo, 1954 ; 2<sup>e</sup> éd., 1956).

Tandis qu'au Japon l'évangélisation protestante était limitée par de glorieux précédents catholiques, elle avait trouvé en CHINE le théâtre de brillants succès. Tous les protestantismes un peu puissants (sauf celui de France) y avaient établi des Missions florissantes, dont l'historien recherche l'influence dans les vicissitudes historiques du pays<sup>1</sup>. Elles pouvaient récemment célébrer leur centenaire<sup>2</sup> et les Japonais eux-mêmes pouvaient relater la geste chrétienne dans la Mandchourie devenue leur colonie<sup>3</sup>. Au total, les missionnaires avaient conscience d'avoir bien travaillé et d'avoir, notamment, disputé efficacement à Bouddha l'âme de la Chine<sup>4</sup>. Les événements politiques, amenant le départ de la grande majorité des missionnaires étrangers, ont créé une situation sur laquelle les Églises européennes et américaines montrent une inquiétude bien naturelle<sup>5</sup>. Contrairement au catholi-

1. E. P. BOARDMAN, *Christian Influence upon the Ideology of the Taiping Rebellion. 1851-1864* (Madison, Univ. of Wisconsin Press, 1952, VIII + 188 p.). Voir aussi, dans la présente Revue (CCIX, 1953, p. 33-57), l'article de J. CHESNEAUX, La révolution Taiping, d'après quelques travaux récents.

2. V. E. HUNTINGTON, *Along the Great River. A Story of the Work of the Episcopal Church in China* (New York, National Council of the Protestant Episcopal Church, 1940, 261 p.); H. DANIELSON et K. A. MODÉN, *Femtio år i Kina. Kort historisk översikt över Svenska Baptistsamfundets verksamhet i Kina. 1891-1941* (Stockholm, 1941, 244 p.); le livre cité de E. WALTER, *Chinesische Kirche im Wellenschlag der Zeit. Zum Hundert-Jahr-Jubiläum des Basler Mission in China* (1946); W. N. LACY, *A Hundred Years of China Meethodism* (New York et Nashville, Abingdon-Cokesbury Press, 1948, 336 p.).

3. M. TAKEMORI, *Stories from Christian History in Manchuria* (Tokio, Shinseido, 1940, 310 p.).

4. G. ROSENERANZ, *Buddha und Christus im Ringen um die Seele Chinas. Ein Kapitel Chinesischer Religionsgeschichte und seine Bedeutung für die Christliche Mission* (Gutersloh, Bertelsmann, 1941, 58 p.).

5. E. B. COPLAND et KAO TIEN-HSI, *The Chinese Church in the Communist China* (*Theology Today*, VII, 1950, p. 331-351); E. R. et K. HUGHES, *Religion in China* (Londres, Hat-

cisme, le protestantisme fait confiance (et peut faire confiance, de par son ecclésiologie) aux communautés ainsi privées de leurs conducteurs spirituels. Mais c'est bien de l'angoisse que traduit le titre même du livre de L. M. OVERTBRIDGE, *The lost Churches of China* (Philadelphie, Westminster Press, 1952, 237 p.). Hors de la zone et de l'idéologie américaines, une moindre répugnance, sinon même un intérêt marqué pour les réalisations communautaires, amène à rechercher les nouvelles formes que l'Église prend en Chine communiste, notamment les groupements nommés « familles de Jésus » : voir la note de Eb. C. N. ARNOLD, *Religious Group Farms in Present Day China* (*Cooperative Living*, IV, 2).

L'histoire des missions protestantes dans l'INDE a été l'objet de plusieurs publications récentes, tant générales<sup>1</sup> que de détail<sup>2</sup>, et sans oublier les biographies<sup>3</sup>. Les nouvelles conditions politiques les obligent, là aussi, à s'adapter<sup>4</sup>. Un moyen a été cherché dans la concentration des différentes dénominations protestantes : il en sera question dans la partie de ce *Bulletin* qui concerne le Mouvement oecuménique ; disons que, entre autres, les communautés luthériennes ne s'y prêtent guère<sup>5</sup>.

Point d'autre étude récente à citer traitant de quelque manière du protestantisme au Viet-Nam que le livre de Ph. GRANDJEAN, *Le statut légal des Missions catholiques et protestantes en Indochine française* (Paris, libr. du Recueil Sirey, 1939, 145 p.).

En Insulinde, une œuvre considérable avait été faite par les Missions, néerlandaises, germaniques, mennonites et autres<sup>6</sup> : là aussi,

chinson, 1950, 5 + 151 p.) ; « Barnabas », *Christian Witness in Communist China* (Londres, S. C. M. Press, 1951, 79 p.) ; Karl Ludwig REICHELT, *Religion in Chinese Garment*. Trad. de Fallemant (Londres, Lutterworth Press, 1951, 180 p.) ; T. T., *The Situation of the Christian Church in China. An attempt at Understanding* (*Ecumenical Review*, IV, 1951, p. 47-58).

1. R. J. PARKER, *How they found Christ. Stories of Indian Christians* (New York, Macmillan, 1940, 157 p.) ; J. HOLMÅSEN, *Välsignelse. En Närbild från de indiska missions-fälten* (Uppsäl, Lindblad, 1941, 111 p.).

2. K. K. LUKOSE, *The History of the Development of the Variety of Christianity in Malabar* (*Church Quarterly Review*, Londres, CXXXVIII, 1944, p. 204-223) ; K. INGHAM, *The English Evangelicals and the Pilgrim Tax in India. 1800-1862* (*Journal of Ecclesiastical History*, Londres, III, 1952, p. 191-200).

3. J. Theodore MUELLER, *Great Missionaries to India* (Grand Rapids, Mich., Zondervan, 1952, 186 p.) (Ziegenbalg, Schwartz, Carey, Martin, Scudder, Duff, Sam Heibich, Heyer, Sirefud, l'évêque indien Azariah, etc.).

4. C. W. RANSON, *The Christian Minister in India. Its vocation and his training* (Madras, 1945) ; A. STRECKEISEN, *Die christliche Botschaft in Indien* (Bâle, Basler Missionsbuchhandlung, 1947, IV + 96 p.) ; A. J. APPASEMY, *The Christian Task in Independent India* (Londres, S. P. C. K., 1951, 149 p.) ; Rajaiah D. PAUL, *The Cross over India* (Londres, S. C. M. Press, 1952, 127 p.).

5. H. Earl MILLER, *Doctrinal Statement of Lutherans in India* (*Concordia Theological Monthly*, Saint-Louis, 1950, p. 761 et suiv.) ; Herbert M. ZORN, *Lutheranism in India* (*Ibid.*, 1952, p. 823-828).

6. P. CORNELISSEN, *De Indische Archipel. Vier eeuwen Missie* (Helmond, 1941, 76 p.) ; H. WITCHEL, *Christus siegt. Geschichte der Dajak-Mission auf Borneo* (Bâle, Basler Missions-



elles doivent s'arranger de circonstances nouvelles assez peu favorables<sup>1</sup>.

En ce qui concerne l'Océanie, il faut, naturellement, distinguer le cas des Églises européennes et d'immigration, dont l'histoire se trouve, pour quelques-unes d'entre elles, dans les livres de O. LERCHE, *Die Lutherische Auswanderung und die Union. Beispiel Australien* (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, Stuttgart, LXII, 1943-1944, p. 272-294), et de E. C. ROWLAND, *A Century of the English Church in New South Wales* (Londres, Angus, 1948, xiv + 237 p.). Dans ce continent, la Mission ne sera bientôt plus que survivance et souvenir<sup>2</sup>. Le cas des Philippines est également particulier, s'agissant d'une population fortement mélangée : on verra, à leur sujet, J. B. ROGERS, *Forty Years in the Philippines. A History of the Philippine Mission of the Presbyterian Church in the U. S. of America* (New York, Presbyterian Board of Foreign Missions, 1940, 224 p.). Nous retrouvons l'histoire missionnaire proprement dite dans les travaux de M. THEODORE, *Heralds of Christ the King. A Missionary Record of the North-Pacific* (New York, Kenedy, 1939, xiv + 273 p.), de W. P. MORRELL, *The Transition to Christianity in the South Pacific* (*Transactions of the Royal Historical Society*, Londres, 4<sup>e</sup> série, XXVIII, 1946, p. 101-120), et de H. P. VAN DUSEN, *Lumière dans la jungle* (Neuchâtel, Delachaux, 1949), ainsi que dans les études de C. LAUFER, *Die Stellung der Mission zum Geheimbundwesen in Neu-Britannien (Südsee)* (*Neue Zeitschrift für Missionswissenschaft*, Schöneck, V, 1949, p. 217-227), de G. HÖLTKE, *Schwarmgeister in Neu Guinea während des letzten Kriegs* (*Ibid.*, II, 1946, p. 201-216), et — par une nouvelle occasion de confronter la notion et le fait de l'illuminisme et ceux de Réveil — de J. W. S. TOMLIN, *Awakening. History of the New Guinea Mission* (Londres, Livingstone Press, 1952, 218 p.).

II. L'EXTENSION DU PROTESTANTISME EN PAYS DE RACE BLANCHE DOMINANTE ET DE RELIGION CATHOLIQUE s'était arrêtée au XVII<sup>e</sup> siècle en Europe. Elle a repris, au siècle dernier, dans l'Amérique latine et a valu, et continue à valoir, à la Réforme des succès particulièrement significatifs, en ce qu'ils montrent la persistance de son pouvoir de conquête et la vanité de la thèse courante d'après laquelle elle est incompatible avec la « mentalité latine ». Ces succès sont, pour l'historien, d'autant plus frappants que les siècles antérieurs n'avaient connu que l'échec des rares essais de propagande protestante dans cette partie du nouveau monde.

buchhandlung, 1942, 279 p.) et *Das Evangelium im Urwald Borneos* (2<sup>e</sup> éd., *Ibid.*, 1945, iv + 30 p.) ; A. ALGRA, *De Kerk Christi te Batavia* (Franeker, Wever, 1947, 223 p.) ; C. W. TH. VAN BOTZELAER VAN ASPEREN EN DUBBELDAM, *De Protestantse Kerk in Nederland-Indië. Hare ontwikkeling van 1620-1939* (La Haye, Nijhoff, 1947, xxxii + 488 p.).

1. L. BODDEKE, *Freiheiten der Kirche in Indonesien unter den neuen Verhältnissen. Das Minimal-Programm der Missionszentrale* (*Neue Zeitschrift für Missionswissenschaft*, Schöneck, VII, 1951, p. 91-104).

2. R. M. BERNDT, *Surviving Influence of Mission Contact on the Daly River, Northern Territory of Australia* (*Neue Zeitschrift für Missionswissenschaft*, Schöneck, VIII, 1952, p. 81-95, 188-192).

Encore faut-il commencer par dissoudre cette fausse unité de l'AMÉRIQUE LATINE. Au point de vue de l'histoire ecclésiastique tout au moins, il importe de distinguer l'Amérique hispanique et l'Amérique portugaise, et ce n'est que pour la commodité que l'on peut accepter de les réunir dans des travaux tels que ceux du P. Camillo CRIVELLI, *Diretório protestante de la América Latina* (Isola del Liri, 1933) et *Los protestantes y la América Latina* (*Ibid.*, 1931) — travaux précieux et qui témoignent bien de l'intérêt inquiet que l'Église catholique commence à prendre au phénomène — ou encore dans l'*Evangelical Handbook of Latin America*, périodiquement publié à New York<sup>1</sup>.

Pour la zone septentrionale de l'Amérique hispanique, on pourra avoir recours au travail d'ensemble de R. M. HUBER, *Modern Missions in Middle America. Political, Social and Religious Problem in Mexico, Central America and the Islands of the Caribbean* (New York, America Press, 1948, 72 p.), et en des travaux de détail comme la *Short History of Baptist Missionary Work in British Honduras* de R. CLEGHORN (Londres, Kingsgate Press, 1939, 71 p.).

L'AMÉRIQUE DU SUD HISPANIQUE<sup>2</sup> a actuellement des protestants dans chacune de ses nations, mais la bibliographie locale franchit difficilement les limites de ces milieux assez étroits et il faut des traductions pour porter à la connaissance d'un public un peu vaste des ouvrages comme la biographie d'un Dominicain péruvien, Frei Montaña, qui adhéra, il y a une quinzaine d'années, à une Église protestante : B. H. PEARSON, *The Monk who lived again* (2<sup>e</sup> éd., 1940. Trad. portugaise, S. Paul, 1950; récemment traduit en français). Il semble, d'ailleurs, que cette littérature biographique soit la plus cultivée par ces jeunes protestantismes comme particulièrement édifiante et attirante. Tandis que les colonies vaudoises de l'Uruguay ont la grosse production historique dont on a déjà rendu compte, je ne trouve à citer, pour le reste des pays de la Plata, où existent, cependant, des communautés protestantes importantes, que les biographies publiées par la maison d'éditions Aurora, de Buenos Aires : Cecilia Gudlfi DE BERSIA, *Dos vidas fecundas. Antonio y Cecilia Guelfi* (1940, 178 p.); Juan C. VARETTO, *El apostol del Plata. Juan F. Thomson* (1943, 320 p.); Claudia CELANO, *Un apostol contemporaneo. La vida de F. G. Penzotti* (2<sup>e</sup> éd., 1945, 274 p.); Daniel P. MONTI, *Así brille vuestra luz. La breve y luminosa vida de Carmen Chacon* (1947, 93 p.). Ces ouvrages rendent, d'ailleurs, bien compte de l'atmosphère de ce protestantisme de la Plata, dont les Vies de J. F. Thomson et de F. G. Penzotti permettent assez bien de retrouver l'histoire. Elle me semble caractérisée par les difficultés que la propagande protestante rencontre dans ces pays, et qui en réduisent les succès à n'être que modestes

1. Ou dans des notices rapides comme celle de G. BAEZ-CAMARGO, *The earliest Protestant Missionary Venture in Latin America* (*Church History*, Hartford, Conn., XXI, 1952, p. 135-145).

2. Sur l'ensemble du continent : P. M. LECÈNE, *De roode man en het Evangelie. Pioniers in de Zuid-Amerikaansche oerwouden* (Zeist, Zendingsgenootschap der Evangel. Broedergemeente, 1941, 64 p.).

(quelques centaines de milliers de prosélytes) : fidélité catholique, décidée et parfois fanatique, des populations, cléricalisme traditionnel des gouvernements, mais aussi faiblesses d'une évangélisation protestante trop institutionnelle (l'Église méthodiste épiscopale américaine, qui en a la part principale, est nettement surorganisée) et trop liée aux États-Unis<sup>1</sup>.

Au BRÉSIL, des circonstances exactement contraires — « gentillesse » et tolérance lusitaniennes, josphisme et anticléricalisme de Pierre II, qui a tari pour une époque particulièrement importante (jusqu'en 1889) le recrutement local et l'immigration de prêtres et de religieux catholiques, nationalisme ecclésiastique des protestants locaux assez tôt mis hors de tutelle par les missionnaires étrangers — ont permis l'établissement d'un protestantisme qui, âgé de moins de cent ans (les premiers essais commencent à peine en 1855 et 1859), groupe actuellement, et dans tous les milieux, près de 2 millions d'adhérents, avec une progression dont rendent compte les chiffres des derniers recensements : de 300 à 350.000 fidèles vers 1922, 1.047.897 en 1940<sup>2</sup>, 1.657.000 en 1950.

Des séjours à l'Université de São Paulo nous ont permis de nous faire l'historien de ce nouveau protestantisme dans une étude d'ensemble, *O Protestantismo brasileiro. Estudo de eclesiologia e de historia social* (huit articles dans la *Revista de História* de São Paulo, à paraître en volume), et dans des travaux de détail, *L'Église presbytérienne du Brésil et ses expériences ecclésiastiques* (numéro spécial des *Études évangéliques* de la Faculté de Théologie d'Aix, janvier-mars 1949), *L'illuminisme dans un protestantisme de constitution récente (Brésil)* (*Revue de l'Histoire des Religions*, 1952, et t. LXV de la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études. Sciences religieuses*, 1953), *Protestant français et protestant brésilien* (*Revue de Psychologie des peuples*, Le Havre, 1953), *Formation d'une société protestante au Brésil* (dans le recueil *Éventail de l'histoire vivante* dédié à Lucien Febvre, 1953)<sup>3</sup>. Mais la tâche nous avait été préparée par des HISTORIQUES D'ÉGLISES remarquablement documentés, les *Annaes da 1ª Igreja Presbiteriana de São Paulo (1863-1903)* de Vicente Themudo LESSA (S. Paul, 1938, 720 p.), qui est, en fait, l'histoire générale des quarante premières années de la dénomination, les *Lembranças do Passado* de João Gomez DA ROCHA (Rio de Janeiro, 1941-1946, 3 vol., 384, 356 et 333 p.), qui traitent du ministère

1. Le livre de A. PEREIRA ALVES, *Prominentes Evangélicos de Cuba*, dont nous ne connaissons, d'ailleurs, que le premier volume (El Paso, Texas, 1936, 131 p.), est presque pénible par la liaison qu'il montre complaisamment entre protestantisme, antihispanisme, amour des U. S. A. et franc-maçonnerie.

2. Leur répartition vers cette date est donnée avec assez de précision dans le *Directório protestante no Brasil* (Campinas, Tipografia Paulista, 1938, 211 p.), du P. Agnelo Rossi, bon travail encore utile d'un élève du P. Camillo Crivelli.

3. De moins d'étendue, un article : *Brasil terra de história* (*Revista de História*, S. Paul, avril-juin 1950), où j'insistais sur les analogies des origines et du développement de la Réforme au Brésil et en Europe, et un abrégé, *L'Évangile au Brésil* (*Revue de l'évangélisation*, Paris, 1952).

du missionnaire écossais Robert Reid Kalley et des Églises congrégationalistes brésiliennes créées par lui, et l'*Historia do Batismo Brasileiro* de A. R. CRABTREE et Antonio N. de MESQUITA (S. Paul, 1937-1940, 2 vol.).

De bonnes BIOGRAPHIES font connaître l'un des premiers convertis et propagandistes du protestantisme brésilien, l'ancien prêtre José Manoel da Conceição († 1873) (Boanerges RIBEIRO, *O Padre protestante*, S. Paul, Casa editora presbiteriana, 1950, 215 p.), l'un des premiers pasteurs nationaux, Miguel Gonçalves Torres († 1892) (J. Andrade FERREIRA, *O apóstolo de Caldas*, S. Paul, Franca, 1950, 228 p.), quelques-uns de ses compagnons (Id., *Galeria Evangélica*, S. Paul, Casa editora presbiteriana, 1952, 228 p.), et une missionnaire des États-Unis du Sud (et fidèlement sudiste), créatrice du grand collège presbytérien de Lavras (Minas Geraes) (Marguerite SYDENSTRICKER, *Carlota Kemper*, S. Paul, 1941, 95 p.). Ajoutons-y, quoique s'agissant d'une publication de caractère familial, non mise dans le commerce, l'*Autobiografia de Bento Ferraz* (1941, 114 p.), où se peint, avec beaucoup de fraîcheur et une grande abondance de détails suggestifs, un pasteur presbytérien qui fut un redoutable polémiste et l'un des créateurs de la dissidence « conservatrice » (orthodoxe) de sa dénomination. La tendance contraire, moderniste, peu connue au Brésil en dehors de petits milieux en contact avec l'œcuménisme étranger, sera représentée ici par le livre d'Eduardo Pereira de MAGALHÃES, *A marcha da mocidade evangélica* (S. Paul, Centro de Divulgação cultural, 1939, 239 p.). Sur une des formes les plus récentes du protestantisme au Brésil, qui y connaît de grands succès comme répondant au nouveau prolétariat du pays, le pentecôtisme, voir, outre mon livre sur *L'illuminisme*, l'article du chanoine A. Rossi, *O Pentecotismo no Brasil* (*Revista Ecclesiastica Brasileira*, XII, 1952, p. 767-792).

Quoique « latins », les nouveaux protestantismes de l'Amérique hispano-portugaise sont trop jeunes pour beaucoup s'interroger sur leur signification. Lorsqu'ils le font, c'est encore, le plus souvent, à l'instigation ou à l'imitation de milieux étrangers de plus vieille culture protestante. C'est l'histoire d'un livre fameux parmi les protestants du Brésil, *O Problema religioso da America Latina*, d'Eduardo Carlos PEREIRA (2<sup>e</sup> éd., S. Paul, Livraria Independente, 1949, 337 p.). L'auteur avait commencé par mener de fougueuses campagnes « antimissionnaires » et même antiyankees, et par promouvoir l'importante sécession (1903) de l'Église presbytérienne indépendante. En 1915, il participa à un congrès évangélique panaméricain tenu à Panama sous l'égide du protestantisme des U. S. A., et le livre, cité plus haut, qu'il publia peu après, le montrait conquis à une sorte de monroïsme religieux. De nos jours, c'est sous le couvert du mouvement œcuménique que le protestantisme des États-Unis prend ou reprend en main les jeunes Églises de l'Amérique latine : d'où une « Conférence évangélique latino-américaine » tenue à Buenos-Ayres à l'été 1949, dont le compte rendu a paru sous le titre *El Cristianismo Evangélico en la América Latina. Informe y resoluciones de la primera Conferencia Evangélica Latinoamericana*. 18 al

30 de julio de 1949 (Buenos Ayres, « Aurora », et Mexico, 1949, 103 p.). Il semble bien que l'on doive aussi à la lecture de littératures protestantes étrangères l'appel (et la méditation) d'Alberto REMBAO, *Discurso a la Nación Evangelica. Apuntaciones para un estudio de la transculturación religiosa en el mundo de habla española* (*Ibid.*, 1949, 96 p.).

#### D. LE NOUVEL « ÉTABLISSEMENT » DU PROTESTANTISME

1. LE REGROUPEMENT DES FORCES PROTESTANTES est l'une des caractéristiques de l'époque actuelle comme leur dispersion était celle des époques précédentes. Il s'est d'abord esquissé dans des associations et mouvements de portée mondiale, mais d'objectif limité, Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens (Y. M. C. A. et Y. W. C. A.)<sup>1</sup>, Fédération internationale des Associations d'étudiants chrétiens<sup>2</sup>, Alliances internationales biblique, missionnaire, des Écoles du Dimanche, Alliance pour l'amitié internationale par les Églises, etc. Dès le milieu du siècle dernier étaient apparues des associations internationales destinées à soutenir telle ou telle tendance protestante ou le protestantisme dans son ensemble : la plus ancienne et la principale en est l'Alliance évangélique universelle, créé en 1846 et qui a eu, dans son premier demi-siècle, une grosse activité pour la défense des Églises protestantes minoritaires.

Un second moment a vu la constitution de grands groupements « dénominationnels » réunissant toutes les branches d'une même confession protestante, à l'imitation de ce qu'avait toujours été la communion anglicane. Le plus important en est la Fédération luthérienne mondiale, qui groupe la plupart des quelque 70 millions de luthériens épars dans le monde<sup>3</sup>, mais

1. A. V. RICE, *A History of the World's Young Women's Christian Association* (New York, Woman's Press, 1947, 299 p.) ; P. CLARENCE SHEDD, Henri Dunant et le développement international des Y. M. C. A. (*Bulletin de la Soc. histor. et archéol. de Genève*, 1949, p. 219-242) ; C. H. HOPKINS, *History of the Y. M. C. A. in North America* (New York, Association Press, 1951, xiv + 818 p.).

2. D. S. CAIRNS, *The Student Christian Movement* (*Hibbert Journal*, Londres, XXXVIII, 1939, p. 47-59) ; Ruth ROUSE, *The World's Student Christian Federation. A History of the first thirty Years (1895-1924)* (Londres, S. C. M. Press, 1948) ; Suzanne DE DIETRICH, *Cinquante ans d'histoire. La Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants (1895-1945)* (Paris, éd. du Semeur, s. d.). Du principal inspirateur du mouvement, l'Américain John MOTT († 1955), ont été publiés six volumes d'*Addresses and Papers* (New York, 1946-1947).

3. Vues d'ensemble sur le luthéranisme mondial : E. C. FENDT, *What Lutherans are thinking* (Colombus, Wartburg Press, 1947, 592 p.) ; *Welt Luthertum von heute*. Anders NYGREN *gävidmet* (Goettingue, Vandenhoeck, 1950, xxxii + 438 p.) ; *Weg und Ziel des Lutherischen Einigungswerk* (Berlin, Lutherisches Verlagshaus, 1951, 23 p.).

La manifestation majeure, dans ces dernières années, de la Fédération luthérienne mondiale a été sa seconde assemblée (Hanovre, 25 juillet-3 août 1952), sur laquelle on verra : Albert GREINER, *Le luthéranisme mondial tient ses assises à Hanovre (Foi et Vie, novembre-décembre 1952)* ; *The Proceedings of the Second Assembly of the Lutheran World Federation* (Genève, Fédération luthérienne mondiale, 1952, 198 p.) ; Theodor BACHMANN, *Epic of*



il y a aussi une Alliance presbytérienne (actuellement réformée) universelle, fondée en 1875, une association calviniste de stricte observance, réunissant périodiquement le « Synode réformé œcuménique » et des Congrès calvinistes et à laquelle appartiennent trente-quatre unions d'Églises (dont les Gereformeerde Kerken de Hollande, l'Église Chrétienne Réformée des États-Unis et les Églises Réformées Évangéliques Indépendantes de France), une Alliance baptiste mondiale, des Conférences œcuméniques méthodistes, un Conseil international des Églises congrégationalistes<sup>1</sup>, une Fédération internationale des Églises libres, des Conférences mennonites mondiales<sup>2</sup>, des Conférences moniales de la Société des Amis (Quakers), etc.

Depuis l'« entre-deux-guerres », le protestantisme américain, souffrant particulièrement, comme on l'a dit, de l'émiettement « dénominationnel » et attaché à le réduire dans son pays (notamment par la création du Conseil fédéral des Églises du Christ)<sup>3</sup>, l'anglicanisme et, du moins en une première phase, les milieux « libéraux » et « sociaux » représentés par le primat de Suède, Nathan Söderblom († 1931)<sup>4</sup>, ont promu et amplifié un Mouve-

ment. *The background of the Second Assembly of the L. W. F.* (New York, National Lutheran Council, 93 p.) ; H. REICH et H. HEIWIJ, *Boten aus aller Welt* (Hanovre, Lutherhaus-Verlag, 1952, 44 p.) ; *Das lebendige Wort in einer verantwortlichen Kirche* (Ibid., 212 p.) ; Kurt KLEIN, *Kirche und Staat* (Berlin, Lutherisches Verlagshaus, 48 p.) ; et surtout le recueil *The Lutheran Churches of the World*, éd. par Abdel Ross WENTZ (Genève, Fédération luthérienne mondiale, 1952, 443 p.), qui, tout en s'occupant surtout de la Fédération et des Églises y rattachées (44.906.735 rattachés), ne néglige point celles qui n'en font point encore partie (26.373.734). Sur l'un des principaux ouvriers de la Fédération, son secrétaire général, S. C. Michelfelder, des États-Unis († 1951), voir le *Gedenkschrift* qui lui a été consacré et l'essai de P. FRANKEL, *S. Michelfelder* (Berlin, Heimatsdienstverlag, « Oekumenische Profile », V/2, 2<sup>e</sup> partie).

1. *Congregationalism to day*, recueil éd. par John MARSH (Londres, Independent Press, 1943, 108 p.) ; Albert PEEL et Douglas HORTON, *International Congregationalism* (Ibid., 1949, 117 p.) ; Douglas HORTON, *Congregationalism. A Study in Church Polity* (Ibid., 1952, 96 p.). L'actuel congrégationalisme anglo-saxon — souvent assez « moderniste », ce qui a amené les Églises libres de principes ecclésiastiques semblables, mais de théologie orthodoxe, à se fédérer à part — n'en revendique pas moins des souvenirs qui leur sont souvent communs : Albert PEEL, *The Noble Army of Congregational Martyrs* (Ibid., 1948, 79 p.).

2. La dernière à Bâle (9-15 août 1952) : voir le bulletin français de la dénomination, *Christ seul* (1952, n° 9).

3. J. A. HUTCHINSON, *We are divided. A Critical and Historical Study of the Federal Council of the Federal Council of the Churches of Christ in America* (New York, Round Table Press, 1941, 336 p.).

4. J. G. H. HOFFMAN, *Nathan Soederblom, prophète de l'œcuménisme* (Genève, « Labor et Fides », 1948, 271 p.) ; D. EDENHOLM, *Nathan Söderblom som Reform theolog* (*Religion og Kultur*, XI, 1940, p. 109-122) ; J. M. VAN VEEN, *Nathan van Veen, Nathan Söderblom. Leven en denken van een godsdienst-historicus* (Amsterdam-Paris, 1940, 251 p.) ; Erland ENHAR, *Religionsproblemet hos Nathan Söderblom* (Lund, Gleerup, 1949, 206 p.) ; Fr. HEILER, *Söderblom als Religions-Historiker* (*Theologische Literaturzeitung*, Leipzig et Berlin, LXXXV, p. 315-320) ; Friedrich HEILER, *Erzbischof Nathan Söderblom, Religionsforscher und Herold christlicher Einheit* (*Oekumenische Einheit*, Munich et Bâle, 1948, p. 69-110) ; Nils KARLSTEDT, *Kristna samförstandsträvanden under världskriget 1914-1918 med särskild hänsyn till Nathan Söderblom insats* (Stockholm, 1947).

MENT ŒCUMÉNIQUE tendant au regroupement intérieur du protestantisme et à son rapprochement en vue de l'« unité chrétienne » avec les Églises catholique, orthodoxes, etc. Tenant de grandes conférences amplement portées à la connaissance du public, il est dirigé, depuis la fin de la dernière guerre, par un Conseil mondial des Églises qui supervise de nombreuses Commissions internationales et toute une bureaucratie concentrée à Genève<sup>1</sup>. Il publie une abondante littérature, mais l'historien devra tenir compte du fait qu'elle est très nettement « orientée », pour ne pas dire partielle, et qu'il n'y trouvera guère la mention des réactions et des réserves soulevées par le mouvement, tandis que celui-ci est mis au bénéfice de tous les efforts ou de tous les systèmes plus ou moins « unionistes » présentés comme ses précédents. Ces défauts se remarquent dans sa revue *The Ecumenical Review*, d'ailleurs munie de bons bulletins bibliographiques, et dans le grand historique publié par Ruth Rouse et Stephen Charles NEILL, *A History of the Ecumenical Movement. 1517-1948* (Londres, S. P. C. K., 1954, xxiv + 822 p.). (Nous le signalons ici, malgré sa date très récente, comme l'une de nos sources et pour les très grands services qu'il rendra, comme histoire de l'un des aspects de la Réforme, à ceux même que n'intéresse pas son sujet propre.) Si importante que soit sa bibliographie de trente-huit pages, nous citerons en note un certain nombre de travaux de nature générale qu'il n'a pas tous relevés<sup>2</sup>.

1. Jürgen W. WINTERHAGER, *Der Weltrat der Kirchen. Sein Ziel und seine Problematik* (Berlin, 1949).

2. T. D. ATKINSON, On the Orientation of Christian Churches (*Church Quarterly Review*, Londres, CXXVIII, 1939, p. 267-279); A. RADENWACHER, *Der religiöse Sinn unserer Zeit und der Ökumenische Gedanke* (Bonn, Hanstein, 1939, vi + 44 p.); V. ZENKOVSKY, Sur le thème œcuménique (*Irenikon*, XVI, 1939, p. 209-230); J. CASPER, *Um die Einheit der Kirche. Gespräche und Stimmen getrennter christlicher Brüder* (Vienne, Beck, 1940, 349 p.); Henri CLAVIER, *L'Église et le monde*, cité (1940); L. BACIGALUPO, The Pan-christian movement (*Catholic historical Review*, XXVII, 1941, p. 316-331); S. M. CAVERT, The Outlook for Church Unity (*Journal of Religion*, Chicago, XXII, 1942, p. 413-422); F. SIEGMUND-SCHULZE, *Die Einigung der christlichen Kirchen. Sammlung von Aussprüchen bedeutender Menschen verschiedener Zeiten* (Bâle, Haus der Bücher, 1942, 124 p.); R. AUBERT, Les efforts vers l'union des Églises en dehors du catholicisme (*Collectanea Medolinensia*, XXXI, 1946, p. 369-387); Marc BÈGNER, *Le problème de l'unité chrétienne* (Paris, 1946); W. A. BROWN, *Toward a United Church. Three Decades of Ecumenical Christianity* (New York, Scribner, 1946, xvi + 264 p.); André PAUL, L'évolution de l'œcuménisme (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1946, p. 760-781) (de l'auteur d'un livre, toujours très utile, sur *L'unité chrétienne. Schismes et rapprochements*, Paris, Rieder, 1930); Th. BECQUET, La « Terre d'Occident », province d'union (*Irenikon*, XX, 1947, p. 55-80); J. A. DIEPENHORST, *De ecumenische beweging* (Amsterdam, Ten Have, 1947, 45 p.); S. C. NEILL, *Towards a United Church* (Londres, 1947); K. BORRME, *Texte zur Geschichte der ökumenischen Bewegung. Verlaubarungen der Welt-Konferenzen. 1910-1947* (Berlin, de Gruyter, 1948, 96 p.); C. W. MÖNNICH, *Una Sancta. De mogelijkheid der christelijke eenheid* (Amsterdam, Elsevier, 1947, 541 p.); H. VAN DER LINDE, *De wereldraad van Kerken. Geschiedenis, ontwikkeling en toekomst der Ecumenische beweging* (Nijkerk, Callenbach, 1948, 143 p.); Lord QUICKSWOOD, Christian Rounion (*Church Quarterly Review*, Londres, CXLVI, 1948, p. 179-190); R. ROUQUETTE, Les mouvements

Nous laisserons de côté les nombreuses publications sur la question de l'unité de l'Église, qui relèvent de la théologie plus que de l'histoire, en n'en signalant que celles qui touchent aux problèmes, plus ecclésiastiques, de l'intercommunion entre membres d'Églises ayant des conceptions différentes sur la Sainte-Cène<sup>1</sup>, de la succession apostolique<sup>2</sup> et des « facteurs non théologiques » de cette situation<sup>3</sup>.

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ŒCUMÉNIQUE a été l'objet — en dehors de l'ouvrage de Ruth Rouse et de S. C. Neill — d'un bon nombre d'études, dont nous ne citerons que quelques-unes. L'une de ses premières manifestations fut l'organisation internationale que les principales sociétés missionnaires

œcuméniques. Où en est l'unité de la chrétienté non romaine? (*Études*, Paris, CCLVIII, 1948, p. 16-41); V. SUBILIA, *Il movimento ecumenico* (Rome, Centro evangelico di cultura, 1948, 106 p.); W. H. VAN DE POL, *Het christelijk dilemma : Katholieke Kerk-Reformatie* (Ruremonde, Romen, 1948, 411 p.); N. Q. M. VAN DOORNIK, *Pelgrims naar de Una Sancta. Hedendaagse belijdenissen* (Utrecht, Spectrum, 1948, 442 p.); Camillo CRIVELLI, S. J., *Sguardi sul mondo protestanti. I : Le Sette* (Rome, ed. Civiltà Cattolica, 1949, 319 p.) (p. 231-258); « Conferenze Panprotestanti »; p. 259-300 : « Ecumenismo protestante »; F. ZU LÖWENSTEIN, *Krise in der Una-Sancta Bewegung?* (*Theologie und Glaube*, Paderborn, II, 1949, p. 97-108); O. ROSSI, *O ecumenismo, uma evolução protestante* (*Revista Eclesiastica Brasileira*, Petropolis, IX, 1949, p. 8-32); G. FLOROVSKI, F. LEENHARDT, R. PRENTER, A. RICHARDSON et C. SPICQ, *La Sainte Église Universelle. Confrontation œcuménique* (Neuchâtel, Delachaux, 1948, 220 p.); Wilhelm MANN, *Die Œkumenische Bewegung. 1932-1948* (Gütersloh, Bertelsmann, 1949) et *Œkumenische Bewegung seit Amsterdam* (*Ibid.*, 1950); J. A. DIEPENHORST, *Hervicuwde Bezinning* (Aalten, De Grafschap, 1950, 56 p.); H. HERMAN, *De nieuwe richtlijnen betreffende de œcumenische beweging* (*Streeven*, IV/1, 1950, p. 120-135); René PACHE, *The Ecumenical Movement* (*Bibliotheca Sacra*, Dallas, CVII, 1950, p. 356-375 et suiv.; éd. française *Œcumenisme*, dans les *Études évangéliques* de la Faculté de Théologie d'Aix, X, 1950, p. 157-252); P. A. VAN STEENVOORT, *Eenheid en schisma* (Nijkerk, Callenbach, 1950, XIX + 224 p.); Marc BOEGNER, *Le mouvement œcuménique* (*Foi et Vie*, janvier-février 1951, p. 2-12); L. HODGSON, *The Ecumenical Movement. Three Lectures given at the University of the South* (Sewanee, Tenn., University Press, 1951, 50 p.); J. C. HOEKENDIJK, *Mission et œcumenisme* (*Le monde non chrétien*, Paris, juillet-septembre 1951); René PACHE, *Rome and the Ecumenical movement. Moving toward the Super-Church. A Biblical Unity* (*Bibliotheca Sacra*, Dallas, CVIII, 1951, p. 53-67, 186-204, 300-309); Oliver S. TOMKINS, *L'Église dans le dessein de Dieu* (numéro spécial de *Foi et Vie*, août 1951); Philippe CHÉRIX, *Pour un vivant œcumenisme* (Neuchâtel, Meisselier, 1952); A. A. ESTEBAN-ROMERO, *Nota informativo-bibliográfica sobre el ecumenismo* (*Estudios Bíblicos*, Madrid, XI et XII, 1952, *passim*); S. FRUSCIONE, *Disagio tra gli ecumenisti* (*Civiltà Cattolica*, Rome, III, 1952, p. 449-459).

1. P. CONORD, *Un nouveau projet en vue de l'intercommunion* (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1949, p. 548-550) (projet des Églises australiennes, exposé par l'évêque anglican de Newcastle, J. DE WITT BATTY, *The Australian Proposals for Intercommunion*, Londres, 1949); numéro spécial du *Student World*, janvier-mars 1950; John MARSH et autres, *Intercommunion* (Londres, S. M. C. Press, 1952, 408 p.); H. CLAVIER, *Les formes élémentaires de l'intercommunion* (*Rev. Hist. et Phil. Rel.*, Strasbourg, 1950).

2. Francis GRAY, *The Apostolic Succession as an Ecumenical Issue* (An Anglican view) (*Ecumenical Review*, IV, 1952, p. 139-150); Henri d'ESPINE, *The Apostolic Succession as an Ecumenical Issue* (*Ibid.*, p. 151-160).

3. Daniel JENKINS, *The Ecumenical Movement and its « Non Theological Factors »* (*Ibid.*, III, 1951, p. 347-356).

se donnèrent<sup>1</sup>. Une première phase du mouvement, illustrée par les Conférences de Lausanne (1927), d'Édimbourg<sup>2</sup> et de Tambaram<sup>3</sup>, fut close par la guerre<sup>4</sup>. William Adams Brown en dressa le bilan dans sa publication *Toward a United Church. Three Decades of Ecumenical Christianity* (New York, 1946). La Conférence de jeunesse d'Oslo (juillet 1947)<sup>5</sup> et la Conférence d'Osby (août 1947)<sup>6</sup> préludèrent à la remise en marche du mouvement, qui tint à Amsterdam (22 août-4 septembre 1948) une grande Assemblée<sup>7</sup> où il perfectionna son organisation, en se donnant un organisme direc-

1. William RICHEY HOGG, *Ecumenical Foundations. A History of the International Missionary Council and its Nineteenth-century Background* (New York, 1952).

2. *Foi et Constitution. Actes officiels de la 2<sup>e</sup> Conférence universelle. Édimbourg, 3-18 août 1937* (Paris, Fischbacher, 1939, 426 p.).

3. *Following the Meeting of the International Missionary Council at Tambaram (Madras). Christmas 1938* (Londres, Oxford Univ. Press, 1939, 7 vol.); *The World Mission of the Church. Findings and Recommendations of the Meeting of the International Missionary Council. Tambaram (Madras, India). Dec. 12 to 29 1938* (Londres, International Missionary Council, 1939, 208 p.); A. BÄVERFELDT, *Tambaram missionens världskonferens* (Stockholm, 1939, 186 p.); F. BÜCHSEL, *Das Problem von Tambaram* (*Theologische Blätter*, XVIII, 1939, p. 268-272); N. MACNICOL, *The Revelation of the World Church. The Message of Tambaram* (*Expository Times*, Édimbourg, LI, 1940, p. 226-230).

4. A. GUNDLACH, *Die Unionbestrebungen in der Gegenwart* (*Christl. Orient in Vergangenheit und Gegenwart*, IV, 1939, p. 97-101); C. NEUHAUS, *Von Lausanne 1927 bis Edinburgh 1937* (*Internat. Kirchl. Zeitschrift*, Berne, XXIX, 1939, p. 193-221).

5. M. SMALL et N. J. BULL, *Oslo calling. The Story of the Second World Conference of Christian Youth* (Londres. Relig. Educ. Press, 1947, 93 p.); L. ZANDER, *La conférence d'Oslo* (*Irenikon*, XXI, 1948, p. 139-163).

6. G. ROSENDAL, *La Conférence œcuménique d'Osby* (*Ibid.*, p. 220-224).

7. Numéro spécial de *Foi et Vie*, août-septembre 1948; G. K. A. BELL, *Documents in Christian Unity* (Oxford, 1948, 3 vol.); Kurt BÖHME, *Die Weltkonferenz in Amsterdam* (Hambourg, 1948); Alan A. BRASH, *Amsterdam 1948* (*Christchurch*, N. Z., A. D.); H. W. NEWELL, *Die Bedeutung der Amsterdamer Kirchenkonferenz* (*Internationale Kirchliche Zeitschrift*, Berne, XXXVIII, 1948, p. 5-11); M. PRIBILIA, *Die Weltkirchenkonferenz von Amsterdam* (*Stimmen der Zeit*, Fribourg en Br., CXLIII, 1948-1949, p. 241-253); Paul CONORD, *Après Amsterdam* (*Foi et Vie*, 1949, p. 96-118); G. CORTI, *L'addembla di Amsterdam* (*Scuola cattolica*, Venegono Inferiore, LXXVII, 1949, p. 265-285); J. FLOROVSKI, *Une vue sur l'assemblée d'Amsterdam* (*Irenikon*, XXII, 1949, p. 5-25); D. C. L., *La première assemblée du Conseil œcuménique des Églises* (*Ibid.*, p. 59-72); G. B. GUZZETTI, *Il movimento ecumenico fino alla conferenza di Amsterdam* (*Scuola Cattolica*, LXXVII, 1949, p. 243-264); Walter MARSHALL HORTON, *Toward a Reborn Church. A Review and Forecast of the Ecumenical Movement* (New York, 1949); Wilhelm MENN, *Die ökumenische Bewegung. 1932-1948* (Gütersloh, Bertelsmann, 1949); R. ROUQUETTE, *La première assemblée du Conseil œcuménique. Amsterdam. 1948* (*Études*, Paris, CCLXI, 1949, p. 3-29); H. VAN DER LINDE, *De eerste steen gelegd. De eerste assemblée van de Wereldraad van Kerken te Amsterdam. 1948* (Amsterdam, ten Have, 1949, 280 p.); W. A. VISSER 't HOOFT, *The First Assembly of the World Council of Churches* (Londres, S. C. M. Press, 1949, 272 p.); *Désordre de l'homme et dessein de Dieu* (Neuchâtel, Delachaux, 1949, 5 vol.) (travaux de l'assemblée); W. A. VISSER 't HOOFT, *L'Église catholique et Amsterdam* (*Foi et Vie*, 1949, p. 119-125); Alan WALKER, *World Encounter. To Amsterdam and Beyond* (Londres, 1949); C. LIALINE, *Le dialogue théologique à Amsterdam* (*Irenikon*, XXIII, 1950, p. 129-163, 278-301); Friedrich SIEGMUND-SCHULTZE, *Das literarische Echo der Weltkirchenkonferenz von Amsterdam* (p. 185-190 des *Christlichen Kirchen der Gegenwart*, 1950); Id., *Zur ökumenische Lage*

teur, le Conseil mondial des Églises, mais qui fut marquée par des déclarations non conformistes de Karl Barth<sup>1</sup> et suivie d'une polémique où ce dernier jugeait durement l'abstention des catholiques<sup>2</sup>. Depuis se sont succédés la Conférence missionnaire de Bangkok<sup>3</sup>, la Commission de Rolle (août 1951)<sup>4</sup>, la Conférence mondiale de « Foi et Constitution » (actuellement la branche théologique du mouvement) (Lund, août 1952)<sup>5</sup> et — pour nous en tenir aux limites de ce *Bulletin* — la réunion du Comité central de Lucknow (décembre 1952)<sup>6</sup>.

Le premier but du Mouvement œcuménique, le RAPPROCHEMENT DES ÉGLISES, à commencer par les protestantes, a obtenu quelques réalisations, s'ajoutant à des conjonctions antérieures : union au Canada entre congrégationalistes, presbytériens et méthodistes (1925)<sup>7</sup>, union en Écosse, en France, à Neuchâtel dont il a déjà été parlé. Aux États-Unis, la « Methodist Episcopal Church », la « Methodist Episcopal Church (South) » et la « Methodist Protestant Church » ont fusionné en 1939 dans une « Methodist Church »<sup>8</sup>. Le plus grand succès « œcuménique », à ce point de vue, a été la réunion, en

der europäischen Kirchen (*Ibid.*, p. 161-167) ; Id., Die ökumenische Bewegung gestern und Heute (*Ibid.*, p. 167-174).

1. « Le corps du Christ se compose de tous ceux qui, chacun à sa place et à sa manière, ont placé leur espérance et toute leur confiance en Jésus-Christ... Il nous est permis d'être les témoins de Dieu. Il ne nous a pas appelés à être ses avocats, ses techniciens, ses *managers*, ses statisticiens et ses chefs d'administration. Nous n'avons donc pas à son service à nous inquiéter de ce genre d'activité-là. »

2. KARL BARTH, J. DANIELOU, R. NIEBUHR, *Amsterdamer Fragen und Antworten (Theologische Existenz heute*, n° 15, Munich, Kaiser, 1949).

3. Article de DEVANANDAN dans *The International Review of Missions*, avril 1950.

4. *Minutes and Reports of the Fourth Meeting of the Central Committee. Rolle (Switzerland)* (Genève, Conseil œcuménique des Églises, 1951, 140 p.) ; ROGER MEHL, Regards sur la future Assemblée œcuménique de Lund (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1951, p. 632-636).

5. *Lund 1952* (Londres, Student Christian Movement Press, 1952) ; JACQUES COURVOISIER, Premières conclusions de Lund (*Foi et Vie*, septembre-octobre 1952, p. 444-449) ; *Rapport de la troisième Conférence mondiale de « Foi et Constitution » tenue à Lund...* (numéro spécial de *Foi et Vie*, mars-avril 1953) ; U. KÜRY, Die dritte Weltkonferenz für Glaube und Kirchenverfassung in Lund... (*Internationale Kirchliche Zeitschrift*, Berne, XLII, p. 229-251, et XLIII, 1953, p. 5-24) ; O. SIMMEL, Die Weltkirchenkonferenz von Lund (*Stimmen der Zeit*, Fribourg, CLI, 1952-1953, p. 412-418).

6. NILS EHRENSTRÖM et RAJAH B. MANIKAM, *Christ the Hope of Asia. Papers and Minutes of the Ecumenical Study Conference for East Asia...* (Madras, Christian Literature Soc., 1953).

7. GEORGE O. PIDGEON, *The United Church of Canada. The Story of the Union* (Toronto, Ryerson Press, 1950, 107 p.).

8. PAUL NEFF GERBER, *The Methodists are One People* (Nashville, 1939) ; JOHN M. MOORE, *The Long Road to Methodist Union* (New York, 1943) ; WILLIAM WARREN SWEET, *Methodist Unification (American Culture and Religion)*, Dallas, 1951). Il faut y joindre la création d'une Église unie, et unique, dans la nouvelle ville « atomique » de Los Alamos : ABRAHAM W. SANGREY, *A Younger Church in America (Ecumenical Review*, III, 1950, p. 29-41). Voir aussi : C. J. BRAND, *The Emergence of the National Presbyterian Church (Journal of the Presbyterian Historical Society*, juin 1950) ; CHARLES CLAYTON MORRISON, *The Ecumenical Trend in American Protestantism (Ecumenical Review*, III, 1950, p. 1-13).



1947, dans une « Church of South India », de l'« Église de l'Inde, de Birmanie et de Ceylan » (diocèses anglicans de Colombo et de Kurunugala), de l'« Église unie de l'Inde du Sud » (diocèse de Jaffna) et de l'« Église méthodiste de l'Inde du Sud<sup>1</sup> », réunion que l'on travaille à étendre à l'Inde du Nord<sup>2</sup> et à Ceylan<sup>3</sup>.

A cette tâche ecclésiastique le Mouvement œcuménique joint des efforts semblables sur le terrain de la piété<sup>4</sup>, des missions<sup>5</sup>, une remarquable activité philanthropique (aide aux Églises, aux réfugiés et aux « déplacés » des pays victimes de la guerre) et des essais d'interventions politiques pour rappeler les doctrines chrétiennes aux gouvernements<sup>6</sup>.

Au total, de grandes ambitions, de belles réalisations sur le plan social et charitable, quelques succès sur le plan ecclésiastique. Mais le dynamisme du mouvement et son souci de ne point « accuser le coup » devant les réserves et les oppositions n'empêchent pas celles-ci de se manifester. Les fusions

1. *The Scheme of Church Union in South India* (7<sup>e</sup> éd., Madras, 1943); C. J. GRIMES, *Towards an Indian Church. The Growth of the Church of India in Constitution and Life* (Londres, S. P. C. K., 1946, 281 p.); A. T. ARANGADEN, *Church Union in South India. Its Progress and Consummation* (2<sup>e</sup> éd., Mangalore, 1947); *The Eastern Churches Quarterly*, VII, octobre 1947, p. 213 et suiv.; J. E. L. NEWBIGIN, *The Reunion of the Church. A Defense of the South India schema* (Londres, S. C. M. Press, et New York, Harper, 1948, 192 p.); Id., *A South India Diary* (Londres, S. C. M. Press, 1951, 151 p.); A. E. J. RAWLINSON, *The Church of South India* (Londres, Hodder, 1951, 128 p.); Stephen NEILL, *Christian Partnership* (Londres, 1952).

2. Oliver S. TOMKINS, *Issues of Church Union in the Indian Sub-continent* (*Ecumenical Review*, III, 1951, p. 271-278); *The Plan of Church Union in North India and Pakistan* (Madras, 1951).

3. Rapport de théologiens anglicans, publ. par le Church Information Board, Londres, 1951.

4. Oliver TOMKINS, *Um die Einheit der Kirche. Eine Einführung in die Tätigkeit des Ausschusses für Glauben und Kirchenverfassung im Ökumenischen Rat der Kirchen* (Munich, Kaiser, 1951, 146 p.).

5. Sur la conférence mondiale missionnaire qui s'est tenue en juillet 1952 à Willingen (Hesse) : Cecil NORTHCOTT, *Christian World Mission. An Interpretation and Discussion based on Themes and Findings of the I. M. C. World Conference, Willingen* (Londres, Lutterworth Press, 1952, 40 p.); et le recueil édité par Walter FREYTAG, *Mission zwischen Gestern und Morgen. Vom Gestaltenwandel der Weltmission der Christenheit im Licht der Konferenz des Internationalen Missionsrats in Willingen* (Stuttgart, Evang. Missionsverlag, 1952, 126 p.).

6. *The Treysa conference on « The Biblical Doctrine of Law and Justice »* (Genève, 1950, 69 p.). Une déclaration du Comité central du Conseil mondial des Églises tenu à Toronto en juillet 1950, condamnant l'« agression » commise par la Corée du Nord, souleva aussitôt la protestation de l'évêque réformé hongrois Bereczky et de nombreuses réserves, notamment d'un congrès d'intellectuels protestants; les organismes centraux œcuméniques firent savoir que leur déclaration n'engageait pas les Églises-membres : textes dans *Réforme*, Paris, 18 novembre 1950; voir aussi l'article de Roger MEHL, *Ecumenical Review* (janvier 1951), son résumé : Le Conseil œcuménique peut-il entreprendre une action politique? et la note : Le Comité exécutif du Conseil œcuménique à Bièvres (*Foi et Vie*, mars-avril 1951, p. 174-181). Voir aussi : Theodor SCHIEDER, *Kirchenspaltungen und Kirchenunionspläne und ihre Rückwirkungen auf die politische Geschichte Europas* (*Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 1952, p. 591-605).

ou les unions réalisées laissent, comme à l'ordinaire, leurs séquelles de mécontents et de non-conformistes : la fusion méthodiste, aux États-Unis, a été plusieurs fois entravée<sup>1</sup>; l'union entre les Églises congrégationalistes chrétiennes et l'Église évangélique et réformée a été arrêtée par un recours en justice d'une communauté faisant valoir que, dans le système congrégationaliste strict, les organismes centraux ne peuvent engager les communautés locales<sup>2</sup>. Des oppositions de caractère théologique limitent le mouvement, non seulement du côté catholique<sup>3</sup>, mais, dans le protestantisme, auprès des « sociaux » et des « libéraux » regrettant le « premier œcuménisme » d'avant la dernière guerre, celui de Soederblom et d'ailleurs repoussés par la devise « Jésus-Christ Dieu et Sauveur » adopté à Amsterdam<sup>4</sup> et dans l'orthodoxie traditionnelle, à qui l'œcuménisme paraît faire peu de cas de la vérité, tout en tendant à constituer une « super-Église » et à rapprocher le protestantisme de l'Église de Rome<sup>5</sup>. Les extrémistes de cette tendance aux États-Unis (« fondamentalistes »), dirigés par le Rév. Carl Mac

1. Walter MAC ELREATH, *Methodist Union in the Courts* (New York, Abingdon Press, 1946, 318 p.) (compte rendu de six jours de débats, devant un tribunal civil, sur l'union de trois confessions méthodistes américaines en 1939, union contestée par l'une de leurs communautés); Gus TUBERVILLE, *Religious Schism in the Methodist Church. A sociological Analysis of the Pine Grove Case (1939-1944)* (*Rural Sociology*, Raleigh, N. C., XIV, 1949, p. 28-39).

2. *The Basis of Union of the Congregational Christian Churches and the Evangelical and Reformed* (dern. éd., 1947); *Supreme Court of the State of New York, County of Kings. Judgment* (20 février 1950).

3. Voir les études de BACIGALUPO, AUBERT, ROUQUETTE, ROSSI, ESTEBAN-ROMERO, FRUSCIONE et autres cités dans une note précédente, et aussi : R. P. CONGAR, *Divided Christendom. A Catholic Study of the Problem of Reunion* (Londres, Century Press, 1939, xv + 298 p.); J. HARTOG, *Eenheidsidealen. Het standpunt der afgescheiden Kerken onder Katholieke belichting* (*Studium*, CXXXIV, 1940, p. 35-50); Igino GIORDANI, *Crisi protestante e Unità della Chiesa* (3<sup>e</sup> éd., Brescia, « Morcelliana », 1945, 367 p.); R. AUBERT, *Le Saint-Siège et l'Union des Églises. Textes choisis et introduits* (Bruxelles, Éd. universitaires, 1947, 160 p.); K. E. SKYDSGAARD, *Den romersk katolske Kirke og den okumeniske Bevegelse* (*Scensk Teologisk Kvarterskrift*, XXIII, 1947, p. 309-326); H. VAN DER LINDE, *Rome en de Una Sancta. Het œumenisch vraagstuk en de arbeid van Rome voor de hereniging der Kerken* (Nijkerk, 1947, 395 p.); J. KEIJNTJENS, *Benoît XV et l'union des Églises* (*Irénikon*, XXI, 1948, p. 193-200); W. A. VISSER'T HOOFT, *L'Église catholique et Amsterdam*, cité (1949); décret du Saint-Office sur le Mouvement œcuménique, du 31 janvier 1950 (notamment *Foi et Vie*, septembre-octobre 1950, p. 486-495); P. DAMBORIENA, *Roma y el ecumenismo. Glosas historicas a una instrucción del Santo Oficio* (*Razon y Fé*, Madrid, CXLII, 1950, p. 85-108); Ulrich VALESKE, *Das Gespräch zwischen Katholiken und Protestanten* (p. 174-180 des *Christlichen Kirchen der Gegenwart*, 1950); J. GOOD, *The Catholic Church and the reunion of Christendom* (*Irish Ecclesiastical Record*, Dublin, LXXIII, 1950, p. 297-305); W. NICHOLLS, *Ecumenism and Catholicity* (Londres, S. C. M. Press, 1952, 152 p.).

4. Philippe CUÉRIX, *Pour un vivant œcuménisme* cit. (1952); André BOUVIER, *L'œcuménisme au carrefour* (*Foi et Vérité*, Genève, 1950). Voir aussi l'étude de P. POLLET, *L'anglicanisme libéral et le Mouvement œcuménique* (*Revue de l'Université d'Ottawa*, XVII, 1947, p. 219-238 et 133\*-168\*).

5. A. M. VAN DER LUAR KRAFFS, *Niet meer « krijzinnig » maar « œumenisch »* (Assen, Van Gorcum, 1940, 15 p.); René PACHE, *Œcuménisme* (1950) et article cités.

INTIRE<sup>1</sup>, ont créé un « antioécuménisme », le Conseil international d'Églises chrétiennes (I. C. C. C.), qui a, lui aussi, ses grandes Assemblées internationales, Amsterdam, août 1948<sup>2</sup>; Bangkok, 1949; Genève, août 1950<sup>3</sup>; São Paulo, juillet 1951<sup>4</sup>; Manille, novembre-décembre 1951; Philadelphie, août 1954), son organisation<sup>5</sup> et sa revue, *The Reformation Review*, d'ailleurs aussi « orientée », mais beaucoup moins riche que l'*Ecumenical Review*.

L'importance présente de cette réaction organisée semble réduite<sup>6</sup>, limitée qu'elle est par son programme uniquement polémique et par le constant mélange politico-religieux de son anticommunisme<sup>7</sup> : elle n'a même pas réussi à s'étendre à tous les « fondamentalistes », dont l'aile « gauche », groupée, aux États-Unis, dans la National Association of Evangelicals, réprouve ses violences. Plus menaçant, semble-t-il, pour le mouvement œcuménique est le fait que l'anglicanisme ne le soutient que dans la mesure où il peut en être le bénéficiaire<sup>8</sup> et que le luthéranisme, qui lui apporte théo-

1. De cet auteur, président de l'I. C. C. C. : *Twentieth Century Reformation* (2<sup>e</sup> éd., Collingswood, N. J., Christian Beacon Press, 1945, xi + 226 p.) ; *Modern Tower of Babel* (Ibid., 1949, xiii + 304 p.).

2. *A Twentieth Century Reformation. Second Congress of the I. C. C. C. Geneva, Switzerland. August 16-23, 1950* (47 p.).

3. Sur un premier passage en Amérique latine, où le Rév. MAC INTIRE était allé combattre une réunion œcuménique (été 1949), sa brochure *The Struggle for South America. First Missionary Journey* (Collingswood, Christian Beacon Press, 64 p.).

4. *Presenting an International Council of Christian Churches* (New York, American Council of Christian Churches, 1948, 52 p.).

5. *Modern Tower of Babel*, p. 224 et suiv. ; *Reformation Review*, octobre 1953, p. 52 et suiv.

6. Au départ, par exemple (conférence d'Amsterdam), sur les quatorze unions d'Églises des États-Unis officiellement représentées, seules étaient de quelque importance la General Association of Regular Baptist Churches, à laquelle MEAD (*Handbook of Denominations*) donne 85.000 membres, les Independent Fundamental Churches (65.000), l'Église de Mac Intire, Orthodox Presbyterian Church (13.928) et les restes de la Southern Methodist Church (5.325). L'United Christian Church n'en a que 676 et les autres dénominations doivent être plus petites, car je ne les trouve ni dans Mead, ni dans les *Small Sects* de Clark. Mais ces communautés font un gros effort financier, dont la moitié va aux « Missions ».

7. On en jugera par son livre *The Rise of the Tyrant*, « exposé de l'idéologie communisante des leaders ecclésiastiques américains », et par sa brochure *Russia's most Effective Fifth Column in America* (Collingswood, N. J., Christian Beacon Press).

8. L'anglicanisme officiel a beaucoup discuté sur l'admissibilité de l'Union de l'Inde du Sud, où les privilèges de l'ordination anglicane ne semblaient pas suffisamment préservés : voir L. HODGSON, *Anglicanism and South India* (Cambridge Univ. Press, 1943, 26 p.) ; W. J. HEGARTY, *The Latest Crisis in Anglicanism : the South India Scheme* (*Irish Ecclesiastical Record*, LXX, 1948, p. 1-16) ; le livre cité de NEWBIGIN, *The Reunion of the Church : a Defense of the South India Scheme* (1948). D'où les publications suivantes : J. K. A. BELL, *Christian Unity. The Anglican Position* (Londres, Hodder et Stoughton, 1948, 192 p.) ; L. A. HASELMAYER, *Lambeth and Unity* (New York, Morehouse-Gorham, 1948, 162 p.) ; PAUL CONORD, *Anglicanisme et œcuménisme (Foi et Vie, mai-juin 1949, p. 215-226)* ; H. KARDANV, *Gli anglicani e il movimento ecumenico nel 1948* (*Scuola Cattolica*, Venogono Inferiore, LXXVII, 1949, p. 332-338). Aussi, en 1951, les docteurs anglicans qui examinèrent le projet d'Église unie de Ceylan précisèrent-ils qu'elle ne ferait pas partie de la communion anglicane, « bien qu'intimement unie à elle dans le domaine de l'éthique et de la liturgie ».

riquement le plus grand nombre d'adhérents, songe surtout à « reluthéraniser » ceux-ci<sup>1</sup>. S'il y a lutte, elle sera entre confessionnalisme et œcuménisme. Du moins ce dernier a-t-il à son service des hommes de valeur, dont quelques-uns ont fait l'objet de notices dans la collection « Œkumenische Profile » (Berlin, Heimatsdienst Verlag)<sup>2</sup>.

II. L'« ÉTABLISSEMENT » THÉOLOGIQUE ET ECCLÉSIASTIQUE. Plus que par des entreprises unionistes, toujours un peu artificielles et d'un succès contesté, l'unité du protestantisme contemporain est constituée, profondément, ou du moins manifestée par les grands problèmes qui se posent à toutes ses dénominations et auxquels elles donnent, sinon une seule réponse, du moins un fort petit nombre de réponses<sup>3</sup>.

Il sera peu question ici des problèmes de la foi, et parce qu'ils relèvent d'une autre discipline que l'histoire et parce que nous avons déjà donné la bibliographie récente des grands théologiens protestants de l'époque moderne et contemporaine à propos de leurs pays respectifs. On se bornera donc à renvoyer à quelques histoires de la théologie protestante d'hier et d'aujourd'hui<sup>4</sup>. Mais, si la théologie proprement dite échappe à l'historien,

les théologiens des Églises non anglicanes intéressées devant se contenter « de constater que leurs ministères ont été reconnus dans le projet comme de vrais ministères de la parole et des sacrements ». — Sur l'attitude particulière de la « Broad Church » : J.-V.-M. POLLET, L'anglicanisme libéral et le mouvement œcuménique (*Revue de l'Université d'Ottawa*, XVII, 1947, p. 219-238 et 133-168).

1. R. BRING, Luthersk teologi inför det ekumeniska arbetet (*Lunds Universitetets Årsskrift*, Lund, XLV, 1949, p. 35-45); A. NYGREN, Lutherdomen och Ekumene (*Ibid.*, p. 5-16); M. PRIBILIA, Il protestantesimo tedesco e il movimento ecumenico (*Scuola Cattolica*, LXXVII, 1949, p. 327-332).

2. G. GLOEDE, *Bischof Brent*; J. RYBERG, *Samuel Mc Crea Cavert*; M. SCHLUNK, *John Mot*; R. MACKIE, *Oliver Tomkins*. Sur le premier, voir aussi : A. C. ZABRISKIE, *Bishop Brent, crusader for Christian unity* (Philadelphie, Westminster Press, 1948, 217 p.).

3. Karl BARTH, *Die protestantische Theologie im 19 Jahrhundert* cité; Ernest ROCHAT, *Le développement de la théologie protestante française au XIX<sup>e</sup> siècle* (Genève, Georg, 1942, 443 p.); Louis PERRIRAZ, *Histoire de la théologie protestante aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles* (Neuchâtel, Messelier, 1949 et 1951, 2 vol.). La grande œuvre de E. HIRSCH, *Geschichte der neuern evangelischen Theologie im Zusammenhang mit den allgemeinen Bewegung des europäischen Denkens* (t. I, Gütersloh, Bertelsmann, 1949; t. II et III, *Ibid.*, 1951), qui commence à la guerre de Trente ans, n'atteindra son terme (milieu du XIX<sup>e</sup> siècle) qu'avec son cinquième volume.

4. A. E. GARVIE, *Fifty Years Progress in Theology* (*Expository Times*, Edimbourg, LI, 1939, p. 37-42); L. B. GILMORE, *The Present State, Progress and Prospects of Reformed Theology* (*Westminster Theological Journal*, I, 1939, p. 65-88); F. H. HENRY, *Fifty Years of Protestant Theology* (Boston, Wilde, 1950, 113 p. Trad. abrégée, La théologie protestante pendant le dernier demi-siècle, dans les *Études évangéliques* de la Fac. de Théologie d'Aix, XI, 1951, p. 50-61, 73-86); W. Norman PITTENGER, *The Historic Faith in a Changing World* (New York, Oxford Univ. Press, 1950, 181 p.); Arnold S. NASH, *Protestant Thought in the Twentieth Century* (New York, Macmillan, 1951, 296 p.) (l'auteur assure que la théologie américaine jouera le rôle de l'anglaise au XIX<sup>e</sup> siècle et de la romaine dans la première partie de l'histoire de l'Église); *Theologie und Liturgie*, recueil publié à l'occasion de l'Assemblée luthérienne de Hanovre (Cassel, Stauda, 1952, 354 p.).

les modes et les « affaires » théologiques sont de son ressort. Il constatera donc, en gros, que l'époque présente est caractérisée par un intellectualisme et un dogmatisme qu'illustre très suffisamment l'abondance de nos références relatives à Barth (et à Kierkegaard, considéré comme son prédécesseur) : autre trait de ce nouvel « établissement » du protestantisme que nous avons déjà signalé. Il n'appartient pas à l'historien de décider si cette orthodoxie protestante d'aujourd'hui est dans la ligne de l'orthodoxie protestante classique. Elle se présente volontiers comme ayant presque anéanti le « libéralisme » de jadis et de naguère, bien que, au demeurant, celui-ci ait des représentants dans tous les protestantismes actuels<sup>1</sup>. Cependant, son attitude devant la « base formelle » des mouvements sortis de la Réforme, les ÉCRITURES, semble plus proche de ce libéralisme que de l'ancienne orthodoxie, littéraliste et théopneuste, par sa confiance en l'exégèse critique<sup>2</sup>, son détachement du principe réformé d'une « Révélation close<sup>3</sup> », son assurance que la Parole de Dieu est voilée, dans les Écritures, par des « mythes » qu'il faut ou réduire comme créés par les hommes<sup>4</sup> ou respecter comme voulus par Dieu et expliciter « typologiquement<sup>5</sup> ».

1. Allemagne : J. RATHJE, *Die Welt des freien Protestantismus... Dargest. an Leben u. Werk von Martin Rade* (Stuttgart, Klotz).

Pays anglo-saxons et Europe centrale : E. M. WILBUR, *A History of Unitarianism in Transylvania, England and America* (Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press, 1952, x + 518 p.).

Pays-Bas : H. A. DAMBRINCK, *Het modernisme in de Hervormde (Gereformeerde) Kerken in Nederland, België en Frankrijk, wederlegd met en beroep op den Bijbel* (Utrecht, 1940, 52 p.); BEVERSHUIS, *De vrijzinnig-hervormden in de huidige kerkelijke situatie* (Assen, Van Gorcum, 1947, 22 p.); H. FABER, *Gedachten over de Kerk in het vrijzinnig Christendom* (Arnhem, Van Loghum Slaterus, 1947, 112 p.).

France : Le ton dont certains parlent aujourd'hui des pasteurs « libéraux » de jadis est donné par l'article de Paul ROMANE-MUSCULUS, Histoire des dogmes dans une petite paroisse (Pouzauges, en Vendée) (*Foi et Vie*, mars-avril 1950, p. 142-158), qui provoqua des Rectifications, de Jacques METZGER (*Ibid.*, septembre-octobre 1950, p. 480-483). Le fait est, d'ailleurs, que les deux protestants les plus connus de leurs compatriotes, Albert Schweitzer et André Siegfried, sont présidents de l'Association libérale française.

Les protestants libéraux du monde entier sont groupés dans une Association internationale qui tient des assemblées périodiques : voir *II<sup>e</sup> Assemblée mondiale d'après-guerre du Christianisme libéral*. Berne, 1947 (Mulhouse, impr. Bader, 1948, 170 p.).

2. La publication d'une version révisée de la Bible anglaise a fait scandale dans les milieux religieusement conservateurs : *An Introduction to the Revised Standard Version of the New Testament by Members of the Revision Committee* (International Council of Religious Education, 1946, 72 p.); George V. SCHICK, *The Holy Bible, Revised Standard Version* (*Concordia Theological Monthly*, XXIV, 1953, p. 1-12).

3. O. DILSCHNEIDER, *Evangelische Offenbarung. Die Grundlagen der evangelischen Theologie* (Gutersloh, Bertelsmann, 1939, VIII + 202 p.).

4. Voir les références sur Bultmann.

5. F. MICHAELI, La « typologie » biblique (*Foi et Vie*, janvier-février 1952, p. 11-18) (d'après P. DANIELOU, *Sacramentum futuri. Études sur les origines de la typologie biblique*, Paris, Beauchesne, 1950, 265 p.). Polémique significative dans le journal américain *Christian Century* au sujet des articles « conservateurs » (février-mars 1946) de Otto A. Piper, de la Faculté



Du moins la « base réelle » de la Réforme, le CHRIST SEIGNEUR ET UNIQUE SAUVEUR, est-elle conservée et même renforcée. Si sa personne et son enseignement historiques sont moins pris en examen qu'au siècle passé, sa seigneurie et son retour attendu sont fortement mis en lumière<sup>1</sup>. De là, devant la menace d'une Vierge comédienne, une unanimité qui tranche sur d'autres discussions<sup>2</sup>.

On a vu, par les références sur l'œuvre d'Emil Brunner et son débat avec Karl Barth, que le problème de la NATURE DE L'HOMME, plus ou moins profondément atteint par le péché, continue à passionner la théologie protestante<sup>3</sup>. Elle reste ferme sur la justification par la seule Grâce divine, « articulus stantis aut cadentis Ecclesiae » pour la Réforme<sup>4</sup>. Un livre de B. CITRON, *New Birth. A Study of Evangelical Doctrine of Conversion in the Protestant Fathers* (Edimbourg, University Press, 1951, 215 p.), passe en revue les pensées et les « techniques » diverses de ces Pères. Le premier d'entre eux, Luther, est à l'origine d'une théologie de l'angoisse et d'une technique de la conversion dans l'angoisse qui, laïcisées, ont aujourd'hui un beau succès : voir Oskar PRIESTER, *Das Christentum und die Angst* (Zurich, 1944).

En ce qui concerne les PROBLÈMES DE LA VIE CHRÉTIENNE, le succès du pentecôtisme et sa pratique des cures par la foi ont attiré sur elles l'atten-

tion de Théologie de Princeton. Voir aussi : Alan RICHARDSON et autres, *Biblical Authority for today* (Londres, S. C. M. Press, 1951, 347 p.).

1. H. DIEM, Das eschatologische Problem in der gegenwärtigen Theologie (*Theologische Rundschau*, Tubingue, XI, 1939, p. 228-246) ; M. GÉTAZ, *Les variations de la doctrine christologique chez les théologiens protestants de la Suisse romande au XIX<sup>e</sup> siècle* (Fribourg, impr. S. Paul, 1940, xvi + 289 p.) ; L. STAEHELIN, *Christus praesens. Vorwägungen zu einer Grundfrage der Kirchen- und Dogmengeschichte* (Munich, Lemp, 1940, 77 p.) ; Th. GRIN, *Le monde religieux. I : L'état actuel de la controverse messianique* (Lausanne, Concorde, 1942) ; R. HAUGE, *Innarnasjon og opstandelse. Til spørsmålet om den historiske åpenbaring* (Oslo, Dybwad, 1942, viii + 336 p.) ; J. G. HOFFMANN, *Les Vies de Jésus et le Jésus de l'histoire* (Paris, 1947) ; J. S. LAWTON, *Conflict in Christology. A Study of British and American Theologians from 1889-1914* (Londres, S. P. C. K., 1947, ix + 331 p.) ; W. R. MATTHEWS, *The Problem of Christ in the Twentieth Century* (Londres, Cumberledge, 1950, 88 p.).

2. Hans ASMUSSEN, *Maria die Mutter Gottes* (Stuttgart, 1950, 61 p.) ; Jean BOSCH et autres, *Le protestantisme et la Vierge Marie* (Paris, « Je sers », 1950, 109 p.) ; G. MIEGGE, *La Vierge Maria. Saggio di storia del dogma* (Torre Pellice, Claudiana, 1950, 220 p.) ; recueil *Dialogue sur la Vierge* (Paris, Vito, 1950) (entre plusieurs auteurs catholiques et protestants) ; Max THURIAN, *Le dogme de l'Assomption (Verbum Caro, Neuchâtel, n° 17)* ; Lucien MARCHEAND, *Le contenu évangélique de la dévotion mariale (Foi et Vie, septembre-octobre 1951, p. 509-521)* ; recueil *Das neue Mariendogma im Lichte der Geschichte und im Urteil der Ökumene*, dirigé par Fr. HEILER (cahier spécial d'*Ökumenische Einheit*, 1951, n° 2, 160 p.) (essentiel pour l'historien, comme passant en revue les réactions).

3. Voir aussi : Georges CRESPEY, *Le problème d'une anthropologie théologique* (numéro spécial des *Études théologiques et religieuses* de la Fac. de Théologie de Montpellier, 1950) ; Max THURIAN, *L'anthropologie réformée (Irenikon, XXV, 1952, p. 20-52)*.

4. P. LEHMANN, *Forgiveness. Decisive issue in Protestant Thought* (New York, Harper, 1940, xv + 234 p.) ; H. R. MACKINTOSH, *The Christian Experience of Forgiveness* (8<sup>e</sup> éd., 1947) ; H. VAN DER LINDE et autres, *Geloofsinhoud en geloofsbeleving. Een pelling binnen Reformatie en Katholieke Kerk in Nederland* (Utrecht, « Spectrum », 1951, 367 p.).

tion des théologiens : d'où une abondance de publications, généralement favorables, alors que naguère encore seuls quelques « dissidents » en soutenaient la légitimité<sup>1</sup>. On a déjà signalé, à propos des « sectes », l'importance que les « dons du Saint-Esprit » prennent dans la doctrine et la pratique de nouvelles communautés, pentecôtistes et autres : ces manifestations sont jugées par le pasteur Philippe de Félice<sup>2</sup>, d'un point de vue très exactement « réformé », avec une sévérité que nous n'avons pas cru devoir suivre dans notre *Illuminisme*.

Après un certain désintérêt à l'égard des SACREMENTS, que certains mouvements (Quakers, Armée du Salut) supprimaient même, la pensée protestante leur donne une nouvelle attention. La doctrine et la pratique luthériennes, ramenées à leur origine, y sont pour beaucoup : bien significatif est le titre de l'appel du pasteur Otto ETZOLD à ses collègues, *Gottes Kraft in Taufe und Abendmahl* (Gütersloh, 1952, 85 p.) ; il l'est également de voir un théologien tel que Gerardus VAN DER LEEUW publier une *Sakramentstheologie* (Nijkerk, Callenbach, 1949, 355 p.), que l'on ne s'étonne pas de voir traduire en allemand (Cassel). On pourra comparer les études des calvinistes Charles WESTPHAL, Le sens de la Sainte-Cène dans l'Église réformée (*Foi et Vie*, janvier-février 1940), F. J. LEENHARDT, *Le sacrement de la Sainte-Cène* (Neuchâtel, Delachaux, 1949, 123 p.), et Jean CADIER, La doctrine calviniste de la Sainte-Cène (*Études théologiques et religieuses* de la Faculté de Théologie de Montpellier, 1951), des pasteurs luthériens R. WOLFF, M. SWEETING et Th. SÜSS, *La Sainte-Cène* (Strasbourg, Libr. Oberlin, 1947), de R. R. OSBORN, *Holy Communion in the Church of England* (Londres, Lutterworth Press, 1949, 153 p.), et de J. C. BOWMER, *The Sacrament of the Lord's Supper in the Early Methodism* (Londres, Black, 1951, xi + 248 p.). Des comparaisons entre les diverses doctrines chrétiennes à ce sujet sont établies dans le livre classique du Dr Yngve BRILIOTH, actuellement archevêque d'Upsal, *Nattvarden i evangelisk Gudstjänst* (1926 ; 2<sup>e</sup> éd., Stockholm, 1951, 421 p. Trad. angl., *Eucharistic Faith and Practice, Evangelical and Catholic*, Londres, S. P. C. K., 1930 ; rééd. 1934). L'*Abendmahlsgepräch* de J. SCHNIEWIND et E. SOMMERLATH (Berlin, Töpelmann, 1952, 54 p.) donne les exposés qui avaient servi de base à une rencontre sur la Sainte-Cène tenue en 1947 par des représentants des Églises luthérienne, réformée et « unie » d'Allemagne. De la théologie on passe à la piété avec l'importante *Geschichte der Abendmahlsfrömmigkeit* de Hans PREUSZ (Gütersloh, Bertelsmann, 1949, 287 p.).

1. Ernst JAHN, *Die Heilungskräfte Jesus* (Berlin, Evangelisches Verlagsamt, 1951) ; Georges CRESPEY, *La guérison par la foi* (Neuchâtel, Delachaux, 1952) ; Phyllis GARLICK, *Man's Search for Health. A Study in the Interrelation of Religion and Medicine* (Londres, Highway Press, 1952, 344 p.) ; Bernard MARTIN, *Le ministère de la guérison dans l'Église* (Genève, « Labor et Fides », 1952, 173 p.) ; Leslie D. WEATHERHEAD, *Psychology, Religion and Healing* (New York et Nashville, Abingdon-Cokesbury Press, 1952, 543 p.).

2. *Foules en délire, extases collectives. Essai sur quelques formes inférieures de la mystique* (Paris, Albin Michel).

Aucun problème n'a plus divisé les Églises de la Réforme que celui du BAPTÊME, de son sens et, par là, de la légitimité du baptême des enfants, car il fut le point de séparation des anabaptistes, puis des baptistes et de beaucoup d'Églises de professants. Depuis, les positions s'étaient fixées, les confessions anglicane<sup>1</sup>, luthérienne et réformée faisant du pédobaptisme l'une de leurs caractéristiques essentielles. Actuellement, si les deux premières maintiennent leurs positions traditionnelles, la troisième, dans tout le monde protestant, semble se laisser gagner par la thèse baptiste; en tout cas, elle prétend souvent accepter à la fois des thèses contradictoires, comme il est arrivé dans l'Église Réformée de France, où le problème s'est posé récemment avec virulence. D'où une abondante littérature, dont nous ne pouvons qu'énumérer les titres principaux<sup>2</sup>.

1. Sur une question connexe : D. S. BAILEY, *Sponsors at Baptism and Confirmation. An historical Introduction to Anglican Practice* (Londres, S. P. C. K., 1952, 162 p.).

2. J. G. WOELDERINK, *De gevaren der doopersche geestesstroaming* ('s Gravenhague, Guido de Bres, 1941, 128 p.); OSCAR CULLMANN, La signification du baptême dans le Nouveau Testament (*Revue de Théologie et de Philosophie de Lausanne*, 1942, p. 121 et suiv.) (pédobaptiste); EMMAUEL KELLERHALS, *Die Tauffrage auf dem Missionsfeld* (Bâle, Verlag der Basler Missionsbuchhandlung, 1942); KARL BARTH, *Die kirchliche Lehre von der Taufe* (2<sup>e</sup> éd., Zollikon-Zürich, Evang. Verlag, 1943, 48 p. Trad. La doctrine ecclésiastique du baptême, *Foi et Vie*, janvier-février 1949) (antipédobaptiste); OSCAR CULLMANN, *Urchristentum und Götendienste* (Bâle, Major, 1944) (pédobaptiste); H. GROSSMANN, *Ein Ja für Kindertaufe* (Zürich, Zwingli Verlag, 1944); F. J. LLENHARDT, *Le baptême chrétien, son origine, sa signification* (Neuchâtel, Delachaux, 1944) (antipédobaptiste); G. MIEGGE, *Il battesimo dei fanciulli nella storia, nella teoria, nell'prassi* (Torre Pellice, Claudiana, 1944, 117 p.) (pédobaptiste); PAUL-LÉON PERRET, *Un seul baptême* (Neuchâtel) (antipédobaptiste); E. SMILDE, *Een eeuw van strijd over Verbond en Doop* (Kampen, Kok, 1946, IV + 367 p.); G. C. BERLOUWER, *Karl Barth en de kinderdoop* (Kampen, Kok, 1947, 168 p.); *Faut-il baptiser nos enfants? Synode général de l'Église réformée des Pays-Bas* (La Haye, Boekencentrum, 1947, 15 p.) (pédobaptiste); J.-S. JAVET, Notice historique sur la question du baptême des enfants dans l'Église neuchâteloise (*Verbum Caro*, Neuchâtel, I, 1947, p. 44-48); THÉO PRESS, Le baptême des enfants et le Nouveau Testament. Notes communiquées à la Commission du baptême de l'Église Réformée de France (*Ibid.*, p. 113-122); H. BRUSTON, Informations sommaires sur les problèmes relatifs au baptême (*Revue de Théologie de la Fac. de Théologie d'Aix*, VIII, 1948, p. 119-134); OSCAR CULLMANN, *Le baptême des enfants et la doctrine biblique du baptême* (Neuchâtel, Delachaux, 1948); W. F. FLEMINGTON, *The New Testament Doctrine of Baptism* (Londres, 1948); J. C. GROOT, De strijd rond de kinderdoop in de Kerken der Reformatie (*Nederlandsche Katholieke Stemmen*, Zwolle, XLIV, 1948, p. 336-347); *Baptism Today* (Londres, Press and Publications Board of the Church of England Assembly, 1949); *The Sacrament of Baptism. Congregational Union of England and Wales* (Londres, Independent Press, 30 p.); articles de KARL BARTH, ROGER MEHL, J. J. VON ALLMEN, FRANZ J. LLENHARDT (*Foi et Vie*, janvier-février 1949); ANDRÉ BENOÎT, Le problème du pédobaptisme (*Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, Strasbourg, XXVIII-XXIX, 1948-1949, p. 132-141); R. HOLTE, Svenska Kyrkan och lekmanadöpet. En studie till det utgående 1800-talets kyrkohistoria (*Kyrkohistorisk Aarskrift*, Upsal et Stockholm, L, 1950, p. 165-215); FRANZ J. LLENHARDT, Pédobaptisme catholique et pédobaptisme réformé (*Études théologiques et religieuses de la Fac. de Théologie de Montpellier*, 1950); JOACHIM BECKMANN, *Die christliche Ordnung der Taufe* (Stuttgart, Evangelische Verlagswerk, 1950, 55 p.); PETER BRUNNER, *Aus der Kraft des Werkes Christi* (Munich, Evangelischer Presseverband für Bayern, 1950, 78 p.); F. LOVSKY, Notes d'histoire pour contribuer à l'étude

La tendance générale de la psychologie et de la vie pratique qui amène actuellement à s'occuper de l'inconscient, à le libérer et à le purifier, notamment par les méthodes de la psychanalyse, se traduit dans le protestantisme par une attention, toute nouvelle dans la plupart de ses milieux, portée à la CURE D'ÂME, avec chez certains un intérêt pour la confession et l'absolution, tout naturel dans la confession luthérienne, où elles étaient au moins de tradition, mais qui s'étend aussi aux réformés<sup>1</sup>.

Refaisant d'une manière extraordinairement précise toutes les expériences du XVI<sup>e</sup> siècle, notre époque et le protestantisme, qui en est une des expressions, en même temps qu'ils sont obsédés par un subconscient auquel il faut bien donner ici son nom théologique de péché, aspirent avec une force redoublée à un changement d'ensemble qui, en langage religieux, est le retour du Christ et la venue du royaume de Dieu. On en a dit les manifestations organisées dans les mouvements adventistes et illuministes. Indiquons-en quelques expressions théologiques<sup>2</sup>.

du problème baptismal. I : L'Église ancienne baptisait-elle les enfants? II : L'inquiétude antipédobaptiste depuis la Réforme (*Foi et Vie*, mars-avril 1950, p. 10-138); Pierre-Ch. MARCEL, *Le baptême sacrement de l'Alliance* (numéro spécial de la *Revue réformée*, octobre 1950, 212 p.) (essentiel pour la position pédobaptiste); Friedrich GRUENAGEL, *Was ist Taufe? Eine Auseinandersetzung mit Karl Barth* (Stuttgart, Evang. Verlag, 1951, 112 p.); John MURRAY, *Christian Baptism* (*The Westminster Theological Journal*, mai et novembre 1951. Publ. en volume, par l'Orthodox Presbyterian Church, Philadelphie, 1952, 93 p.) (pédobaptiste); André BENOÎT, *Le baptême chrétien au second siècle* (Paris, P. U. F., 1952, 243 p.); A. F. J. KLIJN, *De discussie in de Church of England over de relatie tussen doop en confirmatie* (*Nederlands Theologisch Tijdschrift*, Wageningen, VI, 1952, p. 257-271).

1. P. ALTHAUS, *Evangelium und Konfession. Zur Auseinandersetzung mit Helmuth Rittel* (*Luthertum*, 1939, p. 289-297); J.-D. BENOÎT, *Direction spirituelle et protestantisme. Étude sur la légitimité d'une direction protestante* (Paris, Alcan, 1940); John Mc KENZIE, *Psychology, Psychotherapy and Evangelism* (New York, 1940); Dr C. FRANCOIS, *Psychologie et cure d'âme* (*Revue de Théologie de la Fac. de Théologie d'Aix*, VIII, 1948, p. 135-156); Eduard THURNEISEN, *Die Lehre von der Seelsorge* (Munich, Kaiser, 1948, 306 p.); Wolfgang TRILLHAUS, *Der Dienst am Menschen* (*Ibid.*, 1950, 248 p.); MAX LACKMANN, *Wie beichten wir?* (2<sup>e</sup> éd., Gütersloh, « Der Rufer », 1950, 112 p.); Thomas KRONHOLZ, *Wo bleibt die Seelsorge?* (*Ibid.*, 1951, 47 p.); J. T. MAC NEILL, *A History of the Cure of Souls* (New York, Harper, 1951, xii + 371 p.); Théodore BOVET, *Lebendige Seelsorge* (Berne, Haupt, et Tubingue, Katzmann, 1952, 205 p.); Eric ROTH, *Die Privatbeichte und Schlüsselgewalt in der Theologie der Reformatoren* (Gütersloh, Bertelsmann, 1952, 160 p.); Walter UNSADEL, *Der Mensch und die Mächte des Unbewussten* (Cassel, Stauda, 1952, 96 p.).

2. Floyd E. HAMILTON, *The Basis of the Millennial Faith* (1<sup>re</sup> éd., Grand Rapids, Eerdmans, 1942) (contre le millénarisme, après avoir été prémillénariste); Henri CLAVIER, *L'accès au royaume de Dieu* (*Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, Strasbourg, 1942 et 1943. Publ. en volume, Paris, P. U. F., 1944, 135 p.); Io., *The Kingdom of God. It's Coming and Man's Entry into it* (*Expository Times*, Edimbourg, 1949, p. 241-245); René PACHE, *Le retour de Jésus-Christ* (Vennes-sur-Lausanne, 1948, 506 p.); Will Erich PEUKERT, *Die grosse Wende. Das apokalyptische Saeculum und Luther. Geistesgeschichte und Volkskunde* (Hambourg, Claassen, 1948, 750 p.); C. SKOYGAARD-PETERSEN, *Die letzten Zeiten und das Letzte Ziel* (Gladbeck, Schriftenmissionsverlag, 1948, 750 p.); J. F. WALWOORD, *The Historical Context of Premillennialism* (*Bibliotheca Sacra*, Dallas, CVIII, 1951, p. 291-303); C. MAC LEISH, *Christ's Hope of the Kingdom* (Londres, World Dominion Press, 1952, 163 p.); Ma-

A côté des piétistes, pour lesquels le royaume de Dieu est intérieur, et des « adventistes », qui en attendent la réalisation extérieure surnaturelle, la conception catholique, suivant laquelle il est déjà réalisé dans l'Église, gagne du terrain dans le protestantisme, tout en soulevant de vigoureuses réactions. Il connaît depuis une trentaine d'années une véritable VAGUE ECCLESIOLOGIQUE, qui va parfois jusqu'à l'ecclésiologie; on y parle de « renouveau de l'Église » et l'on y arbore une déclaration du théologien allemand Dibelius : « Le xx<sup>e</sup> siècle sera le siècle de l'Église », comme si Alexandre Vinet ne l'avait pas déjà dit du xix<sup>e</sup><sup>1</sup>. Cette sorte de crise explique une abondante littérature ecclésiologique<sup>2</sup>.

thias RISSI, *Zeit und Geschichte in der Offenbarung des Johannes* (Zurich, Zwingli Verlag, 1952, 179 p.).

1. LOUIS RUMPF, Débat sur l'Église et sa composition au sein du Réveil, dans les *Mélanges*... Meyhoffer (1952).

2. F. HEYER, *Der Kirchenbegriff der Schwärmer* (Leipzig, Heinsius, 1939, 108 p.); H. KRAEMER, *Van godsdiensten en menschen* (Nijkerk, Callenbach, 1940, 208 p.); A. M. LINDEBOOM, *Amie en opleiding* (Goes, Oosterbaum, 1940, 170 p.); OSCAR CULMANN, *La royauté du Christ en de l'Église dans le Nouveau Testament* (1941); H. KRAEMER, *De nood der Kerk. Empirisch en principieel* (s Gravenhage, Daamen, 1941, 48 p.); W. O. MÜNTER, *Die Gestalt der Kirche nach « göttlichem Recht »*. Eine theologiegeschichtlich-dogmatische Untersuchung zu den reformatorischen Bekenntnisschriften (Munich, Lempp, 1941, 88 p.); F. M. BRAUN, O. P., *Aspects nouveaux du problème de l'Église* (1942. Trad. allemande : *Neues Licht auf die Kirche. Die protestantische Kirchengematik in ihren neuesten Entfaltung*, Einsiedeln-Cologno, Benzinger, 1946, 197 p.); FRANZ J. LEENHARDT, *L'Église et le royaume de Dieu* (Genève, 1942); KARL BARTH, *La confession de foi de l'Église* (Neuchâtel, Delachaux, 1943); EMIL BRUNNER, *La situation de l'Église et sa mission présente* (Genève, « Labor et Fides »); HENRI VAN DUSEN, *What is the Church doing?* (1943, 128 p.); W. A. VISSER'T HOOFT, *Misère et grandeur de l'Église* (Genève, « Labor et Fides », 1943); WALTER LÜTHI, *La prophétie de Daniel et notre temps*. Trad. de l'allemand (Neuchâtel, Delachaux); J. T. MC NEILL, *The Church in 17th Cent. Reformed Theology and in Post-Reformation Reformed Theology* (*Journal of Religion*, Chicago, XXIV, 1944); F. M. BRAUN, *Neues Licht auf die Kirche. Die protestantische Kirchen-Dogmatik in ihrer neuesten Entfaltung* (Einsiedeln, Benziger, 1946, 197 p.); S. BULLONGH, *The Church in the N. T.* (Londres, Burn Oates, 1946, xvi + 258 p.); E. EMERSON, *De Kerk in actie. Inleiding tot het Hervormd kerkelijk denken* (Nijkerk, Callenbach, 1946, 196 p.); J. KÖNN, *Die Idee der Kirche. Bibellesungen über den Epheserbrief* (Einsiedeln, Benziger, 1946, iv + 346 p.); J. G. VAN BUREN, *The Conception of the Church reflected in the N. T.* (*Shane Quarterly*, VII, 1946, p. 108-153); P. A. VAN LEEUWEN, *Het Kerkbegrip in de theologie van Abraham Kuyper* (Franeker, Wever, 1946, 296 p.); J. J. VON ALLMEN, *L'Église et ses fonctions d'après Jean-Frédéric Ostervald. Le problème de la théologie pratique au début du XVIII<sup>e</sup> siècle* (Neuchâtel, 1947, 127 p.); HERMANN DIEM, *Der Abfall der Kirche Christi in die Christlichkeit* (Zollikon-Zurich, Evangelischer Verlag, 1947, 64 p.); H. FABER, *Gedachten over de Kerk in het vrijzinnig Christendom* (Arnhem, 1947, 112 p.); JEAN-LOUIS LATRUE, *Le problème de l'Église chez M. Karl Barth* (*Verbum Caro*, Neuchâtel, I, 1947, p. 4-34); M. GOGUEL et divers, *Le problème de l'Église* (Paris, P. U. F., 1947, 195 p.); GEORG WEHBAUGH, *Kirche nach evangelischen Verständnis* (Gütersloh, Bertelsmann, 1947, 363 p.); C. M. VAN ASCH VAN WISJ, *Kerken uit uole landen* (Aalten, De Graafschap, 1949, 165 p.); MAXIMILIAN NEESER, *Au cœur de l'Église* (Genève, Roulet, 1949, 153 p.); R. PRENTER, *Le Saint-Esprit et le renouveau de l'Église* (Neuchâtel, Delachaux, 1949, 94 p.); OTTO WEBER, *Verarmelte Gemeinde. Beiträge zum Gespräche über Kirche und Gottesdienst* (Neukirchen, Buchhandlung des Erziehungsverein, 1949, 176 p.); G. D. ANDERSON, *Church and Ministry*.



Traitant de la nature de l'Église, ces travaux abordent souvent la question de sa constitution, de ses ministères, de sa discipline. Elle est spécialement traitée dans d'autres publications ; mais, ces recherches étant souvent fort institutionnelles et théoriques, l'historien aura intérêt à commencer par l'article d'Henriette CHARBONNEAU, *Le cléricalisme comme obstacle à la formation d'une communauté chrétienne, ou Comment l'esprit d'Église corrompt l'Église (Foi et Vie, janvier-février 1950, p. 48-62)*<sup>1</sup>.

Il pourra, de même, commencer l'étude des questions que pose aujourd'hui la rencontre, au sein des Églises de la Réforme, du principe essentiel du sacerdoce universel et du fait à peu près universel d'un pastoralat spécialisé en lisant les réflexions présentées par un jeune pasteur, Henry HATZFELD, sous une affabulation à peine romanesque, *La flamme et le vent* (Paris, 1952), qui ont fait un peu scandale ici ou là : le danger de la cléricatisation

*A Study in Scottish Experience* (Londres, Hodder, 1951, 224 p.) ; Emil BRUNNER, *Das Missverständnis der Kirche* (Zurich, Zwingli-Verlag, 1951, 164 p.) ; R. HERMANN, *Zum evangelischen Begriff von der Kirche* (*Zeitschrift für systematische Theologie*, Berlin, 1951, p. 3-39) ; Daniel JENKINS, *Tradition, Freedom and the Spirit* (Philadelphie, Westminster Press, 1951, 195 p.) ; J.-L. LEUBA, *L'institution et l'événement. Les deux modes de l'aurore de Dieu selon le N. T. Leur différence, leur unité* (Neuchâtel, Delachaux, 141 p.) ; Hjalmar LINDBROTH, éd. *En Bok om kyrkans Ämbete* (Stockholm, 1951, 309 p.) ; O. TOMKINS, *L'Église dans le dessein de Dieu* (numéro spécial de *Foi et Vie*, août 1951) ; G. AULEN, A. NYGREN et autres théologiens suédois, *En bok om Kyrkan*. Trad. allemande (1951, 488 p.) ; anglaise (*This is the Church*, Philadelphie, Mûlenberg Press, 1952, 354 p.) ; André DUMAS, *L'Église envahie par la distinction du profane et du sacré (Foi et Vie, mai-juin 1952, p. 188-214)* ; H. FAGERBERG, *Bekennntnis, Kirche und Amt in der deutschen Konfessionellen des XIX Jhrhds* (Upsal, 1952, xv + 330 p.) ; R. Newton FLEW, éd. de *The nature of the Church* (Londres, S. C. M. Press, 1952, 348 p.) ; Franklin H. LITTELL, *The Anabaptist Wiew of the Church* (Philadelphie, American Soc. of Church History, 1952) ; Robert NELSON, *The Realm of Redemption. Studies in the Doctrine of the Nature of the Church in Contemporary Protestant Theology*. Préface d'Emil BRUNNER (Londres, Epworth Press).

1. H. BURN-MURDOCH, *Presbytery and Apostolic Succession* (Londres, S. C. M. Press, 1939, 28 p.) ; A. PEEL, *Christian Freedom. The Contribution of Congregationalism to the Church and the World* (Londres, Independent Press, 1939, 131 p.) ; W. BIENERT, *Evangelische Kirchengestaltung. Das Ring um Luthers Kirchenideal von der Reformation bis zum Gegenwart* (t. IV de *Evangelium und Deutschtum*, Halle, 1940) ; K. E. KIRK, *The Apostolic Ministry. Essays on the History and Doctrine of Episcopacy* (Londres, Hodder, 1947, xiv + 573 p.) ; Markus BARTH, *Projet de constitution ecclésiastique pour l'Église réformée de Bâle-Campagne (Verbum Caro, Neuchâtel, I, 1947, p. 32-43)* (du fils de Karl Barth, congrégationaliste comme, d'ailleurs, son père) ; J. GONSETTE, *L'autorité dans l'anglicanisme (Nouvelle Revue théologique, Louvain, LXX, 1948, p. 1037-1051)* ; E. A. RYAN, *Some Limits and Causes of the Centralization of the Church (Theological Studies, Woodstock, Md., XI, 1950, p. 525-546)* ; F. W. DILLISTONE, *The Structure of the Divine Society* (Londres, Lutterworth Press, 1951, 263 p.) ; W. HILDEBRANDT, *Das Gemeindeprinzip der christlichen Kirche. Die Lehre von der Gemeinde als der Verfassungsgrundform der Kirche* (Zurich, Zwingli-Verlag, 1951, 213 p.) ; Jean-Daniel BURGER, *Comment Dieu gouverne son Église* (Genève, « Foi et Vérité ») ; Rudolf BOHREN, *Das Problem der Kirchensucht im N. T.* (Zollikon-Zurich, Evangel. Verlag, 1952, 119 p.) ; R. W. GREAVES, « Church » and « Chapel ». *The Historical Background of Home Reunion. 1559-1952 (Church Quarterly Review, Londres, CLIII, 1952, p. 452-469)* ; Georg MERZ, *Priesterlicher Dienst im kirchlichen Handeln* (Munich, Kaiser, 1952, 111 p.).

du pasteur, de ses fidèles les plus dévoués, de sa communauté elle-même est fortement et finement indiqué<sup>1</sup>. Après quoi on pourra passer à des études plus abstraites sur la « théologie pastorale » (qui portait autrefois le titre curieux, mais significatif, de « prudence pastorale »)<sup>2</sup> et sur le MINISTÈRE, son recrutement<sup>3</sup>, sa dignité que la tendance « Haute Église » exalte jusqu'à en faire le sacerdoce d'un « second Christ<sup>4</sup> », en terminant sur une Petite histoire de la robe pastorale et du rabat, du pasteur P. ROMANE-MUSCULUS (*Verbum Caro*, Neuchâtel, V, 1951, p. 84-95).

La rarefaction générale des vocations masculines au pastorat — correspondant à une période de formation de « grands laïcs » pieux (car il y a là une sorte de rythme dans toute la chrétienté) — et l'accès de la femme à toutes les fonctions sociales posent le problème du MINISTÈRE FÉMININ, pleinement admis, depuis assez longtemps, par les communautés congrégationalistes, surtout libérales, du Nouveau Monde, à moitié par les Églises luthériennes (notamment en France), refusé ailleurs. Beau sujet où les théologiens soutiennent le pour — il est vrai que le livre *Découverte de la Femme* est d'une femme, Charlotte VON KIRSCHBAUM (trad. de l'allemand, Paris, Roulet, 1951, 141 p.) — ou le contre, qu'ils appartiennent au luthéranisme Haute-Église<sup>5</sup>, à l'anglicanisme<sup>6</sup>, au calvinisme strict<sup>7</sup> ou à l'orthodoxie

1. Voir aussi un autre « roman » analogue, du pasteur Fredy TEULON, *Sa main toute-puissante* (Monaco, éd. du Rocher, 1952), et la biographie, *Source cachée. Jacqueline Frommel. 1902-1945* (Neuchâtel, Delachaux, 1950) tirée par M<sup>lle</sup> G. DE ROUGEMONT des lettres d'une femme de pasteur. Il est intéressant de comparer ces ouvrages au *Journal d'un pasteur de campagne. 1858-1865* (V. E. Marion, pasteur de Vialas) (*Revue de Théologie* de la Fac. d'Aix, II, 1942, p. 70-79, 189-202). Le titre du livre d'Albert P. STAUDERMAN, *Understanding my congregation* (Philadelphie, Muhlenberg Press, 139 p.), promet un ouvrage de même sujet.

2. L'un des meilleurs manuels en est la *Théologie pastorale* d'Alexandre VINET (publ. posthume, 1950; 4<sup>e</sup> éd., Lausanne, Payot, 1942). On pourra y comparer le *Grundriss der Praktischen Theologie* d'Alfred DEDO MÜLLER (Gütersloh, Bertelsmann, 1950, 376 p.). Le livre de Günther DENN, *Die Amtshandlungen der Kirche* (Stuttgart, Kohlhammer, 1950, 117 p.), a, lui, le dessein d'apprendre aux fidèles ce qu'ils peuvent demander au pasteur et qu'ils ne sauraient lui imposer un ministère tout de circonstance, et plié à leurs circonstances.

3. Bien intéressant doit être le travail de Th. St. BOWDERN, *A Study of Vocations. An Investigation into the Environ Mental Factors of Vocations to the Priesthood and the Religious Life in the United States from 1919 to 1929* (Ann Arbor, Univ. Microfilms, 1940, 2 vol., 1.016 p.). Le beau livre du chanoine BOULARD, *Essor ou déclin du clergé français* (Paris, éd. du Cerf, 1950), ferait désirer une étude semblable pour le protestantisme, mais les indications jusqu'ici recueillies ne concernent que l'origine sociale des étudiants en théologie.

4. C'est la tendance du recueil *Prästämberet. En Bok om olika Kyrkans Ämbetsbegrepp*, éd. par Hugo BLENNOW (Kallinge, Eginostifelsens förlag, 1951, 230 p.). On retrouvera une doctrine plus commune du protestantisme dans l'article du pasteur Pierre LESTRINGANT, professeur de théologie pastorale à la Faculté de Théologie de Paris, *Prêtrise et ministère pastoral* (*Foi et Vie*, 1946, p. 117-143).

5. Fr. HEILER, *Der Dienst der Frau in den Religionen und Kirchen* (Munich, Reinhardt, 1939, 168 p.).

6. F. D. BACON, *Women in the Church* (Londres, Lutterworth Press, 1946, 146 p.).

7. N. J. HOMMES, *De Vrouw in de Kerk. N. T. perspectieven* (Franeker, Wever, 1951).

biblienne<sup>1</sup>. Les organisations procèdent à des enquêtes ou provoquent des consultations<sup>2</sup> et les femmes attendent (dans certains pays, le droit d'être membres des conseils ecclésiastiques autant que l'électorat politique)<sup>3</sup> — en attendant, justement, que les circonstances orientent, une fois de plus, la théologie.

Après les pasteurs, venons-en aux fidèles ou plutôt — car le terme, clérical, préjuge de la question — aux laïcs. Jamais autant on ne s'était occupé d'eux dans les Églises protestantes que depuis que celles-ci paraissent, par endroits, s'écarter de leurs positions essentiellement et historiquement laïques<sup>4</sup>. Le fait qu'il en est de même dans le catholicisme donne au fait une portée plus générale<sup>5</sup>. Mais — et c'est de quoi se plaint Henry Hatzfeld — c'est toujours de l'« autre vocation » du laïc, pour reprendre le titre du livre d'Elton TRUEBLOOD (*Your Other Vocation*, New York, Harper, 1952, 125 p.), que l'on s'occupe, c'est-à-dire de son ministère chrétien dans l'Église, dans le métier, dans la famille, en oubliant ce que Luther disait des « bonnes œuvres », qui sont essentiellement la vie de tous les jours et la tâche professionnelle, et Calvin, des « vocations » divines aux activités temporelles. Et le laïc est surtout considéré comme ce « membre d'Église » dont la définition<sup>6</sup> et les conditions occupent tous les conseils ecclésiastiques, depuis que l'ancienne « confirmation » ou « réception des catéchumènes » ne suffit plus, du moins dans le protestantisme réformé<sup>7</sup> — qui tend de plus en plus à l'Église « de professants », par un mouvement dont le catholicisme lui-même n'est, d'ailleurs, pas exempt<sup>8</sup>.

1. Gabriel MILLON, Condition primitive de la femme et conséquences de la chute (*Revue de Théologie de la Fac. de Théologie d'Aix*, VIII, 1948, p. 190-206).

2. Charles WESTPHAL, La femme et le ministère pastoral de l'Église (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1949, p. 473-486) (rapport au Synode national de l'Église réformée de France, 1949); Kathleen BLISS, *The Service and Status of Women in the Churches* (Londres, S. C. M. Press, 1952, 208 p. (résultats d'une enquête promue par le Conseil œcuménique)).

3. Odette GROSJEAN-DARIER, *La femme protestante dans la société* (Genève, « Labor et Fides », 1952, 62 p.).

4. Emil BRUNNER, livre cité sur *La situation de l'Église et sa mission présente*; *Het Gemeentelid. Zijn plaats in het gemeentelieven* (Amsterdam, ten Have, 1947) (rapport de la Commission interdénominationnelle sur l'activité laïque); Gisbert BROM, De leek in de geschiedenis van de Kerk (*Annalen van het Thijmgemeenschap*, XXXVII, 1949, p. 24-64); G. D. HENDERSON, The Witness of the Laity (*Scottish Journal of Theology*, Édimbourg, juin 1949); Wilhelm STRÄHLIN, *Das Amt des Laien in Gottesdienst und kirchlicher Unterweisung* (Cassel, Stauda); Kathleen BLISS, *The Christian Laity* (*The Frontier*, Oxford, avril 1950).

5. Me contentant de rappeler les travaux classiques de G. LE BRAS, je ne mentionnerai que son article Structure et vie d'une société religieuse (*Rev. Hist. Phil. Rel.*, Strasbourg, 1951, p. 385-405). Dans le même numéro (p. 429-439), R. MEHL, Dans quelle mesure la sociologie peut-elle saisir la réalité de l'Église?

6. P. LESTRINGANT, Les membres de l'Église (*Revue de Théologie et de Philosophie*, Lausanne, XXVII, 1939, p. 205-218).

7. *L'Ordnung der Konfirmation* de l'Église luthérienne unie en Allemagne (t. III de son Agenda, Berlin-Spandau, 1952) la montre fidèle aux conceptions traditionnelles.

8. É. G. LÉONARD, Le protestantisme entre l'Église de multitude et l'Église de profes-

La laïcisation générale réduit la vie religieuse à être une VIE CULTUELLE. De là, comme aussi de la part prépondérante qu'y prend le pasteur, directeur du culte (on commence à dire en France l'« officiant », alors que, naguère, une terminologie parlementaire voulait qu'il « présidât le culte »), un grand INTÉRÊT NOUVEAU POUR LA LITURGIE, intérêt que traduit une littérature abondante. Parmi les généralités, on signalera des travaux français et suisses, *L'esprit du culte protestant*, recueil publié (Valence, Imprimeries réunies) par les professeurs de la Faculté de Théologie de Strasbourg, groupés autour de leur grand liturgiste, Robert Will; *L'office divin de l'Église universelle* (Genève, « Labor et Fides », 1943), du pasteur R. PAQUIER, initiateur du mouvement liturgique romand « Église et Liturgie »; André SCHLEMMER, *Le culte réformé (Études théologiques et religieuses de la Fac. de Théologie de Montpellier, XXII, 1947, p. 1-82)* et *Culte et Joie (Foi et Vie, janvier-février 1948, p. 17-19)*; Pierre BOURGUET, *L'esprit du culte réformé (Ibid., p. 1-6)* et *Le culte public dans l'Église protestante* (Paris, Soc. centrale d'Évangélisation); Les caractères essentiels du culte réformé, du pasteur Henri d'ESPINE (*Bulletin du Centre protestant d'Études de Genève*, décembre 1950). Pour les pays germaniques : Valdemar TRAPP, *Vorgeschichte und Ursprung der liturgischen Bewegung vorwiegend in Hinsicht auf das deutsche Sprachgebiet* (Regensburg, Pustet, 1940, 382 p.); F. RANFT, *Liturgische Bestrebungen in Protestantismus (Theologie und Glaube, Paderborn, XL, 1950, p. 193-215)*; Oskar SÖHNGEN, *Säkularisierter Kultus* (Gütersloh, Bertelsmann, 1950, 90 p.); K. F. MÜLLER, *Die Neuordnung des Gottesdienstes in Theologie und Kirche* (Cassel, Stauda, 1952).

Sans trop tenir compte de ce que M<sup>lle</sup> ROKSETH appelait la Réaction de la Réforme contre certains éléments réalistes du culte (*Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, XXVI, 1946, p. 146-159)<sup>1</sup>, les « liturgisants » sont à l'œuvre dans tous les pays protestants. Rien d'étonnant à ce qu'ils se donnent une grande activité en Suède, où le mouvement Haute-Église s'appuie sur des traditions tombées en partie en désuétude, mais jamais condamnées<sup>2</sup>. La liturgie, dont l'histoire est minutieusement étudiée<sup>3</sup>, se ressent

sants (*Revue réformée*, 1953, p. 1-28). Voir aussi : H. H. SCHREY, *Die neueren Untersuchungen zum Problem der Masse und ihre Bedeutung für die Kirchliche Verkündigung* (Tübingue, Güldt, 1939, 146 p.); Jacques ROSSEL, *La conversion des masses (Le Monde non chrétien, janvier 1947)*.

1. Voir aussi W. A. ZEYDNER, *Liturgie en Reformatie* (Rotterdam, Voorhoeve, 1941, 63 p.), et les études citées dans notre premier Bulletin. L'œcuménisme a une grande part dans ce liturgisme : C. LIALINE, *Liturgie en œcuménisme (Tijdschrift voor Liturgie, XXXI, 1947, p. 1-13)*.

2. D. LINDQUIST, *Stockholms liturgiska tradition* (Åbo, 1951, 389 p.).

3. D. LINDQUIST, *Första-mässan i Stockholm. Ein liturgihistorisk studie* (Stockholm, 1945, 210 p.); *Nattvarden i svensk kultliv. En liturgihistorisk studie (Lunds Universitetes Åarskrift, XLIII, 1947, fasc. 7 et extr., Lund, Gleerup, 1947, 137 p.)*. Sur un compositeur d'hymnes sacrés du siècle dernier († 1847) : B. BOËTHIUS, Erik Gustav Geijer (*Historisk Tidskrift, Stockholm, X, 1947, p. 317-330*).

dans les mêmes milieux d'un ritualisme qui s'exprime dans des travaux<sup>1</sup> et dans la publication et l'usage de livres cultuels de cette tendance<sup>2</sup>. Le clergé suédois n'en continue pas moins, dans son ensemble, à accorder une grande importance à la prédication, dont il est significatif que l'actuel archevêque d'Upsal, Yngve BRILIOTH, ait tenu à écrire l'histoire (*Predikans historia*, Lund, 1945, 288 p.)<sup>3</sup>.

L'Allemagne aussi étudie ses précédents<sup>4</sup>. A côté des travaux théoriques<sup>5</sup>, on y publie un grand manuel de liturgie<sup>6</sup>. Le culte luthérien y est l'objet, depuis l'entre-deux-guerres, de modifications tendant à le ramener à la « Deutsche Messe » de Luther : on en trouvera l'indication dans F. HEILER, *Deutsche Messe oder Feier des Herrenmahls nach altkirchlichen Ordnung* (2<sup>e</sup> éd., Munich, Federmann, 1948, 56 p.), et dans l'*Agenda für Evang. Luth. Kirchen und Gemeinden*, projet édité par la Commission liturgique de la V. E. L. K. D. (1951-1952). Cette tendance, comme aussi la publication, par Karl August MEISSINGER, d'une anthologie mettant en lumière les côtés catholiques de Luther (*Glauben und Thun. Ein Lutherbrevier*, Munich, Piper, 1947), peut traduire, dans certains cas, le souhait d'une « Hoch-Kirche » luthérienne, que le célèbre Vilmar avait déjà projetée au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. Il ne faut pas en exagérer les intentions comme le font quelques études<sup>8</sup>. Des

1. Gunnar ROSENDAL, *Den apostolika tron* (Osby, Forlaget pro Ecclesia, 1948).

2. Gunnar ROSENDAL, *Nådens år. En kyrkokalender* (Osby, Forlaget pro Ecclesia, 1941); *Den svenska Psalmboken, ar konungen gillad och stadfäst år 1937, jämte utdrag av den svenska mässan* (Upsal, 1941); *Den svenska kyrkohandboken stadfäst av konungen år 1942* (Stockholm); *Den svenska tidegärten. Stycken ur psaltaren jämte lovsånger och böner ordnade för dagliga bönetimmar* (Lund, Gleerup, 1944).

3. H. P. BACKMAN, *Eskatologiska motiv i svensk predikan under 1800-talets första hälft* (Stockholm, 1941, 361 p.); G. BRANDT, *Dop och nattvard i svensk predikan intill mitten av 1800-talet. En homiletisk studie med särskild hänsyn till tiden från omkring 1750 till omkring 1850* (Ibid., 1941, xx-276 p.).

4. H. KRESSEL, *Die Liturgik der Erlanger Theologie. Ihre Geschichte und ihre Grundsätze* (2<sup>e</sup> éd., Göttingue, Vandenhoeck, 1948, xii + 149 p.); Paul GRAFF, *Adolf Ludwig Petri als Liturg* (auteur, en 1852, d'un Agenda pour les Églises du Hanovre) (*Jahrbuch für Niedersächsische Kirchengeschichte*, L, 1952, p. 105-112).

5. Hans KRESSEL, *Unser Gottesdienst. Eine Einführung in das Wesen und den Gang des lutherischen Gottesdienstes* (Munich, Verlag Evang. Luth. Kirche in Bayern, 1948, 24 p.); G. KUNZE, *Lehre, Gottesdienst, Kirchenbau in ihren gegenseitigen Beziehungen* (t. I, Göttingue, Vandenhoeck, 1949, 137 p.); Wilhelm STÄHLIN, *Um was geht es bei der liturgischen Erneuerung?* (Cassel, Stauda, 1950, 30 p.); Liemar HENNIG, *Theologie und Liturgie* (Ibid., 1952, 345 p.).

6. *Leiturgia. Handbuch des evangelischen Gottesdienstes* (Ibid., en publication par fascicules depuis 1952). Voir, à son sujet, l'article enthousiaste d'un théologien du Synode du Missouri, Walter E. BUSZIN, *Leiturgia. An Opus Magnum in the making* (*Concordia Theological Monthly*, Saint-Louis, 1953, p. 404-417).

7. Pierre CHARLES, *La robe sans couture. Un essai de luthéranisme catholique. La Haute-Église allemande 1918-1923* (Bruges, 1923); Hans Joachim SCHOEPS, *Die lutherische Hochorthodoxie Proussens und der Katholizismus* (*Zeitschrift für Religions- und Geistesgeschichte*, IV, 1952, p. 311-337); In., *Die Erfurter Konferenz von 1860. Zur Geschichte des katholisch-protestantischen Gesprächs* (Ibid., 1953, p. 135-139).

8. Wilhelm STÄHLIN, professeur à l'Université de Münster, *Katholisierende Neigungen in*



travaux de L. D. REED et de B. VON SCHENK permettent de connaître le sort que les colonies germaniques aux États-Unis ont fait à la liturgie luthérienne<sup>1</sup>.

En France, réformés et luthériens rivalisent. Ces derniers ont reçu de Robert WILL une liturgie à l'usage de l'Église de la Confession d'Augsbourg en Alsace et en Lorraine<sup>2</sup> et leurs coréligionnaires de Paris et de Montbéliard s'en sont également donné une<sup>3</sup>. Un gros travail a, de même, été fait dans l'Église Réformée de France, sous la direction du pasteur Pierre Bourguet, et soumis à l'expérience des Églises<sup>4</sup>. Considéré par certains comme attentatoire aux traditions réformées, il fut tenu par d'autres comme « une espèce de glacière » (*Foi et Vie*, mars 1947, p. 189) : ils lui préféraient les suggestions, elles vraiment catholicisantes, de Max THURIAN, *Joie du ciel sur la terre. Introduction à la vie liturgique* (Neuchâtel, Delachaux, 1946). Il n'est pas jusqu'aux Pays-Bas où l'Église réformée nationale, sous l'impulsion du Dr Bakhuyzen van den Brink, de l'Université de Leyde, ne travaille, elle aussi, à sa réforme liturgique<sup>5</sup>.

Dans le service dominical, la tendance récente voudrait donner la place centrale à la Sainte-Cène<sup>6</sup>. En sorte qu'un récent synode général de l'Église Réformée de France a dû faire étudier et réaffirmer l'« actualité de la PRÉDICATION » (c'est le titre d'une étude de Pierre-Ch. MARCEL, numéro spécial de la *Revue réformée*, 1951, et d'un article d'André DUMAS, dans *Foi et Vie*,

*der Evangelischen Kirche* (Stuttgart, Schwabenverlag, 1947) ; Id., *Um was geht es bei der liturgischen Erneuerung?* (Cassel, Stauda, 30 p.) et *Das Amt des Laien in Gottesdienst und kirchlicher Unterweisung* (Ibid.) ; Heinz FLUGEL, *Protestantisme catholicisant* (Documents, Offenbourg, Bade, février 1950, p. 150-156).

1. L. D. REED, *The Lutheran Liturgy. A Study of the Common Service of the Lutheran Church in America* (Philadelphie, Muhlenberg Press, 1947, 712 p.) ; B. VON SCHENK, *Liturgie und lebendige Gemeinde. Ein Bericht aus der liturgische Bewegung des Amerikan. Lutherans* (Cassel, Stauda, 1951, 40 p.).

2. *Le culte de la Confession d'Augsbourg en Alsace et en Lorraine* (Strasbourg, Oberlin, 1948, 82 p.). Du même : La situation culturelle de l'Église luthérienne d'Alsace (*Foi et Vie*, 1941, p. 455-472).

3. *Liturgie de l'Église Évangélique Luthérienne de France* (Cahors, Coueslant, 1951, 92 p.). D'un pasteur de cette Église, Maurice SWEETING, Manifeste pour une restauration liturgique (*Foi et Vie*, juillet-août 1946).

4. Voir, à ce sujet, la note de Paul ROMANE-MUSCULUS, Le travail liturgique dans l'Église Réformée de France (*Verbum Caro*, Neuchâtel, I, 1947, p. 123-127). Le texte définitif de cette *Liturgie* a été publié récemment (Paris, Berger-Levrault, 1955, 254 p.).

5. B. VAN LEEUWEN, De liturgische beweging in de Nederlandse Hervormde Kerk (*Studia Catholica*, Nimègue, XXII, 1947, p. 1-18) ; E. VAN DER SCHOOT, *Hervormde eredienst. De liturgische ontwikkeling van de Nederlandse Hervormde Kerk* (La Haye, Boekencentrum, 1950, vi + 264 p.).

6. Lucien PEYROT, La Sainte-Cène, communauté rassemblée, communauté dans l'attente (*Foi et Vie*, mai-juin 1952, p. 246-261). Voir aussi : J. CADIER, La Sainte Cène dans le culte réformé (*Études théologiques et religieuses* de la Fac. de Théologie de Montpellier, XXII, 1947, p. 83-100), le projet de liturgie de F. J. LEENHARDT, Le pain et la coupe (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1948, p. 509-526) et les *Liturgies de communion* (Lausanne, « Église et Liturgie », 1952).

janvier-février 1953). Même attachement dans le reste de la chrétienté protestante. Aux États-Unis, on réédite les grands prédicateurs anglo-saxons (*Great Gospel Sermons*, New York, 2 vol.) et Edgar DE WITT JONES proclame *The Royalty of the Pulpit* (New York, Harper, 1951, 447 p.). En Allemagne, R. BULTMANN étudie Le problème des rapports de la théologie et de la prédication dans le Nouveau Testament (*Mélanges... Goguel et Foi et Vie*, novembre-décembre 1951, p. 589-602); H. DIETZFELBINGER, les principes de l'activité homilétique du pasteur (*Es geschah des Herren Wort*, dans le recueil à l'honneur de l'évêque Meiser, Munich, 1951) et B. DREHER, *Die Osterpredigt von der Reformation bis zur Gegenwart* (Fribourg, Herder, 1951, 172 p.)<sup>1</sup>.

Le chant et la musique d'Église profitent de l'intérêt nouveau pour les formes du culte. D'où des études de caractère général<sup>2</sup>, des historiques<sup>3</sup> et la publication de nouveaux hymnaires<sup>4</sup>. L'histoire des danses cultuelles<sup>5</sup> n'intéresse le protestantisme qu'à titre de curiosité épisodique (Henri DESROCHE vient d'en traiter de manière très utile dans son livre sur *Les Shakers américains*, p. 114-118).

1. Voir aussi : Francis BAUDRAZ, Le Saint-Esprit et la prédication (*Revue de Théologie et de Philosophie*, Lausanne, avril-juin 1949, p. 49-64).

2. P. PIDOUX, Le culte protestant et la musique (*Revue de Théologie et de Philosophie de Lausanne*, XXXII, 1944, p. 18-35); Ed. KRESSMANN, De la musique religieuse (Paris, « Je sers », 1944); Marcel PFENDER, Quatre formes du chant réformé (*Foyer protestant*, janvier 1945); *Het gemeentelied. Zijn plaats in het gemeenteleven en den gemeentearbeid* (Amsterdam, ten Have, 1947, 157 p.) (rapport de la Commission interconfessionnelle pour l'activité laïque); A. D. MÜLLER, Musik als Problem lutherischer Gottesdienstgestaltung (Berlin, Evang. Verlag, 1947, 32 p.); le recueil *Protestantisme et Musique* (Paris, « Je sers », 1950, 139 p.); Pierre VALLOTON, Définition de la musique cultuelle chrétienne (*Études théologiques et religieuses de la Fac. de Théologie de Montpellier*, 1951, n° 4).

3. H. W. FOOTE, *Three Centuries of American Hymnody* (Cambridge, Mass., 1940, x + 418 p.); O. MICHAELIS, *Das Elsass und das deutsche evangelische Kirchenlied*. (Leipzig, Schloessmann); M<sup>lle</sup> P. MASSON, Sur quelques psaumes du Musée du Désert (*Études de Théologie de la Fac. de Théologie d'Aix*, III, 1942, p. 146-152); K. BERGER, *Barock und Aufklärung im geistlichen Lied* (Marbourg, Rathmann, 1951, 241 p.); Douglas BUR, *Das Leiden Christi als Motiv im deutschen Kirchenlied der Reformation und des Frühbarock* (Berne, 1951, 159 p.); P. GABRIEL, *Das deutsche evangelische Kirchenlied, von Martin Luther bis zur Gegenwart* (2<sup>e</sup> éd., Berlin, Evang. Verlagsanstalt, 1951, 200 p.); B. WAHLSTRÖM, *Studier över tillkomsten av 1696 års psalmbok* (Upsal, 1951, 327 p.); commissaire Gustavo ISELY, de l'Armée du Salut, *Les temps où la Foi chantait* (Paris, Libr. Altis) et *Ainsi sont nés nos cantiques* (*Ibid.*, 1952) (histoire de l'hymnologie protestante); A. I. M. KAT, *De geschiedenis der kerkmuziek in der Nederlanders sedert de Hervorming* (Hilversum, Goot, 309 p.).

4. *Protestant Episcopal Church in the U. S. A. The Hymnal 1940 Companion*, prepared by the Joint Commission in the Revision of the Hymnal (New York, Church Pension Fund, 1949, xxviii + 732 p.); *Das gesungene Bibelwort*, t. II de *Handbuch der deutschen evangelischen Kirchenmusik* (Vandenhoeck).

5. E. L. BACKMANN, *Den religiösen dansen inom Kristen Kyrka och folkmedicin* (Stockholm, 1945, 450 p. Trad. angl., *Religious dances in the Christian Church in popular medicine*, Londres, Allen et Unwin, 1952, xii + 364 p.); R. FOATELLI, *Les danses religieuses dans le christianisme* (nouv. éd., Paris, Spes, 1947, 112 p.).

L'ARCHITECTURE RELIGIEUSE et la décoration des sanctuaires sont soumises à des modes où la théologie du moment se mêle à l'esthétique de l'heure. Aussi ne citerons-nous à leur sujet que deux études solides, du Dr Bakhuizen VAN DEN BRINK, *Protestantische Kerkbouw* (Arnhem, S. Gouda Quint, 1946, 130 p., ill.) (sur la situation actuelle du problème, les principes théologiques et liturgiques et l'architecture religieuse dans la Hollande protestante), et d'un architecte suisse, Claude GROSURIN, *Le problème architectural du temple protestant* (*Bulletin du Centre protestant d'Études de Genève*, mars 1951). Les études historiques et locales abondent, naturellement, et nous n'en citerons que quelques exemples<sup>1</sup>. L'art religieux en général déborderait par trop ce *Bulletin*; aussi se contentera-t-on de signaler la contribution du pasteur ROMANE-MUSCULUS au recueil *Problèmes de l'art sacré*, éd. par V.-H. DEBIDOUR (Paris, Nouveau portique, 1951, 312 p.).

En dehors des services religieux, l'activité culturelle protestante a été peu étudiée. Notons, cependant, un article du pasteur P. ROMANE-MUSCULUS sur Les services funèbres, dans la tradition réformée et dans les problèmes qu'ils posent (*Foi et Vie*, septembre-octobre 1945, p. 640-659)<sup>2</sup>. Terminons-en avec la vie religieuse protestante par quelques références sur son côté financier, question pressante et constante, mais peu étudiée<sup>3</sup>, et sur les communautés d'allure plus ou moins conventuelle où certains veulent à la fois résoudre ce problème, mêler la vie religieuse à la vie sociale et restaurer la vie liturgique<sup>4</sup>.

LES PROBLÈMES DE LA VIE MORALE étaient jadis pour les protestants questions personnelles, dont ils pouvaient entretenir leurs pasteurs, mais au sujet desquels ils n'attendaient pas un enseignement précis et détaillé de l'Église. La Bible, la prière et ce jugement individuel où certains voyaient

1. K. A. ESDAILE, *English Church Monuments. 1510-1840* (Londres, Batsford, 1946, viii + 144 p.); Raymond RICHARDS, *Old Cheshire Churches* (Londres, Batsford, 1947, xvii + 523 p., 365 ill.); M. WHIFFEN, *Stuart and Georgian Churches. The Architecture of the Church of England outside London. 1603-1837* (*Ibid.*, 1948, 126 p. et 153 ill.); W. C. TÜRK, *Die Dorfkirchen von Berlin* (Berlin, Evangelisches Verlagsanstalt, 1950, 32 p., 50 ill.); A. K. WICKHAM, *Churches of Somerset* (Londres, Phoenix House, 1952, 176 p., 88 ill.); M. D. OZINGA, *De protestantse kerkenbouw van de Hervorming tot den Franschen tijd* (Amsterdam, Paris, 184 p., 191 fig.).

2. Voir aussi : R. COULHANE, *Prayers for the Dead in the Church of England* (*Irish Ecclesiastical Record*, Dublin, LXXVI, 1951, p. 364-375).

3. HÉBERT ROUX, *L'argent dans la communauté de l'Église* (Neuchâtel, Delachaux); A. DESBAUMES, *L'argent dans l'Église* (Lyon, 1952; rééd.).

4. Sur celle de l'île d'Iona (Grande-Bretagne) : R. T. MORTON, *The Household of Faith. An Essay of the Changing Pattern of the Church's Life* (Iona, Iona Community, 1951, 131 p.). D'autres manifestations de ce genre ne dépassent guère l'archéologie, comme le monastère luthérien de Loccum (Hanovre), dont l'évêque de cette Église, et président de la Fédération luthérienne mondiale, Dr Hans Lilje, est l'abbé, sous le nom de Jean XI, ce qui lui permet de porter mitre et crosse en certaines cérémonies et, en tenue plus modeste, la croix abbatiale pendant au « dog collar » (Hans LILJE, *Loccum*, Nuremberg, Laetase Verlag, 24 p. et 32 ill.).

la conscience et d'autres l'intervention du Saint-Esprit suffisaient à régler les questions de la vie quotidienne — et l'on s'étonnait de la casuistique catholique. Il faut croire que les beaux caractères formés par la Réforme ont faibli. En même temps que reparaît le besoin de la confession privée et de l'absolution, l'éthique religieuse reprend une grande place, dont témoigne sa « littérature<sup>1</sup> ». Il arrive même que l'on recrée la casuistique protestante<sup>2</sup> ou sous la forme utile et légitime de conseils généraux<sup>3</sup> ou par des incur-sions parfois assez ridicules dans la sexologie.

La conception qu'il peut y avoir et qu'il y a une CIVILISATION CHRÉTIENNE, surtout anglo-saxonne, explique l'abondance de la bibliographie sur les rapports de la religion et de la société, bibliographie elle aussi presque uniquement anglo-saxonne<sup>4</sup>. On y ajoutera quelques travaux sur la

1. A. G. WIDGERY, *Christian Ethics in History and Modern Life* (New York, 1940, ix + 318 p.); Charles FRAISSINET, Liberté et contraintes (*Revue de Théologie* de la Fac. de Théologie d'Aix, IV, 1944, p. 92-117); John C. BENNETT, *Christian Ethics and Social Policy* (New York, 1946, 124 p.); Ed. CLAPARÈDE, *Morale et politique ou Les vacances de la probité* (Boudry-Neuchâtel, La Baconnière, 1946, 216 p.); H. D. LEWIS, *Morals and the New Theology* (Londres, Gollancz, 1947, 159 p.); C. J. BARKER, *The Way of Life. A Study in Christian Ethics* (Londres, Butterworth, 1948, 278 p.); Hendrik VAN OVEN, *Christelijke Ethica* (La Haye, Servira, 1948); Dietrich BONHOEFFER, *Ethik* (Munich, Kaiser, 1949, 290 p.); Sydney CAVE, *The Christian Way* (Londres, Nisbet, 1949, 276 p.); D. J. FLEMING, *What would you do?* (New York, Friendship Press, 1949, 183 p.); J. B. PRATT, *Reason in the Art of Living* (New York, Macmillan, 1949, 298 p.); N. H. SOE, *Christliche Ethik* (Munich, Kaiser, 1949, 538 p.); Gerritt BRILLENBURG WURTH, *Het christelijk leven* (Kampen, Kok, 1949); J. BOIS, J. BOISSET et R. MEHL, *Le problème de la morale chrétienne* (Paris, P. U. F.); Werner ELERT, *Zwischen Gnade und Ungnade* (Munich, Evang. Presseverband, 167 p.); R. A. TSANOFF, *The Moral Ideals of our Civilization* (New York, Dutton, 601 p.); Karl BARTH, Qu'est-ce que l'éthique chrétienne? (*Bulletin du Centre protestant d'études* de Genève, février 1951); W. BEACH, *Freedom and Authority in Protestant Ethics* (*Journal of Religion*, Chicago, XXXII, 1952, p. 108-118).

2. Sur ses précédents : Th. WOOD, *English Casuistical Divinity during the XVII<sup>th</sup> Century* (Londres, S. P. C. K., 1952, 140 p.).

3. J. J. VON ALLMEN, *Maris et femmes d'après saint Paul* (Neuchâtel, Delachaux, 1951); lettre des évêques luthériens de Suède sur les questions sexuelles et matrimoniales (*Lutheran Quarterly*, février 1952, et *Concordia Theological Monthly*, 1952, p. 452-458); E. von RANDENBORGH, *Arme und Reiche begegnen einander* (Hambourg, Furche Verlag, 224 p.) (sur les ménages désunis); Hans BRUNS, *Ehe unter Gottes Führung* (Gladberg, Schriften-missions Verlag, 34 p.).

4. A. J. TOYNBEE, *Christianity and Civilization* (Londres, 1940, 48 p.) (conférences); Emil BRUNNER, *Gerichtigkeit. Eine Lehre von den Grundgesetzen der Gesellschaftsordnung* (Zurich, Zwingli Verlag, 1943); Henri CLAVIER, *Le christianisme et le travail* (Valence, Impr. réunies, 1943, 93 p.; 2<sup>e</sup> éd., Ibid., 1944, 185 p.); Id., *L'action, le travail et l'acte en Dieu* (*Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, Strasbourg, 1944, p. 82-90); Karl BARTH, *Christengemeinde und Bürgermeinde* (Zollikon-Zurich, Evangelischer Verlag, 1946, 43 p.); *Kerk en samenleving* ('s Gravenhage, Boekencentrum, 1946, 104 p.) et *Kerk en boeren* (Ibid., 1946, 91 p.) (rapports d'une commission du Conseil réformé pour la Mission intérieure); Pierre CHAZEL, Y a-t-il un style réformé? (*Foi et Vie*, 1947, p. 444-454, 588-600); Jacques ELLUL, *Présence au monde moderne. Problèmes de la civilisation postchrétienne* (Genève, collection du Centre protestant d'études); A. BENNETT, *Rural Evangelism* (Londres, Mowbray, 1949, 59 p.); Heinz HORST SCHREY, *Sozialethische Literatur des Auslands* (*Theologische*

sociologie<sup>1</sup>, sur le droit<sup>2</sup>, sur la question sociale<sup>3</sup> et l'attitude marxiste<sup>4</sup>.

Nous en arrivons ainsi aux PROBLÈMES POLITIQUES, déjà abordés dans les références que nous avons données sur la résistance au national-socialisme. La conjoncture présente n'a pas fini de poser aux penseurs chrétiens

Randachau, 1949, p. 216-271) ; W. H. VERMOOTEN et W. DE FRIES, *Godedienst en Maatschappij* (La Haye, Servire, 1950, 164 p.) ; J. M. BATTEN, *Protestant Backgrounds in History* (New York et Nashville, Abingdon-Cokesbury Press, 1951, 160 p.) ; Jean BOISSET et autres, *Le problème de la civilisation chrétienne* (Paris, P. U. F., 1951, 155 p.) ; Pierre LEBAILLY, *Responsabilité de l'homme sur le plan professionnel et social (Foi et Vie, novembre-décembre 1951, p. 618-631) ; H. Richard NIEBUHR, Christ and culture* (New York, Harper, et Londres, Faber, 1951) ; V. A. DEMANT, *Religion and the Decline of Capitalism* (Londres, Faber, 1952, 204 p.) ; T. E. JESSOP, *Social Ethics, Christian and Natural* (Londres, Epworth Press, 1952, 92 p.) ; Harvey SEIFERT, *The Church in Community Action* (New York et Nashville, Abingdon-Cokesbury Press, 1952, 248 p.).

1. Max WEBER en reste le précurseur et le maître incontesté ; d'où des rééditions (*Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, 4<sup>e</sup> éd., Tubingue, Mohr, 1947, 573 p.) ; *Aus den Schriften zur Religionssoziologie*, Francfort, Schauer, 1948, 358 p.) et le recueil *From Max Weber. Essays in sociology* (Londres, Kegan Paul, 1947, 504 p.). Voir également : Joachim WACH, *Sociology and Religion* (Londres, Ibid., 1947. Éd. allemande, Tubingue, Mohr, 1951, x + 461 p.) ; W. TRILLHAAS, *Studien zur Religionssoziologie* (Goettingue, Vandenhoeck, 1949, 44 p.) ; W. BANNING, éd. de *Sociologie en Kerk* (La Haye, Boekencentrum, 1951, 101 p.).

2. Il faut citer l'étude ancienne de Karl BARTH, *Evangelium und Gesetz* (1935), car c'est elle qui, repoussant l'opposition luthérienne de la Loi et de l'Évangile, a fait repartir les débats sur l'idée chrétienne de Loi ; Emil BRUNNER, *Gerechtigkeit* (1943) ; Jacques ELLUL, *Le fondement théologique du droit* (Neuchâtel, Delachaux, 1947, 111 p.) ; Erik WOLF, *Rechtsgedanke und biblische Weisung* (Tubingue, Furche Verlag, 1948, 94 p.) ; H. LIEHMANN, *Zur Geschichte des Naturrechts in der evangelischen Kirche (Festschrift... Alfred Bertholet, Tubingue, Mohr, 1949, p. 294-324) ; Ernst WOLF et Hans Emil WEBER, Gerechtigkeit und Freiheit* (Munich, Kaiser, 1949, 36 p.) ; *Kirche und Recht. Ein vom Rat der evangelischen Kirche in Deutschland veranlaßtes Gespräch über die christliche Begründung des Rechts* (Goettingue, Vandenhoeck, 1950, 52 p.) ; *The Treysa Conference on « The biblical doctrine of Law and Justice »* (Genève, Conseil œcuménique, 1950, 69 p.) ; C. H. DODD, *Law and Gospel in the New Testament* (Londres, Cambridge Univ. Press, 1951, 83 p.) ; Claude du PASQUIER, *La conception chrétienne de l'ordre juridique* (dans le recueil cité *Le problème de la civilisation chrétienne*) ; Alfred LÉGAL, *La pensée chrétienne et la souveraineté des États en droit international* (*Ibid.*) ; Wilfrid JOEST, *Gesetz und Freiheit. Das Problem des « ius iuris » bei Luther und die neutestamentliche Parainese* (Goettingue, Vandenhoeck, 1951, 242 p.) ; Paul ALTHAUS, *Gebot und Gesetz* (Gütersloh, Bertelsmann, 1952, 39 p.) ; G. BORNKAMM, *Ende des Gesetzes* (Munich, Kaiser, 1952, 212 p.).

3. H. SINGER, *Puritan Masters and Servants. Ein Kapital Puritanischer Ethik* (Leipzig, Vogel, 1940, 104 p.) ; Ch. H. HOPKINS, *The Rise of the Social Gospel in American Protestantism. 1865-1915* (New Haven, Yale Univ. Press, 1940, xii + 352 p.) ; H. D. WENDLAND, *Geschichtsschreibung und christliche Sozialethik* (*Theologische Literaturzeitung*, Leipzig et Berlin, LXVIII, 1943, p. 233-236) ; W. SCHENK, *The Concern for Social Justice in the Puritan Revolution* (New York, Longmans, 1948, xi + 180 p.) ; H. LUTZ, *Protestantismus und Sozialismus heute* (Berlin-Grünwald, Arani, 1949, 111 p.) ; Jean BOISSET, *Le christianisme social* (dans *Le problème de la civilisation chrétienne* cit.) ; W. F. DE GAY FORTMANN, *Aims and Purposes of the Christian Social Movement* (*Free University Quarterly*, Amsterdam, I, 1951, p. 157-168).

4. Karl BARTH, *L'Église entre l'Est et l'Ouest* (Paris, Roulet, 19 ) (opposé à l'anticommunisme religieux) ; Giovanni GONNET, *Cristianesimo e Comunismo* (Rome, 1947, 56 p.) ; Emil BRUNNER, *Kommunismus, Kapitalismus und Christentum* (Zurich, Zwingli Verlag,



la question des rapports de l'Église et de l'État, de la religion et de l'autorité civile<sup>1</sup>. Depuis la fin de la guerre, celui du pacifisme chrétien bénéficie

1948, 35 p.) (contre la position de Barth; l'Église doit combattre le communisme, comme elle a combattu le nazisme; demi-condamnation seulement du capitalisme, susceptible d'amélioration); *The Challenge of Communism* (Londres, S. C. M. Press, 1952, 72 p.) et *Church under Communism* (Ibid., 1952, 79 p.) (rapports à l'Assemblée générale de l'Église d'Écosse); Emil FUCHS, *Marxismus und Christentum* (Leipzig, Koehler, 1952, 213 p.); Joseph HROMADKA, professeur à la Faculté de Théologie de Prague, Causes sociales de nos divisions (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1952, p. 533-514) (allocation à la Conférence de Lund, 1952. L'Église devant le marxisme et en pays marxiste); O. S. TOMKINS, *Three Meanings of East and West* (Londres, S. P. C. K., 1952, 24 p.) (d'un des leaders de l'œcuménisme).

1. Emil BRUNNER, *Die Christenbotschaft und der Staat* (1939) et *Die reformierte Staatsauffassung* (1939) (repousse toute théologie de l'État, qui est un « ordre » de la chute); A. DE QUERVAIN, *Christi Reich und die irdischen Reiche* (1939); B. SPULER, *Die morgenländischen Kirchen und ihr Verhältnis zum Staate* (*Internationale Kirchliche Zeitschrift*, Berne, XXIX, p. 161-171); Reinhold NIEBUHR, *Christianity and power Politics* (New York, Scribner, 1940, 226 p.); A. FREY, *Le culte de l'État et le témoignage de l'Église* (Genève, « Labor et Fides », 1942); F. J. LEENHARDT, *Le chrétien doit-il servir l'État?* (Ibid., 1944); R. NIEBUHR, *The Children of Light and the Children of Darkness. A Vindication of a Democracy and a Critique of its Traditional Defence* (New York, Scribner, 1944, 190 p. Ed. allemande, Munich, Kaiser, 1947); Ralph BARTON PERRY, *Puritanism and Democracy* (New York, Vanguard Press, 1944); Arthur FREY, *Der rechte Staat* (la responsabilité de l'Église, en Suisse, pour maintenir un État juste); Alfred DE QUERVAIN, *Ethik. T. II : Kirche, Volk und Staat* (Zurich, Zwingli Verlag, 1945); Ed.-M. AMBLEY et autres, *L'Église et l'État. Leurs relations* (Genève, La Grand-Lancy, 1946, 156 p.) (recueil publ. par la « Communauté de travail Église-doctrine »); E. BERGGRAV, *Der Staat und der Mensch. Trad. du norvégien* (Zurich, Neuer Verlag, 1946. Ed. américaine, Philadelphie, Mulemberg, 1951, 319 p.) (éthique de l'État d'après la conception chrétienne de l'homme); A. HYMA, *Christianity and Politics. A History of the Principles and Struggles of Church and State* (La Haye, Nijhoff, 1946, 331 p.); R. NIEBUHR, *Principes absolus et politique pragmatique* (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1946, p. 809-818); *L'Église, l'État et leurs relations* (1947) (recueil publ. en Suisse, calviniste); Karl BARTH, *Communauté chrétienne et communauté civile* (Genève, Centre protestant d'études, 1948) (théologie de l'État dépendant étroitement de la christologie. Voir aussi son *Rechtfertigung und Recht*, et sa *Dogmatik*, III/4, *Ethik*); J. C. BENNETT, *Modern Protestantism and Democracy* (*Review of Religion*, New York, XII, 1948, p. 166-178); J. M. DAWSON, *Separate Church and State Now* (New York, Smith, 1948); Frédéric HOFFET, *L'impérialisme protestant* (Paris, Flammarion, 1948); F. J. LEENHARDT, *Christianisme et vie politique* (Genève, Centre protestant d'études, 1948); Erik WOLFE, *Gerechte Ordnung* (Berlin, Furche Verlag, 1948); Dietrich BONHOEFFER, *Ethik* (Munich, Kaiser, 1949) (p. 254-274, sur l'Église et l'État); Otto DIBELIUS, *Grenzen des Staates* (Tubingue, Furche Verlag, 1949, 121 p.); I. A. DIEPENHORST, *The Christian and the Contemporary Problem of the State* (*Free University Quarterly*, Amsterdam, I, 1950, p. 28-49); article de RUCŒUR dans le recueil *Le chrétien et la politique* (Paris, éd. du Temps présent, 1950); Ph. D. B., *Soumission et objection à l'État* (*Foi et Vie*, septembre-octobre 1951, p. 539-547); C. H. MOEHLMAN, *The Wall of Separation between Church and State* (Boston, Beacon press, 1951, xvi + 259 p.); J. H. NIENHUIS, *Democracy and the Churches* (Philadelphie, Westminster Press, 1951, 298 p.); F. RYSEA, *Documentation protestante sur le problème de l'Église et de l'État* (*Bulletin du Centre protestant d'études de Genève*, septembre 1951) (utilisé dans la présente note); K. E. LOOS-TRUP et autres, *Die Freiheit des Evangeliums und die Ordnung der Gesellschaft* (Munich, Kaiser, 1952, 152 p.); *Rechtsprobleme in Staat und Kirche. Festschrift für Rudolf Smend* (Göttingue, Schwartz, 1952, x + 447 p.).

d'une attention nouvelle, du fait, notamment, des objecteurs de conscience, fréquents dans les communions protestantes<sup>1</sup>. On s'est peu occupé de la forme des gouvernements<sup>2</sup>.

La QUESTION DE L'ENSEIGNEMENT se pose dans ceux des pays protestants où il a été, dans l'ensemble, laissé après avoir eu de fortes bases religieuses. C'est le cas, on l'a vu, des États-Unis. Aussi ne s'y occupe-t-on pas seulement de la part de l'Église dans l'instruction<sup>3</sup>, mais l'on y proteste contre l'éducation moderne<sup>4</sup>, et les éléments les plus orthodoxes préconisent des « écoles chrétiennes ». C'est l'avis de F. E. GAEBELEIN, professeur et président d'un comité de la National Association of Evangelicals, dans son livre *Christian Education in a Democracy* (New York, Oxford Univ. Press, 1951, 305 p.) : du moins pense-t-il que ces écoles devraient être entretenues par les communautés religieuses, tandis que H. VAN DUSEN, doyen de l'Union Theological Seminary de New York, demande à l'État de s'en charger, ce qui ne violerait pas la séparation des Églises et de l'État, l'immense majorité des citoyens des États-Unis appartenant au protestantisme, au catholicisme ou au judaïsme (*God in Education. A Tract for the Times* (New York, Scribner, 1951, 128 p.). En France, la cause de l'école libre ne me semble avoir été soutenue dans le protestantisme, en dehors de quelques notes, que par Jean THEIS, Sur la liberté de l'enseignement (*Foi et Vie*, juillet-août 1952, p. 336-342)<sup>5</sup>.

L'ATTITUDE DU CHRÉTIEN DEVANT LA SCIENCE, à laquelle nous sommes ainsi conduit, a été assez abondamment étudiée dans les milieux protestants<sup>6</sup>, avec des points de vue qui vont de la séparation des deux domaines

1. Charles S. MACFARLAND, *Pioneers for Peace through Religion, based on the Records of the Church Peace Union. 1914-1945* (New York, 1946) ; Leyton RICHARDS, *Christian Pacifism after Two World War* (Londres, International Press, 1948, 145 p.) ; Charles E. RAVEN, *The Theological basis of Christian Pacifism* (New York, Fellowship Publications, 1951, 97 p.) ; *Steps to Peace. A Quaker View of U. S. Foreign Policy* (Londres, Gollancz, 1951, 64 p.).

2. John RARON, *Calvinist Republicanism and its Historical Roots* (*Church History*, Hartford, Conn., 1939).

3. C. H. MOERLMANN, *School and Church. The American Way. An Historical Approach to the Problem of Religious Instruction in Public Education* (New York, 1944, ix + 178 p.). Voir aussi : C. K. FR. BROWN, *The Church's Part in Education. 1833-1941* (Londres, s. d.).

4. G. A. BUTTRICK, *Faith and Education* (New York et Nashville, Abingdon-Cokesbury Press, 1952, 136 p.).

5. Dans la même revue (mars 1947, p. 133-137), note d'Alexandre ASTRUC, Sur le protestantisme, traitant de l'éducation et du comportement moral chez les protestants.

6. Jacques NOETZLIN, Science et théologie (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1946, p. 786-795) ; Jean WALTER, Science, existence, foi (*Ibid.*, juillet 1946) ; R. SIEBECK et V. von WIRZACKER, *Die Medizin in der Verantwortung* (Tubingue, Furche Verlag, 1947, 44 p.) ; Bernhard BAVINK, *Die Naturwissenschaft auf dem Wege zur Religion* (Bâle, Thomas Morus Verlag, 1948, 205 p.) ; R. SIEBECK, *Medizin in Bewegung* (Stuttgart, Thieme, 1949, 520 p.) ; André SCHLEMMER, Le christianisme réformé ordre universel de pensée (*Revue réformée*, avril 1950, p. 4-10) ; *Glaube und Forschung* (Gütersloh, Bertelsmann, 1950) ; F. K. SCHWANN, *Zur Ueberwindung des Säkularismus in der Wissenschaft* (Berlin-Spandau, Wichern Verlag, 1930, 40 p.) ; P. CHRISTIAN, *Das Personverständnis in modernen medizinischen Den-*

jusqu'à l'essai de reconstituer une « science chrétienne ». Cet essai a déterminé la fondation par le célèbre Abraham Kuyper de l'Université libre d'Amsterdam, qui va célébrer son cinquantième anniversaire et où toutes les disciplines humaines sont étudiées dans une lumière chrétienne, et calviniste<sup>1</sup>. Sa revue, *Free University Quarterly* (depuis 1950), soutient ces thèses : on y verra, notamment, l'étude du professeur d'histoire des sciences de cette Université, R. HOOYKAAS, *Science, Materialism and Christianity* (I, 1950, p. 49-62). En France, l'influence de l'ancien professeur de l'Université de Bordeaux Henri Devaux, de l'Institut, se fait sentir dans la Revue de la Faculté de Théologie d'Aix, où un professeur de sciences naturelles, D. VERNET, s'attache à retrouver dans la Bible les résultats de la science moderne<sup>2</sup>. C'est aussi, avec un grand développement et une réelle richesse philosophique, l'attitude de Karl HEIN, professeur à l'Université de Tubingue, dans son ouvrage, *Der evangelische Glaube und das Denken der Gegenwart*, dont le cinquième volume porte sur *Die Wandlung in naturwissenschaftlichen Weltbild* (Hambourg, Furche Verlag, 1952, 272 p.) et le sixième sur *Welterschöpfung und Weltende*.

En définitive, c'est partout le problème de la SÉCULARISATION DU MONDE D'AUJOURD'HUI qui se pose au protestantisme contemporain, comme à toutes les communions religieuses. Dans la pratique, il est obligé de s'accommoder de la diversité des points de vue, hors de lui et en lui. Par là la question de la tolérance dépasse la simple revendication de la liberté religieuse par les minorités qui en sont privées<sup>3</sup>. Mais la tolérance ne peut faire fi des droits

hen (Tubingue, Mohr, 1951) ; Roger DUCKERT, *Les réflexions d'un homme de science (Bulletin du Centre protestant d'Études de Genève, mai 1951)* ; D. R. G. OWEN, *Scientism, Man and Religion* (Philadelphie, Westminster Press, 1952, 208 p.) ; W. A. WHITEHOUSE, *Christian Faith and the Scientific Attitude* (Édimbourg, Oliver et Boyd, 1952).

1. W. YOUNG, *Toward a Reformed Philosophy. The Development of a Protestant Philosophy in Dutch Calvinistic Thought since the Time of Abraham Kuyper* (Franeker, Wever, 1952, 155 p.).

2. Le problème des origines. Le récit biblique de la création et la science (*Études de Théologie*, 1941, p. 161-166, 247-278) ; Le problème de la fin du monde et la science (*Revue de Théologie*, 1942, p. 41-69, 160-188) ; Les tendances actuelles de la science (*Ibid.*, 1943, p. 40-49) ; Évolutionnisme et foi chrétienne. I : L'offensive transformiste (*Ibid.*, p. 101-132) ; II : La réaction religieuse (*Ibid.*, p. 222-243) ; III : La possibilité d'un accord (*Ibid.*, 1947, p. 29-54) ; Biologie et révélation biblique (*Études évangéliques*, 1949, p. 280-295) ; Le vrai visage de la science (*Ibid.*, avril-juin 1952) ; Concordances (*Ibid.*, p. 217-225). Dans la même revue : P.-V. MARTIN, *Sciences exactes et religion* (1942, p. 225-240) ; Ch. FRAISSINET, *Relations de l'homme et de la science* (1942, p. 300-337), et un article de P. EHLMANN, *Caractéristique du cartésianisme du protestantisme conservateur. L'indépendance de l'esprit et de la matière. Pourquoi avons-nous oublié la démonstration qu'en donne Descartes?* (*Ibid.*, 1946, p. 133-157).

3. H. HOFFMANN, *Reformation und Gewissensfreiheit* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXVII, 1940, p. 170-188) ; D. LERCH, *Das Problem der Toleranz in theologischer Sicht* (Zurich, Zwingli-Verlag, 1948, 24 p.) ; H. J. MISPÉLBIOM BEYER, *Tolerantie en fanatisme. Een studie over verdraagzaamheid* (Arnhem, Van Loghum Slaterus, 1948, VIII + 229 p.) ; M. S. BATES, *La libertà religiosa* (Torre Pellice, Claudiana, 1949, XX + 884 p.) ; Louis Gou-

de la vérité et du devoir de la répandre. Et c'est, très précisément, le vieux problème des RAPPORTS AVEC LE CATHOLICISME qui se pose aux protestants. On a vu comment le mouvement œcuménique a essayé de le résoudre par le rapprochement sur les bases essentielles du christianisme et le travail en commun. Des espérances sans doute trop sentimentales ont fait recevoir avec surprise la simple affirmation par la hiérarchie romaine de ses positions traditionnelles et, dans les définitions mariologiques dont il a déjà été question, du souhait séculaire du peuple catholique<sup>1</sup>. Cette surprise s'est exprimée durement, et la lettre pastorale, notamment, du Synode général de l'Église réformée néerlandaise (*Herderlijk Schrijven van de Generale Synode der Nederlandse Hervormde Kerk betreffende de Rooms-Katholieke Kerk*, La Haye, Bookencentrum, 1950. Trad. F. Ch. KRAFFT et Pierre MARCEL, *Catholicisme et Protestantisme*, numéro spécial de la *Revue réformée*, 1952, n° 3-4, 97 p.) et des déclarations récentes du dernier Synode général de l'Église réformée de France et de l'archevêque de Canterbury montrent que le protestantisme ne s'écarte pas des voies de la Réforme<sup>2</sup>. Nous en trouvons l'assurance dans un article, cité en note, du doyen de la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg, Charles HAUTER : « A partir du moment où le Réformateur (*Luther*) a dit que des conciles peuvent se tromper et que des conciles se sont trompés, il a dissocié Dieu et l'Église... La tendance catholiciante... constitue une tentation permanente pour la chrétienté; elle existe, au sein du protestantisme même, partout où l'on cherche, dans la direction sacerdotale ou ecclésiastique, à établir un fait absolu s'intégrant dans ce monde... L'accroissement du sacerdotalisme dans l'Église protestante, une mystique ayant l'Église comme objet... c'est encore cette tentation des religions qui tâche de nous envahir. » Il serait difficile de mieux caractériser et le point de départ et l'état présent des faits et des problèmes dont nous avons donné ici la bibliographie récente, et que nous pensons traiter avec détail dans une prochaine *Histoire générale du protestantisme*.

Émile G. LÉONARD,

Directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études.

1943, Calvinisme et liberté (*Conscience et Liberté*, Paris, 1950, 150 p.) ; résolution sur la liberté religieuse de la Conférence œcuménique des pays latins d'Europe (25-28 septembre 1950) (*Foi et Vie*, novembre-décembre 1950, p. 582-583).

1. L'opinion protestante française a été particulièrement sensible au livre du P. CONGAR, *Vraie et fausse réforme dans l'Église* (Paris, éd. du Cerf, 1950, 648 p.).

2. F. J. PAUL, *Romanism and Evangelical Christianity* (Londres, 1940, 503 p.) ; O. UNICA, Ist der Gegensatz von Katholizismus und Protestantismus unüberbrückbar? (*Tidskrift voor Geschiedenis*, Groningue, XXIII, 1941, p. 1-16, 61-76) ; L. LAMBINET, *Das Wesen der katholisch-protestantischen Gegensatzes* (Einsiedeln et Cologne, Benziger, 1946, 221 p.) ; Pierre BOURGUET, *Protestantisme et catholicisme* (Paris, « Je sers », 1949) ; Pierre BURGELIN, *Psychologie protestante et psychologie catholique* (*Foi et Vie*, janvier-février 1951, p. 25-44) ; Charles HAUTER, Les raisons persistantes de la division entre le protestantisme et l'Église catholique romaine (*Ibid.*, p. 13-24) ; K. C. STERK, *Der evangelische Christ und die römische Kirche* (Munich, Kaiser, 1952, 48 p.).

## COMPTES RENDUS CRITIQUES

---

Robin PLACE. *Down to Earth, a practical guide to archaeology*. Londres, Éditions Rockliff, Salisbury Square, 1954 ; 173 pages, 88 figures. Prix : 16 s.

Si ce livre a peu de chances d'apprendre quoi que ce soit à un archéologue rompu aux fouilles préhistoriques, il pourra être intéressant pour l'historien ou le curieux. L'auteur, diplômé de Cambridge, participa à des fouilles et eut l'occasion de faire de nombreuses conférences. L'exposé est simple et clair, et les illustrations excellentes.

La première partie traite de la vie aux temps préhistoriques. Le chapitre consacré au Paléolithique n'est pas sans comporter quelques naïvetés<sup>1</sup> ou quelques affirmations imprudentes<sup>2</sup>. L'auteur est nettement moins à l'aise que pour les époques suivantes, comme il est normal pour un archéologue britannique. Les chapitres II à V traitent de la vie au Mésolithique, au Néolithique, à l'âge du bronze et à l'âge du fer ancien. Ils constituent, dans l'ensemble, un excellent résumé de ce que nous connaissons sur ce sujet.

La deuxième partie se rapporte aux méthodes de fouille : l'auteur indique d'abord comment on découvre un site préhistorique. Le plus souvent le hasard joue, et l'auteur donne quelques exemples de coopération entre les autorités et les archéologues qui pourraient faire rêver leurs collègues français (d'autres cas, où les gisements ont été détruits, nous sont malheureusement plus familiers). Puis il montre l'organisation générale d'une fouille, soit pour des sites de plein air, soit pour des grottes (dans ce dernier cas, il y aurait bien des détails utiles à ajouter). L'exemple pris pour un site mésolithique est la magnifique fouille conduite par le professeur Clark à Star Carr (Yorkshire). Les conseils donnés sont excellents, mais en réalité, chaque fouille pose un cas d'espèce.

La troisième partie traite de la datation des trouvailles, et, là aussi, l'auteur semble peu à son aise pour les temps les plus anciens. Le tableau de la page 133, par exemple, divise le Paléolithique en civilisations de l'homme de Néandertal et en civilisations de l'*Homo sapiens*, se développant parallèlement depuis le début, point de vue qui ne possède aucun fondement, surtout depuis que le fameux crâne de Piltdown s'est révélé une supercherie<sup>3</sup>. Les dates données, dérivées de la théorie

1. Point n'était besoin de trouver des restes de repas dans l'estomac des mammoths gelés de Sibérie pour savoir que cet animal était végétarien !

2. Les migrations saisonnières des chasseurs paléolithiques à la poursuite du gibier semblent pour le moins douteuses, à la suite de récents travaux français démontrant que les abris étaient occupés toute l'année et que le gibier ne migrail pas.

3. Il est amusant de voir l'homme de Fontéchevade placé dans la lignée de l'homme de Néandertal, les tenants de l'ancienneté de l'*Homo sapiens* se fondant justement en partie sur ce fragment de crâne.



astronomique de Milankovitch, ne sont plus acceptées aujourd'hui, et sont certainement très exagérées, tout au moins en ce qui concerne le début du Paléolithique supérieur, placé à — 100.000 (— 30.000 est une date plus probable). Le crâne de Swanscombe, quoique certainement Acheuléen, ne date probablement pas de 300.000 ans avant notre ère. Et les noms donnés par les archéologues français du XIX<sup>e</sup> siècle aux différentes industries préhistoriques suivent les règles de la nomenclature géologique et ne sont nullement « encombrants »<sup>1</sup>.

A partir du Mésolithique, les datations sont plus sûres et meilleures, par la méthode des varves ou l'analyse pollinique<sup>2</sup>. Les derniers chapitres traitent des dates données pour le Néolithique et les âges du Bronze et du Fer.

Dans l'ensemble, malgré la faiblesse des chapitres se rapportant au Paléolithique, ce petit livre sera certainement utile. C'est une bonne vulgarisation, intéressante pour le non-spécialiste. Mais le sous-titre (Guide d'archéologie pratique) semble pour le moins ambitieux.

F. BORDES.

**H.-I. MARROU. De la connaissance historique.** Paris, Éditions du Seuil, 1956 ; in-8°, 299 pages.

On lit, page 10 : « Historien de métier, je parle en philosophe. » Effectivement, l'ouvrage présente deux aspects, mais, si l'historien de métier apparaît en nombre de passages, c'est au philosophe qu'appartient la maîtrise. Il répudie les conceptions qui ont provoqué la défaveur dont souffre l'histoire au sein du grand public ; avant tout, le « positivisme », c'est-à-dire la méthode qui, annexant l'histoire aux sciences expérimentales dont le déterminisme est l'indispensable postulat, lui prescrit la recherche d'un savoir objectif, exprimé sous forme de « lois » et valable pour tous ; mais aussi les philosophies de l'histoire qui, consciemment ou non, enchaînent également l'historien à leurs « lois ». A ces systèmes périmés, il convient de substituer « une philosophie critique de l'histoire ».

Ce dessein paraît s'harmoniser avec la renaissance de la métaphysique qui marque jusqu'à présent notre siècle, comme elle avait dominé la première partie du précédent ; sans songer à lui rechercher ici des causes historiques, on conclut qu'il s'agit d'éliminer l'explication déterministe et de restaurer la notion du libre-arbitre. En ce qui concerne l'histoire, l'initiateur fut le « grand Dilthey » (p. 205) et ses disciples allemands et anglais ; ajoutons Croce, bien qu'à son égard M. Marrou se montre réticent (« le vieux sophiste napolitain », p. 24) ; enfin, la rénovation doit beaucoup à l'existentialisme, le chapitre VIII, par exemple ; de ces apôtres, la plupart sont des philosophes qui demeurèrent étrangers à nos recherches, et, on le reconnaît sans vergogne, les historiens français, en grande majorité, ne leur ont guère prêté l'oreille ; mais M. Marrou est un érudit éprouvé, un écrivain renommé : ainsi, prendront-ils son livre en grande considération.

On n'exagère pas en avançant que, de bout en bout, il s'applique à projeter une lumière nouvelle sur le rôle de l'historien. Contrairement à ce qu'imaginait la méthode positive, ce dernier ne « trouve » pas l'histoire : il la « construit » ; l'examen critique des documents laissant généralement place à l'incertitude, c'est

1. Il n'est nullement prouvé que notre Acheuléen vienne d'Afrique. Mais peut-être ces termes ont-ils le tort de ne pas être anglais ?

2. L'auteur ne semble pas au courant des résultats donnés par le radiocarbone.

par un « acte de foi » qu'il accorde sa confiance à tel ou tel (p. 133) ; qu'on ne confonde pas la foi et la crédulité : l'historien ne l'accorde qu'après une enquête rationnelle, mais elle est « libre ». Et, quand, après s'être élevé à la « compréhension » du document, il rassemble les faits et s'efforce de leur conférer l'intelligibilité, il n'y réussit que par un « jaillissement de son être » ; s'il introduit sa méthode dans l'étude des philosophes d'autrefois, son succès dépend bien moins de l'exploration des sources et des circonstances concrètes qui expliquent leurs doctrines que de la perception de leur pensée « à l'état naissant » par l'intuition bergsonienne. On conçoit qu'entre les ouvrages d'histoire, Dilthey préférât les biographies qui essaient de saisir l'être vivant dans sa particularité inexplicable. Bref, la connaissance historique n'atteint que le singulier ; le fait historique est irréductible ; l'objectivité est une chimère ; l'histoire est subjective.

Subjective, elle l'est plus encore parce que l'historien est « engagé ». Il y aura bientôt trois siècles, Fénelon (que M. Marrou ne cite pas) écrivit pourtant : « L'historien n'est d'aucun temps ni d'aucun pays. » Constatation ? Non, précepte. Sachant bien que tout historien tient de son époque et de sa patrie, il le mettait en garde et sa recommandation figure toujours parmi les règles de notre méthode. Au contraire, la nouvelle philosophie critique estime que la défaveur de l'histoire provient de sa prétention à ignorer les préoccupations actuelles du monde, tant politiques et sociales que religieuses et métaphysiques. L'histoire, a dit Croce, est toujours contemporaine. Autrement dit, l'historien transportera ses opinions dans le passé et, de ce chef, le jugera : la théorie précède l'histoire. On lui conseille de ne pas s'interdire l'intervention personnelle, de ne pas craindre le « je » ; qu'il se dise : avant tout, j'écris l'histoire pour moi.

Mais, au « philosophe » parvenu à cette apogée existentielle, « l'historien de métier » conseille la prudence. Inconsciemment « engagés », les hommes s'abandonnent à l'anachronisme et le sens commun prescrit à l'historien de l'éviter ; consciemment « engagé », il risque de verser dans l'apologétique et dans la propagande. Le conseil de Fénelon semble récupérer ainsi son efficacité. Mieux encore : l'histoire est une « connaissance » ; elle cherche la vérité et, en outre, alors que le passé, tout comme le présent, n'était pour les contemporains qu'un chaos dont l'avenir démêlerait le sens, l'histoire se propose de le rendre intelligible. Si donc on prétend que l'historien la construit, on ne peut le comparer au poète qui se confie à son imagination : il se prépare des matériaux par la recherche érudite qui exige une initiation technique et observe une méthode lentement élaborée depuis le xvi<sup>e</sup> siècle. Sans doute, la documentation demeure-t-elle toujours incomplète et l'historiographie révèle-t-elle entre ses interprètes des divergences profondes ; mais un progrès se manifeste, car, sur les faits, l'accord peu à peu se réalise et des rapprochements se dessinent entre les commentaires explicatifs. D'ailleurs, si l'auteur est « engagé », il se doit d'en prévenir le lecteur, de manière qu'à son tour ce dernier possède les éléments d'une réflexion critique. En somme, si le « philosophe » n'admet pas que l'histoire parvienne à l'objectivité, l'« historien de métier » n'accorde pas non plus qu'elle soit purement subjective. Aussi ce dernier obtiendra-t-il presque toujours l'assentiment de ses confrères ; néanmoins, il se peut que la discussion se rouvre à propos de la vigoureuse offensive qui, à plusieurs reprises, s'en prend au livre fameux de Langlois et de Seignobos qui résuma, il y a un demi-siècle, les notions directrices sur le travail de l'érudit et de l'historien.

Ils s'en tenaient, leur reproche-t-on, à la conception traditionnelle depuis les

origines mêmes de l'histoire : un récit des événements politiques, diplomatiques et militaires ; par suite, déclarant qu'elle s'écrit à l'aide de documents, ils retenaient exclusivement ceux qui conviennent à ce dessein ; encore ne songeaient-ils qu'à en suspecter l'authenticité et à douter de la confiance que méritait le témoignage ; refusant la créance quand ce dernier est unique, ils réduisaient l'histoire au probable ou au vraisemblable, et même, se résignant à une déclaration d'ignorance, conduisaient à l'agnosticisme.

Tous les historiens reconnaissent, en effet, aujourd'hui que l'enseignement de Langlois et de Seignobos se trouve dépassé et inscrivent Lucien Febvre et Marc Bloch au premier rang de ceux qui ont élargi la conception de l'histoire ; tous savent qu'elle a étendu son domaine non seulement dans le temps et dans l'espace, mais à l'ensemble de l'activité humaine ; que l'histoire économique et sociale, par exemple, tire parti de documents que l'histoire des événements, tenait pour indifférents ; qu'aux manuscrits et aux imprimés s'en adjoignent d'autres ; que la linguistique et l'ethnographie, la psychologie collective, la géographie et la sociologie leur viennent en aide. Mais il n'en résulte pas que nos prédécesseurs aient démerité, car, telle quelle, leur méthode critique reste valable. Les « combats pour l'histoire » dont parla Lucien Febvre — l'histoire telle qu'il s'en était finalement formé l'idée — les combats pour la nouvelle philosophie critique de l'histoire, ajouterait apparemment M. Marrou, expliquent le ton polémique fréquemment adopté à l'égard de nos anciens : il ne le justifie pas. Dans l'historiographie, de même que dans l'évolution humaine, se décèle un mouvement progressif durant les quelques millénaires qu'embrasse actuellement l'histoire : des efforts que nous percevons dans le passé, nous sommes solidaires. Au surplus, il n'apparaît pas que les critiques dont on vient de produire un aperçu soient toutes également fondées.

Critiquer le témoin et son témoignage, dit-on, ne suffit pas : il faut les « comprendre ». Si l'on entend par là que l'historien se doit de rechercher tous les facteurs dont l'influence paraît susceptible d'expliquer la pensée et la conduite du personnage, il ne semble pas qu'ait jamais été contestée cette exigence intellectualiste. Mais il peut en aller différemment si on lit que la compréhension suppose la sympathie. Sympathie, bien sûr, pour le témoin qui fut exposé, comme nous, à l'erreur et aux misères de la condition humaine, mais l'ambiguïté naît si l'on veut que la compréhension dépende d'une adhésion aux croyances et au comportement du témoin, car, en ce cas, se réveille l'inquiétude qu'on avait manifestée avec raison à l'égard de l'historien « engagé ». Autre exemple : Langlois et Seignobos se voient accusés de mener à l'agnosticisme. A tort. L'agnosticisme est une attitude métaphysique, alors qu'ils s'en tiennent au doute méthodique, n'excluant pas que la découverte d'un document nouveau ou simplement l'interprétation originale que le génie d'un historien futur prêterait au témoignage unique pourra tout au moins nous rapprocher de la vérité.

Au surplus, quelques remarques réduisent la portée de cette contestation. M. Marrou vénère Ranke (p. 18 et 285) ; or, Ranke se vouait à l'histoire politique et les documents qu'il utilisa ne diffèrent pas de ceux que Langlois et Seignobos retenaient. Dans le chapitre où il délimite l'intelligibilité du passé et la vérité que peut atteindre l'histoire, M. Marrou conclut comme ces derniers : l'histoire ne dépasse point le probable ou le vraisemblable. Et, finalement, on lit, page 238 : « Nous ne contestons qu'en apparence les axiomes de la méthode positiviste ; en

fait, notre théorie les intègre au niveau, à vrai dire assez superficiel, pour lequel ils sont valables. » Superficiel? La critique du document et du témoignage, à laquelle nous sommes attachés, ne mérite pas cette épithète : sur elle repose l'érection sans laquelle il n'est point d'histoire. Mais la concession suffit pour que, philosophie à part, l'« historien de métier » s'accorde avec ses confrères dans la pratique de notre discipline.

Subsistent néanmoins quelques points sur lesquels la réserve de M. Marrou rappelle curieusement le silence de Langlois et de Seignobos et à propos desquels la discussion pourra se rouvrir. Dans la vie quotidienne de l'homme, les faits qui se répètent tiennent une place énorme ; l'histoire en retient une partie quand elle aborde, par exemple, l'économie, la structure sociale, la démographie ; si elle ne peut mesurer et peser comme certaines des sciences de la nature, elle peut compter, pourvu que la documentation s'y prête. M. Marrou fait allusion aux faits qui se répètent, mais pour limiter à leur seul profit l'emploi de la comparaison (p. 118). D'autre part, le recours à la statistique ne prend de l'ampleur que confié collectivement à une équipe ; il n'est qu'un des aspects d'un problème plus vaste, celui de l'organisation du travail qui, sans exclure l'initiative personnelle, arracherait, dans une certaine mesure, la recherche historique à l'anarchie qui en restreint les résultats. De ce problème, M. Marrou ne dit rien ; et, certes, on comprend que, spécialiste de l'Antiquité, la nature de sa documentation ne l'invite pas à l'envisager, mais le caractère individualiste que sa philosophie confère à l'œuvre de l'historien a probablement contribué à son abstention.

On présume, finalement, que le double aspect de cette « connaissance historique » mitigera quelque peu les appréciations. Certains philosophes estimeront sans doute que M. Marrou, si favorable à l'existentialisme, laisse trop de latitude aux réserves de l'« historien de métier ». En sens opposé, il se trouvera des historiens pour refuser à la métaphysique l'accès de leur méthodologie. C'est en l'excluant de leur domaine qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle les sciences de la nature s'assuraient l'indépendance qui fut l'une des conditions de leur prodigieux essor. Il importe aux progrès de l'histoire qu'elle suive cet exemple. Aussi Marc Bloch, comme j'ai eu l'occasion de le rappeler ici<sup>1</sup>, n'interposait-il pas, au contraire de Dilthey, une cloison étanche entre elle et les disciplines expérimentales.

G. LEFEBVRE.

**Gustave LEFEBVRE. Essai sur la médecine égyptienne de l'époque pharaonique.** Paris, Presses Universitaires de France, 1956 ; in-8°, XII + 216 pages, VIII planches h. t. Prix : 1.200 fr.

L'ouvrage de G. Lefebvre sur la médecine égyptienne, qui vient de paraître il y a quelques mois, est d'une qualité et d'un intérêt exceptionnels, comme tout ce qu'a écrit le savant égyptologue. Sa dernière œuvre est due à la rencontre de ses études longtemps poursuivies sur les textes médicaux, avec la curiosité d'esprit et l'expérience professionnelle d'un groupe de médecins, dont certains furent ses élèves en égyptologie.

Le plan du livre est ainsi disposé : deux chapitres d'information générale (traités médicaux des Égyptiens, place et esprit de la médecine dans la mentalité

1. T. CCX, 1953, p. 89.

égyptienne, renseignements sur les médecins), puis : un chapitre sur l'anatomie et la physiologie d'après ces mêmes traités, sept chapitres sur la pathologie et la thérapeutique, un chapitre sur divers accidents, un chapitre sur la chirurgie osseuse et la pathologie externe, un chapitre de conclusion.

On peut résumer ainsi les principales régions du corps humain dont traitent les manuscrits qui nous sont parvenus. Pour l'anatomie-physiologie : le cœur et les vaisseaux sanguins. Pour la pathologie et la thérapeutique : maladies de la tête, du visage (nez, oreilles, bouche, dents), des yeux (domaine très développé par les Égyptiens), maladies du cœur (peu connues), gynécologie et accouchement, maladies pulmonaires, estomac et intestins, foie et rate, maladies des voies urinaires, maladies des membres. Pour la chirurgie : blessures du crâne et du visage, fractures de vertèbres.

Il n'est guère possible de donner, en une ou deux pages, une image exacte d'un traité dont la matière est excessivement dense. Cette matière comporte une masse de mots et d'expressions, dont chacun a dû faire l'objet d'une étude à la fois philologique et médicale très poussée. Nous avons là le dernier mot actuel sur la traduction des termes médicaux égyptiens dans le vocabulaire médical du monde moderne. Mais le domaine décrit par la langue égyptienne d'une part, de l'autre par la langue française, c'est le corps de l'homme et de la femme, toujours identique à lui-même depuis le passé le plus éloigné.

Il est étonnant de constater que l'ensemble des méthodes, des procédés médicaux (et encore plus chirurgicaux) de l'Égypte ancienne est imprégné du même esprit d'induction et d'expérimentation que la science de guérir d'aujourd'hui. Le traité de chirurgie osseuse dit « Papyrus Smith » est rédigé d'après une présentation logique comparable à celle des ouvrages similaires modernes : 1) intitulé, 2) examen « clinique », 3) diagnostic, 4) pronostic, s'il y a lieu, 5) traitement, 6) commentaires explicatifs.

Dans les jugements qu'on a portés sur la médecine égyptienne, on a fait jusqu'à nos jours une part démesurée, d'abord aux formules conjuratoires, qui sont la marque de l'époque, ensuite à la pharmacopée, surabondante et, du moins à première vue, peu efficiente.

Maintenant tout médecin, tout curieux des choses médicales, ayant lu, ou seulement parcouru le livre de Lefebvre et des médecins éminents qui l'ont aidé, sera capable de comprendre en quoi ce jugement est mal fondé. Il est temps de considérer, non pas seulement ce qui éloigne la médecine égyptienne de notre science actuelle, mais encore et surtout ce qui la rattache à notre esprit médical d'aujourd'hui.

Maurice ALLIOT.

LOUIS GERNET. *Droit et société dans la Grèce ancienne*. Paris, Recueil Sirey, 1955 ; in-8°, 245 pages.

Cet ouvrage renferme une douzaine d'études fort pénétrantes et personnelles intéressant la vie juridique et sociale de l'antiquité hellénique, études publiées depuis 1909 dans plusieurs revues et mélanges (*Revue des Études grecques*, *Mélanges Glotz*, *Revue historique de droit français et étranger*, *Archives d'histoire du droit oriental*, *Revue internationale des droits de l'antiquité*). Certains de ces articles ont été déjà brièvement recensés dans le bulletin d'histoire grecque de la présente revue ;



il est naturellement impossible de reprendre ici la même tâche pour tous les autres, et nous nous bornerons à signaler, d'après l'excellente introduction du livre, l'esprit général qui domine l'ensemble de ces recherches et leurs conclusions les plus notables.

M. Gernet souligne d'abord l'indifférence dont la connaissance du droit hellénique a longtemps souffert : ce droit n'a fait généralement l'objet que de travaux assez dispersés, dus trop souvent — sauf pendant ces dernières années — à des spécialistes d'une compétence indéniable, mais singulièrement limitée. Puis, le savant auteur met en bonne lumière l'intérêt des études relatives au droit des temps préhistoriques : il n'y a là, sans doute, que des éléments assez modestes ; mais ils suffisent à montrer combien le monde hellénique abonde en indications sur « des niveaux de société et de pensée juridique » fort antérieurs à ceux que l'on peut aisément connaître grâce au droit romain ; sans former encore une technique autonome et bien spécialisée, ce « prédroit » se discerne en des activités traditionnelles dont le sens et les effets ressemblent déjà à ceux que fera apparaître le droit lui-même ; les relations unissant ce dernier à son devancier sont du reste assez variables selon les espèces : il y a tantôt continuité, tantôt divergences ou opposition. Certains usages juridiques fort anciens ont ainsi totalement disparu avec le milieu social qui les expliquait (notamment dans le domaine de la vie matrimoniale et familiale).

L'histoire du droit pénal grec, si diligemment et efficacement étudiée par Glotz, il y a un demi-siècle, dans des ouvrages dont l'objet était alors vraiment nouveau, a été, depuis, très négligée ; or, il y aurait bien des recherches à poursuivre en cette matière, recherches qui seraient, suivant les prévisions de M. Gernet, des plus fructueuses. Ayant lui-même examiné quelques aspects fort anciens du droit pénal, il a conclu qu'en dépit d'une opinion trop répandue, les institutions archaïques ne sont pas plus « élémentaires » que les modernes : entre les unes et les autres, il y a seulement différence de structure. Une grande diversité règne d'ailleurs à cet égard entre les villes de Grèce.

L'évolution du droit familial, également, donne lieu à plus d'un problème. L'auteur s'en était occupé, il y a trente-six ans, dans un article consacré à la législation solonienne sur le testament ; soulignant la portée sociale de la réforme, il rappelle qu'au temps où la famille « restreinte », l'*oïkos*, avait cessé de dépendre étroitement du *génos*, le testament solonien était destiné à en garantir la survie ; dans l'institution successorale, la notion du groupe familial restreint prenait désormais une importance essentielle. Le régime évoluera, du reste, dans un sens nettement individualiste, et c'est ainsi que, dès le commencement de la période hellénistique, le testament sans adoption deviendra la règle ; les progrès de la fortune mobilière, extrafamiliale, auront largement contribué à ce résultat.

Le développement de l'activité économique eut aussi pour effet, relativement tardif, la naissance du droit commercial, qui, à la différence du droit « civil », ne relevait pas de l'État, n'émanait pas de la loi, mais de l'usage — surtout maritime — et sera finalement accepté par l'État, entrant ainsi dans le domaine propre du droit. Dans cette transformation, tacitement admise par les tribunaux, l'emploi de l'acte écrit, si rare encore à l'époque classique, gagna sans cesse en importance. De tels changements ne devaient pas rester bornés à l'étroit milieu de la cité : d'où l'apparition d'un « droit international », qui sera reconnu et observé par les divers centres commerciaux du monde méditerranéen. Ces innovations

n'acquerront leur pleine valeur, il est vrai, que dans le cadre du droit romain.

D'une façon générale, l'influence de l'archaïsme sur la procédure hellénique fut des plus vivaces, même dans une cité fort inquiète et mobile comme Athènes, où l'organisation judiciaire de l'époque solonienne garda si longtemps son prestige. Le travail législatif, singulièrement intense, du IV<sup>e</sup> siècle porte les traces de conceptions bien antérieures au temps où la justice d'État avait fini par triompher : l'organisation de l'arbitrage public en est un saisissant exemple. Bref, la procédure est restée fort conservatrice, en dépit des multiples changements subis par le droit depuis le commencement du VI<sup>e</sup> siècle jusqu'au seuil de l'époque hellénistique ; mais, si Athènes a ignoré toute « notion dominatrice du droit », il n'en a pas moins existé une véritable « jurisprudence » athénienne, qui, élaborée durant des siècles par les arrêts de jurys populaires constamment renouvelés, sera féconde en résultats novateurs.

Un index fort diligemment dressé des passages cités par M. Gernet est joint à ce bel et précieux ouvrage, dont les historiens et les juristes pourront tirer le plus grand profit.

Paul CLOCHÉ.

**J. A. O. LARSEN. Representative Government in greek and roman history.**

Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1955 ; in-8°, viii-249 pages. Prix : \$ 4.

M. Larsen, à qui l'on doit maints travaux éminents sur les institutions grecques, s'est proposé de montrer qu'en dépit d'une opinion trop répandue, le régime représentatif n'a pas pris naissance au cours des temps modernes, mais dès l'antiquité gréco-romaine ; il s'opposait au gouvernement direct, exercé par des assemblées qui décidaient souverainement de toute question d'intérêt public (l'auteur rappelle un certain nombre de votes très importants émis par l'Ecclésià d'Athènes) ; il s'en fallait, assurément, que la totalité, ou même la majorité, des citoyens assistât à la réunion ; mais l'Ecclésià n'en était pas moins l'organe essentiel de l'État — cité démocratique. En revanche, les partisans de l'oligarchie semblent avoir préféré le gouvernement représentatif, dont la pièce maîtresse était le Conseil (Boulè). Cette dernière institution, d'ailleurs, ne fut nullement étrangère à la démocratie : M. Larsen expose avec sa précision coutumière le recrutement et les attributions de la Boulè clisthénienne ; il montre comment elle a possédé, pendant un certain temps, différents pouvoirs souverains, qu'elle perdra au profit de l'« assemblée plénière », tout en gardant un caractère éminemment représentatif.

L'auteur discerne aussi des traces du régime représentatif dans l'organisation de la ligue instituée par Thalès de Milet, et, surtout, il étudie fort longuement, et avec une impeccable netteté, la confédération béotienne qui fonctionna de 447 à 386, sous la direction d'une oligarchie modérée : ce fut, dit-il, « le plus clair exemple » de gouvernement représentatif qu'ait alors connu l'Hellade ; les divers rouages en sont fort bien analysés par M. Larsen, et il remarque à bon droit que les modernes ont trop rarement signalé l'aspect représentatif d'un tel régime. Examinant les autres confédérations helléniques (ligue du Péloponèse, ligues navales d'Athènes, ligue de Corinthe), il fait observer, notamment, que, si tout État des ligues péloponésienne et athéniennes disposait d'une voix seulement dans les assemblées fédérales — ce ne sera plus le cas pour les membres de la ligue de Co-

rinthe —, il ne s'ensuivait pas nécessairement qu'il y fût représenté par un seul délégué. L'auteur rappelle aussi qu'en dépit d'une égalité théorique, plus d'une cité exerça dans les confédérations une hégémonie de fait, due surtout à d'impérieuses raisons militaires ou financières.

Au IV<sup>e</sup> et au III<sup>e</sup> siècle, le gouvernement direct l'emporta graduellement dans certaines ligues. Il en fut ainsi dans la confédération béotienne reconstituée à partir de 379-378 : la souveraineté y était détenue, au bénéfice de Thèbes, par une assemblée où l'on votait par tête. Dans la confédération arcadienne, on discerne clairement l'existence d'une assemblée primaire et souveraine — les Dix-Mille — et celle d'un corps de cinquante *damiorgoi* : désignés par les différentes cités de la confédération en proportion du nombre de leurs habitants, ces *damiorgoi* faisaient office de Boulé ou de commission bouleutique. Puis, étudiant l'organisation de la ligue achéenne et mettant largement à profit la savante enquête de M. Aymard, l'auteur s'applique à définir la nature et les attributions respectives du *synklêtos* et du *synodos* : il montre, en particulier, que pendant l'année 200, il y eut quatre *synodoi* réguliers, fonctionnant comme assemblée primaires et votant sur des questions d'importance majeure. Ce régime ne durera guère au delà de l'année 217 ; on laissera ensuite le gouvernement aux magistrats et à un organe représentatif, la Boulé, tout en usant du referendum pour quelques affaires d'intérêt vital, comme les traités ou la guerre (en 200 et 198, par exemple). Au total, victoire du régime représentatif, qui s'introduira également en Thessalie après 194 et dans les quatre sections de la Macédoine après Pydna : bref, au II<sup>e</sup> siècle avant J.-C., ce régime est devenu courant dans les confédérations grecques.

M. Larsen examine enfin les confédérations hellénistiques du monde romain, les assemblées des provinces occidentales de l'empire et les transformations de ces assemblées au cours du IV<sup>e</sup> et du V<sup>e</sup> siècle. Les États fédéraux hellénistiques (sauf rares exceptions) possédaient des assemblées purement représentatives ; le nombre des membres de ces assemblées était généralement proportionné à celui des habitants des divers États ; leur activité avait surtout pour objet l'observation du culte impérial et le contrôle de l'administration des gouverneurs, que l'on gratifiait habituellement de décrets honorifiques, mais contre lesquels il n'était pas rare que l'on entamât des poursuites. Traitant des assemblées provinciales de l'Occident, l'auteur souligne, notamment, leur importance pour les progrès du sentiment national en Gaule (progrès également stimulés par le druidisme) ; si ces assemblées ont peu « gouverné », elles ont du moins beaucoup contribué au développement de certaines régions. Sous le Bas-Empire, enfin, les assemblées provinciales furent de très utiles organes pour la publication des lois, tout en continuant à surveiller et, le cas échéant, à accuser les gouverneurs ; on les encourageait souvent à envoyer des ambassades chargées d'exprimer leurs vœux et leurs doléances.

Un appendice consacré aux assemblées de la ligue achéenne, de nombreuses et utiles remarques, groupées par chapitres, et un index analytique où figurent les noms de lieux, d'institutions et d'auteurs sont joints à ce bel et savant ouvrage, qui mérite pleinement la gratitude des historiens<sup>1</sup>.

Paul CLOCHÉ.

1. Ajoutons quelques remarques à ce compte rendu. Même au temps du gouvernement direct de l'assemblée populaire, la Boulé d'Athènes exerça en plusieurs circonstances d'im-

Piero MELONI. *Il valore storico e le fonti del Libro Macedonico di Appiano*. Rome, Bretschneider, 1955; in-8°, VIII-227 pages. Prix : 3.000 lire.

Auteur d'un très bel ouvrage sur *Persée et la fin de la monarchie macédonienne*<sup>1</sup>, M. Piero Meloni estime que la variété des problèmes soulevés par le « livre macédonien » d'Appien impose des recherches fort méticuleuses touchant l'origine et la valeur de la documentation dont cet écrivain s'est servi. L'auteur entreprend ainsi une tâche analogue à celle qu'avait accomplie en 1930 M. Dobias dans ses *Études sur le livre illyrien d'Appien*; sa méthodique et patiente enquête se divise en trois parties, respectivement consacrées au règne de Philippe V, à celui de Persée et à un bref et substantiel aperçu d'ensemble. En voici les principales conclusions : il y a lieu de modifier l'ancienne hypothèse suivant laquelle l'ouvrage d'Appien provenait d'une source latine utilisant soit des annalistes, soit Polybe, dont le récit aurait été déformé; en réalité, selon M. Meloni, Appien mit aussi directement à profit des sources grecques, comme il résulte de plusieurs faits bien assurés : l'oracle annonçant la défaite de Philippe V et la disparition de son royaume, oracle signalé dans le texte d'Appien et que nous connaissons par l'intermédiaire de Pausanias; divers détails intéressant la Grèce et l'Orient hellénistique, mentionnés dans Appien, mais non dans Polybe, et qui auraient laissé un annaliste indifférent. Qu'Appien n'ait d'ailleurs pas recouru à une source unique, c'est ce que démontrent parfois les divergences entre ses appréciations : ici, il prête à Philippe l'ambition de renforcer par tous les moyens sa souveraineté; là, il en fait l'innocente victime de l'agression romaine; il montre en Persée tantôt un homme d'une loyauté irréprochable, tantôt un prince qu'aveuglent la rancune et la soif de domination.

La source antiromaine dont Appien s'est maintes fois inspiré reflétait les sentiments de certains milieux helléniques qu'exaspéraient les récents bouleversements du monde méditerranéen et auxquels Persée était naturellement fort sympathique : c'est de leur opinion qu'Appien se fait l'écho en affirmant que le successeur de Philippe V avait respecté les clauses du traité romano-macédonien. De quelle époque cette source date-t-elle? De la fin du II<sup>e</sup> siècle ou du commencement du III<sup>e</sup>, semble-t-il; on peut songer à Straton, historien de Philippe V et de Persée, et à Posidonios, qui écrivit l'histoire du second de ces princes : il y a dans cette dernière source plusieurs indications fort détaillées que l'on ne trouve ni chez Polybe ni chez les annalistes; l'une d'elles apprécie très favorablement l'attitude observée par Persée lors de sa dernière ambassade au Sénat. D'autres passages d'Appien, il est vrai, fort comparables à différents textes de Diodore et de Tite-Live dépendant de Polybe, jugent avec bienveillance la politique de Rome et de ses alliés.

Au total, c'est uniquement chez Appien que se discerne la trace des sentiments

portants pouvoirs judiciaires et politiques (cf. *Rev. des Ét. grecques*, t. XXXIII, p. 1-50; t. XXXIV, p. 233-265). L'Éclésiaste ne disposait pas d'une autorité sans limites, puisque les *dicastéria* — dont le caractère représentatif n'est pas contestable et dont la composition était d'ailleurs moins large et moins populaire — brisèrent plus d'une fois ses décisions. En fin, ce n'est pas seulement « un esprit de foule », comme le dit l'auteur (p. 2), qui domina le procès des vainqueurs des Arginuses.

1. Excellent compte-rendu de M. Léon Homo (*Rev. hist.*, t. CCXII, p. 351-353).

éprouvés durant la première moitié du III<sup>e</sup> siècle dans les milieux où l'on espérait encore l'échec des armées romaines ; très gêné, d'ailleurs, par la diversité de ses sources, l'historien n'a pu adopter l'unité de ton indispensable à son ouvrage.

Paul Glocné.

**Christian Courtois. Les Vandales et l'Afrique.** Paris, Arts et Métiers graphiques, s. d. [1955] ; in-4<sup>o</sup>, 456 pages.

**Victor de Vita et son œuvre. Étude critique.** Alger, Gouvernement général de l'Algérie, 1954 ; in-8<sup>o</sup>, 112 pages.

Les thèses de C. Courtois renouvellent un grand sujet : l'histoire de l'Afrique vandale. Quoique la composition du jury ait pu faire croire à un chapitre d'histoire médiévale, il est manifeste qu'elles retracent un épisode — l'avant-dernier exactement — de l'histoire ancienne de l'Afrique, le dernier étant l'époque byzantine. C'est un grand sujet assurément que l'auteur n'a pas hésité à élargir encore dans son introduction et son épilogue, en posant la question de savoir « comment peu à peu l'Afrique a cessé d'être romaine » (p. 6). A quoi il esquisse une réponse en invoquant finalement les fautes de Rome, dont l'impérialisme « disjonctif » a colonisé les plaines, mais négligé les montagnes — et le tempérament berbère lui-même, rebelle à toute assimilation, à toute discipline (p. 359). Toutefois, si intéressant que soit un tel problème, auquel C. Courtois se propose sans doute de revenir plus longuement, il ne traite ici qu'un aspect subsidiaire, parfaitement défini dans l'introduction : « dans quelle mesure l'invasion germanique a(-t-elle) modifié le rythme de l'histoire africaine ? » en a-t-elle « ou non rompu la continuité ? » (P. 8.) Ainsi posé, le sujet est traité avec une rigueur parfaite : rien n'est négligé ni laissé au hasard, tout est admirablement mis en place et éclairé. Il faut donc louer d'abord l'érudition impeccable, toutes les questions abordées étant élucidées avec une connaissance parfaite des textes et de la bibliographie : on en jugera par les appendices, qui contiennent, entre autres, un *Corpus* des 173 inscriptions d'époque vandale (p. 365-388), une prosopographie exhaustive de 52 personnages de la dynastie hasding (p. 390-404) ; on en jugera aussi par la thèse complémentaire, véritable modèle d'« étude critique » sur Victor de Vita et son *Historia persecutionis vandalicae* (dont il démontre de façon convaincante qu'elle a été composée en 484). Il en résulte que nous avons ici, quoique l'auteur s'en défende, une histoire complète des Vandales et de leur installation en Afrique, où rien n'est laissé dans l'ombre.

En préface à cette histoire, les deux premiers chapitres présentent, si l'on peut dire, les Vandales avant l'Afrique et l'Afrique avant les Vandales, ce qui nous plonge dans la « préhistoire » germanique et dans le Bas-Empire romain, dont C. Courtois montre une connaissance parfaite : qu'on lise au passage les indications sur l'étymologie du mot Andalousie (p. 56 et suiv.), sur la *Notitia dignitatum* (p. 72 et suiv.), pour ne donner que ces deux exemples. De ces premiers chapitres se dégage une conclusion, qui reparaitra par la suite comme un *leitmotiv* : il n'y a pas une Afrique, mais deux et même trois, car, entre l'Afrique romaine et romanisée et celle qui ne fut jamais touchée par Rome, il faut situer un pays intermédiaire, un moment romanisé, mais abandonné à lui-même depuis le III<sup>e</sup> siècle. Des analyses minutieuses, éclairées par des cartes nombreuses (p. 66, 73, 81, 85, 119), précisent l'étendue du repli de Dioclétien en Maurétanie et en Tripolitaine (350.000 kilomètres carrés avant, 240.000 après) et évaluent la perte de popula-



(tion subie de ce fait (trois millions sous le Bas-Empire au lieu de quatre sous le Haut-Empire). L'invasion vandale ne fera qu'accentuer ce rétrécissement, en limitant la domination de l'État carthaginois à quelque 100.000 kilomètres carrés (carte p. 182) et à moins de deux millions d'habitants : C. Courtois estime que les provinces maurétaniennes, administrées par l'Empire d'Occident de 442 à 455, n'ont pas été récupérées par Genséric après 455 et ont simplement grossi le *no man's land* anarchique de la « troisième Afrique ». Tout ceci est judicieux et neuf sans paradoxe.

De même son analyse du « secret de Genséric » démontre, victorieusement, semble-t-il, que les Vandales n'ont pas ressuscité Carthage, comme on l'a souvent affirmé : pas de marine de guerre, pas de fondement commercial à un impérialisme naval. La politique des Barbares, qui n'est que « la composante de leurs instincts », vise seulement à dominer des terres fertiles ; l'Empire vandale est un « Empire du blé » (p. 205-214).

Il n'y a qu'un point sur lequel on discutera les considérations et les conclusions, toujours ingénieuses et nuancées, de l'auteur : c'est sur la politique religieuse. Déjà l'étude sur Victor de Vita, tout en rendant hommage à l'exactitude du narrateur, refusait d'ajouter foi à son interprétation de la persécution vandale, parce que l'œuvre est un plaidoyer tendancieux. Dans la thèse principale, les nombreuses pages consacrées aux affaires ecclésiastiques paraissent animées d'un véritable parti pris hostile à l'Église officielle et favorable aux princes persécuteurs : ni Geiseric ni même Huniric n'auraient été animés de sentiments anticatholiques ; le premier n'aurait pas eu de politique religieuse ni poursuivi le catholicisme « en tant que tel », mais aurait seulement « sévi contre la désobéissance civile » (p. 292) ; la politique du second, à qui l'on reconnaît toutefois « l'implacable sérénité d'une haine lucide », ne serait pas en réalité d'essence religieuse (p. 299), et tout en se défendant de prétendre « réhabiliter un monstre » l'auteur lui reconnaît de réels mérites (p. 265). Par contre, Hildiric est présenté comme un incapable et un traître parce qu'il a favorisé une restauration catholique (p. 268 et suiv.). Dans la « lutte inexpiable » où se sont affrontés l'Église et l'État, on se refuse à voir « le combat inégal et atroce de la victime et du bourreau » (p. 310), parce que c'est l'Église qui serait responsable du conflit du fait de son opposition initiale et tenace au régime et de sa collusion avec les intérêts de la grande aristocratie. Le moins qu'on puisse dire de ces affirmations est qu'elles résultent d'une interprétation tendancieuse, qui échappe à la réfutation comme à la démonstration.

Les réserves que nous formulons ainsi ne nous empêchent pas de rendre hommage à la haute valeur de cet ouvrage, dont ces quelques lignes n'ont pu épuiser la richesse. Il faudrait signaler encore les pages consacrées au « vandalisme » (injustement attribué aux Vandales, p. 58-64), à la « paix vandale » (inférieure à la paix romaine de la belle époque, mais encore honorable, p. 310-324), aux institutions de l'État vandale (p. 230-260), aux « royaumes » maures du v<sup>e</sup> siècle (p. 325-350), et à tous les développements qui préparent la conclusion : « l'État vandale ne pouvait qu'aboutir à un échec », et la conquête byzantine « n'a guère fait qu'assassiner un mort » (p. 357). Enfin, il convient de louer la clarté et l'éclat du style, à la fois élégant et vigoureux, et aussi la magnifique présentation du volume, admirablement imprimé, enrichi de cartes, de planches, d'index, laquelle fait de cette œuvre magistrale un livre particulièrement plaisant<sup>1</sup>.

Jean-Rémy PALANQUE.

1. La correction typographique est également excellente. Je n'ai relevé que, p. 229, n. 6

R. C. SMAIL. *Crusading Warfare (1097-1193)*. Cambridge University Press, 1956 ; in-8°, 272 pages, 3 cartes, 6 plans, 16 photographies en 8 planches, 1 frontispice.

Voici un livre qui porte assez loin.

Une fois de plus, il faut constater que, dans le domaine si fréquenté des Croisades, il subsiste d'étranges lacunes ou d'étranges déformations de perspectives. Il n'y a, en effet, guère eu d'études de la guerre (abstraction faite de la narration successive des épisodes) conduite de façon spécifique sur cette société éminemment guerrière qu'était l'Orient latin : on a parlé des batailles de Syrie comme d'un chapitre, bâclé, de l'histoire générale de l'art militaire ; et on a parlé des grands combats pour eux-mêmes, et non de la structure de la politique militaire qui était liée, pour la Syrie dominée par les Francs, aux conditions générales de leur régime. La définition de ces lacunes définit aussi le but de l'ouvrage ; et, comme les conditions, naturellement, changent en Orient, du XII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, l'auteur, pour cette fois (espérons qu'il y aura une suite), sagement, se limite au premier des deux.

Après le chapitre I, qui a passé en revue les travaux antérieurs et leurs défauts, le chapitre II définit donc « warfare and policy », la conduite de la guerre en tant qu'expression d'une politique. L'auteur souligne sainement qu'il n'y a qu'exceptionnellement de plan d'ensemble ; en règle générale, l'essentiel, pour les seigneurs francs, est de s'assurer la possession tranquille des territoires d'où ils tirent leur subsistance, et, une fois faites les premières conquêtes, sans lesquelles aucune sécurité n'eût été possible, il s'est presque toujours agi de défensive et non d'offensive, et d'obtenir le départ, et non la destruction, des armées envahissantes : aussi bien le but de la guerre était-il le plus souvent possible réalisé sans bataille.

Le chapitre III rencontre fort justement la question fondamentale de savoir dans quelle mesure il y avait une « nation franco-syrienne », une fidélité active des indigènes permettant aux Francs de tourner vers l'extérieur toutes leurs ressources militaires, ou au contraire une méfiance latente entre les deux groupes de population, et par conséquent la nécessité de consacrer autant de force à l'occupation intérieure qu'à la lutte vers le dehors. L'auteur se rapproche des vues que j'avais incidemment exprimées en divers lieux à ce sujet, et qui concluent dans le second sens. Je les ai dernièrement plus nettement formulées dans mon rapport au XII<sup>e</sup> Convegno Volta (Accademia Nazionale dei Lincei) sur la *Féodalité et les Institutions de l'Orient latin*, où j'ai étudié les conséquences, sur l'organisation politique, de l'état de guerre extérieur et de l'état de méfiance, en tout cas de non-fusion, intérieur (Rome, 1956).

Le chapitre IV traite des armées musulmanes, et j'y reviendrai, le chapitre V, en face d'elles, des armées latines. L'auteur a raison de moins insister sur les vices du recrutement féodal que sur la croissante difficulté des Francs en général à entretenir leurs troupes sur les revenus de terres exiguës et souvent dévastées ; il distingue cavalerie lourde, cavalerie légère dans laquelle il insère les Turcoples (au lieu d'y voir des spécialistes de la bataille à la turque), et piétons protégeant les cavaliers en dehors de leurs charges et combats. Le chapitre VI étudie en ré-

de la p. 288, « lettres » (au lieu de : lettrés) ; p. 321, l. 15, « vale » (au lieu de : vaille) ; *passim*, « occurence » (lire : occurrence) ; et, p. 182, permuter les l. 5 et 6 à la légende de la carte.

capitulation narrative l'armée latine en campagne, distinguant, conformément aux idées précédemment émises, les campagnes sans bataille, les combats en marche, les batailles rangées, et l'exemple de Hattin. Il montre bien l'effort de cohésion des Francs en face de la tactique mobile des Turcs et réinsiste sur la volonté d'éviter la bataille, fréquemment, à côté de la décision, d'autres fois, de la livrer, ainsi que sur la limitation de presque toutes les opérations à l'obtention du résultat immédiat et limité souhaité, et sur la difficulté pour un contingent féodal de se mettre en campagne en même temps que de tenir garnison dans la forteresse à défendre. Je ne sais pas si l'impression d'ensemble retirée par le lecteur de ces deux chapitres est très différente de celle qu'il avait tirée de ses connaissances antérieures, mais il y a dans le détail bon nombre de remarques justes et de réajustements neufs de perspectives faussées par des examens trop partiels ou partiiaux.

Enfin un dernier chapitre, repris pour bonne part d'un article déjà publié en 1951 dans le *Cambridge Historical Journal*, traite des châteaux francs, en tâchant, là encore, d'en donner une vue générale plutôt que de se polariser sur des exemples trop spéciaux. L'auteur établit fort bien, en relation avec le chapitre III, que le rôle des châteaux n'est pas tant de couvrir une frontière que de maintenir en profondeur une occupation. Techniquement, s'il pense qu'il y a eu naturellement intervention d'ouvriers, et par conséquent de procédés indigènes dans le détail de l'exécution, il y a, par rapport à l'art de la fortification en Occident au même moment, moins de nouveauté qu'on ne l'a cru, moins d'emprunt, corrélativement, dans les conceptions d'ensemble, à des précédents orientaux. Les innovations, quand il y en a, sont exigées par les conditions du terrain ou la fonction précise attribuée à tel ou tel château particulier.

C'est évidemment, et l'auteur en est conscient (cf. p. vi), dans le domaine de ces influences orientales, ou des comparaisons entre Francs et Orientaux, que l'ouvrage va le moins loin. La possibilité d'exemples byzantins est évoquée pour certaines tactiques, certaines formes de fortifications; on s'étonne de ne pas voir cités à ce propos les Turcoples dont le nom même traduit un emprunt à Byzance. Le chapitre consacré aux armées musulmanes est insuffisant; ce qui est dit de l'*iqd'* devrait être corrigé par mon article sur cette institution dans les *Annales (Économies-Sociétés-Civilisations)*, 1953 (cf. aussi *Convegno Volta*, cité, *supra*); les conclusions générales déduites sur les conditions politiques de constitution d'une armée restent cependant justes, bien qu'il eût été nécessaire d'indiquer, en contrepartie des difficultés économiques rencontrées par les Francs dans l'entretien de leurs troupes, celles auxquelles eurent à faire face Rudwân et autres princes musulmans en ce qui restait de Syrie non franque. La mobilité fondamentale de la tactique turque, opposée à la massivité de la tactique franque, est certaine, et l'auteur la décrit justement; toutefois, il confond pratiquement dans ses références deux éléments différents, socialement et tactiquement, dans les armées turco-musulmanes d'alors: les armées professionnelles, à recrutement surtout servile, et comprenant des éléments lourds, et les Turcomans, nomades guerriers libres, autonomes et légers; ceux-ci presque seuls interviennent en Asie Mineure, ceux-là, le plus souvent en Syrie. Pour la même raison, la différence justement indiquée par l'auteur entre armée turque et armée égyptienne est moins importante, tout de même, qu'il ne le pense, si l'on envisage l'armée servile et non l'armée turcomane.

Il est curieux de constater que l'auteur, qui insiste avec raison sur le rôle essentiel de la défense dans des forteresses, ne parle pratiquement pas des opérations menées pour la prise de ces forteresses. Les mots mangonneaux ou balistes ne figurent pas une seule fois dans le livre. Si cette absence est consciente, on serait heureux d'en savoir les raisons. Il est pourtant certain qu'il y a là, de la première à la troisième Croisade, un domaine de transformation, dans la masse des engins employés, sûrement, et dans la nature précise même des machines, probablement. Il est fâcheux que l'auteur n'ait pu être éveillé à cet ordre de questions par le *Traité d'armurerie* de Saladin que j'ai jadis publié avec commentaires dans le *Bulletin d'études orientales de l'Institut de Damas*, XII, 1948. Il y a là un terrain particulièrement important de comparaison entre les deux camps en présence, qui est ici totalement négligé.

A peine moins négligée d'ailleurs est l'étude des armes en général utilisées par les armées même en campagne. Rien, par exemple, sur l'arbalète, dont parle si abondamment le *Traité d'armurerie*. Rien sur les variétés de l'arc. Le côté proprement technique de l'armement manque.

Manque de même le problème économique du ravitaillement en armes. D'où chacun des deux adversaires se procurait-il les matières premières ou armes fabriquées et les bêtes qui lui étaient nécessaires? Cela aussi peut avoir influé sur la conduite des opérations. Rien sur la participation ou l'absence de la flotte dans les opérations côtières. Assurément un auteur est libre de délimiter son sujet comme il l'entend. Mais le lecteur est libre de souhaiter qu'il complète ce qu'il a laissé incomplet.

De même, l'intérêt des remarques faites dans le chapitre relatif aux châteaux ne peut empêcher de constater que l'art musulman de la fortification n'est jamais évoqué (cf. par exemple, Creswell, *Muslin Fortification*, Oxford, 1952); il est vrai que l'état de nos connaissances en ce domaine permet mal de préciser pour le moment ce qui peut avoir été byzantin, musulman, ou seulement franc : raison de plus pour souligner le problème et la fragilité des hypothèses construites avec la négligence de l'un de ces éléments.

Enfin, s'il est juste de s'élever contre la conception au nom de laquelle les Croisés, parce qu'ils portaient à la guerre, parfois, mus par un idéal de guerre religieuse, auraient cessé d'être soumis à des nécessités techniques ou de s'en préoccuper, encore est-il excessif de ne trouver aucune mention, dans l'étude de la constitution des armées, de la guerre sainte chrétienne et du *djihad* musulman, du volontariat de part et d'autres, du traitement des prisonniers, etc.

Une petite erreur de fait : Sulaimân b. Dâûd, nommé p. 57 (d'après moi) comme exemple d'un musulman peu loyal aux Francs, est en réalité un chrétien monophysite. Dans la bibliographie manque J. Richard, *Le royaume latin de Jérusalem*, Paris, 1953.

Bref, je le répète, un livre intéressant, souvent neuf, qui en appelle d'autres, y compris par l'auteur lui-même.

Claude CAHEN.

**IBN IYÂS. Journal d'un bourgeois du Caire (Histoire des Mamlouks)**, trad. par Gaston WIET (Bibliothèque de l'École des Hautes-Études, VI<sup>e</sup> section). Paris, A. Colin, 1955; in-8°, III-451 pages.

Ibn Iyâs est le dernier des grands chroniqueurs égyptiens qui confèrent à la litté-

ratat historiographique du royaume des Mamlouks un si remarquable intérêt. Après avoir, en tête de son ouvrage, résumé l'histoire musulmane passée, il donne, an par an, mois par mois, parfois jour par jour, un exposé détaillé de ce qu'il a pu voir ou apprendre au Caire au cours du dernier tiers du xv<sup>e</sup> siècle et du premier quart du xvi<sup>e</sup>, c'est-à-dire pendant la période de décadence de l'État mamlouk, des Grandes Découvertes et de la conquête ottomane. C'est cette qualité de témoignage authentique, moyen, sur une phase de l'histoire musulmane qui apparaît à nos yeux, sinon toujours à ceux des contemporains, comme si chargée d'angoisse, qui confère son puissant intérêt à cette œuvre.

« Journal d'un bourgeois du Caire », avait dit naguère J. Sauvaget, en en présentant un extrait en traduction, par référence à des œuvres occidentales avec lesquelles il soutient aisément la comparaison. D'un bourgeois, si l'on veut, petit-fils, tout de même, d'un émir mamlouk, attaché encore à la classe militaire, et intéressé avant tout à ce qui la concerne. Journal assurément, monotone à lire à la longue, mais puissamment attrayant en petites doses, comme succession de « tranches de vie ». Ce sont avant tout les aventures et mésaventures quotidiennes de la soldatesque mamlouke, dont l'auteur nous entretient, de cette caste rapace et affamée, constamment tirillée entre la révolte et la peur devant des sanctions arbitraires, étrangère à la population qu'elle exploite, et qui cependant a formé l'armature d'un État qui à, deux siècles et demi, fait bonne figure, avant de l'entraîner tout entier dans ce qui sera sa chute à elle. À côté de cela, les troubles économiques nés de la permanente instabilité, des initiatives chaotiques d'un fisc aux abois, du désordre des affaires et, dans l'arrière-plan, de la ruine du commerce par suite de la découverte portugaise de la route péri-africaine. Les crues du Nil, toujours si essentielles au rythme de vie du pays. Les épidémies. L'aristocratie subalterne civile des cadis, etc., que l'auteur n'aime guère. Au loin, avec un détachement qui rétrospectivement étonne, et pour un peu scandaliserait, l'expansion portugaise, l'expansion séfévide, l'expansion ottomane, auxquelles l'État des Mamlouks assiste avec une apparence d'indifférence ou d'impuissance.

Du moins sont-ce les dominantes du présent volume, qui fait suite à un premier, publié naguère dans les collections de l'Institut français d'archéologie orientale au Caire, et qui lui-même sera suivi d'un dernier, dans celle de l'École des Hautes-Études ; c'est seulement avec ce dernier que l'utilisation des précédents deviendra tout à fait facile, puisque pour le moment nous sommes privés de l'indispensable index. Il n'en fallait pas moins tout de suite le signaler au lecteur soucieux de reconstituer d'une manière non unilatérale l'histoire des premières années du xvi<sup>e</sup> siècle. Une annotation, qu'on eût pu souhaiter un peu plus ample, mais qui a été faite volontairement dépouillée, car la publication veut s'adresser à un public non érudit et assez large, aide le lecteur à poser des jalons de comparaison plus particulièrement avec les informations occidentales contemporaines, grâce surtout aux extraits donnés du Voyage de Jehan Thenaud. Des ambassadeurs de Venise, de Louis XII, entre autres, apparaissent, et l'incompréhension d'Européens d'Occident ou d'Orient continuant, au temps de la montée ottomane, à combattre l'impuissante Égypte. Il n'est pas question de reprendre ici cette histoire, à laquelle le traducteur renvoie surtout par des références à l'*Histoire du Commerce du Levant* toujours précieuse de Heyd.

De la qualité de la traduction, il serait de ma part outrecuidant de rien dire. On sait que M. G. Wiet, aujourd'hui professeur au Collège de France, n'est pas seule-



ment un de nos maîtres arabisants, mais qu'il a passé en Égypte la plus grande partie de sa vie, et lui a consacré la plus grande partie d'une œuvre considérable. C'est dire qu'il pouvait faire profiter cette traduction non seulement de connaissances linguistiques, mais de connaissances techniques que peu d'autres possèdent, et aucun sans doute au même point que lui. Ainsi le lecteur français curieux pourra-t-il prendre connaissance, avec toute garantie scientifique, d'une œuvre connue jusqu'ici des seuls arabisants, et, en ajoutant à celle-ci d'autres traductions parues ces dernières années, prendre peu à peu quelque connaissance d'une société et d'une civilisation dont on peut penser ce qu'on veut, hormis qu'elle ne fasse pas partie de notre histoire et que nous ayons le droit de l'ignorer.

Claude CAHEN.

Kenneth M. SETTON. *The Byzantine background to the Italian renaissance.* (*Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 100, n° 1, 1956; p. 1-76).

Ce mémoire, de 76 grandes pages sur deux colonnes, a presque les proportions d'un livre. On connaît la compétence de l'auteur dans le domaine des relations entre Orient et Occident au Moyen Âge : son ouvrage sur la domination des Catalans à Athènes a été analysé ici même. Cette nouvelle étude, sur un sujet si important et si souvent débattu, ne peut manquer d'éveiller un grand intérêt. Oserai-je dire que celui-ci — et c'était sans doute inévitable — n'est pas entièrement satisfait? Certes, ce n'est point la science, l'érudition de K. Setton qu'il faut incriminer. Elles sont presque surabondantes, comme en témoignent les notes mises au bas des pages, et cette impressionnante suite de références où le plus rare, le plus précieux, le moins attendu, côtoie le banal et l'accessoire, que l'auteur n'a pas cru devoir écarter : information exhaustive, qui conduit à tout citer, en mettant un peu tout sur le même plan ; utile, quand il s'agit des sources ; parfois trompeuse, quand il s'agit de la « littérature », faute de séparer le grain et la paille.

K. Setton est d'abord intéressé par l'hellénisme de l'Italie méridionale. Il admet qu'il n'y a pas eu survivance de l'hellénisme en Italie depuis l'antiquité jusqu'au Moyen Âge, que Rome a marqué au contraire une coupure, et que « la culture grecque a été réintroduite dans l'Italie du Sud par les Byzantins », c'est-à-dire par la reconquête de Justinien. L'Église de Rome elle-même a oublié le grec depuis la fin du III<sup>e</sup> jusqu'au VII<sup>e</sup> siècle. Mais, à partir du VII<sup>e</sup> et jusqu'au X<sup>e</sup> siècle, les Grecs ou les Orientaux hellénisés y ont été de nouveau nombreux, jusque sur le trône pontifical. Nombreux aussi ont été les religieux fuyant devant la conquête arabe, ou réfugiés de l'iconoclasme, notamment en Calabre. L'auteur insiste sur l'importance de l'hellénisation de la Calabre, qui produira Jean Italos, et toute une civilisation monastique italo-grecque : il y eut probablement plus de deux cents monastères grecs dans l'Italie méridionale du VIII<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle. Tout cela était déjà, en somme, bien connu, notamment par l'admirable livre de J. Gay, *L'Italie méridionale et l'empire byzantin*, auquel K. Setton rend d'ailleurs un juste hommage. Mais J. Gay s'arrête au XI<sup>e</sup> siècle.

Ce que K. Setton nous donne pour la période suivante, qui est à proprement parler son sujet, est plutôt une série de notes, assurément riches et utiles, qu'un exposé systématique : sur le rôle des rois normands de Sicile ; sur les occidentaux, gens d'église, diplomates, savants, qui sont allés à Byzance ou ont eu affaire aux

Grecs au XII<sup>e</sup> siècle ; sur les relations commerciales, culturelles, religieuses, entre Orient et Occident ; sur « les romans franco-grecs », où il me semble trop enclin à voir « a complete amalgam of Greek and French cultures » ; sur maints personnages, en effet importants, de l'époque des Paléologues, Barlaam (mais fallait-il raconter une fois de plus la querelle palamite?), Paul de Smyrne, Simon Atumano, Démétrius Cydonès, Chrysoloras, les Chrysobergès. Il s'échappe un moment vers l'Angleterre (Robert Grosseteste, Roger Bacon) et vers la Catalogne (Juan Fernandez de Heredia). Il revient en Italie pour parler du concile de Ferrare-Florence, et pour exposer ce que fut le rôle de personnages tels que Bessarion et Georges de Trébizonde. Tous ces développements ont le mérite d'attirer l'attention sur l'un des grands problèmes de l'histoire : ils ne pouvaient avoir, en si peu d'espace, la prétention de le renouveler.

Aussi la conclusion de l'auteur, au terme de cette série d'*excursus*, n'est-elle pas faite pour surprendre. Selon lui, « the Byzantine era was contemplative rather than actively original ». Ne se jugeant pas elle-même capable de surpasser Platon ou Aristote, Byzance aurait fait peu d'efforts créateurs. Sa fonction aurait été essentiellement de préserver, de conserver. Mais elle fut l'éducatrice des Italiens, à leur tour éducateurs du reste du monde... Je dois dire que ces formules (auxquelles ne manque pas le rappel des « Byzantins bibliothécaires du monde ») ne me paraissent pas enfermer, loin de là, tout le rôle historique de Byzance, si même elles ne sont pas propres à en faire naître dans les esprits peu avertis une image assez trompeuse. Il faut, d'évidence, renouveler ce problème. Souhaitons que ce soit l'objet du prochain ouvrage de Kenneth M. Setton.

P. LEMERLE.

Hans BARON. *The Crisis of the early Italian Renaissance*. Princeton University Press, 1955 ; 2 vol., 656 pages. Prix : \$ 10.

Dans l'histoire de l'humanisme italien — et plus spécialement de l'humanisme florentin — faits politiques et faits culturels sont intimement liés et se commandent mutuellement : tel est le thème central de cet important ouvrage<sup>1</sup> dû à l'un des meilleurs spécialistes de la Renaissance italienne.

On a trop souvent établi — sur la foi des contemporains eux-mêmes — un lien de solidarité entre Renaissance italienne et gouvernement tyrannique. Giovanni Conversino, un humaniste, écrivait en 1404 que le rôle des cités républicaines de la péninsule avait été négligeable par rapport à celui des tyrannies, dans le développement de l'humanisme. M. Hans Baron s'est efforcé de réfuter cette thèse, en étudiant très soigneusement le cas de Florence dans les années décisives qui marquèrent, pour cette ville, le passage du XIV<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle. Au cours de ces années tournantes, l'humanisme florentin changea de visage : il exalta quelques-uns des principaux thèmes qui devaient, par la suite, nourrir la pensée des grands historiens de la fin du XV<sup>e</sup> et du début du XVI<sup>e</sup> siècle : Machiavel et Guicciardini notamment.

A Florence, comme ailleurs, certains humanistes du XIV<sup>e</sup> siècle avaient paru se détacher de l'idéal civique. Perdus dans le passé — ou dans la grammaire — ils

1. Le second volume est essentiellement consacré à des publications de textes peu connus, aux notes, à l'appareil critique et à l'index, qui est excellent.

semblaient attachés au seul amour de l'antiquité. Mais à la fin du *Trecento* et au début du *Quattrocento*, se produisirent des événements qui menacèrent de mort l'indépendance florentine. La cité de l'Arno, entourée de son modeste territoire, fut comme encerclée par la puissance de son redoutable ennemi Giangaleazzo Visconti. Quelques faits suffirent à évoquer ce panorama dramatique. En 1400, le duc de Milan était non seulement le maître de la Lombardie, mais encore le seigneur de Pise, Sienne, Lucques, Chiusi, Cortone, Pérouse et Assise. Florence était coupée de la mer, et Venise se refusait à lui venir en aide ; la papauté restait neutre. En 1402, Bologne, dernière alliée de Florence, passa, à son tour, dans le camp des Visconti. Hors de Florence, la plupart des humanistes tournaient leurs regards vers Giangaleazzo et appelaient de leurs vœux la paix et l'unité de l'Italie. Dans l'été 1402, les troupes milanaises vinrent se poster aux frontières florentines. Le duel à mort allait s'engager. Mais un miracle voulut que la peste éclatât. Giangaleazzo mourut ; son empire s'écroula. Que se serait-il passé si le choc s'était produit ? il est impossible de le dire. Mais Florence avait eu le courage d'affronter seule un ennemi supérieur en forces ; elle tira, pour l'avenir, une légitime fierté de cette noble attitude et se compara à l'Athènes du *v<sup>e</sup>* siècle, restée seule devant les Perses.

Comment l'humanisme florentin n'aurait-il pas fait écho à des événements aussi tragiques ? M. Baron pense que tous les citoyens qui vécurent ces années d'inquiétude et de fierté dans la cité de l'Arno, furent profondément marqués par elles. Le Saint-Georges de Donatello rappelle la victoire de Florence et son attitude crâne devant l'ennemi, tout comme la *Laudatio Florentinae Urbis* de Leonardo Bruni.

Leonardo Bruni est l'écrivain qui domine l'histoire de cette période. C'est à lui qu'est consacrée la plus grande partie du livre de M. Baron. Il représente mieux que quiconque l'évolution des humanistes de Florence, face à la situation politique que nous venons de décrire..., à condition toutefois d'accepter la chronologie de ses œuvres, telle que la présente M. Baron. L'auteur a, en effet, apporté beaucoup de soin à dater des œuvres auxquelles on n'a peut-être pas accordé jusqu'à présent, une attention suffisante. La *Laudatio*, selon M. Baron, ne saurait être antérieure à 1403. Quant aux *Dialogi* (I et II), ils n'ont pas, d'après l'auteur, été composés ensemble. Le premier serait du milieu de 1401, le second se situant entre la fin de 1403 et le début de 1405. Le lecteur se rendra aisément compte que M. Baron a réalisé, dans cette étude austère, un modèle de critique interne et externe. Il semble qu'on pourra difficilement mettre en doute les conclusions auxquelles il est parvenu. On voit, dès lors, l'intérêt considérable de cette datation : La *Laudatio* et le *dialogus* II ont été profondément marqués par les événements des années 1390-1402 auxquels ils sont postérieurs. Absent de Florence entre 1405 et 1415, Bruni y revint ensuite définitivement. Ses *Historiae populi Florentini* (1415-1444), comme son éloge funèbre de Nanni degli Strozzi (1427-1428), prouvèrent la permanence dans son œuvre des thèmes d'inspiration civique et patriotique.

Quelques-uns de ces thèmes méritent d'être brièvement exposés : ce n'est pas l'Empire romain qui mérite l'admiration, proclame Bruni, mais la République romaine. C'est elle qui conquiert l'univers, à une époque où le gouvernement d'un seul n'avait pas encore abâtardi les énergies et les talents. Florence elle-même se rattache à la République romaine, puisqu'elle fut fondée, croyait Bruni, à l'époque de Sylla, et non à celle de César, comme l'enseignait encore Filippo Villani en 1381-1382. Florence est, de ce fait, héritière des vertus républicaines de Rome. Mais elle

est, en même temps, héritière des traditions d'autonomie locale des anciennes cités étrusques qui furent soumises par Rome, mais se réveillèrent ensuite après la dissolution de l'Empire romain. Florence mérite donc, à cet égard, d'être comparée à Athènes dont les habitants étaient des autochtones, aux dires de Thucydide. La comparaison entre Athènes et Florence est l'un des thèmes principaux de l'œuvre de Bruni. Même beauté du cadre géographique, même harmonie dans les structures constitutionnelles, même passion pour la liberté, « sans laquelle il ne vaut pas la peine de vivre », même prééminence dans les lettres et les arts : voilà ce qui justifie le parallèle établi entre les deux cités.

Défenseurs de la liberté civique, Leonardo Bruni et les humanistes de son école se trouvaient dans l'embarras lorsqu'ils lisaient le passage où Dante rejette en enfer Brutus et Cassius, les meurtriers de César. Ne pouvant renier le grand poète de Florence, mais approuvant Brutus et Cassius d'avoir tué un tyran, ils se tirèrent d'affaire en donnant au texte de Dante une interprétation symbolique : Dante aurait mis en enfer, non les vrais Cassius et Brutus de l'histoire, mais les meurtriers de l'empereur du monde. Cet embarras est, en tout cas, très révélateur de la psychologie de ceux qui se crurent obligés d'inventer cette distinction subtile.

Mais une cité de citoyens pouvait-elle raisonnablement confier à des mercenaires le soin de la défendre ? Dans l'éloge funèbre de Nanni degli Strozzi — un des chefs les plus respectés de l'armée florentine — Bruni insiste sur la vertu des armées civiques ; et il revient à nouveau sur ce sujet au IX<sup>e</sup> livre de ses *Historiae*. On voit, dès lors, comment cet humanisme transformé et régénéré par la lutte contre les Visconti a pu influencer sur les écrivains postérieurs. Certes, il fallut abandonner la thèse de la fondation de Florence par Sylla, mais Machiavel reprit l'idée que l'Empire romain avait étouffé les énergies des citoyens ; il fit sienne aussi l'idée de milices civiques. Et l'on sait que la République florentine, une dernière fois ressuscitée en 1527-1530, tenta de mettre sur pied une armée de citoyens.

Quant à Michel-Ange, admirateur de Dante, mais républicain fervent, il adhérait lui aussi à l'interprétation symbolique donnée par Bruni et Cistoforo Landino de la punition des assassins de César.

J. DELUMEAU.

**Henri LAPEYRE. Une famille de marchands : les Ruiz. Contribution à l'étude du commerce entre la France et l'Espagne au temps de Philippe II** (Publication du Centre de Recherches historiques de la VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des Hautes-Études. Affaires et gens d'affaires, n° 8). Paris, A. Colin ; in-8° raisin, 671 pages, cartes, photographies et graphiques hors texte. Prix : 2.400 fr.

Le *Simon Ruiz* d'Henri Lapeyre constituera, sans hésitation possible, dans le cadre d'une historiographie du XVI<sup>e</sup> siècle largement comprise, l'événement bibliographique de l'année<sup>1</sup>. Donner en quelques lignes un aperçu de ses richesses

1. D'autant plus qu'il est inséparable d'un travail plus rapide, plus exclusivement technique mais d'une même solide et belle texture dont Robert Schnerb disait récemment tout le bien qu'il faut en penser (*Revue historique*, t. CCXIV, n. 436, octobre-décembre 1955, p. 331-332) : Henri LAPEYRE, *Simon Ruiz et les asientos de Philippe II* (6<sup>e</sup> volume de la série « Affaires et gens d'affaires », publiée par le Centre de Recherches historiques de la VI<sup>e</sup> sec-

est une tâche écrasante et pour mieux dire proprement impossible. Le livre de Lapeyre est une somme qui, à chaque ligne, éclaire, nuance, enrichit notre connaissance du xvi<sup>e</sup> siècle. Peu d'aspects de la vie économique de l'Espagne et de la France de l'Ouest lui ont échappé. « Derrière la marchandise », en outre, il a retrouvé, selon son ambition, les hommes, de vastes tranches de société, ce monde curieux, riche, divers, attachant, probe du marchand-cambiste ; il a partagé « ses espoirs ou ses craintes, ses déceptions ou ses joies » et, ce faisant, il nous a introduit, avec lui, derrière lui, dans son intimité. Et, puisque Henri Lapeyre a pleinement rempli les buts qu'il s'était assigné, son œuvre constitue bien, en tous points, une réussite parfaite<sup>1</sup>.

Cette réussite est d'autant plus méritoire qu'elle a été plus chèrement acquise. L'histoire de l'œuvre monumentale qu'Henri Lapeyre consacre, aujourd'hui, à l'une des plus grandes familles de banquiers espagnols contemporains de Philippe II est inséparable de celle d'une des documentations — clefs du xvi<sup>e</sup> siècle : le fonds d'archives privées des Ruiz. 50.000 lettres venant des quatre coins de l'Europe cambiste, une importante comptabilité..., constituent avec les archives Datini de Prato..., le plus beau fonds d'archives privées dont on dispose pour cette période. Cette richesse, Henri Lapeyre ne l'a pas découverte, le mérite en revient à Earl J. Hamilton, mais ce qu'il a fait pour la rendre utilisable, l'ordonner, la classer, en ouvrir l'accès à l'investigation scientifique, en vue d'une histoire économique largement humaine et, pourquoi ne pas oser le dire, pour la sauver, bien peu parmi ses lecteurs le sauront, car il ne faut pas compter sur la modestie de Henri Lapeyre pour en faire état. Mais, que tout en épuisant la dixième partie, environ, de cette fabuleuse richesse, Henri Lapeyre ait, en plus, frayé la voie à l'annexion de toute cette masse, à la connaissance historique, c'est un mérite qui n'enlève rien à cet autre mérite : celui d'avoir produit en outre un chef-d'œuvre.

Henri Lapeyre a choisi — de propos délibéré — dans la masse documentaire du fonds des archives Ruiz d'étudier la correspondance avec la France. Il a choisi de faire dans ce cadre volontairement et prudemment limité une étude exhaustive, modèle du genre ; elle est, dès à présent, un guide inestimable pour ceux qui, sur ses pas, continuent l'exploitation de la mine Ruiz. Le livre pilote d'Henri Lapeyre ne se borne donc pas à asseoir d'une manière définitive, sans doute, notre connaissance des relations commerciales franco-espagnoles dans la période 1559-1596, mais il fixe les normes d'autres recherches destinées à étayer et à prolonger son labeur pionnier.

tion de l'École pratique des Hautes-Études. Paris, A. Colin, 1953, in-8° raisin, 138 p., 750 fr.). Issus de la même série documentaire, construits d'après les mêmes techniques, animés d'un même esprit, les *asientos* sont absolument indissociables du grand livre sur les Ruiz dont ils forment un important chapitre, celui des rapports d'une banque avec l'État.

1. Il aura frayé largement, royalement la voie à l'équipe d'historiens qui, aujourd'hui sur ses traces, instruits à son exemple et riches de ses expériences, contribuent à tirer de cette étonnante richesse tout ce qu'on est en droit d'en attendre pour une meilleure compréhension de la première et de la plus décisive des modernités. On songe, premier sorti d'une longue série, au beau livre de J. GENTIL DA SILVA, *Stratégie des Affaires à Lisbonne entre 1595 et 1607*. Centre de Recherches Historiques. Affaires et Gens d'affaires, n° 9. Paris, A. Colin, 1956, in-8°, xi-446 p., planches et cartes hors texte ; au total, avec les ouvrages de Vasquez de Prada, une dizaine d'ouvrages sous presse ou en préparation.



Ceci dit, quelles leçons retenir de cet énorme effort? Littéralement écrasés par une masse prodigieuse de données précieuses et neuves, de nuances, de retouches à notre connaissance du xvi<sup>e</sup> siècle, d'aspects entièrement nouveaux que l'on découvre, émerveillés et surpris..., on ne sait trop quelles leçons retenir... Et l'on choisit au milieu de richesses égales, un peu arbitrairement, un peu au hasard, chacun, suivant l'ordre de ses pensées.

Henri Lapeyre s'excuse à plusieurs reprises d'avoir écrit une histoire essentiellement qualitative. Ce serait une grossière erreur de le prendre au mot. La provende de mesures précises dont il enrichit notre connaissance des économies espagnoles et françaises de la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle — et partant de tout un ancien régime dont on ne redira jamais assez l'unité et la minceur — satisferait pleinement beaucoup d'auteurs moins exigeants que lui. Des chiffres, des mesures, qu'il s'agisse de navires, de temps de traversée, de valeurs, d'échanges, voire même d'évaluations de production, il n'est pas une page de son livre qui n'en contienne plusieurs, toujours aussi neuves, puisque puisées à la source inédite de la correspondance de grands banquiers.

Documentation chiffrée fragmentaire, peut-être. Elle n'est pas exclusive pourtant de quelques séries statistiques continues, à faire pâlir d'envie les plus exigeants. Les cours des changes de Lyon sur les principales places cambistes d'Europe, qu'Henri Lapeyre a reconstitués de 1579 à 1590, sont bien une des acquisitions les plus significatives de l'histoire statistique au cours de ces dernières années.

Mais — et à bien plus forte raison — dans le domaine qu'il a voulu le sien, que de richesses.

Contribution tout d'abord à la compréhension des hommes et des sociétés. Personne avant Lapeyre n'était entré aussi avant dans l'intimité de ce monde très particulier des grands marchands banquiers du xvi<sup>e</sup> siècle : vie austère et confortable, dans le sein d'entreprises étroitement familiales, bien que dispersées aux quatre coins d'une Europe cambiste qui au xvi<sup>e</sup> siècle, comme au Moyen Age, reste méditerranéenne et occidentale, laissant en dehors de ses lacets le plus gros de l'Empire et *a fortiori* le monde baltique, scandinave et slave. Comment du simple négoce on passe au change, comment de facteur, technicien d'une technique complexe, on devient associé, souvent en pénétrant dans une famille arrivée ou décadente..., tout cela avec ses bonnes odeurs de pain de ménage et ses relents moins agréables de vie commune, nul, avant Lapeyre, ne l'avait aussi totalement compris et fait comprendre. Plus deux grandes leçons au moins qui s'en dégagent : la première, celle, malgré les distances énormes qui séparent les différentes catégories de la « marchandise », une grande perméabilité, une relative osmose sociale. On devient marchand-cambiste, de plus bas et plus aisément qu'on ne l'avait imaginé. Sous cet angle, du moins, la plus grande partie du règne de Philippe II participerait à cette fluidité d'un xvi<sup>e</sup> siècle tout en dynamisme, donc tout en brassage et tout en tolérance sociale. La seconde leçon, valable pour la France et pour l'Espagne — puisqu'il y a deux grandes branches Ruiz, celle de Médina del Campo-Valladolid et celle de Nantes — c'est dès cette époque l'appel des offices. L'aspiration ultime du simple marchand devenu cambiste, donc banquier, c'est à la troisième génération l'office, le manoir et bientôt la dérogeance. Tel est le jeu stérilisant de la fiscalité qu'exigent les grandes politiques des deux super-États du temps. Sur ce point, France et Espagne baignent dans une commune atmosphère. Et puisque nous savons par ailleurs que l'Amérique espagnole y par-

ticipé, on voit où passe, par la Manche une des frontières clefs des comportements sociaux les plus porteurs d'avenir de l'Europe ancienne.

Contribution décisive à la géographie, en profondeur, du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. Lapeyre nous montre non seulement une Espagne dont le centre de gravité s'est déplacé de plus en plus vers le Sud, d'où la cause profonde de la disgrâce finale des foires de Médina, Villalón et Rioseco, mais une France aussi dont l'Ouest et le Sud-Ouest constituent la partie vivante, celle, d'ailleurs, qui devait se rallier par fractions importantes, à la Réforme. Il nous montre enfin une Europe qui, à travers les espaces encore mal humanisés d'au delà de l'Elbe, ne s'aventure guère et reste une Europe occidentale, sans trop grande épaisseur, loin des mers qui l'anime, la Méditerranée, hier et encore un peu aujourd'hui, l'Océan tout jeune mais bientôt dominant. La carte de cette plus vieille Europe — c'est, aussi, l'Extrême-Orient mis à part, la carte des fortes densités humaines — c'est, on le verra (p. 290), celle des places de change.

On lira encore dans le livre de Lapeyre toute une masse de choses utiles, mille éléments qui vont contribuer à mieux cerner le volume exact des économies de l'Ancien Régime. Rien, peut-être là qu'on ne savait ou qu'on ne devinait déjà, mais quelle admirable, quelle irréfutable démonstration, quelle richesse surtout d'authentiques exemples. Volume des navires, volume des échanges, lenteur des communications..., masse étonnante de précisions irremplaçables sur la nature des trafics qui animaient la côte océane entre l'Espagne du Nord et l'Espagne du Sud et la France de l'Ouest. Tout cela peut être mis au service d'un double dossier au moins : étroitesse de l'Ancien Régime qu'il renforce et étaye, étroitesse relative d'un des plus grands trafics de la vieille Europe par rapport au géant du temps : l'Atlantique transversal Espagne-Amérique<sup>1</sup>. Or, qu'on n'aille pas objecter une prétendue insuffisance de ce trafic de référence. La France est, du monde entier, la zone d'absorption maximum des métaux et des monnaies espagnoles. Nous sommes donc en présence, entre l'Espagne et la France, d'un des plus grands cabotages intraeuropéens. Il suffit pour s'en persuader de le comparer aux volumes qu'Hermann Kellenbenz nous donne dans son beau livre, entre la péninsule et la Hanse<sup>2</sup>. La leçon vaut la peine d'être retenue. On pourra s'appuyer sur le travail de Lapeyre pour établir quelques-uns de ces ordres de grandeur qui nous semblent conditionner toute construction historique valable du passé.

Autre point encore entre mille où la contribution de Lapeyre nous paraît absolument décisive..., son apport en vue de la construction d'une histoire conjoncturelle large, globale du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. Certes, et c'était son droit, Henri Lapeyre se sera voulu avant tout un historien des structures. Il aura recherché son univers plus dans ses constantes, dans ce qui l'oppose au nôtre, que dans son mouvement. Mais, dans la mesure précisément où son livre nous fournit l'histoire la plus minutieuse, sans doute, d'un complexe bancaire aussi vaste et aussi ancien, il forme un document unique pour cette conjoncture qui a constitué, en ce qui nous concerne,

1. Tel qu'on peut en apercevoir des bribes dès maintenant pour cette époque dans H. et P. CHAUSU, *Séville et l'Atlantique*, t. III. Paris, 1955, in-8°, 572 p., mais mieux, très prochainement, dans les t. VI et VII, *Construction statistique et Construction cartographique et géographique*, qui replacent l'ensemble de ces mouvements dans l'étendue de leur contexte.

2. Hermann KELLENBENZ, *Unternehmerkräfte im Hamburger Portugal-und Spanienhandel, 1390-1633*. Hamburg, Verlag der Hamburgischen Bücherei, 1954, in-8°, 484 p., et notre compte rendu dans la *Revue historique*.

notre préoccupation essentielle. Nous pouvons affirmer, dès maintenant, grâce à Lapeyre, que la chronologie des principales faillites bancaires est commandée par les fluctuations irrésistibles et puissantes qui prennent naissance au large de Séville dans l'Atlantique transversal qui jette un pont entre l'Europe et le nouveau monde, matrice, selon notre hypothèse, de la première ébauche de conjoncture mondiale. Il ne saurait être question de développer semblable démonstration dans le cadre trop étroit d'un modeste compte rendu, tout au plus importait-il de rendre justice à Lapeyre et de prendre date. Sans plus.

Nous pourrions continuer longtemps encore, découvrant toujours dans la mine de ce grand livre de nouvelles richesses inattendues..., mais il importe d'arriver enfin au cœur de l'ouvrage : la technique des affaires.

Là se trouve le gros œuvre, là réside le succès. Henri Lapeyre nous a donné le manuel du parfait marchand cambiste. Son œuvre sur ce point est indissociable de celle de Raymond de Roover sur laquelle les lecteurs de la *Revue historique* ont été tenus parfaitement au courant par Henri Lapeyre lui-même<sup>1</sup>.

Raymond de Roover et Henri Lapeyre auront fait faire à la connaissance historique dans ce domaine capital pour la compréhension en profondeur des sociétés et pour la compréhension des transformations majeures qui vont affecter la vie économique une véritable révolution. Si R. de Roover a, le plus souvent, dénoué les fils et percé techniques et mentalités si différentes des nôtres, Henri Lapeyre aura fourni aux démonstrations presque trop lumineuses de R. de Roover cette masse écrasante d'exemples concrets qui les assoient maintenant dans la plus irréfutable des authenticités. Henri Lapeyre, en outre, a eu l'insigne mérite de donner chair et vie aux trop beaux schémas théoriques de R. de Roover. Il les a nuancés, il a montré comment ils s'appliquaient en réalité dans la masse mouvante, capricieuse et toujours imprévisible de la vie. Et c'est la raison pour laquelle il nous paraît qu'on ne pourra pas dissocier le nom d'Henri Lapeyre de celui de Raymond de Roover, quand on évoquera désormais la grande acquisition qu'a faite au cours de ces dernières années la connaissance historique de la technique des affaires.

Il ne nous incombe pas de résumer ici l'essentiel des thèses du « Gresham », de « la lettre de change » et du « Ruiz ». On sait que l'un des grands mérites de nos auteurs aura été de montrer combien la théorie des affaires avait été influencée par l'interdiction du prêt à intérêt, d'où ces virements continuels de place en place, dont le but est double : assurer les échanges internationaux, comme on peut, *a priori*, s'y attendre, mais surtout, de plus en plus, donner un instrument de crédit échappant aux interdictions des canonistes. D'où, incontestablement, le double handicap, de complications inutiles et d'une structure nécessairement « internationale » de la banque d'alors.

Henri Lapeyre aura démontré, comme personne, à quel point jusqu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle la technique des affaires était uniquement médiévale. Cette technique

1. Depuis l'article célèbre sur les origines de la comptabilité à partie double (*Aux origines d'une technique intellectuelle : la formation et l'expansion de la comptabilité à partie double*, A. H. E. S., 1937, p. 170-193, 270-298) jusqu'aux ouvrages récents *Money banking and credit in medieval Bruges* (Cambridge (Mass.), 1948, in-4°, xvii-420 p.), *The Medici bank, its organization, management, operations and decline* (New-York, Londres, 1948, in-8°), et surtout *Gresham on Foreign Exchange* (Cambridge (Mass.), 1949, in-8°), et *L'évolution de la lettre de change*, Paris, Centre de Recherches historiques. « Affaires et gens d'affaires », n° 3 (A. Colin, 1953, in-8° raisin, 240 p.).

recouvrait l'Italie, l'Espagne, la France, les Pays-Bas et une mince frange d'Allemagne occidentale et d'Angleterre méridionale ; commandée par la vieille théologie, elle se prolonge jusqu'au début du xvii<sup>e</sup> siècle. La grande révolution, on le sait, se place dans l'Angleterre du xvii<sup>e</sup> siècle.

Arrivées à leur perfection depuis plus d'un siècle, les vieilles techniques sont mortes. Certes, Max Weber et ses émules avaient eu tort de lier trop étroitement l'essor du capitalisme à l'autorisation calvinienne de l'intérêt. Parce qu'ils ignoraient les finesses de la casuistique médiévale des affaires.

On peut se demander toutefois dans quelle mesure, maintenant que la grande acquisition des techniques anciennes et de leur histoire, grâce à R. de Roover et grâce à Henri Lapeyre, est chose faite, certaines des thèses anciennes ne reprennent pas une certaine valeur.

Au xvii<sup>e</sup> siècle, le monde calviniste du Nord marginal avant la réforme dans le réseau bancaire ancien prend souverainement le pas sur l'ancienne Europe campiste. Ce glissement du centre de gravité de l'Europe vers le Nord, qui se dessine dès le début du xvii<sup>e</sup> siècle, n'est pas justiciable d'une cause unique... La lettre sur l'usure et les possibilités qu'elle portait en elle est, peut-être, une petite cause entre mille de ce phénomène majeur. La trop grande complication d'une technique trop lourde et trop subtile — celle des Ruiz — aura, peut-être, entre autres facteurs concordants, travaillé singulièrement aux grandes révolutions futures.

Grâce à Henri Lapeyre, cet énorme panneau de la plus grande histoire est désormais totalement éclairé.

Pierre CHAUNU.

**Barbara WINCHESTER. Tudor family Portraits.** London, Jonathan Cape, 1955 ; 330 pages. Prix : 25 s.

Les *Paston Letters*, vendues en 1729 par le comte de Yarmouth, dernier des Paston, depuis maintes fois publiées, et où se peint le xv<sup>e</sup> siècle anglais, sont célèbres. Les *Johnson Letters*, leurs parallèles pour le xvi<sup>e</sup>, le sont moins. Leur histoire est curieuse. John Johnston, marchand établi à Calais, avait coutume de garder et classer, en original ou en copie, toute la correspondance, reçue ou envoyée, qui passait par ses mains. D'une vingtaine de mille lettres, il peut en avoir survécu un millier. En effet, l'infortuné Johnston, en 1553, fit faillite. Tous les documents, commerciaux ou non, qu'on trouva chez lui, on les saisit pour les soumettre au tribunal compétent, la cour de l'Amirauté. Le cas jugé, on les déposa à la Tour, où ils dormirent ignorés pendant quelque trois cents ans. Sous la Régence, sir Henry Ellis, conservateur de la Bodléienne, en quête de lettres royales au dépôt de la Tour, y découvrit les *Johnson Letters*. Certaines, depuis, apparurent dans divers recueils ; mais la plupart restaient inédites dans les *State Papers Supplementary*. Elles sont la base du présent volume.

On y trouve l'histoire détaillée, et souvent au jour le jour, de toute une dynastie de bons bourgeois anglais au temps des Tudor : les amours et l'heureux mariage de John avec Sabine Saunders, d'Otwell avec Maria Warner ; la vie à Calais, citadelle et marché tout ensemble, « échelle » (*staple*) entre les vendeurs de laine anglaise et la draperie flamande ; la vie à Glapthorn, domaine rural de la famille en Northamptonshire ; les affaires de la firme Johnston & Co<sup>e</sup>, qui pendant de longues années d'« aventure » florit aux mains expertes et attentives de John ; la

tragédie de 1551, qui s'achève en banqueroute; et naturellement aussi, par une réflexion continue dans le miroir des jours, l'organisme plus vaste, où la cellule Johnston va son petit bonhomme de chemin, la guerre, les fléaux, les idées et les mœurs du temps, l'acceptance quasi passive de la douleur et de la mort, la peste à demeure avec ses explosions soudaines et ses accalmies, les gens qui meurent autour de vous comme des mouches, femme, enfants, amis, et sans guère causer d'émoi que modéré, le mariage considéré comme un lien dynastique entre familles qui durent, non comme satisfaction d'individus qui passent, l'aigre hostilité, survécue à la guerre de Cent ans, contre la France, les grands mérites, gravité, compétence, savoir, de ces bourgeois méprisés encore de la noblesse, mais aile marchante de la nation et qui, cent ans plus tard, sous le Commonwealth, la mèneront. Le livre est très agréable à lire. Rien d'étonnant que la *Book Society* l'ait inscrit dans sa sélection. Il s'abandonne parfois à de gentilles faiblesses, des essais un peu faciles d'imagination : « Quand les soirées d'hiver commençaient à décroître, on avait ces heures interminables qui se passaient à caqueter sur rien du tout, cependant que gémissait le vent dans les bois d'alentour, que le feu rougeoyait dans les chambres où pendaient les tapisseries et projetait sur les lambris des ombres étranges. » On y relève même, si je ne m'abuse, quelque naïveté : « Il est curieux que Henry » (le roi) « qui n'aima jamais vraiment que lui-même, exigea toujours d'être aimé pour lui-même, et lui seul. » Cela ne me semble pas curieux. Ce me semble même le contraire : naturel, logique, évident. Mais peut-être sont-ce ces faiblesses mêmes, tout aimables, qui elles aussi, dans une certaine mesure, ont valu à l'ouvrage le choix de la *Book Society*.

† Roger CHAUVIRÉ.

Rémy PITHON. *A propos du testament politique de Richelieu*. Tirage à part de la *Revue suisse d'histoire*, t. VI, fasc. 2, 1956; p. 177 à 214.

Un témoignage de plus, mais solide, au dossier d'une affaire dont la solution est malaisée. Une chose est sûre : même les adversaires de l'authenticité ne croient plus au travail d'un faussaire. Personne ne met en doute que ce qui a été publié sous le nom de *Testament politique* provienne de la chancellerie et des papiers du cardinal. Reste à savoir (d'où les débats actuels) si le cardinal a bien eu l'intention de rédiger un testament politique et si le texte que nous connaissons répond à son projet et constitue une rédaction achevée. M. Pithon ne nie pas que Richelieu ait songé à rédiger un testament politique, il croit seulement qu'il l'avait conçu plus court et plus général. Il admet que certaines parties (épître au roi, chapitres VII et VIII de la première partie) en représentent peut-être des fragments rédigés.

La grande difficulté, nous le savons, provient de la perte de l'original. Nous n'avons accès qu'à des copies, nombreuses et différentes les unes des autres. Celle que M. André a publiée en 1947, généralement appelée le manuscrit de Sorbonne (B. N. F. F. 23.247) — est assurément l'une des plus défectueuses, mais sans doute l'une des plus anciennes. « Seule, dit avec raison M. Pithon, une collation minutieuse de tous les manuscrits connus et une étude systématique et complète des sources permettront de donner une édition définitive du *Testament politique*. Ces recherches exigeraient un labeur considérable et seraient sans doute très longues. » L'auteur ne prétend fournir ici qu'une conclusion provisoire. Il ne croit pas à l'authenticité entière du testament, il y voit, comme M. Esmonin, des interpolations



de rapports, de mémoires adressés au cardinal ou demandés par celui-ci et il cherche à reconstituer, en comparant diverses pièces des Affaires étrangères et le texte même du testament, le travail d'élaboration et de contamination opéré par le ou les rédacteurs inconnus.

Tout cela demeure intéressant et précieux. « Que la plus grande circonspection s'impose à quiconque recourt au testament pour écrire une histoire de Richelieu » est une règle à laquelle les partisans de l'authenticité n'ont jamais prétendu se soustraire. Mais l'argument n'est pas faible qui fait valoir en faveur de l'authenticité l'intention du cardinal et les traces évidentes qu'on y trouve de sa personnalité et de son expérience. Il en résulte qu'un long travail d'érudition demeure nécessaire pour déterminer les sources, le caractère de chaque passage et permettre un jour une édition plus satisfaisante du testament. Celle de M. André, pour insuffisante qu'elle demeure, a du moins le mérite, parmi d'autres, de renouveler l'intérêt et les discussions critiques à ce sujet. On est loin de connaître toute l'histoire du testament, on peut admettre que l'ouvrage présente certains aspects énigmatiques ou incertains, mais le croire une source négligeable ou généralement douteuse serait une erreur de l'hypercritique.

VICTOR-L. TAPIÉ.

Conyers READ. *Mr. Secretary Cecil and Queen Elizabeth*. London, Jonathan Cape, 1955 ; 510 pages. Prix : 40 s.

L'auteur est déjà celui de *Mr. Secretary Walsingham and the policy of Queen Elizabeth*, biographie en trois gros volumes que je n'ai pas lue. Le compact volume que voici, présenté avec tout le soin et le luxe de là-bas — beau papier, beau caractère, pas une faute d'impression, du moins que j'aie relevée — couvre la vie du *de cujus* jusqu'à la conspiration reprochée à Norfolk et au soulèvement des comtés du Nord en 1569 ; un second, en préparation, nous mènera jusqu'à la mort du Secrétaire, entre temps devenu lord Burghley, en 1598.

S'il a entrepris ce travail, nous confie M. Conyers Read, c'est que l'y poussait le manque, jusqu'à présent, d'une biographie qui fût tout ce qu'elle doit être. Celle de Nares (1832) ne consultait guère les archives. Celle de Hume, *The great lord Burghley*, était trop colorée par les sources de Simancas, qu'à ce moment-là précisément l'auteur était en train d'éditer pour la série des *Spanish Calendars*. Enfin, les trois volumes de Froude où passe la figure du Secrétaire lui semblent indûment méconnaître la reine quand ils portent les succès de son règne exclusivement à l'actif de Cecil. Ce n'est certes pas moi qui ravalerai l'*Histoire* de Froude, sorte de chef-d'œuvre en son temps. Mais enfin Froude a vieilli, Froude est un victorien, Froude est passablement jingo ; depuis, les spécialistes de l'époque élizabéthaine, Williamson, Rowse ou Neale, semblent bien tous concourir dans la conclusion que la politique anglaise du temps fut menée par le tandem Elizabeth-Cecil plutôt que par Cecil seul. De sorte que la thèse de M. Conyers Read n'apparaît pas, à beaucoup près, aussi neuve qu'il veut bien se le persuader ; au contraire, l'impression qu'on retire de ces 500 pages, si pleines de conscience et d'industrie, est bien plutôt celle du « déjà vu ».

L'auteur a fouillé scrupuleusement tous les dépôts accessibles, Public Record Office, British Museum, archives privées des Cecil conservées par leurs descendants les marquis de Salisbury au château de Hatfield, celles des marquis de Bath à

Longleat, sources françaises ou espagnoles aussi bien : le résultat de ces sondages n'a pas altéré, que je sache, la figure désormais traditionnelle de ses deux protagonistes. Quand les documents originaux de son héros, lettres, memoranda, etc., affluent, ce qui est rare, il donne aux événements, telles les affaires d'Écosse, plus d'extension que leur relative importance ne semblait comporter, il a raison : son livre est non point un exposé de politique générale, mais le portrait d'un individu ; on devine, cependant, ce que la méthode peut entraîner d'apparente disproportion entre les parties. Qu'on ne s'attende pas non plus toujours à de l'inédit, tant s'en faut : voici, par exemple, deux lettres d'Élizabeth (p. 148), l'une à sir Ralph Sadler pour soutenir les lords insurgés d'Écosse avec de l'argent, l'autre à la reine régente Marie de Lorraine pour nier qu'elle les soutienne : je les trouve, p. 46-47, dans l'excellent *Elizabeth and Mary Stuart*, de Frank A. Mumby (1914), et, là même, empruntées de Froude et d'Ellis.

Américain, et ainsi plus détaché des choses et des gloires anglaises que ses vis-à-vis britanniques, M. Conyers Read donne de ses héros des images auxquelles, pour ma part, je souscrirais volontiers. Élizabeth menacée de la hache jusqu'à son accession, « il n'est pas étonnant que, dans cette farouche danse avec la mort, elle eût forcément dû mettre au rancart toute conviction quelconque qu'elle pût bien avoir, ni qu'elle y eût perdu tout sens scrupuleux d'honneur ou de délicatesse féminine » (p. 118). « Elle voulait se laver les mains des faits et gestes de ses serviteurs, même quand ils n'agissaient que sur ses ordres. » (P. 162.) « C'était un de ses attributs les moins attrayants qu'elle aimait rejeter la responsabilité des décisions déplaisantes sur les épaules d'autrui. Malice transparente qui ne trompait personne, mais qui lui épargnait la charge de prendre l'initiative d'une belligérance. » (P. 126.) Cecil redoutait « les journalières vacillations de son incertaine maîtresse » (p. 173). « Elle-même était un être d'action, non de religion » (*a pragmatist, not a devotee*) « et même ses conseillers protestants n'étaient jamais sûrs de sa fidélité à la confession réformée. » (P. 126.) On ne saurait mieux dire.

Sur Cecil lui-même, où certains veulent voir, sur la foi d'un langage volontiers dévot, une âme au fond puritaine et un moraliste rigide, voici des jugements : « Il était dévoué d'abord au bien de l'Angleterre ; même son zèle religieux ne venait qu'en seconde ligne. » (P. 101.) « Après l'échec de Wyatt et le mariage espagnol de Marie, il avait sans doute conclu que le retour à la communion romaine était chose inévitable et que ce qu'il avait de mieux à faire était de s'adapter à la situation... Ce que nous oublions parfois est que Cecil était probablement un produit plus de la Renaissance que de la Réforme, plus un intellectuel qu'un fervent. » (P. 104-105.) « Il n'était pas du bois dont on fait les martyrs. » Même, citant de la jeunesse de Cecil un cas où, pratiquant saisie sur l'actif d'un failli, d'accord avec ledit, il en frustrait les créanciers, notre auteur conclut : « La chose ne reflète point ce sens délicat de droiture morale dont Cecil prétendit toujours se targuer. » (P. 115.)

Pour conclure, ce qu'à mon sens les lecteurs, professionnels ou non, du présent volume lui devront surtout, c'est une mine foisonnante de documents émanant soit de Cecil, soit de ses entours, éclaircissements et références étant données dans des notes terminales d'une richesse et d'un scrupule qu'on ne saurait trop louer. Comme ouvrage de référence, le livre est et restera précieux.

† Roger CHAUVIRÉ.

C. V. WEDGWOOD. *The King's Peace, 1637-1641*. London, Collins, 1955; 510 pages. Prix : 25 s.

Sur la même période, il me semble que voilà un excellent livre. Bien écrit, d'abord, d'un style aisé, courant et limpide, de très agréable lecture. Miss Wedgwood, auteur déjà d'une série d'ouvrages parents, *Strafford, Montrose, Oliver Cromwell, English Literature in the XVIIth century*, avait sur l'époque des connaissances qui allaient loin, et qu'elle a supplémentées par l'étude de sources originales, tels les *Papiers Strafford* ou les *Mss. Breadalbane*, par elle consultés à Sheffield ou à Edimbourg. Le présent volume couvre les quatre années fatidiques où peu à peu la guerre civile s'annonce inévitable ; d'autres, qu'on nous promet, nous conteront l'expérience républicaine sous le Protecteur.

Une préface courte et nourissante, avant tout lucide, nous intime quel dessein poursuit exactement l'auteur. Les facteurs politiques, religieux, économiques ont leur importance en histoire, entendu. Ils ne sont pas les seuls. L'effort que s'assigne miss Wedgwood est de retrouver, s'il est possible, quelle interprétation les contemporains donnèrent aux événements dont, profiteurs ou victimes, ils étaient les témoins. Que leur intelligence en fût correcte ou non, qu'importe ? Même courte, c'était la leur ; c'est celle qui leur inspirait attitude ou réaction ; et ainsi, fût-elle erronée, elle demeure, historiquement, la vérité. « En ce bas monde », prononce Strafford sur l'échafaud, « nous sommes sujets à erreur et méconnaissance les uns sur les autres. » En somme, si je comprends bien, il s'agit de restituer son importance au facteur humain. Idée, selon moi, juste. Car, enfin, supposez qu'on raye un homme comme le premier Pitt du paysage, voyez-vous comment l'Angleterre eût pu se relever de ses initiaux désastres en 1760 ? Même, la pensée de miss Wedgwood est un peu plus subtile : « Il est légitime pour l'historien de percer la surface des choses et ramener à la lumière des motifs ou influences ignorés de l'époque ; il est tout aussi légitime d'accepter les motifs ou explications qui satisfirent les contemporains. Les deux méthodes produisent des résultats différents, mais qui l'un et l'autre peuvent être une réponse honnête à la question posée. Ils n'induisent en erreur qu'à partir du moment où ils sont reçus, soit l'un soit l'autre, comme la vérité tout entière. » (P. 15.) Ainsi assortie de réserves prudentes, je ne vois guère qu'on puisse contester la théorie. Et d'elle découlent, dans notre ouvrage, les portraits moraux — excellents — de tel ou tel personnage, le roi Charles, Strafford, Laud, Pym, chacun d'eux enfermé dans sa haute conscience, qui précisément le perd. D'elle découle encore le recours, judicieux, à la littérature considéré comme un document sans égal : « Les lettres abondent en témoignages historiques ; et nombre de mes impressions ou conclusions viennent tout autant de lectures faites à loisir, spécialement dans la poésie ou le drame du XVII<sup>e</sup> siècle, que de recherches proprement dites. » (P. 489.) Voilà qui est honnêtement dit.

Du récit — en gros, chronologique — le plan est clair : I. État des choses au début du drame : le pays et la cour, imbrication de la religion dans la politique, pouvoirs et revenus de la Couronne. II. Les presbytériens d'Écosse défient la Couronne. Première guerre d'Écosse. III. Strafford prépare une armée irlandaise pour usage contre les Écossais. Seconde guerre d'Écosse. Strafford exécuté. Pym contre le roi.

Prenons comme échantillon le chapitre introducteur, *Court and Country* : on en saisira ce qu'il a non pas tellement d'original (nous connaissions un peu tout cela),

mais de compréhensif et de balancé. Voici d'abord, comme de juste, le substrat géographique, les deux îles, tellement dépendantes de la mer, pour la nourriture, les communications, le commerce. Voici Londres, déjà frappée de gigantisme, avec ses cinq milles d'appontements, repaire de coquins, de prostituées, d'une plèbe dangereuse et de prédicants puritains. Voici les rivières, ces « chemins qui marchent » de Pascal, York, la seconde capitale du royaume, les provinces et leurs productions diverses, laine et drap dans l'ouest ou le Norfolk, charbon à Newcastle, minerais épars en plusieurs lieux. Voici la vie de la campagne, ses simples plaisirs, danses ou veillées, ses gens, le hobereau, le journalier, le sans-travail, le brigand, ses régions d'élevage et ses régions de blé, ses régimes de culture, « champagne » ancienne ou champ nouvellement clos. Voici la structure sociale, où la gentilhommerie, petite ou grande, règne, mais qui demeure fluide, l'argent donnant accès à tout. Voici le Pays de Galles où, sous l'apparence anglicisée, survit l'antique patriarchie native et voici les autres lambeaux demeurés celtes, hautes terres d'Écosse, Irlande, où clans autochtones avec Normands irlandisés font désormais front commun contre l'intrus britannique. Voici enfin le prince, ce roi Charles qui a reçu de son père Jacques, le pédant auteur du *Basilicon Doron*, la théorie toute cuite du droit divin et qui en conscience, mais uniquement de son bon vouloir (car il ne répond d'aucun acte à lui que devant Dieu), rêve d'assurer à son peuple justice, ordre, vraie religion, prospérité s'il se peut, à la seule condition d'obéissance passive ; et voici l'homme lui-même, avec son goût exquis pour les arts, ses tableaux, cette réserve innée, vrai *Noli me tangere* royal, cette méconnaissance de la distance entre la cour révérente qu'il a disciplinée et son peuple, qu'il ignore pour s'en être isolé, ce cœur fier et entier qui s'est donné tout à Buckingham et, Buckingham mort, tout à la reine Henriette : somme toute, une bonne volonté certaine, et qui n'échouera que par son innocence même. Je m'assure qu'on perçoit, sur cet échantillon, la richesse du livre : une de ces synthèses qui deviennent rares, à notre époque d'enquêtes spécialisées, et qui pourtant sont la seule raison finale des dites enquêtes.

Une menue tracasserie pédante : on nous donne, p. 59, les Saint-Léger, entre les Butler, les FitzGerald et les Burke, comme une famille normande irlandisée. Il me semble que sir Warham Saint-Léger, fils d'un ancien vice-roi, appartient plutôt à la bande des conquistadors venus du Devon et de Cornouailles, les Carews, les Raleigh, les Grenville. Ceci sauf erreur.

† Roger CHAUVIRÉ.

Christopher HILL. *Economic problems of the Church. From Archbishop Whitgift to the Long Parliament.* Oxford, Clarendon Press, 1956 ; in-8°, XIV-367 pages. Prix : 42 s.

La Réforme avait appauvri l'Église et subordonné son autorité à celle du roi ; n'empêche que, dans les décades qui précédèrent la Révolution, beaucoup de prélats, et non pas seulement Laud, approuvèrent les tendances absolutistes des Stuarts : cet accord du trône et de l'autel explique que l'opposition politique s'en soit prise à l'épiscopat. Toutefois, l'hostilité dont il souffrit résulte d'autres causes encore, en sorte qu'elle gagna un public beaucoup plus large qu'on ne le présume quand on la rapporte aux seuls puritains et que, de surcroît, on se représente ces derniers tels que les font connaître les événements postérieurs. J'appelle Puri-

tains, écrit M. Hill, ceux que les contemporains appelaient ainsi : l'ensemble de ceux qui combattaient la politique générale de l'oligarchie ecclésiastique sans que tous en vinssent à vouloir se séparer de l'Église établie.

M. Hill ne s'est pourtant pas proposé de décrire en totalité cette politique : il se borne à nous initier aux difficultés qui naquirent de la situation économique du clergé ; encore ne rappelle-t-il que pour mémoire la hausse des prix qui l'aggrava ; il s'en tient à étudier la gestion du patrimoine ecclésiastique, tel qu'il subsistait, et la dégradation que la diminution du revenu des desservants provoqua au sein du service paroissial. Les nobles de cour et la *gentry* continuaient à dépouiller de leur mieux l'Église en se faisant céder les dîmes et les terres par des baux à si long terme qu'ils s'en regardaient comme propriétaires, ce qui fait penser à l'inféodation des dîmes en France et au démembrement du domaine royal par des « engagements » soi-disant provisoires. D'ailleurs, des évêques eux-mêmes augmentaient leurs ressources en accaparant les bénéfices, et un mal supplémentaire, l'absentéisme, résultait de ce pluralisme. En outre, la *gentry* restait en possession du patronage et, à l'occasion, ne répugnait pas aux profits simoniaques ; par suite, le recrutement du clergé paroissial devenait malaisé, les vacances nombreuses, le niveau culturel déficient. La dîme, d'autre part, inspirait aux cultivateurs les mêmes plaintes que partout et les citadins faisaient chorus, car, en principe, on l'exigeait, dans les villes, sur les profits du marchand et de l'artisan : la perception y tombait en désuétude, ce qui accentuait aussi la décadence du bas clergé.

Naturellement, le sentiment religieux s'alarmait, et tout aussi bien parmi les fidèles anglicans que parmi les hétérodoxes. Des dignitaires ecclésiastiques, bien intentionnés, se trouvèrent pour remédier à ces maux. Il se forma aussi une association, recrutée parmi les marchands et les légistes, pour racheter les terres et les dîmes aliénées et en employer le revenu à installer dans les paroisses des *lecturers* qui ranimaient la prédication ; il se peut même qu'un embryon de mouvement congrégationnaire se soit dessiné avant la Révolution. Mais l'Église établie ne vit pas de bon œil ces nouveautés et il semble bien que ces *lecturers* professaient souvent un calvinisme hostile à la hiérarchie ; que les novateurs inclinaient à souhaiter que le service paroissial fût confié aux élus des fidèles et rémunéré par l'impôt de manière que le culte devint gratuit.

L'entreprise de Laud prend dès lors un sens original, d'ailleurs en harmonie avec son rôle politique. Il conçut le dessein de restaurer la richesse de l'Église ; en Écosse et en Irlande, les biens aliénés furent repris moyennant une indemnité qui ne contenta pas les possesseurs ; on raconta qu'il en irait de même en Angleterre. Parallèlement, on essaya de rétablir la perception de la dîme à Londres et M. Hill observe que le *Victoria County History of London* minimise à tort l'importance du conflit : il alarma les autres villes et mit aux prises les juges de *common law* avec les *Church Courts*. La tentative de Laud dressa contre lui la *gentry*, résolue à conserver ce qu'elle s'était appropriée des biens du clergé ; la bourgeoisie et le populaire se coalisèrent avec elle. M. Hill rappelle brièvement que la Révolution donna satisfaction aux opposants à certains égards. La *gentry* conserva son butin, pour autant du moins qu'elle avait pris parti pour le Parlement ; la dîme ne disparut pas, mais, cessant d'être de droit divin, se transforma en une redevance territoriale de *common law*. Cependant, la coalition des classes révolutionnaires se rompit, car la crainte des Nivelers ramena les possédants vers l'Église établie ; le



patronage fut conservé, afin que la *gentry* pût entraver la démocratisation du clergé paroissial.

G. LEFEBVRE.

Robert S. PAUL. *The Lord Protector*. London, Lutterworth Press, 1955 ; 438 pages. Prix : 35 s.

Voici un curieux livre. Est-il justiciable de la vocation de l'auteur, directeur adjoint de l'Institut oecuménique (?), à Bossey, près Genève ? En tout cas, et je l'ai lu avec le plus vif intérêt, c'est, basé sur une connaissance approfondie des faits, choses et gens, l'examen psychologique du personnage que fut le Lord Protecteur. Qui, ou plutôt quel, fut Cromwell, tel est le problème posé. Le Dr Beard, qui fut le maître d'école de l'enfant, enseignait orthodoxement que Dieu punit les méchants, mais aussi qu'il récompense les bons dès ce monde, *even in this life* : article de foi qui va loin, car il fait du succès un signe d'élection — et la preuve du bon droit. D'autre part, incapables d'imprimer leur exigence de sainteté aux médiocrités de la vie quotidienne, les Puritains sont acculés à admettre un double étalon d'éthique : « L'Ancien Testament définissait le niveau moral du chrétien en tant que citoyen d'un royaume terrestre, le Nouveau Testament sa conduite en tant que citoyen du ciel. » (62.) Autrement dit, en affaires on fait ce qu'il faut ; dans son for, on veille à l'agneau sans tache. En supplément à ce concept double de la moralité, la foi sans réserve en leurs principes leur donnait sur l'opposant « l'avantage énorme d'une conviction absolue en le bon droit de leur cause et en la malice de la cause adverse » (63). Le produit en était le Puritain de Macaulay, « fait de deux êtres différents, l'un tout humilité, pénitence, gratitude, émotion, l'autre orgueilleux, calme, inflexible, avisé. L'un se prosternant dans la poussière devant son Créateur, l'autre mettant le pied sur le cou de son roi » (68). Telle fut la formation de Cromwell ; et elle paraît à nu dans sa vie.

« L'élément permanent de sa carrière est non pas sa politique, mais l'angle théologique d'où il considère la politique ». N'admettant comme sacro-sainte aucune forme de gouvernement (puisque'on en trouve diverses dans le Vieux Testament), il en tire cette conclusion que « l'Armée, appelée par Dieu à combattre le roi, a *ipso facto* une vocation tirée de Dieu pour contrer toute autorité, roi ou parlement, qui mettrait en danger la sûreté de l'État » (178). Autre exemple : à la prise de Drogheda (1649), il refuse de faire aucun quartier ; lui-même écrit à Bradshaw qu'à son estime, de toute la garnison il n'échappa pas trente hommes ; et, dans sa lettre au Parlement, il justifie le massacre par trois arguments : 1° punition du massacre des immigrants anglais en 1641 ; 2° intimidation qui épargnera l'effusion du sang dans les opérations ultérieures ; 3° juste vengeance de Dieu sur ces misérables, *wretches*, qui professent la mauvaise religion. Deux arguments séculiers, on le voit, le dernier spirituel, l'ensemble des trois éclairant la double moralité puritaine. Il semble que, de sa nature, et cela prouvé en plusieurs circonstances, Cromwell n'ait eu aucune pente au sadisme, et que cette cruauté implacable ait été chez lui simplement fille d'une logique également implacable. Dans la même certitude où il se sait un juste, et son adversaire un réprouvé, il écrit au gouverneur de Ross : « Vous réclamez la liberté de conscience. Je ne me mêle de la conscience de personne ; mais si par liberté de conscience vous entendez la liberté d'aller à la messe, j'aime autant vous dire tout à plat que là où le Parlement d'Angleterre fait loi, la chose

ne sera pas permise. » (212.) Car il est pour la liberté de conscience, oui, mais celle des justes. A chacun appartient d'approcher Dieu selon sa conscience ; et ainsi, qu'on soit Anglican, ou Indépendant comme lui-même, ou Presbytérien, peu importe, on est libre, pourvu qu'on s'en tienne au principe, protestant, de la conscience individuelle (223) ; quant aux réprouvés qui restent aveuglément dans l'obédience de Rome, c'est charité chrétienne de leur dénier un tel droit. Il ne voit pas que même l'obédience suppose un choix, donc l'exercice d'une liberté : le choix d'obéir. C'est qu'aussi peu à peu il s'est cru, que dis-je : cru ? il s'est connu inspiré. Ses victoires, il les rapportait en toute humilité à Dieu et, à l'inverse, il y voyait le signe de Dieu sur lui : « Quand une question importante ou capitale est mise sur le tapis, sa coutume est de se retirer à l'écart pendant un quart d'heure ou une demi-heure, puis il revient et profère les oracles de l'Esprit. » (203.) Ses ennemis, tel Clément Walker, voyaient là hypocrisie. Pourquoi donc ? La sincérité est autrement intéressante. On dirait même qu'il n'ait pas été *essentiellement* ambitieux : s'il l'eût été, c'était grande imprudence à lui de laisser la scène libre à ses rivaux pendant un an et plus, pour s'en aller guerroyer en Irlande. Et les ambassadeurs de France et d'Espagne, habitués à servir la politique entièrement sécularisée de leurs pays respectifs, n'arrivaient pas à interpréter le personnage à leur satisfaction, incapables qu'ils étaient de « saisir la part qu'avait eue l'inspiration religieuse dans la Révolution, et son influence capitale dans la montée de Cromwell au pouvoir » (349).

« La fin donc et le commencement de ce livre, c'est l'assertion que pour comprendre un homme qui vécut dans un âge de foi, il faut prendre au sérieux la foi de cet âge. » (381.) Rien de plus juste, à mon sens, et de plus pertinent. Dans l'action, Cromwell est un prophète, figure de proue du peuple anglais, ou, plus précisément, dans le peuple anglais, de la fraction qui est de Dieu. « Il se peut qu'en certaines occasions nous soyons à même de discerner, sous les affirmations passionnées que lance Olivier de l'appel divin, l'ombre de motifs moins élevés, mais dans aucune correspondance privée, dans aucune parole publique il ne laisse jamais rien percer qui indique qu'il reconnaisse de tels motifs consciemment. » (387.) *Consciemment*, le mot capital est dit, Cromwell n'a jamais eu conscience qu'il pût se tromper ou méfaire. « Le vrai prophète est celui qui peut répéter après saint Paul : Je n'ai pas désobéi à la vision céleste. » (387.)

La fin du livre est curieuse : elle applique, à tort ou à raison, l'expérience cromwellienne aux problèmes d'aujourd'hui. Que la Providence mène les événements vers le triomphe final du bien, c'est, nous dit-on, une croyance, héritée du xviii<sup>e</sup> siècle, qu'accepte encore, au moins tacitement, le monde moderne et qui, par exemple, souffle à l'Amérique le sens de mission universelle qui l'inspire. A l'opposé, en Angleterre, « le présent système qui reconnaît à une seule église la domination (*control*) nominale sur un pays qu'elle est de plus en plus impuissante à évangéliser est une anomalie tolérée seulement par la crainte que la laisser imprudemment sortir ouvre la porte à un état entièrement séculier ; mais le moment est sûrement venu où les besoins de la société exigent que la base de la religion nationale soit élargie, et partagées les responsabilités du ministère pastoral et de l'évangélisme. » (391.) Mais, ici déjà, nous sortons de l'histoire ; et, quant à l'opinion exprimée, nous ne pouvons, nous Français, que la laisser aux nationaux qui l'avancent. Ce qui nous intéresse, nous, c'est l'interprétation nuancée, scrupuleuse et, dans l'ensemble, vraisemblable de l'individu Cromwell. Cromwell, c'est le Pha-

risien (usons du mot, bien entendu, sans intention péjorative). Hypocrite, le Pharisien? Mais non, presque toujours il est sincère. Aldous Huxley dit quelque part que les religions à dieu personnel sont à craindre, étant de nature persécutrices, en ce que le fidèle met son dieu dans sa manche. Optimiste Huxley, qui suppose les autres inoffensives! Notre temps nous a mieux instruits.

† Roger CHAUVIRÉ.

John CARSWELL. *The old cause. Three biographical Studies in Whiggism.* London, The Cresset Press, 1954; xxiii-402 pages. Prix : 30 s.

Lord Thomas Wharton est un des agents principaux de la révolution de 1688, George Dodington un organisateur de la majorité régnante sous les deux premiers George, Charles Fox enfin le plus connu des trois (et c'est pourquoi je n'en parlerai point). Ces trois biographies, si distantes soient-elles l'une de l'autre, sont à lire d'affilée, sans quoi le livre ne remplirait pas son objet déclaré. Il s'agit, dans la pensée de l'auteur, de définir le contenu exact du mot *whig*, ou mieux de suivre la lente évolution du sens et de la chose signifiée. « A mesure que les jeunes de chaque génération montent vers la notoriété et le pouvoir, ils y trouvent établis, et qui s'attardent, des hommes appartenant à la génération de leurs pères. Les nouveaux se servent peut-être des mêmes termes, mais non pas toujours dans le même sens; et dissimulées sous l'identité du vocabulaire, peuvent s'exprimer des vues très différentes. » (P. v.) C'est ainsi que de la simple opposition à la monarchie absolue, qui est le whiggisme originel, on aboutit par lents degrés à « l'idée de l'opposition constitutionnelle, idée aussi familière à la moderne pensée occidentale qu'elle est étrangère à d'autres pensées ou d'autres époques » (p. v). Tel est de l'ouvrage le propos essentiel, lequel, on le voit, n'est pas mince. De là l'avantage d'étudier, par trois coups de sonde successifs, une ample et touffue période de l'histoire anglaise, de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle jusqu'à celle du xviii<sup>e</sup>. « En précisant les points de certaines vies — non pas nécessairement les plus exemplaires ou exceptionnelles — on peut faire à nouveau le point des événements qui jalonnent l'histoire. »

Qu'est-ce qu'un Thomas Wharton? Un aristocrate, de tradition fermement puritaine, il est vrai, mais, d'abord, richissime. Parti d'une douzaine de mille livres annuelles, il en est, en 1692, à 19.000 livres, plus le revenu de ses places, plus quelque 10.000 livres du chef de sa femme, plus des terres en Irlande qu'il vendra pour 64.000. Il partage les plaisirs des roués cavaliers, boisson, femmes, duels, courses, rossée aux bourgeois, et le reste. Différent surtout en ce qu'il garde deux soucis au monde : la liberté politique (bien entendu, pour sa classe), la sûreté garantie à la propriété de ses immenses biens. Membre du Parlement sous Charles II, il voit la notion de parti, jusque-là inimaginée, se faire peu à peu jour de par la lutte entre les deux leaders, Danby, qui tient pour la couronne, et Shaftesbury, contre. Mais la preuve que, essentiellement, les whigs sont des conservateurs seulement anxieux de préserver leurs privilèges, c'est qu'à leurs yeux ce qui justifie leur soulèvement contre Jacques, ce sont les *innovations* qu'un roi catholique, et qui invoque le droit divin, essaie d'introduire dans la continuité de la tradition anglaise. Grands seigneurs, souverainement influents chez eux par leurs grandes terres, ils sont des oligarques qui défendent leur oligarchie. « Pendant des années, l'Anglais des hautes classes regardait la Révolution comme glorieuse parce qu'il y voyait la source de sa félicité à lui. » (P. 71.)

Avec Dodington (1691-1762), nous voyons fonctionner, dans son détail journalier, monotone et passablement sale, le régime où frétille allègrement le Whig. Né Bubb, donc noble, notre homme assume tôt le patronyme d'un oncle Dodington dont il hérite la puissante fortune. Il est, entre autres, principal actionnaire d'un navire, le *Dodington*, qui fait le voyage des Indes et se perdra, pour avoir voulu devancer la flotte de conserve, dans les parages de Bonne-Espérance. Le voici ambassadeur en Espagne dès vingt-quatre ans, lord de la Trésorerie à trente-trois ; renvoyé par Walpole, il se retourne contre lui et aide à sa chute ; il entre au ministère en 1738, devient trésorier de la Marine, une des plus juteuses places qui soient, et soudain, *res miranda populo*, démissionne : c'est qu'appelé auprès du prince de Galles Frédéric, qui hait son père, il vise à présent le pouvoir suprême à la mort du roi. Hélas, celui qui meurt, ce n'est pas le vieux roi, c'est le prince, et voilà le pot au lait par terre. Obscur désormais, Dodington est pourtant créé lord Melcombe en 1761 ; il meurt l'année d'après. C'est le type du parlementaire sous un Walpole, qui règne trente ans, ou un duc de Newcastle, qui reste au pouvoir, sans aucun mérite, quarante. Encore, lui, garde-t-il un semblant de principes, de la constance envers ses amis plus humbles, de l'humanité : jugez des autres !

Exemple des intrigues courantes : le prince de Galles, à ce conseil, monte contre son père une jolie machine. Il vient de se marier, il ne peut plus déceimment vivre des 50.000 livres annuelles que lui fait la nation ; il demande donc, et ce non point au roi, mais par le truchement des Chambres, que ledit roi, de sa liste civile (800.000 livres), lui cède 50.000 autres livres. Refus. Car la liste civile, entre autres usages, sert « aussi » à acheter des votes ; et les 50.000 livres au prince de Galles, ce serait, a) se priver de munitions, b) en faire cadeau à l'adversaire. Dodington se trouve commander un petit groupe-charnière, qui peut faire pencher la balance de ci ou de là. Walpole lui maquignonne ces votes par de belles promesses. Le ministère s'en tire par l'étroite marge de trente voix. « Monde de courtiers, où une cordialité de convention dissimule de durs marchés, où les affaires sont facilitées par un sentiment sincère de communion entre trafiquants. » Régime d'argent, on le voit, pur et simple. Mais qui sait si les longs triomphes de l'Angleterre ne viennent point, au moins pour part, d'avoir deviné, et ce dès le xvi<sup>e</sup> siècle, que l'argent, au fond, c'est la force, et la seule qui finalement l'emporte ? N'oublions pas non plus qu'au milieu de ces jeux sordides, l'idée lentement naissait que « l'opposition ne doit plus être, comme jusqu'alors, l'embrigadement temporaire d'intérêt pour la conquête du pouvoir, mais une organisation permanente. En fait, on allait d'une opposition (au sens où l'on peut parler de la dernière opposition) vers le concept de l'opposition », vers « le gouvernement alternatif en puissance, et en réserve ». Jeu moderne des institutions anglo-saxonnes.

† Roger CHAUVIRÉ.

Giuseppe CONIGLIO. *Il Vicerego di Napoli nel secolo XVII (notizie sulla vita commerciale e finanziaria)*. Rome, Edizioni di Storia e Letteratura, 1955 ; in-8°, 371 pages.

M. Coniglio avait déjà publié, en 1951, un ouvrage de caractère économique et financier sur le royaume de Naples à l'époque de Charles-Quint<sup>1</sup>. Ce nouveau livre

1. Cf. compte rendu dans la *Revue historique*, 2<sup>e</sup> trimestre 1953, p. 325-327.

continue le premier et poursuit les mêmes recherches pour la période suivante. L'auteur s'attache successivement à trois ordres de question : a) la population et les ressources du pays ; b) l'administration financière ; c) la gestion des différents vice-rois, les demandes d'argent de l'Espagne et l'hostilité aux nouveaux impôts.

M. Coniglio, comme pour son précédent livre, a travaillé essentiellement dans les dépôts d'archives : ceux de Naples, de Simancas, de Livourne, de Paris, etc... De nombreux documents inédits ou peu connus nous sont donc présentés. En revanche, leur discussion est parfois écourtée. Précisons encore, pour achever cette rapide présentation de l'ouvrage, que les questions financières sont plus longuement traitées que les problèmes économiques et que l'essentiel de la documentation porte sur le dernier quart du xvi<sup>e</sup> siècle et la première moitié du xvii<sup>e</sup>.

Il n'est pas inutile de dégager ici quelques-unes des conclusions auxquelles parvient l'auteur, car elles intéressent l'histoire générale de la Méditerranée aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles — histoire qui se renouvelle sans cesse sous nos yeux depuis le grand livre de M. Braudel.

M. Coniglio affirme, chiffres à l'appui, que la population du royaume « subit un accroissement constant durant les deux siècles de gouvernement espagnol ». Ce gonflement démographique (sur lequel nous reviendrons) coïncidant avec une stagnation, voire une régression de la production céréalière, le ravitaillement en grain des populations de l'Italie méridionale devint de plus en plus difficile. Le royaume de Naples, exportateur de blé dans la première partie du xvi<sup>e</sup> siècle, tendit ensuite à en importer.

Dans son enquête sur l'*annone* napolitaine, M. Coniglio n'a pas noté d'importations de grains nordiques avant 1606. Encore s'agit-il surtout, même après cette date, de grains venus de France. L'auteur pose toutefois la question de savoir si ce blé dit « de France » ne venait pas, en réalité, de plus loin. Durant l'année 1590, année de disette s'il en fût pour les pays riverains de la Méditerranée, Naples demanda surtout à la Sicile le grain nécessaire pour suppléer au défaut de la production locale.

Sur le plan monétaire, l'auteur confirme ce que l'on supposait déjà : à savoir la rigidité du marché napolitain et le manque quasi constant, sur la place de Naples, de numéraire liquide. Le comte de Lemos, vice-roi de 1610 à 1616, donnait plusieurs raisons à cet état de choses : d'abord les principaux créanciers de la cour, de la ville et des communes étaient des étrangers, surtout des Génois. Comment leur refuser l'autorisation d'exporter les sommes qui leur étaient remboursées par leurs différents débiteurs ? Ensuite les grands feudataires du royaume résidaient souvent, eux aussi, à l'étranger, étant fréquemment Génois ou Espagnols. On leur accordait donc le droit de transférer leurs revenus napolitains hors des frontières. En revanche, les autorités interdisaient aux autres particuliers d'exporter librement de l'argent pour les transactions ordinaires : cela accroissait encore le resserrement du marché et gênait le commerce qui, s'il avait pu jouer librement, aurait pu amener des retours de numéraire. Quant à l'État, de plus en plus endetté, côtoyant perpétuellement la banqueroute, il ne jouissait d'aucun crédit et ne pouvait emprunter qu'à des taux élevés.

Pourquoi cette misère de l'État napolitain ? M. Coniglio, reprenant un thème déjà développé dans son précédent livre, met d'abord en cause l'incroyable gabegie administrative et les habitudes invétérées de fraude de tous ceux qui, du plus grand au plus petit, s'occupaient de la collecte des impôts. Une enquête de 1603



chiffré, dans une première approximation, à 1.782.814 ducats les fraudes commises aux dépens des finances publiques entre 1580 et 1603. Voici un autre fait révélateur ; il est tiré d'un document officiel de 1612. Un particulier avait acquis une rente annuelle de 100 ducats, qu'il s'arrangea pour faire répartir sur quinze communes différentes. Pour surveiller la collecte de cette somme, il lui était permis d'envoyer six commissaires par communes et par an, soit au total quatre-vingt-dix commissaires, tous entretenus, de droit, par les communes elles-mêmes. Ainsi la rente de 100 ducats revenait à coûter 1.000 ducats aux populations ; elle faisait vivre tout un groupe de commissaires parasites, sans aucun bénéfice pour l'État, qui avait dû vendre cette rente à perte, un jour où il était particulièrement aux abois. Le comte de Lemos, plus que tout autre vice-roi, essaya de remettre de l'ordre dans les finances, de réduire le déficit et les abus ; il y réussit momentanément. Mais il fut rappelé trop tôt et le désordre recommença.

M. Coniglio ne pouvait éviter de poser la question qui vient à l'esprit de quiconque s'occupe du royaume de Naples à cette époque : la domination espagnole a-t-elle, ou non, été une cause d'appauvrissement pour l'Italie méridionale ? Depuis Benedetto Croce, les historiens italiens ont tendance à réhabiliter l'Espagne, ou du moins à mettre en valeur les aspects positifs de sa gestion et de son œuvre en Italie. M. Coniglio, avec des nuances toutefois, se range dans cette catégorie d'historiens. Au xvi<sup>e</sup> siècle, le royaume de Naples, comme la Sicile, a bénéficié de la protection de la flotte espagnole, et celle-ci a peut-être découragé les Turcs de débarquer en Calabre ou plus près de Naples. Au xvii<sup>e</sup> siècle, l'Italie du Sud s'est trouvée, grâce au rempart milanais, à l'écart de la guerre de Trente ans qui fut si cruelle pour l'Allemagne, les Flandres et l'Italie du Nord. Ces avantages valent d'être signalés.

Mais il y a une contre-partie que l'auteur n'a certes pas passée sous silence, mais sur laquelle nous voudrions insister plus fortement que lui, au besoin, à l'aide de ses propres arguments. Les rentrées fiscales se montaient, en 1566, à 536.000 ducats ; elles atteignirent, en 1628, 4.437.000 ducats. Le poids des impôts s'accrut donc dans la proportion de 1 à 8, tandis que les prix du blé et de l'huile s'élevaient seulement, durant la même période, dans la proportion de 1 à 4 (pour redescendre ensuite). Si, en outre, on songe que la collecte des impôts ne rapportait à l'État qu'une assez maigre partie des sommes effectivement exigées des populations, on imaginera sans peine combien les classes laborieuses de ce pays ont dû être accablées à cette époque sous le poids fiscal. Or on sait ce que devenait cet argent : il fuyait hors du royaume, servant à rembourser des créanciers étrangers et à secourir une Espagne attaquée de toutes parts, sur mer et sur terre, en Flandre et à Milan.

D'après les calculs de M. Coniglio, c'est à l'époque de la guerre de Trente ans, entre 1631 et 1643, que l'exode de l'argent napolitain, envoyé aux forces espagnoles de Lombardie, fut le plus intense : environ dix millions de ducats adressés à Milan entre ces deux dates. Mais il importe, croyons-nous, de souligner que cette hémorragie durait depuis longtemps<sup>1</sup>, que ce fût pour les besoins de la Flandre, de Milan, ou pour les nécessités de la guerre sur mer.

De nombreux textes, qui ne semblent pas seulement de propagande, témoignent,

1. Cf. Archivio di Stato di Naples, *Sommaria consultationum*, vol. XIV, fol. 147-168 : 1.298.752 ducats envoyés de Naples à Milan entre 1560 et 1592.

en réalité, de la fatigue économique du pays au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, et parlent de la dépopulation des campagnes. On peut alors se demander quel crédit l'historien doit accorder aux recensements sur lesquels on se fonde d'ordinaire pour affirmer l'accroissement de la population du royaume durant les deux siècles de la domination espagnole. Certes, Naples grandit comme Rome, mais n'est-ce pas aux dépens des campagnes, comme cela se passe dans l'État pontifical voisin? Reprenons quelques-unes des données fournies par les recensements, on verra combien elles sont difficiles à utiliser. En 1561, la population est chiffrée à 475.727 feux, soit, en multipliant par cinq à 2.375.635 âmes; mais une statistique de l'année suivante ne mentionne que 326.667 feux, soit 1.633.335 âmes. Même difficulté pour les années 1596, 1599 et 1601 :

1596 : 398.667 feux	1.993.335 âmes
1599 : 275.000 feux	1.375.000 âmes
1601 : 541.316 feux	2.706.580 âmes

De tous ces chiffres contradictoires, lesquels devons-nous croire? Comment affirmer, dès lors, l'accroissement de la population lorsque le recensement de 1616 donne seulement 280.000 feux (1.400.000 âmes)? Or, si l'augmentation de la population n'est pas prouvée, ne faut-il pas corriger, comme trop simple, l'explication des disettes donnée au début par l'auteur? Le déficit en céréales aurait donc d'autres causes qu'un accroissement démographique dont nous ne sommes pas certains.

Le royaume de Naples a-t-il finalement gagné à la domination espagnole? On peut en douter. N'était-il pas plus prospère sous les rois aragonais qu'au début du xviii<sup>e</sup> siècle? Pour rester prospère, il lui aurait fallu demeurer neutre. Mais était-ce possible? Au siècle des guerres de religion contre les Turcs et les protestants (1559-1648), on voit mal comment un royaume placé si près de Rome aurait pu rester, au moins financièrement, à l'écart des conflits.

Jean DELUNEAU.

Arthur Pierce MIDDLETON. *Tobacco Coast. A Maritime History of Chesapeake Bay in the Colonial Era.* Newport News (Virginia), The Mariners' Museum; 428 pages + bibliographie et index.

Dans le cadre d'un très bon manuel, M. Middleton s'est attaché à étudier l'« histoire maritime » de la baie Chesapeake à l'époque coloniale, ce qui revient à présenter un tableau de la vie économique des régions riveraines de cette énorme échancrure du littoral atlantique. A la base, se partageant entre la Virginie et le Maryland, figure cette exploitation du tabac dont le succès s'explique par un ensemble de conditions naturelles aussi favorables à sa culture qu'à son commerce. La culture proprement dite, les procédés de préparation des feuilles, les modalités de vente et d'exportation, les répercussions sociales qu'elles exercent par la formation d'une aristocratie de planteurs-marchands particulière à la zone du tabac, les fluctuations de l'économie du tabac, les efforts des gouvernements coloniaux pour résoudre le problème de la surproduction et pour établir un système de contrôle susceptible de garantir la qualité des exportations, retiennent successivement l'attention de M. Middleton.

Comme le tabac de la Chesapeake en arriva rapidement à alimenter tous les marchés européens, l'écoulement en supposait un état de paix qui, au xviii<sup>e</sup> siècle, subit de longues interruptions : l'étude fait une large place, par suite, à l'évolu-

tion de la politique internationale et à ses incidences sur l'économie des colonies productrices.

Inévitablement, l'auteur étend son enquête à tous les aspects du commerce que pratique la zone de la Chesapeake, aux rapports qu'elle entretient avec les Indes occidentales, l'Afrique, l'Angleterre, l'Europe méridionale, les colonies nord-américaines. Il peut ainsi faire ressortir la diversité d'un mouvement qui englobe, à la sortie, toutes les productions naturelles de la région, les bois, le minerai de fer, les denrées alimentaires surtout, dont les profits compensent utilement les irrégularités de la vente du tabac, et qui comprend, à l'entrée, les esclaves noirs, en provenance des Indes occidentales et du continent africain, source de bénéfices particulièrement considérables, les immigrants européens qui arrivent pour la plupart en qualité de convicts ou d'« indentured servants », les innombrables articles manufacturés de la métropole, les produits exotiques, les vins des « Wine Islands », les bois ouvrés des colonies du Nord...

Pour soutenir cette activité, une importante marine marchande était nécessaire. Constituée en grande partie par des navires britanniques, elle ne tarda pas à s'augmenter des bâtiments fabriqués dans les ports de la Chesapeake, où l'industrie des constructions navales, disposant sur place des matières premières qu'elle exigeait, prit dans les cinquante années qui précédèrent la Révolution un essor suffisant pour se classer immédiatement après celle de la Nouvelle-Angleterre.

Sur tous ces points, M. Middleton nous apporte une profusion de détails qui rendront la consultation de son livre indispensable pour la connaissance de la vie économique de ces régions. La navigation elle-même, les types de navires qui desservent la Chesapeake, les mesures envisagées pour protéger pendant les périodes de guerre les communications maritimes avec l'extérieur, font aussi l'objet de chapitres intéressants, dans lesquels M. Middleton achève de dégager l'unité naturelle de pays dont la division factice en deux États ne pouvait que compromettre les intérêts communs.

M. GIRAUD.

#### LOUIS DERMIGNY. Naissance et croissance d'un port. Sète de 1666 à 1880.

Montpellier, Actes de l'Institut d'études économiques, maritimes et commerciales de la ville de Sète, 1955 ; in-8°, 136 pages.

Un tard venu parmi les ports de l'ancienne France : création de la royauté, en raison de la défaillance de Frontignan, au moment où s'ouvrait le canal du Midi. Cette « marine » des Montpelliérains, bien que gênée dans son développement initial par la médiocrité des liaisons et par la concurrence tant de Bordeaux que de Marseille, fut favorisée par sa position « sur la grande parallèle... », qui va d'Amérique et des Antilles à la Méditerranée orientale » et par le trafic des Nordiques protestants avec le Midi. Durant le XVIII<sup>e</sup> siècle y fréquentèrent, outre les caboteurs, de nombreux vaisseaux du Ponant et du Septentrion, ceux qui se rendaient au Levant et aussi aux Isles, l'armement local restant faible, le pavillon hollandais l'emportant parmi les étrangers ; entraient surtout les textiles et les grains, sortaient les vins et dérivés. Bien accueillie par les Sétôis, parce qu'elle abolissait les privilèges de leurs rivaux et libérait le commerce lointain, la Révolution apporta pas mal de déceptions avec son cortège de guerres : on « maratise » en 1793, mais on couvre le départ précipité du duc d'Angoulême en 1815. Puis c'est l'indéniable

essor du XIX<sup>e</sup> siècle, plus économique encore que démographique. « Au lieu du Levant traditionnel, qui ne compte plus guère, aux exportations du moins, un Levant neuf et plus proche ou, pour mieux dire, un Maghreb. » Mais les importations l'emportent de plus en plus sur les exportations : minerais sans doute, mais, avant tout, douelles pour « le plus grand centre de tonnellerie du monde » et, durant la crise phylloxérique, vins italiens et espagnols, puis algériens, Sète pratiquant les coupages et fabriquant des vins de liqueur. Si le cabotage décline, le rail est pour beaucoup dans la prospérité nouvelle. Non que le Second Empire réalise les plans qui lieraient Sète à Marseille et à Bordeaux ; et M. Dermigny d'évoquer les luttes d'alors entre les groupes Péreire et Talabot, sans qu'on sache bien ce qui, en 1880, a été réalisé. Pourquoi d'ailleurs 1880 comme point d'arrivée ? Une conclusion aurait pu nous l'apprendre, en même temps qu'elle aurait ramassé l'essentiel. Non que la lecture de ce mémoire érudit fatigue. L'auteur sait admirablement tirer parti de sa riche documentation et a l'art de fixer l'attention à l'aide de formules frappantes. Il a, en outre, entrelardé un texte serré de tableaux chiffrés qui sont fort utiles et, ce qui est mieux encore, dressé d'excellents graphiques. Grâce soit rendue à l'Institut culturel sétois pour cette publication très neuve, fruit d'une enquête sagace, laquelle promet d'autres récoltes de bonne qualité.

Robert SCHNERB.

T. S. ASHTON. *An Economic History of England. The 18th Century*. London, Methuen and Co Ltd, 1955 ; in-8°, 257 pages.

Nous ne dirons pas : voici, pour l'Angleterre, l'équivalent de l'*Histoire économique de la France* que Henri Sée écrivit, il y a vingt-cinq ans, mais bien voici ce qui n'a pas son équivalent chez nous. Un des plus compétents parmi les historiens économistes d'outre-Manche a, en effet, constitué une équipe dont les membres se sont partagé une besogne exigeant un esprit et un effort collectifs ; lui-même s'est réservé la rédaction du volume consacré au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> et qui paraît le premier. Remarquons qu'il ne s'agit que de l'Angleterre — étant entendu que les « renseignements » se rapportant à l'Écosse, au Pays de Galles et à l'Irlande ne seront fournis que pour les seuls besoins de l'histoire comparée ; et on peut le regretter. Ajoutons également que ce que l'on nous donne n'a pas la prétention d'être autre chose qu'une sorte de manuel d'enseignement supérieur, si l'on veut, qu'une mise au point des connaissances actuelles : aussi le plan, que d'aucuns qualifiaient à tiroirs, propose-t-il simplement et successivement une revue des divers secteurs de l'économie anglaise (on commence par la population et l'agriculture et l'on finit avec les conditions et les méthodes de travail), conformément à la manière, un peu désuète, que n'eût pas désavoué Henri Sée. Mais, si l'auteur a délibérément banni de son langage l'emploi de termes tels que capitalisme, mercantilisme et impérialisme, il lui a paru utile d'exposer les faits à la lumière des recherches et des débats qui représentent le meilleur de l'activité de la *London School of Economics and Political Science* durant ces dernières années. Il en résulte que, remarquable par la clarté de l'exposition et par la simplicité des lignes directrices, le livre n'en requiert pas moins une lecture attentive. Sans ouvrir de larges perspectives, il procure une meil-

<sup>1</sup> On nous annonce ainsi : E. CARUS-WILSON, *The Medieval Period* ; F. J. FISHER, *The 16th and 17th Centuries* ; A. H. JOHN, *1800-1875* ; W. ASHWORTH, *1870-1939*.

leure connaissance par le détail précis et nuancé. Quelques exemples en apporteront la preuve.

Comme un peu partout en Europe, on s'intéresse alors davantage que par le passé aux phénomènes démographiques. Dans l'île, la société se présente comme étant formée non pas de classes nettement différenciées, mais de catégories sociales nombreuses et variées (il n'est pas toujours facile de distinguer l'artisan du commerçant). On ne saurait affirmer sans commettre une imprudence que la régression de la petite propriété soit rapide : du reste, les prix agricoles se sont maintenus assez hauts pendant les guerres de la fin du siècle pour que les choses aient pris pour elle une tournure catastrophique avant 1815 ; et l'élevage du cheval, jalousement défendu pour les besoins de l'armée et de la chasse, ne contribua pas peu à la hausse des cours du blé. A l'intermédiaire la vente sur échantillons offre déjà en ce temps des débouchés intéressants. Si l'attention se porte vers les canaux, c'est que, médiocrement douées pour la navigation, coupées par les barrages à moulins et par les bassins à pisciculture, les rivières ne suffisent plus aux besoins. Mais il n'y a pas lieu de conclure à des progrès subits dans ce domaine, non plus qu'en ce qui touche l'aménagement du réseau routier. L'image serait tout aussi inexacte qui représenterait l'Angleterre des premiers George délaissant la force hydraulique pour le charbon ; car le transport de ce combustible reste difficile et coûteux, le fret de retour manquant souvent. Celle qui conviendrait le mieux, s'agissant du travail industriel, évoquerait la toile de l'araignée, tissée sur des régions d'une étendue très variable par le capitaliste-entrepreneur : drapier de Norwich, confectionneur de Leeds, négociant en gros de Manchester, bonnetier de Nottingham, etc. Nul doute que l'effectif des salariés dispersés, dépendant de patrons de ce type, ne l'emporte de beaucoup sur celui des ouvriers qu'emploient les entreprises groupant ceux-ci dans la mine ou le grand bâtiment urbain. Comme la plupart des travailleurs manuels ne sont guère en contact avec leurs employeurs, il est faux que la création des usines de vastes dimensions ait provoqué une « dépersonnalisation » dans les rapports entre patrons et employés ; M. Ashton opinerait même plutôt pour une évolution inverse. Mais que de journées et de forces perdues par tous ceux qui parcourent à pied de longues distances pour porter aux entrepôts des négociants les articles fabriqués par leurs soins ! Combien précaire est le sort du salarié qui vit d'avances consenties par le patron ! Mais aussi combien de patrons ne s'en tirent-ils qu'en vivant en quelque sorte du crédit que leur consent tacitement un personnel dont les gages sont toujours versés en retard ou les travaux rétribués en nature ! Tout compte fait, le XVIII<sup>e</sup> siècle anglais n'aurait pas légué au XIX<sup>e</sup> un paupérisme sensiblement moins cruel que celui dont il avait hérité.

Il faudrait à présent rendre compte des discussions que M. Ashton introduit dans son livre en sorte de bien marquer les points litigieux : signification exacte des termes de marchand, de manufacture ; interprétation des courbes de prix ; problème d'origine que pose la localisation de certaines industries (est-ce en raison du coût moins élevé de la main-d'œuvre ?) ; relation qui pourrait être établie entre l'activité du génie inventif et les périodes de dépression économique ; et, naturellement, valeur qu'il est possible d'attribuer à la notion de « révolution industrielle ». M. Ashton se plait à ironiser sur la précision du chiffre avancé par Arthur Young pour le nombre des animaux domestiques ; il dit la difficulté de connaître les sources des capitaux fournis pour le logement de la main-d'œuvre et les noms des patrons



qui prêtent l'outillage ; énumérant les causes des inventions, il ne dissimule pas que l'historien ne peut apporter une réponse sûre », car « le processus d'une invention est rarement simple » ; à ses yeux, la documentation dont nous disposons pour évaluer les exportations ne saurait être tenue pour satisfaisante.

Est-ce par prudence qu'il s'est interdit de rédiger une conclusion générale ? En tout cas des graphiques eussent mieux fait notre affaire que les tableaux numériques — si précieux soient-ils — que l'appendice contient. Et la bibliographie aurait pu comprendre une liste des écrits qui expriment la pensée du siècle étudié.

Robert SCHNERB.

F. C. GREEN. *Jean-Jacques Rousseau. A critical study of his life and writings*. Cambridge University Press, 1955 ; in-8°, 376 pages.

M. F. C. Green, professeur de littérature française à l'Université d'Édimbourg, ne nous propose pas une interprétation nouvelle de la pensée ou du caractère de J.-J. Rousseau. Il n'insiste pas non plus sur les problèmes d'influence. Son objet est seulement, après John Morley (1873), après Louis Ducros (1908-1918), d'exposer la vie extraordinaire du grand écrivain de langue française, en incorporant au récit, ordonné suivant l'ordre chronologique, l'analyse des principaux ouvrages. L'œuvre de M. Green est d'abord l'œuvre d'un historien : c'est à ce titre seulement qu'elle relève de notre critique.

L'information de l'auteur est très étendue. Outre les richesses accumulées, depuis 1905, dans les *Annales de la Société de J.-J. Rousseau*, parmi lesquelles une place exceptionnelle doit être réservée à l'indispensable *Chronologie critique* de J.-L. Courtois (t. XV), M. Green a consulté tous les travaux récents, notamment ceux de M. H. Guillemin sur le séjour à l'Ermitage et la querelle avec Hume. Il y a ajouté ses propres découvertes dans les manuscrits conservés à la bibliothèque de Neuchâtel. En particulier, une lettre inédite d'un correspondant parisien (citée p. 312) révèle, chez les membres du Parlement de Paris, une attitude moins foncièrement hostile à l'égard de Rousseau qu'on ne le croit communément. Elle rappelle celle que l'auteur de ce compte rendu a constatée lui-même au Parlement de Dauphiné, lors du passage de Rousseau à Grenoble, en 1768. La condamnation de l'*Émile* (juin 1762) aurait été imposée aux parlementaires par le procès des Jésuites alors engagé. Ils ne pouvaient, la même année, sans se compromettre, frapper la Société de Jésus et ménager le Vicaire savoyard.

La source principale de M. Green est naturellement les *Confessions*, abondamment citées et complétées par les vingt volumes de la *Correspondance générale*. On sait que les *Confessions* et la *Correspondance* ne sont pas toujours d'accord et que ces discordances ont fourni des thèmes de réquisitoire aux ennemis de Rousseau. M. Green n'est pas de ceux-là. D'une main légère, avec une patience infinie, il redresse les erreurs, explique les contradictions plus ou moins volontaires du grand visionnaire sur la date exacte de l'idylle des Charmettes (p. 57) ou sur la transformation qui s'opère dans l'âme de l'écrivain, lors de l'installation à l'Ermitage. La genèse du *Discours sur les Sciences et les Arts*, qui oppose les tenants de Rousseau et ceux de Diderot — réputé parfois seul responsable du paradoxe — est exposée avec une finesse critique qui emporte l'adhésion (p. 96-97). M. Green ne croit pas, comme Daniel Mornet, que c'est la présence de M<sup>me</sup> d'Houdetot qui a créé le climat émotionnel dans lequel ont été écrites les premières lettres de la *Nouvelle*

*Héloïse*. Moins sévère pour *Rousseau juge de Jean-Jacques* que la plupart des critiques, il refuse d'abandonner ce livre touffu à l'examen des seuls psychiatres et il n'y voit pas seulement le délire d'un esprit angoissé.

Jean ÉGRET.

J. RIVES CHILDS. *Casanoviana. An Annotated world bibliography of Jacques Casanova de Seingalt and of works concerning him*. Vienne (Autriche), Nebehay, 1956 ; in-8° de VIII-396 pages, ill.

Depuis leur publication en allemand de 1822 à 1828 et en français de 1826 à 1838, les *Mémoires* du célèbre aventurier vénitien, dont on sait que le manuscrit autographe n'a jamais et ne sera peut-être jamais livré au public — à supposer qu'il existe encore — n'ont pas cessé de susciter la curiosité des amateurs et l'intérêt des historiens. D'où une immense « littérature » que les bibliographes se sont efforcés à plusieurs reprises de recueillir, de décrire et de classer. Après l'Allemand Viktor Ottmann (1900) et le Français Joseph Pollio (1924), dont les travaux, utiles en leur temps, présentaient par trop de lacunes et avaient au demeurant beaucoup vieilli<sup>1</sup>, un Américain, vivant en France, M. Childs, déjà familiarisé avec le XVIII<sup>e</sup> siècle par ses recherches sur Restif de la Bretonne, a pris à tâche de réunir jour après jour les éléments d'une bibliographie casanovienne aussi complète que possible. C'est le précieux résultat de son travail qu'il nous donne aujourd'hui et dont la *Revue historique* rend compte d'autant plus volontiers qu'elle a publié, dès 1889, l'un des articles les plus importants qui aient paru sur Casanova, celui de Charles Henry, intitulé *Jacques Casanova de Seingalt et la critique historique*.

La première partie de l'ouvrage a pour objet ce que le commun des lecteurs ne connaît pas ou ne connaît guère, à savoir les publications de Casanova autres que les *Mémoires*. Elles sont au nombre d'une quarantaine, d'étendues très diverses, et, pour la plupart, les brochures surtout, d'une grande, parfois d'une extrême rareté. De quelques-unes même, dont on sait qu'elles ont existé, on n'a retrouvé jusqu'ici aucun exemplaire. Malgré cela, l'heureux et acharné chercheur qu'est M. Childs a réussi à en augmenter le nombre de quelques unités. Ce n'est pas un mince mérite.

La deuxième partie, consacrée aux seuls *Mémoires*, est, comme on pouvait s'y attendre, terriblement encombrée par le nombre énorme des éditions, traductions, adaptations et extraits parus en quantité de pays et de langues, trop souvent à seule fin de satisfaire une clientèle uniquement friande d'anecdotes scabreuses plus ou moins librement illustrées. Il est heureusement des éditions sérieuses, voire savantes, des *Mémoires* de Casanova, et M. Childs ne manque pas de rendre hommage, en passant, à la dernière édition française de la Sirène (en douze volumes), la meilleure certainement que son promoteur, le regretté Raoul Vèze, pouvait réaliser il y a vingt ou trente ans avec l'aide des collaborateurs les mieux renseignés. Mais le souci d'être complet n'a pas empêché M. Childs d'étudier de très près en particulier deux questions que tous les critiques se sont posées, à propos des *Mémoires*, en l'absence du texte rédigé par Casanova lui-même (dans quelle mesure les deux éditions de l'Allemand Schütz et du Français Laforgue permettent-elles d'approcher la primitive rédaction casanovienne? comment expliquer que les deux

1. L'ouvrage d'Ottmann ne donnait que quelques pages à l'énumération des travaux publiés sur Casanova. Celui de Pollio ne s'attachait qu'aux publications de Casanova lui-même.

derniers volumes de l'édition Paulin-Busoni présentent des passages qui ne figurent ni dans Schütz et dans Laforgue?) et d'y apporter des réponses pertinentes.

La troisième partie, qui complète les deux premières, mais qui n'en constitue bibliographiquement qu'un court supplément, rassemble tout ce qui a été publié de la correspondance entretenue au cours de longues années par Casanova avec une foule de lettrés, de savants et de gens du monde, parmi lesquels brillent au premier rang le comte Lamberg et le prince de Ligne.

Il s'en faut de peu que les quatrième et cinquième parties, consacrées à tout ce qui a été écrit sur Casanova et aux œuvres d'imagination que ses aventures ont inspirées, n'occupent une bonne moitié du volume. Y sont énumérés, en effet, dans l'ordre alphabétique des auteurs, près de 1.200 titres d'ouvrages, articles, romans, nouvelles pièces de théâtre et films, dont le contenu est généralement indiqué avec autant de sobriété que de précision. C'est qu'en effet, M. Childs, soucieux de travailler le plus possible sur pièces, et non par personnes interposées, a formé sur tout ce qui touche à Restif et à Casanova une collection considérable qu'il destine à un établissement public, dans la louable pensée de venir en aide non seulement à ceux que passionnent la vie, les aventures et les œuvres de l'auteur des *Mémoires* et du *Paysan pervers*, mais aux historiens et sociologues en quête de témoignages directs et vécus sur la société européenne du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Qu'un recueil comme celui de M. Childs ne présente pas quelques lacunes, d'ailleurs sans grande importance, qu'un ouvrage imprimé en anglais dans un pays germanique et enregistrant des titres en tant de langues diverses ne comporte pas un certain nombre de fautes matérielles, typographiques surtout, il y aurait paradoxe à le soutenir<sup>1</sup>. Il n'en reste pas moins qu'avec le copieux index à trois colonnes qui en facilite l'usage, la bibliographie annotée de M. Childs renouvelle entièrement un sujet difficile et, que pendant de longues années, tout « casanoviste », au sens large comme au sens étroit du terme, devra l'avoir dans sa bibliothèque et la tenir soigneusement à portée de la main.

Charles SAMARAN.

Michael SYMES. *Journal of his second Embassy to the Court of Ava in 1802.*

Edited with introduction by D. G. E. Hall. Londres, George Allen & Unwin, 1955 ; 270 pages. Prix : 20 s.

Il y a une « affaire Symes ». Car ce capitaine britannique, chargé en 1795 par le gouverneur général de Calcutta d'une mission en Birmanie, puis d'une nouvelle mission en 1802, a été fort maltraité par les grandes majorités des historiens de la colonisation anglaise. On lui reproche fréquemment d'avoir présenté des Birmans un tableau exagérément optimiste et ses accusateurs utilisent comme document à charge son *Account of an Embassy to the Kingdom of Ava sent by the Governor-General of India in 1795*, publié en 1800 à Londres, après sa première ambassade,

1. Par une erreur excusable chez un étranger, on lit, p. 267 : *Gazette de France* au lieu de *Gazette du Franc* (en 1925, la *Gazette de France* était morte depuis longtemps). — Parmi les ouvrages d'imagination inspirés par Casanova, M. Childs aurait pu faire place à la *Rose de Bratislava*, de M. Émile Henriot, dont le chapitre IV s'intitule : « Rencontre d'un casanoviste », et le chapitre VI : « Dux. » — On peut regretter aussi que le dépouillement des huit volumes du précieux recueil de J. Pollio et R. Vèze, *Pages casanoviennes*, n'ait pas été donné p. 332.

et dont l'orientation excessivement « probirmanne » serait responsable de bien des déboires de l'Angleterre en Birmanie au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le professeur Hall publie ici le *Journal* de la seconde ambassade de Symes, resté inédit jusqu'alors. Ce volume, complété par de nombreuses notes, par plusieurs pièces annexes (« Instructions » de Symes, etc.), par une longue introduction de près de 100 pages, fait honneur par sa qualité scientifique à son auteur. Celui-ci ne se cache pas d'avoir voulu défendre la mémoire du capitaine, homme « d'une remarquable culture pour un militaire de carrière ». Alors que les relations anglo-birmanes s'étaient considérablement tendues depuis 1795, en particulier en raison de l'arrogance manifestée par Fort-William dans l'affaire des rebelles de l'Arakhan réfugiés en territoire britannique, Symes apparaît comme un négociateur qui s'efforce d'établir entre autorités britanniques et cour birmane d'Ava des relations normales, et qui prend au sérieux la promesse anglaise, dont il est porteur, « de ne pas étendre (du côté birman) ses acquisitions territoriales » (appendice n° 5 au *Journal*).

« La faute de Symes, conclut M. Hall, fut qu'il s'efforçait de saisir et de présenter le point de vue birman. » Il resterait à examiner, peut-être plus avant qu'il ne le fait, les raisons de l'hostilité générale témoignée au négociateur de 1795 et de 1802 par les milieux coloniaux britanniques depuis un siècle et demi. N'est-ce pas que ses qualités de diplomate et son amitié pour les Birmans étaient au fond moins favorables à une ultérieure conquête que ne l'aurait été une attitude différente?

M. Hall fait avec raison une place importante dans son introduction à la rivalité franco-anglaise en Birmanie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'était là, après la question des conflits frontaliers, le second objectif important du voyage de Symes; de fait, la cour d'Ava cessa après 1802 d'entretenir avec Pondichéry et Maurice des relations qui pouvaient inquiéter Calcutta. Le bois de teck, d'une valeur incomparable pour les constructions navales, avait joué un rôle important dans cette rivalité; des chantiers français de construction navale avaient même un moment été envisagés à Rangoon. Mais les efforts français se relâchent dès la mort de Suffren et Symes n'a aucun mal, en 1802, à prendre le dessus sur la pitoyable ambassade française dont l'arrivée de l'île Maurice est contemporaine de la sienne, et qui, conduite par un jeune Américain inexpérimenté, ne comprend qu'un bagnard libéré et deux sang-mêlé sans compétence et sans caractère.

Le journal de Symes est moins riche en informations sur la vie birmane que le récit de sa première ambassade; il voulait évidemment éviter d'inutiles répétitions. Mais cet esprit fin et ouvert n'a pas manqué, au passage, de relever maint détail d'un grand intérêt historique. Pour ne prendre qu'un seul exemple, les multiples informations qu'il donne sur les aventuriers occidentaux établis en Birmanie à cette époque, et complètement assimilés à la société birmane, contrastent par leur objectivité avec le silence méprisant ou gêné qu'observent à l'égard de tels personnages la plupart des Occidentaux de cette époque. Il mentionne l'Arménien Baba Sheen, sorte de ministre des Finances de Rangoon; le Portugais Antony George, qui est au service de ce dernier; Muckiates, un autre Arménien, qui sert d'interprète à Symes; le marin anglais Rogers, déserteur du *Worcester*, et qui est devenu vassal du prince de Prome, second fils du roi de Birmanie, et conseiller écouté de celui-ci; le Français Desbrulais, vassal de l'Engy Teckien, un autre aristocrate birman. Ces précieuses indications sont à verser au dossier des aventuriers

occidentaux en Asie à l'âge qui précède la conquête coloniale. Ceux-ci attendent encore leur historien, au moins comme phénomène historique général ; mais il n'est pas douteux qu'ils ont joué un rôle qui a été souvent considérable, depuis les « demi-soldes » chez les Sikhs ou les Marathes jusqu'aux mandarins français de Gialong...

Jean CHESNEAUX.

**Robert SCHNERB. Le XIX<sup>e</sup> siècle, l'apogée de l'expansion européenne (1815-1914).** Tome VI de l'Histoire Générale des Civilisations, publiée sous la direction de Maurice CROUZET. Paris, P. U. F., 1955 ; in-8°, 627 pages.

Quelques mots d'abord sur la formule de la collection. Déjà, « Peuples et civilisations » accordait une large place à l'histoire de la culture, de l'économie, de la société. La tendance y était déjà sensible à décentrer l'histoire de l'Europe et à consacrer quelques pages aux civilisations évoluant de manière autonome. La collection Crouzet accentue cet aspect « planétaire » : un bon quart du texte est consacré aux « civilisations hors d'Europe ». A cette échelle agrandie, les « événements » se font très petits ; les évolutions de masse, seules, apparaissent avec netteté. A tel point que M. Schnerb est un peu embarrassé par la délimitation chronologique de son volume : dans l'ordre des civilisations, 1815 ne constitue pas une date essentielle et, après tout, c'est l'avenir qui montrera si 1914 est une date limite. « Comme il n'y a pas de coupures dans l'évolution humaine, il ne peut s'agir que d'une division préférable pour la commodité de l'exposé et intelligible du point de vue européen. » Le principe d'unité de l'ouvrage, c'est l'achèvement de la transformation de l'Europe par les techniques de la vapeur appliquées à l'industrie, puis l'apogée de l'expansion dans le monde de cette civilisation formée dans ce petit cap du continent eurasiatique. Cette expansion, pour la première fois dans l'histoire, universalise la civilisation. « Rome n'est plus dans Rome... » Les apogées sont brèves ; aussi les premières années du xx<sup>e</sup> siècle annoncent déjà le déclin de l'Europe. Elle avait résolu les problèmes techniques ; elle a ouvert de redoutables questions sociales et politiques et communiqué son inquiétude au reste des hommes. C'est donc cette action de l'Europe sur elle-même et sur le monde que retrace le volume.

Une première partie, « Prolongements et perspectives au début du siècle », pourrait se résumer : « L'Europe gagne son pari contre Malthus ». Elle l'a gagné grâce aux techniques nouvelles de la fabrication, des transports et du crédit. Mais, comme toutes les conquêtes, celle-ci a coûté cher. C'est le temps du paupérisme, des sociétés secrètes et des barricades, l'Europe romantique de Marx et des « misérables ». A cette dernière sert de contrepoids l'Europe réactionnaire de la légitimité et de la Sainte-Alliance. Le tableau est alerte et précis. On aimerait peut-être y voir introduire une discussion qui montrerait la complexité et les incertitudes de ce monde transformé et déchiré. L'espace a manqué à l'auteur, qui doit procéder surtout par suggestions juxtaposées. Après avoir gagné son pari contre Malthus, l'Europe le gagne ensuite contre Marx. Napoléon III, Bismarck canalisent les forces révolutionnaires et nationales dans le cadre traditionnel rénové. Mais à un prix qui se paiera dans un avenir assez rapproché. Seulement, au cours du répit de soixante-quinze ans qui lui aura été ainsi ménagé, l'Europe aura déposé dans le monde les germes d'une lente et douloureuse maturation qui se déve-



loppe actuellement. Une troisième partie tente une synthèse de cette Europe libérale en équilibre instable entre les forces conservatrices et le socialisme. La quatrième partie montre les limites de son action : si les nouveaux mondes anglosaxons connaissent une ascension rapide, l'Amérique latine subit des temps difficiles tandis que les autres continents sont seulement touchés par l'action des Européens. C'est donc un monde éveillé, mais non transformé, qui aborde le  $xx^e$  siècle, alors que les forces qui ont créé l'Europe conspirent désormais à son déclin, avant même 1914.

L'ampleur de la fresque rendait la réalisation difficile. A ne rien négliger, de l'évolution des techniques à celle des mentalités, on risquait de manquer d'espace, et, au total, l'utilisation de ces cinq cent quarante pages de texte est une réussite. On aimera l'illustration évocatrice, de la première démonstration de la moissonneuse Mc Cormick aux embarras de Londres foisonnant sous le crayon de Gustave Doré ; les cartes, claires et suggestives, évitent la banalité : grande épidémie de choléra de 1829 à 1837, répartitions et effectifs de la franc-maçonnerie vers 1885-1890, universités dans le monde au  $xix^e$  siècle. Au cours de l'exposé, beaucoup de petits faits précis soutiennent l'intérêt : « Quand Rachel débarque en 1855, tout New-York frémit d'aise, offre des puddings, des jarretières, des cigares, des bonnets de nuit Rachel », ou encore : « Lorsqu'on fêta le jubilé de lord Kelvin à Glasgow, en 1896, on lui expédia *via* Terre-Neuve, San Francisco, Washington, une dépêche qui revint en sept minutes. »

C'est que, dans un ouvrage de ce genre, la composition constitue l'écueil majeur. Il n'est pas aisé de combiner équité géographique et importance historique (la Perse et l'Afghanistan sont mieux partagés que « le groupe Hollande-Belgique », dont les empires sont, il est vrai, traités à part et à loisir). Comme dans toutes les organisations mondiales, les puissances marginales bénéficient d'une prime. C'est aussi, je pense, le manque d'espace qui fait « liquider » en quelques lignes les révolutions de 1848, les guerres nationales européennes de 1852 à 1871, la guerre de Sécession américaine. Mais, ici, je ne suis pas d'accord. M. Schnerb (à qui nous devons, je ne l'oublie pas, une intéressante biographie de Rouher) ouvre son livre par une épigraphe empruntée à Michelet, épigraphe qui réclame l'histoire totale. Quelle histoire totale peut-on faire, si on en élimine ces grandes crises ? C'est le tableau de la circulation, moins les accidents. Il en résulte une vue confortable de l'évolution historique : marche des idées, des sciences et des techniques, évolutions économiques et sociales, tout ce que les contemporains, je l'accorde, perçoivent insuffisamment. Ils se passionnent pour ce qui mourra avec eux, *gone with the wind*. Mais une histoire vidée des passions contemporaines m'inquiète. Nous risquons trop de substituer nos points de vue à ceux des générations passées. Cette histoire me paraît également réduire à l'excès le rôle de certains hommes qui ont vraiment marqué leur temps : vu du Pérou ou du Tibet, le rôle de Bismarck peut paraître moins grand ; mais, en fait, l'Allemagne a bénéficié d'une importance supérieure. Il ne faut pas abuser du « roman sans héros ». Il s'agissait, je le sais bien, d'effacer un pli en sens contraire. Mais la tâche est très avancée ; il faudrait souvent, emporté par l'élan, ne pas dépasser le but. En dernier ressort, ce qui manque peut-être à cette histoire informée, probe, exposée de façon experte, ce serait un grain de cette conjuration poétique qui transportait les évocateurs du siècle précédent. Je songe à Michelet : « ... à mesure que je soufflais sur leur poussière, je les voyais se soulever. Ils tiraient du sépulcre, qui la main, qui la tête, comme dans

le jugement dernier de Michel-Ange — ou dans la danse des morts. Cette danse, j'ai essayé de la reproduire dans ce livre. » N'oublions pas que l'histoire ne sera jamais totale que dans l'imagination créatrice de l'historien. C'est par là que la vie contemporaine rejoint la vie du passé, dans une science qui est aussi sympathie.

LOUIS GIRARD.

**L. MINOR BLACKFORD.** *Mine Eyes have seen the Glory. The Story of a Virginia Lady, Mary Berkeley Minor Blackford, 1802-1896, who taught her sons to hate Slavery and to love the Union.* Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1954 ; 285 pages + index.

En rassemblant d'après la correspondance originale conservée dans sa famille les souvenirs de Mary Berkeley Minor Blackford, son petit-fils, L. Minor Blackford, livre au public des documents qui apporteront une intéressante contribution à l'étude de la question de l'esclavage avant la guerre civile. S'inspirant des conseils d'historiens de profession, l'auteur est parvenu à reconstituer l'histoire d'une famille du Sud dans les années qui ont précédé la Sécession, puis au cours du conflit et dans la période de la Reconstruction.

La partie la plus utile est celle qui traite des années antérieures à la guerre : dominée par la personnalité de Mary Blackford, elle permet de suivre les réactions de celle-ci devant le problème de l'abolition de l'esclavage et de mesurer la réprobation que l'« institution particulière » du Sud pouvait susciter au cœur même d'une société dont elle conditionnait la structure et l'économie. Les sentiments qu'exprime Mary Blackford avaient, dès l'époque révolutionnaire, trouvé d'ardents défenseurs chez un certain nombre de personnalités virginienne. Sa propre famille lui en avait transmis la tradition. Ils traduisent, en outre, les réactions du groupe favorable à l'idée de la « colonisation », désireux de faire aboutir l'expérience du Liberia, dont elle était un des membres les plus actifs. Sa correspondance, ses « Notes illustrative of the wrongs of Slavery », entièrement basées sur des souvenirs vécus, offrent par suite une valeur documentaire de premier ordre, dégagée de cet aspect publicitaire qui, trop souvent, empêche d'accepter sans réticence les jugements d'un Theodore Weld ou d'une Harriett Beecher Stowe. De là l'intérêt que présenteront les pages qu'elle consacre à l'insurrection de Nat Turner, aux ventes d'esclaves dont elle était le témoin oculaire à Fredericksburg, les données qu'elle nous apporte, par ses propres lettres ou par celles de ses correspondants, sur les acheminements de nègres libérés vers le continent africain, et sur les réalisations qu'ils opèrent à Monrovia. Le retour des esclaves au pays de leurs premières origines était une de ses préoccupations dominantes. Elle y voyait le seul remède satisfaisant au sort difficile, et souvent sans issue, des nègres que leurs maîtres avaient émancipés. Non seulement elle contribua de ses fonds personnels au départ de plusieurs d'entre eux, mais elle les aida ultérieurement, s'intéressa à leurs débuts, gardant avec les émigrants un contact d'autant plus étroit que son propre frère s'était rendu dans le Liberia en qualité de missionnaire. Tout entière à son idéal de prêcher l'abolition d'un système dont elle dénonçait les graves conséquences morales, Mary Blackford en arrivait à limiter ses sympathies à l'élément de couleur : elle se souciait moins d'améliorer le sort des blancs les plus déshérités.

Il va de soi qu'elle s'efforça d'élever ses enfants dans ses propres idées. Elle n'y réussit que partiellement, comme en témoignent les jugements de ces derniers sur

la *Case de l'Oncle Tom*. Du moins parvint-elle à inspirer à ses fils la volonté de seconder les projets d'éducation des noirs dont certaines Églises poursuivaient la réalisation. Elle leur communiqua aussi sa loyauté envers l'Union américaine. Lorsque les États du Sud commencèrent à formuler ouvertement la menace de la Sécession, deux de ses fils n'hésitèrent pas à réprocher la « fièvre » séparatiste, jusqu'au jour où les événements ne leur laissèrent d'autre alternative que de prendre parti pour la Confédération. Mary Blackford se résigna, mais sans sacrifier pour autant ses convictions unionistes.

Le travail aurait peut-être gagné en intérêt s'il avait fait de plus larges emprunts aux écrits de Mary Blackford. Aux documents eux-mêmes, l'auteur substitue trop souvent des développements historiques de valeur inégale. Le livre n'en sera pas moins d'une lecture profitable en raison des nombreux enseignements qu'il sera possible d'en dégager sur cette période essentielle de l'histoire des États-Unis.

M. GIRAUD.

G. DE BERTIER DE SAUVIGNY. *La Restauration* (Collection l'« Histoire »). Paris, Flammarion 1955 ; in-8°, 652 pages.

M. l'abbé G. de Bertier de Sauvigny auquel on devait déjà d'avoir résolu dans sa thèse l'énigme de la Congrégation fait paraître aujourd'hui une étude aussi ample que documentée des connaissances actuelles sur la Restauration, et il est inutile de préciser l'effort de recherche ou de synthèse que représente un tel travail.

La première partie de l'ouvrage, consacrée aux débuts du régime, constitue une mise au point remarquable des problèmes qui se posèrent pendant la première Restauration et pendant les Cent Jours. M. l'abbé de Bertier de Sauvigny reprend en particulier l'essentiel de ses conclusions sur le rôle des chevaliers de la Foi dans l'organisation d'une opinion indécise vouée par la docilité ou par la prudence, voire même, parfois, par la conviction des fonctionnaires de l'Empire à une absence presque totale de réflexes personnels. L'impopularité de la conscription et des droits réunis devait par la suite fournir aux Bourbons le meilleur thème d'une propagande habile, sinon d'action, et la désillusion résultant du maintien des taxes fut peut-être, plus encore que ne le signale M. de Bertier de Sauvigny, un des éléments essentiels de l'impopularité rapide de ceux-là même qu'on avait acclamés quelques semaines plus tôt. Les conditions confuses des négociations autour du retour des princes, comme l'ambiguïté, voulue ou non, des tractations entre Talleyrand et les autres sénateurs, allaient ajouter au malaise que tous les milieux qui s'intéressaient à la politique signalèrent dès les premiers mois du nouveau régime, que ce fût pour se féliciter de la dissipation d'équivoques ou pour regretter l'action de la malveillance, suivant le terme alors à la mode. Il fallut le retour de l'île d'Elbe, et surtout la reprise de la guerre, pour décider à un ralliement sinon sincère tout au moins résigné un grand nombre de ceux qu'avait inquiétés la politique de la première Restauration, et, si l'indignation de certains royalistes s'explique aisément, il est hors de doute que les excès de certains de leurs amis empêchèrent plus que toute autre circonstance l'union que le souverain restauré entendait réaliser autour de son trône. Les exigences financières nées de la seconde défaite de l'empereur, les frais de l'occupation et des indemnités dues aux Alliés amenèrent évidemment d'autres difficultés et on peut, sur ce point tout au moins, se demander si, plus qu'un régime issu de la Libération, la seconde Restauration ne se rapprocha pas du ré-

gime de Vichy associé, plus encore, à des prélèvements massifs de ceux qui avaient permis son instauration, bien qu'il n'y eût alors que des « émigrés de l'intérieur », comme on disait en 1815.

Le règne de Louis XVIII, auquel M. l'abbé de Bertier de Sauvigny a consacré la seconde partie de son ouvrage fut cependant, si l'on peut dire, une réussite sur le plan politique. Il eut certes la bonne fortune de trouver dans le personnel administratif et politique, après les girouettes comme Talleyrand et Fouché, et avec des techniciens comme le baron Louis ou comme Corvetto, un homme indiscutable, irréprochable à tous points de vue, le duc de Richelieu dont le rôle essentiel est bien mis en relief. Les ministres qui vinrent ensuite ne le valaient pas, et, bien que M. l'abbé de Bertier n'ait pu connaître l'ouvrage, paru presque en même temps que le sien, de M. Fourcassé sur Villèle, il faut bien reconnaître que ses critiques du principal ministre de la monarchie demeurent absolument justifiées, et que d'un point de vue royaliste il est même permis de les trouver modérées en raison des maladresses de tout ordre que l'homme d'État accumula lorsqu'une existence ministérielle un peu trop longue lui eut donné un sentiment injustifié d'infailibilité. Les conditions dans lesquelles il fit, ou laissa, renvoyer Chateaubriand, dont la guerre d'Espagne lui avait pourtant valu les succès les plus décisifs pour la stabilité du nouveau régime, sont en particulier bien mises en relief, ainsi que toutes leurs conséquences désastreuses.

La troisième partie, de très loin la plus neuve de l'ouvrage en dépit de toutes les améliorations ou rectifications que M. l'abbé de Bertier apporte à l'histoire politique des années de 1814 à 1830, est consacrée à une étude de la France sous la Restauration. Il suffit à ce point de vue de comparer ce que les ouvrages antérieurs, cités en référence dans une bibliographie bien au point, ont pu apporter à l'auteur et le vide devant lequel il s'est trouvé lorsqu'il lui a fallu composer, entièrement de première main en quelque sorte, une mise au point des questions économiques et sociales de cette époque. Il y a là plus de deux cents pages dont on chercherait en vain l'équivalent dans les ouvrages plus anciens et qui marquent aussi bien les progrès de la connaissance historique que l'élargissement de ses curiosités depuis les années où l'histoire de France de Lavisse avait, sous la plume de S. Charléty, proposé une mise au point alors nouvelle du même sujet. Après une description de la vie économique, qui ne néglige ni les communications — mises au premier rang — ni l'agriculture, avec les premiers agronomes et les conséquences des modifications de la structure agraire depuis la Révolution, ni l'industrie, avec les prémices de la révolution technique, ni le commerce ni les problèmes financiers, liés à la conjoncture générale, dont M. l'abbé de Bertier de Sauvigny marque aussi bien les influences que les limites, vient une étude de la vie sociale. Successivement sont passées en revue les données démographiques de l'évolution de la France, les diverses classes sociales, les conditions de la vie mondaine aussi bien à Paris que dans des provinces qui conservaient une individualité, semble-t-il, plus marquée que de nos jours. Des chiffres précis sont fournis, aussi bien pour le pourcentage des naissances que pour le nombre des illettrés ou que pour les variations de la population en raison d'un exode rural, encore bien timide mais qui commence à se faire sentir. On retiendra aussi les chiffres que donne M. l'abbé de Bertier de Sauvigny sur les différences de comportement des diverses régions en raison des statistiques d'état civil ou judiciaires sur le nombre des crimes et délits ou des suicides qui tendraient à montrer une France singulièrement plus nuancée et diverse que maintenant. Mais

peut-être faudrait-il aussi faire la part de la densité des brigades de gendarmerie et de la cohésion plus ou moins grande des structures familiales, assurant une discrétion plus ou moins grande au moment des enquêtes : il suffit de penser aux contestations autour du « suicide » de Gérard de Nerval pour voir ce que le nombre des suicides dans la Seine peut présenter d'incertitudes. Et il est de même permis de penser que la criminalité élevée de la Seine-Inférieure par rapport à l'Ain tient autant à la présence des éléments interlopes de tout grand port qu'aux difficultés plus grandes qu'il y avait à quitter un port qu'à franchir une frontière par des plateaux où la contrebande se donnait libre cours ; et il y avait, en outre, un arrondissement supplémentaire de gendarmerie maritime au Havre. Les conditions sociales et pratiques de la vie politique sont également examinées, et l'indifférence de la masse aux problèmes que l'on peut alors commencer à appeler parlementaires est attestée par de nombreux exemples. On pourra peut-être estimer que le tableau donné de l'administration, relativement simple et mal payée dans les grades subalternes tout au moins, ce qui devait expliquer peut-être une certaine désaffection des agents les plus directs du gouvernement, opposant leur sort à celui de leurs supérieurs hiérarchiques qui les écrasaient de leur luxe, pourrait être, au prix d'études ultérieures entreprises dans le cadre local, nuancé davantage. M. l'abbé de Bertier de Sauvigny met naturellement en bonne place la politique financière de la Restauration appuyée sur un système fiscal relativement simple, assurant, malgré les dégrèvements systématiques destinés à diminuer le taux de la contribution foncière, et par la même occasion le nombre des électeurs censitaires, mais grâce au relèvement des contributions indirectes, la liquidation des dettes de l'Empire et l'équilibre budgétaire. Encore les subterfuges budgétaires n'étaient-ils pas inconnus, en dépit des règles de vote adoptées pour les débats parlementaires, puisque Villèle réussit à camoufler les déficits dus à la guerre d'Espagne et au milliard des émigrés. L'opération prouve évidemment l'ingéniosité du ministre, mais aussi l'insuffisance des ressources d'un État qui devait se contenter de subsister, en prélevant sur le revenu national ce qu'il lui fallait pour les listes civiles, pensions et traitements, mais n'assurait guère d'autre fonction que celle de ce maniement de fonds et se trouvait en difficulté dès qu'il voulait entreprendre, sur le plan extérieur ou intérieur, une opération de quelque importance. Les conditions dans lesquelles il fut décidé que les conscrits pourraient également être appelés à servir dans la flotte montrent aussi que, dès cette époque, les députés n'avaient pas le temps de lire attentivement les rapports et que les ministres avaient maîtrisé l'art d'éviter un débat. Et l'abondance des fonctionnaires sur les rangs des députés ou des pairs, comme les « fournées » de nominations et l'art de la pression électorale ou du maniement habile des listes, tant qu'elles ne furent pas imprimées, en 1828 seulement, prouve que le régime avait également mis au point tous les procédés de pression pour diriger l'opinion publique dans le sens que souhaitaient les dirigeants, ou tout au moins celle des électeurs, de la minorité infime de ce qu'on n'appelait pas encore le pays légal. Quant aux masses, elles étaient, en théorie, gagnées au loyalisme dynastique par l'union du trône et de l'autel, assurant au clergé catholique, en échange d'un dévouement certain, qui aidait à oublier les palinodies du temps de l'Empire, de substantiels avantages matériels ou moraux, des facilités pour multiplier les établissements scolaires et les ordres religieux, ainsi que les premières œuvres se rattachant à ce qu'on peut appeler dès ce moment les débuts d'un catholicisme social. Il est inutile d'insister sur l'importance ou sur le rayonnement



de la vie littéraire ou artistique ni sur la richesse et la variété des tendances qui se manifestaient alors dans tous les milieux intellectuels, à commencer par les saint-simoniens.

Ce furent peut-être, en fin de compte, l'incompatibilité du caractère de Charles X avec une évolution, même prudente, et la maladresse de certains de ses conseillers qui le poussaient dans la voie d'une politique purement réactionnaire qui allaient amener la chute des Bourbons. Peut-être aussi payait-il, en quelque sorte, le prix d'une trop longue stabilité ministérielle, qui, après Villèle comme après Soult, se compense par une instabilité du régime. Des mesures aussi bien intentionnées, et aussi mal vues par des fractions importantes de l'opinion, que celles qui mécontentaient les rentiers, la garde nationale de Paris, inquiétaient, par le ton des débats, ces acquéreurs de biens nationaux que l'indemnisation des émigrés devait rassurer en théorie, alarmaient tous ceux qui n'étaient pas d'un catholicisme aussi combatif que de Bonald, faisant oublier par ses outrances de langage ses fonctions publiques et sa faveur sous l'Empire, elles allaient multiplier les forces de l'opposition et surtout la rendre plus disciplinée. Il est assez révélateur de voir que c'était Guizot, qui avait suivi le roi à Gand en 1815, qui devenait l'organisateur de cette association « Aide-toi le ciel t'aidera », par laquelle les opposants essayaient de combattre les manœuvres électorales de l'administration et de répondre, moins clandestinement, à l'action des anciens groupes de chevaliers de la Foi, dissociés par la politique mesquine de Villèle autant que par la lassitude après une victoire. Même les succès de politique extérieure, comme en Grèce, ne suffisaient pas à désarmer une opposition de plus en plus vigilante, où les adversaires du régime et ceux des ministres faisaient assaut de zèle pour essayer de changer l'orientation du gouvernement. Les succès des mécontents aux élections de 1827 devaient pour une large part être sans lendemain, en raison même du caractère composite de cette coalition des extrêmes qui avait amené la retraite de Villèle, comme elle devait ensuite amener celle de Martignac, mal soutenu par le roi, bien qu'il eût failli réaliser une combinaison ministérielle modérée qui eût pu assurer les destins du régime. Les contestations autour des mesures légales masquaient à peine les coalitions d'ambition, et surtout les réserves de la cour en face d'une formation politique qui ne lui convenait pas. La victoire d'Alger, qui devait dans l'esprit de ses promoteurs assurer une large unanimité nationale autour de la dynastie — et peut-être aussi, comme l'a montré M. Émerit dans une communication au Congrès des Sociétés Savantes de Toulouse, donner au gouvernement de larges ressources financières soustraites au contrôle parlementaire, celles du trésor de la Casbah — fut en réalité le signal de la perte des Bourbons. Il est d'ailleurs curieux d'observer que Polignac, qui avait su préparer sur le plan diplomatique, avec l'appui de la Russie, l'opinion internationale à une entreprise coloniale d'envergure, se trouva incapable de la prévoyance la plus élémentaire tant dans le choix de la date pour la promulgation des ordonnances que dans les mesures de police politique, sociale ou militaire, qui auraient permis de diminuer les forces des opposants. La fin du régime est évoquée avec une précision remarquable par M. l'abbé de Bertier de Sauvigny, qui en retrace jour par jour et parfois heure par heure les péripéties essentielles. Peut-être cette présentation l'a-t-elle empêché de souligner autant qu'il le mériterait ce curieux phénomène qui, en 1814 comme en 1830, amène le maréchal Marmont à replier ses troupes dans les heures qui suivent sa rencontre avec le banquier Lafitte. La révolution de 1830, comme le montrent bien les dernières pages du livre, pouvait être

évitée ; bien des fois le roi prit des mesures qui devaient seulement aggraver la situation, ou qui venaient trop tard pour satisfaire les revendications d'une opposition, associant à des adversaires de toujours ceux qu'inquiétait à juste titre une politique de plus en plus réactionnaire sur le plan purement politique. Il est permis, toutefois, de se demander si, plus encore que Charles X, ce n'était pas Louis XVIII qui avait préparé involontairement la chute du régime, par cette charte à la fois précise et obscure qui ne pouvait satisfaire qu'un temps les aspirations libérales et pouvait être interprétée dans un sens de plus en plus restrictif. On ne saurait, cependant, insister assez sur la valeur et sur l'importance de cette synthèse, qui sera indispensable à tous ceux qu'intéresse l'histoire d'une période singulièrement attachante et fournira pour de longues années la mise au point à partir de laquelle devront s'élaborer les travaux ultérieurs.

Jean VIDALENC.

**Abbé Ernest SEVRIN. Un évêque militant et gallican au XIX<sup>e</sup> siècle, Mgr Clausel de Montals, évêque de Chartres (1769-1867).** Paris, Vrin, 1955 ; 2 vol. in-8°, xi-1-337 et 338-756 pages. (Bibliothèque de la Société d'histoire ecclésiastique de la France.)

L'ouvrage consacré par le chanoine Sevrin à l'évêque de Chartres, Mgr Clausel de Montals, déborde largement le cadre de la biographie et apporte une contribution de valeur, qu'on peut juger exhaustive, à la connaissance de la vie religieuse dans un diocèse pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas, cependant, que la personnalité du prélat soit négligeable, bien au contraire. D'origine rouergate, dernier des quatre frères dont l'aîné devait être le député ultra Clausel de Coussergues, le second vicaire et membre du conseil royal de l'instruction publique sous la Restauration, le troisième émigré puis trappiste, le jeune Clausel de Montals avait fait ses études à Rodez, dans le même collège que son cousin Frayssinoux, promis lui aussi à une carrière épiscopale, et de plus ministérielle, et que le futur archevêque de Malines, de Pradt. Entré au séminaire de Saint-Sulpice, il le quitta le lendemain de la prise de la Bastille pour regagner sa province natale, où il resta pendant toute la Révolution, emprisonné un moment à Rodez avant de devenir, à vingt-sept ans, professeur de belles-lettres à l'École centrale du département, en 1796. Un an plus tard, il démissionnait et reprenait un moment ses études religieuses, interrompues depuis sept ans, avant de devenir, en 1805, prêtre à Amiens, dans le diocèse dont son frère était grand vicaire, puis, après l'entrée de son aîné au corps législatif comme député de l'Aveyron, inspecteur de l'académie d'Amiens en 1809, tout en demeurant en relations avec les milieux rouergats de la capitale. Il attendit 1816 pour faire paraître son ouvrage *La religion prouvée par la Révolution*, dans lequel il reprenait simplement les théories habituelles aux écrivains ultras avant de s'adonner lui aussi à une critique posthume de Voltaire et de Rousseau, dont il demandait que les œuvres ne pussent plus être rééditées. Une polémique avec l'archevêque de Pradt au sujet de la situation du catholicisme en France acheva de le mettre en relief et ne fut pas étrangère à sa désignation d'abord comme aumônier de la duchesse d'Angoulême puis comme évêque de Chartres, en 1824. Il avait alors cinquante-cinq ans et se trouvait à la tête d'un diocèse de tout repos. L'évêque constitutionnel d'Eure-et-Loir était mort en 1793, et son diocèse, désorganisé, avait été rattaché par la suite à celui de Versailles, refondu par l'an-

cien évêque constitutionnel de la Seine-Inférieure, Charrier de la Roche, le diocèse fut démembré en 1817 au profit de l'abbé de Latil, premier aumônier du comte d'Artois, installé seulement en 1821 trois ans avant de passer au siège de Reims. Il avait trouvé un pays calme, sans passions : un seul prêtre avait été guillotiné pendant la Terreur, pour des raisons plus politiques que religieuses, et ce sont aussi ces motifs qui amenèrent le nouvel évêque à continuer les pratiques de Mgr de Latil, persécutant l'ancien curé doyen Chasles, un réfractaire proscrit pendant neuf ans, mais dont le frère avait abandonné les ordres et voté la mort du roi.

L'arrivée dans une région modérée d'un prélat qui ne pouvait être considéré que comme un émissaire des ultras les plus intransigeants, d'un homme d'une piété aussi sincère que maladroitement fougueuse, d'un tempérament autoritaire, devait nécessairement amener des incidents, d'autant qu'il n'eut même pas la prudence élémentaire de grouper autour de lui toutes les sympathies de son propre parti. Il irrita inutilement des Beaucerons aussi pieux que lui en leur préférant avec ostentation des prêtres amenés de son pays d'origine. Homme d'ancien régime, formé par les années difficiles qu'il avait vécues à une vigilance peu commune en ce qui touchait son autorité, qu'il entendait garder entière, contre le gouvernement et, s'il le jugeait utile, en face du pape, Mgr Clausel de Montals allait être un évêque de combat, mais aussi une personnalité particulièrement représentative de la tendance gallicane du XIX<sup>e</sup> siècle, mêlée de très près à toutes les querelles autour des rapports de l'église et de l'État comme de ceux des catholiques de France avec le pape.

Il n'est pas surprenant d'observer que l'activité de Mgr Clausel de Montals se porta d'abord sur son diocèse, où il avait fort à faire en raison de l'insuffisance numérique, parfois aussi qualitative, et surtout de l'âge moyen trop élevé des desservants. L'organisation d'un séminaire, la participation à l'activité des missions, le rétablissement des conférences ecclésiastiques occupèrent les premières années du nouvel évêque jusqu'à la monarchie de Juillet dont l'arrivée, comme dans le reste de la France, supprima un certain nombre d'avantages particuliers du clergé catholique et surtout priva Mgr Clausel de Montals d'appuis assurés. Il n'en continua pas moins son œuvre, soutenu d'ailleurs par l'administration contre les manifestations libérales. On peut légitimement se demander, quand on constate ce que fut la monarchie de Juillet dans le diocèse de Chartres, après avoir vu antérieurement ce qu'elle fut dans celui de Toulouse au temps de Mgr d'Astros, quelle région de la France put bien valoir au régime la réputation de « voltairien ». Partout, en effet, on voit se multiplier les fondations pieuses, les séminaires, les écoles et, s'il est permis de voir dans certaines de ces créations le résultat d'initiatives privées, révélatrices cependant de l'état de l'opinion, il est encore plus net de voir les corps choisis par le suffrage censitaire ou les fonctionnaires désignés par les ministres faire assaut de prévenance à l'égard du clergé dès que celui-ci n'affectait pas de les boudier systématiquement. La multiplication des communautés dans le diocèse de Chartres, dont l'auteur estime que l'état d'esprit en face des questions spirituelles n'a guère changé depuis le temps de Mgr Clausel de Montals, suffirait à montrer l'efficacité de l'action des prêtres, de leur évêque, et des autorités qui laissèrent faire, pour le moins, et facilitèrent souvent les créations d'institutions charitables, enseignantes ou contemplatives. L'exemple de l'Institution Delfeuille, fondée en 1832 à Nogent-le-Rotrou pour l'instruction des filles et dont le person-

nel de religieuses enseignantes gardait le costume laïc et le nom de famille, est particulièrement révélateur de ces possibilités de développement.

Mgr Clausel de Montals, toutefois, ne limita pas son activité à la gestion matérielle de son diocèse et à la formation spirituelle d'un bas clergé sur lequel il entendait exercer tous les pouvoirs que lui avait attribués le concordat. Il aurait probablement été compris dans une promotion de pairs de France si la révolution de Juillet n'avait écarté du pouvoir ses protecteurs et il s'était intéressé de très près dès la Restauration à toutes les questions concernant l'orientation générale du clergé de France. Il continua à le faire sous le règne de Louis-Philippe avec un zèle et une fougue que son grand âge ne parvint pas à affaiblir. Il s'affirma vigoureusement gallican dans sa polémique avec Lamennais en 1826 et, de même, refusa d'adhérer à une lettre de l'épiscopat dans laquelle Mgr de Quelen acceptait, avec toutes les formes et sous-entendus possibles, les ordonnances de 1828 sur l'enseignement religieux des séminaires. Il est cependant difficile de savoir sur ce point si l'intransigeance de Mgr Clausel de Montals venait de ce que la démarche avait été suggérée par le pape, ou simplement de son caractère entier et son opposition avec son collègue Frayssinous. Il est, par contre, plus probable que ce sont les traditions gallicanes qui l'amènèrent au début de la monarchie de Juillet à prendre d'abord position contre le prêt à intérêt, quel qu'en fût le taux, et à n'admettre la solution romaine, qui l'autorisait au taux légal, qu'après avoir consulté un théologien de ses amis. Son opposition à la loi Guizot, comme à l'introduction d'un manuel autorisé d'instruction morale et religieuse sans que les évêques eussent été consultés, puis sa lutte contre l'Université montrèrent cependant Mgr Clausel de Montals, quel qu'eût pu être son gallicanisme, aux côtés des ultramontains les plus décidés. Tout au plus est-il curieux de trouver sous la plume de ce transfuge de l'Université impériale des critiques aussi véhémentes et aussi surprenantes envers une institution où le clergé tenait une si grande place. Dès le projet Villemain de 1841, l'évêque de Chartres était entré en lice et avait défendu vigoureusement le statut privilégié des petits séminaires. Il montra nettement son opposition en transformant le collège de Saint-Chéron en petit séminaire, alors qu'il avait fait, en 1829, l'opération inverse afin de tourner la loi de 1828. Il est inutile de dire qu'il ne cessa pas ensuite ses attaques contre les représentants de toutes les tendances jugées favorables à l'Université, polémiquant contre Victor Cousin, contre Jouffroy, contre Jules Simon, s'en prenant successivement à l'enseignement de la philosophie, puis à tout l'enseignement secondaire, réclamant la liberté de l'enseignement catholique dès 1842 dans des lettres qu'insérait avec plaisir la *Gazette de France*, à laquelle répondait le *Journal des Débats*. Cette attitude de Mgr Clausel de Montals lui valut une grande notoriété dans les milieux catholiques, et il entretenit d'excellents rapports avec la nonciature à Paris. Les projets que les hommes politiques de la monarchie de Juillet, Villemain puis Salvandy, proposèrent pour essayer de trouver une solution à la question scolaire ne pouvaient évidemment avoir l'agrément d'un évêque qui entendait rendre à l'enseignement confessionnel toute son indépendance et assurer au clergé le contrôle de l'Université. L'organisation du parti catholique dans les dernières années du gouvernement de Louis-Philippe apportait un renfort appréciable aux idées de Mgr de Montals, qui avaient soulevé de sérieuses polémiques en Eure-et-Loir. Il avait par exemple dénoncé le fait que, dans le collège royal de Chartres, il y avait parmi les professeurs un juif et deux protestants, dont l'un était chargé d'enseigner la philo-

sophie, il s'en prenait même à l'enseignement primaire. La renommée autant que le tempérament de Mgr Clausel de Montals lui valurent, d'autre part, d'être mêlé, soit comme participant soit comme arbitre, à nombre de polémiques qui ne prirent pas fin avec la monarchie de Juillet, puisqu'il fut un des adversaires de la loi Falloux qu'il jugeait insuffisante. Ce furent cependant ses prises de position gallicanes dans une contestation avec Mgr Sibour, devenu archevêque de Paris, qui lui valurent ses dernières difficultés avec les autorités romaines. Vieilli, il finit par donner sa démission et vécut dans la retraite encore pendant quatre ans, occupant ses loisirs à défendre les positions traditionnelles du gallicanisme et refusant ainsi le dogme de l'Immaculée Conception parce que l'épiscopat n'avait pas été appelé à donner son avis. Si l'on ajoute que Mgr Clausel de Montals avait été en rapport avec toutes les notabilités ecclésiastiques du temps, avec dom Guéranger comme avec le futur cardinal Pie, on comprendra tout ce qu'apporte à la connaissance des problèmes de l'église en France sous la monarchie de Juillet le livre de M. le chanoine Sevrin. Son intérêt déborde largement les limites d'un diocèse dont il a donné, par ailleurs, une étude aussi complète qu'informée des dernières méthodes de la recherche. Une dernière observation, ce n'est pas une « tragique méprise des Américains », mais le tir de l'artillerie antiaérienne allemande qui amena, le 26 mai 1944, la chute en pleine ville de bombes et déclencha l'incendie qui détruisit la bibliothèque municipale de Chartres.

Jean VIDALENC.

**Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (1846-1851).** Études sous la direction de E. LABROUSSE. La Roche-sur-Yon, 1956 ; in-8°, 356 pages + graphiques. (Bibliothèque de la Révolution de 1848, t. XIX.) Prix : 700 fr.

La Bibliothèque de la Révolution de 1848 vient de s'enrichir d'un nouveau volume, recueil de sondages à travers la crise et la dépression de 1848, dirigés par E. Labrousse. La marque distinctive de ce recueil, c'est qu'il résulte des recherches de jeunes historiens, travaillant chacun dans un domaine propre. De là, une très grande variété géographique et un large éventail de préoccupations. Sont groupées dans ce recueil des études relatives aux régions de l'Ouest (Caen, Loir-et-Cher, Calvados), de l'Est (Bas-Rhin, Côte-d'Or), du Nord et du Midi méditerranéen (Marseille, département du Var). Excellent échantillonnage, où l'on regrette cependant l'absence complète du Centre et du Sud-Ouest. Il est vrai qu'un volume précédent, le seizième, avait consacré plusieurs articles à ces régions : l'absence dans le présent volume n'en est pas moins regrettable, car les sondages sont trop strictement localisés.

La curiosité des divers auteurs est orientée vers des horizons très variés. Aux aspects agricoles de la crise, objet de deux articles, répondent trois études consacrées aux aspects industriels. Deux points de vue originaux sont représentés par les contributions de MM. A.-J. Tudesq, sur « la crise de 1847 vue par les milieux d'affaires parisiens », et P. Guiral, sur Marseille. Le recueil s'achève sur quatre monographies départementales, associant en un même ensemble les divers aspects de la crise.

Ce qui frappe, à travers ces études dont le motif central est la « crise », c'est la diversité, la variété de cette crise d'une région à l'autre, d'un secteur écono-



mique à l'autre, et parfois même à l'intérieur d'un même secteur. A l'origine de toutes les difficultés de 1847, on retrouve le déficit de la récolte de blé et de pommes de terre en 1846. Mais les incidences de cette disette varient grandement de département à département. Ainsi des prix : leurs amplitudes paraissent atténuées dans le Midi, importateur de grains par Marseille, elles sont fortes dans le Bas-Rhin (hausse de 60 % sur le blé), très fortes en Côte-d'Or (136 %), sans parler du Haut-Rhin, qui connut l'augmentation de prix la plus marquée. Dans un pays au sectionnement régional très poussé, les différences s'accusent d'une région à l'autre. Presque partout, la récolte de 1847 est bonne : les prix baissent, et les moyennes de l'année-récolte 1847-1848 sont nettement inférieures à celles des quatre années précédentes. Dans la Sarthe, note P. Bois, la situation alimentaire est en plein rétablissement au début de 1848.

Une excellente initiative de R. Gossez a permis de compléter ces sondages dans la crise agricole par une carte des troubles causés par la cherté des grains. Si l'interprétation d'une telle carte est délicate, une constatation s'impose : les zones de troubles frumentaires ne coïncident pas avec celles de cherté des grains. Dans le Midi méditerranéen, pas de troubles ; dans l'Est où les prix ont subi la plus forte hausse, peu de troubles ; dans l'Ouest, entre Manche et Garonne, où la hausse a été moins forte, des troubles très fréquents. Comment expliquer ces distorsions, sinon par les structures sociales, elles-mêmes liées aux activités artisanales, industrielles et commerciales ?

La crise dans le monde des affaires est infiniment plus nuancée et délicate à interpréter que celle de la paysannerie. Crise industrielle et artisanale ? M<sup>me</sup> Perrot, étudiant le cas du Calvados textile, propose de distinguer trois temps dans la crise. Le premier, en 1847, est étroitement lié à la crise agricole ; le second, de mars à octobre 1848, résulte de l'incertitude que l'agitation politique entretient dans le monde des affaires ; le troisième, fin 1850 et début 1851, est en relation avec la suspension des achats paysans. De ces trois crises successives, une statistique départementale des faillites apporte témoignage : 1847 est, de ce point de vue, l'année la plus sombre, avec un passif quadruple de celui des années précédentes et une prédominance des faillites industrielles ; 1848 enregistre un passif à peine inférieur, mais la profession des banquiers est, cette fois, la plus touchée ; pour 1850-1851, l'interprétation est des plus délicates. Il ne faut pas oublier que, dans le Calvados, l'emperte la petite industrie textile, infiniment plus sensible aux crises que la grande. De là, cette succession d'a-coups, qui finissent par dissocier les anciennes structures sociales artisanales. Dans la Côte-d'Or, département industriel, mais métallurgique plus encore que textile, P. Gonnet a pu distinguer nettement deux temps dans la crise industrielle : le marasme du textile suit de très près la disette céréalière dont il paraît comme le prolongement naturel, tandis que la production métallurgique de Montbard et du Châtillonnais se ralentit seulement en 1848, après les faillites qui ébranlent les compagnies de chemins de fer, consommatrices de rails. Et le cas des villes commerçantes est encore bien différent, comme le montre P. Guiral pour Marseille : 1847 est une bonne année, car l'importation de grains supplée à la disette ; 1848, une année médiocre, et 1849, une année franchement mauvaise, quand la situation se rétablit dans les autres secteurs.

Le mérite de ce recueil tient à la diversité des aperçus qui y sont présentés. A travers ces sondages apparaît la diversité de ce phénomène qu'on appelle trop simplement la « crise de 48 ». Crise, non ; crises, oui. Car la France de 1848 est en-

core d'ancien régime économique : terre de paysans et de petits artisans travaillant à domicile, elle est peu portée vers le progrès. La crise financière de février-mars 1848 semble bien la première manifestation d'un changement, que hâteront les années suivantes.

Claude FOHLEN.

Thomas B. DAVIS, Jr. *Carlos de Alvear, Man of Revolution. The diplomatic Career of Argentina's first Minister of the United States*. Durham (N. C.), Duke University Press, 1955 ; in-8° (16 × 23,5), ix-305 pages, photographies hors texte. Prix : \$ 5,75.

Le « Carlos de Alvear » de Thomas B. Davis Jr. est un bon livre d'histoire diplomatique, bien construit, intelligent et fin, qui fait honneur à la *Duke University*. Il éclaire utilement les relations diplomatiques entre le jeune État des bords de la Plata et les États-Unis dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le rôle de Carlos de Alvear dans les guerres qui ont abouti à la libération argentine et dans le conflit argentino-brésilien pour la possession de la *Banda Oriental* (l'Uruguay) est bien connu. N'occupe-t-il pas, à l'heure actuelle, une bonne place, presque aussitôt après San Martín, dans la piété argentine ? Ce n'est pas cet aspect qui a tenté Thomas B. Davis, mais son rôle comme diplomate. Il en a très bien retracé les trois étapes fondamentales : la grande tournée de 1824 en Angleterre et aux États-Unis, à une époque particulièrement décisive, pour l'indépendance hispano-américaine (p. 18-61) ; la mission en Haut-Pérou, qui le met, en 1825, en contact avec Bolívar (p. 62-83) ; après un long silence, enfin et surtout, l'interminable et décisif séjour de 1838 à 1852 aux États-Unis, tout au long presque de la dictature de Rosas (p. 87-215). Le choix des documents donnés en appendice est heureux. On appréciera tout particulièrement de bons parallèles qui permettent de suivre la déformation progressive des rédactions des notes par une diplomatie encore peu scrupuleuse et peu sûre de ses moyens<sup>1</sup>.

Thomas B. Davis attribue à l'action diplomatique de son héros un rôle considérable. Peut-être cède-t-il un peu à l'impérialisme du sujet ? Ce n'est pas sûr d'ailleurs. De toute manière, il passionne l'entreprise. D'une lecture attentive de ce livre, il résulterait que la très longue ambassade de Carlos de Alvear aux États-Unis aurait empoisonné durablement les rapports américano-argentins. On sait à quel point les États-Unis sont attentifs, de nos jours encore, aux événements de Buenos-Ayres, en qui ils voient un centre d'explicable et d'injuste hostilité à leur égard, dangereux dans la mesure où il est susceptible de polariser des préventions et des hostilités toujours latentes et éparses contre eux dans toute l'Amérique latine. En fait, cette méfiance, Thomas B. Davis serait le premier, je suppose, à le reconnaître, a, sans doute, des racines géopolitiques profondes..., assez évidentes et trop longues à exposer utilement pour qu'il faille s'y étendre, il n'en demeure pas moins que l'action d'un homme au moment décisif d'une diplomatie naissante a pu contribuer à donner un mauvais départ difficilement effaçable ensuite, quand

1. On regrettera la non-apparition dans la bibliographie, au demeurant bien faite, d'un livre qui aurait pu utilement éclairer les antécédents de la question des *Falklands*, traitée un peu vite dans le chapitre « The Falklands Islands Controversy » (p. 97-122), Octavio Gil MULLA, *Malvinas. El conflicto anglo español de 1770*. Sevilla, in-8°, VIII-154 p. (Escuela de Estudios Hispano-Americanos).

on sait la force de la routine dans les milieux diplomatiques et le prodigieux prestige de Carlos de Alvear en Argentine.

La première partie du livre tend, entre autres, à expliquer — elle y parvient — la genèse des préventions d'Alvear à l'égard des États-Unis. Nous sommes en pleine intervention française en Espagne, la jeune République de la Plata menacée de toutes parts par les ambitions d'un Brésil monarchique, notamment sur la zone disputée depuis toujours de la *Banda Oriental*<sup>1</sup>, secoué alternativement par l'hostilité entre *porteños* et gens de l'intérieur, craint que les ambitions de la Sainte-Alliance ne s'expriment à ses dépens. Alvear, qui avait pris parti pourtant dans le camp hostile au grand *porteño* Rivadavia, est désigné par lui pour sa première mission. Il ne croit ni à la puissance ni à l'intérêt sincère pour le Sud du continent des États-Unis de Monroe et de John Quincy Adams. Sans doute, a-t-il tort de jeter à l'avance le manche après la cognée et de faire publier trop fort ses doutes à Buenos-Ayres. On serait tenté toutefois de donner raison, malgré Thomas B. Davis, à un Alvear trop clairvoyant. De cet échec, Carlos de Alvear a ramené contre la République du Nord un ressentiment profond.

Sa seconde mission aboutit à entériner le schisme au Haut-Pérou (la future Bolivie), que la personnalité de Bolivar aura contribué à détacher du vice-royaume de la Plata, dont l'Argentine a longtemps revendiqué, vainement d'ailleurs, l'héritage.

En 1838, quand Rosas l'envoie à Washington, il s'agit officiellement de solutionner l'insoluble conflit des Malouines qui empoisonne depuis 1831 les rapports américano-argentins. On sait la solidité de ces querelles de pêche<sup>2</sup>..., et il faut bien confesser le manque de réalisme du gouvernement du *gaucho* Rosas, dans ce domaine, toujours prêt à faire de la démagogie nationaliste à bon marché — il aura ses épigones — en fait, il s'agit de trouver un appui contre le blocus français qui commence et qui sera renforcé bientôt par l'action combinée de l'Angleterre et de la France. Certes Carlos de Alvear luttera sans conviction, certes il ne connaîtra jamais parfaitement les institutions et les partis politiques d'un pays qu'il admire, pourtant, lui, le plus raciste des Argentins, mais il péchera, surtout — et cela malgré son bel effort d'objectivité, Thomas B. Davis le lui pardonne difficilement — par excès de clairvoyance. Bien sûr, les États-Unis conquérants et défricheurs de l'Ouest se moquent, malgré la déclaration de Monroe, du blocus de la Plata. Ils n'ont d'ailleurs, pour Rosas et ses méthodes de gouvernement, qu'un mépris justifié. Voilà le drame.

Maintenant que les déclarations d'Alvear condamnant les attaques contre le Mexique et les républiques centre-américaines qu'il méprisait, par ailleurs, que les grands rapports un peu forcés, mais amèrement lucides, qu'il adressait à Buenos Ayres où ils ont contribué à former des générations de diplomates argentins n'aient rien arrangé pour l'avenir, ce n'est pas douteux. D'autant plus que son éloignement à un moment pénible de l'histoire argentine, sa mort en terre lointaine —

1. Carlos de Alvear est, ceci a son importance, un homme des confins sanglants luso-espagnols. Sa famille avait été mêlée aux traditionnels conflits et avait participé aux inutiles règlements qui ont marqué jusqu'à la fin de l'ère coloniale cette interminable lutte. Homme de la frontière..., cela explique peut-être beaucoup son patriotisme ombrageux et la xénophobie presque malade de ce « Lorrain » de l'Argentine naissante.

2. N'oublions pas le rôle capital, alors, de la pêche à la baleine pour faire face à des besoins croissants en matière grasse.

sort qui rappelle, et cela à son importance, le destin de San Martin — ont contribué à faire de cet homme bourré de ressentiments, un héros national.

Pierre CHAUNU.

W. G. BEASLEY. *Select documents on Japanese foreign policy 1853-1868*. Londres, Oxford University Press, 1955 ; xi-359 pages.

De ces soixante-dix-sept documents, choisis par M. Beasley pour éclairer cette période si confuse de l'histoire du Japon au XIX<sup>e</sup> siècle, trois sont d'origine britannique, trois d'origine américaine, deux émanent des diverses puissances occidentales à la fois, six sont des conventions et traités ; tous les autres, et ce sont les plus précieux pour les historiens occidentaux, sont traduits par lui du japonais et émanent de la cour impériale, du gouvernement du *shogun* (*bakufu*) et des principaux collaborateurs de celui-ci (Hotta Masayoshi, Mizuno Tadanori, etc.), ou des divers *daimios* consultés par le gouvernement japonais à cette période critique.

Cette importante collection est complétée par un glossaire des termes politiques japonais, par un répertoire biographique des principaux protagonistes de la diplomatie japonaise d'alors, par une bibliographie, par un excellent index des noms de personne et des noms de lieu, qui en font un impeccable instrument de travail.

Ces documents sont groupés en huit sections, consacrées successivement à la signature de la convention Perry, au traité complémentaire hollandais de 1857, au traité commercial américain de 1858, au protocole de Londres de 1862, par lequel le *bakufu* réussit provisoirement à revenir sur quelques-unes des concessions précédemment accordées aux Occidentaux, au paiement de l'indemnité pour l'affaire de Namamugi (où en septembre 1862 un Anglais avait été tué), à l'affaire de Shimono-seki (1864), à la ratification des traités par la cour impériale en 1865, à l'ouverture de Hyogo (Kobé) en 1867.

Leur examen ne dissipe pas, mais renforce plutôt, au contraire, l'impression d'extrême confusion et d'extrême incertitude que donne la diplomatie japonaise pendant ces quinze années. Deux grands courants s'opposent en principe, dont les mots d'ordre sont *kaikoku* (ouvrons le pays) et *joi* (expulsons les barbares). Mais cette opposition ne coïncide pas toujours avec les rivalités qui en politique intérieure séparent le *shogun* et son entourage, la cour impériale, les puissants *daimios* du Sud (surtout de Satsuma et de Choshu). Le *bakufu* est ainsi conduit à louveroyer besogneusement entre les exigences des Occidentaux et la pression de l'opposition intérieure ; il promet aux uns indemnités et avantages commerciaux, et aux autres des mesures d'expulsion des étrangers qu'il est bien loin de pouvoir réaliser.

M. Beasley remarque justement que ce sont les adversaires de la politique de concessions du *shogun* qui après 1868 seront les promoteurs de la modernisation et de l'entente avec l'Occident. Mais, pour bien expliquer ce phénomène, comme pour bien rendre compte de la confusion précédemment notée, il semble bien qu'il faille faire appel aux forces économiques profondes, dont ne sont que les instruments les milieux aristocratiques auxquels M. Beasley a limité son inventaire (Cour, *bakufu*, *daimios*). Il est regrettable que pas un seul de ses documents ne se réfère aux grandes maisons marchandes comme Mitsui, dont pourtant E. H. Norman, dans un brillant essai qui n'a pas vieilli, a souligné le rôle dans la préparation du Meiji. Les hésitations de la diplomatie japonaise entre 1853 et 1868 sont

inséparables de la profonde crise politique et sociale qui secoue alors l'ancien Japon féodal.

Jean CHESNEAUX.

Hugh Talmage LEFLER and Albert Ray NEWSOME. **The History of a Southern State. North Carolina.** Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1954 ; 592 pages + bibliographies et index. Prix : 7 dollars 50.

Les États du Sud ont rarement fait l'objet de monographies historiques complètes. Celle que nous présentent MM. Lefler et Newsome répond à toutes les exigences de la clarté et de l'érudition. En décrivant depuis ses origines toutes les phases de l'évolution de la Caroline du Nord, elle détache, sur le fond général d'une histoire bien connue aujourd'hui, la personnalité d'un État qui, après une longue période d'immobilité, a fini par conquérir dans l'économie du Sud, aussi bien que dans sa vie intellectuelle, une place de premier plan.

L'extrême lenteur de sa croissance s'explique dans une certaine mesure par des conditions naturelles réfractaires à l'essor du commerce et à l'immigration européenne et par l'inefficacité du gouvernement de ses « Lords propriétaires », longtemps incapables de concevoir une politique de peuplement. Ce n'est qu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, sous la gestion bien ordonnée du gouverneur Ludwell, que la Caroline du Nord commence à prendre une certaine consistance : la colonisation, alimentée par des Huguenots français et des immigrants allemands, déborde alors vers le Sud la région de l'Albemarle Sound. Et, lorsque, de 1711 à 1728, la province se sépare de la Caroline du Sud et passe sous l'autorité de la Couronne, elle prend, grâce surtout à l'arrivée des Highlanders, des Écossais d'Irlande et des Allemands, un essor démographique qui, en 1775, lui permet de se classer, avec près de 350.000 habitants, au quatrième rang des colonies anglaises d'Amérique.

Elle jette alors les premières bases de cette économie agricole dont l'empreinte a survécu jusqu'à nos jours, et qui comportait au début, en dépit de l'importance précoce du tabac, des cultures diversifiées, pratiquées généralement sur des fermes de superficie moyenne. De là la prépondérance des petits propriétaires, et la faible proportion des planteurs nantis de grands domaines et d'une importante domesticité servile, une société, par suite, très différente de celle de la Virginie et de la Caroline du Sud. Entre ces deux éléments, une opposition se déclare de bonne heure qui n'est pas seulement une opposition de classes sociales, mais qui reflète les différences d'origines liées à la composition du peuplement initial, les contrastes géographiques des zones qu'ils occupent respectivement, les possibilités inégales qu'elles leur offrent. Et, comme les planteurs s'approprient immédiatement la puissance politique, cette opposition donne lieu à un conflit « sectionnel » qui domine jusqu'à une époque récente l'histoire de la Caroline du Nord, et suscite chez les fermiers de l'Ouest des mouvements de révolte contre l'aristocratie de l'Est.

Lorsque éclate la révolution américaine, le pays est donc profondément divisé. La lutte contre l'Angleterre apaise momentanément les dissensions. Mais celles-ci reprennent toute leur vigueur avec le rétablissement de la paix. Elles se manifestent alors, au sein du parti whig, entre la minorité des conservateurs et la majorité des radicaux, que la guerre avait unis en apparence. Tous les facteurs d'opposition de l'époque coloniale se retrouvent ici, groupés autour des traditionnelles divergences « sectionnelles ». Ils s'aggravent même du fait que la nouvelle constitution permet à la minorité conservatrice des comtés de l'Est de garder la suprématie



politique au détriment de la population, de plus en plus nombreuse, des comtés de l'Ouest. Cette situation explique en grande partie l'immobilité économique de la Caroline du Nord. Dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, elle est considérée comme un État proverbialement arriéré, indifférent à la pauvreté, peu soucieux de développement intellectuel, trop déshérité pour attirer les émigrants, le « Rip Van Winkle State ». Le caractère oligarchique du gouvernement, l'hostilité des dirigeants envers toute politique d'assistance aux secteurs pauvres de l'Ouest, sont pour beaucoup dans cet état de choses. Les esprits ne manquent certes pas — Archibald D. Murphey en est le plus clairvoyant — qui réprouvent cette situation et préconisent la réalisation d'un vaste programme de réformes susceptibles de relever le niveau de cette « Irlande d'Amérique ». Ils ne peuvent rien, malheureusement, contre la domination politique de l'Est.

Si, vers la fin du deuxième mandat de Jackson, la Caroline du Nord, grâce à la réforme constitutionnelle de 1835 et à la rivalité des whigs et des démocrates, entre enfin dans une phase de progrès, elle reste, à la veille de la guerre civile, un État retardataire, en proie à ses divisions sectionnelles, animé d'une mentalité provinciale étroite. Sa société comporte toujours une forte proportion de petits fermiers, dominés par une aristocratie esclavagiste peu nombreuse (121 planteurs au total). La vie agricole y est moins spécialisée que dans les autres États du grand Sud. Économiquement et socialement, le pays est moins franchement « sudiste » que les États qui l'entourent, et il n'est pas surprenant que, lors de la grande consultation électorale de 1860, il ait révélé de fortes sympathies unionistes.

Même dans les années consécutives à la guerre civile, la Caroline du Nord ne parvient pas à s'affranchir complètement de son passé. Si elle s'industrialise rapidement, si la manufacture du tabac, servie par les initiatives de J. B. Duke, y prend un essor gigantesque, il s'en faut qu'elle atteigne un degré d'évolution sociale et culturelle correspondant à ses ressources et aux richesses qui s'y accumulent. De nouveau, elle souffre de la domination d'un seul parti politique, le parti démocrate, de son opposition à toute idée de réformes. Il faut attendre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour qu'elle parvienne à la conception d'un État moderne et s'engage enfin dans des réalisations décisives.

Il va de soi qu'on ne saurait donner qu'un aperçu très succinct de l'extrême richesse de l'ouvrage. MM. Lefler et Newsome ne négligent aucun aspect de cette longue histoire : la vie religieuse, la vie politique et administrative y sont étudiées aussi bien que la vie sociale ou économique, les années de la guerre civile et de la Reconstruction y font l'objet de chapitres aussi parfaitement documentés que celles de la période coloniale. Le livre, accompagné de bibliographies étendues, sera un guide précieux pour la connaissance d'un État qui a si longtemps conservé une physionomie propre dans l'ensemble de l'Union.

M. GIRAUD.

I. CLEMENT EATON. *A history of the Southern Confederacy*. New York, The Macmillan Company, 1954 ; 335 pages + index. Prix : 5 dollars 50.

II. T. CONN BRYAN. *Confederate Georgia*. Athens, The University of Georgia Press, 1953 ; 274 pages + bibliographie et index. Prix : 4 dollars 50.

I. — M. Clement Eaton ajoute ici à son intéressante histoire du Sud (*A History of the Old South*, The Macmillan Company, 1949), un ouvrage d'une extrême densité sur les États confédérés. On s'étonne qu'il soit parvenu à réunir, dans un volume

d'aussi modestes dimensions, une si grande richesse d'information sur un sujet qui a déjà fait l'objet d'une abondante littérature. Son but n'est pas de nous fournir un tableau classique de la guerre civile, mais de passer en revue les principaux aspects de l'histoire de la Confédération, d'en étudier les personnalités, de faire ressortir les éléments susceptibles d'expliquer la désagrégation graduelle d'un édifice dont la faiblesse s'accuse dans ses premières réalisations.

M. Eaton représente le mouvement sécessionniste comme une « révolte » des États conservateurs du Sud contre l'évolution qui entraînait le Nord dans la formule nouvelle du XIX<sup>e</sup> siècle. Hostiles aux gains de la démocratie, ils traduisent leurs tendances conservatrices dans les principales dispositions de la constitution qu'ils se donnent. La réaction est plus apparente encore dans la tentative que fait la Virginie pour réviser sa constitution dans un sens conservateur. Les manifestations d'esprit antidémocratique sont nombreuses dans le sud de la Sécession. Elles survivront à la guerre civile et aboutiront alors à un ensemble de mesures dirigées contre le suffrage universel, dont les nègres seront les principales victimes. Mais les causes de faiblesse sont trop graves dans les États confédérés pour que le Sud puisse imposer ses convictions à un adversaire mieux outillé pour la lutte qu'il aborde.

Elles apparaissent dès le début dans le gouvernement qu'il organise, dans les concessions que le président est obligé de faire aux particularismes régionaux, dans la médiocrité de ses hommes d'État, dans le conflit qui, au sein même du gouvernement, oppose les esprits réalistes, désireux de sacrifier les libertés civiles aux nécessités de la guerre, et les « doctrinaires », qui dénoncent la centralisation. Et, à mesure que les revers se succèdent, les animosités s'aggravent, et les doctrinaires renforcent leur opposition. Diplomatiquement, la Confédération commet l'erreur de croire à la toute-puissance du coton et d'espérer que la suppression des exportations sera un argument sûr pour obtenir de la France et de l'Angleterre qu'elles reconnaissent le nouveau gouvernement et qu'elles l'aident à briser le blocus fédéral. Ses dirigeants attribuaient d'ailleurs une importance exagérée aux effets que cette reconnaissance aurait eus sur l'issue de la guerre. Militairement, enfin, les États du Sud n'étaient pas en mesure de soutenir un effort prolongé contre les moyens supérieurs du Nord.

M. Eaton fait aux questions militaires une place importante, qui rend son travail plus instructif, en dernière analyse, que le gros volume de M. Merton Coulter (*The Confederate States of America, 1861-1865*, Louisiana State University Press, 1950). Les diverses phases de l'invasion du Sud sont étudiées dans des chapitres où l'auteur, en dégagant la signification des principaux engagements et, le cas échéant, leurs répercussions internationales, en comparant la stratégie des adversaires, se trouve amené à formuler sur les généraux du Nord et du Sud des jugements souvent nouveaux : McLellan, si souvent décrié, sort grandi de cette analyse. L'effort naval du Sud, l'ingéniosité déployée pour mettre au point un programme d'action destiné à tourner le blocus établi par la marine du Nord, la tentative faite pour mettre en ligne un navire cuirassé au moment même où les Fédéraux engagent le Monitor, donnent lieu à un exposé intéressant, qui met en relief l'absence de coopération entre les forces de terre et de mer, cause principale des échecs maritimes répétés de la Confédération : le blocus réussit à intercepter les grosses unités qui tentaient d'atteindre les ports du Sud, et la hausse verticale du prix du coton sur les marchés européens en attesta la remarquable efficacité. Le livre s'étend

avec raison sur l'armée confédérée, sur l'action du général Josiah Gorgas pour la doter d'un armement en dépit des innombrables difficultés que lui oppose l'insuffisance des ressources minières du Sud, ainsi que sur les problèmes que soulèvent l'approvisionnement et l'habillement des troupes dans un pays où le réseau ferré fragmentaire ne peut assurer le déplacement régulier des hommes et dont la population civile ne seconde pas les services d'intendance.

Pour résoudre ces difficultés, un gouvernement fortement centralisé eût été nécessaire. Or, la formule était irréalisable dans le Sud de cette époque, et la médiocrité des moyens d'action du gouvernement ne lui permit pas de procéder à cette mobilisation intégrale des ressources de la Confédération qui aurait seule pu remédier à la détresse du pays et soutenir le moral de la population.

II. — Dans un travail qui doit sa plus grande minutie à son cadre plus limité, M. T. Conn Bryan expose la place de la Georgie dans l'histoire de la Confédération. Sur le terrain militaire, le livre n'aura naturellement pas l'intérêt général du précédent. En revanche, sur le terrain politique et économique, il en formera un très utile complément en précisant la position d'un État qui n'a cessé de se distinguer par son particularisme étroit et négatif.

Les partisans des « droits des États » s'y montraient singulièrement actifs. A leur tête figurait le gouverneur lui-même, le célèbre Joseph E. Brown, dont la popularité s'explique par l'efficacité de sa gestion dans les moments difficiles de la guerre. Malheureusement, les services qu'il rendit à son État furent amoindris par son opposition systématique à toutes les mesures du gouvernement confédéré qu'il jugeait contraires aux droits de la Georgie : les décisions relatives à la conscription, à la suspension de l'*habeas corpus*, à la réquisition des denrées pour les besoins militaires, provoquèrent d'interminables conflits, qui pouvaient se justifier sur un plan théorique, mais qui étaient essentiellement préjudiciables à la conduite de la guerre. Brown est le seul gouverneur qui ait refusé d'aider les officiers chargés d'appliquer les lois de conscription. Alors que Sherman envahissait la Géorgie, il persista dans son opposition, par une aberration d'autant plus inexplicable qu'il professait une grande admiration pour Jefferson Davis. Il acheva enfin d'affaiblir la Confédération en défendant l'idée d'une paix séparée avec le Nord, dans l'espoir qu'il parviendrait à obtenir de Lincoln des concessions suffisantes sur le principe de ces « droits des États » auquel il avait asservi sa politique.

Les répercussions économiques de la guerre sont étudiées dans un chapitre bien documenté. M. Conn Bryan montre que la Georgie, dans les dix années antérieures à la Sécession, avait connu un certain essor industriel. Avec l'ouverture des hostilités, celui-ci s'amplifie et se diversifie : jusque-là basé sur l'agriculture, il comporte désormais la manufacture des armes et des munitions, celle des chaussures, celle des vêtements militaires, et les industries textiles et métallurgique auraient pris plus d'extension si l'insuffisance de l'outillage et des matières premières n'en avait ralenti le développement. La Georgie reste donc au premier chef un État agricole. La guerre, par suite, compromet sérieusement sa vie économique. Si un effort s'accomplit pour réduire l'importance du coton au profit des cultures vivrières, le problème de la main-d'œuvre paralyse l'exploitation des domaines : la rareté croissante des *overseers*, l'affaiblissement consécutif de la discipline parmi les esclaves, les prélèvements que le gouvernement opère sur ces derniers pour les nécessités de la défense, réduisent les possibilités de travail. La fin des hostilités est marquée par un profond bouleversement de la société agricole de la Georgie, par l'exode de

nombreux planteurs vers la partie sud-ouest de l'État, que les armées fédérales ont épargnée, par la dislocation du travail servile, par l'effondrement enfin du prix de la terre.

Dans tous les chapitres de l'ouvrage, on trouvera des données solides et intéressantes : sur le financement de la guerre, sur la situation des établissements d'enseignement, sur le rôle des sectes religieuses, sur leur attitude à l'égard des esclaves, sur les opérations militaires. Il en ressort que la Georgie est un des États qui furent le plus durement affectés par la guerre. Matériellement, le pays souffrit beaucoup des dévastations de Sherman. Moralement, la population fut profondément ébranlée par les épreuves qu'elle subit, par la politique négative du gouverneur, et par la vague de défaitisme qui aboutit en 1865 à un état de chaos et à un commencement de guerre civile.

M. GIRAUD.

Willard RANGE. *A century of Georgia Agriculture (1850-1950)*. Athens, University of Georgia; in-8°, xii-333 pages, index, 17 croquis et graphiques.

L'ouvrage de M. Willard Range est une précieuse contribution à l'histoire du développement de l'agriculture aux États-Unis. Grand spécialiste des questions agricoles, doué d'un sens très aigu des réalités, fortement informé — l'abondante bibliographie en fait foi — et très au courant des méthodes modernes de recherche et de présentation, l'auteur donne là une étude de grand intérêt où la densité de la matière historique n'a jamais gêné la clarté et l'agrément de la lecture.

Le siècle considéré est évidemment capital. De 1850 à 1865, c'est la « fin de l'âge d'or ». Voici les traits géographiques de la Georgie, État-type du vieux Sud où le coton est roi, dans les exploitations à esclaves. Beaucoup de chiffres (surfaces, rendements, production globale, population), dont le plus saisissant est sans doute la valeur des investissements de capitaux (400 millions de dollars, soit la moitié de la richesse de l'État) dans les 500.000 esclaves du pays. Les quarante pages consacrées à la rafale de la guerre de Sécession précisent, avec pittoresque, les ravages de l'invasion (50 à 90 % de perte dans les exploitations rurales), mais font aussi un large tour d'horizon d'histoire générale.

De 1865 à 1900, la Georgie connaît « la longue dépression ». C'est l'ère des changements consécutifs à la guerre et des essais de restauration agricole : remaniement du système d'exploitation, développement du *tenant system* qui provoquera l'absentéisme des propriétaires ; lutte assez vaine pour la polyculture, maintien de la suprématie du coton qui tient encore, en 1900, 47 % de la surface cultivée et 55 % de la valeur des récoltes ; progrès timides de l'horticulture, des céréales. Déjà un grand mouvement vers une agriculture scientifique se fait jour. Mais, au total, une simple ébauche de transformations et la persistance, chez les fermiers, d'un malaise qui se traduit par l'adhésion de la Georgie au mouvement de la Grange et de l'Alliance, ennemies des trusts spéculateurs, et auxquelles M. Willard Range consacre des pages fort intéressantes.

La vraie révolution ne commence qu'avec le xx<sup>e</sup> siècle. La suprématie du coton est définitivement condamnée à partir de 1915. De 5 millions d'acres à cette date, il passe à 1 million et demi d'acres en 1950. King Cotton avait été victime du *boll*

seuil qui ravage les plantations entre 1913 et 1925, de la dépression économique des années 30, de la politique du New Deal. La polyculture triomphe enfin ; le tabac, à peu près inconnu en 1900, occupe 126.000 acres en 1939 et les arachides 1.500.000 acres en 1942. L'élevage des bovins et des porcs retrouve son niveau de 1950, cependant que les ovins disparaissent à peu près. L'agriculture profite largement des établissements d'enseignement qui se développent. Le *State College of Agriculture* à Athens est l'animateur d'« une véritable révolution dans la connaissance de l'agriculture ». Dans le même temps se fait la révolution du crédit par l'organisation des *Federal Land Banks* dont le capital est accru de 125 millions de dollars par un acte du Congrès, en 1932. Vers 1941, 54.000 familles de fermiers géorgiens avaient reçu, en secours ou en prêts, 28 millions de dollars.

C'est bien une évolution séculaire que l'auteur a tracée et d'ailleurs matérialisée dans des graphiques très précis et très clairs. S'il fallait choisir dans cette remarquable étude, on retiendrait probablement une magistrale histoire du coton qui est au centre de ce travail scientifique sobre et net, où les traits locaux sont la magistrique illustration de l'histoire économique générale.

P. DE SAINT-JACOB.

François LÉGER. *Les influences occidentales dans la révolution de l'Orient ; Inde-Malaisie-Chine, 1850-1950*. Paris, Plon, 1955 ; 2 vol. 300 et 267 pages, 2 cartes dans le texte.

Les deux volumes de M. Léger réunissent deux brèves études sur l'évolution politique et culturelle de l'Inde et de la Malaisie modernes, et une, un peu plus poussée, sur les transformations de la Chine. Le résultat est loin de valoir la synthèse récemment présentée, sur un sujet voisin, par le Sardar Pannikar (*Asia and western dominance*), et tout aussi loin d'éclairer de l'intérieur les relations Orient-Occident à la façon du récent ouvrage de J. K. Fairbank sur *The Chinese response to the West*.

Le travail souffre du caractère souvent sommaire des informations réunies : l'auteur continue de citer le Père Huc comme une autorité, bien que, dès 1856, au lendemain même du voyage du lazariste, le sinologue anglais Meadows ait effectué une exécution définitive (*The Chinese and their rebellions*, chap. v) des erreurs de des jugements injustes dont son trop célèbre récit abonde. Comment affirmer que les Taiping « font régner autour d'eux une désolation particulièrement défavorable aux affaires » et que « dès qu'ils ont quitté un district, les boutiques s'ouvrent et la vie économique refléurit » ? Alors que les statistiques d'exportation du thé et de la soie font ressortir la prospérité des zones Taiping, que le sac de Sout-chéou (la « Venise chinoise ») par les Anglo-Impériaux après la reprise de la ville, a laissé dans la région un souvenir encore vivant, et que Nankin, en 1949, présentait encore, à l'intérieur de ses murailles, d'immenses étendues dévastées par ces mêmes anglo-impériaux au moment de la chute du *Taiping-Tien-kouo*. Est-il possible d'avancer, autrement que par une antiphrase qui n'est sans doute pas dans les intentions de l'auteur, que *Tsiang Kai-shek* (*sic*), en 1945, « avait une situation financière encore prospère » et que « sa popularité était au plus haut... ». Mais l'auteur, comme par précaution, a précédemment qualifié de « ragot venimeux » les innombrables récits de journalistes et d'hommes politiques anglais et américains (Forman, Stein, Payne, White, Belden et Gauss, Stilwell, Henry Wal-



lace, etc.), qui dès lors faisaient état de l'extrême corruption et de la décomposition avancée du régime Kouo-Min-Tang.

L'ouvrage souffre tout autant de la conception trop étroite qu'a l'auteur, aussi bien de la « révolution de l'Orient » que des rapports Orient-Occident à l'époque moderne. De cette « révolution de l'Orient », dont l'étude est pourtant son propos principal, il ne donne à aucun moment une définition générale ou un tableau d'ensemble. On peut d'ailleurs douter que les « maîtres à penser » dont il se réclame, J. Bainville, H. Massis, l'aient préparé à analyser scientifiquement ce vaste processus historique de la lutte des paysans d'Asie pour la possession de leur terre et de la lutte des nations d'Asie pour leur indépendance, auquel on assiste depuis un siècle (« les conférences pan-asiatiques d'après-guerre ont toutes échoué », remarque M. Léger dans cet ouvrage, dont la malchance a voulu qu'il paraisse au moment même de la conférence de Bandoeng). Cette carence fondamentale conduit l'auteur à de sérieuses erreurs ; faute de tenir compte du problème agraire, il ne peut expliquer de façon satisfaisante ni la révolution Taiping, ni la « restauration de Tong-che », ni l'échec de la révolution de 1911, ni le phénomène des « seigneurs de la guerre » ; il attend la période de l'entre-deux-guerres pour aborder la question de la réforme agraire, et seulement par le biais des activités du parti communiste chinois : son lecteur ne peut alors échapper à la fausse conclusion que c'est là un problème « inventé » à ce moment et non une exigence fondamentale de la société rurale chinoise.

Mais la « révolution de l'Orient », que ce soit dans les pays arabes, aux Indes, dans les anciennes colonies européennes du Sud-Est asiatique, est aussi révolution de libération nationale. C'est-à-dire de libération de l'Occident. C'est donc s'engager dans une impasse que d'envisager seulement sous l'angle des « influences » les relations Orient-Occident depuis un siècle, et non sous l'angle de la « western dominance », selon l'expression du Sardar Pannikar. Les multiples aspects de ce processus de domination n'ont été que très sommairement mis en lumière ici. Tandis qu'on s'est trop souvent borné à analyser les « œuvres » occidentales en Asie, missionnaires ou laïques, et les « emprunts » à l'Occident effectués par quelques intellectuels asiatiques et quelques hommes d'affaires : mais que pèsent les cours de tennis de Malaisie ou les écrits d'un Lin Yu-tang, dans l'évolution même de l'Asie?

Jean CHESNEAUX.

**Jean BRUNET-MORET. Le général Trochu (1815-1896).** Paris, Éditions Hausmann, 1955 ; in-12, 304 pages. Prix : 500 francs.

Ce livre n'est pas l'œuvre d'un historien de métier. Les points de vue sur l'histoire générale le décèlent à plusieurs reprises. D'autre part, la préface informe le lecteur que l'auteur utilise la correspondance familiale du général, « près d'un millier de documents, écrits de sa main pendant un demi-siècle ». Voilà qui mérite considération. Des citations révèlent l'intérêt de cette documentation ; on regrette d'autant plus qu'aucune note bibliographique ne la présente et n'en donne un inventaire rapide. Par ailleurs, M. Brunet-Moret, séduit par les vertus de son « héros », ne se cache pas d'entreprendre une réhabilitation. Certes, Trochu paraît avoir été victime des polémiques violentes multipliées par ses adversaires, polémiques dont les historiens ont sans doute trop aisément recueilli les échos. Il y aurait à débayer, à réviser. Et le livre y aidera ; ce qui le justifie, en dépit

d'imperfections techniques. Le ton du plaidoyer semble néanmoins accentué à l'excès.

On aimerait que l'auteur fût plus circonstancié sur les origines et le milieu familial de Trochu. Le général appartient à une famille d'intendants militaires originaire de Rennes. Son père, élevant sept enfants, avait mené de front sa carrière administrative et une œuvre remarquable d'agronome. Il avait créé un domaine productif au milieu des landes de Belle-Isle. Par son mariage, Trochu entrera dans une famille de notables lyonnais sur laquelle on aimerait avoir quelques détails. N'ayant pas eu d'enfants de cette union, heureuse par ailleurs, le général assumera avec un dévouement, un désintéressement admirable, la direction de toute sa famille, y compris, après 1866, sept neveux et nièces orphelins. L'homme privé est certainement digne de tous les éloges.

Trochu a commencé sa carrière militaire dans le corps d'état-major. Attaché d'abord à Lamoricière, il devient un des hommes de confiance de Bugeaud. Aux côtés de son patron, il est témoin de la révolution de 1848 et s'efforce d'empêcher le maréchal d'accueillir les avances multipliées de « Monsieur Bonaparte ». Bugeaud disparu, le jeune officier refuse le poste d'aide de camp du président et rejoint son beau-frère, le général Neumayer. C'est dire qu'après l'incident de la revue de Satory, il est placé en disponibilité. Ayant voté pour Cavaignac en 1848, il vote *non* au plébiscite qui suit le coup d'État. Néanmoins, Saint-Arnaud, ministre de la Guerre, ayant apprécié Trochu en Algérie, le nomme directeur adjoint du personnel et colonel à trente-huit ans. Aide de camp du général en chef, puis commandant d'une brigade sous Sébastopol, Trochu se distingue à nouveau à Magenta. En 1859, à quarante-quatre ans, il est le plus jeune divisionnaire de l'armée. Toutes les ambitions lui semblent permises. En dépit de son attitude très réticente, le souverain ne lui ménage pas sa bienveillance.

C'est alors qu'il refuse le commandement de l'expédition de Chine, commandement qui sera attribué à Cousin-Montauban. Conscient de l'urgence d'une vaste réforme militaire, Trochu, dix années durant, va se vouer à la tâche d'inspecteur général de l'infanterie. Organisateur et pédagogue remarquable, il s'attire l'opposition des routiniers et des courtisans. D'une indépendance qui confine à la fronde, il assiste, « seul de l'armée », aux funérailles de Lamoricière et prononce son éloge. Après Sadowa, qui l'attriste sans le surprendre, devant l'impuissance du gouvernement à transformer les institutions militaires, il se résout à faire appel à l'opinion. La publication de *L'armée française en 1867*, rend inévitable la disgrâce si longtemps bravée. A la déclaration de guerre, Trochu est tenu à l'écart. C'est, au fond, une chance ; après les premières défaites, l'opinion l'impose au pouvoir défaillant et défiant. Le 17 août, Napoléon III le nomme gouverneur de Paris, mais on lui marque toujours peu de confiance en haut lieu. Il n'est donc pas étonnant que le général accepte, le 4 septembre, la présidence d'un gouvernement dont il ne partage que les sentiments patriotiques. L'autour met à juste titre en relief l'admirable réalisation que constitue la mise en état de défense de Paris ; il rappelle que Trochu ne peut mettre en œuvre son fameux « plan » de sortie par suite du peu de souci qu'avait Gambetta d'harmoniser leurs mutuelles intentions ; sans dissimuler l'erreur de Trochu qui croyait que l'ennemi donnerait l'assaut à l'enceinte fortifiée, il rappelle que l'armée de Paris n'est pas demeurée passive : ses pertes sont trois fois plus importantes que celles des armées de province.

Trochu, en tout cas, avait assumé le pouvoir suprême en faisant vœu de désin-

téressement. Après l'armistice, il refuse le bâton de maréchal, la grand-croix de la Légion d'honneur, un fauteuil à l'Académie française. Élu dans dix départements à l'Assemblée nationale — le « deuxième élu » de France après Thiers — il n'accepte de siéger que pour défendre devant Thiers et contre lui le principe du service à court terme. N'ayant pu faire prévaloir ses vues, il abandonne son mandat le 1<sup>er</sup> juillet 1872, refuse le commandement d'un corps d'armée et s'isole dans une retraite austère jusqu'à sa mort, en 1896.

On comprend que l'auteur ait aimé cette vie de stoïcisme chrétien, de vocation du service, d'indifférence à l'ambition, ornée de tant de vertus. Néanmoins, le général avait sans doute des limites, voire quelques défauts. Ils ne sont pas ici dégagés en un portrait équilibré. Tant d'esprit de renoncement convient-il à un conducteur d'hommes? Une certaine chaleur contagieuse fait défaut au sage Trochu. Sa haute conscience manque de rayonnement. Doué d'une remarquable faculté critique, ce « Père la pensée », opposant de nature, est un esprit chagrin chez lequel il est malaisé d'établir la part du renoncement et celle du nihilisme. S'il a « prévu » tant d'événements, c'est que, sur le plan spéculatif, l'opposant a toujours raison. Cela, le biographe devrait le faire sentir. On est presque soulagé lorsqu'au passage il nous révèle que le général fumait la pipe dans son bureau : enfin, une petite manie... Une psychologie plus fouillée aurait sans doute montré pourquoi les avis de cet homme si raisonnable ne furent, somme toute, jamais suivis.

LOUIS GIRARD.

**MAURICE DOMMANGET. Édouard Vaillant, un grand socialiste (1840-1915).**  
Paris, la Table Ronde, [1956]; in-8°, 530 pages.

Historien habituel de Babeuf et de Blanqui, connu par toute une série d'ouvrages à son honneur sur l'histoire du socialisme français, M. Maurice Dommanget est également apprécié pour une série d'études originales sur les grands éducateurs socialistes, et c'est une double vocation qui l'a conduit à tenter d'écrire la biographie d'« un grand socialiste », Édouard Vaillant, membre de la Commune de 1871, à laquelle celui-ci a participé en vue de réaliser une partie de son programme social et éducatif. Si M. Dommanget n'a pas eu à sa disposition ce matériel documentaire manuscrit qu'on exige trop souvent des auteurs, il a, en tout cas, employé un matériel imprimé d'une grande richesse et d'une vaste ampleur : tout de même on doit regretter la disparition des pièces Vaillant du dossier conservé à la Préfecture de police. Grâce à la ténacité de M. Dommanget, le projet rêvé par notre ami Amédée Dunois a été réalisé, et nous possédons sur Vaillant une biographie sérieuse et complète qui a arraché ses secrets à une vie de militant et jette ainsi de nombreuses clartés sur soixante-quinze années du socialisme français et international.

Vaillant, fils d'un notaire de Vierzon, est né le 29 janvier 1840, fait ses études à Sainte-Barbe, comme plus tard Jaurès, et entre à l'École centrale, où il réussit avec un rang honorable en 1859, et, pendant les années mouvementées du Second Empire, fréquente de nombreux laboratoires et des rédactions de journaux, dont la *Rive gauche* de Rogeard, puis il est étudiant pendant cinq années à différentes universités allemandes, devient docteur en médecine et fait, sans doute en 1869, partie de la section allemande à Genève de l'Internationale. C'est un télégramme de Vaillant à Karl Marx qui apprend à celui-ci la chute de l'Empire et la formation du nouveau gouvernement. Dès lors, on peut dire que la Commune est sur le point

de naître et nous suivons, jour par jour, heure par heure, la naissance de la révolution parisienne du 18 mars. Membre de la Commune, Vaillant ne cessera pas d'agir pour l'unité et de chercher de donner au gouvernement communaliste la structure la plus efficiente ; mais c'est à l'instruction publique qu'il donne le plus de soin, en prolongeant jusqu'au dernier instant de la semaine sanglante son héroïque résistance.

A Londres, la Commune tombée, Vaillant parfait ses connaissances et sa pratique chirurgicale, en même temps que ses activités internationales et prolétaires se multiplient et se précisent. Il sera au Congrès de La Haye de 1872, travaille au groupement des blanquistes dans la « Commune révolutionnaire », et il rentre, amnistié, à Paris, au milieu de juillet 1880. Dès lors, la vie politique et sociale de Vaillant se divise entre Paris et son département natal du Cher ; socialiste de la stricte obéissance républicaine, Vaillant fait partie du Comité révolutionnaire central, milite aux côtés des antiferristes contre l'expédition de Tunisie ; il est élu en mai 1884 au Conseil municipal de Paris, parle pour les ouvriers sans travail, contre tout enseignement spiritualiste à l'école, il tient sa place contre la « boulangerie » commençante et contre le Panama, étendant sa tâche contre Ferry. M. Dommanget nous introduit ici également dans les mutations compliquées des journaux auxquels collabore cependant Vaillant et nous initie heureusement aux dessous idéologiques et financiers du boulangisme. De plus en plus, Vaillant se concentre sur une conception du socialisme communal, sur une action nettement syndicale qui aboutira tôt ou tard à la C. G. T. Dans ses discours à la Chambre, dans ses articles, dans son action, il est pour les huit heures, pour l'extension illimitée du droit d'association et de coalition ouvrière. L'affaire Dreyfus, qui débute en octobre 1894, aura dans l'histoire du socialisme des répercussions profondes et de toutes espèces : le cas Gallifet est particulièrement grave, car il pose le problème du ministérielisme, avec ses séquelles variées, et depuis les scissions qui se sont multipliées dans l'action socialiste, grâce à Jean Jaurès, s'affirme l'unité, à laquelle seuls mettront un point final les Congrès des salles Japy et Wagram.

La vie de Vaillant est cependant maintenant sur son grand versant. Il a atteint soixante et onze ans quand les événements internationaux se dessinent de façon à donner à l'histoire sa physionomie définitive. Et, bien entendu, selon la méthode qu'il a déployée tout au long de son livre, M. Dommanget retrace les origines de l'alliance franco-russe et des sentiments franco-allemands, qui expliquent la première guerre mondiale. A ce point, nous pouvons quitter cette vie, toujours fidèle à elle-même, mais où les événements personnels deviennent progressivement moins nombreux. Non pas moins significatifs au reste : patriote, internationaliste, parlementaire et marxiste, Vaillant demeure tel, et, miné par la guerre, s'éteint doucement, le 18 décembre 1915, de « débilité sénile ».

A cette longue et substantielle biographie, M. Dommanget a ajouté une bibliographie, nourrie de renvois à l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou, à l'Institut d'histoire sociale de Paris, de références à des articles de journaux, où Vaillant exprimait sa pensée quotidienne, et tout un paquet de pages choisies, qui sont autant de pages vécues, pièces justificatives en tout cas de cette biographie sans verbiage d'un grand socialiste français, dont la place est désormais assignée pour toujours par le livre probe et complet de M. M. Dommanget.

Georges BOURGIN.

Richard D. CHALLENGER. *The French theory of the nation in arms, 1866-1939*. New-York, Columbia University Press, 1955 ; 305 pages, Bibliographie et Index.

L'objet principal de ce livre paraît être de mettre en relief, parmi les causes du désastre français de 1940, l'influence d'une théorie avant tout politique : celle de la nation armée, chère aux partis de gauche. Suivant l'auteur, cette théorie considère que la véritable force d'une nation démocratique doit être dans les réserves, c'est-à-dire dans l'ensemble des citoyens mobilisés, les militaires de carrière ne jouant que le rôle d'instructeurs et ne constituant pas d'unités capables d'agir par elles-mêmes. La gauche française s'est attachée à cette théorie pour des motifs de politique intérieure — crainte du césarisme et de l'armée prétorienne — et par pacifisme : la « nation armée », ainsi organisée, selon l'idéal de la milice suisse, est incapable d'entreprendre une guerre d'agression. Le triomphe le plus complet de cette idée fut assuré par l'adoption du service à court terme, en 1923 et 1928. La conséquence en fut que la France était vouée à une stratégie uniquement défensive, incapable non seulement d'effectuer des interventions militaires limitées pour soutenir sa diplomatie (d'où son inertie lors de la réoccupation de la Rhénanie en 1936), mais même de faire face à une attaque brusquée, et ne pouvait rien envisager d'autre qu'une guerre d'usure le long de fronts stabilisés. Il allait suffire de quelques semaines en 1940 pour montrer que celui qui ne pouvait attaquer ne pouvait pas non plus se défendre efficacement.

Mais M. Challenger est loin de méconnaître que d'autres éléments sont entrés en jeu : la doctrine militaire officielle française a tiré de la guerre de 1914-1918 deux leçons essentielles : celle de la supériorité des armes défensives, et celle de l'importance primordiale du potentiel industriel national. Ainsi en était-elle venue à envisager qu'une guerre longue était seule possible. En somme, elle avait pris le contrepied exact de sa thèse de 1914.

Cependant, M. Challenger n'a pu négliger l'objection : en 1914, la République française avait déjà adopté le principe de la nation armée, et pourtant son état-major ne croyait qu'à la guerre de mouvement et préconisait souvent l'offensive à outrance. Les trois premiers chapitres du livre sont consacrés justement à ce qui s'est passé avant 1914. L'auteur y montre notamment (chap. II) que le principe de la nation armée n'y était pas poussé alors jusqu'à ses dernières conséquences : l'état-major avait pu maintenir l'armée d'active comme une force, et non pas seulement comme un ensemble de centres d'instruction ; et il ne mettait pas toute sa confiance dans les réserves, notamment en raison du fait que celles-ci n'auraient pu s'opposer à une attaque brusquée.

Mais aussi la croyance en une guerre courte était en 1914 à peu près universelle : non seulement les militaires avaient foi en l'offensive, mais les économistes et les hommes d'État pensaient que l'économie libérale — et l'on n'en connaissait pas d'autre — ne pourrait résister longtemps à une guerre menée à l'échelle moderne, avec les masses d'hommes recrutées par le service militaire obligatoire, et les moyens nouveaux mis par l'industrie et les chemins de fer à la disposition des armées.

En somme, M. Challenger est lui-même amené à reconnaître implicitement que les théories militaires ont eu au moins autant d'importance que l'idéologie politique



pour expliquer les déboires de l'armée française. Il a pourtant une tendance très nette à atténuer les critiques souvent adressées à l'État-Major : en 1914, la doctrine militaire française ne différerait guère de celle des autres pays d'Europe, et si l'on considère l'ensemble de la guerre de 1939-1945 et non pas seulement la campagne de 1940, on constate que les conceptions françaises renfermaient une part de vérité. Le tort des chefs français, dans un cas comme dans l'autre (p. 115, p. 276), a été d'être trop dogmatiques, de refuser d'envisager d'autres hypothèses que celle qu'ils jugeaient probable, et de préparer des solutions alternatives.

Au total, livre plein d'intérêt, sur lequel il faudrait pouvoir s'étendre longuement. L'information est étendue, sans être exhaustive (une grave lacune : l'auteur n'a pas connu le livre de R. Girardet<sup>1</sup>). L'édition est soignée (signalons pourtant que le spécialiste de l'économie industrielle lorraine s'appelle Brocard, et non Brocade, comme il est appelé p. 283). Mais surtout l'auteur, très objectif dans l'ensemble, et plein de bon sens, peut provoquer de fructueuses réflexions.

J. NÉRÉ.

Arthur P. WHITAKER. *The Western Hemisphere Idea : Its Rise and Decline*. Ithaca (New-York), Cornell University Press, 1954 (?); in-8° (22 x 14 cm.), x-194 pages. Prix : \$ 3.00.

Arthur P. Whitaker n'a pas besoin d'être présenté aux lecteurs de la *Revue historique*. Ses nombreux travaux (livres, articles, comptes rendus) sont presque tous groupés autour des mêmes thèmes : une histoire essentiellement diplomatique et politique dans le cadre géographique de l'Amérique espagnole et d'une manière plus précise, les États-Unis face à l'Amérique hispanique. On n'a pas oublié le livre à peu près définitif<sup>2</sup> qu'il consacra jadis au rôle diplomatique des États-Unis en faveur de l'indépendance de l'Amérique latine. De plus en plus attiré par les périodes contemporaines, malgré quelques fructueuses incursions dans la période coloniale, XVIII<sup>e</sup> siècle surtout<sup>3</sup>, il est un peu l'historiographe officiel des rapports des États-Unis avec les républiques hispano-américaines et plus particulièrement celles de l'isthme et des Andes. Cette position comporte des servitudes et des avantages<sup>4</sup>. Le livre que nous présentons aujourd'hui appartient à cette lignée.

Le titre ne doit pas trop faire illusion, le point de vue est assez étroitement nord-américain. Il s'agit, en fait, un peu d'une histoire de la manière dont les États-Unis ont pensé leurs rapports avec l'Autre-Amérique. L'« idée de l'Hémisphère Occidental » aura, d'abord, constitué sous sa première forme une série de huit conférences prononcées à Londres en 1953. Leur texte a été étendu ensuite, étayé de notes et enrichi d'une intéressante bibliographie<sup>5</sup>. D'où à la lecture, toujours

1. R. GIRARDET, *La société militaire dans la France contemporaine*. Paris, 1953.

2. *The United States and the independence of Latin America*. Baltimore, 1941, in-8°, 600 p.

3. On pense, entre autres, à des livres de la valeur de ses : *The Huancavelica Mercury Mine* (Harvard Historical Monographs, t. XVI). Cambridge, in-8°, 1941 ; *Latin-America and the Enlightenment*. New-York, Appleton-Century, in-8°, 1942.

4. C'est ainsi qu'Arthur P. Whitaker fut choisi pour présenter au Congrès international des Sciences historiques de 1950, à Paris, le rapport d'activité sur l'Amérique latine.

5. Intéressante par ce qu'elle apporte mais aussi par ce qu'elle omet. Encore que le livre ne fût ni très neuf ni très original, on aurait aimé que fût mentionné, par exemple, *Le Panaméricanisme*, d'Eugène PÉPIN. Un seul titre de livre en français sur près de deux cents (*La philo-*

agréable, une impression de facilité, mais aussi, un peu parfois, de légèreté. Il n'en rendra pas moins service, de ce côté-ci de l'eau, du moins, où le thème a été relativement peu fouillé.

Arthur Whitaker nous offre la brève histoire, à peine un peu plus que centenaire, de ce que je me risquerais volontiers à appeler le « continentalisme » américain<sup>1</sup>. C'est l'histoire d'un échec — j'ajouterai l'histoire de l'échec justifié d'un faux concept. Quoi de plus superficiel, en effet, que la solidarité d'un continent que rien n'unit, sinon quelques apparences issues d'une géographie primaire et une opposition purement formelle à l'Europe, valable tout au plus à un moment aujourd'hui dépassé de la dialectique historique. La preuve? L'idée américaine née à l'extrême fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, née des « lumières », mais surtout de la prise de conscience collective des créoles anglais et ibériques en face d'une Europe alors dominante, achèvera de se dissoudre quand, avec la deuxième guerre mondiale, l'Europe aura hâté par un suicide collectif une lente décadence relative longtemps imperceptible. Que Whitaker me pardonne de forcer et de trahir, peut-être, sa pensée.

Ce postulat admis, le cheminement est simple. L'idée d'une solidarité interaméricaine est née tant au Nord qu'au Sud, dans les luttes de l'Indépendance. Elle passe par un premier paroxysme à la pointe de la guerre des colonies espagnoles pour leur indépendance, à l'heure des velléités d'intervention américaine de la Sainte-Alliance et de la Déclaration de Monroe (1822-1823).

Cette solidarité se dénoue rapidement sur une route jalonnée par l'échec de Panama (1825) suivi d'autres échecs. Chacun court son destin. Elle fait place même à une violente hostilité au moment de la marche vers l'Ouest et des conflits nord-américano-mexicains qui en découlent. Il est vrai qu'à ce moment même, l'Europe, absorbée par la phase constructive de sa révolution technique, se tient, en gros, politiquement à l'écart de l'Amérique.

Reprise de l'idée de solidarité continentale avec l'intervention française au Mexique et la fin de la guerre de Sécession. Mais cette flambée d'amitiés n'est guère suivie d'effets.

A partir de 1889, nouvelle poussée, par contre (première conférence panaméricaine). Les États-Unis voient le terme de la « frontière », le développement industriel prend le pas sur la colonisation agricole de l'Ouest. J'ajouterais volontiers qu'en 1889, on est au fond, à peu de choses près, de la grande dépression de la conjoncture mondiale (1873-1896) et que la question des marchés se pose avec acuité. Les États-Unis bénéficieront bientôt de quelques interventions maladroites des puissances européennes et notamment l'action combinée en décembre 1902 des flottes britannique et allemande contre un Venezuela mauvais payeur. Les États-

*sophie du panaméricanisme*, publiée par Jesus YERES à Neuchâtel, en Suisse romande, en 1945), c'est peu, un peu moins même que la stricte part de la contribution de langue française à ce thème.

1. Pour quelques compléments sur ce thème qui suscita comme bien on pense une abondante littérature aux États-Unis avant et pendant la guerre, nous renvoyons à notre rapide essai « Quand les Nord-Américains découvrent les Sud-Américains », *Annales E. S. C.*, 1948, n° 4, p. 461-465, et *Cahiers des Annales*, n° 4, *A travers les Amériques latines*, p. 69 à 73. On y verra signalé notamment toute une floraison bibliographique sur le thème du panaméricanisme autour des années 1941 et 1942, à la veille de l'entrée des États-Unis dans le deuxième conflit mondial.

Unis ne sont encore en Amérique latine que de lointains seconds. Mais les brutalités prochaines de l'expansion dans l'espace centre-américain et les méfaits de la « big stick policy » compromettent un bon départ.

De 1933 à 1941, avec la « good neighbor policy » rooseveltienne, l'idée panaméricaine connaît une dernière flambée. Ne bénéficie-t-elle pas aussi de la contraction générale des échanges à très longue distance, phénomène de phase B, ajouterions-nous volontiers, de ce côté-ci de l'eau? Rapidement, aux États-Unis, le « continentalisme » panaméricain servira de masque à l'isolationnisme et à la germanophilie.

L'anéantissement de l'Europe en tant que force politique dominante, le conflit américano-soviétique devaient vider de son contenu, définitivement semble-t-il, ce mythe éphémère, désossé et sans force. Depuis 1948, l'hémisphère occidental est importateur de pétrole, l'Amérique latine ne suffit plus aux besoins de l'expansion nord-américaine. Quant aux Américains latins, leur enthousiasme semble médiocre.

Pierre CHAUNU.

*Geschichte der Republik Österreich, unter Mitwirkung von Dr. Walter GOLDINGER, Dr. Friedrich THALMANN, Dr. Stephan VEROSTA, Dr. Adam WANDRUSZKA, herausgegeben von Dr. Heinrich BENEDIKT. Munich, R. Oldenburg, 1954 ; 632 pages.*

Sous la direction du professeur H. Benedikt, de l'Université de Vienne, ont été rassemblées en ce volume quatre études d'inégale importance : W. Goldinger retrace les événements qui se sont déroulés en Autriche entre 1918 et 1945 ; A. Wandruszka étudie les partis et les mouvements politiques ; F. Thalmann commente l'évolution économique des deux républiques autrichiennes ; St. Verosta montre la continuité historique de l'État autrichien, ainsi que sa fonction européenne. Convaincus de la vitalité de l'Autriche, tant du point de vue économique que du point de vue politique, ces auteurs sont d'accord pour souligner à quel point le peuple autrichien a acquis, en grande partie d'ailleurs sous l'influence de l'occupation nazie, le sentiment de sa solidarité et de la place qu'il occupe dans le monde : l'idée de l'État autrichien s'appuie aujourd'hui sur des couches de plus en plus nombreuses de la population.

De ces quatre études, la seconde nous a paru la plus riche en enseignements. L'auteur a montré comment les partis autrichiens ont évolué, au cours des années 1920 et 1930, sous l'influence d'un radicalisme sectaire, qui s'est traduit, chez les chrétiens sociaux par le développement d'un corporatisme autoritaire, chez les sociaux-démocrates par le triomphe d'un marxisme dogmatique, chez les partis « nationaux » par l'ascendant des idées nationales-socialistes et du système néo-romantique d'Othmar Spann. D'où, entre ces partis, des oppositions de plus en plus tranchées, que sont venu aggraver les propagandes des pays voisins et qui ont conduit le pays à la guerre civile, puis à la perte de son indépendance. L'auteur constate que ce doctrinarisme idéologique a cédé depuis 1945 à un esprit de tolérance démocratique, dont K. Renner du côté socialiste, L. Kunschak et L. Figl du côté de la *Volkspartei* ont donné l'exemple. A l'affaiblissement des luttes que se livrent les partis correspond également l'atténuation du conflit qui oppose Vienne aux pays fédéraux. Si l'on ajoute que A. Wandruszka a ajouté à cette brillante analyse des portraits fort vivants des principales personnalités politiques autri-

chiennes, soulignant, entre autres, l'habileté manœuvrière de Dollfus et de Schuschnigg à l'égard de la *Heimwehr*, la destinée tragique de l'« austromarxiste » Otto Bauer, la médiocrité intellectuelle et morale des chefs de la *Heimwehr*, des Stahremberg et des Frey, médiocres épigones du fascisme italien, l'on mesure l'apport de cet article à l'histoire de la république autrichienne.

Certes, cet ouvrage, fruit d'une collaboration, renferme de nombreuses répétitions ; l'on s'étonne du manque de bibliographie pour la troisième et la quatrième partie ; l'on eût aimé qu'une place plus importante fût donnée aux préoccupations littéraires et philosophiques. Il n'en reste pas moins que nous sommes de loin en présence du meilleur livre écrit sur l'histoire de l'Autriche entre les deux guerres mondiales.

J. Droz.

A. GOUTARD. 1940. *La guerre des occasions perdues*. Hachette, 1956 ; 406 pages avec 9 croquis. Prix : 990 fr.

Dans cet essai sur les événements de 1939-1940, le colonel Goutard s'est proposé de rechercher les causes militaires de notre désastre. Basé sur une étude critique des faits, son livre est un réquisitoire sévère contre le commandement français.

Écartant la thèse d'une supériorité écrasante de l'armée allemande, c'est au mode d'emploi de nos forces qu'il attribue notre désastre.

D'après lui, hâtivement gonflée en cinq ans de sept divisions à une centaine, cette armée n'était pas l'instrument de guerre « formidable et irrésistible » qu'on a souvent dépeint. Ni du point de vue matériel ni même du point de vue du moral, elle n'était prête à se mesurer avec celles de grandes puissances. Ce n'était qu'une façade, derrière laquelle il n'y aurait eu qu'en 1944 une armée vraiment solide. Il parle même du « gigantesque bluff » de la Wehrmacht, comme du bluff de la ligne Siegfried. Le mot heurtera les sentiments de ceux qui se sont trouvés en face de cette armée ; mais il est des Allemands eux-mêmes, et non des moins qualifiés. Ce n'est certes pas l'image qu'en présentaient les Bulletins de renseignements de notre 2<sup>e</sup> Bureau ; mais, quelque considération que méritent les informations et les déductions de celui-ci, peuvent-elles être déclarées infaillibles — si même elles n'étaient pas tendancieuses — et l'emporter sur les affirmations unanimes des généraux allemands — même si ceux-ci ont pu exagérer leurs faiblesses pour donner plus de prix à leurs victoires?...

Sans entrer ici dans l'examen de la comparaison entre les deux armées adverses, dont on peut discuter quelques détails, il semble qu'on en puisse admettre la conclusion : « sensiblement égaux » en 1939 aux moyens allemands, les nôtres « auraient dû nous permettre de tenir honorablement au printemps de 1940 s'ils avaient été sérieusement améliorés pendant la drôle de guerre et surtout s'ils avaient été bien employés ».

S'ils ne le furent pas, ce fut sous l'influence néfaste d'une doctrine stratégique et tactique héritée de la guerre précédente. Croyance aveugle dans la prépondérance du feu, dans l'invulnérabilité des fronts continus, dans la valeur absolue de certains barèmes (densité des fronts, tonnage de munitions, etc.) et de certains schémas : tels étaient les enseignements tirés des événements de 1914-1918, élevés au rang de principes par le « conservatisme de la victoire » et enracinés dans l'armée par un fâcheux conformisme. De là, la « mise en conserve de l'idée offensive », la création de la ligne Maginot, l'excès de méthode dans les actions offensives, le mépris de la

manœuvre et de la surprise, le refus du risque, la « bureaucratisation du commandement », une doctrine étriquée d'emploi des chars, simples auxiliaires de l'infanterie, l'adoption d'un matériel blindé sacrifiant la vitesse et l'autonomie à la puissance, etc.

Avant d'en analyser les conséquences, le colonel Goutard rappelle comment, après avoir négligé les occasions que nous avions eues en 1935, en 1936 et en 1937 d'arrêter les initiatives d'Hitler, nous en avons laissé échapper une autre en nous bornant, au lendemain de la déclaration de guerre, en septembre 1939, à ce simulacre pitoyable, sinon hypocrite, que fut la pseudo-offensive de la Sarre. Les témoignages des généraux allemands sont, en effet, formels. Lors de la réoccupation de la Rhénanie, l'Allemagne était moins prête encore qu'en 1939 ; Hitler était décidé à céder devant la moindre réaction, et certains généraux n'attendaient que cette réaction pour avoir un prétexte de se débarrasser de leur Führer. En septembre 1939, ni dans le commandement ni dans la troupe, la confiance et le moral n'étaient brillants, et le général Halder, alors chef d'état-major de la Wehrmacht, a pu déclarer que, si les Français avaient attaqué, ils auraient atteint le Rhin, qu'ils pouvaient franchir sans résistance.

Ce fut une autre occasion que le répit de huit mois que nous accorda Hitler et qui nous eût permis de corriger certaines de nos faiblesses et aussi de tenir compte des leçons de la campagne de Pologne.

Mais c'est seulement à partir de ce moment qu'on peut parler de responsabilités d'ordre purement militaire. L'attaque ennemie déclenchée, il s'en fallait de beaucoup que, malgré la surprise, la partie fût définitivement gagnée par les Allemands : en dépit de paniques locales, d'un dispositif défectueux et de l'absence d'importantes réserves, il n'eût pas été impossible, les 13 et 14 mai, d'arrêter ou de rejeter l'ennemi sur la Meuse, ni, dans l'après-midi du 14, de tomber sur les arrières du corps blindé de Guderian, aventuré à l'ouest du canal des Ardennes. Au cours des jours suivants, la situation des divisions cuirassées allemandes, poussant vers la Manche, sans être immédiatement suivies par les divisions d'infanterie, parut momentanément si critique qu'elle provoqua une crise de commandement et, chez Hitler, une nervosité qui inquiéta son entourage.

C'est cette partie de l'ouvrage qui nous paraît la plus intéressante, la plus riche en leçons et la plus solide. On y voit comment, dans chacun des épisodes de la bataille, des chefs trop fidèles à une conception périmée du combat, des états-majors consciencieux, mais trop « bureaucratisés », et une troupe dressée à un excès de prudence et de méthode se révélèrent incapables des réactions qui eussent été nécessaires et possibles.

En terminant, après avoir critiqué les décisions prises au cours du mois de juin, l'auteur suggère qu'il y eut une dernière occasion perdue, la possibilité, à échéance plus lointaine, de cet autre « miracle de la Marne » à l'échelle mondiale, dont la condition eût été le transfert de la force militaire française en Afrique du Nord. Cette affirmation est toutefois trop sommairement développée et insuffisamment étayée. On y sent un peu trop le désir de corser le réquisitoire.

Comme tout réquisitoire, celui-ci peut être discuté. D'une part, s'il y eut au désastre des causes militaires, il est difficile de délimiter nettement la part qui doit leur être attribuée et celle des causes politiques et morales, dont dérivent souvent les premières. D'autre part, n'est-il pas injuste d'imputer aux seuls chefs de 1940 des responsabilités qui incombent aux hommes dont ils avaient reçu leur instru-



ment de guerre, et qui avaient eux-mêmes subi l'influence de la politique et de l'opinion publique?

Ces remarques ne diminuent d'ailleurs en rien la valeur d'une étude remarquable, qui, outre l'intérêt de la thèse soutenue, a pour elle le mérite d'un trop rare courage.

Général LESTIEN.

Major general Sir Edmond SPEARS. *Assignment to Catastroph. Vol. II : The Fall of France.* Londres, Heinemann, 1954, XVIII-333 pages, 19 illustrations. Prix : 25 s.

Ce second volume des souvenirs du général Spears sur sa mission en France comme agent de liaison personnel de Churchill auprès du Gouvernement français concerne la période du 1<sup>er</sup> au 18 juin 1940.

Aussi brillant que le précédent (*Rev. histor.*, t. CCXIII) par la vivacité du récit, par la couleur des scènes qu'il rapporte, par les portraits qui y sont esquissés — et poussés jusqu'à la caricature quand il s'agit d'hommes que l'auteur déteste — il appelle les mêmes réserves quant à la valeur du témoignage et des jugements.

Extrêmement sévères pour le Haut Commandement français et pour l'armée française en général, ses critiques sont tantôt justifiées, plus souvent discutables, et parfois dénuées de tout fondement sérieux. Elles sont, dans l'ensemble, complètement faussées par une antipathie et une hostilité réciproques entre l'auteur et le général Weygand, sentiments datant de leurs rapports à la fin de la première Guerre Mondiale, mais exacerbés par l'amertume et l'injustice des récriminations françaises contre les Britanniques. Le parti pris y est évident et leur ton violent et venimeux a provoqué, même en Grande-Bretagne, de vives protestations.

Sur les tergiversations du Gouvernement et des ministres français et sur leurs rapports avec les Britanniques à partir du moment où fut posée la question de l'armistice, ce témoignage s'ajoute à ceux qu'a recueillis la Commission d'enquête parlementaire ou qu'ont publiés la plupart des hommes politiques qui ont été mêlés à ces discussions. Quoique très précis, on ne peut dire qu'il fasse complète lumière sur les contradictions opposant les uns aux autres quelques-uns de ces témoignages.

Il apporte toutefois une indication sur un point important. Churchill avait-il dit, au cours de la réunion du 14 juin à la Préfecture de Tours, qu'il « comprendrait si la France faisait un armistice », ainsi que l'avait noté et que l'affirmait le ministre français des Affaires étrangères Baudouin?... D'après Spears, il avait simplement dit qu'il *comprendait* la question posée par M. P. Reynaud sur l'attitude que prendrait l'Angleterre dans cette hypothèse.

Un autre détail intéressant de ces souvenirs est l'histoire précise des télégrammes fameux du 14 juin admettant la possibilité de négociations séparées avec l'Allemagne en vue de connaître les conditions d'armistice sous réserve que la flotte française fût dirigée sur des ports anglais pendant la durée de ces négociations.

Le livre s'achève sur le départ du général de Gaulle pour l'Angleterre le 17 juin 1940, en compagnie du général Spears, avec qui il devait se brouiller bientôt.

Général LESTIEN.

John EHRLMAN. *History of the Second World War, Grand Strategy*; V : *August 1943-September 1944*. Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1956; xvii-634 pages avec 9 cartes et 9 illustr. Prix : 42 s.

Dans l'histoire officielle britannique de la deuxième guerre mondiale, la série de six volumes intitulée *Grand Strategy* doit étudier « la direction centrale de la guerre à l'échelon le plus élevé », le récit des événements y étant réduit à un strict minimum. On y exposera les décisions d'ordre politique et militaire prises par les plus hautes autorités, Premier Ministre, chefs d'état-major, éventuellement commandants des théâtres d'opérations, ainsi que les discussions auxquelles elles donnèrent lieu, soit entre ces autorités, soit avec les autorités alliées correspondantes.

Celui-ci, le premier qui soit publié dans cette série, est consacré à la période comprise entre la conférence de Québec, où fut décidée l'offensive générale des Alliés, et l'arrêt momentané subi par cette offensive un an plus tard.

D'une façon générale, ces décisions et ces discussions étaient déjà connues, notamment par les *Mémoires* de Churchill. Mais elles sont exposées ici de façon plus complète et plus systématique, et l'auteur, moins astreint à des précautions diplomatiques ou d'opportunité, peut dévoiler certains détails, certains dessous et certains à-côtés.

C'est ainsi, par exemple, qu'il parle plus librement des relations avec le général de Gaulle, de l'opposition entre les tenants du bombardement aérien de l'Allemagne et ceux du bombardement des nœuds de voies ferrées françaises à la veille du débarquement, et surtout des divergences de vues entre Alliés.

Ces divergences de vues furent fréquentes. Elles n'entraînèrent pas, en définitive, un véritable désaccord ; mais elles prirent souvent l'aspect d'un conflit sérieux. Leur exposé fait le principal intérêt de ce volume.

Elles se produisirent à propos de chacune des deux grandes questions qui se posèrent au cours de cette année, l'une en 1943 et au printemps de 1944, l'opération *Overlord*, sa préparation et son exploitation éventuelle, l'autre en 1944, l'action des Britanniques en Extrême-Orient et leur participation à la lutte contre le Japon.

La préparation du débarquement de Normandie posait des problèmes dont l'ampleur déconcertait ceux qui en avaient la responsabilité.

Il en est un qui tient dans ce volume, comme il tint dans les préoccupations et dans les discussions des hommes d'État et des *planners*, une place à première vue disproportionnée avec son importance, celui du tonnage. « L'histoire ne comprendra jamais, avait pu écrire Churchill en avril 1944, que les plans de deux grands empires soient entravés et limités par le manque d'une ou deux centaines de navires. » C'est donc avec raison que l'auteur en expose dans tout leur détail les éléments et l'évolution puisque, soit en obligeant à modifier les dates des opérations et les projets d'opérations secondaires, soit en fournissant des arguments à l'appui de certaines thèses, il fut au centre de toutes les discussions relatives tant à la stratégie européenne qu'à la stratégie d'Extrême-Orient.

Les plus importantes de ces discussions portèrent sur la stratégie méditerranéenne de la Grande-Bretagne. Dès l'automne de 1943, celle-ci, soucieuse d'aider les Yougoslaves, d'empêcher en Grèce le triomphe des partisans communistes et

d'entraîner la Turquie dans la guerre, avait préconisé des opérations dans les Balkans et la main mise sur les îles de la mer Égée. Plus tard, au fur et à mesure de l'avance en Italie, et surtout après la capitulation italienne, elle préconisait la poursuite de l'offensive en direction des Alpes et de Vienne, ou tout au moins un débarquement sur les côtes orientales de l'Adriatique. Ces opérations auraient exigé des moyens, effectifs et navires, que les Américains, très anxieux au sujet du succès de la tentative estimée la plus hardie de l'histoire militaire, l'invasion de l'Europe, se refusaient à distraire de cette dernière opération. Ceux-ci attachaient notamment une grande importance à la diversion que constituerait un débarquement en Provence, exécuté à la veille d'*Overlord* ou en liaison avec cette opération. De là, des tiraillements qui allèrent jusqu'à une « solennelle protestation » de Churchill et qui se prolongèrent jusqu'à la semaine précédant ce débarquement de Provence.

Leur étude occupe près de la moitié de ce volume. On y saisit la différence essentielle entre les stratégies américaine et britannique, la première ne considérant que l'immédiat, la seconde prétendant viser plus loin, — celle-ci souple, pragmatique, résultant d'une expérience séculaire, impliquant une certaine économie de l'effort et une sage distribution des forces entre des objectifs complémentaires, l'autre rigide, appliquant tous ses moyens à un seul but et écartant tout projet qui lui paraît une dispersion des efforts. Il semble toutefois que les préoccupations de prestige ne furent pas étrangères à ces discussions (les Britanniques souhaitant faire jouer un rôle à leur armée de Méditerranée, la plus représentative de l'Empire, et dont le commandement était britannique) et aussi qu'il y eut d'un côté des visées politiques lointaines, de l'autre une méfiance très nette à l'égard de ces intentions supposées.

La deuxième partie de l'ouvrage est presque entièrement consacrée aux plans de guerre relatifs à l'Extrême-Orient. L'auteur a cru devoir donner à l'histoire compliquée de ces plans le même développement qu'aux projets d'opérations en Europe. Son intérêt serait assez mince, ces plans n'ayant pu être exécutés, si elle ne mettait en lumière les mêmes considérations de prestige et les mêmes méfiances réciproques.

Pour n'en citer qu'un exemple caractéristique, on signalera le conflit, parfois violent, qui, au printemps de 1944, opposa une « stratégie de l'océan Indien » prônée par Churchill, qui aurait son centre de gravité dans la baie du Bengale, à une « stratégie de Pacifique », qui ferait contribuer les Britanniques aux opérations en direction des Philippines. Ce qui, à côté et peut-être au-dessus des arguments d'ordre purement stratégique, explique l'acharnement de Churchill à défendre sa solution, c'est la conséquence qu'aurait pu avoir pour les intérêts anglais en Malaisie, un retrait des Japonais provoqué par la menace américaine dans le Pacifique : « les Américains ne se prétendraient-ils pas les libérateurs de ce pays, écrit le Premier britannique dans un mémorandum du 29 février, et ne voudraient-ils pas, après la guerre, y exercer un contrôle décisif » pour en exploiter à leur profit toutes les ressources, et spécialement le pétrole ?

L'échec de l'opération aéroportée d'Arnheim devait, en septembre, ramener vers l'Europe les préoccupations que l'espoir prématuré d'un écroulement rapide de l'Allemagne avait orientées vers l'Extrême-Orient et vers l'après-guerre. Il posait des problèmes plus immédiats, particulièrement pour l'Angleterre en raison de la situation de ses effectifs et de son économie.

C'est sur ces perspectives nouvelles que se termine ce volume.

On ne pourra évidemment en discuter toutes les affirmations que lorsque l'histoire officielle américaine en aura donné la contre-partie. Mais on en saisit dès maintenant l'importance et l'intérêt, et on doit féliciter l'auteur d'avoir exposé des problèmes si délicats avec autant de netteté que de modération.

Général LESTIEN.

**Maurice VAUSSARD. Histoire de la démocratie chrétienne. France-Belgique-Italie. Éditions du Seuil, 1956 ; 332 pages.**

Le rôle considérable joué en Europe occidentale, depuis la fin de la guerre, par des partis se réclamant de la démocratie chrétienne, les succès inégaux de ces partis, la conjoncture politique actuelle, tout invitait à tenter présentement une étude d'ensemble, c'est une chance qu'elle ait été réalisée par M. Vaussard. N'était-il pas spécialement qualifié, tant par son rôle personnel, par ses affinités, par sa connaissance approfondie de l'Italie, par sa culture historique, que par la position qui fut sienne, à l'écart des hautes fonctions qui faussent les perspectives et souvent les écrits. Un leader écrit des mémoires et non une histoire. M. Vaussard apporte l'œuvre d'un témoin plus encore que celle d'un acteur, mais d'un témoin averti, favorable certes, non point partisan. Il sait la différence entre l'apologie et l'histoire, et, dans l'intérêt même de la démocratie chrétienne, il a jugé indispensable de marquer les fautes et les faiblesses.

L'histoire qu'il a composée s'attache principalement à l'examen des soixante-dix dernières années, avec une prédilection marquée pour la période qui a suivi la première guerre mondiale. Ce qui correspond à l'importance même de la démocratie chrétienne.

A vrai dire, il semble parfois que l'étude de la démocratie chrétienne, objet de l'ouvrage, fasse place à l'histoire des divers partis démochrétiens, de dénomination variée selon les temps et les lieux. L'auteur a senti ce risque et a voulu l'atténuer en s'efforçant de saisir la pensée — l'idée — démocrate chrétienne, mais, là encore, il s'agit de programme plus que de doctrine, et dont l'examen est un peu bref et très discontinu.

Cet ouvrage, fortement construit, présente pourtant un cloisonnement excessif entre les trois parties consacrées aux trois États considérés. De plus, il laisse de côté l'Allemagne, qui fera l'objet d'un autre volume confié à un spécialiste. De sorte que la démocratie chrétienne est découpée à l'excès, elle perd cette unité définie par un titre prometteur. On eût aimé une introduction synthétique, englobant l'Allemagne et préparant les études nationales. Les quelques pages initiales sont un simple avant-propos qui souligne cette lacune plutôt qu'il ne la comble.

Que faut-il entendre par démocratie chrétienne ? A juste titre, M. Vaussard souligne l'insuffisance de la définition apportée par l'encyclique *Graves de communi*, la pensée n'en est nullement démocratique, elle est moins doctrinale que circonstancielle, elle s'applique à rapprocher catholiques italiens et catholiques belges. M. Vaussard propose de considérer la démocratie chrétienne comme une action en faveur de « la conquête du pouvoir par des croyants que n'épouvanterait pas la promotion politique et sociale des travailleurs manuels ». Cette vue mérite d'être retenue, elle est pleine de sens, spécialement de sens historique. Elle ne saurait pourtant faire accepter l'absence de définition doctrinale : de Lacordaire à La Pira,

comme dit la bande publicitaire, il y avait beaucoup à glaner. Il me semble que la conformité entre démocratie et inspiration évangélique, chère à Maritain, eût été à examiner, ainsi que le conflit entre le christianisme et les démocraties modernes.

Pour ma part, il me semble trouver un point de départ dans la période révolutionnaire, et M. Vaussard signale, chemin faisant, que Buchez a manifesté son admiration pour Robespierre, « devançant d'un siècle les conclusions d'Albert Mathiez », il note aussi ce jugement d'un Augustin Cochin, vers la fin du Second Empire, affirmant que les bases équitables de la société remontaient à la Révolution.

Ces réserves n'entament nullement la valeur des études consacrées à la démocratie chrétienne en France, en Belgique et en Italie.

On suit avec le plus grand intérêt l'histoire du parti démocrate populaire et celle du M. R. P. Le programme politique se définit peu à peu, gêné par une tradition catholique de droite, et par une crainte non moins traditionnelle de l'alliance, même fugitive, avec la gauche socialiste, sur le terrain de la politique internationale, aussi bien que sur celui de la politique intérieure. Les fautes commises sont dénoncées avec vigueur, en dépit des sympathies avouées de l'auteur pour ce parti. On trouve dans ces pages un exposé vraiment neuf, unique en son genre, et qui ne manquera pas de susciter des contestations. Pour nous, il nous semble que deux points demeurent trop complètement dans l'ombre. D'une part, les relations de la démocratie chrétienne avec le Vatican et avec le clergé, relations dignes d'attention et pourtant absolument passées sous silence. De l'autre, non seulement en France, mais dans les deux autres pays, la composition sociale de ces partis, certes en ce qui concerne les votants, mais, surtout, en ce qui concerne les cadres et les chefs. Sans doute les initiés savent lire entre les lignes, mais l'historien s'adresse à un plus large public, pour qui cette analyse sociologique eût été instructive. Or, nous savons que M. Vaussard est informé et qu'il ne craint pas les questions brûlantes.

L'insertion de la démocratie chrétienne dans un milieu très différent de la société française et de son territoire a été nettement définie par M. Vaussard, aussi bien pour la Belgique que pour l'Italie. Il a clairement montré tout ce qui, de ce fait, distinguait la démocratie chrétienne de ces trois pays. Peut-être voit-on moins bien ce qui l'unit. L'étude consacrée à la Belgique et, plus encore, les chapitres traitant de l'Italie sont très neufs. Là encore, M. Vaussard dénonce les carences, l'absence de travail en profondeur, la médiocrité intellectuelle.

Il nous semble que cette carence est spécialement grave dans le domaine économique, et ce n'est pas un trait particulier à l'Italie. Le manque de formation, dénoncé dans le domaine politique, est encore plus caractéristique et dommageable dans le domaine économique.

Il reste toutefois que la démocratie chrétienne a acquis droit de cité, et qu'elle a modifié le clivage politique traditionnel situant immanquablement les chrétiens parmi les réactionnaires.

Marcel REINHARD.



## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**Histoire générale.** — M. Yves RENOUARD a publié dans la modeste collection « Que sais-je ? » un petit livre magnifique sur la *Papauté à Avignon* (Paris, Presses Universitaires de France, 1954, in-18, 134 p.). Je crois que c'est la dernière œuvre de l'ancien doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux avant sa venue à Paris. On savoure dans les neuf chapitres de la *Papauté à Avignon* les qualités d'un grand historien, capable de donner aux événements la perspective exacte qu'ils ont eue dans une évolution complexe. Ce n'est rien moins que la désintégration d'une grande institution du Moyen Age, l'Église chrétienne, dont M. Renouard a entrepris l'analyse. Il commence celle-ci au drame d'Anagni, où la brutalité de Philippe le Bel a raison du pape Boniface VIII. Clément V, qui sera le successeur de celui-ci, s'installe dans la ville la plus importante du Comtat-Venaissin : Avignon sera tour à tour, de 1316 à 1344, la résidence provisoire, puis, jusqu'à 1389, normale de la papauté, et M. Y. Renouard nous fait assister à tous les pontificats qui s'y succèdent. La vie politique, économique, spirituelle, artistique, est décrite avec une grande vigueur par l'auteur, qui montre parfaitement comment l'orgueil d'un Jean XXII n'a pu suffire pour maintenir la grandeur d'une papauté incapable de justifier ses erreurs et sa faiblesse par un grand succès collectif, comme une croisade heureuse ou l'union des Églises. Les audaces des spirituels et des laïques se multiplient, préparant l'esprit conciliaire et réformiste. Les détails utiles sont distribués par M. Y. Renouard avec un talent remarquable, et l'histoire même de l'Avignon aux XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, sa progression, comme centre commercial et universitaire, sont mises singulièrement en lumière.

G. BN.

— Jaakko TOIVIO. *Pestalozzis « Lebenskrise » und seine Auffassung vom Menschen* (Helsinki, Edit. Prof. Dr. Pekka Katara, 1955, 347 p. *Annales Academiae Scientiarum Fennicae B*, 91). — Étude de la crise morale, religieuse et intellectuelle subie par Pestalozzi autour des années 1780, cet ouvrage se présente comme une tentative, pas toujours menée avec une assez grande fermeté, pour analyser la conception de l'homme chez le pédagogue suisse qui, à ce moment, a environ trente-quatre ans. En 1775, Pestalozzi a fondé, dans sa propriété de Neuhof en Argovie, un institut pédagogique gratuit, destiné aux enfants pauvres et abandonnés, en plaçant à la base de son système les travaux agricoles et l'industrie manufacturière. Mais, en lui, l'éducateur ne se sépare pas du penseur : pour comprendre l'un, il faut étudier l'autre. *Wie Gertrud ihre Kinder lehrt* sans doute, mais également les *Nachforschungen über den Gang der Natur in der Entwicklung des Menschen*, ouvrage fondamental issu de cette crise. S'y ajoutent des lettres personnelles et différents ouvrages destinés à éclairer les *Nachforschungen*. Mise au point consciencieuse qui s'efforce de démêler les différentes influences reçues par le penseur et de caractériser son attitude envers les grands problèmes de l'existence, l'étude de M. Jaakko Toivio, bien au courant de l'abondante littérature —

d'inégale valeur — parue sur Pestalozzi, met en lumière les difficultés d'une pensée à s'organiser et à trancher de manière sûre les problèmes moraux et religieux. Incertitude qui remet tout en question sans rien résoudre, qui provoque, en fin de compte, cette *Lebenskrise* décisive, mais n'entame pas la foi du pédagogue dans la valeur essentielle des vertus de l'éducation.

G. LIVET.

— Serge ROCHE. *Miroirs, galeries et cabinets de glaces, deux cent quatre-vingt-quatorze photographies* de Pierre DEVINOTY (Paris, Paul Hartmann, 1956, in-4°, 316 p., dont 53 de texte, avec 13 figures en couleur dans le texte et 248 pl. en héliogravure). — Voici, dans une collection déjà connue sur le mobilier, encore un bel ensemble de documentation photographique : après le *Siège* et le *Meuble léger*, les *Miroirs*. Documentation n'est pas assez dire : M. Pierre Devinoty n'est ni un archéologue ni un photographe de profession ; ses images sont à la fois des études et des œuvres d'art. Leur diversité est surprenante : elles ont exprimé tour à tour la stabilité de l'architecture, les valeurs et les nuances de la peinture murale, la grâce et la fantaisie des petits meubles ; aujourd'hui, le miroitement et les reflets des glaces<sup>1</sup>. L'introduction est écrite par M. Serge Roche, qui avait étudié jadis les *Cadres français et étrangers* et s'est ensuite spécialisé dans les miroirs. En dépit d'un abus de citations littéraires (non sans intérêt, mais qu'on eût préféré lire à part), il nous renseigne avec précision sur l'histoire et la technique des miroirs depuis la haute Antiquité, en Orient, en Égypte, en Chine, en Grèce, à Rome et dans l'Occident jusqu'à nos jours. Les miroirs à main, en bronze, en argent, en or, puis à partir du xv<sup>e</sup> siècle en verre cristallin, les miroirs à pied et les miroirs d'applique, avec leur cadre décoré et même architecturé, forment déjà une collection considérable. Quelques pièces exceptionnelles sont reproduites en couleur, comme la Sirène au miroir, bijou daté de 1555 et attribué à Benvenuto Cellini, ou le miroir de Marie de Médicis (au Louvre) offert à la reine par la République de Venise en 1600. Mais, aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles, les glaces tiennent une place de plus en plus grande dans la décoration des intérieurs : cabinets et galeries de glaces, dans les châteaux et les hôtels, sont une des créations les plus typiques du Baroque. L'Église même, jadis sévère aux miroirs considérés comme un symbole de la luxure, les accepte pour parer les autels. La fabrication des glaces fait aussi partie d'une politique industrielle : jusque-là Venise exerçait une sorte de monopole ; mais, au cours du xvii<sup>e</sup> siècle, les glaceries de Murano auront des concurrentes, aux Pays-Bas, en Saxe, en Écosse, en Angleterre, en France (sous l'impulsion de Colbert). Après le cabinet des glaces de Maisons et la galerie des glaces de Versailles, on trouvera dans ce volume de véritables révélations sur les ensembles d'art baroque en Allemagne : la Résidence de la Favorite (Wurtemberg), la Résidence d'Amalienburg dans le parc du château de Nymphenburg (Bavière), etc. ; au Portugal, le Palais royal de Queluz (près de Lisbonne) ; et, plus surprenants encore, en Espagne, le « Camarin » du monastère de Guadalupe ou la Sacristie de la Cathédrale de Salamanque.

— Victor Manuel VILLEGAS. *El gran signo formal del Barroco. Ensayo histórico del apoyo estípite*. Prologo de Manuel TOUSSAINT (Instituto de Investigaciones

1. La liste mérite d'être rappelée : *Peintures romanes des églises de France* (FOCILLON) ; *Noire-Dame de Chartres* (MÂLE) ; *La cathédrale d'Albi* (MÂLE) ; *L'Abbaye royale de Saint-Denis* (CROSBY) ; *Peintures murales de la France gothique* (BONNEFOY) ; *Le siège en France du Moyen Âge à nos jours* (JANNEAU) ; *Le meuble léger en France* (JANNEAU).

Estéticas. Universidad Nacional autónoma de México. México, 1956, in-4°, 242 p., CCXLV pl. hors texte). — Ce « grand signe formel du Baroque » serait le « stipe ». Le mot, tiré du latin *stipes*, -itis, qui veut dire tronc, n'est pas usité en français dans le vocabulaire archéologique ; mais l'italien *stipite* et l'espagnol *estipite* désignent le pilastre en tronc de pyramide renversé, qu'on appelle aussi en français « pilastre en gaine de terme ». Souvent, il est décoré d'une figure en buste, qui est proprement un terme et qu'il vaudrait mieux ne pas appeler cariatide ; on peut réserver le nom d'atlante aux figures portantes, surtout si elles paraissent faire effort pour soutenir le poids de l'entablement. Ces formes, fréquentes dans l'architecture et dans les arts décoratifs depuis la Renaissance italienne, sont bien sinon l'élément le plus typique, du moins un des plus typiques de l'art baroque.

M. Villegas en a réuni un très grand nombre d'exemples, dont il reproduit la plupart par des dessins au trait. On ne s'étonnera pas que cette documentation ne soit pas de première main : l'auteur nous dit dans son introduction qu'il n'a jamais visité l'Europe. Il a entrepris cet ouvrage pour répondre à un de ses confrères, Francisco de la Maza, qui affirmait dans un livre, *Los retablos dorados de Nueva España* (1950), que le Mexique a employé les stipes avant l'Espagne. Affirmation bien imprudente, qu'il n'était pas difficile de réfuter. L'effort de M. Villegas est pourtant méritoire, car il rassemble une illustration très abondante, intéressante surtout pour la partie mexicaine, que nous connaissions peu. Pour l'Europe, cette documentation est forcément très incomplète, la bibliographie à la fois sommaire et très mêlée, les *errata* nombreux. L'étude de l'Espagne est, comme il convient, plus poussée ; l'idée d'une influence de la Franche-Comté est à retenir, mais les exemples espagnols antérieurs à la période baroque sont nombreux et n'ont encore été publiés que très partiellement. M. Villegas n'a pu tous les connaître. L'histoire générale qu'il a voulu construire sur le seul support de ces pilastres en tronc de pyramide renversé n'était pas réalisable. Les fragments qu'il en a élevés restent pourtant utilisables et riches de beauté.

Georges GAILLARD.

— Actes du LXXIX<sup>e</sup> Congrès national des Sociétés savantes. Alger, 1954. Questions d'histoire algérienne (Imprimerie nationale, 1955, in-8°, 129 p.). — M. Marcel ÉMERIT ouvre le recueil : *Une cause de l'expédition d'Alger, le trésor de la Casbah*. Pourquoi l'expédition d'Alger fut-elle décidée ? Rien ne la rendait nécessaire. Pour l'auteur, le motif principal serait le désir de Polignac de s'assurer le dévouement de l'armée en lui procurant de la gloire, mais aussi de substantielles gratifications hors budget. La ville prise, 48 millions seulement sont envoyés officiellement. Or, il paraît bien que le trésor contenait 100 à 150 millions. Qu'est devenue la différence ? Les rapines, bien sûr, mais pas dans de telles proportions. Après 1830, le travail des commissions d'enquête fut arrêté après un vigoureux début. Il reprit assez tardivement, lorsque le gouvernement de Napoléon III envisagea la confiscation des biens de la famille d'Orléans. M. Émerit s'appuie sur un rapport du préfet de police, Pietri, conservé aux Archives nationales (BB 18/1354 (I), 15 juillet 1852). Les vérifications auxquelles procéda la police chez les essayeurs montraient que plus de 100 millions vinrent d'Alger en 1830 : le transfert de la majeure partie fut assuré par des banquiers, Seillière et Hagermann notamment. Pietri pense que tout ce qui n'a pas paru au budget a constitué la part de la cassette royale, peut-être 80 millions. Louis-Philippe aurait donc été le principal bénéficiaire du trésor d'Alger.

M. Yacono tente de répondre à la question *Peut-on évaluer la population de*

*l'Algérie vers 1830?* Le chiffre correct serait de l'ordre de 2.600.000 habitants.

Le commandant CHALMIN reprend l'histoire des *Bureaux arabes*, de leur création à la chute du Second Empire. Leur politique pourrait se résumer : « Évolution prudente contre révolution brutale ou, si l'on veut, routine contre réforme. » Ces « serre-freins » indisposèrent tous les novateurs dont les idées trouvaient des échos en France (saint-simoniens, colons, anciens déportés, Mgr Lavigerie).

M. NOUSCHI : *Le monde ouvrier constantinois en 1900*, commente un rapport de la Bourse du travail de Constantine au préfet et au Conseil général. Le document est extrêmement évocateur de ce milieu très différent de celui de la métropole.

Plus classiques sont les études de M. LEBEL : *Les débuts d'un village de colonisation dans la Mitidja : El Afroun (1848-1850)*, et de M. DAVILLÉ : *La colonisation de Franche-Comté en Algérie, fondation de Vesoul-Benian (1851-1854)*. Enfin, M. BOPP : *Les Alsaciens et la culture du coton en Algérie pendant le Second Empire*, retrace les efforts infructueux des industriels alsaciens du textile, et notamment d'Antoine Herzog, pour créer une culture importante de coton en Oranie au cours de la crise analysée dans sa thèse par Claude Fohlen.

LOUIS GIRARD.

**Grèce ancienne.** — Jean BAELEN. *La chronique du Parthénon (Guide historique de l'Acropole)* (Paris, Société d'édition « Les Belles-Lettres », 1956, in-8°, 161 p., 25 pl. in texte). — M. Baelen vient de publier sur l'histoire du Parthénon jusqu'à l'époque contemporaine un aperçu fort pittoresque, vivant et richement illustré, semé de citations et d'anecdotes et attestant l'emploi d'un certain nombre d'excellents travaux modernes (ceux de M. Charles Picard, en particulier). L'exposé serait plus attrayant encore si l'auteur n'avait pas signalé, sans nécessité, divers événements fort étrangers à son propos et dont il ne traite pas toujours avec la précision et l'exactitude indispensables. Rien ne l'obligeait, par exemple, à rappeler l'œuvre politique de Solon, sur laquelle il ne fournit que des indications très insuffisantes (p. 24) ; les quelques lignes consacrées à la réforme clisthénienne (p. 32) appellent la même observation. C'est sans la moindre preuve que M. Baelen attribue au gouvernement de Périclès « une bonne pointe de démagogie » et affirme que cet homme d'État exerça depuis 462 une action « prépondérante » (p. 39 et n. 1). Ajoutons que l'auteur témoigne d'un goût regrettable (il n'est d'ailleurs pas le seul) pour l'application du vocabulaire moderne aux luttes politiques des VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles : c'est « en jouant de la gauche », dit-il, que Pisistrate a conquis le pouvoir (p. 25) ; Thémistocle est qualifié d'homme « de gauche » et Cimon d'homme « de droite » (p. 42). M. Baelen cède à un travers analogue quand il nous montre Pisistrate menant contre Mégare « sa campagne d'Égypte » et « pré-ludant de loin au coup de Brumaire » (p. 25) : c'est là un rapprochement tout facile et bien inutile.

— Eduard SCHWARTZ. *Gesammelte Schriften* ; 2<sup>e</sup> Band : *Zur Geschichte und Literatur der Hellenen und Römer* (Berlin, Walter de Gruyter, 1956, in-8°, x-355 p. Prix : DM. 38,50). — Sous ce titre ont été réunies une quinzaine d'études du célèbre érudit Eduard Schwartz, disparu au cours de sa quatre-vingt-deuxième année, en 1940, après avoir formé maintes générations de philologues et d'historiens. Le volume s'ouvre par l'aperçu très précis et détaillé que Schwartz consacra en 1932 à sa belle carrière scientifique. La plupart des travaux ici groupés intéressent l'histoire et la littérature grecques (notamment l'ouvrage de Wilamowitz sur « l'Illiade et Homère » ; la légende de Prométhée dans l'œuvre d'Hésiode ; divers

chapitres particulièrement importants des *Helléniques* de Xénophon ; la production historique de Timée ; l'histoire de la Messénie dans Pausanias ; deux études du *Philologus* concernent l'Assyrie et la Syrie. Enfin, le plus fouillé des trois articles relatifs à l'histoire et à la littérature romaines (article publié dans l'*Hermes* de 1897) examine avec une diligence fort méritoire les différents textes qui nous renseignent, plus ou moins exactement, sur la conjuration de Catilina.

— Félix STAHELIN. *Reden und Vorträge* (herausgegeben von Wilhelm Abt) (Bâle, Benno Schwabe & Co, 1956, in-8°, 328 p.). — M. Wilhelm Abt a groupé dans ce volume près d'une vingtaine de discours et exposés du regretté Félix Stähelin, auteur d'un très important ouvrage sur la Suisse à l'époque romaine (Bâle, 1927). Il s'agit de questions appartenant à des domaines fort divers : signaux, notamment, les pages consacrées par Stähelin en 1900 à de récentes découvertes papyrologiques, en 1901, 1907 et 1908 à différents problèmes concernant l'antisémitisme dans l'antiquité et l'histoire ancienne d'Israël, en 1917 aux Philistins, en 1935 à la Suisse préromaine, en 1932 et 1938 aux empereurs Claude et Auguste, en 1937 aux rapports de Constantin I<sup>er</sup> avec le christianisme, en 1943 aux migrations de peuples dans l'ancien Orient. Un grand nombre de notes et d'indications bibliographiques accompagnent plusieurs de ces sagaces et précieuses études.

Paul CLOCHÉ.

**Orient classique.** — Seton LLOYD. *Early Anatolia* (Pelican Books A 354). Avec une note de Muzaffer SENYÜREK sur l'*Anthropologie des anciens habitants de l'Anatolie* (Londres, Penguin Books, 1956, in-8°, 236 p., 32 pl., 12 fig. dans le texte ; prix : 3 s. 6 d.). — Directeur de l'Institut archéologique d'Ankara, S. Lloyd est naturellement porté à donner à l'Anatolie dans son ensemble et non pas seulement à l'Anatolie hittite, une large place dans le phénomène civilisateur qui souleva tout le Proche-Orient au cours des trois millénaires qui précéderont notre ère. L'apport des peuples de cette région a été, c'est certain, considérable, parce que, à l'inverse de presque tous les autres, ils n'ont pas cherché à se fondre dans les civilisations d'Égypte ou de Mésopotamie ; ils ont voulu, et ont su, garder leur personnalité.

En revanche, cette disposition d'esprit leur imposa un isolement assez net et un esprit de résistance contre les influences venues du Nil et de l'Euphrate, et en conséquence ne leur permit pas de développer leur civilisation dans le sens du raffinement. On ne trouvera pas ici de chapitre sur la littérature et sur l'art au sens où l'on entend généralement ces mots. La première est peu connue. Du second, on ne saurait parler que d'une architecture puissante (à laquelle, pour être exact, l'on doit des formes neuves) et d'une sculpture parfois remarquable d'énergie. L'une et l'autre laissent avant tout transparaître la lourde atmosphère de force, souvent de violence, dans laquelle ont vécu les populations anatoliennes, aussi bien les préhittites, pourtant en contact avec les marchands assyriens à Kultépé (cf. chap. vii), que les Hittites en armes contre l'Égypte et l'Assyrie (chap. viii), ou même les Néo-hittites de Karkémish succombant sous les armées assyriennes (chap. ix).

L'historien devra probablement poser le problème de façon différente quand des données plus nombreuses encore permettront une étude approfondie ; car il est possible que cette résistance à l'esprit oriental soit la première manifestation que nous ayons de l'incompréhension de l'indo-européen en face des habitudes d'esprit et de vie du Proche-Orient. L'Anatolie est apparemment un pont entre l'Europe et



l'Asie ; à la lecture de cet excellent ouvrage, objectif et presque uniquement archéologique, il apparaît assez bien que ce pont n'a été ouvert et n'a fonctionné qu'en temps de crise et d'invasion.

Maurice LAMBERT.

**Islam.** — Ugo MONNERET DE VILLARD. *Tessuti e ricami mesopotamici ai tempi degli Abbasidi e dei Selgukidi* (Rome, 1955. Atti dell'Accad. Naz. d. Lincei, Memorie, Sc. morali, s. VIII, vol. 7, fasc. 4, p. 183-234). — L'auteur de ce mémoire, mort en novembre 1954, était l'un des rares savants qui aient su réunir une compétence d'historien du haut Moyen Age italien à une autre d'historien et d'archéologue du Proche-Orient, et faire profiter l'une des enrichissements de l'autre. Le présent exposé, rédigé en 1929, a été retrouvé dans ses papiers, et jugé à bon droit digne d'être encore publié par G. Levi della Vida, qui a apporté quelques additions bibliographiques.

L'importance des tissus précieux fabriqués dans le monde musulman pour l'histoire générale de l'art et du commerce est connue, sans que l'on soit encore, il s'en faut, arrivé, au milieu de la dispersion des objets de musée et de la difficulté des textes techniques, à en présenter une histoire économique ni artistique générale. L'auteur, dont l'érudition, tant en références orientales qu'occidentales, est considérable, réunit et exploite intelligemment un grand nombre de données relatives aux fabrications de tissus et broderies, surtout en Mésopotamie des premiers temps de la domination musulmane à la conquête mongole du XIII<sup>e</sup> siècle exclusivement. Il en met en valeur l'extrême importance internationale, et il commente de façon précieuse un grand nombre de termes techniques.

Parmi les publications récentes qu'il faudrait ajouter à la bibliographie, citons R. Lopez, *Silk industry in the byzantine Empire*, *Speculum*, 1945, le recueil de textes réunis par Sarjeant sur l'industrie textile dans *Ars Islamica*, 1949-1950, et ma note dans la même revue, 1951, G. Wiet, *Soieries persanes*, 1948, etc.

— *Orientalism and History*, edited by Denis SINOR (Cambridge, W. Hefter, 1954, in-8°, 107 p.). — Il s'agit d'une brochure collective composée pour le Congrès des Orientalistes de Cambridge. Elle trahit la conscience progressivement prise d'un problème sur un aspect duquel il se trouvait que j'avais de mon côté attiré l'attention dans ma communication sur *l'Histoire économique et sociale de l'Orient musulman médiéval* (publiée dans *Studia Islamica*, III, 1955). L'origine et la formation technique des orientalistes, qui ont rarement une formation historique large, et l'ignorance des langues de l'Orient, qui caractérise nos historiens, font que, avec une demi-exception pour le Proche-Orient antique, les divers aspects de l'histoire orientale sont insuffisamment ou inégalement cultivés, et surtout que cette histoire n'est pas reliée à celle de l'Occident, qu'elle reste ignorée du public, que chez les savants même il n'y a entre les deux aires aucune correspondance de problèmes ni de méthode, bref qu'on a l'air de croire à deux humanités se tournant le dos comme se le tournent les Congrès d'orientalistes et d'historiens.

Les divers collaborateurs de la présente brochure ne prétendaient certes pas épuiser les divers aspects du sujet. Feu H. Frankfort (Ancient Near East), B. Lewis (Islam), J. E. van Lohuizen-de Leeuw (India), E. B. Pulleyblank (China) et l'éditeur lui-même (Central Eurasia) cherchent avant tout à rendre sensible à grands traits les liens qui ont existé entre leurs domaines respectifs et l'Europe, et concluent par des aperçus sur les conditions de l'information. Denis Sinor remarque enfin que les auteurs ont défini leurs grandes unités en termes non pas de

politique, de race ou de langue (parfois d'écriture), mais de civilisation sociale (civilisés contre « barbares ») ou de religion et culture (Islam, Inde). Ils ont attribué une nette importance à l'histoire économique dans l'histoire générale des sociétés, mais non dans la distinction des aires. Il y a naturellement là matière à discussion.

— Albert CHAMPDOR. *Saladin, le plus pur héros de l'Islam* (Paris, Albin Michel, 1956, in-8°, 364 p.). — Ouvrages du même auteur : *Tamerlan, Cyrus, Palmyre, l'Alhambra, Le livre de l'au-delà des Anciens Égyptiens*, etc... L'historien qui ouvre un volume ainsi présenté éprouve toujours le sentiment qu'il a affaire à un être d'une nature étrange et sans rapport avec la sienne propre. Il serait ridicule de demander à M. Champdor la sûreté d'information qu'on exige d'une thèse de doctorat, et trop facile de relever, page par page, ses petits ou gros contresens historiques. Il reste que c'est au travers de cette famille de livres que le public apprend l'histoire, et il y a certes un problème de la vulgarisation scientifique qui déborde ce Saladin. A le prendre pour ce qu'il est, il se lit sans trop d'ennui, je crois, et il n'est certainement pas, du point de vue du spécialiste, le plus mauvais qu'il ait pu lire. Saladin, dès la III<sup>e</sup> Croisade, est devenu pour l'Occident, l'auteur eût pu le dire, un héros de légende. Gardera-t-il encore ce prestige, dans l'ambiance des rapports islamico-chrétiens contemporains, auprès des lecteurs de ce jour qui n'ont pas entendu parler de lui avant de tomber sur ce livre? Si du moins l'on pouvait être sûr qu'alors ils se reporteraient à quelque'un des livres sérieux que l'auteur cite dans sa bibliographie, et prendront pour les lire un peu plus de temps, tout de même, que celui-ci... Mais peut-être aussi les historiens pourraient-ils se soucier plus d'écrire aussi pour ces lecteurs-là.

— E. DERMENGHEM. *Vie des saints musulmans* (Alger, Baconnier, 1956, in-12, 419 p.). — L'auteur s'est fait une spécialité d'une forme de vulgarisation qui respecte son public et que l'historien peut admettre sans gêne. Non seulement il est intimement au courant de la matière qu'il traite, bien que son appareil extérieur d'érudition soit réduit au minimum ; mais il a choisi de parler de sujets qui, étant d'eux-mêmes à la limite entre l'histoire et le roman, souffrent d'être présentés presque comme des romans sans cependant attenter à l'histoire. Certes, on ne cherchera dans ces *Vies de saints* ni critique d'authenticité ni approfondissement des attitudes et doctrines mystiques. Ce qu'on y trouvera d'abord, c'est la Légende Dorée des saints sélectionnés, telle que la racontent ou l'ont racontée ceux qui croient ou ont cru en eux. Mais c'est qu'ici cette légende, puisqu'elle est celle à laquelle des hommes ont cru, est en ce sens réalité. Et elle n'empêche d'ailleurs pas l'auteur de donner délicatement à mesure de son exposé les petites touches de l'observateur moderne. En somme, une séduisante initiation à l'étude d'une forme de vie religieuse qui, malgré les spécificités de chaque religion, tourne moins le dos aux autres que les doctrines des théologiens.

Le présent volume est la seconde édition, augmentée, d'un ouvrage publié la première fois en 1943, ce qui est dire qu'il a eu des lecteurs. Les saints choisis vont de mystiques orientaux primitifs à d'autres, occidentaux, plus récents (sans cependant atteindre les confréries modernes). On a volontairement laissé de côté certains mystiques illustres, tel al-Hallâdj, dont traite l'ouvrage classique de Massigton, pour faire connaître quelques noms moins célèbres. Claude CAHEN.

**Les guerres mondiales.** — Amiral Sir William JAMES. *The Eyes of the Navy* (Londres, Methuen, 1955, xxv-212 p., avec 8 illustr. ; prix : 21 s.). — Il n'y aurait

sans doute pas lieu de signaler ici cette esquisse biographique de la belle et originale figure de marin que fut l'amiral anglais Hall, si celui-ci n'avait exercé sur les événements une influence capitale à une époque critique de la première guerre mondiale. Nommé en 1914 directeur de l'*Intelligence* de l'Amirauté, il ne fut pas seulement « l'œil de la Marine britannique » en créant un important service qui captait et déchiffrait les messages radiotélégraphiques de toutes provenances. Par l'étude des dépêches diplomatiques secrètes, et en particulier de celles que Berlin adressait en Amérique avec la complicité de diplomates suédois, il fut en mesure de connaître les projets criminels de l'Allemagne contre les pays neutres soupçonnés de sympathie pour ses adversaires, et notamment le fameux télégramme Zimmermann, dont la révélation entraîna la décision d'entrée en guerre des États-Unis. Le détail de cette découverte et de maintes autres opérations de contre-espionnage et d'espionnage exécutées sous la direction de l'amiral Hall donne à ce livre un intérêt qui dépasse la personnalité de celui-ci, quelque brillante qu'elle ait été.

— Généraux G. Aubrey DIXON et Otto HEILBRUNN. *La guerre sur le front russe. Guérilla et contre-guérilla*; trad. par A. MICHELET (Charles-Lavauzelle, 1956, xiii-191 p., avec 12 illustr. et 8 croquis). — L'édition anglaise de cet ouvrage a été signalée précédemment (*Rev. histor.*, janvier-mars 1956). La documentation fragmentaire, d'origine allemande et russe, qui y est rassemblée et commentée, vise à montrer la contribution importante des partisans soviétiques à la défaite de l'Allemagne, les moyens employés par les Allemands pour lutter contre eux et l'échec de cette contre-guérilla, échec résultant surtout de la maladroite brutalité des représailles. Les auteurs en concluent à la nécessité de se préparer dès le temps de paix à cette forme de guerre.

— M. GATOIRE. *La Direction des Services de l'Armistice*. Préface du général Weygand (Berger-Levrault, 1955, 102 p.). — Constitué, dès juin 1940, pour traiter les problèmes posés par l'exécution des clauses des conventions d'Armistice (réduction des effectifs, livraison du matériel militaire, prisonniers de guerre, lignes de démarcation, régime des territoires occupés, réquisitions, Alsace-Lorraine, etc.), cet organisme reçut pour mission de veiller à ce que les exigences des vainqueurs n'excèdent pas les stipulations de ces conventions et à ce que les autorités françaises ne se laissent pas aller, par ignorance ou par faiblesse, au delà des obligations imposées. Beaucoup moins détaillé que les volumes de documents publiés sous ce titre, *La Délégation française auprès de la Commission d'Armistice*, ce petit livre n'en donne pas moins une idée exacte de la lutte sourde et permanente qui, de 1940 à 1942, caractérisa les relations franco-allemandes, lutte qui fut parfois plus ou moins freinée par la politique dite de collaboration et par les regrettables abandons que consentirent certaines personnalités. Général LESTIEN.

— Ronald SETH. *The Undaunted. The story of Resistance in Western Europe* (Londres, Frederick Muller, 1955, in-8°, 328 p.). — L'auteur explique dans sa préface qu'il n'a pas entendu donner une histoire complète, encore impossible à écrire, de la Résistance dans les divers pays européens, mais simplement mettre à la disposition du public, sous une forme commode, un répertoire de l'activité de la Résistance dans les pays occupés, tout en essayant de donner les grandes lignes ou les caractères les plus saillants de l'action contre l'occupant. Il examine ainsi successivement la Norvège, la Grèce, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Yougoslavie, la Belgique, la France et l'Italie, en autant de chapitres d'im-

portance très inégale — de trente pages en général, mais parfois de douze ou de près de cinquante. La bibliographie qui termine l'ouvrage souffre du même manque de proportion — la part de l'Italie dépasse ici celles des Pays-Bas, de la France, de la Belgique et de la Yougoslavie réunies. On peut aussi regretter que l'auteur n'ait pas montré en contre-partie les formations germanophiles, des Croates de Pavličić à la milice de Darnand, qui furent souvent les adversaires les plus redoutables des Résistants et dont l'action contribue à rendre plus délicate l'interprétation des combats de cette époque. L'ouvrage constitue cependant un guide sommaire, mais excellent, pour comprendre les problèmes qui allaient se poser au lendemain de la victoire dans les divers pays de l'Europe libérée de 1945. Jean VIDALENC.

— Jacques MORDAL. *La bataille de Dakar* (Paris, Ozanne, 1956, in-8°, 318 p.). — Continuant ses études sur les opérations menées au cours de la deuxième guerre mondiale par les Britanniques, aidés ou non par des Forces Françaises Libres, contre les unités restées aux ordres du gouvernement de Vichy, M. Jacques Mordal présente maintenant la bataille de Dakar. Pour lui, l'action menée par le gouverneur général Boisson, exécutant les ordres de Pétain, correspondait aussi bien à la discipline qu'à la volonté expresse des combattants et à la nécessité du maintien de l'empire. Les cadres et les troupes de l'Afrique occidentale ne pouvaient comprendre l'action de de Gaulle.

Au surplus, l'action paraît avoir été mal préparée. Le chef des Français Libres prend ses désirs pour des réalités. Il croit au ralliement autour de lui de tous ceux qui ne peuvent admettre — même sans avoir combattu — la honte de la défaite de mai-juin. Il eût été intéressant de montrer quels étaient vraiment les raisons de cette attitude. On a l'impression que tout dépend du chef. On est revenu à la conception médiévale : un chef, une loi. Si le chef est gaulliste, la colonie se rattache aux Forces Libres ; si le chef est pétainiste, la colonie ne rejoint pas la dissidence. Il n'y a pas d'autres excuses présentées dans la démonstration de l'auteur.

La disproportion des moyens, le fait que de Gaulle et les Anglais ne poussent pas à fond leur action, ne permettent pas d'aboutir au succès. Force reste au gouvernement de fait et à ses subordonnés.

Il n'en reste pas moins qu'au mois de janvier 1944, quand de Gaulle se rend à Dakar, « les autorités, l'armée, la flotte, les colons, la population déploient un enthousiasme indescriptible... et, ajoute le général de Gaulle dans ses *Mémoires*, c'est là pourtant que voici trois ans l'accès du Sénégal m'était barré à coups de canon ».

Le problème était donc plus moral que militaire, ce que nous avons toujours soutenu. R. VILLATE.

**Byzance.** — Karl Eduard ZACHARIÄ VON LINGENTHAL. *Geschichte des griechisch-römischen Rechts* (Neudruck der dritten Auflage, Aalen in Württemberg, Verlag Scientia, 1955, xxviii-424 p. ; prix : DM. 39). — La troisième et dernière édition de la *Geschichte* a paru en 1892 : celle-ci n'en est qu'une reproduction. L'ouvrage a bien résisté. Longuement mûri, deux fois refondu par l'auteur en moins de trente ans, il demeure le précis le plus dense et le plus maniable pour l'étude du droit byzantin.

Si le livre a pris quelques rides, l'information ni la méthode de l'auteur n'y sont pour rien. Toujours très près de ses sources, il ne généralise qu'à bon escient : ainsi sur les conséquences pour Byzance de sa méconnaissance d'un marché de l'argent

(p. 319-322). Quant à son préjugé le plus voyant, son faible pour la législation de la dynastie isaurienne, il n'entame pas la trame du livre.

Mais, en soixante ans, beaucoup de textes ont été réédités; de nombreuses sources, surtout de droit privé, ont été révélées; il n'est pas un des chapitres traités par Zachariā (droit personnel, successoral, réel, contractuel, pénal, procédure) qui n'ait été enrichi et, sur certains points, renouvelé. Il suffit de citer les grands thèmes du régime de la propriété, de l'impôt, de la justice. Les éditeurs avaient songé à donner en appendice un aperçu des progrès réalisés. Ils y ont renoncé, en laissant le soin au lecteur. On peut le regretter.

A cette réserve près, la réimpression de la *Geschichte* restitue, tant à l'historien du droit romain qu'à l'historien de Byzance, un outil toujours indispensable.

Jean GOUILLARD.

— K. LECHNER. *Hellenen und Barbaren im Weltbild der Byzantiner: die alten Bezeichnungen als Ausdruck eines neuen Kulturbewusstseins* (Inaugural-Dissertation) (Munich, 1954, 137 p.). — L'auteur étudie la survivance de l'expression Ἕλληνες καὶ βάρβαροι dans le monde byzantin, cherche à en préciser le contenu idéologique et à marquer les nuances qu'elle prend au cours des siècles. Son étude se divise en deux parties: la première, présentée dans l'ordre chronologique, traite des Hellènes; la deuxième, disposée suivant un ordre pragmatique, est consacrée aux Barbares. L'auteur distingue, pour le premier terme, trois acceptions qui correspondent aux grandes divisions de l'histoire byzantine. Dans la période de 324 à 650, au contenu ethnique et culturel hérité de l'antiquité s'ajoute un contenu religieux: Ἕλλην commence à désigner non seulement un homme d'origine et de culture grecques, mais encore l'homme attaché à l'ancienne religion des Grecs. Les citoyens chrétiens de l'Empire, participant à la culture grecque, se nomment désormais Ῥωμαῖοι et, pour se distinguer des Latins, Ἕλληνοῦς. Ceux qui ne sont pas chrétiens deviennent οἱ Ἐξωθεν, les gens du dehors, païens. Cependant, « Hellène » prend le sens précis de « païen à culture grecque » et garde sa valeur première. Ce n'est qu'à regret que les chrétiens se voient obligés de renoncer à ce titre glorieux. La dégradation, pour ainsi dire, et l'effacement du sens propre du mot n'apparaissent qu'avec la politique religieuse de Théodose et, plus nettement, avec celle de Justinien, pour aboutir, entre 650-1100, à désigner tout païen sans discrimination ethnique ou culturelle. Dans la littérature théologique, les Ἕλληνοὶ μαθήματα s'opposent aux θεῖα μαθήματα et n'expriment que l'antithèse: profane-religieux. Enfin, la dernière époque (1100-1453) accentue surtout le contenu « culturel » du terme et lui rend son ancienne splendeur. Les lettrés se prévalent de l'usage de la langue hellène. « Romainque » ne désigne plus que le parler populaire. Le XIII<sup>e</sup> siècle restaure la notion d'une unité de race. « Hellènes » redevient le nom d'un peuple.

Pour le terme de βάρβαροι, la signification s'en trouve déterminée négativement par opposition aux mots: Ἕλλην, Ῥωμαῖος, Χριστιανός. L'auteur analyse, au cours de trois chapitres, les conceptions juridiques, culturelles et religieuses de l'État byzantin, qui confèrent, par antithèse, quelques traits distinctifs à l'informe masse des Barbares. Le mot garde pourtant avant tout un caractère de non-différenciation: exempt de tout sens ethnique et de tout rapport à un État organisé, il désigne ce qui n'est pas Ῥωμαῖος et ce qui, partant, apparaît sans État, sans loi, sans ordre, sans morale, sans culture et sans instruction. Quelques cas rares d'idéalisation du Barbare, clichés littéraires plutôt que reflets d'une pensée consciente, complètent l'image que se font les Byzantins des races étrangères.



Cette étude de K. Lechner, intéressante par la réunion et le classement des nombreux textes dispersés, se restreint délibérément aux sources historiques et patristiques.

W. WOLSKA.

— Robert LIDDELL. *Byzantium and Istanbul* (London, Jonathan Cape, 1956, 256 p., 29 pl. ; prix : 25 s.). — Un peu plus de cent pages sur la ville byzantine, son histoire, ses monuments ; un peu plus de cent pages sur la ville ottomane, les mosquées, le sérail ; un chapitre final riche d'observations pittoresques ou fines sur la ville d'aujourd'hui ; de bonnes photographies. Ce livre sans prétention est l'un des plus agréables qu'on puisse lire sur la « ville des trois mers ». Bien informé, il donne avec discrétion quantité de renseignements, sans jamais prendre le ton insupportable du *Guide*. Il ne sépare point hier d'aujourd'hui, et dose avec justesse la beauté du site et sa grandeur, la séduction mélancolique de ce qui fut, et l'ennuyeuse laideur du présent. On peut sans crainte, pour une fois, conseiller à ceux qui partent pour la Turquie d'emporter cet ouvrage de bon aloi et de bonne compagnie.

— E. AMAND DE MENDIETA. *La presque île des caloyers, le mont Athos* (Éd. Desclée de Brouwer, 1955, in-8°, 388 p., 1 carte). — Un bénédictin belge découvre le mont Athos : il n'est point le premier. Il nous fait part, en un consciencieux détail, de ses étonnements, qui sont à la fois ceux d'un religieux catholique et d'un voyageur venu d'Occident, et qui vont de la spiritualité athonite à la composition des menus. Il ne parle de l'histoire de l'Athos que d'une façon tout à fait brève et qui n'apporte rien de nouveau : ce n'était pas son objet, et d'ailleurs cette histoire est encore à écrire, et ne pourra pas l'être aussi longtemps que ceux qui souhaiteraient le faire éprouveront des difficultés parfois insurmontables à travailler dans les archives monastiques. En revanche, l'auteur a lu avec application presque tout ce qui a été écrit sur l'Athos moderne, du moins dans des langues autres que les langues slaves, et il en fait grand usage : tel livre de M. Choukas, *Black Angels of Athos*, est bien cité une centaine de fois, et c'est beaucoup. Cette documentation livresque, de qualité inégale (il n'y a pas plus de quatre ou cinq livres lisibles sur l'Athos moderne, et c'est d'ailleurs suffisant pour épuiser le problème), nuit un peu à la fraîcheur des impressions. En outre, je ne comprends pas bien ce que l'auteur entend, quand il annonce que « son point de vue est essentiellement psychologique, humain et phénoménologique » : il n'y a pas deux façons de comprendre et de goûter l'Athos. Reconnaissons pourtant qu'ayant toutes les raisons de se montrer ou naïf ou prévenu, il a fait un gros effort pour tenter d'éviter le second de ces défauts et écrire un ouvrage objectif. Mais cet effort est un peu trop visible.

P. LENERLE.

**Autriche.** — Richard F. KREUTEL. *Kara Mustafa vor Wien. Das türkische Tagebuch der Belagerung Wiens 1683, verfasst vom Zeremonienmeister der Hohen Pforte* (Graz, Wien, Köln, Verlag Styria, 1955, 194 p. Osmanische Geschichtsschreiber, t. I). — Le 14 juillet 1683, les Turcs, conduits par le grand vizir Kara Mustapha, paraissent devant Vienne que l'empereur Léopold a quittée le 7 : le siège va durer jusqu'au 12 septembre, date à laquelle Jean Sobieski, qui commande l'armée de secours, oblige les Infidèles à se retirer. C'est le journal d'un témoin oculaire du siège, le maître des cérémonies, rédigé, jour après jour, par son auteur, que nous donne, en traduction allemande, avec commentaire et notes, M. R. F. Kreutel. Plus intéressante que celle publiée en 1912 par Mehmed'Arif (journal d'un sous-officier), cette source, en dehors de son intérêt proprement épisodique, donne l'esquisse

d'une mentalité : celle d'un haut fonctionnaire de la Cour ottomane, dont nous connaissons les réactions en face de l'art et de la religion occidentale, et qui interprète les événements en fonction de la grâce divine : la cause essentielle de la défaite finale? On n'a pas assez remercié Allah pour les victoires et le butin.

A la suite de ce texte, l'auteur donne des extraits de l'*Histoire de Sülihdar*, œuvre de Mehmed, écuyer du sultan, plus objective et plus critique que la première relation, qu'elle a cependant utilisée. Mehmed ne craint pas de relever les fautes de Mustapha, qui a repoussé tous les sages conseils et s'est entêté devant une ville dont il espérait un riche butin. Un plan de la ville, d'origine turque, clôt cette édition, d'une présentation élégante et d'une incontestable utilité. Il faut cependant souhaiter que la collection s'enrichisse de textes, d'un intérêt peut-être moins spectaculaire, mais d'une portée plus considérable quant à la confrontation et à l'étude des civilisations.

G. LIVET.

— *Der Niederösterreichische Arbeiter. Studien zur Sozial- und Wirtschaftsstruktur Niederösterreichs in Vergangenheit und Gegenwart* (Heft 4. Untersuchungen über Berufsprobleme der niederösterreichischen Arbeiterschaft in Gegenwart und Vergangenheit. Teil I : *Die Berufsstruktur Niederösterreichs*. Teil II : *Berufsstruktur und Berufslaufbahn vor der industriellen Revolution*. Teil IV : *Die Entwicklung der österreichischen Berufs- und Betriebssystematik*, 3 (Wien, Kammer für Arbeiter und Angestellte in Niederösterreich, 1952 et 1955, in-4°, 233, 428 et 210 p.). — On trouve dans ce vaste recueil dactylographique :

1° Des tableaux indiquant la répartition professionnelle des populations en Basse-Autriche d'après le recensement de 1951 (travail dirigé par le directeur du Service de statistique central autrichien, L. S. Rutschka, et par le Dr Otruba, de l'Université de Vienne).

2° Une documentation considérable et tout à fait neuve touchant l'histoire des métiers dans cette même Basse-Autriche. Elle comprend d'abord une introduction, laquelle donne pour cette province un historique de l'organisation du travail depuis le Moyen Age jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et d'abondantes statistiques professionnelles (dates où apparaissent les corporations, répartition des habitants entre les différents métiers dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XIX<sup>e</sup>, etc.). Suivent, tirés des archives municipales et reproduits *in extenso*, quatre-vingt-sept règlements corporatifs s'échelonnant de 1360 à 1768, ainsi que les règlements généraux de 1527, 1732 et 1770-1780. Cette dernière enquête a été conduite par le Dr Otruba.

La quatrième partie contient de très précieux relevés des organisations professionnelles dans la Basse-Autriche de 1890 à 1951. Le volume ronéotypé renferme d'ailleurs une abondante illustration, laquelle se rapporte à l'artisanat du XIV<sup>e</sup> siècle à nos jours.

Robert SCHNERB.

**Belgique.** — Henry DE VOCHT. *History of the foundation and the rise of the Collegium Trilingue Lovaniense 1517-1550*. Part the fourth (Louvain, Bibliothèque de l'Université, 1955, 16 + 590 p. Recueil de travaux d'histoire et de philologie, 4<sup>e</sup> série, fasc. 10). — En 1955, M. J. Delumeau a signalé aux lecteurs de la *Revue historique* (t. CCXIII, p. 112) les deux premiers volumes de ce très important travail consacré aux origines d'un établissement qui a joué un grand rôle dans l'histoire de l'humanisme européen. L'auteur, spécialiste des questions érasmienne, a poursuivi jusqu'en 1550 l'étude des débuts d'une institution qui porte profondément la marque du Maître de Rotterdam.

A vrai dire, le Collège avait déjà atteint son apogée au cours des années 1530-1540, dont le récit constituait le troisième volume. L'auteur a néanmoins jugé bon d'étendre aux dix années suivantes l'histoire de son développement. Ceci pour pouvoir exposer la suite des interminables procès intentés à la direction du Collège par l'helléniste Rescius (Rutger), à propos de la succession de Goclenius et de la destination des fonds que celui-ci avait reçus d'Érasme lui-même. Ces débats, forcément assez sordides, n'ajoutent rien, bien sûr, à la gloire de l'humanisme, mais on se rend compte de la place très importante qu'ils tinrent dans l'esprit de ces hommes, que nous serions tentés de croire entièrement voués au culte des seules humanités.

Le travail de M. De Vocht, toujours très méthodique, très érudit, complété par la publication d'intéressantes pièces justificatives, de tableaux synoptiques et d'index, est d'une utilisation facile. Suivant l'ordre chronologique, l'auteur énumère toutes les notabilités qui ont eu un rapport quelconque avec le Collège, soit comme professeurs, soit comme étudiants.

Aussi trouve-t-on dans ce livre une foule de renseignements biographiques sur un grand nombre d'érudits et de savants. Deux d'entre eux ont mérité une étude plus détaillée. Il s'agit du latiniste Pierre Nannius (dont l'auteur a publié en appendice un « De rebus inferiorum », sorte de commentaire du VI<sup>e</sup> livre de l'*Énéide*, dont l'édition ancienne était très fautive) et de l'helléniste Adrien Amerot (né à Soissons, d'un père flamand et d'une mère française), qui, au cours de ces dix années, contribuèrent pour une large part au rayonnement du Collège.

J. GODARD.

— *Correspondance de Richard Pauli-Stravius, 1634-1642*, publiée par Wilfrid BAULEZ (LI-714 p. Analecta Vaticano-Belgica, publiées par l'Institut historique belge de Rome. 2<sup>e</sup> série : Nonciature de Flandres, X.) — Richard Pauli-Stravius est un ambitieux ecclésiastique, qui parvint à imposer ses services à la nonciature de Bruxelles et, après le départ du nonce Lagonissa, à exercer en fait, pendant huit ans, l'intérim de la charge. La cour pontificale l'employa, parce que cette situation mal définie et provisoire permettait d'attendre de meilleures relations avec le gouvernement des Pays-Bas espagnols pour accréditer à nouveau un nonce.

La correspondance de Stravius avec la Curie romaine est éditée ici sous forme de 1.165 pièces analysées. Elle présente de l'intérêt, en raison des événements dont l'internonce est le témoin, plus souvent crédule que bien informé : la guerre entre la France et l'Espagne à partir de 1635, les négociations pour le rétablissement de la paix, les menées du duc d'Orléans, de la Reine-Mère, du duc de Lorraine, le gouvernement du Cardinal-Infant. Mais ce sont les questions religieuses qui lui donnent le plus de prix, surtout la publication de l'*Augustinus* à Louvain et l'attitude aussitôt adoptée par le Saint-Siège, qui, avant de condamner le jansénisme lui-même, se préoccupait d'arrêter toute discussion sur les problèmes de la grâce.

V.-L. TAPIÉ.

Espagne. — *Archivo de los Duques de Frias. I : Casa de Velasco*. Inventario redactado por M<sup>te</sup> Teresa DE LA PEÑA MARAZUELA y Pilar LEÓN TELLO (Madrid, Dirección general de Archivos y Bibliotecas, 1955, xxviii + 615 p., XXII planches). — On a trop souvent regretté que les riches archives que conservent certaines grandes familles seigneuriales d'Espagne demeurent inaccessibles aux chercheurs, pour ne pas applaudir à l'initiative du duc de Frias qui, avec la collaboration de la Direction

générale des Archives et Bibliothèques d'Espagne, a entrepris de publier un inventaire méthodique des fonds conservés au château de Montemayor (province de Cordoue). Le premier tome paru renferme l'inventaire des documents relatifs à la branche aînée de la famille des ducs de Frias, portant le nom patronymique de Velasco ; les autres tomes annoncés rassembleront les documents concernant les autres branches. La classification adoptée respecte, pour des raisons de commodité, celle qui existe aux Archives de Montemayor, en trois séries : *señorios* (documents relatifs aux différents domaines ayant appartenu à la famille de Velasco) ; *documentos personales* (par ordre chronologique de succession des différents ducs de Frias) ; *documentos generales*. Trois indices : géographique, par noms de personne et par matières, permettent une facile consultation. Quant à l'intérêt qu'offrent les 3.215 documents énumérés dans ce premier tome, on ne peut mieux le définir qu'en répétant, avec le Directeur général des Archives, que toute l'histoire d'Espagne entre le *xiv<sup>e</sup>* et le *xix<sup>e</sup>* siècle s'y reflète à travers une famille qui n'a cessé de jouer un rôle de premier plan dans la vie militaire, politique et sociale du pays (comme le montre l'introduction due à l'actuel duc de Frias). Faute de pouvoir mentionner tous les documents de premier intérêt figurant à l'inventaire, limitons-nous à signaler, à titre d'exemple, la série relative à Pedro Fernández de Velasco, qui intervint dans les luttes civiles du *xiv<sup>e</sup>* siècle aux côtés du connétable Alvaro de Luna ; les documents concernant Íñigo Fernández de Velasco, homme de confiance de Charles-Quint, qui contribua puissamment à la défaite des *Comuneros* et eut la charge de garder les Enfants de France, livrés à l'Espagne en vertu du traité de Madrid ; enfin, les documents relatifs à l'ambassade extraordinaire de José Fernández de Velasco, chargé en 1700 d'aller « reconnaître » Philippe d'Anjou comme roi d'Espagne. Ces simples indications suffisent à montrer la richesse du dépôt d'Archives inventorié et à inspirer le vœu que l'initiative du duc de Frias soit promptement imitée par les chefs d'autres grandes familles nobiliaires espagnoles.

— Francis GUTTON. *L'Ordre de Calatrava (La chevalerie militaire en Espagne)* (Paris, P. Lethielleux, 1955, 240 p., 32 planches, 2 cartes. *Commission d'histoire de l'Ordre de Cîteaux*, n° IV). — M. Fr. Gutton n'a pas la prétention de faire œuvre originale d'historien, mais, nous dit-il, de « donner une vision d'ensemble, une vue rapide plutôt faite d'impressions personnelles que de compilations ». On aurait donc mauvaise grâce à déplorer les lacunes de sa documentation, à regretter que son guide essentiel, on ce qui concerne l'histoire médiévale de l'Espagne, soit constitué par la vieille *Historia de España* de Modesto Lafuente, laquelle ne représente évidemment pas le dernier mot de l'historiographie hispanique... Mais, en s'en tenant au propos même qui est celui de l'auteur, évoquer « l'épopée calatravaise mêlée aux convulsions de l'histoire d'Espagne », il faut regretter que le cadre — c'est-à-dire l'histoire générale d'Espagne — occupe une place excessive par rapport au thème central : le rôle même de l'Ordre de Calatrava. Ce manque de proportions se retrouve dans l'importance relative accordée aux différentes époques et aux divers aspects de la vie de l'Ordre. Si un long chapitre est consacré au rôle de l'Ordre dans la Reconquête, avec l'énumération des nombreux épisodes où les chevaliers de Calatrava sont intervenus — conjointement, du reste, avec les chevaliers des autres ordres militaires — la montée de la puissance foncière, sociale et politique de l'Ordre n'est pas suffisamment mise en lumière pour expliquer la volonté des Rois Catholiques de s'en assurer le contrôle, en s'en faisant octroyer la maîtrise. L'organisation intérieure de l'Ordre est étudiée telle qu'elle se présen-

taut au <sup>xviii</sup> siècle, c'est-à-dire à une époque où, ayant cessé d'être la Milice monastique de ses débuts, il était déjà sur la pente du déclin. Les Appendices, dus au R. P. Jean de la Croix Bouton (et surtout le premier, consacré aux relations de l'Ordre de Calatrava avec l'Ordre de Cîteaux), comblent heureusement certaines lacunes et donnent de précieux éléments de bibliographie. Les planches photographiques qui illustrent le chapitre consacré à l'état actuel des principaux édifices de l'Ordre fournissent d'intéressantes indications archéologiques.

Marcel DEFOURNEAUX.

U. R. S. S. — M. F. VENTURI a rapporté de son séjour en Russie les matériaux pour son *Histoire du populisme* parue il y a deux ans, ainsi que pour le livre dont nous rendons aujourd'hui compte sur *Il moto decabrista e i fratelli Poggio* (Torino, Einaudi, 1956, Saggi n° 206, 172 p., illustrations ; prix : 1.000 l.). Les frères Poggio sont les enfants d'un Italien qui avait quitté Côme en 1775 à la suite d'un drame d'amour. Vittorio, leur père, a été l'un des tout premiers fondateurs d'Odessa, lié avec les Français émigrés en Russie, le duc de Richelieu, le comte de Langeron. Mort en 1812, il laissait sa famille dans une situation de fortune médiocre, de sorte que ses fils, Joseph et Alexandre Poggio, entrèrent, pour vivre, dans la carrière militaire. Ce devait être pour eux, en tout cas, le moyen de s'assurer l'éducation politique qui s'imposait. L'ère de la « libre pensée », qui s'ouvre par le mouvement de Riego, en Espagne, en 1820, atteindra la Russie en 1825, avec un sentiment commun, celui qui a animé la lutte antinapoléonienne. M. Venturi souligne les analogies qui unissent les mouvements surgis en Espagne, au Piémont, à Naples, en Russie, et il le fait avec talent, en fournissant dans une riche annotation les textes qui justifient sa démonstration. Metternich est arrivé à imposer à Alexandre I<sup>er</sup> la renonciation à ses rêves de liberté. Les *Mémoires* d'Alexandre Poggio expliquent vigoureusement le renversement d'opinion des jeunes libéraux européens à l'égard du tzar et leur cheminement vers les solutions révolutionnaires. A ce cheminement a servi la lecture d'un cours de droit naturel d'un professeur de l'Université de Pétersbourg, Alexandre Petrovitch Kuniegn, s'ajoutant aux idées des philosophes français du <sup>xviii</sup> siècle, de Beccaria, d'Adam Smith, propagées par les groupements plus ou moins secrets, « Union du Salut », « Union du Bien public », qui étaient calqués sur le Tugendbund. M. Venturi étudie avec toute la précision possible le recrutement et les idées essentielles de ces groupes, qui suivront les directives de Pestel, de Tourguenef, de Mouraviev, à partir surtout de 1831. Son principal héros, Alexandre Poggio, reste un officier désireux d'action dans un milieu qui cherche de nouvelles formes d'organisation. Mouraviev lui confie des missions de confiance. Il y a des républicains dans le groupe que fréquente Poggio — Barjatinsky professant : « Les demi-mesures ne valent rien ; ici, nous voulons avoir maison nette. » Mais le plus représentatif des hommes de décembre, c'est Mouraviev, qui a été reçu par Caulaincourt lors de son séjour à Paris, pour y discuter avec Sieyès, avec B. Constant, avec l'évêque Grégoire, qui possède dans sa bibliothèque les œuvres d'Alfieri, de Filangieri, de Gucco, de Pepe, la constitution espagnole de 1812 et combien d'autres écrits de la pensée girondine, fédéraliste et libérale. M. F. Venturi distingue avec toute la précision souhaitable et possible les systèmes élaborés par les divers conspirateurs, soucieux de réformes politiques, constitutionnelles, sociales, morales, judiciaires. A Kiev, la Société du Sud déploie dans l'hiver 1823-1824 une activité qu'on peut bien appeler émancipatrice et dans laquelle Pestel a un rôle essentiel. Dans



les conversations secrètes sont appréciés les avantages et les défauts des régimes qui se sont succédé en France, la Constitution de 1792, celle de l'an III, l'Empire, les événements survenus à Naples, à Madrid, à Lisbonne. Des liaisons sont instituées entre les sociétés secrètes russes et les sociétés polonaises<sup>1</sup>. Le dernier grand succès d'organisation de la Société du Sud avait été la formation de la Société des Slaves unis, qui avait pour objet la fédération des peuples slaves de l'Adriatique à l'océan Arctique, de la mer Noire à la mer Blanche. On sait comment échouèrent les espoirs des décabristes. Le 13 décembre 1825, Pestel était arrêté et le drame allait se dérouler selon les directives qu'a rappelées le drame musical joué l'an passé à l'Opéra de Moscou et dont la représentation a été pour moi une extraordinaire résurrection de l'avènement au trône de Nicolas I<sup>er</sup>. Les *Mémoires* de Poggio ont largement et utilement servi à M. F. Venturi pour décrire les multiples arrestations et condamnations qui couronnèrent la tentative révolutionnaire des décabristes. La Russie avait tout de même fait par cette révolution malheureuse la première expérience de son européanisation réelle — qui a peut-être son amorce dans l'assassinat de Paul II et l'avènement de Catherine II, mais qui se vérifiera totale dans les grands mouvements du xx<sup>e</sup> siècle, inaugurés par celui de 1905. Mais M. F. Venturi a tenu à accompagner jusqu'à ses derniers instants sur la terre tsariste le héros italo-russe auquel il s'est attaché ; il l'a suivi dans sa déportation de trente ans en Sibérie, les seules victimes du bourreau ayant été Pestel, Ryleev, Restouchev, Mouraviev-Apostol, Kachovsky, qui furent exécutés à la forteresse Pierre-et-Paul le lendemain du jour où fut clos le procès. J'ai retrouvé à l'Opéra de Moscou l'une des illustrations qui ornent le livre de M. Venturi : la route du Baïkal menant le lieutenant-colonel Poggio aux mines de Nertschinsk. C'est que ce livre est rempli d'une sympathie alerte et constante pour une conspiration qui a une grande signification pour l'histoire de la Russie et pour l'histoire générale de l'Europe. L'auteur y a employé des qualités de cœur et d'esprit où se vérifient une vaste culture et des connaissances précises<sup>2</sup> et met en vedette des présences inattendues : Varja, la fille d'Alexandre Poggio, mort à Voromki en 1873, a eu comme amie Sofia Perovskaja, qui devait, en 1881, supprimer dans un attentat heureux le tsar Alexandre II : les porteurs du flambeau sont des deux sexes.

G. BN.

1. C'est à ces liaisons que se rattache la thèse, non publiée, de M. Luciani, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux, sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir.

2. Pas de bibliographie générale, mais une annotation minutieuse et avertie, où les noms russes sont transcrits, sans recours aux caractères cyrilliques, avec un soin minutieux.

# RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES<sup>1</sup>

## I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

J.-L. Puech. Michel Augé-Laribé (1876-1954). Biographie. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 1.] — Jean Valarché. Michel Augé-Laribé, l'économiste rural. [*Ibid.*] — Franco Venturi. Eugenij Viktorovic Tarle. [*R. st. it.*, 1956, n° 2.] — G.-L. Bousquet. Max Stirner (1806-1856). [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 1.] — Othmar Anderle. Giambattista Vico als Vorläufer einer morphologischen Geschichtsbetrachtung. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 2.] — Charles Cascalès. La philosophie de l'histoire d'Ortega y Gasset (II). [*R. de la Médit.*, mai-juin et juillet-août 1956.] — J.-A. Teslar. L'idée de civilisation chez Mickiewicz. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, juillet-décembre 1955.] — Wilhelm Lettenbauer. Bedjajevs Bild der Menschheitsgeschichte. [*Saeculum*, 1956, n° 3.]

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Académie royale de Belgique. Bulletin de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques* (1955, n° 11) ; *Bulletin de la Commission royale d'histoire* (t. CXXI, 1956). — *American historical review* (juillet 1956). — *Annales de Bourgogne* (janvier à juin 1956). — *Annales de l'Est* (1956, n° 2). — *Annales de Normandie* (1956, n° 2). — *Annales du Midi* (janvier 1956). — *Archivio hispalense* (1956, n° 76). — *Bulletin de l'I. F. A. N.* (1956, n° 1-2). — *Bulletin of the John Rylands Library* (1956). — *Bulletin of the Institute of historical research* (mai 1956). — *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (avril-juin 1956). — *Byzantinische Zeitschrift* (1956, n° 4). — *Dyzantynologia* (1956, n° 17). — *Československý Časopis historický* (1954-1956). — *Czasopismo prawnohistoryczne* (1951-1954). — *English historical review* (avril 1956). — *Hispania* (t. XV, n° 60, 1955). — *Historische Zeitschrift* (Bd. 181, Heft 3, juin 1956 ; Bd. 182, Heft 1, août 1956). — *History* (février et juin 1956). — *Journal des Savants* (janvier-mars 1956). — *Journal of economic history* (mars 1956). — *Journal of modern history* (juin et septembre 1956). — *Journal of the history of ideas* (juin 1956). — *Movimento operaio* (novembre-décembre 1956). — *Nuova rivista storica* (1956, n° 2). — *Politique étrangère* (juillet-septembre 1956). — *Population* (avril-juin 1956). — *Provence historique* (avril à juillet 1956). — *Revue de Défense nationale* (juillet à octobre 1956). — *Revue française de science politique* (avril-juin 1956). — *Revue historique de droit français et étranger* (R. H. D. F. É.) (1954 et 1955, n° 1 et 2). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (1956, n° 1 et 2). — *Revue d'histoire des colonies* (1956, n° 1). — *Revue d'histoire des religions* (janvier à juin 1956). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1956, n° 2-3). — *Revue d'histoire économique et sociale* (1956, n° 1). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (juin et septembre 1956). — *Revue d'histoire de l'Église de France* (juillet-décembre 1955). — *Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle* (juillet-décembre 1955). — *Revue de la Méditerranée* (mai et août 1956). — *Revue de Synthèse* (janvier-mars 1956). — *Revue maritime* (juillet à octobre 1956). — *Review of politics* (juillet 1956). — *Rivista storica italiana* (1956, n° 2). — *Roczniki historyczne* (1952 à 1955). — *Roczniki dziejów społecznych i gospodarczych* (R. D. S. G.) (1950 à 1952). — *Saeculum* (1956, n° 2 et 3). — *Speculum* (t. XXXI, 1956). — *Syria* (1955, fasc. 3-4). — *Tijdschrift voor Geschiedenis* (1955, n° 2 et 3). — *Transactions of the royal historical society* (1956). — *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* (juillet 1956). — *Welt als Geschichte* (*Die*) (1956, n° 2).

*M. de Pradel de Lamasse.* Les origines des bibliothèques de la Marine. [*R. marit.*, septembre 1956.] — *M. Agulhon.* Un appel aux archives privées. [*Prov. hist.*, juillet-septembre 1956.] — *P. de Saint-Jacob.* Une source de l'histoire du commerce des vins : les lettres de voiture. [*A. de B.*, avril-juin 1956.] — *G. Duboseq.* Inventaires d'archives départementales, communales et hospitalières se rapportant à l'histoire ecclésiastique. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-décembre 1955.] — *M. Tourneur.* Rapport sur les documents relatifs à l'histoire de Belgique conservés à Simancas. [*Bull. Comm. R. Hist.*, t. CXXI, 1956.] — *J. Lefèvre.* Note sur les archives du règne de Philippe V conservées à Madrid. [*Ibid.*] — *R. Demoulin, A. et J. Stengers.* Rapports sur une mission dans les archives anglaises. (Concerne l'histoire de la Belgique au XIX<sup>e</sup> siècle.) [*Ibid.*] — *M. Van Durme.* Notes sur la correspondance de Granvelle conservée à Madrid. [*Ibid.*]

*Albert Delorme.* Les livres d'art et leur illustration. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.] — *Fernand Benoit.* La constitution du Musée Borély. [*Prov. hist.*, avril-juin 1956.] — *Jean Boyer.* Le « Musée lapidaire » du cloître de la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence. [*Ibid.*, juillet-septembre 1956.]

*Dietrich Gerhard.* Periodization in european history. [*A. H. R.*, juillet 1956.] — *Adolf Waas.* Aus der Werkstatt des Historikers. Bemerkungen zur Methode der Geschichtswissenschaft. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 2.] — *Th. J. G. Locher.* Ephoros' jüngste Nachkommen Über die Problematik der heutigen Weltgeschichtsschreibung. [*Saeculum*, 1955, n° 2.] — *Fr. Graus.* Le problème de la méthodologie dans l'histoire médiévale. [*Československij Casopis Hist.*, IV, 1956, 1.] — *Ursula R. S. Henriques.* Some reflections on teaching history in a grammar school. [*History*, février et juin 1955.] — *Marcel Trudel.* Les dix ans de l'Institut (d'histoire de l'Amérique française). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1956.] — *Jean Fabre.* Les études polonaises et leur développement en France. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, juillet-décembre 1955.] — *Helmut Stapnicka.* Die Geschichte der Tschechoslowakei im neuer Sicht. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, juillet 1956.] — *C. C. Berg.* Javanische Geschichtsschreibung. [*Saeculum*, 1956, n° 2.] — *Erwin Ackerknecht.* Die Medizingeschichte in der Vereinigten Staaten. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 2.] — *J. A. Passmore.* Les sciences humaines en Australie et en Nouvelle-Zélande. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.]

*Marcel Croze.* Un instrument d'étude des migrations intérieures : les migrations d'électeurs. [*Population*, avril-juin 1956.] — *P. Ourliac.* L'objet de l'histoire des institutions. (C'est surtout d'établir les liens nécessaires entre les données sociales et les constructions juridiques.) [*R. H. D. F. E.*, 1955, n° 2.] — *Maximilien Rubel.* Idées, valeurs et faits sociaux. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 1.] — *Ét. Delcambre.* La psychologie des inculpés lorrains de sorcellerie. (Conclut à une psychologie complexe et met en garde contre l'anachronisme qui voudrait juger ces inculpés d'après nos conceptions modernes.) [*R. H. D. F. E.*, 1954, n° 4.] — *Ch. Verlinden.* Catastrophe of Evolutie? Het ontstaan der taalgrens in België. (Mise au point relative à la formation de la frontière linguistique.) [*Ts. v. Gdnis*, 1955, 3.] — *H. Butterfield.* The role of the individual in history. [*History*, février et juin 1955.] — *Peter F. Drucker.* Organized religion and the american Creed. [*R. of politics*, juillet 1956.] — *Thomas N. Brown.* The origins and character of Irish-american nationalism. [*Ibid.*] — *Hans Kohn.* Some reflections on colonialism. [*Ibid.*] — *J. G. Van Dillen.* Europa en Azië in de wereldgeschiedenis. (A propos du livre de Van Romein : *Aera van Europa*) [*Ts. v. Gdnis*, 1955, 2.] — *M. Rodinson* et

J.-P. Lebeuf. L'origine et les souverains du Mandara (Soudan tchadien). [*Bull. de l'F. A. N.*, 1956, n° 1-2.] — Franz Hančar. Urgeschichte des nahen Ostraumes. [*Saeculum*, 1956, n° 2.] — Karl J. Narr. Der Urmensch als Natur- und Geistwesen. [*Ibid.*, n° 3.] — Jan de Vries. Das Königtum bei den Germanen. [*Ibid.*] — M. Broens. Le peuplement germanique de la Gaule entre la Méditerranée et l'Océan. [*A. du Midi*, janvier 1956.] — L. Champier. Le problème du *pagus*. [*A. de Bourg.*, janvier-mars 1956.] — Fritz Taeger. Zur Geschichte der spätkaiserzeitlichen Herrscherauffassung. [*Saeculum*, 1956, n° 2.] — Arnaldo Momigliano. Per un riesame della storia dell'idea di Cesarismo. [*R. st. it.*, 1956, n° 2.] — G. Despy. De la terminologie paléographique médiévale. A propos d'un ouvrage récent. (Premier colloque international de paléographie latine, 1953.) [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1956, n° 1.] — E. Lambert. L'architecture musulmane d'Occident. [*J. de S.*, janvier-mars 1956.] — Georg Weise. Il duplice concetto di Rinascimento (fin). [*N. riv. st.*, 1956, n° 2.] — Walter Peter Fuchs. Forschungen und Darstellungen zur Geschichte des Reformationszeitalters. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 2.] — Ernst Walter Zeeden. Zeitalter der europäischen Glaubenskämpfe, Gegenreformation und Katholische Reform. Ein Forschungsbericht. [*Saeculum*, 1956, n° 3.] — Gaston Dulong. Les problèmes historiques de la langue franco-canadienne. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1956.]

Jaroslav Puri. Contribution à l'étude des problèmes de la révolution industrielle en Tchécoslovaquie. [*Československý Časopis Hist.*, ročník IV, 1956.] — Charles Parain. Un mot du Vocabulaire de synthèse historique : agriculture. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.] — W. Woodruff. Capitalism and the Historians : A contribution to the Discussion on the Industrial Revolution in England. [*J. of Econ. Hist.*, mars 1956.] — K. W. Deutsch. Joseph Schumpeter as an Analyst of Sociology and Economic History. [*Ibid.*] — F. Redlich. Wilson's History of Unilever : A significant contribution to Business History. [*Ibid.*]

A. Grabar. L'archéologie des insignes médiévaux du pouvoir (I). [*J. de S.*, janvier-mars 1956.] — L. Hédin. Notes d'ethnobotanique normande. [*A. de Norm.*, 1956, n° 2.] — Jean Néré. Colloque international : le fer à travers les âges. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 1.] — Raymond Decary. Chronique de l'histoire coloniale : Madagascar (1950-1955). [*R. d'hist. des col.*, 1956, n° 1.] — Kaczmarczyk et Szaniński. La colonisation « allemande » en Pologne au Moyen Age et l'évolution de la rente féodale. [*Czasopismo prawnno-hist.*, 1951.] — Leśnodorski. Éléments féodaux et bourgeois dans les institutions et le droit du duché de Varsovie. [*Ibid.*] — Matuszewski. L'*aqua abrenuntiationis* dans le droit polonais du Moyen Age. [*Ibid.*, 1952.] — Gerlach. Les communaux dans l'ancienne Pologne. [*Ibid.*] — Roman. Les biens de la veuve dans le droit médiéval polonais. [*Ibid.*, 1953.] — Cieślak. Les conditions d'instruction, étude de droit électoral comparé. [*Ibid.*] — A. Rogalanka. La préface de Długosz à son Histoire de Pologne. [*Rocz. H.*, XIX, 1952.] — Małowski. État des études sur l'histoire des métiers dans les villes polonaises au Moyen Age. [*R. D. S. G.*, 1951.] — Kula. État des recherches sur la démographie de la Pologne jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*] — Hoszowski. Le mouvement de la population en Pologne (X<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). [*Ibid.*]

## II. LA PRÉHISTOIRE, L'ORIENT ET L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

Maz Escalon de Fonton et Henry de Lumley. Les industries mésolithiques en

Basse-Provence. [*Prov. hist.*, avril-juin 1956.] — *Chafik Chehata*. Le testament dans l'Égypte pharaonique. (Large confrontation des opinions d'historiens divers sur le testament. L'auteur pense que « le droit égyptien... aura connu l'une des institutions considérées jusqu'ici comme les pures inventions du génie romain ».) [*R. H. D. F. E.*, 1954, n° 1.] — *F. Daumas*. La valeur de l'or dans la pensée égyptienne. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1956.] — Comte *Jacques Pirenne*. A propos du droit commercial phénicien antique. [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1955, 11.]

*Rudolf Mayer*. Die Bedeutung Elams in der Geschichte des alten Orients. [*Saeculum*, 1956, n° 2.] — *Maurice Lambert*. Le jeu d'Enmerkar. [*Syria*, 1955, fasc. 3-4.] — *André Parrot*. Les fouilles de Mari. Dixième campagne (automne 1954). [*Ibid.*] — *André Caquot*. Nouvelles inscriptions araméennes de Hatra (IV). [*Ibid.*] — *André Maricq*. « Hatra de Sanatrou ». [*Ibid.*] — *André Parrot*. Bronze royal sassanide. [*Ibid.*]

*Édouard Delbecq*. Les liens et l'essor du cheval grec. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.] — *R. Martin*. Une forteresse attique : Rhamnonte. [*J. des S.*, janvier-mars 1956.] — *G. J. D. Aalders*. Studien over Agathocles. [*Ts. v. Gdnis*, 1955, 3.]

*Wiliński*. L'inscription de Heba (Étrurie) et le droit électoral romain. [*Cassipismo prawno-hist.*, 1953.] — *J. Gagé*. Les traditions des Papirii et quelques-unes des origines de l'« equitatus » romain et latin. (Étude juridique et sociale sur Rome et le Latium du vi<sup>e</sup> au iv<sup>e</sup> siècle.) [*R. H. D. F. E.*, 1955, n° 2.] — *B. Benier*. L'état économique de Rome de 509 à 264 avant Jésus-Christ. (Étude des rapports constants entre la politique et l'économie sous la République.) [*Ibid.*] — *A. Heuss*. Der Untergang der römischen Republik und das Problem der Revolution. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 182, Heft 1, août 1956.] — *B. H. Warmington*. The career of Romanus, comes Africae. (Sous le règne de Valentinien.) [*Byzant. Zeitschrift*, 49, 1956.] — *F. Scheidweiler*. Nochmals die Vita Constantini. (D'Eusèbe de Césarée.) [*Ibid.*] — *K. J. Conant*. The Original Buildings at the Holy Sepulchre in Jérusalem. (Reconstitution des édifices du iv<sup>e</sup> siècle, avec 16 planches.) [*Speculum*, t. XXXI, 1956.]

### III. LE MOYEN AGE

*Giuseppe Martini*. La memoria di Carlomagna e l'impero medioevale. [*R. st. it.*, 1956, n° 2.] — *Henri Touchard*. Les brefs de Bretagne. (Délivrés aux marins qui fréquentaient les côtes bretonnes du xiii<sup>e</sup> au xv<sup>e</sup> siècle.) [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 2.] — *Sidney Painter*. Castellans of the Plain of Poitou in the eleventh and twelfth centuries. [*Speculum*, t. XXXI, 1956.] — *J. Adigard des Gautries*. Les noms de lieux de la Seine-Maritime attestés entre 911 et 1066. [*A. de Norm.*, 1956, n° 2.] — *J. Prawer*. Étude préliminaire sur les sources et la composition du « Livre des Assises des bourgeois ». (Le « Livre » est « le tableau composite... [du] fonds romain apporté des pays de droit écrit, modifié peut-être... par les usages syriens et italiens, et [du] droit coutumier de la France du Nord ».) [*R. H. D. F. E.*, 1954, n° 2 et 3.] — *D. E. Queller*. Diplomatic personnel employed by the Counts of Flanders in the thirteenth century (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> parties). [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1956, n° 1 et 2.]

*H. R. Loyn*. Historical revision : the imperial style of the tenth century anglo-saxon Kings. [*History*, février et juin 1955.] — *N. Denholm-Young*. The Authorship



of Vita Edward Secundi. [*E. H. R.*, avril 1956.] — *P. H. Sawyer*. The Place-Names of the Domesday Manuscripts. [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1956.] — *R. C. Cheney*. The Eve of Magna Carta. (Du 26 avril au 23 juin 1215.) [*Ibid.*] — *G. W. J. Barrow*. The Beginnings of Feudalism in Scotland. [*Bull. Inst. Hist. Research*, mai 1956.] — *S. J. T. Miller*. The Position of the King in Bracton and Beaumanoir. [*Speculum*, t. XXXI, 1956.] — *C. M. Fraser*. Edward I of England and the regalian franchise of Durham. [*Ibid.*] — *W. R. Powell*. The Administration of the Navy and the Stannaries, 1189-1216. [*E. H. R.*, avril 1956.]

*H. S. Offler*. Empire and the Papacy : the last struggle. (État des questions sur Louis de Bavière.) [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, t. VI, 1956.] — *B. Blumenkranz*. Deux compilations canoniques de Florus de Lyon et l'action antijuive d'Agobard. (Étude sur des textes du IX<sup>e</sup> siècle, dont les conséquences se prolongèrent jusque sous Othon III, protecteur de Juifs.) [*R. H. D. F. E.*, 1955, n<sup>os</sup> 2 et 4.] — *Siegfried Beyschlag*. Snorri Sturluson. [*Saeculum*, 1956, n<sup>o</sup> 3.] — *J. Karayannopoulos*. Die chrysoteleia der juga. (La mesure financière prise par Anastase I n'aurait consisté ni en un impôt nouveau, ni en une *adaeratio* de l'annone, mais en une *adaeratio tironum* de caractère provisoire.) [*Byzant. Zeitschrift*, 49, 1956.] — *A. Pertusi*. Il preteso thema bizantino di Talaja o Tojala o Tafala e la regione suburbana di Constantinopoli. (Les descriptions arabes et les déformations arabes d'une dénomination grecque qui serait *allagia* : troupes de garde.) [*Ibid.*] — *R. Guillard*. Autour du Livre des Cérémonies : le Grand Palais, les quartiers militaires. (A Constantinople.) [*Byzantinoslavica*, 17, 1956.] — *M. Loos*. Deux contributions à l'histoire des Pauliciens. (Examen des sources grecques.) [*Ibid.*] — *H. Evert-Kapessowa*. Une page de l'histoire des relations byzantino-latines. II : La fin de l'Union de Lyon. (Le sort des partisans de l'Union sous Andronic II.) [*Ibid.*] — *P. Wirth*. Wann wurde Kaiser Alexios II Komnenos geboren? (Probablement le 14 septembre 1169.) [*Byzant. Zeitschrift*, 49, 1956.] — *D. M. Nicol*. The date of the battle of Pelagonia. (1259, mais au début de l'été, plutôt qu'à la fin de l'automne.) [*Ibid.*] — *S. P. Uri*. De burcht van Karak, of de Krak van Moab. (Architecture militaire au temps des Croisades.) [*Ts. v. Gdnis*, 1955, 2.] — *A. R. Bellinger*. The Coins and Byzantine Imperial Policy. [*Speculum*, t. XXXI, 1956.] — *Ch. Perrat et P. Prætor*. Une « tenure en bourgeoisie » de Morée au XIII<sup>e</sup> siècle. (En 1289, Charles II confirmait, de Naples, une concession de terre faite autrefois par Guillaume de Villehardouin à un habitant de Corinthe.) [*R. H. D. F. E.*, 1955, n<sup>o</sup> 1.] — *J. Richard*. Les listes de seigneuries dans « le livre de Jean d'Idelin ». Recherches sur l'Assebabe et Mimars. (Étude sur les seigneuries qui composaient le royaume de Jérusalem au XII<sup>e</sup> siècle.) [*Ibid.*, 1954, n<sup>o</sup> 4.] — *J. Zajac*. Le registre de Varad. (Étude d'un texte hongrois du début du XIII<sup>e</sup> siècle, imprimé en 1550.) [*Ibid.*] — *Towmianski*. De l'origine du Géographe Bavaïrois. (Première rédaction à Fulda, 844, remaniée peu après à Ratisbonne.) [*Rocz. H.*, XX, 1955.] — *Sulowski*. Les plus anciens documents de l'évêché de Havelberg. [*Ibid.*, XIX, 1952.] — *Labuda*. Les rapports juridiques de l'Ordre Teutonique avec l'Empire d'après la Bulle d'Or de 1226. [*Czasopismo prawno-hist.*, 1951.] — *Jellinek*. Les idées politiques et juridiques de Thietmar. [*Ibid.*, 1953.] — *Kozłowski-Budkova*. Le mariage en Pologne au XII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*, 1952.] — *A. Bohdanowicz*. La Horde d'Or, la Pologne et la Lithuanie (1242-1430). [*R. int. d'hist. pol. et const.*, juillet-décembre 1955.] — *F. Kapelinski*. Paulus Wladimiri (1369-

1435), défenseur de la tolérance religieuse. [*Ibid.*] — *Georges Langrod*. Le V<sup>e</sup> centenaire de l'incorporation de la Prusse à la Pologne. [*Ibid.*]

*Cieslak*. La condition des marins d'après les Rôles d'Oléron et le droit hanséatique (xiv<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècles). [*Czasopismo prawno-hist.*, 1952.] — *C. Brunel*. Un recueil en dialecte gascon de recettes médicales du xv<sup>e</sup> siècle. [*A. du Midi*, janvier 1956.] — *Élie Lambert*. La cathédrale de Saint-Bertrand-de-Comminges. [*Ibid.*] — *G. Boyer*. Une hypothèse sur l'origine de la Daurade. [*Ibid.*] — *Robert Mesuret*. Les formes et les techniques des rétables commandés dans les ateliers de peinture de Toulouse de 1384 à 1597. [*Ibid.*] — *P. Vaillant*. Contribution nouvelle à l'étude des libertés dauphinoises : les franchises d'Allevard. (Les dauphins ont accordé, au xiv<sup>e</sup> siècle, des libertés nouvelles, alors qu'il existait des coutumes plus anciennes.) [*R. H. D. F. E.*, 1954, n° 1.] — *J. de Romefort*. L'ancêtre de la gabelle : le monopole du sel de Charles d'Anjou. (La gabelle fut créée en 1341. Charles d'Anjou avait trouvé le monopole du sel en usage dans le comté de Provence au milieu du xiii<sup>e</sup> siècle. Il l'étendit à tous ses domaines de Provence et de Piémont.) [*Ibid.*, n° 2.] — *Noël Coulet*. La désolation des églises de Provence (fin). [*Prov. hist.*, avril-juin 1956.] — *Jocelyne G. Dickinson*. The congress of Arras, 1435. [*History*, février et juin 1955.] — *Karl Bittmann*. Der Kardinal Balue and die Zusammenkunft von Péronne. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 2.] — *Léon Laroche*. Le Charolais pendant la possession autrichienne et espagnole (1493-1684). [*A. de Bourg.*, avril-juin 1956.] — *E. Platz*. Pourquoi David de Bourgogne porte-t-il un nom tiré de l'Ancien Testament? [*Ibid.*] — *Félix Reynaud*. Le mouvement des navires et des marchandises à Port-de-Bouc à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 2.] — *Antonio Gutiérrez de Velasco*. Incidencias de un desafío caballeresco en la Valencia del siglo xiv. (Embarquement de Pierre IV, roi d'Aragon, chargé de présider le duel entre Thomas Felton, sénéchal d'Aquitaine, et Raymond de Gausade, seigneur de Puycornet, en 1371.) [*Hispania*, t. XV, n° 60, 1955.] — *M. R. Powicke*. Edward II and Military Obligation. (Armée féodale, contingents de piétons et mercenaires en Angleterre au début du xiv<sup>e</sup> siècle.) [*Speculum*, t. XXXI, 1956.] — *J. R. L. Highfield*. The English Hierarchy in the Reign of Edward III. [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, t. VI, 1956.] — *Anthony Steel*. The financial background of the wars of the roses. [*History*, février et juin 1955.] — *Everett H. Emerson*. Reginald Pecoek : Christian Rationalist (c. 1393-c. 1460). [*Speculum*, t. XXXI, 1956.]

*J. Macek*. La question des nationalités dans la révolution hussite. [*Československý časopis Hist.*, III, 1911, 1.] — *Labuda*. La révolte des paysans du monastère de Przemet en 1309. [*Rocz. H.*, XX, 1955.] — *Tymieniecki*. Tenures paysannes ou droit allemand? [*Ibid.*] — *Vetulani*. La Prusse, fief polonais, 1466-1657. [*Czasopismo prawno-hist.*, 1954, I.] — *Cieslak*. Les privilèges de Dantzig au xv<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*] — *Biskup*. Les burgraves de Dantzig, 1457-1506. [*Ibid.*] — *Grodzinski*. La noblesse et les corporations d'après les statuts de Warta, 1423. [*Ibid.*, II.] — *Biskup*. Le commerce de la Vistule de 1454 à 1466. [*R. D. S. G.*, 1952.]

#### IV. LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

*Jean Rigault*. Une vue cavalière inédite du siège de Saint-Dizier en 1544. [*A. de l'Est*, 1956, n° 2.] — *Colonel Jean de Pablo*. La troisième guerre de religion. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1956.] — *W. Brulez*. De zoutinvoer in

de Nederlanden in de xvi<sup>e</sup> eeuw. [*Ts. v. Gdnis*, 1955, 2.] — *L.-E. Halkin et F. Le-maire*. Un procès d'anabaptistes à Limbourg en 1536. [*Bull. Comm. R. Hist.*, t. CXXI, 1956.] — *A. L. E. Verheyden*. Une correspondance inédite adressée par des familles protestantes des Pays-Bas à leurs coreligionnaires d'Angleterre (11 novembre 1569-25 février 1570). (Lettres privées provenant de localités situées aujourd'hui de part et d'autre de la frontière franco-belge.) [*Ibid.*, t. CXX, 1955.]

*W. G. Hoskins*. English Provincial Towns in the early sixteenth century. [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, t. VI, 1956.] — *G. R. Elton*. The Political Creed of Thomas Cromwell. (Ministre de Henri VIII.) [*Ibid.*] — *Maurice Lee*. The fall of the regent Morton : a problem in satellite diplomacy. [*J. of mod. hist.*, juin 1956.] — *J. D. Gould*. The Crisis in the Export Trade, 1586-1587. [*E. H. R.*, avril 1956.] — *M. Bouteiller*. Contribution des Normands des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles à la connaissance des Indiens d'Amérique. [*A. de Norm.*, 1956, n<sup>o</sup> 2.]

*J. Blum*. Prices in Russia in the Sixteenth Century. [*J. of Econ. Hist.*, juin 1956.] — *Peter Rakoš*. Les révoltes des mineurs de Slovaquie en 1525-1526 et l'idéologie de la réforme protestante. (En slovaque.) [*Československý Časopis Hist.*, II, 1954, 3.] — *František Kavka*. Contribution à l'histoire des origines de l'État multinational des Habsbourg en 1526. [*Ibid.*] — *Voisé*. Les idées politiques et sociales de Frycz Modrzewski. [*Czasopismo prawno-hist.*, 1952.] — *Szczotka*. Les affranchissements de serfs dans le palatinat de Cracovie, 1572-1794. [*Ibid.*, 1951.] — *Cieślak*. Les revendications de la plèbe de Dantzig en 1525. [*Ibid.*, 1954, I.] — *Topolski*. Deux traités polonais d'économie rurale (1588 et 1616). [*R. D. S. G.*, 1952.] — *Śreniowski*. Le rendement des grains en Pologne (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles). [*Ibid.*] — *P. Skawarczynski*. Les tractations autour de l'élection d'Henri de Valois comme roi de Pologne (1573). [*R. int. d'hist. pol. et const.*, juillet-décembre 1955.] — *J. Moreau-Reibel*. Un tournant de la pensée politique en Pologne (xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècles). [*Ibid.*]

*J. Chadelat*. L'élaboration de l'ordonnance de la Marine d'août 1681. (Les auteurs de « la plus célèbre des lois de l'Ancien Régime » sont surtout Colbert et, avec lui, d'Herbigny, Le Voyer de Boutigny et Bonaventure Fourcroy.) [*R. H. D. F. E.*, 1954, n<sup>o</sup> 1 et 2.] — *Antonio Dominguez Ortiz*. El Suplicio de Don Juan de Benavides. Un episodio de la historia sevillana. (Amiral de la flotte, accusé de trahison en 1628 et exécuté en 1634 à Séville.) [*Archivo hispalense*, n<sup>o</sup> 76, 1956.] — *Gaetano Cozzi*. Traiano Boccalini, il Cardinale Borghese e la Spagna, secondo le riferte di un confidente degli Inquisitori di Stato. [*R. st. it.*, 1956, n<sup>o</sup> 2.] — *Luigi Dal Pane*. Orientamento e problemi della storia dell'agricoltura italiana del seicento e del settecento. [*Ibid.*] — *F. L. Carsten*. Was There an Economic Decline in Germany before the Thirty Year's War? [*E. H. R.*, avril 1956.] — *E. M. Lerner*. Investment Uncertainty during the Civil War. A Note on the McCormick Brothers. [*J. of Econ. Hist.*, mars 1956.]

*N. Mackenzie*. Sir Thomas Herbert of Tintern : a Parliamentary « Royalist ». [*Bull. Inst. Hist. Research*, mai 1956.] — *George L. Cherry*. The role of the Convention Parliament (1688-1689) in Parliamentary supremacy. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1956.] — *Harold Hulme*. The winning of freedom of speech by the House of Commons. [*A. H. R.*, juillet 1956.] — *F. J. Routledge*. Charles II and the Cardinal de Retz. [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, t. VI, 1956.] — *Clayton Roberts*. The Growth of ministerial responsibility to Parliament in later Stuart England. [*J. of mod. hist.*, septembre 1956.] — *G. A. Lindeboom*. De

kijk van Busken Huet op Boerhave. (Critique de quelques opinions exprimées par un historien du XIX<sup>e</sup> siècle sur le grand médecin hollandais des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.) [*Ts. v. Gdnis*, 1955, 2.] — *M. G. de Boer*. Van de oevers van de Thunersee naar Sappemeer. (Migration de Baptistes suisses vers les Pays-Bas au XVII<sup>e</sup> siècle.) [*Ibid.*] — *A. Jobert*. L'État polonais, la liberté religieuse et l'Eglise orthodoxe au XVII<sup>e</sup> siècle. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, juillet-décembre 1955.] — *Śreniowski*. Les conceptions politiques et juridiques en Pologne au XVII<sup>e</sup> siècle. [*Czasopismo prawno-hist.*, 1954, II.] — *Matysik*. Schröder, juriste dantzigois au XVII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*, I.] — *Ochmański*. La lutte de la noblesse contre le brigandage dans les régions montagneuses de la Petite-Pologne aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. [*Ibid.*, 1951.] — *Wojtowicz*. La maison Samuel Edwards, grossiste à Toruń (1645-1659). [*R. D. S. G.*, 1952.] — *J. Polišenský*. Bílá Hora a Masaniellovo povstání roku 1647. (La Montagne Blanche et la révolte de Masaniello en 1647; intéressant, rattache à la crise économique de l'Italie au XVII<sup>e</sup> siècle les engagements de mercenaires dans les armées catholiques qui triomphèrent à la Montagne Blanche.) [*Sborník Historický*, III, 1955.] — *Paul Harsin*. La création de la Compagnie d'Occident (1717). Contribution à l'histoire du système de Law. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 1.] — *Jean Villain*. Le rôle de la capitation extraordinaire de 1722. (Après la faillite, les agioteurs furent recherchés et taxés — avec un succès très inégal. La liste de 274 assujettis, répartis dans tout le royaume, porte l'indication de leur profession et de la contribution qui leur fut demandée.) [*R. H. D. F. E.*, 1954, n° 1.] — *G. d'Arvisenet*. L'office de conseiller à la Cour des aides de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle. (Étude des gains et profits de la charge, d'après les mémoires d'un conseiller : gros frais et peu de bénéfices pendant de longues années.) [*Ibid.*, 1955, n° 4.] — *Abbé Plament*. Les mœurs des laïques au diocèse de Sées sous l'épiscopat de Monseigneur d'Aquin (1699-1710). [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-décembre 1955.] — *A. Manevy*. Les États de Bourgogne et la nomination des maires. Les édits municipaux de 1764-1765. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1956.] — *P.-J. Charliat*. L'économie maritime de la France sous le règne de Louis XV. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 2.] — *Commandant L. Denoir*. La Compagnie des Indes au XVIII<sup>e</sup> siècle; ses activités diverses. [*Ibid.*] — *B. Foury*. Maudave et la colonisation de Madagascar (II). [*R. d'hist. des col.*, 1956, n° 1.]

*Fernand Potvin*, S. J. Saint Antoine Daniel, martyr canadien (suite). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1956.] — *Rosario Bilodeau*. Liberté économique et politique des Canadiens sous le régime français. [*Ibid.*] — *André Vachon*. Inventaire critique des notaires royaux des gouvernements de Québec, Montréal et Trois-Rivières (1663-1764) (suite). [*Ibid.*] — *Pierre Massé*. Destinées acadiennes. [*Ibid.*] — *R. Walcott*. The East India Interest in the General Election of 1700-1701. [*E. H. R.*, avril 1956.] — *R. A. C. Parker*. Direct Taxation on the Coke Estates in the Eighteenth century. [*Ibid.*] — *I. R. Christie*. Private Patronage versus Government Influence : John Buller and the Contest for control of Parliamentary Elections at Saltash, 1780-1790. [*Ibid.*] — *Id.* The Political Allegiance of John Robinson, 1770-1784. [*Bull. Inst. Hist. Research*, mai 1956.] — *M. S. Anderson*. Great Britain and the Barbare States in the Eighteenth Century. [*Ibid.*] — *F. E. Rudé*. The Gordon Riots : a study of the rioters and their victims. (Émeute antipapiste à Londres en 1780.) [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, t. VI, 1956.] — *George Rudé*. I « Tumulti di Gordon » (1780). [*Mov. operaio*, novembre-décembre 1955.] — *George R. Mellor*. Emigration from the British Isles

to the New World. 1765-1795. [*History*, février et juin 1955.] — *J. H. Parry*. Eliphalet Fitch, a Yankee trader in Jamaica during the war of Independence. [*Ibid.*] — *John G. Gazley*. The Reverend Arthur Young, 1769-1827 : Traveller in Russia and Farmer in the Crimea. (Fils du célèbre agronome.) [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1956.]

*Gay Frégault*. L'empire britannique et la conquête du Canada (1700-1713). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1956.] — *Marcel Trudel*. Les Récollets sous le régime militaire. [*Ibid.*] — *Roger Massis*. Les gens de couleur en Bigorre au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*] — *H. Hale Bellott*. The Leighs in South Carolina (1711-1781). [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, t. VI, 1956.] — *Johanna M. Menzel*. The sinophilism of J. H. G. Justi. (Philosophe allemand du XVIII<sup>e</sup> siècle.) [*J. of the hist. of ideas*, juin 1956.]

*P. Harsin*. Velbruck d'après sa correspondance. (Prince-évêque de Liège en 1772-1784.) [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1956, n° 2.] — *M. De Jong*. Hollandse reacties op de verwoesting van Lissabon in 1755. [*Ts. v. Gdnis*, 1955, 2.] — *F. L. Carsten*. Prussian despotism at its height. [*History*, février et juin 1955.] — *Royal J. Schmidt*. Cultural nationalism in Herder. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1956.] — *M. Langrod-Vaughan*. Le mariage polonais de Louis XV. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, juillet-décembre 1955.] — *G. D. Morawski*. Le prince Adam Czartoryski, la liberté des nations et l'unité européenne. [*Ibid.*] — *Radwanski et Wąsicki*. Les réformes du droit civil polonais au Siècle des Lumières. [*Czasopismo prawno-hist.*, 1952.] — *Reder*. Les nonces de Lublin aux Diètes de Pologne. [*Ibid.*, 1954, II.] — *Radwanski et Wąsicki*. L'introduction du Landrecht prussien dans les provinces polonaises. [*Ibid.*, I.] — *Grodek*. La maison de commerce Malherbe et Péliçon à Varsovie (1723-1727). [*R. D. S. G.*, 1950.] — *Fierich*. L'agriculture en Galicie d'après le cadastre de Joseph II. [*Ibid.*] — *Luczak*. L'organisation technique des industries alimentaires à Poznań au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*] — *Bieniarzowa*. Les troubles agraires de Mogiła (Petite-Pologne) en 1781. [*Ibid.*, 1952.] — *Luczak*. Une ordonnance municipale contre les grèves à Poznań en 1785. [*Ibid.*, 1951.] — *Bartel*. Les contrôleurs des campagnes, magistrature insurrectionnelle de 1794. [*Czasopismo prawno-hist.*, 1954, II.] — *Malinowska*. Le droit de correction envers les serfs et domestiques d'après le code prussien de 1794. [*Ibid.*, 1953.]

#### V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

*Jean Bourdon*. Points de vue nouveaux sur la Révolution française. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.] — *R.-C. Cobb*. Une émeute de la faim dans la banlieue rouennaise. Les journées des 13, 14 et 15 germinal an III à Sotteville-lès-Rouen. [*A. de Norm.*, 1956, n° 2.] — *Jack Berte-Langereau*. L'Espagne et le royaume d'Étrurie. (Donné par Napoléon au prince Louis, fils du duc de Parme et gendre des souverains espagnols, en 1801.) [*Hispania*, t. XV, n° 60, 1955.] — *Edmond Franjou*. Barnabé : la carrière d'un obscur opposant à Napoléon. [*A. de Bourg.*, janvier-mars 1956.] — *D. Ligou*. La fortune d'un grand colonial retraité (1792). [*A. du Midi*, janvier 1956.] — *Willame*. Les relations financières et économiques polono-prussiennes (1807-1813). [*Rocz. Hist.*, XIX, 1952.] — *Margaret Kinard Latimer*. South Carolina. A protagonist of the war of 1812. [*A. H. R.*, juillet 1956.] — *J. Bourdon et Fr. Hodée*. Les biens étrangers des majorats napoléoniens. (En 1814, les souverains, anciens ou nouveaux, des pays annexés à l'Empire ou en dépen-



dant reprirent les biens domaniaux que Napoléon s'était réservés. Le ministère français des Finances avisa les titulaires de dotations en pays étrangers qui n'avaient pas touché intégralement les arrérages qui leur revenaient avant 1814. [*R. H. D. F. E.*, 1955, n° 1.]

*J. Vidalenc.* Observations sur la population de l'Eure au XIX<sup>e</sup> siècle. [*A. de Norm.*, 1956, n° 2.] — *Octave Festy.* Les conquêtes agricoles en France de 1800 à 1815. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 1.] — *J. Verrier, S. M.* Sur les traces de la Congrégation à Bordeaux sous les Cent-Jours. [*R. d'hist. de l'Egl. de Fr.*, juillet-décembre 1955.] — *René Warlomont.* Le gouvernement de Louis XVIII et les conséquences des traités de 1814 sur la nationalité et la représentation. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, avril-juin 1956.] — *Hans Kohn.* France between Britain and Germany. (Première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.) [*J. of the hist. of ideas*, juin 1956.] — *Walter M. Simon.* Saint-Simon and the ideas of progress. [*Ibid.*] — *F. Riet.* American Technique and Steam Navigation on the Saône and the Rhône, 1827-1850. [*J. of Econ. Hist.*, mars 1956.] — *R. Bories.* Filippo Buonarroti nei ricordi di un democratico francese. [*Mov. operaio*, novembre-décembre 1956.] — *Marcel Émerit.* Le fouriériste Toussenel, fonctionnaire du roi. [*R. de la Médit.*, mai-juin 1956.]

*Antonello Scibilia.* Il Risorgimento in Sicilia : Stato degli studi e prospettive. [*Mov. operaio*, novembre-décembre 1955.] — *R. Warlomont.* Les influences belge et française sur le Code civil néerlandais de 1838. (Le Code néerlandais a greffé sur le Code Napoléon des concepts autochtones ; il a ajouté plus qu'il ne s'est opposé.) [*R. H. D. E. F.*, 1955, n° 4.] — *A. M. De Jong.* Melbourne. (Étude sur l'homme d'État.) [*Ts. v. Gdnis*, 1955, 3.] — *W. H. G. Armytage.* Manea Fen : An Experiment in Agrarian Communitarianism, 1838-1841. (Pas de disciples d'Owen près de Wisbach.) [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1956.] — *George D. Bearce Jr.* Lord William Bentinck, the application of liberalism to India. [*J. of mod. hist.*, septembre 1956.] — *Frank Freidel.* Francis Lieber : Transmitter of European Ideas to America. (Berlinois libéral, émigré aux États-Unis en 1827, économiste.) [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1956.] — *John T. Creteau.* La Farmer's bank of Rustics. Une des premières banques du peuple. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1956.]

*J.-H. Pirenne.* Les tentatives russes en vue d'obtenir l'adhésion des États-Unis à la Sainte-Alliance d'après quelques documents connus, 1816-1820. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1956, n° 2.] — *Michel Fridieff.* L'empire russe vu par les hommes de la Restauration. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, avril-juin 1956.] — *Pazdur.* L'accensement des domaines de l'État dans le district minier oriental du royaume de Pologne (1816-1857). [*R. D. S. G.*, 1950.] — *Wachholz.* La réforme agraire dans la république de Cracovie. [*Czasopismo prawno-hist.*, 1954, II.] — *Mencel.* Les sommes de Bayonne (créance française sur le duché de Varsovie). [*Rocz. H.*, XIX, 1952.] — *Jaroslav Purš.* L'emploi des machines à vapeur dans l'industrie des pays tchèques jusqu'à la naissance de l'impérialisme. (Entendre du début du XIX<sup>e</sup> siècle à 1890 ; très intéressant.) [*Československý Časopis Hist.*, II, 1954, 3 ; III, 1955, 2 et 3.]

*Jean Ridel.* Lacordaire et Madame Swetchine. Essai de psychologie. [*A. de Bourg.*, janvier-mars et avril-juin 1956.] — *A. Dulière.* Un Namurois au congrès d'Auxerre en 1858. [*Ibid.*, janvier-mars 1956.] — *Pierre Guiral.* Marseille et la navigation à vapeur vers l'Amérique latine de 1840 à 1870. [*R. d'hist. écon. et*

soc., 1956, n° 2.] — Contre-amiral *P. Rouyer*. Le naufrage de la *Sémillante*. (En 1855.) [*Ibid.*] — *Marcelle Mourgues*. MÉRIMÉE à Cannes. [*Proc. hist.*, juillet-septembre 1956.] — *Maurice Agulhon*. Le baron Haussmann, préfet du Vär (1849-1850), d'après ses mémoires. [*Ibid.*, avril-juin 1956.] — *Joseph Barbier*. Les sources de la biographie des Baillaud. [*A. de l'Est*, 1956, n° 2.] — *Nicola Badaloni*. Le prime vicende del socialismo a Pisa (1873-1883). [*Mov. operaio*, novembre-décembre 1955.] — *Eduard Vischer*. Barthold Georg Niebuhr und die Schweiz. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 1.] — *Arthur R. Hogue*. A unpublished Mazzini letter (août 1952). [*J. of mod. hist.*, septembre 1956.]

*St. Bobr-Tylingo*. Napoléon III et le problème polonais, 1830-1859. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, juillet-décembre 1955.] — *Z. Markiewicz*. Balzac, polonophile ou admirateur du tsar? [*Ibid.*] — *Strumiński*. Conseils municipaux et Conseils de district dans le royaume de Pologne (1861-1863). [*Czasopismo prawno-hist.*, 1952.] — *Jakóbczyk*. L'application de la réforme agraire prussienne en Grande-Pologne. [*Rocz. H.*, XX, 1955.]

*G. F. G. Stanley*. Le journal d'un militaire au Nord-Ouest canadien (en 1885). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, 1956, n° 1-2.] — *C. Hoffmann*. The Depression of the Nineties. (Aux États-Unis.) [*J. of Econ. Hist.*, juin 1956.] — *F. E. Hyde*. The Expansion of Liverpool's Carrying Trade with the Far East and Australia, 1860-1914. [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, t. VI, 1956.] — *Marguerite J. Fisher*. José Rizal, asian apostle of social equalitarianism. [*J. of mod. hist.*, septembre 1956.] — *T. C. Smith*. Landlord and Rural Capitalists in the Modernization of Japan. [*J. of Econ. Hist.*, juin 1956.] — *F. Siebert*. Adua, eine Wende italienischer und europäischer Politik. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 181, Heft 3, juin 1956.] — *Martin B. Winckler*. Die Zielsetzung in Bismarcks Nordschleswigpolitik und die Schleswigsche Grenzfrage. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 1.] — *A. Vandeplas*. Quelques mesures de précaution de Léopold II en 1883. [*R. d'hist. des col.*, 1956, n° 1.] — *Fritz T. Epstein*. Ost-Mitteleuropa als Spannungsfeld zwischen Ost und West um die Jahrhundertwende bis zum Ende der Ersten Weltkriege. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 1.] — *O. Kododová*. La question des nationalités en 1905-1907. [*Ceskoslovensky Časopis Hist.*, III, 1955, 2.]

## VI. DEPUIS 1914

*F. Hartung*. Zur Geschichte der Weimarer Republik. (A propos de l'ouvrage de *Erich Eyck*.) [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 181, Heft 3, juin 1956.] — *Erich Matthias*. Der Untergang der alten Sozialdemokratie, 1933. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, juillet 1956.] — *Id.* Die Sitzung der Reichstagsfraktion des Zentrums am 23 März 1933. [*Ibid.*] — *D. C. Watt*. The anglo-german agreement of 1935 : an interim judgment. [*J. of mod. hist.*, juin 1956.] — *H. von Rimscha*. Zur Gleichschaltung der deutschen Volksgruppen durch das Dritte Reich. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 182, Heft 1, août 1956.] — *Hans Buchheim*. Ein NS-Funktionär zum Niemöller-Progress. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, juillet 1956.] — *Karl D. Paetel*. Zum Problem einer deutschen Exilregierung. (Le Council for a democratic Germany en 1944.) [*Ibid.*] — *Morand Higelin*. La rentrée de l'Allemagne parmi les grandes puissances (I). [*R. de Déf. nat.*, juillet 1956.] — *Fritz Erler*. La politique extérieure de la République fédérale. [*Pol. étr.*, juillet-août 1956.] — *Maxime Mourin*. Le Saint-Siège et la Sarre. [*Ibid.*]

**Emiliano P. Noether.** Italy reviews its fascist past : a bibliographical essay. [A. H. R., juillet 1956.] — **Alexis Volkenstein.** Problèmes du syndicalisme britannique : les grèves non officielles chez les dockers. [R. fr. de Sc. pol., avril-juin 1956.] — **Henry R. Winkler.** The emergence of a labor foreign policy in Great Britain 1918-1929. [J. of mod. hist., septembre 1956.] — **Robert Rumilly.** L'affaire des écoles juives (1928-1931). [R. d'hist. de l'Am. fr., 1956, n° 1-2.] — **John A. De Nosa.** The movement for an aggressive american oil policy abroad, 1918-1920. [A. H. R., juillet 1956.] — **Sidney Kaplan.** Effects of World War I on some liberals. (Américains.) [J. of the hist. of ideas, juin 1956.]

**George F. Kennan.** The Sisson documents. (Sur l'aide donnée par les Allemands en 1918 aux Bolchevistes ; l'auteur prouve qu'il s'agit de faux.) [J. of mod. hist., juin 1956.] — **André Armengaud.** Les progrès de l'industrialisation en U. R. S. S. [Pol. étr., juillet-août 1956.] — **B. Carantino et C. Zarnekau.** Le 20<sup>e</sup> Congrès du parti communiste de l'U. R. S. S. [Ibid.] — **Colonel Chabanier.** L'hégémonie soviétique en Baltique. [R. de Déf. nat., juillet 1956.] — **Jacques Kayser.** La presse de province et la déstalinisation. [Pol. étr., juillet-août 1956.] — **V. Pesa.** La paysannerie de Moravie et de Silésie dans la grève générale de décembre 1920. [Československý Časopis Hist., III, 1955, 3.] — **M. Houštěký.** Le plan d'union douanière austro-allemande de 1931 et l'attitude de la Tchécoslovaquie. [Ibid., IV, 1956, 1.] — **A. Ort.** Le projet de pacte danubien (1935). [Ibid., III, 1955, 4.] — **J. Stanek.** Le Vatican, allié des populistes slovaques (parti de Hlinka) et du prétendu État slovaque. (Polémique, mais des informations intéressantes.) [Ibid., 1.] — **Marcel Prélot.** La Pologne, république parlementaire (1919-1930). [R. int. d'hist. pol. et const., juillet-décembre 1955.] — **Gąsiorowska.** Les mineurs du royaume de Pologne sous l'occupation allemande (1915-1918). [R. D. S. G., 1952.] — **Rybicki.** Les conseils de délégués ouvriers et paysans en Pologne (1918-1919). [Czasopismo prawnno-hist., 1954, II.] — **Ryszka.** Les privilèges du capitalisme étranger en Pologne (1919-1939). [Ibid., I.] — **Elizabeth Valkenier.** The catholic Church in Communist Poland, 1945-1955. [R. of politics, juillet 1956.] — **La Yougoslavie contemporaine :** état des travaux. [R. fr. de Sc. pol., avril-juin 1956.]

**Eddy Bauer.** Le deuxième conflit vu d'Italie. [R. de Déf. nat., août-septembre 1956.] — **Alexander Freiherr von Neubronn.** Als « deutscher General » bei Petain. [Vierteljahrshefte für Zeitgesch., juillet 1956.] — **Capitaine de frégate Berthelot.** L'abordage du *Provana* (sous-marin italien) par la *Curieuse* le 16 juin 1940. [R. marit., juillet 1956.] — **Capitaine de corvette Balligand.** La lutte désespérée des sous-marins japonais pendant la deuxième guerre mondiale. [Ibid.] — **J.-H. Reinicke.** Le franchissement du Pas-de-Calais vu du côté allemand. (Par le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*, en février 1942.) [Ibid., août 1956.] — **Contre-amiral Lepotier.** La guerre des isthmes dans la bataille d'Afrique. [R. de Déf. nat., octobre 1956.] — **Chef de bataillon Calmon.** L'assaut amphibie d'Omaha-Beach, 6 juin 1944. [R. marit., octobre 1956.]

**Raymond Fusilier.** Survol des régimes électoraux contemporains. [R. int. d'hist. pol. et const., janvier-mars 1956.] — **Pierre Renaud.** Bilan de deux années d'appels d'offres internationaux. [Pol. étr., juillet-août 1956.] — **Kay Heckscher.** Guerre psychologique et défense du moral. L'organisation préventive suédoise. [R. int. d'hist. pol. et const., avril-juin 1956.] — **Émile Giraud.** La Quatrième République. L'expérience de dix années. [Ibid., janvier-mars 1956.] — **Marcel Merle.** Les élections législatives partielles sous la deuxième législature de la Quatrième Répu-

blique. [*Ibid.*] — François Goguel et collab. L'aménagement du territoire : problèmes politiques et administratifs. [*R. fr. de Sc. pol.*, avril-juin 1956.] — Jean Touchard. De l'affaire Lecœur à l'affaire Hervé. [*Ibid.*] — Jacques Vernant. Politique et diplomatie : la France et les pays arabes. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1956.] — George R. Manne. La leçon de Suez. [*Ibid.*, octobre 1956.] — Pierre Chateauneuf. L'opinion américaine et anglaise devant la crise de Suez. [*Ibid.*] — Jacques Soustelle. La rébellion algérienne dans le cadre du panarabisme. [*Ibid.*, juillet 1956.] — François Luchaire. L'Union française et l'Islam. [*Ibid.*] — Yves-G. Brissonnière. La notion d'interdépendance. [*Ibid.*] — Capitaine André Souyris. Le mécanisme de la révolution tunisienne (1939-1954). [*Ibid.*, octobre 1956.] — Léon Pignon. La politique des puissances européennes au sud du Sahara. [*Ibid.*, juillet et août-septembre 1956.] — Roger Lévy. La plus grande Chine. III : Les réformes ; IV : La politique extérieure. [*Ibid.*] — Paul Devinat. Un renouveau franco-vietnamien est-il possible? [*Pol. étr.*, juillet-août 1956.] — Pierre Meile. Les élections de Ceylan. [*R. fr. de Sc. pol.*, avril-juin 1956.]

## VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

Paul Chalus. Histoire des religions et psychologie. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.] — M<sup>me</sup> M.-Th. Barrelet. Les déesses armées et ailées. [*Syria*, 1955, fasc. 3-4.] — C. J. Bleeker. Das sakrale Königtum. [*Saeculum*, 1956, n° 2.] — J.-P. Roux. Tangri. Essai sur le ciel-dieu des peuples altaïques. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars et avril-juin 1956.] — E. Lot-Falck. A propos d'Ätügen, déesse mongole de la terre. [*Ibid.*, avril-juin 1956.] — P. Grelot. Isaïe XIV, 12-15 et son arrière-plan mythologique. [*Ibid.*, janvier-mars 1956.] — D. Paulme. Oracles grecs et devins africains. A propos de l'Oracle de Delphes par M. Delcourt. [*Ibid.*, avril-juin 1956.] — R. P. André Pelletier. Le « voile » du Temple de Jérusalem est-il devenu la « portière » du Temple d'Olympie? (Non.) [*Syria*, 1955, fasc. 3-4.] — W. Deonna. Laus Asini. L'âne, le serpent, l'eau et l'immortalité (I). [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1956, n° 1.] — G. Garitte. Le fragment géorgien de « l'Évangile de Thomas ». [*R. H. E.*, 1956, n° 2-3.] — G. Fransen. La date du Décret de Gratien. [*Ibid.*] — Jacques de Fonténay. Les évêchés suffragants d'Embrun. [*Prov. hist.*, juillet-septembre 1956.] — Ch.-M. de Witte. Les bulles pontificales et l'expansion portugaise au xv<sup>e</sup> siècle (suite). [*R. H. E.*, 1956, n° 2-3.] — T. Dhanis. L'antipélagianisme dans le *De captivitate et redemptione humani generis* de Jean Driedo. [*Ibid.*] — L. Ceyssens. François Mullard « premier député royal antijanséniste à Rome ». [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-décembre 1955.] — André Latreille. Les nonces apostoliques en France et l'Église gallicane sous Innocent XI. [*Ibid.*] — R. Aubert. Monseigneur Dupanloup et le Syllabus (suite). [*R. H. E.*, 1956, n° 2-3.]

## CHRONIQUE

### NÉCROLOGIE

PAUL MANTOUX

Paul Mantoux, qui appartenait depuis plus de trente ans au Comité de direction de la *Revue historique*, a été emporté brusquement le 13 décembre 1956 par une crise cardiaque. Devant sa tombe, au cimetière Montmartre, Pierre Renouvin, Paul Montel, doyen honoraire de la Faculté des Sciences, et William Rappard, ancien recteur de Genève, ont dit avec émotion ce qu'il a été et ce qu'il a fait.

Né en 1877 à Paris, il est élève du collège Rollin, puis du lycée Condorcet, où son maître Darlu voulait faire de lui un philosophe et où André Tardieu a été un de ses condisciples. En 1894, il entre à l'École normale supérieure. En 1896, il consacre son diplôme d'études supérieures aux origines de la monarchie de Juillet (28 juillet-9 août 1830). Un article de la *Revue historique* (mars 1902) sur « Talleyrand en 1830 » provient des recherches entreprises cinq ans plus tôt. Mantoux ne s'occupera plus de la révolution de 1830, qu'il déclare avoir été « tout entière dominée par des intérêts, des passions et des calculs de politique étrangère ».

Il reviendra à la politique étrangère dans un article de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1909-1910 : « Le comité de Salut public et la mission de Genet aux États-Unis. » Cette étude lui donne l'occasion de mettre en lumière la « remarquable modération » des robespierristes à l'égard des États-Unis, modération qui « contraste avec les projets audacieux de la diplomatie girondine et avec l'arrogance brutale du Directoire », une conclusion qui enchantait son camarade Albert Mathiez.

La fréquentation des archives du ministère des Affaires étrangères lui inspire l'idée de sa thèse complémentaire : « Notes sur les comptes rendus des séances du Parlement anglais au XVIII<sup>e</sup> siècle conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères » (Giard et Brière, 1906). Charles Seignobos observait : « L'étude est faite avec une fermeté et une intelligence critique qui indiquent un travailleur expérimenté en possession d'une méthode rigoureuse. »

Un article de l'*American Historical Review* (janvier 1907) donne l'essentiel de ce travail.

Ajoutons que, pour l'histoire de la France, Mantoux a écrit, dans la *Grande Revue* (décembre 1911), sur « Badinguet », un petit chef-d'œuvre de critique consacré aux origines possibles de ce sobriquet historique.

Signalons d'autre part un article de la *Revue de synthèse historique* (1903), « Histoire et sociologie » : la controverse qui s'est engagée au sujet de la méthode entre sociologues et historiens montre moins les différences qui les séparent que les liens de plus en plus étroits qui les unissent. Dans *Athena* (juillet 1911), un article très élogieux est consacré à « la géographie humaine d'après M. Jean Brunhes ».



Agrégé d'histoire et de géographie, Mantoux, après avoir fait une année de service militaire, gagne la Fondation Thiers, puis l'Angleterre où il élabore sa thèse de doctorat : « La révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre » (Société nouvelle de librairie et d'édition).

Comment a-t-il eu l'idée de ce livre ? Sa génération se sentait attirée par l'étude des questions d'ordre économique et social. Jaurès, en 1901, publiait le premier volume de l'*Histoire socialiste*. Vidal de la Blache, dont l'enseignement avait produit une très forte impression, livrait en 1903 le *Tableau géographique de la France*, et, à l'exemple donné par Albert Demangeon en 1905, les géographes procédaient à l'étude scientifique des régions. Les maîtres de l'histoire n'étaient pas alors tournés vers les questions économiques, ni Lavisse, ni Charles Seignobos, de qui Mantoux n'a pas subi l'influence, ni Émile Bourgeois à qui sa thèse sera dédiée. Mais il fréquente Gabriel Monod, Georges Renard et, avec ses camarades Étienne Burnet et Mario Roques, il va rejoindre à Grenelle les ouvriers et les employés du XV<sup>e</sup> arrondissement qui, après de longues journées de travail, passent leurs soirées à l'Université populaire « l'Émancipatrice » fondée par Grunebaum-Ballin ; il a figuré parmi les animateurs de cette Université populaire, qu'Anatole France a inaugurée en 1901. Ce sont aussi les questions sociales qu'il observe en Angleterre et qu'il décrit pour le *Musée social* (septembre 1900), « Le socialisme municipal à Londres » ; pour la *Revue de Paris* (mai 1903), « L'éveil du parti ouvrier en Angleterre ». En collaboration avec Maurice Alfassa, ingénieur civil des mines, il publie en 1903 un volume de 332 pages, *La crise du trade unionisme* (Arthur Rousseau, Bibliothèque du Musée social). Dans ses séjours de Londres, il habite le Passmore Edwards Settlement qui, avec des cours du soir, est une sorte d'université populaire, et il participe à ses activités. En 1907, il collaborera à un petit volume, *Le socialisme à l'œuvre* (Cornély), avec Aimé Berthod, G. Fréville, Ad. Landry, Georges Renard, François Simiand.

Mantoux, dont la carrière sera presque déterminée par une connaissance admirable de l'anglais, n'était pas un angliciste. Ses diplômes n'avaient rien à voir avec la langue anglaise. Mais son père, un industriel, parlait très bien l'anglais ; il avait rêvé d'être marin, et cette lubie d'enfant lui avait fait aimer et pratiquer la langue anglaise. Avant l'École normale, Paul Mantoux avait fait un voyage en Angleterre, et il y passera plus d'un an pour sa thèse.

Soutenue en 1906, cette thèse, qui expose la constitution du capitalisme dans sa forme anglaise, représente l'un des maîtres ouvrages de l'histoire économique et sociale de notre temps. Dans cette puissante synthèse, où sont abordées les questions les plus diverses : technique industrielle, affaires agricoles, problèmes de matières premières..., les investigations portent sur l'Angleterre du centre et du nord, de 1760 au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et laissent de côté les doctrines économiques. « Dans ces limites mêmes, le champ qui s'ouvrait devant nous était encore très étendu. Nous avons cherché à en donner une vue d'ensemble plutôt que de reprendre sur tel ou tel point particulier l'étude du détail commencée depuis longtemps en Angleterre. Celle-ci sans doute est très imparfaite. Nous croyons qu'on ne pourra la recommencer utilement qu'après en avoir tiré les quelques notions générales indispensables pour orienter de nouvelles recherches. Et, comme la révolution industrielle en Angleterre a été la préface de la révolution industrielle dans le monde entier, ces notions générales pourront servir en même temps à tous

ceux qui, en divers pays et notamment en France, auront l'ambition de collaborer à l'histoire de cette grande transformation. »

Faisant œuvre de pionnier, l'auteur abordait un terrain à peine exploré; il était à la fois un initiateur et un guide. Citons Gabriel Monod : « Dans son admirable ouvrage, M. Mantoux a étudié, avec une érudition prodigieuse et une hauteur de vues qui domine avec sérénité ce sujet immense et compliqué, la grande révolution du machinisme qui a imposé à l'Angleterre la transformation radicale de son système électoral, de son système commercial, de son organisation sociale et même de sa politique, extérieure aussi bien qu'intérieure. »

En 1928, Mantoux procédera, pour une édition anglaise qui a déjà été suivie de six rééditions, à une mise à jour de la synthèse tentée vingt-deux ans plus tôt, et il se servira des connaissances acquises depuis 1906. Dans les pays anglo-saxons, son ouvrage est considéré comme classique. « Classique, c'est bien là l'épithète qui convient au grand ouvrage du professeur Mantoux, écrivait Sir John Marriott dans le *Sunday Times* en 1928. C'est un classique, c'est un monument... Une profonde érudition et un art bien français d'exposition : réunis, de tels dons sont irrésistibles. » De même, l'*Observer*, proclamant la dette des Anglais envers Mantoux, louait sa faculté d'imagination équilibrée, son jugement à la fois ardent et circonspect, et qualifiait ce travail : « Une œuvre d'art pleine de vie, admirable par la maîtrise du sujet, la couleur, la perspective. »

Dans les années qui suivent sa soutenance de thèse, Mantoux continue de s'intéresser aux choses anglaises. En 1909, il réunit en un volume de 284 pages, *À travers l'Angleterre contemporaine* (Félix Alcan), une série d'articles qu'il avait donnés à la *Revue de Paris*, aux *Pages libres*, à la *Revue de synthèse historique*... Dans la préface, Gabriel Monod écrit : « Ces études anglaises analysent avec une force et une précision singulières quelques-uns des traits essentiels de la physiologie de l'Angleterre contemporaine. » Louant « une peinture puissante de couleur et de vie, une analyse très pénétrante de l'impérialisme anglais », il « éprouve une confiance absolue en un témoin que n'influencent ni ses opinions personnelles ni ses sympathies pour les hommes, les partis ou les idées. »

Devenu, parmi les historiens français, le spécialiste des questions anglaises, Mantoux est invité en 1912 par Ernest Lavisse à occuper une chaire qui vient d'être créée à l'Université de Londres pour l'étude de l'histoire et des institutions de la France moderne. Jusqu'alors il avait fait un cours à l'École des Hautes Études. Il avait suppléé à l'école Turgot, puis au Collège Chaptal, son ami Paul Léon, devenu chef de cabinet du sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts Dujardin-Beaumetz. Rue de la Sorbonne, il était secrétaire de l'École des Hautes Études Sociales, à laquelle s'intéressait particulièrement Alfred Croiset, et il fréquentait la « boutique » de Charles Péguy, où a été imprimée sa thèse.

En 1913, il s'installe à Londres avec sa famille. Il s'était marié deux ans plus tôt. Sa femme, compagne dévouée qui l'a soutenu vaillamment dans des heures tragiques, lui donnera trois fils, dont l'aîné, Étienne, commencera une brillante carrière d'historien, avec un livre, malheureusement posthume, qui perpétue sa mémoire : *La Paix Calomniée, ou les Conséquences Économiques de M. Keynes*.

Mobilisé en août 1914, Mantoux est bientôt interprète auprès d'une division britannique dans les Flandres. Grièvement blessé près d'Ypres dans un accident de cheval en mars 1915, il se trouve encore en convalescence quand Albert Thomas, promu sous-secrétaire d'État aux Armements, lui demande de se rendre à Londres

pour voir comment Lloyd George, devenu ministre des Munitions, organise son nouveau ministère, et pour préparer une réunion franco-britannique. Quoique ayant précédé Thomas de cinq promotions à l'École normale, Mantoux le connaissait bien : c'est à la bibliothèque de l'École qu'ils s'étaient souvent rencontrés. La mission dont il fut chargé alors ne devait durer que quelques semaines ; elle se prolongea autant que la guerre. Il adressa à « l'Armement » des volumes de rapports sur la mobilisation industrielle de l'Angleterre, les nouvelles mesures sociales, l'attitude des trade-unions, la conscription. En même temps, il devint l'interprète des conférences gouvernementales franco-britanniques, puis interalliées, et enfin du Conseil des Quatre à la Conférence de la Paix.

Non seulement il s'acquittait brillamment de sa fonction d'interprète ; mais, par sa discrétion, par son tact, par sa gentillesse, il gagnait l'amitié des hauts personnages qui étaient ses clients ; ses qualités de secrétaire et sa culture faisaient leur admiration. Officier de la Légion d'honneur, il sera compagnon de l'Ordre du Bain, et, quand la création de la Société des Nations est décidée, il doit en devenir le secrétaire général adjoint. Mais Mantoux, la modestie même, consent à laisser à un autre cette prestigieuse fonction. Pour y être appelé comme on le lui a promis, l'interprète des Quatre n'aurait qu'un mot à dire à Clemenceau et à Tardieu, qui le tiennent en très haute estime. Sans récriminer, il se contente du poste de directeur de la section politique. Pour l'histoire en action, c'est là un observatoire incomparable. A la fois réaliste et idéaliste, le directeur unit l'impartialité clairvoyante et l'humaine équité pour analyser les relations entre États dans le passé comme dans le présent. A l'âge héroïque de la grande tentative faite pour organiser la paix, il n'a rien d'un bureaucrate ni d'un intrigant ; dénué de toute ambition personnelle, il ne se met pas en avant, et en 1927, à l'expiration de son mandat directorial, il ne s'efforce pas d'en amener le renouvellement.

C'est alors qu'il est fait appel à lui pour fonder à Genève l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales. D'abord seul directeur, il partage ensuite pendant vingt-quatre ans cette fonction avec William Rappard, professeur à l'Université de Genève, qui avait été son collègue de la Société des Nations comme directeur de la section des Mandats.

Mantoux ne se range pas dans les limites étroites d'une spécialité. Il s'intéresse aux grands problèmes non seulement politiques, mais économiques. Comme professeur de Géographie commerciale et industrielle au Conservatoire national des Arts et Métiers, il succède en 1933 à Henri Hauser et, jusqu'aux lois « d'aryanisation » de 1940, il expose à un auditoire attentif ce qui compte tant : les matières premières, les ressources humaines. En septembre 1939, il a été appelé à diriger la section britannique au ministère de l'Information. La seconde guerre mondiale lui réserve les plus douloureuses épreuves : des parents déportés, son foyer de Paris abandonné, il est frappé par une catastrophe. Alors que ses trois fils combattent dans les Forces Françaises Libres, l'aîné, Étienne, est tué en Allemagne au lendemain même de la libération.

Docteur *honoris causa* de l'Université de Genève, Mantoux reste jusqu'en 1951 à l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales. Son action sur les étudiants a été considérable. On l'a heureusement défini : un international d'esprit français, représentant ce qu'il y a de mieux dans les termes « international » et « esprit français ». Très divers, jamais superficiel, il lisait beaucoup. Lui-même a écrit : « Whoever wishes to retain the confidence of students must regard himself

as a student all his life. » Comme l'a observé William Rappard : « Si Mantoux avait consacré à ses propres publications ne fût-ce qu'une petite partie du temps que depuis tant d'années il persiste à prodiguer aux autres, sa bibliographie serait sensiblement plus longue, mais celle de beaucoup d'autres serait sensiblement plus brève. Il est un altruisme universitaire qui s'épuise au profit des autres. C'est le fait des maîtres qui, au mépris de leurs aises et aux dépens même de leurs propres recherches, savent susciter chez les jeunes esprits des vocations scientifiques. »

D'ailleurs, Mantoux a prononcé de très belles conférences, dont certaines ont été publiées : dans le *Journal of the British Institute of International Affairs* (janvier 1926), « On the Procedure of the Council of the League of Nations for the Settlement of Disputes » ; dans la *Nouvelle école de la paix* (1932), « Où en est la Conférence du Désarmement ? ». En 1938, un article, écrit « pour servir à l'histoire des défaillances de la Société des Nations », figure dans un volume, *La Crise mondiale*, que fait paraître l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales : « L'affaire de Vilna de 1920-1921. » Ailleurs, servi par la vivacité de ses souvenirs, Mantoux évoque l'attachante personnalité de Masaryk, l'atmosphère de la Conférence de la Paix, et, encore en juin 1956, le président Wilson au Conseil des Quatre. Malheureusement ses autres conférences n'ont pas été publiées.

C'est seulement en 1955 qu'ont été éditées les *Notes de l'officier-interprète Paul Mantoux. Les délibérations du Conseil des Quatre, 24 mars-28 juin 1919* (Centre national de la Recherche scientifique). La *Revue historique* dira l'importance de ces deux volumes de 522 et de 580 pages.

En retraçant l'œuvre de Mantoux, n'oublions pas enfin de rappeler la part qu'il a prise à l'établissement de la grande collection française de documents diplomatiques sur les origines de la guerre de 1914, ainsi qu'aux efforts entrepris pour éliminer quelques-unes des divergences les plus choquantes qui apparaissent de pays à pays dans l'enseignement de l'histoire.

Maurice BAUMONT.

#### M. ROGER DOUCET

(1885-1956)

Avec M. R. Doucet disparaît un des meilleurs spécialistes français de l'histoire du xvi<sup>e</sup> siècle. Agrégé d'histoire en 1908, puis pensionnaire de la fondation Thiers, il enseigna au lycée de Tours et devint en 1920 professeur à la Faculté des lettres d'Alger, puis à celle de Lyon (1926) ; il fut nommé Recteur de l'Académie de Besançon (1944) et, enfin, Recteur de celle de Montpellier (1954). En dépit des lourdes tâches administratives que lui imposaient ces deux dernières charges, il ne cessa jamais ses recherches historiques et celles-ci donnent à sa vie de savant une véritable unité.

Sa thèse de doctorat (1922) avait été consacrée à l'*Étude du gouvernement de François I<sup>er</sup> dans ses rapports avec le Parlement de Paris (1515-1525)* ; par la suite, il continua ce travail pour les deux années capitales 1525-1527. Le choix d'un tel sujet se justifie aisément : l'histoire des guerres d'Italie était déjà faite ; en revanche, l'on manquait d'informations précises sur le développement, au xvi<sup>e</sup> siècle, de la monarchie absolue. M. Doucet s'efforça de combler cette lacune et de montrer comment l'effort militaire et l'effort fiscal permirent au roi de renforcer son autorité et de confirmer ainsi une évolution déjà commencée dans le sens de l'écrase-

ment des anciennes conceptions politiques. François I<sup>er</sup> rencontra naturellement l'opposition du Parlement de Paris, qui mit tout en œuvre, durant la première partie du règne, pour contrecarrer la volonté royale en s'opposant à l'enregistrement du concordat de 1516 et en prenant une attitude opposée à celle du Souverain dans les procès de Berquin, du connétable de Bourbon et de Semblançay. La crise de Pavie porta le conflit à son paroxysme ; elle aurait pu être le tombeau de l'absolutisme. Mais la réaction brutale du roi, à son retour, amena la défaite du Parlement. Au vrai, cette victoire du Souverain fut moins celle d'un homme, François I<sup>er</sup>, parfois indécis, parfois coléreux et souvent peu cohérent dans ses desseins, que celle d'un principe de gouvernement défendu par des hommes comme Duprat.

Ce travail considérable sur le règne de François I<sup>er</sup> avait naturellement conduit M. R. Doucet à se familiariser avec les rouages complexes de l'administration française du xvi<sup>e</sup> siècle. La publication, vingt-cinq ans plus tard, d'un ouvrage en deux volumes sur les *Institutions de la France au XVI<sup>e</sup> siècle* se situa donc dans la ligne de ses recherches antérieures. Ce livre fondamental restera comme une contribution précieuse à une meilleure connaissance de l'ancienne France. Des lectures très nombreuses, une profonde intimité avec la vie quotidienne du xvi<sup>e</sup> siècle permirent à M. R. Doucet de rédiger ce manuel de 1.000 pages que tout spécialiste d'histoire moderne doit avoir dans sa bibliothèque. Ce travail d'érudition, qui est cependant clair et facile à lire, est déjà devenu un ouvrage classique.

Étudiant en profondeur les transformations de la France au xvi<sup>e</sup> siècle, M. R. Doucet avait été amené à mesurer la place grandissante que les problèmes financiers prirent dans les soucis de la royauté, à cette époque d'inflation et de grands conflits militaires. Professeur à Lyon, M. Doucet ne manqua pas de se pencher sur le cas de cette ville, qui fut, au temps de la Renaissance, la véritable capitale bancaire de la France : d'où la publication, en 1939, d'un livre consacré aux *Finances municipales et au crédit public à Lyon au XVI<sup>e</sup> siècle*. En 1536, en effet, le gouvernement royal étendit à Lyon le système de crédit public inauguré à Paris en 1522. Par ce système, le roi concédait à une ville des revenus fixes et, en échange, gageait des emprunts sur ces revenus. Ce procédé, moderne par plus d'un côté, permettait de faire appel à un large public de créanciers, au lieu de s'en tenir aux prêts de quelques banquiers. Mais la royauté abusa de l'emprunt et ne put éviter la faillite qui aboutit en 1558-1562 à la liquidation du *Grand parti* de Lyon, début des malheurs de la ville au xvi<sup>e</sup> siècle.

Lyon était alors appelée « la capitale de la Toscane française ». Les marchands banquiers florentins et italiens y étaient, en effet, très nombreux. C'est à eux que M. R. Doucet consacra ses dernières recherches. Déjà, en 1939, il avait publié un excellent article sur *La Banque Capponi à Lyon en 1556* ; il y montrait une intelligence très sûre des registres de banques, si difficiles à utiliser lorsqu'il s'agit du xvi<sup>e</sup> siècle. Dans les années qui précéderent sa mort, M. R. Doucet continua en Italie le travail commencé à Lyon... mais il ne put l'achever. Son dernier livre, *Les Bibliothèques parisiennes au XVI<sup>e</sup> siècle*, n'a paru qu'après sa mort.

Il reste que l'œuvre accomplie est considérable. Derrière elle, on devine un travailleur méthodique et perspicace, une personnalité discrète et modeste, un homme loyal et sincère.

J. DELUMEAU.



## Soutenance de thèses en Sorbonne.

Jacques BOUSSARD, *Le gouvernement d'Henri II Plantagenet* (thèse principale). — *L'Historia pontificum et comitum Engolismensium* (édition critique) (thèse secondaire).

Le 2 juin 1956, à la salle Louis-Liard, M. J. Boussard, conservateur à la bibliothèque de l'Arsenal, présenta et soutint ses thèses pour le doctorat ès lettres devant un jury que présidait M. Ch.-Ed. Perrin, membre de l'Institut. La thèse principale avait pour sujet « le gouvernement d'Henri II Plantagenet », et la thèse complémentaire était l'édition critique de *L'Historia pontificum et comitum Engolismensium*. Comme le veut l'usage, c'est d'abord cette dernière que M. Boussard présente.

M. Boussard commence par indiquer pourquoi il a réédité une nouvelle fois ce texte bien connu des historiens. D'abord, la découverte de nouveaux manuscrits, dont un du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle rendait la réédition indispensable. En outre, il s'est aperçu que *L'Historia* n'était pas sans rapports avec la *Chronique* d'Adémar de Chabannes, et il fallait une fois pour toutes déterminer jusqu'où allaient ces rapports. M. Boussard rappelle qu'Adémar de Chabannes a remanié à plusieurs reprises le texte de sa *Chronique* et qu'à chaque fois il a utilisé différents textes qu'il avait rassemblés. Parmi ces textes, il en est qui ont également servi à l'auteur de *L'Historia*, et M. Boussard les a particulièrement étudiés. Ainsi, les deux ouvrages ne sont pas tributaires l'un de l'autre, comme on le croyait ordinairement, mais ils utilisent deux sources communes, à savoir une chronique angoumoise, qui va jusqu'en 990, et une biographie du comte Guillaume IV. Pour terminer, M. Boussard indique dans quel ordre il a cru bon de classer les différents manuscrits et montre que le schéma bifide qu'il a établi s'imposait dans le cas présent.

M. Fawtier, rapporteur, prend alors la parole et félicite M. Boussard d'avoir choisi pour thèse complémentaire une édition de textes. Il souhaite que celle-ci puisse être imprimée rapidement, car les découvertes que M. Boussard a faites et la présentation qu'il en a donnée justifient grandement cette édition. Mais il aimerait que l'on changeât alors les sigles des manuscrits et préférerait des initiales géographiques à celles que l'éditeur a adoptées. Il examine ensuite certains points de détail et demande quelques explications à M. Boussard.

M. Bossuat, professeur à l'École des Chartes, qui est l'autre rapporteur, félicite également M. Boussard. Il regrette pourtant que l'index de son édition ne soit pas plus complet et ne reflète pas la richesse de la documentation de *L'Historia*. Car ce clerc d'Angoulême a décrit avec précision les lieux de sépulture des évêques, donné des renseignements sur les étapes de construction de la cathédrale, sur le mobilier et la bibliothèque de l'évêque Girard, etc... Il serait souhaitable de mettre tout cela en valeur. Il est d'accord avec M. Boussard sur la façon dont il a classé les différents manuscrits et souhaite lui aussi que cette édition puisse être rapidement imprimée, et même traduite.

Après un court moment d'arrêt, M. Boussard présente sa thèse principale. Selon lui, on ne peut comprendre le gouvernement d'Henri II Plantagenet sans connaître, d'une part, la géographie féodale de l'empire anglo-angevin et, d'autre part, les institutions de cet empire. Il a voulu montrer que, sous Henri II, on était passé d'un État féodal lâche à un État féodal structuré et monarchique, et il a ainsi analysé l'évolution du règne d'Henri II : le roi a d'abord utilisé le système féodal

pour renforcer son pouvoir, puis, après la crise de 1073-1074, il a réorganisé l'empire en créant un État féodal monarchique.

M. Perroy, rapporteur de cette thèse, constate que le travail de M. Boussard montre un esprit mûr, habitué aux travaux historiques. C'était une tâche immense qu'il a menée à bien. Il regrette pourtant un certain déséquilibre : les deux premières parties, qui sont les plus neuves, ne sont en fait que l'introduction de la troisième partie, celle qui a donné le titre à l'ouvrage. Il manque, d'autre part, une conclusion qui aurait dit ce qu'il est resté de l'œuvre d'Henri. M. Perroy n'est pas d'accord avec l'auteur sur certains points relatifs à l'Angleterre et à la Normandie. Ainsi, pour lui, la dispersion des fiefs en Angleterre est antérieure à l'invasion normande et les villes anglaises ne sont pas, comme le dit M. Boussard, plus importantes que celles du continent. De plus, il estime que le tableau des structures sociales, dont il reconnaît l'exactitude en général, n'apporte pas beaucoup de neuf sur ce qu'on savait déjà. En ce qui concerne la Normandie, M. Perroy regrette que l'auteur se soit servi d'une enquête de 1172 pour étudier la situation en 1152. Quant à l'œuvre d'Henri II, elle a été bien étudiée, mais M. Boussard n'a pas mis suffisamment en valeur ce qu'il apportait de nouveau et a ainsi péché par excès de timidité ; son travail est une utile mise au point et celui qui le lira pourra le constater jusque dans les moindres détails.

Le second rapporteur de la thèse principale, M. Renouard, prend la parole et lui aussi félicite M. Boussard. On ne peut que rarement prendre l'érudition de M. Boussard en défaut, assure-t-il. Mais lui aussi estime que les prolégomènes que forment les deux premières parties suffiraient à eux seuls à faire une thèse. Il s'est particulièrement intéressé à ce qui touche les possessions méridionales de l'Angevin. Il aurait aimé qu'une enquête fût faite sur les châteaux, les grandes routes et les villes d'Aquitaine, même si les résultats devaient se révéler négatifs. Il aurait été souhaitable de connaître les itinéraires qu'Henri II empruntait dans ses tournées, les lieux où il s'embarquait, et ceux où il s'arrêtait plus volontiers. Toutes ces remarques n'enlèvent rien à la valeur du travail que M. Boussard a entrepris et bien réalisé.

M. Perrin, président du jury, prend en dernier lieu la parole. Il dit à M. Boussard son accord sur la façon dont le sujet a été conçu et la manière dont il l'a développé. Pour la première fois, l'Empire angevin est étudié comme un tout, alors que les historiens se sont jusqu'ici seulement préoccupés de l'aspect national des problèmes. Mais il déplore que l'importance du sujet, la surabondance de la documentation n'aient pas permis à l'auteur de creuser certains points. Il eût mieux valu étudier uniquement la situation de l'Empire Plantagenet en 1152. M. Perrin fait alors quelques remarques de détail : sur les vassaux angevins et le *vicarius*, sur les droits attachés au fief.

Après une courte délibération, le jury décide de donner la mention « très honorable » aux thèses de M. Boussard.

P. RICHÉ.

**Liste des mémoires présentés en 1956 devant les Facultés des Lettres  
en vue de l'obtention du diplôme d'études supérieures.**

- AIX. — M<sup>lle</sup> RICARD : Recherches sur le servage en Provence. [*Très Bien.*] —  
M<sup>lle</sup> TINTORI : Les ribats au Magreb et en Espagne au Moyen Âge. — M. BOR-  
RICAND : Un registre de la cour royale d'Hyères de 1344 à 1345. [*T. B.*] —

**M<sup>lle</sup> JUGLAS** : Évolution de la structure économique du village de Jonquières au xiv<sup>e</sup> siècle. [T. B.] — **M<sup>lle</sup> CLER** : Un homme d'affaires avignonnais au xv<sup>e</sup> siècle : Alaman de Passis. — **M. GRINDA** : Auguste Grimaldi (1479-1532), évêque de Grasse, abbé de Lérins, seigneur de Monaco. — **M<sup>lle</sup> GALL** : Histoire d'Auriol des origines à 1789. — **M. BARAK** : Le poète Barthélemy et l'opposition libérale sous la Restauration. [T. B.] — **M<sup>lle</sup> LEFORT** : Le parti légitimiste dans les Bouches-du-Rhône de 1830 à 1848. — **M. MOULINAS** : Le pays légal dans le Vaucluse : sa composition et son rôle dans la vie politique de 1830 à 1848. [T. B.] — **M<sup>lle</sup> GOIRAND** : Histoire politique et économique du Var de 1848 à 1870. — **M. AUTRAN** : Un grand bourgeois du xix<sup>e</sup> siècle. — **M. ZOPPI** : Péguay et l'histoire. — **M<sup>lle</sup> JULIEN** : Le lait dans la région aixoise. — **M<sup>me</sup> STÈVE**, née LAGIER : Les massifs de la région sud-marseillaise. — **M. ZONZA** : L'urbanisation des banlieues de la sortie nord à Marseille. [T. B.] — **M<sup>lle</sup> QUARANTA** : Le Cannet, étude de banlieue. — **M. DELPONT** : La Compagnie de Navigation Mixte. — **M<sup>lle</sup> FABRE** : Marseille, port de passagers de la France d'Outre-Mer. — **M<sup>lle</sup> RAMEL** : Les télécommunications et la région de Marseille. [T. B.] — **M. VEZZONI** : Les industries d'Arles. — **M<sup>lle</sup> PFRANG** : Les cultures et le marché de Châteaurenard. [T. B.] — **M<sup>lle</sup> JOURDAN** : Étude sur le remembrement dans les Bouches-du-Rhône et dans la plaine de Donzère-Mondragon. — **M. PEYRET** : La Ciotat, étude urbaine. [T. B.] — **M. JAUFRET** : Draguignan, étude de géographie urbaine. — **M. MALLET** : La pêche sur la côte des Alpes-Maritimes. — **M<sup>lle</sup> PEINETTI** : L'activité touristique de la commune d'Antibes. [T. B.] — **M<sup>lle</sup> VIANGALLI** : Étude sur les structures agraires en Corse. — **M<sup>lle</sup> TRAVERS** : Le port de Bône. [T. B.] — **M<sup>me</sup> VIGNE**, née SÈBE : L'agrumiculture en Tunisie. — **M<sup>lle</sup> MARQUÈS** : Les exploitations agricoles de Madagascar. — **M<sup>lle</sup> BRUN** : L'industrie diamantaire en Belgique et en Hollande. [T. B.]

**ALGER.** — **Jean BABIOLE** : Charles le Chauve et l'Église de France. [T. B.] — **M<sup>lle</sup> WAROT** : L'organisation des constructions monastiques de saint Antoine à saint Benoît. [T. B.] — **Rachel UZAN** : Le commerce de la Régence de Tunis au xvii<sup>e</sup> siècle. (Travail remarquable ; sera publié.) [T. B.] — **M<sup>me</sup> MANUEL**, née CHARNET : Le commerce en Tunisie au xviii<sup>e</sup> siècle. [Bien.] — **Jacques DRIMARACCI** : La politique indigène de Randon. [T. B.] — **Pierre MARCHANT** : La politique indigène de Lamoricière. — **Claude ALBEROLA** : L'œuvre du général Cavaignac en Algérie. [B.] — **Gaston GIRARD** : Les migrations des Arba. — **M<sup>lle</sup> ROSEAU** : Tenès, étude de géographie urbaine. — **M<sup>lle</sup> Claude COCHE** : La plaine de Colomb-Béchar. — **Henri SEMPÉRÉ** : Les ports et la vie maritime en Afrique du Nord antique.

**BESANÇON.** — **Janine MASSON** : Le vignoble jurassien entre la Seille et la Guisance. Étude de géographie humaine. (Évolution historique du vignoble depuis le xix<sup>e</sup> siècle, ainsi que des fruitières fromagères au cours des temps modernes.) — **Jacques HAAB** : La région de Belfort : étude du contact entre les collines sous-vosgiennes et les avant-plateaux du Jura (à l'est de la Savoureuse). (Intéressant sur les systèmes agraires anciens et modernes et sur l'évolution industrielle, avec, pour terminer, un « essai sur la vie sociale dans la région ».) — **Jean-Jacques SCHERRER** : L'expansion urbaine de Besançon de 1840 à 1940. (Étapes de l'évolution démographique, les nouveaux quartiers et la structure sociale des plus typiques de ceux-ci.)

BORDEAUX. — M<sup>lle</sup> DÉSERT : Les présages dans Suétone (vie des douze Césars). — M. MARQUETTE : Cartulaire de la commanderie de Villemartin, édition et étude. — M<sup>lle</sup> BERTRAND : La pêche française à la morue dans le golfe du Saint-Laurent sous l'Ancien Régime d'après les récits contemporains. — M<sup>lle</sup> FRAPIER : Recherches sur le commerce du poisson à Bordeaux au XVIII<sup>e</sup> siècle. — M. GAUDON : L'urbanisme à Pau à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : le plan Alphand. — M. FONDEVILA : Le Bourgeois. — M<sup>lle</sup> FRAY : Le canton d'Houeilles (Lot-et-Garonne). — M. FRÉCHOU : Les plantations européennes de la Côte d'Ivoire. — M<sup>me</sup> MUNOS-GOFFOEL : Marrakech, étude urbaine de la ville européenne.

CAEN. — LE FLEM : Les comiques athéniens témoins de leur temps. [B.] — LE NESLE : Guillaume de Jumièges historien. [B.] — LE ROY : La confrérie de charité Saint-Michel de Vaucelles du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle. [Assez Bien.] — LETELLIER : La Congrégation de la Providence de Lisieux des origines à 1790. [A. B.] — MERHI : L'assistance publique à Caen au XVIII<sup>e</sup> siècle. [A. B.] — NIGOU : La population d'Ingouville (Seine-Maritime) de 1730 à 1790. [B.] — CARON : Un village du Val d'Orne, Rabodanges au XVIII<sup>e</sup> siècle. [B.] — AUBERT : La vie politique dans le département de l'Orne, 1830-1870. [B.] — ARNAUD : Les comptoirs de Gorée et de Dakar des origines à 1914. [B.] — TROER : La vie agricole dans la vallée du Loir. [Passable.] — LADE : Maromme, étude d'une commune. [P.] — LAUNEY : Population et main-d'œuvre à Mondeville-Colombelles et Giberville (Calvados). [B.]

CLERMONT. — A. GANNE : Le rôle de la cavalerie de César dans les campagnes des Gaules. [A. B.] — J. ROSSIGNOL : La ville et le chapitre d'Herment (Puy-de-Dôme) du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. [T. B.] — M.-J. MONTGRION : La chartrreuse du port Sainte-Marie au Moyen Age. [B.] — M<sup>lle</sup> Maryse LAURENT : Pierre-Valentin Faydit (1644-1709). [T. B.] (Travail qui révèle la personnalité de cet oratorien de Riom, qui a été mêlé aux mouvements religieux de son temps et connu comme réfutateur de Spinoza.) — J.-H. VASSILIEF : Lettres de cachet et actes militaires en Auvergne au XVIII<sup>e</sup> siècle. [T. B.] — M.-L. HÉRODY : L'opinion publique et la presse légitimiste dans le Puy-de-Dôme sous la monarchie de Juillet. [T. B.] — J. CHARDONNET : Le rayonnement de Montluçon dans la notion de région. [A. B.]

DIJON. — Michel PÉTOT : L'abbaye Notre-Dame de Châtillon (*chanoines réguliers*) aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. [B.] — Simone APOSTOLIDÈS : Les comités de surveillance de Troyes du 2 juin 1793 au 28 fructidor an II (14 septembre 1794). — Monique BRISSET : La question ouvrière à Dijon sous la monarchie de Juillet. — Arlette THOMAS : Les formes de l'activité ouvrière en Côte-d'Or de 1858 à 1867.

GRENOBLE. — M<sup>me</sup> Michèle ROLLAND : L'Isère sous la Chambre Introuvable. — Pierre ZIND : L'enseignement primaire dans l'arrondissement de Saint-Étienne. [T. B.] — M<sup>lle</sup> Chr. HENRAS : La discussion parlementaire de la loi de Séparation. — René ROCHETTE : Une agglomération nouvelle : Roussillon-Péage. [T. B.] — Roland GIRARDY : Structure démographique et professionnelle d'Annecy. — Jacques NURIT : Évolution démographique du massif des Bornes. — M<sup>lle</sup> Élise FRANCAZ : La propriété dans le Val Pelouse depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. — Paul MONTIGNY : Démographie et économie dans la vallée du Gelon. [T. B.]

- LILLE.** — Paul VERGRIET : Le phare d'Alexandrie. [B.] — Anne-Marie DEFFONTAINES : La « coca » basque : son arrivée en Méditerranée, sa construction et ses transformations. (D'après les Archives de Barcelone.) [B.] — Gilles HENNEQUIN : Conflits de féodaux entre la Scarpe et l'Escaut aux <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles. [T. B.] — André BOCQUET : Recherches sur la population en Artois au temps de la domination bourguignonne (1384-1477). [T. B.] — Claude DESMET : Les emprunts de Philippe le Bon. (D'après les Comptes de la Recette générale de toutes les finances de l'État bourguignon.) [T. B.] — Xavier MARCHY : Les emprunts de Charles le Téméraire. (D'après les mêmes sources et les archives communales de Lille, Gand, Bruges, Saint-Omer.) [T. B.] — Geneviève KUNAST : La guerre de courses sur les côtes de l'État bourguignon (fin <sup>xiv</sup><sup>e</sup>-première moitié du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle). — Jacques TOUSSAERT : La population de Krombeke au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, d'après les registres paroissiaux. (Édition avec commentaire d'une enquête ecclésiastique en Flandre maritime en 1527.) [T. B.] — Madeleine CAMIER : Cambrai sous la monarchie de Juillet. [T. B.] — Françoise DUCHASTELLE : Le commerce du charbon des mines d'Aniche de 1848 à 1875. [T. B.] — Yvette SAVARY : La condition des ouvriers et les conflits sociaux dans le bassin houiller du Nord de 1852 à 1873. [B.] — Suzel SALOMÉ : Attitude politique et sociale des ouvriers roubaisiens au début de la Troisième République. [T. B.] — Louis CHAIZE : Les magasins à succursales multiples « Casino ». [B.] — Jacqueline FLAMENT : La population de Lille depuis le premier recensement. [T. B.] — Roger PETIT : Les voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais au nord du Bassin Rond. (Carte de l'habitat sur la feuille de Douai.) [T. B.] — Claire THOMAS : Le port de Dunkerque. [B.]
- LYON.** — René CHALLANDE : Septime-Sévère et l'Italie. — Yvonne SALLE : La commanderie des Hospitaliers de Chazelles, de 1154 à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. — Madeleine GRESSE : Philippe de Savoie, archevêque de Lyon, 1207-1285. [T. B.] — Cécile BLANC : Lyon, de la grande Rebeune à la fondation de l'Aumône générale, 1521-1531. [T. B.] — Robert RABATEL : Les travaux publics dans le département du Rhône, 1810-1814. — Jean-Louis GUICHARD : La ligne Lyon-Grenoble, 1856-1862. — X. PEVSNER : Saint-Étienne de 1856 à 1954, étude démographique et humaine. — Jean BEAUPÈRE : Les oppositions religieuses à Lyon de 1871 à 1875. — Koffi HONTOMGRÉ : Le commerce des vins à Lyon. — Gilbert GAULMIN : L'immigration nord-africaine dans l'agglomération lyonnaise. [T. B.] — Pierre BARBE-RICHAUD : Les courants de trafic sur la ligne Paris-Lyon. — Marie-Christine MAGNARD : La main-d'œuvre ouvrière dans la vallée du Rhône, entre Vienne et Bollène. — Albert VAUDANT : La main-d'œuvre dans le bassin industriel stéphanois. — Jeannine MAUNY : Problèmes de l'exploitation rurale dans le Limousin. [T. B.] — Jean SANLAVILLE : Centres de culture dans l'Ahaggar. [T. B.]
- MONTPELLIER.** — Louis ARSON : La Gaule aux <sup>iii</sup><sup>e</sup> et <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècles. [B.] — André LARHANT : Comment les contemporains d'Auguste imaginaient leurs ancêtres. [B.] — Claude ARRIPE-PACHEU : Les évêques de Mende et leurs rapports avec la cité du <sup>xi</sup><sup>e</sup> au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. — Josette JANIN : Le diocèse de Maguelone sous Jean I<sup>er</sup> de Montlaur. [B.] — Robert SAINT-JEAN : Les églises romanes du Bas-Vivarais. [T. B.] — Françoise CLAPARÈDE : L'hôtel de Lunas et sa galerie. [T. B.] — Guy MELLET : Moyen Age et Renaissance dans l'*Histoire de France* de Michelet. [B.] — Huguette CARRIÈRE : L'idée de liberté religieuse dans



l'esprit de ses défenseurs d'après les débats parlementaires sous la III<sup>e</sup> République (1879-1905). — Gérard CHOLVY : Les vocations sacerdotales et religieuses dans le diocèse de Montpellier de 1801 à 1956. [T. B.] — Colette BERNARD : Contribution à l'étude de la structure agraire dans la plaine littorale montpelliéraine. [T. B.] — Françoise JOURDAN : La situation agraire dans la plaine sublittorale languedocienne entre Montpellier et le bassin de Thau. [T. B.] — Jacques JALAGUIER : La Gardiole et sa bordure maritime. [T. B.] — Serge LABORDE : Port-Vendres. Étude de géographie urbaine. [T. B.] — Josiane MAVIEL : La ville de Millau. Études économiques et sociales. [T. B.]

NANCY. — Gérard DOSDAT : Le village de Peltre aux XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. (Intéressant essai de reconstituer la vie et le terroir d'une seigneurie rurale grâce à une très abondante documentation.) — Claude-Monique MASSOULARD : L'échevinage de Metz au XIV<sup>e</sup> siècle. (Bonne étude sur l'institution avec analyse des jugements conservés dans leur texte complet.) — TICHEUR : La criminalité en Moselle sous le Consulat. — Anne BERTRAND : L'arrondissement de Lunéville de 1884 à 1902. (Étude politique — surtout les conséquences de l'affaire Dreyfus — et économique, fondée sur une documentation étendue, très instructive.) — Claude COLLIN-DELAUVAUD : Monographie humaine du terroir rural de Yörük Yayla (Phrygie orientale). (Étude minutieuse et intéressante d'un village de nomades fixés depuis moins d'un siècle. Le travail sur le terrain a été fait durant l'été de 1954.) — Paulette PY : Naissance et développement d'une nouvelle usine dans la région de Thionville : la Soliac. — Pierre VALLANTIN : Les cordons littoraux de la rade de Brest.

PARIS. — Jacques COURTOIS : Essai sur l'art de Ras-Shamra-Ugarit. — Françoise BATAILLON, née RODIÈRE : Athènes préhellénique. — Denise POINDRON, née KARNAUCH : Les travaux de Thésée. — Jeanne DENOUE : La théorie et la pratique de la paix dans le monde grec au temps de la guerre du Péloponèse. — Annie BÉREAUD : La diplomatie pendant la guerre aïtolo-syrienne (192-188) avant J.-C. — Jean-Jacques GRENOUILLEAU : Recherches sur les noms géographiques dans la « Guerre des Perses » de Procope de Césarée. [T. H.] — Pierre BOUYER : Les prisonniers de guerre pendant la seconde guerre punique. — Jacqueline BAYARD : Le thème du triomphe de Neptune dans les Mosaïques d'Afrique du Nord. — Marguerite BAEZA : Le Symbolisme de la Lune chez saint Augustin. — Pierre GARRETTE : Les deux premiers chapitres de la *Genèse*, d'après saint Augustin. (Excellent mémoire.) [T. H.] — Jeanne FÉLIERS : Les femmes dans saint Augustin. — Hubert MONTEILHET : L'enseignement de l'exégèse dans l'École d'Antioche. — Nicole PALLU : La fin de l'arianisme dans l'Espagne visigothique. — Jean-Marie MAYEUR : Grégoire de Tours, témoin de la société barbare. — Daniel BLANCHARD : Recherches sur l'histoire du règne de Théophile (829-842). — Philippe GAUTHIER : La Renaissance carolingienne en Italie (VIII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècle). — Louis DUVAL-ARNOULD : Étude sur l'abbaye de Longpont aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. [T. H.] — Odile FOURNIER : Le catharisme albigeois. Étude critique des textes et problème de l'origine. — Raymond DELARBRE : Les villes de Haute-Auvergne (Aurillac et Saint-Flour) jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle. — Jean HEFFER : Recherches sur l'histoire administrative de Byzance, d'après Cédrene. — Nicole HUMANN GUILLEMENOT : L'ancienne abbaye de Saint-Rémy de Reims. — Emesé BENZINRA, née NAGY : L'ancienne abbaye de Corbigny. — Robert

DELORT : La Hanse et le commerce des fourrures jusqu'à la chute de Novgorod (xiii<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècle). (Excellent travail.) [T. H.] — M<sup>lle</sup> Blima RAJES : Le duché de Normandie de la mort de Philippe VI à septembre 1356. — Françoise GONNARD : Le métier de la boucherie et les métiers annexes à Paris aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles. [T. H.] — Gisèle DOSSOT : François I<sup>er</sup> et les offices. — Françoise ESCANDE : Le contact entre l'homme et Dieu chez les évangéliques et les premiers protestants français. — Françoise RIGALENS : La situation sociale des Réformés parisiens en 1559. — Régis BENICHI : Le duel et le blasphème à Paris, au temps de Louis XIII. — Jean BOISSIÈRE : Le pauvre à Paris au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle. [T. H.] — Monique BUISSON : La Remontrance du Parlement de Paris pendant la Fronde. [T. H.] — Jean-Pierre LABATUT : La situation sociale du quartier du Palais pendant la Fronde parlementaire (1648-1649). — Jacqueline LANCRE : La paroisse Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 1610-1650 ; étude de sociologie religieuse. — Claude-Joseph LARQUIÉ : L'Espagne et l'opinion française de 1643 à 1660. — Noëlle DE RAULIN : M<sup>me</sup> Fouquet et les œuvres de charité au xvii<sup>e</sup> siècle. — Yves LASFARGUES : La Cour du grand Condé à Chantilly. — Francine AMAURY : L'anglomanie et l'anglophobie en France après le traité de Paris (1763). — Raymonde VALLIET : Les origines de l'influence anglaise sur la pensée européenne dans la première moitié du xviii<sup>e</sup> siècle. (Étude de l'œuvre accomplie par des réfugiés français auteurs des périodiques suivants : la *Bibliothèque anglaise*, les *Mémoires littéraires sur la Grande-Bretagne*, la *Bibliothèque britannique*, le *Journal britannique*.) — Michel CROCHET : L'enseignement dans le Cher pendant la Révolution. — Nicole FOURNIER : La crise des subsistances, les conséquences démographiques dans le canton de Marly (an III et an IV). — Ronald HUBSCHER : Les conséquences démographiques de la crise des subsistances de l'an III et IV. Canton de Palaiseau. — Bernard LEMAIRE : Conséquences démographiques des crises de subsistances de l'an III et de l'an IV sur le canton de Versailles *extra muros*. [T. H.] — Henri LERNER : Les répercussions démographiques de la crise de subsistances dans le district de Versailles (an III, an IV) (canton de Longjumeau). — Joële NALPAS. Les effets démographiques de la crise de subsistances dans le district de Versailles (canton de Jouy-en-Josas) en l'an III et l'an IV. — Serge SERMAN : La crise de subsistances et ses conséquences démographiques dans le district de Versailles (canton de Sèvres) en l'an III et en l'an IV. — Jean-Pierre PETER : Conséquences démographiques des crises de subsistances de l'an III et de l'an IV dans le district de Versailles (canton de Chevreuse). — Monique POGYDAEFF : Les civils et la Légion d'honneur sous le Premier Empire. [T. H.] — Marguerite ANTHEAUME : « Le Globe » et les questions religieuses, 1826-1830. — Michel BICHERON : Les journaux parisiens devant le socialisme à la fin de la monarchie de Juillet, 1846-1848. — Michel CHANAL : Le corps électoral et les élections dans la Drôme sous la monarchie de Juillet. — Solange GEORGES : L'affaire de Buzançais, 1847. — Colette LAVAL : Les affaires consulaires de France à Moscou de 1821 à 1856. — Jeanne MONNERET : Le Conseil général du Loiret de 1830 à 1870. — Alice COLLONGUES : Étude critique des œuvres de Schœlcher. — Gérard SPITZER : Les mouvements paysans dans la Hongrie de 1848-1849. (A utilisé les sources magyares.) [T. H.] — Eugène BRACONNIER : Versailles sous la Seconde République. — Bernard MÉNAGER : La répression à Paris et en

- province à la suite du coup d'État du 2 décembre. (Étude critique.) [T. H.] — Georgette CORDIER : Les premières relations entre Sidney et la Nouvelle-Calédonie. [T. H.] — Pierre GUILLAUME : Les mines de houille dans la Loire sous le Second Empire. — Monique MABILE, née NORRY : Recherches sur les variations du salaire urbain dans diverses régions françaises de 1851 à 1859. — Michèle MAYER : La loi sur les coalitions ouvrières (1864). — Marie-Andrée VONET : Recherches sur la composition sociale de Montrichard au XIX<sup>e</sup> siècle, d'après les archives démographiques et notariales. — Séraphin MAESTRACCI : La presse parisienne devant les problèmes ouvriers à la fin du Second Empire, 1867-1870. — Pierre PONSOT : La vie ouvrière et le mouvement ouvrier au Creusot de 1848 à 1914. — Gilbert COHEN : L'ambassade de Desprez au Vatican (janvier 1880-octobre 1882). — Louis MERMAZ : La presse française et les décrets Ferry, 1880-1881. — Christian GRAS : Fourmies (1891). — Françoise REVERSEAU : La presse parisienne et l'alliance franco-russe (1891-1893). — Michèle HUGODOT : Fachoda et l'opinion publique anglaise. — Maurice LONILLOUX : Agadir et l'opinion publique française. — Françoise PASQUIER, née LE GUERN : Le Comité d'Afrique française après 1901. — Janine RIGAL : La politique extérieure française et l'Italie de 1891 à 1896. — Geneviève VIDAL-NAQUET, née RAILHAS : Jaurès historien. — Anne-Marie CASSAGNOU : La reprise des relations diplomatiques entre la France et le Vatican, 1905-1921. — Jean-Pierre LONNÉ : La presse parisienne devant la politique allemande dans la guerre d'Espagne (1936-1939). — Antoine PROST : L'opinion catholique française et la guerre d'Espagne, 1930-1939. (Très bonne interprétation critique.) [T. H.] — Pierre BROCHEUX : L'opinion britannique devant la Déclaration de l'indépendance indienne (1947-1948). — Jean BELLIVER : La Ligue arabe et le Maghreb. — Alain PLESSIS : Recherches sur la clientèle des Banques populaires (1917-1939). [T. H.] — Jeanne MARTHEY : Les missions et la population féminine à Brazzaville. — Edmond MONANGE : L'industrie textile dans la région de Saint-Étienne. — Jean-Claude WIEBER : L'axe Paris-Versailles. Étude de développement urbain et de vie humaine dans une grande agglomération. — Gérard RIOU : Évolution du paysage rural dans le Finistère du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. — Denise ROUMIGNAC : Le plateau de Millevaches, étude de géographie humaine.
- POITIERS. — M. AUERUN. — L'abbaye d'Aubepierres, en Marche Limousine, des origines au XVI<sup>e</sup> siècle. — M. DEVEAU : Aspects du servage en Poitou. — M. DELAGE : Étude sur la morale politique comparée de saint Louis et de Charles V. — M. ALAIN-FROGER : Le pays légal, en Maine-et-Loire, sous la monarchie de Juillet. — M. CHAPOU : La vie rurale dans le pays de Givray. — M. MÉNARD : Les fonctions économiques d'Angers. — M<sup>lle</sup> GOTTARD : La côte de Beauté ; étude touristique.
- RENNES. — Louis PAPE : La cité gallo-romaine des Osismes. Essai de géographie historique. (Observations préliminaires fixant des points de méthode relatifs à l'établissement du réseau routier, au tracé des limites et à l'utilisation de la numismatique.) [T. B.] — André CHÉDEVILLE : L'abbaye Saint-Vincent au Mans du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle. (Excellent travail d'après le cartulaire et diverses pièces d'archives. Vues nouvelles sur la mise en valeur du domaine de l'abbaye et sur les rapports sociaux. Nombreux graphiques. Dépliants sur les possessions, les productions et revenus de Saint-Vincent.) [T. B.] — François BER-

GOT : L'Hôtel-de-Ville de Rennes, le Présidial et la tour de l'Horloge au XVIII<sup>e</sup> siècle. (Cette œuvre majeure de Jacques Gabriel n'avait jamais été l'objet d'une étude complète. Met fort bien en lumière les rapports du grand architecte et des pouvoirs provinciaux, Intendance et Municipalité, étudiée avec goût ce monument complexe, original, à la décoration duquel collabora Verberckt.) [T. B.] — André JAFFRE : L'évolution économique de Rennes sous le Second Empire. (Excellente étude, très informée, faisant ressortir les parts respectives de la technique, du crédit, de la position géographique et de la politique dans le très net développement économique de Rennes sous le Second Empire.) [T. B.] — Jean NÉBOUT : L'expulsion des Congrégations et la loi de séparation des Églises et de l'État à Rennes. (L'auteur a indiqué de façon pertinente dans quelles conditions ont été menées les expulsions; il a insisté sur l'importance prise par la dévolution des biens conventuels dans la naissance du Rennes universitaire.) [B.] — Jean-René GARIN : L'Odet. — Yvette PERRON : Pontivy. Étude de géographie urbaine.

STRASBOURG. — Georges LÉVY : Étude sur les voies romaines dans les arrondissements de Saverne, Strasbourg et Molsheim. [T. B.] — Marc DROUOT : Thann à l'époque mazarine (1658-1789). Histoire politique et administrative. [T. B.] — M<sup>lle</sup> Suzanne LAGIER : Vignoble et banlieue. Étude sur les modalités et les limites de l'influence de Colmar sur la banlieue sud-ouest de la ville. [T. B.] — Bernard ROSENBERGER : Développement des industries du pays de Bitche. [T. B.]

TOULOUSE. — Andrée DELRIEU : Les sculptures de genre de Martres-Tolosanes conservées au musée Saint-Raymond de Toulouse. — Claude MEUNIER : Montauban de 1144 à environ 1230, étude critique. [A. B.] — Josette CAZARD : Le budget d'Albi au XIV<sup>e</sup> siècle d'après treize comptes consulaires. (Technique financière très rudimentaire, peu de recours au crédit; un résumé de ce diplôme paraîtra dans les *Annales du Midi*.) [A. B.] — Alain LAURET : Édition critique du cartulaire H Malte 2856 de la commanderie des Templiers de Douzens. (Cette édition d'un cartulaire du XII<sup>e</sup> siècle sera publiée.) [B.] — Jean de VIGUERIE : Une famille milanaise au XVII<sup>e</sup> siècle. [T. B.] — Jacques FABRE : L'école de Sorèze de 1758 au 19 fructidor an IV (5 septembre 1796). (La publication intégrale de ce diplôme est préparée dans les Cahiers de l'Association Marc Bloch de Toulouse.) [T. B.] — Simone LAVAL : L'enseignement dans la Haute-Garonne sous la II<sup>e</sup> République. — Françoise PERNOT : La participation italienne à la guerre de Crimée, d'après la correspondance diplomatique du ministère des Affaires étrangères de Paris. [A. B.] — Micheline TRIBUT : Les épidémies à Toulouse de 1830 à 1870. [T. B.] — Jacqueline PAU : La presse de la Haute-Garonne au début de la III<sup>e</sup> République (4 septembre 1870-juillet 1871). (Des résumés de ces deux derniers diplômes paraîtront dans les *Actes du XII<sup>e</sup> Congrès d'études de la Fédération des Sociétés académiques et savantes Languedoc-Pyrénées-Gascogne*, tenu à Toulouse en avril 1956.) [B.] — Roger FALCOU : La presse périodique de langue française au Maroc, des origines à 1929. [B.] — Aymeric SASSIER : La sculpture paléochrétienne et préromane du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, IV<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècles. (Un résumé partiel de ce travail a paru dans les *Actes des XXVII<sup>e</sup> et XXVIII<sup>e</sup> Congrès de la Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, 1953-1954*, parus à Montpellier, 1956, p. 51-54.) [B.]

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Actes du LXXIX<sup>e</sup> Congrès national des Sociétés savantes. Alger, 1954. Questions d'histoire algérienne, 417.
- Actes du LXXX<sup>e</sup> Congrès des Sociétés savantes, 1955, 194.
- Actes du (sixième) Congrès d'études de la Fédération des Sociétés académiques et savantes Languedoc-Pyrénées-Gascogne, 1954, 193.
- Albertini (Rudolf von). Die Diskussion um die französische Steuerreform 1907-1909, 200.
- Amand de Mendieta (E.). La presqu'île des caloyers, le mont Athos, 425.
- Anciaux (Léon). La participation des Belges à l'œuvre coloniale des Hollandais aux Indes orientales, 99.
- Andreas (Willy). Carl August von Weimar in und nach der Kampagne gegen Frankreich, 189.
- Angle (Paul M.). Resort to violence. A chapter in american lawlessness, 191.
- Année politique, 1955, 202.
- Apport d'Arnold Toynbee (L'); éd. par R. Caillois, 287.
- Archivio di Stato di Napoli. Archivi privati. Inventario sommario, 209.
- Archivo de los Duques de Frias. I : Casa de Velasco. Inventario por M. T. de la Peña Marazuela y P. León Tello, 427.
- Ariès (Ph.). Le temps de l'histoire, 284.
- Arkell (A. J.). A History of the Sudan to A. D. 1821, 116.
- Ashion (T. S.). An Economic History of England. The 18th Century, 373.
- Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (1846-1851), sous la dir. d'E. Labrousse, 389.
- Autobiografia de Bento Ferraz, 303.
- Bach (Erik). La cité de Gênes au XII<sup>e</sup> siècle, 208.
- Baelen (Jean). La chronique du Parthénon (Guide historique de l'Acropole), 418.
- Baldwin (Marshall W.). Voir History of the Crusades.
- Balout (Lionel). Préhistoire de l'Afrique du Nord, 178.
- Barber (Elinor G.). The Bourgeoisie in 18th Century France, 160.
- Baron (Hans). The Crisis of the early Italian Renaissance, 351.
- Bassett (Seymour). Voir Drew Egbert (Donald).
- Bataille (A.). Les Papyrus, 117.
- Baudin (Louis). La vie quotidienne au temps des Incas, 130.
- Beasley (W. G.). Select documents on Japanese foreign policy, 1853-1868, 393.
- Benedikt (Heinrich). Voir Geschichte der Republik Oesterreich.
- Berengo (Marino). La società veneta alla fine del 700, 160.
- Berlin (I.). Historical Inevitability, 280.
- Bertier de Sauvigny (G. de). La Restauration, 382.
- Bibliotheca del Senato della Repubblica. Catalogo della raccolta di statuti. T. III : F-K, 207.
- Blackford (L. Minor). Mine Eyes have seen the Glory. The Story of a Virginia Lady, Mary Berkeley Minor Blackford, 1802-1896, who taught her sons to hate Slavery and to love the Union, 381.
- Boiteux (L.-A.). Richelieu, grand maître de la navigation et du commerce de France. La marine et l'histoire, 153.
- Bonnefous (Georges). Histoire politique de la Troisième République. T. I : L'avant-guerre, 1906-1914, 199.
- Boom (Ghislaine de). Don Carlos, l'héritier de Jeanne la Folle, 191.
- Boudot (François). La coopération en France. Consommation et production, 184.
- Brandt (M.). L'hérésie wycléfite et les mouvements sociaux à Split vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, 127.
- Bromley (J. S.) et Goodwin (A.). A select List of Works on Europe and Europe overseas (1715-1815), 177.
- Bror (Olsson). Fran Martin Luther till Sven Lidman. En historisk översikt över andaktsböckerna i svenskt fromhetsliv, 70.
- Brulez (Wilfrid). Voir Correspondance de Richard Pauli-Stravius.
- Brunet-Moret (Jean). Le général Trochu (1815-1896), 400.
- Braun (Henry). Dansk historisk Bibliografi, 1943-1947, 212.



- Bryan (T. Conn)*. Confederate Georgia, 395.
- Burckhardt (Jacob)*. Briefe, vollständige und Kritisch bearbeitete Ausgabe mit Benützung des handschriftlichen Nachlasses hergestellt von Max Burckhardt. Erster, Zweiter, Dritter Band (1818-1858), 174.
- Butterfield (H. J.)*. Man on his Past, the Study of the History of historical Scholarship, 271.
- Caignart de Saulcy (L.-F.)*. Carnets de voyage en Orient (1845-1869), 196.
- Caillé (Jacques)*. La mosquée de Hassan à Rabat, 182.
- Cailliois (R. J.)*. Voir Apport d'Arnold Toynbee (L').
- Canot (René)*. L'hellénisme des romantiques. T. III : L'éveil du Parnasse, 1840-1852, 195.
- Cantimori (Delio)*. Voir Giacobini Italiani.
- Carwell (John)*. The old cause. Three biographical studies in Whiggism, 367.
- Catoire (M. J.)*. La Direction des Services de l'Armistice, 422.
- Challener (Richard D. J.)*. The French theory of the nation in arms, 1866-1939, 404.
- Champdor (Albert)*. Saladin, le plus pur héros de l'Islam, 421.
- Childs (J. Rives)*. Casanoviana. An Annotated world bibliography of Jacques Casanova de Seingalt and of works concerning him, 376.
- Collis (Maurice)*. Cortés and Montezuma, 130.
- Coniglio (Giuseppe)*. Il Vicerego di Napoli nel secolo XVII (notizie sulla vita commerciale e finanziaria), 368.
- Conzemsius (Victor)*. Jacob III von Eltz Erzbischof of Trier 1567-1581. Ein Kurfürst im Zeitalter der Gegenreformation, 188.
- Cornet (R.-J.)*. Rapport sur le dossier : « Création, administration et gouvernement de l'Association internationale du Congo et de l'État indépendant du Congo », 109.
- Correspondance de Richard Pauli-Stravius, 1634-1642 ; publ. par Wilfrid Brulés, 427.*
- Courtois (Christian)*. Les Vandales et l'Afrique. — Victor de Vita et son œuvre. Étude critique, 344.
- Cuvellier (Mgr J.) et Jadin (Abbé L.)*. L'ancien Congo d'après les archives romaines (1518-1640), 100.
- Cuvillier (Armand)*. Hommes et idéologies de 1840, 197.
- Da Rocha (João Gomez)*. Lembranças do Passado, 302.
- Davidson (Ralph Kirby)*. Price Discrimination in Selling Gas and Electricity, 186.
- Davis (Thomas B.)*, Jr. Carlos de Alvear, Man of Revolution. The diplomatic Career of Argentina's first Minister of the United States, 391.
- Dermenghem (E. J.)*. Vie des saints musulmans, 421.
- Dermigny (Louis)*. Naissance et croissance d'un port. Sète de 1666 à 1880, 372.
- Devinoy (Pierre)*. Voir Roche (Serge).
- Devlin (Christopher)*. The Life of Robert Southwell, Poet and Martyr, 203.
- Diamond (Sigmund)*. The reputation of the American Businessman, 191.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique*, t. LXXVI et LXXVII, 177.
- Dizon (G. Aubrey) et Heilbrunn (Otto)*. La guerre sur le front russe. Guérilla et contre-guérilla, 422.
- Documents diplomatiques français (1871-1914)*, t. XIV, 201.
- Dommanget (Maurice)*. Édouard Vaillant, un grand socialiste (1840-1915), 402.
- Drew Egbert (Donald)*, *Persons (Stow)*, *Bassett (Seymour)*. Socialism and American Life, 171.
- Drury (Clifford M.)*. Presbyterian Panorama, 89.
- Duffy (James)*. Shipwreck and Empire. Portuguese maritime disasters in a century of decline, 136.
- Dumaine (Jacques)*. Quai d'Orsay, 1945-1951, 201.
- Eaton (Clement)*. A history of the Southern Confederacy, 395.
- Ehrenberg (R. J.)*. Le siècle des Fugger, 184.
- Ehrman (John)*. History of the Second World War, Grand Strategy. V : August 1943-September 1944, 411.
- Elton (G. R.)*. England under the Tudors, 134.
- Excerpta Historica Nordica*, vol. I, 214.
- Fabri (Joseph)*, S. J. Les Belges au Guatemala (1840-1845), 100.
- Fuglum (Per)*. Edward Gibbon, his view of Life and conception of History, 275.
- Gaebelstein (F. E.)*. Christian Education in a Democracy, 331.
- Gallo (Rod.)*. Marco Polo : la sua famiglia e il suo libro, 182.
- Gargan (Edward T.)*. Alexis de Tocqueville : the Critical Years, 1848-1851, 196.
- Gernet (Louis)*. Droit et société dans la Grèce ancienne, 339.
- Geschichte der Republik Oesterreich*, sous dir. du prof. H. Benedikt, 407.
- Geyl (P. J.)*. Debates with Historians. — Use and Abuse of History, 270.
- Giacobini Italiani. Scrittori d'Italia ; ed. par D. Cantimori, 210.*
- Giunta (Francesco)*. Medioevo mediterraneo. Saggi storici, 207.

- Goodwin (A.). Voir Bromley (J. S.).
- Goutard (A.). 1940. La guerre des occasions perdues, 408.
- Green (F. C.). Jean-Jacques Rousseau. A critical study of his life and writings, 375.
- Greenier (Fernand). Papiers Contrecœur et autres documents concernant le conflit anglo-français sur l'Ohio de 1754 à 1756, 155.
- Griffith (Gordon). William of Hornes, Lord of Hize, and the revolt of the Netherlands (1576-1580), 211.
- Guiral (Pierre). Prévost-Paradol (1829-1870), pensée et action d'un libéral sous le Second Empire, 169.
- Guldbrandsen (Birger). Nattverden i norsk Kirkeliv, 67.
- Gutton (Francis). L'Ordre de Calatrava (la chevalerie militaire en Espagne), 428.
- Hall (D. G. E.). Voir Symes (Michael).
- Hastier (Louis). Vieilles histoires, étranges énigmes, 196.
- Hatzfeld (Henry). La flamme et le vent, 320.
- Heilbrunn (Otto). Voir Dixon (G. Aubrey).
- Helbing (H.). Leopold von Ranke und der historische Stil, 277.
- Hill (Christopher). Economic problems of the Church. From Archbishop Whitgift to the Long Parliament, 363.
- Hinrichs (C.). Ranke und die Geschichtstheologie der Goethezeit, 277.
- History of the Crusades (A). I : The first hundred years; éd. par K. M. Setton et M. W. Baldwin, 122.
- Hours (J.). Valeur de l'histoire, 282.
- House (Albert Virgil), editor. Planter Management and Capitalism in Ante-Bellum Georgia. The Journal of Hugh Fraser Grant Ricegrower, 156.
- Hubatsch (W.). Der Deutsche Orden und die Reichslehnenschaft über Cyprien, 183.
- Hugues (Philip). The Reformation in England, vol. II et III, 141.
- Ibn Iyâs. Journal d'un bourgeois du Caire (Histoire des Mamlouks); trad. par G. Wiet, 348.
- Instilling til Lov om den Norske Kirkes ordning, 67.
- Jadin (Abbé L.). Voir Cuvelier (Mgr J.).
- James (Amiral Sir William). The Eyes of the Navy, 421.
- Jaspers (K.). Origine et sens de l'histoire, 285.
- Jeuneard (Robert). Les fermes communales de Cannes. xvii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles, 195.
- Jeannin (Pierre). Histoire des pays scandinaves, 212.
- Johnson (M. E.). Michelet et le christianisme, 278.
- Joughin (Jean T.). The Paris Commune in French politics 1871-1880, 197.
- Juillard (E.) et Meynier (A.). Die Agrarlandschaft in Frankreich. Forschungsergebnisse der letzten zwanzig Jahre, 192.
- Kelly (David). The Hungry Sheep, 178.
- Kreutel (Richard F.). Kara Mustafa vor Wien. Das türkische Tagebuch der Belagerung Wiens 1683, verfasst vom Zemonienmeister der Hohen Pforte, 425.
- Kukiel (M.). Czartoryski and European Unity, 1770-1861, 162.
- Kuznets (Simon), Moore (Wilbert), Spengler (Joseph J.), ed. Economic growth, Brazil, India, Japon, 187.
- Labrousse (E.). Voir Aspects de la crise.
- Lamine Ech-Chenguise (Ahmed). El-Wasit; trad. par Mourad Tefahi, 181.
- Lapeyre (Henri). Une famille de marchands : les Ruiz. Contribution à l'étude du commerce entre la France et l'Espagne au temps de Philippe II, 353.
- Larsen (J. A. O.). Representative Government in greek and roman history, 341.
- Latourette (K. S.). A History of the Expansion of Christianity, 290.
- Lechner (K.). Hellenen und Barbaren im Weltbild der Byzantiner : die alten Bezeichnungen als Ausdruck eines neuen Kulturbewusstseins, 424.
- Le Febvre de Vivy (Léon). Documents d'histoire précoloniale belge (1861-1865). Les idées coloniales de Léopold, duc de Brabant, 103.
- Lefebvre (Gustave). Essai sur la médecine égyptienne de l'époque pharaonique, 338.
- Lefler (Hugh Talmage) and Newsome (Albert Ray). The History of a Southern State. North Carolina, 394.
- Léger (François). Les influences occidentales dans la révolution de l'Orient : Indomalaisie-Chine, 1850-1950, 399.
- Léonard (É. G.). Les Angevins de Naples, 125.
- Libri degli Alberti del Giudice (I); édité par A. Saporì, 120.
- Liddell (Robert). Byzantium and Istanbul, 425.
- Lloyd (Seton). Early Anatolia, 419.
- Foundations in the Dust, 180.
- Macartney (Clar. Edw.). Six Kings of the American Pulpits, 93.
- Marrou (H.-I.). De la connaissance historique, 335.
- Maurice (Albert). Stanley. Lettres inédites, 111.
- Mellano (Maria Franca). La Controriforma nella diocesi di Mondovì (1560-1602), 143.
- Meloni (Piero). Il valore storico e le fonti del Libro Macedonico di Appiano, 343.
- Meynier (A.). Voir Juillard (E.).

- Middleton (Arthur-Pierce)*. Tobacco Coast. A Maritime History of Chesapeake Bay in the Colonial Era, 371.
- Miller (Perry)*. The New England mind. The Seventeenth century. — From Colony to Province, 149.
- Mohr (W.)*. Tanchelm von Antwerpen, 190.
- Mols (Roger)*. S. J. Introduction à la démographie historique des villes d'Europe du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, 184.
- Momigliano (Arnaldo)*. Contributo alla storia degli studi classici, 118, 270.
- Monneret de Villard (Ugo)*. Tessuti e ricami mesopotamici ai tempi degli Abassidi e dei Selgukidi, 420.
- Moore (Wilbert)*. Voir *Kuznets (Simon)*.
- Morales Padrón (Fr.)*. El comercio canario americano (siglos XVI, XVII y XVIII), 145.
- Mordal (Jacques)*. La bataille de Dakar, 423.
- Murray (John J.)*. An honest diplomat at the Hague, the private letters of Horatio Walpole, 1715-1716, 205.
- Namier (Sir Lewis B.)*. Personalities and Powers, 206.
- Newsome (Albert Ray)*. Voir *Lefler (Hugh Talmage)*.
- Niederösterreichische Arbeiter. Studien zur Sozial- und Wirtschaftsstruktur Niederösterreichs in Vergangenheit und Gegenwart*, Heft 4, 426.
- Nill (Stephen Charles)*. Voir *Rouse (Ruth)*.
- Orientalism and History*; éd. par *Denis Sinor*, 420.
- Paléologue (Maurice)*. Journal de l'Affaire Dreyfus, 1894-1899. L'Affaire Dreyfus et le quai d'Orsay, 200.
- Pannikar (K. M.)*. Asia and western dominance, a survey of the Vasco de Gama epoch of Asia history, 1498-1945, 137.
- Paul (Robert S.)*. The Lord Protector, 365.
- Pereira (Eduardo Carlos)*. O Problema religioso da America Latina, 303.
- Pereira Alvez (A.)*. Prominentes Evangélicos de Cuba, 302.
- Perry (Ralph Barton)*. Puritanisme et démocratie, 97.
- Persons (Stow)*. Voir *Drew Egbert (Donald)*.
- Pithon (Rémy)*. A propos du testament politique de Richelieu, 359.
- Place (Robin)*. Down to Earth, a practical guide to archaeology, 334.
- Platen (A. von)*. Karl Egon Fürst zu Fürstenberg, 1796-1854, 190.
- Pleijel (Hilding)*. Fran hustavlans tid, 69.
- Postgate (Raymond)*. Story of a Year 1848, 196.
- Pouthas (Charles-H.)*. La population française pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, 166.
- Powicke (F. M.)*. Modern Historians and the Study of History. Essays and Papers, 278.
- Prevot (François)*. La moralité professionnelle des origines à nos jours, 183.
- Puttkamer (Ellinor von)*. Föderative Elemente in deutschen Staatsrecht seit 1648, 189.
- Range (Willard)*. A century of Georgia Agriculture (1850-1950), 398.
- Read (Congers)*. Mr. Secretary Cecil and Queen Elizabeth, 360.
- Redfield (R.)*. The primitive World and its transformations, 288.
- Registri della Cancelleria Angioina ricostruiti di Ricardo Filangieri con la collaborazione degli archivisti napoletani (I)*, t. VI et VII, 209.
- Renouard (Yves)*. La papauté à Avignon, 415.
- Roche (Serge)*. Miroirs, galeries et cabinets de glace, deux cent quatre-vingt-quatorze photographies de P. Devinoy, 416.
- Roeykens (P. A.)*. Le dessein africain de Léopold II. Nouvelles recherches sur sa genèse et sa nature (1875-1876), 108.
- Les débuts de l'œuvre africaine de Léopold II (1875-1879), 103.
- Rogier (L.-J.)*. Geschiedenis van het Katholicisme in Noord-Nederland in de XVI<sup>e</sup> en XVII<sup>e</sup> eeuw, 3 vol., 62.
- Rôle de la Commission d'enquête de 1904-1905 au Congo (Le), 114.
- Romilly (J. de)*. Histoire et Raison chez Thucydide, 281.
- Rouse (Ruth) et Nill (Stephen Charles)*. A History of the Ecumenical Movement, 1517-1948, 306.
- Sachwörterbuch zur deutschen Geschichte*; éd. par *H. Rössler et G. Franz*, fasc. 3 et 4, 188.
- Sahner (Wilhelm)*. Katholische und evangelische Seelsorge des Deutschtums in Holland. Kirchliche und Kulturelle Gliederung. Eine Kirchmissions-geschichtliche und pastoral-theologische Studie, 64.
- Sapori (Armando)*. Voir *Libri degli Alberti del Giudice*.
- (*Ferdinando*). Voir *Statuti dell'Arte*.
- Schauman (Henrik)*. Voir *Vallinkoski (J.)*.
- Schneer (Robert)*. Le XIX<sup>e</sup> siècle, l'apogée de l'expansion européenne (1815-1914). T. VI de l'Histoire générale des civilisations, 379.
- Schwartz (Eduard)*. Gesammelte Schriften. 2<sup>e</sup> Band : Zur Geschichte und Literatur der Hellenen und Römer, 418.
- Schwidetzky (I.)*. Das Problem des Völkertodes, eine Studie zur historischen Bevölkerungsbiologie, 285.
- Seth (Ronald)*. The Undaunted. The story of Resistance in Western Europe, 422.

- Setton (*Kenneth M.*). The Byzantine background to the Italian renaissance, 350.  
— Voir History of the Crusades.
- Servin (*Abbé Ernest*). Un évêque militant et gallican au XIX<sup>e</sup> siècle : Mgr Clausel de Montals, évêque de Chartres (1769-1867), 386.
- Sinor (*Denis*). Voir Orientalism and History.
- Spjügen (*Paul*). Svensk historisk Bibliografi 1921-1935, 212.
- Slade (*R.*). L'attitude des missions protestantes vis-à-vis des puissances européennes au Congo avant 1885, 109.
- Smal (*R. C.*). Crusading Warfare (1097-1193), 346.
- Social Sciences in Historical Study (The). A Report of the Committee on Historiography, 283.
- Soustelle (*Jacques*). La vie quotidienne des Aztèques à la veille de la conquête espagnole, 130.
- Spears (Major general Sir *Edmond*). Assignment to Catastroph. Vol. II : The Fall of France, 410.
- Spengler (*J. J.*). Voir Kuznets (*Simon*).  
Statuti dell'Arte degli albergatori della città e contado di Firenze (1324-1342) ; éd. par F. Saporì, 210.
- Stæhelin (*Félix*). Reden und Vorträge, 419.
- Stearns (*Raymond Phineas*). The strenuous Puritan, Hugh Peter, 1598-1660, 149.
- Stengers (*J.*). La première tentative de reprise du Congo par la Belgique (1894-1895), 112.  
— Quand Léopold II s'est-il rallié à l'annexion du Congo par la Belgique, 115.  
— Textes inédits d'Émile Banning, 112.  
— Quelques observations sur la correspondance de Stanley, 110.
- Storme (*R. P.*). Ngankabe, la prétendue reine des Baboma, d'après H. M. Stanley, 111.
- Svoronos (*N. G.*). Le commerce de Salonique au XVIII<sup>e</sup> siècle, 185.
- Symes (*Michael*). Journal of his second Embassy to the Court of Ava in 1802 ; éd. par D. G. E. Hall, 377.
- Tariat (*Pierre*). Études d'archéologie et d'art moderne en Bourgogne. Les églises Saint-Lazare d'Avallon et Saint-Andoche de Saulieu. Les stalles de Bar le Régulier. Le grand animalier Fr. Pompon, etc., 195.
- Teffahi (*Mourad*). Voir Lamine Ech-Chenguise (*Ahmed*).
- Terveen (*Fritz*). Gesamtstaat und Retablisement. Der Wiederaufbau des nördlichen Ostpreussen unter Friedrich Wilhelm I, 1714-1740, 158.
- Thiriet (*Freddy*). Histoire de Venise, 207.
- Toivio (*Jaakko*). Pestalozzis « Lebenskrise » und seine Auffassung vom Menschen, 415.
- Toynbee (*Arnold J.*). An historian's Approach to Religion, 285.
- Trois Internationales (Les). Précis d'histoire, 188.
- Vallinkoski (*J.*) et Schauman (*Henrik*). Suomen Historiallinen Bibliografia 1926-1950. Bibliographie historique finlandaise, 212.
- Van Boetzelaer. Pieter Van Dam's Beschryvinge van de Oostindische Compagnie. Vierde Boek, 148.
- Van den Brink (*Dr Bakhuizen*). Protestantische Kerkbouw, 327.
- Van Dusen (*H.*). God in Education. A Tract for the Times, 331.
- Van Grieken (*E.*). Première partie du manuscrit de Ch. Notte : H. M. Stanley au Congo (1879-1884), 108.
- Van Haegendoren (*M.*). Les Archives générales du Royaume, 190.
- Varagnac (*A.*). De la préhistoire au monde moderne, 288.
- Varillon (*Pierre*). Joffre, 200.
- Vasella (*Oskar*). Abt Theodul Schlegel von Chur und seine Zeit (1515-1529), 140.
- Vaussard (*Maurice*). Histoire de la démocratie chrétienne. France-Belgique-Italie, 413.
- Veale (*F. J. P.*). Advance to barbarism, 178.
- Venturi (*F.*). Il moto decabrista i fratelli Poggio, 429.
- Venzac (*G.*). Les origines religieuses de Victor Hugo, 278.
- Ville (*G. de*). Tsiganes, 180.
- Villegas (*Victor Manuel*). El gran signo formal del Barroco. Ensayo histórico del apoyo estúpido, 416.
- Vocht (*Henry de*). History of the foundation and the rise of the Collegium Trilingue Lovaniense, t. III, 190.  
— History of the foundation and the rise of the Collegium Trilingue Lovaniense, 1517-1550, t. IV, 426.
- Walcott (*R.*). English politics in the early eighteenth century, 204, 206.
- Walraet (*M.*). L'œuvre des Belges au Siam à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, 100.
- Wedgwood (*C. V.*). The King's Peace, 1637-1641, 362.
- Whitaker (*Arthur P.*). The Western Hemisphere Idea : Its Rise and Decline, 405.
- Wiet (*Gaston*). Voir Ibn Iyâs.
- Williams (*David*). The Rebecca Riots, 164.
- Winchester (*Barbara*). Tudor family Portraits, 358.
- Zachariä von Lingenthal (*Karl Eduard*). Geschichte des griechisch-römischen Rechts, 423.

## TABLE DES MATIÈRES

### DU TOME CCXVII

#### ARTICLES DE FOND

	Pages
MORAZÉ (Charles). Lucien Febvre et l'Histoire vivante. . . . .	1
AYMARD (André). Le partage des profits de la guerre dans les traités d'alliance antiques. . . . .	233

#### MÉLANGES

COORNAERT (E.). Les Bourses d'Anvers aux <sup>xv</sup> <sup>e</sup> et <sup>xvi</sup> <sup>e</sup> siècles. . . . .	20
GIRAUD (M.). L'« Exacte Description de la Louisiane » d'Étienne Vénard de Bourgmont. . . . .	29
DEFOURNEAUX (Marcelin). Le problème de la terre en Andalousie au <sup>xviii</sup> <sup>e</sup> siècle et les projets de réforme agraire. . . . .	42
GIRAUD (M.). Un aspect de la rivalité franco-espagnole au début du <sup>xviii</sup> <sup>e</sup> siècle (1713-1717). . . . .	250
MARROU (Henri-Irénée). L'Histoire et les historiens. Seconde chronique de méthodologie historique. . . . .	270

#### BULLETINS HISTORIQUES

Histoire du protestantisme (1939-1952) (4 <sup>e</sup> partie), par <b>É. G. Léonard</b> . . .	58
<i>Ibid.</i> (5 <sup>e</sup> partie). . . . .	290
La colonisation belge et le Congo, par <b>Henri Brunschwig</b> . . . . .	99

#### COMPTES RENDUS CRITIQUES

ARKELL (A. J.). A History of the Sudan to A. D. 1821 ( <b>Jean Leclant</b> ). . . .	116
ASHTON (T. S.). An economic history of England. The 18th Century ( <b>Robert Schnerb</b> ). . . . .	373
Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du <sup>xix</sup> <sup>e</sup> siècle (1846-1851) ( <b>Claude Fohlen</b> ). . . . .	389
BARBER (Elinor G.). The Bourgeoisie in the 18th Century France ( <b>Jean Égret</b> ). . . . .	160
BARON (Hans). The Crisis of the early Italian Renaissance ( <b>Jean Delumeau</b> ). .	351
BATAILLE (A.). Les Papyrus ( <b>André Guillon</b> ). . . . .	117
BAUDIN (Louis). La vie quotidienne au temps des Incas ( <b>Pierre Chaunu</b> ). . .	130
BEASLEY (W. G.). Select documents on Japanese foreign policy 1853-1868 ( <b>Jean Chesneaux</b> ). . . . .	393
BERENGO (Marino). La società veneta alla fine del 700 ( <b>Georges Bourgin</b> ). . .	160



BERTIER DE SAUVIGNY (G. DE). La Restauration ( <b>J. Vidalene</b> ) . . . . .	382
BLACKFORD (L. Minor). Mine Eyes have seen the Glory. The Story of a Virginia Lady, Mary Berkeley Minor Blackford, 1802-1896, who taught her sons to hate Slavery and to love the Union ( <b>M. Giraud</b> ) . . . . .	381
BOITEUX (L.-A.). Richelieu, grand maître de la navigation et du commerce de France. La marine et l'histoire ( <b>V.-L. Tapié</b> ) . . . . .	153
BRANDT (M.). L'hérésie wycléfitte et les mouvements sociaux à Split vers la fin du XIV <sup>e</sup> siècle ( <b>J. Devisse</b> ) . . . . .	127
BRUNET-MORET (Jean). Le général Trochu (1815-1896) ( <b>Louis Girard</b> ) . . . .	400
BRYAN (T. Conn). Confederate Georgia ( <b>M. Giraud</b> ) . . . . .	395
BURCKHARDT (Jacob). Briefe, vollständige und kritische bearbeitete Ausgabe mit Benützung des handschriftlichen Nachlasses hergestellt von Max Burckhardt. Erster, Zweiter, Dritter Band (1818-1858) ( <b>Henri- Irénee Marrou</b> ) . . . . .	174
CARSWELL (John). The old cause. Three biographical Studies in Whiggism ( <b>Roger Chauviré</b> ) . . . . .	367
CHALLENGER (Richard D.). The French theory of the nation in arms, 1866-1939 ( <b>J. Néré</b> ) . . . . .	404
CHILDS (J. Rives). Casanoviana. An annotated bibliography of Jacques Casanova de Seingalt and of works concerning him ( <b>Ch. Samaran</b> ) . . . .	376
COLLIS (Maurice). Cortés and Montezuma ( <b>Pierre Chaunu</b> ) . . . . .	130
CONIGLIO (Giuseppe). Il Vicerego di Napoli nel secolo XVII (notizie sulla vita commerciale e finanziaria) ( <b>Jean Delumeau</b> ) . . . . .	368
COURTOIS (Christian). Les Vandales et l'Afrique ( <b>J.-R. Palanque</b> ) . . . . .	344
Dr. Victor de Vita et son œuvre. Étude critique ( <b>Id.</b> ) . . . . .	344
DAVIS (Thomas B.), Jr. Carlos de Alvear, Man of Revolution. The diplomatic Career of Argentina's first Minister of the United States ( <b>Pierre Chaunu</b> ) . . . . .	391
DERMIGNY (Louis). Naissance et croissance d'un port. Sète de 1666 à 1880 ( <b>Robert Schnerb</b> ) . . . . .	372
DOMMANGET (Maurice). Édouard Vaillant, un grand socialiste (1840-1915) ( <b>Georges Bourgin</b> ) . . . . .	402
DREW EGBERT (Donald), PERSONS (Stow), BASSETT (Seymour). Socialism and American Life ( <b>Robert Schnerb</b> ) . . . . .	171
DUFFY (James). Shipwreck and Empire. Portuguese maritime disasters in a century of decline ( <b>Vitorino Magalhães-Godinho</b> ) . . . . .	136
EATON (Clement). A history of the Southern Confederacy ( <b>M. Giraud</b> ) . . . .	395
ERRMAN (John). History of the Second World War, Grand Strategy. V: August 1943-September 1944 ( <b>Général Lestien</b> ) . . . . .	411
ELTON (G. R.). England under the Tudors ( <b>Roger Chauviré</b> ) . . . . .	134
ERNET (Louis). Droit et société dans la Grèce ancienne ( <b>Paul Cloché</b> ) . . . .	339
Geschichte der Republik Oesterreich ( <b>J. Droz</b> ) . . . . .	407
GOUTARD (A.). 1940. La guerre des occasions perdues ( <b>Général Lestien</b> ) . . . .	408
GREEN (F. C.). Jean-Jacques Rousseau. A critical study of his life and writings ( <b>Jean Égret</b> ) . . . . .	375
GRENIER (Fernand), éditeur. Papiers Contrecoeur et autres documents concernant le conflit anglo-français sur l'Ohio de 1754 à 1756 ( <b>M. Giraud</b> ) . . . . .	155

GUIRAL (Pierre). Prévost-Paradol (1829-1870), pensée et action d'un libéral sous le Second Empire ( <b>Louis Girard</b> ) . . . . .	169
HILL (Christopher). Economic problems of the Church. From Archbishop Whitgift to the Long Parliament ( <b>G. Lefebvre</b> ) . . . . .	363
History of the Crusades (A), édité par K. M. SETTON. I : The first hundred years, éd. par Marshall W. BALDWIN ( <b>Claude Cahen</b> ). . . . .	122
HOUSE (Albert Virgil), editor. Planter Management and Capitalism in Ante-Bellum Georgia. The Journal of Hugh Fraser Grant Ricegrower ( <b>M. Giraud</b> ) . . . . .	156
HUGUES (Philip). The Reformation in England. Vol. II et III ( <b>R. Chauviré</b> ). . . . .	141
IBN IYÂS. Journal d'un bourgeois du Caire (Histoire des Mamlouks), trad. par G. WIET ( <b>Claude Cahen</b> ) . . . . .	348
KUKIEL (M.). Czartoryski and European Unity 1770-1861 ( <b>Ambroise Jobert</b> ). . . . .	162
LAPEYRE (Henri). Une famille de marchands : les Ruiz. Contribution à l'étude du commerce entre la France et l'Espagne au temps de Philippe II ( <b>P. Chaunu</b> ). . . . .	353
LARSEN (J. A. O.). Representative Government in greek and roman history ( <b>Paul Cloché</b> ) . . . . .	339
LEFEBVRE (Gustave). Essai sur la médecine égyptienne de l'époque pharaonique ( <b>Maurice Alliot</b> ) . . . . .	338
LEFLER (Hugh Talmage) and NEWSOME (Albert Ray). The History of a Southern State. North Carolina ( <b>M. Giraud</b> ) . . . . .	394
LÉGER (François). Les influences occidentales dans la révolution de l'Orient ; Inde-Malaisie-Chine, 1850-1950 ( <b>Jean Chesneaux</b> ) . . . . .	399
LÉONARD (É. G.). Les Angevins de Naples ( <b>Claude Cahen</b> ) . . . . .	125
Libri degli Alberti del Giudice (I), éd. par A. SAPORI ( <b>É. G. Léonard</b> ). . . . .	120
MARROU (H.-I.). De la connaissance historique ( <b>G. Lefebvre</b> ) . . . . .	335
MELLANO (Maria Franca). La Controriforma nella diocesi di Mondovì (1560-1602) ( <b>J. Delumeau</b> ) . . . . .	143
MELONI (Piero). Il valore storico e le fonti del Libro Macedonico di Appiano ( <b>Paul Cloché</b> ) . . . . .	343
MIDDLETON (Arthur Pierce). Tobacco Coast. A Maritime History of Chesapeake Bay in the Colonial Era ( <b>M. Giraud</b> ) . . . . .	371
MILLER (Perry). The New England mind. The Seventeenth Century ( <b>Id.</b> ). . . . .	149
Id. From Colony to Province ( <b>Id.</b> ) . . . . .	149
MONIGLIANO (Arnaldo). Contributo alla storia degli studi classici ( <b>Paul Cloché</b> ). . . . .	118
MORALES PADRÓN (Francisco). El comercio canario americano (siglos xvi, xvii y xviii) ( <b>Pierre Chaunu</b> ) . . . . .	145
PANNIKAR (K. M.). Asia and western dominance. a survey of the Vasco de Gama epoch of Asia history, 1498-1945 ( <b>Jean Chesneaux</b> ) . . . . .	137
PAUL (Robert S.). The Lord Protector ( <b>Roger Chauviré</b> ) . . . . .	365
PITHON (Rémy). A propos du testament politique de Richelieu ( <b>V.-L. Tapié</b> ). . . . .	359
PLACE (Robin). Down to Earth, a practical guide to archeology ( <b>F. Bordes</b> ). . . . .	334
POUTHAS (Charles-H.). La population française pendant la première moitié du xix <sup>e</sup> siècle ( <b>Marcel Reinhard</b> ) . . . . .	166
RANGE (Willard). A century of Georgia Agriculture (1850-1950) ( <b>P. de Saint-Jacob</b> ). . . . .	398

READ (Conyers). Mr. Secretary Cecil and Queen Elizabeth ( <b>R. Chauviré</b> ) . . .	360
69 SCHNERR (Robert). Le XIX <sup>e</sup> siècle, l'apogée de l'expansion européenne (1815-1914) (t. VI de l'Histoire générale des civilisations) ( <b>Louis Girard</b> ) . . .	379
163 SETTON (Kenneth M.). The Byzantine background of the Italian renaissance ( <b>P. Lemerle</b> ) . . . . .	350
22 SEVRIN (Abbé Ernest). Un évêque militant et gallican au XIX <sup>e</sup> siècle, Mgr Clausel de Montals, évêque de Chartres (1769-1867) ( <b>J. Vidale</b> ) . . .	386
SMAIL (R. C.). Crusading Warfare (1097-1193) ( <b>Claude Cahen</b> ) . . . . .	346
56 SOUSTELLE (Jacques). La vie quotidienne des Aztèques à la veille de la conquête espagnole ( <b>Pierre Chaunu</b> ) . . . . .	130
41 SPEARS (Major général Sir Edmond). Assignment to Catastroph. Vol. II : The Fall of France ( <b>Général Lestien</b> ) . . . . .	410
48 STEARNS (Raymond Phineas). The strenuous Puritan, Hugh Peter, 1598-1660 ( <b>M. Girard</b> ) . . . . .	149
62 SYMES (Michael). Journal of his second Embassy to the Court of Ava in 1802 ( <b>Jean Chesneaux</b> ) . . . . .	377
53 TERVEEN (Fritz). Gesamtstaat und Retablissement. Der Wiederaufbau des nördlichen Ostpreussen unter Friedrich Wilhelm I, 1714-1740 ( <b>Georges Livet</b> ) . . . . .	158
99 VAN BOETZELAER. Pieter Van Dam's Beschryvinge van de Oostindische Compagnie. Vierde Boek ( <b>J. Godard</b> ) . . . . .	148
8 VASELLA (Oskar). Abt Theodul Schlegel von Chur und seine Zeit (1515-1529) ( <b>Georges Livet</b> ) . . . . .	140
9 VAUSSARD (Maurice). Histoire de la démocratie chrétienne. France-Belgique-Italie ( <b>Marcel Reinhard</b> ) . . . . .	413
5 WEDGWOOD (C. V.). The King's Peace, 1637-1641 ( <b>R. Chauviré</b> ) . . . . .	362
5 WHITAKER (Arthur P.). The Western Hemisphere Idea : Its Rise and Decline ( <b>Pierre Chaunu</b> ) . . . . .	405
3 WILLIAMS (David). The Rebecca Riots ( <b>G. Lefebvre</b> ) . . . . .	164
3 WINCHESTER (Barbara). Tudor family Portraits ( <b>R. Chauviré</b> ) . . . . .	358

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale, 177, 414 ; Grèce ancienne, 418 ; Orient classique, 419 ; Islam, 420 ; Les guerres mondiales, 421 ; Byzance, 423 ; Allemagne, 188 ; Autriche, 425 ; Belgique, 190, 426 ; Espagne, 427 ; États-Unis, 191 ; France, 193 ; Grande-Bretagne, 203 ; Italie, 207 ; Pays-Bas, 211 ; Pays scandinaves, 212 ; U. R. S. S., 429.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

Histoire générale et instruments de travail, 215, 431.  
 Préhistoire, Antiquité et Orient classique, 217, 433.  
 Moyen Age, 218, 434.  
 XVI<sup>e</sup> siècle et Ancien Régime, 220, 436.  
 Révolution française et XIX<sup>e</sup> siècle, 222, 439.  
 Depuis 1914, 225, 441.  
 Histoire religieuse, 226, 443.

## CHRONIQUE

Nécrologie : HAJNAL (István), par **Charles Samaran**, 228 ; MANTOUX (Paul), par **Maurice Baumont**, 444 ; DOUCET (Roger), par **J. Delumeau**, 448.

Soutenance de thèses en Sorbonne : Jacques BOUSSARD : *Le gouvernement d'Henri II Plantagenet* (thèse principale) ; *L'Historia pontificum et comitum Engolismensium* (édition critique) (thèse secondaire), par **P. Riché**, 450. — Liste des mémoires présentés en 1956 devant les Facultés des lettres en vue de l'obtention du diplôme d'Études supérieures, 451. — Premier colloque international d'histoire du journalisme, par **Jacques Godechot**, 229. — France, 230.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 459.

TABLE DES MATIÈRES, 464.

---

*Le gérant : P.-J. ANGOUVENT.*

